

Chambre des Représentants

SESSION 1966-1967.

28 FÉVRIER 1967.

PROJET DE LOI

attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION SPECIALE (¹),
PAR MM. Raymond SCHEYVEN
ET Louis D'HAESELEER.

TABLE DES MATIERES.

	Pages
I. — <i>Introduction</i>	3
— Exposé introductif du Premier Ministre	10
— Exposé du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget	15
— Exposé du Ministre des Affaires économiques	16
— Exposé du Ministre des Finances	18
II. — <i>Quatre questions préalables</i>	23
— Constitutionnalité des pouvoirs spéciaux	23
— Harmonisation des pouvoirs spéciaux et du contrôle parlementaire?	34
— Les pouvoirs spéciaux qui vous sont demandés sont-ils indispensables et opportuns? Seront-ils efficaces?	36
— Interprétation de l'article 3 du projet de loi	39
III. — <i>Consultation du Conseil d'Etat?</i>	42
IV. — <i>Discussion préliminaire à l'examen des articles</i>	45
V. — <i>Examen de l'article premier</i>	46
— La reconversion régionale et la relance économique	50

(¹) Composition de la Commission :

A. — Membres : MM. Califice, Eneman, Gilson, Lavens, Lefèvre, Moyersoen, Parisis, Pêtre, Posson, Scheyven, Tindemans. — Brouhon, Collard, Delière, Lacroix, Leburton, Merlot, Pierson, Simonet, Van Eynde. — Borsu, Corbeau, D'haeseleer, Lefebvre (R.), Piron, Walniet, — Van der Elst.

B. — Suppléants : MM. Cooreman, Michel, Remacle, Schyns, Van Mechelen, Verhenne. — Boeykens, Cudell, Major, Terwagne, Toubeau. — Boey, Delruelle, Mergam. — Schiltz.

Voir :

356 (1966-1967) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 à 8 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1966-1967.

28 FEBRUARI 1967.

WETSONTWERP

tot toekenning van bepaalde machten ten einde de economische heropleving, de bespoediging van de regionale reconversie en de stabilisatie van het begrotingsevenwicht te verzekeren.

VERSLAG

NAMENS DE SPECIALE COMMISSIE (¹),
UITGEBRACHT DOOR DE HEREN
Raymond SCHEYVEN EN Louis D'HAESELEER.

INHOUDSTAFEL.

	Bladz.
I. — <i>Inleiding</i>	3
— Inleidende uiteenzetting van de Eerste Minister	10
— Betoog van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting	15
— Uiteenzetting van de Minister van Economische Zaken	16
— Uiteenzetting van de Minister van Financiën	18
II. — <i>Vier voorafgaande vragen</i>	23
— Grondwettelijk karakter van de bijzondere machten	23
— Harmoniseren van de bijzondere machten met de parlementaire controle?	34
— Zijn de gevraagde bijzondere machten onontbeerlijk en opportuin? Zijn ze voldoende?	36
— Interpretatie van artikel 3 van het wetsontwerp	39
III. — <i>Raadpleging van de Raad van State?</i>	42
IV. — <i>Gedachtenwisseling vóór de besprekking van de artikelen.</i>	45
V. — <i>Onderzoek van artikel 1</i>	46
— De regionale reconversie en de economische heropleving	50

(¹) Samenstelling van de Commissie :

A. — Leden : de heren Califice, Eneman, Gilson, Lavens, Lefèvre, Moyersoen, Parisis, Pêtre, Posson, Scheyven, Tindemans. — Brouhon, Collard, Delière, Lacroix, Leburton, Merlot, Pierson, Simonet, Van Eynde. — Borsu, Corbeau, D'haeseleer, Lefebvre (R.), Piron, Walniet. — Van der Elst.

B. — Plaatsvervangers : de heren Cooreman, Michel, Remacle, Schyns, Van Mechelen, Verhenne. — Boeykens, Cudell, Major, Terwagne, Toubeau. — Boey, Delruelle, Mergam. — Schiltz.

Zie :

356 (1966-1967) :

- N° 1 : Wetsontwerp.
- N° 2 tot 8 : Amendementen.

Pages		Bladz.
— L'octroi des moyens permettant la réalisation de projets industriels importants ...	53	53
— La constitution d'un fonds exceptionnel de reconversion ...	54	54
— L'accroissement des moyens de la S.N.I. ...	56	56
— L'assainissement rapide des sites charbonniers et leur mise en valeur immédiate ... Exposé du Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour l'Economie régionale ...	57	57
— La fusion des charbonnages en Campine ...	57	57
— La programmation active des investissements industriels ...	60	60
— L'adoption de différents plans régionaux de reconversion économique ...	61	61
— La promotion des exportations ...	62	62
— Le recrutement dans les services publics des travailleurs touchés par la fermeture des charbonnages ...	64	64
— Le secteur de l'énergie nucléaire ...	68	
— Le fonctionnement des services publics ... Exposé du Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et au Tourisme ...	71	
— Les organismes d'intérêt public ... Exposé du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget ...	72	
— Le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions. Exposé du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget ...	74	
— La mobilisation des capitaux ...	77	
— L'Education nationale ... Exposé introductif du Ministre de l'Education nationale ... Exposé du Ministre-Secrétaire d'Etat à l'Education nationale ...	77	
— Réforme de la législation sur l'exercice de l'art de guérir ... Exposé introductif du Ministre de la Santé publique.	85	
— L'assurance maladie-invalidité ... Exposé du Ministre de la Prévoyance sociale ...	91	
— Le secteur des pensions ... Exposé du Ministre de la Prévoyance sociale ...	103	
— Le statut social des travailleurs indépendants ... Exposé du Ministre des Classes moyennes ...	112	
— Le progrès social global ... Exposé du Ministre de la Prévoyance sociale ...	116	
— Vote de l'article premier et des amendements ...	122	
VII. — Examen de l'article 2 ...	122	
— Considérations générales ...	130	
— Situation budgétaire et financière ... Exposé du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget ...	130	
— Questions d'ordre général ... Impôt des personnes physiques ... Impôt des sociétés ... Dispositions communes à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des sociétés ... Taxes assimilées aux impôts directs ... Dispositions concernant les droits de succession, d'enregistrement, etc. ... Perception plus exacte des impôts ... Votes ...	136	
VIII. — Examen et vote de l'article 3 ...	136	
IX. — Examen et vote de l'article 4 ...	143	
X. — Vote de l'article 5 ...	143	
X. — Vote de l'article 6 ...	149	
Vote sur l'ensemble du projet ...	161	
Texte adopté par la Commission ...	161	
Note de la minorité ...	161	
Annexes :	161	
I. — Dispositions législatives visées au § 4 de l'article 2 du texte adopté par la Commission ...	161	
II. — Contrôle op het gebruik van de toelagen ...	161	
Bijlagen:	161	
I. — Wetsbepalingen bedoeld in § 4 van artikel 2 van de tekst aangenomen door de Commissie ...	221	
II. — Contrôle op het gebruik van de toelagen ...	221	
VIII. — Behandeling van en stemming over artikel 4 ...	224	
IX. — Behandeling van en stemming over artikel 5 ...	226	
X. — Stemming over artikel 6 ...	226	
Stemming over het gehele ontwerp ...	227	
Tekst aangenomen door de Commissie ...	228	
Nota van de minderheid ...	232	
Bijlagen:	232	
I. — Wetsbepalingen bedoeld in § 4 van artikel 2 van de tekst aangenomen door de Commissie ...	242	
II. — Contrôle op het gebruik van de toelagen ...	242	

MESDAMES, MESSIEURS,

I. — INTRODUCTION.

Dans sa déclaration gouvernementale du 23 mars dernier, le Premier Ministre avait affirmé : « Le Gouvernement réclame la collaboration loyale de tous les citoyens. Cette collaboration, il mettra tout en œuvre pour l'obtenir. La confiance se mérite par la clarté. L'opinion publique doit être largement informée, et elle le sera ».

Si, le 9 janvier de cette année, les Belges avaient eu cette déclaration du chef du Gouvernement présente à la mémoire, sans doute eussent-ils été moins surpris d'entendre son message à la radio ou à la télévision.

La « trêve des confiseurs » avait placé les auditeurs du Premier Ministre dans un bien compréhensible état d'euphorie. Ils s'attendaient à une allocution traditionnelle, à la formulation de voeux conventionnels relatifs à leur santé et à leur prospérité, et à l'assurance que les pouvoirs publics n'épargneraient aucun effort pour y contribuer dans la mesure de leurs moyens.

Et voilà que d'emblée le chef du Gouvernement leur parlait d'inquiétude devant une situation internationale troublée, d'une situation économique difficile, de problèmes régionaux préoccupants !

Au lieu de voeux de bonheur stéréotypés, les auditeurs de la radio et les téléspectateurs s'entendaient personnellement pris à partie : « Ce soir, à chacun d'entre vous, je veux dire les raisons pour lesquelles les mois à venir ne seront pas toujours faciles.

» Je ne sais pas si c'est ce que vous souhaitez entendre mais, dans les moments difficiles, le Premier Ministre a le devoir, non pas de plaire ni de promettre, mais de demander à chaque citoyen ce qu'il peut faire pour contribuer à assurer le mieux-être du pays.

» Je sais que la vérité n'est pas toujours commode, mais il serait impardonnable que nos chances exceptionnelles puissent être gâchées par la faiblesse, la facilité ou l'indécision. »

Ensuite, signalant les conséquences immédiates d'un certain tassement de l'activité économique — augmentation du chômage, coûteuse diminution des recettes fiscales, aggravation de la situation dans certaines régions déprimées, reconversion rendue plus difficile, compressions budgétaires plus délicates, etc... — le Premier Ministre en venait au point essentiel de son message : « Dans les jours et les semaines qui viennent, des décisions importantes tomberont : j'ignore si elles seront toutes populaires, mais je sais qu'elles sont indispensables ».

Beaucoup de nos concitoyens étaient convaincus que grâce au Marché Commun, l'économie belge connaîtrait une expansion et une prospérité continues. Ils auront, sans doute, été déçus d'entendre un langage qui, à tout prendre, n'était cependant pas tellement différent de celui dont usait le Premier Ministre lors de son accession au pouvoir : « Des efforts seront demandés à tous selon les possibilités de chacun », disait la déclaration gouvernementale. « Mais ils ne sont rien à côté des sacrifices qui nous seraient imposés si, faute de courage, nous manquions le rendez-vous de l'expansion économique et du progrès social ».

DAMES EN HEREN,

I. — INLEIDING.

In de regeringsverklaring van 23 maart j.l. verklaarde de Eerste Minister : « De Regering verzoekt om de loyale medewerking van alle burgers. Zij zal alles in het werk stellen om deze medewerking te bekomen. Vertrouwen wint men door klaarheid. De openbare opinie moet ruim voorgelicht worden, en dat zal gebeuren ».

Hadden de Belgen zich op 9 januari 1967 die verklaring van het regeringshoofd herinnerd, dan zouden zij ongetwijfeld minder verrast geweest zijn bij het aanhoren van zijn boodschap over de radio en de televisie.

De eindejaarsfeesten hadden de toehoorders in een begrijpelijke staat van euporie gebracht. Zij verwachtten een traditionele toespraak, de gebruikelijke nieuwjaarswensen voor een goede gezondheid en veel voorspoed, naast de verzekering dat de autoriteiten niets onverlet zouden laten om daartoe bij te dragen naar gelang van de tot hun beschikking staande middelen.

Nu begon de Eerste Minister al dadelijk zijn onrust uit te spreken over de sombere internationale toestand, de economische moeilijkheden en de zorgwekkende regionale problemen !

In plaats van de gewone wensen van geluk kregen de luisteraars en kijkers het volgende te horen : « Maar vanavond wens ik aan ieder van U ook te zeggen waarom de maanden, die voor ons liggen, niet altijd even gemakkelijk zullen zijn.

» Ik weet niet of U zo iets graag hoort, maar wanneer er moeilijke ogenblikken dreigen, mag de Eerste Minister zich niet beperken tot vriendelijke woorden en tot beloften. Dan moet hij tot elke burger van het land de vraag richten : Wat kunt gij doen om tot 's lands welvaart bij te dragen ?

» Ik weet dat het niet altijd aangenaam is de waarheid te aanhoren, maar het zou onvergeeflijk zijn de uitzonderlijke kansen waarover wij beschikken, nu te verspelen door zwakheid, gemakzucht of aarzeling. »

Vervolgens wees hij op de onmiddellijke gevolgen van een zekere stremming van de economische activiteit : stijging van de werkloosheid, ernstige vermindering van de belastingontvangsten, verslechtering van de toestand in sommige door depressie getroffen gebieden, moeilijker geworden omschakeling, lastiger besnoeiingen in de begrotingen enz. Dan kwam de hoofdzaak van zijn boodschap : « In de dagen en de weken die voor ons liggen, zullen belangrijke beslissingen worden getroffen. Ik weet niet of ze allemaal even populair zullen zijn, maar ik weet wel dat zij broodnodig zijn ».

Velen onder onze medeburgers waren overtuigd dat het Belgische bedrijfsleven, dank zij de Gemeenschappelijke Markt, een onophoudelijke expansie en welvaart zou kennen. Zij zullen zeker erg ontgoocheld zijn geweest toen zij die toespraak te horen kregen, hoewel de Eerste Minister bij zijn aantreden woorden heeft gesproken die daar niet zo erg van verschilden : « Allen zullen inspanningen moeten doen, naar gelang van het vermogen van eenieder. Maar deze inspanningen zijn niets in vergelijking met de offers die ons zouden opgelegd worden, indien wij door een tekort aan moed in gebreke zouden blijven inzake economische expansie en sociale vooruitgang ».

La constatation réaliste que faisait le Premier Ministre des conséquences d'un début de récession, aurait dû d'autant moins surprendre nos compatriotes que, le 9 novembre 1965, le chef du Gouvernement précédent avait déclaré : « Quels que soient ses pouvoirs et ses talents, un Ministre des Finances ne peut maîtriser seul un train lancé à grande vitesse s'il doit, en traversant un brouillard soudain, constater que les freins ne fonctionnent pas ».

Ces « comparaisons ferroviaires » de M. Harmel avaient cependant frappé l'opinion, tant elles avaient abondamment été commentées par la presse .

Un autre passage du même discours de M. Harmel a été également souvent repris . « Je l'ai déjà dit : pour rester dans les limites permises par le taux d'accroissement prévisible du produit national brut, l'augmentation annuelle des budgets aurait dû se limiter, de 1964 à 1965 et de 1965 à 1966, à un taux d'expansion de 6,5 % par an à prix courants; or, le taux de croissance en deux ans, de 1964 à 1966, aura été de plus ou moins 30 %.

» En continuant à ce rythme, le budget de l'Etat dépasserait 330 milliards en 1970, et l'ensemble des dépenses des pouvoirs publics (Etat, pouvoirs locaux et sécurité sociale) approcherait par là 50 % du total des revenus belges, c'est-à-dire du produit national brut.

» Personne ne le veut et tout le monde sait quels seraient les dangers d'une telle escalade » (1).

Le Premier Ministre de l'époque se refusait à admettre que l' « accident financier » qui s'était alors produit, avait un caractère fatal et que la situation des finances publiques était en quelque sorte irrémédiable, pour autant cependant que les pouvoirs publics acceptent de corriger leurs erreurs ou leurs déficiences.

Le Premier Ministre estimait que la dégradation des finances publiques avait pour causes principales : le caractère international de l'emballlement des dépenses publiques; la fâcheuse habitude qu'ont les Belges de mettre fin à leurs querelles politiques au détriment des finances de l'Etat; la mollesse de la réaction politique face aux dépassements non autorisés des prévisions budgétaires; les évaluations insuffisantes, de peur de présenter un budget en déséquilibre; les engagements pris après le vote du budget, sans information suffisante de leur coût; l'établissement tardif des feuilletons supplémentaires à un moment où il n'est plus possible de peser sur des décisions déjà prises en fait; la fluidité du contrôle public au cours des fins de législature et des crises gouvernementales.

Et, pour ne pas être obligé, malgré l'important effort de compression qui avait déjà été accompli par le Gouvernement, de déposer un budget en déficit de quelque 17 milliards, le Premier Ministre de l'époque proposait une série de mesures fiscales pour un ensemble de 13 400 millions.

Le Gouvernement actuel, lui aussi, plaça au premier plan de ses préoccupations, le rétablissement de l'équilibre durable des finances publiques.

« En 1967 », affirmait la déclaration gouvernementale du 23 mars 1966, « sans une action énergique et immédiate, les dépenses publiques atteindraient quelque 225 milliards et, compte tenu des recettes fiscales escomptées, le déficit à l'ordinaire pourrait atteindre de 10 à 12 milliards.

(1) *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, séance du 9 novembre 1965, p. 15.

De réaliste overwegingen van de Eerste Minister over de gevolgen van een zich aftekenende recessie hadden onze landgenoten des te minder moeten verrassen, daar het hoofd van de vorige Regering op 9 november 1965 had verklaard : « Maar welke macht of welke talenten een Minister van Financiën ook mag hebben, alléén is hij niet in staat om bij een plots opkomende mist een snelopende trein in te houden wanneer hij moet vaststellen dat de remmen slecht functioneren ».

Die « trein-vergelijkingen » van de heer Harmel hadden nochtans de publieke opinie zeer getroffen, omdat zij uitvoerig door de bladen gecommenceerd werden.

Een andere passus uit dezelfde toespraak van de heer Harmel is even dikwijls aangehaald : « Ik zei het reeds : om binnen de toelaatbare grenzen van het waarschijnlijke groeipercentage van het B.N.P. te blijven, zou de jaarlijkse aangroei der begrotingen van 1964 tot 1965 en van 1965 tot 1966 moeten beperkt blijven tot 6,5 % tegen courante prijzen; welnu, het groeiritme zal in twee jaar, van 1964 tot 1966, ongeveer 30 % bedragen.

» In zulk aanhoudend tempo zou de Rijksmiddelenbegroting 330 miljard overtreffen in 1970, en het geheel der uitgaven van de openbare sector (Staat, provincies, gemeenten en maatschappelijke zekerheid) zou bijna 50 % van het B.N.P. bereiken.

» Niemand wil dit en iedereen weet welke gevaren aan een dergelijke spiraal verbonden zijn » (1).

De toenmalige Eerste Minister weigerde in te zien dat het « financiële accident » dat zich toen had voorgedaan, onafwendbaar was en dat de toestand van de openbare financiën in zekere zin niet meer hersteld kon worden, althans niet indien de autoriteiten hun vergissingen of tekortkomingen niet wilden herstellen.

De Eerste Minister was de mening toegedaan dat de verslechtering van de openbare financiën hoofdzakelijk te wijten was aan het internationale karakter van de plotse-linge en snelle stijging der openbare uitgaven, aan de slechte gewoonte welke de Belgen hebben om aan hun politieke twisten een einde te maken ten nadele van de Rijksfinanciën, aan de zwakke politieke reactie tegenover de niet gemachtigde overschrijdingen van de begrotingsramingen, aan de te lage ramingen uit vrees een niet sluitende begroting voor te stellen, aan de verplichtingen aangegaan na de goedkeuring van de begroting, zonder dat voldoende gegevens voorhanden waren over de prijs ervan, aan het laattijdige opstellen van de bijbladen, wanneer geen invloed meer kan uitgeoefend worden op in feite reeds genomen beslissingen, aan het onsamengestelde karakter van de controle van overheidswege op het einde van de legislatuur en tijdens de regeringscrises.

En om, ondanks de belangrijke besnoeiingen die door de Regering reeds waren gedaan, niet verplicht te zijn een begroting in te dienen met een tekort van ongeveer 17 miljard, stelde de toenmalige Eerste Minister een reeks belastingmaatregelen voor ten bedrage van 13 400 miljoen.

Ook de huidige Regering is in de eerste plaats bezorgd om een duurzaam herstel van het evenwicht der overheidsfinanciën.

« Zonder krachtdadige en onmiddellijke actie zouden de uitgaven op de gewone begroting in 1967 kunnen oplopen tot ongeveer 225 miljard en zou het deficit op deze begroting rekening houdend met de te verwachten fiscale ontvangsten, 10 à 12 miljard kunnen bedragen », zo luidde de regeringsverklaring van 23 maart 1966.

(1) *Parlementaire handelingen*, Kamer van Volksvertegenwoordigers, vergadering van 9 november 1965, blz. 15.

» Un tel emballlement des finances publiques ne saurait être toléré.

» Une seule solution subsiste : il faut, sous peine d'un recours massif à l'impôt dont tous les citoyens seraient les victimes, ramener l'augmentation des dépenses publiques à un taux comparable à celui du produit national brut ».

Conscient cependant des difficultés considérables qu'il lui faudrait surmonter, le Gouvernement s'était alors proposé d'aboutir « dans un délai raisonnable de trois années ».

« Ceci signifie concrètement », disait le Premier Ministre :

« — en 1966, exécuter rigoureusement le budget voté et assurer un contrôle draconien des crédits supplémentaires;

» — freiner en 1967 l'accroissement des dépenses publiques à concurrence de 10 milliards par rapport aux prévisions;

» — rétablir en 1968 un équilibre durable entre recettes et dépenses ».

Ce plan gouvernemental qui avait pour objectif de réaliser l'équilibre budgétaire, progressivement et dans un délai de trois années — aussi sage et prudent fut-il — n'en comportait pas moins de graves inconvénients.

En effet, l'accumulation de déficits budgétaires importants, pendant plusieurs années consécutives, risquait d'ébranler le crédit public tant en Belgique qu'à l'étranger. Elle nécessitait le recours à l'emprunt pour couvrir ces déficits, alors que, depuis trop longtemps, quantité de dépenses ordinaires figuraient déjà au budget extraordinaire.

A la question qui lui fut posée, à ce sujet, lors de la discussion, en Commission de la Chambre, du Budget des Voies et Moyens pour 1967, à savoir : « A quel montant s'élèvent, pour 1966 et pour 1967, les crédits prévus au budget extraordinaire pour assurer le financement des dépenses qui devraient normalement figurer à l'ordinaire ? », le Ministre des Finances reconnaissait qu'il y en avait pour 14 246 millions en 1966 et pour 7 970 millions en 1967. Et il ajoutait que, selon la classification économique des dépenses budgétaires, les dépenses militaires (quelque 18 milliards de francs) de quelque nature qu'elles soient, devraient être portées dans les dépenses courantes⁽¹⁾.

Une telle politique de facilité s'est inéluctablement répercutée sur la hauteur de notre dette publique : à fin 1965, la dette publique, par tête d'habitant, atteignait en Belgique 51 016 francs contre 24 450 aux Pays-Bas, 17 506 en France et 10 435 en Italie.

Ces chiffres traduisent de manière éclatante la mauvaise gestion de nos finances publiques depuis tant d'années,

(1) Rapport sur le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1967. Les termes exacts de la déclaration du Ministre des Finances sont les suivants : « Toutefois, dans un esprit de pure orthodoxie, il serait désirable de transférer au budget ordinaire certaines dépenses qui ont toujours figuré jusqu'à présent à l'extraordinaire. Il est cependant compréhensible qu'au moment où le Gouvernement est parvenu à réaliser un an plus tôt que prévu l'équilibre du budget ordinaire, il n'a pas été possible en même temps d'y transférer une série de charges qui n'y figuraient pas pendant les années antérieures. A titre d'information, le tableau suivant fournit les renseignements demandés (tableau).

» Il convient d'ajouter que selon la classification économique des dépenses budgétaires, les dépenses militaires de quelque nature qu'elles soient, devraient être portées dans les dépenses courantes. Par contre, les amortissements de la dette publique qui sont prévus au budget ordinaire (16,2 milliards) seraient inscrits parmi les dépenses de capital ».

« Zulke buitensporige stijging van de openbare uitgaven kan niet worden geduld.

» Dientengevolge blijft er slechts één oplossing : men moet de verhoging van onze openbare uitgaven terugbrengen tot een percentage dat vergelijkbaar is met dat van het bruto nationaal produkt, zoniet zou een massaal beroep op de belasting nodig zijn, waarvan alle burgers het slachtoffer zouden zijn ».

De Regering gaf zich echter rekenschap van de grote moeilijkheden die daartoe zouden moeten overwonnen worden; zij nam zich derhalve voor het gestelde doel « binnen een redelijke termijn van drie jaar » te bereiken.

« Concreet betekent dit », zo vervolgde de Eerste Minister :

« — in 1966, de goedgekeurde begroting streng uitvoeren en een drastische controle uitoefenen op de bijkredieten;

» — in 1967, de aangroei van de openbare uitgaven afremmen ten belope van 10 miljard ten opzichte van de ramingen;

» — in 1968, het duurzaam evenwicht herstellen tussen ontvangsten en uitgaven ».

Het doel dat de Regering met dit plan nastreefde, was het geleidelijk herstel van het begrotingsevenwicht binnen een termijn van drie jaar; ofschoon het een wijs en voorzichtig plan was, waren er ernstige bezwaren aan verbonden.

Door de opstapeling van aanzienlijke tekorten op de begroting gedurende verscheidene opeenvolgende jaren kon immers het staatskrediet zowel in ons land als in het buitenland in gevaar worden gebracht. Zij vergde een beroep op leningen om die tekorten te dekken, terwijl er sedert lang tal van gewone uitgaven voorkomen op de buitengewone begroting.

Op de vraag die aan de Minister van Financiën dienaangaande werd gesteld tijdens de bespreking van de Rijksmiddelenbegroting voor 1967 in de Kamercommissie : « Hoeveel bedragen de voor 1966 en 1967 op de buitengewone begroting uitgetrokken kredieten voor de financiering van uitgaven die normaal op de gewone begroting zouden moeten voorkomen ? », volgde de bekentenis van de Minister dat er in 1966 voor 14.246 miljoen waren en in 1967 voor 7.970 miljoen. En hij voegde eraan toe dat, volgens de economische rangschikking van de begrotingsuitgaven, de militaire uitgaven (ca. 18 miljard frank), ongeacht hun aard, bij de lopende uitgaven moeten worden ondergebracht⁽¹⁾.

Een dergelijke gemakzuchtige politiek heeft onvermijdelijk haar weerslag gehad op de omvang van onze rijksschuld : einde 1965 bedroeg de rijksschuld, per inwoner, 51 016 frank in België tegenover 24 450 frank in Nederland, 17 506 frank in Frankrijk en 10 435 frank in Italië.

Deze getallen bewijzen zeer duidelijk hoe slecht onze openbare financiën sinds zoveel jaren beheerd worden en

(1) Verslag over de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1967. De juiste bewoordingen van de verklaring van de Minister van Financiën zijn de volgende : « Doch met het oog op een technisch orthodoxe voorstelling ware het wenselijk sommige uitgaven die tot dusver steeds op de buitengewone begroting voorkwamen, over te hevelen naar de gewone begroting. Maar het is begrijpelijk dat, nu de Regering erin geslaagd is de gewone begroting een jaar vroeger dan voorzien sluitend te maken, het niet mogelijk was daarin tegelijkertijd een aantal lasten op te nemen die er vroeger niet in voorkwamen. Bij wijze van inlichting worden in de onderstaande tabel de gevraagde informatie verstrekkt (tabel).

» Hierbij zij opgemerkt dat, volgens de economische rangschikking van de begrotingsuitgaven, de militaire uitgaven, ongeacht hun aard, bij de lopende uitgaven moeten worden ondergebracht. De voor 16,2 miljard op de gewone begroting uitgetrokken kredieten voor aflossing van de rijksschuld zouden daarentegen tot de kapitaalsuitgaven moeten worden gerekend ».

comme ils représentent un des aspects les plus dangereux et les plus navrants de notre situation économique actuelle.

Dangereux et navrant, parce que c'est précisément aujourd'hui que secteurs public et privé devraient pouvoir emprunter largement sur le marché des capitaux : le secteur public, pour réaliser d'urgence l'infrastructure indispensable à la reconversion de certaines régions touchées par le déclin économique et à la position centrale que notre pays — le carrefour de l'Europe — occupe au sein du Marché Commun; le secteur privé, pour orienter plus résolument l'activité industrielle dans les secteurs modernes en expansion rapide et pour assurer une reconversion d'autant plus nécessaire et urgente que la compétition s'accroît chaque jour davantage au sein du Marché Commun et que se multiplient les occasions d'investissements nouveaux.

Il fallait craindre, enfin, que, si le Gouvernement n'arrivait pas à équilibrer le budget ordinaire dans le délai de trois ans qu'il s'accordait, il lui devint politiquement impossible de lever de nouveaux impôts à la veille d'une consultation électorale.

Le Gouvernement semble s'être rallié à ce point de vue puisque dans l'Exposé Général sur le budget de 1967, il déclarait : « En déposant un budget équilibré, sans impôts nouveaux, au niveau de 220,7 milliards, le Gouvernement a été au-delà de l'objectif qu'il s'était tracé pour 1967 dans sa déclaration du 23 mars 1966. Le but atteint est non seulement conforme à l'orthodoxie budgétaire, mais il correspond aussi à la nécessité de dégager le maximum de ressources pour le financement d'un important budget extraordinaire et au souci de restaurer une plus grande confiance dans le chef des épargnants dont l'effort est valorisé au mieux par des réalisations importantes dans le domaine de l'investissement » (1).

Et le Gouvernement concluait l'Exposé Général du budget des Recettes et des Dépenses 1967, dans les termes que voici : « Dans sa déclaration du 23 mars 1966, le Gouvernement s'assignait de réaliser en 1968 l'équilibre durable du budget. Cet objectif est atteint un an plus tôt que prévu : le projet de budget pour l'année 1967, soumis à l'approbation des Chambres législatives, est en équilibre. Ce résultat a pu être atteint sans aggravation de la charge fiscale et malgré l'incorporation de crédits provisionnels destinés à faire face à des dépenses éventuelles, telles celles résultant de la hausse des prix.

» (...) Ce redressement des finances publiques rend dès maintenant possible le développement d'une politique d'investissements publics ambitieuse et rigoureusement indispensable dans un pays qui, placé au centre géographique et politique de la Communauté européenne, risquerait de perdre ses chances d'en retirer des avantages légitimes s'il ne réalisait pas rapidement l'infrastructure nécessaire (2).

Ce sont peut-être ces propos qui ont été considérés par d'aucuns comme une sorte de bulletin de victoire et qui ont donné l'impression à une large partie de l'opinion publique qu'en quelques mois le Gouvernement était parvenu à maîtriser toutes les difficultés financières, à assurer l'équilibre durable du budget ordinaire et à donner à la Trésorerie de l'Etat l'aisance qui lui est absolument indispensable.

Ceci d'autant plus qu'en juin 1966, le Gouvernement avait apporté des modifications au Code des impôts sur les revenus (projet n° 198/4) où, pour la première fois depuis longtemps, il accordait plus d'exonérations fiscales qu'il ne demandait d'impôts nouveaux.

(1) Exposé Général du budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1967, p. 5.

(2) *Ibid.*, p. 142.

zijn tevens een der gevarens en bedroevendste aspecten van onze huidige economische toestand.

Gevaarlijk en bedroevend omdat de openbare en de privé-sector over de mogelijkheid zouden moeten beschikken een ruim beroep te doen op de kapitaalmarkt : de openbare sector, ten einde dringend de infrastructuur tot stand te brengen die onontbeerlijk is voor de reconversie van sommige door de economische teruggang getroffen gewesten en ingevolge de centrale ligging die ons land — kruispunt van Europa — in de Euromarkt inneemt; de privé-sector om de nijverheidsactiviteiten meer resoluut te oriënteren naar de moderne en in snelle expansie verkerende sectoren en voor het bewerken van een reconversie die des te noodzakelijker en spoedeisender is daar de mededinging in de Euromarkt met de dag groter wordt en de mogelijkheden tot nieuwe investeringen steeds talrijker worden.

Ten slotte viel te vrezen dat de Regering, zo zij er niet in slaagde de gewone begroting in evenwicht te brengen binnen de termijn van drie jaar, die zij zich gesteld had, politiek in de onmogelijkheid kwam te verkeren nieuwe belastingen te heffen vlak voor de verkiezingen.

De Regering schijnt dit standpunt te zijn bijgevallen daar zij in de Algemene Toelichting van de begroting voor 1967 het volgende verklaarde : « Nu de Regering een evenwichtige begroting heeft kunnen indienen, ten belope van 220,7 miljard, zonder nieuwe belastingen, is zij verder gegaan dan het objectief dat zij zich voor 1967 stelde in haar verklaring van 23 maart 1966. Het bereikte doel strookt niet enkel met de begrotingsorthodoxie, maar het beantwoordt tevens aan de noodzakelijheid het maximum middelen vrij te maken voor de financiering van een aanzienlijke buitengewone begroting en aan het verlangen om een groter vertrouwen in te boezemen aan de spaarders, wier inspanningen best omgezet worden in grote verwezenlijkingen op het gebied van de investeringen » (1).

En de Regering besloot de Algemene Toelichting van de begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1967 als volgt : « In haar verklaring van 23 maart 1966 nam de Regering zich voor, in 1968 een duurzaam begrotingsevenwicht tot stand te brengen. Dat doel werd reeds een jaar vroeger bereikt dan voorzien : het begrotingsontwerp voor 1967, ter goedkeuring voorgelegd aan de Wetgevende Kamers, is in evenwicht. Dat resultaat werd bereikt zonder verzwaring van de fiscale last en ondanks de opneming van provisionele kredieten bestemd om het hoofd te bieden aan eventuele uitgaven zoals die welke te wijten zijn aan de stijging van het indexcijfer.

» (...) Het herstel der openbare finances biedt van nu af aan meer plaats voor de ontwikkeling van een ambitieus beleid van openbare investeringen dat strikt onontbeerlijk is in een land, dat, gelegen in het geografisch en politiek centrum van de Europese Gemeenschap, de hem geboden kansen om daar een gewetigd voordeel uit te halen, dreigt te zien verloren gaan, zo het niet snel de gewenste infrastructuur verwezenlijkt » (2).

Misschien zijn het deze woorden die door sommigen beschouwd werden als een soort zegebulletin en bij een groot deel van de openbare mening de indruk wekten dat de Regering er in enkele maanden tijds in geslaagd was alle financiële moeilijkheden te overwinnen, het blijvend evenwicht van de gewone begroting te verzekeren en de Schatkist de speelruimte te bezorgen die zij absoluut nodig heeft.

Die indruk werd nog versterkt doordat de Regering in juni 1966 het Wetboek van de inkomensbelastingen wijzigde (ontwerp n° 198/4) en daarbij, voor het eerst sinds lange tijd, meer fiscale vrijstellingen verleende dan zij nieuwe belastingen vroeg.

(1) Algemene Toelichting van de begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1967, blz. 5.

(2) *Ibid.*, blz. 142.

Lors de la discussion de ce projet à la Commission de la Chambre, le Ministre des Finances reconnaissait d'ailleurs lui-même que « certains abandons de rentrées seront à peine compensés par des plus-values obtenues par ailleurs » (1).

Tout cela devait créer inévitablement un certain climat d'euphorie, sans que, pour autant, le Gouvernement ait ignoré et voulu masquer la gravité de la situation financière et l'ampleur de la tâche qui lui restait à accomplir.

Dès le 22 novembre 1966, à la tribune de la Chambre, le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget déclarait : « L'équilibre est réel, mais il suppose que l'effort d'assainissement entrepris soit continu. Des mesures ont été prises, d'autres restent à prendre. (...) Le Gouvernement n'a pas fait preuve d'un optimisme excessif; il croit avoir confronté les éléments dont il dispose avec réalisme. Mais votre attitude signifie que, tout comme les membres du Gouvernement, les membres de la Chambre des Représentants sont conscients des difficultés qui restent à résoudre et que le Gouvernement pourra compter sur leur entière collaboration dans sa tâche de redressement financier » (2).

Le lendemain, lors de la discussion du budget des Voies et Moyens, le Premier Ministre déclarait à la tribune de la Chambre :

« Oui, nous avons réussi à déposer un budget en équilibre. Heureux de ce résultat, bien sûr. Satisfaits, non, et je dis qu'avant que nous soyions satisfaits, il y aurait beaucoup de choses à faire.

» (...) Soyons clairs. La situation de la Trésorerie reste difficile et préoccupante depuis quinze ans et nous n'avons vraiment pas la prétention d'avoir transformé cela en huit mois. Je ne l'ai jamais dit, les Ministres des Finances et du Budget, non plus.

(...) Le budget a été honnêtement établi sur les éléments dont nous disposons. Si certaines prévisions devaient être sérieusement démenties ou si certains éléments nouveaux devaient menacer gravement l'équilibre, le Gouvernement n'hésiterait pas à placer le Parlement devant ses responsabilités » (3).

De son côté, le rapporteur du budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1967 constatait dans des « Considérations personnelles » : « A la première lecture, l'Exposé Général résonne comme un cri de triomphe d'un gouvernement qui proclame sa joie et sa fierté d'avoir établi le budget 1966 pratiquement en équilibre et d'avoir déposé un budget pour 1967, également en équilibre.

» En fait, lorsqu'on le relit avec attention, l'Exposé du Gouvernement constitue une étude très remarquable et très lucide de la situation économique et financière du pays » (4).

En effet, en sa page 20, l'Exposé Général exposait les raisons qui rendaient la situation économique de la Belgique particulièrement vulnérable et, partant, sa situation financière tout aussi précaire.

(1) Rapport de MM. Parisis et Waltniel sur le projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus, 17 juin 1966, p. 2.

(2) *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, séance du 22 novembre 1965.

(3) *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, séance du 23 novembre 1966, p. 33.

(4) Rapport sur le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1967, p. 152.

Tijdens de besprekking van dat ontwerp in de Kamer-commissie, erkende de Minister van Financiën trouwens zelf dat « het afzien van bepaalde inkomsten nauwelijks wordt vergoed door overschotten die elders worden gevonden » (1).

Dat alles moest onvermijdelijk leiden tot een zekere euporie, zonder dat de Regering daarom onkundig was van de ernst van de financiële toestand en van de omvang van de door haar nog te vervullen taak, of die wilde verdoezelen.

Op 22 november 1966 reeds verklaarde de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting op de tribune van de Kamer : « Het evenwicht is een werkelijkheid, maar het veronderstelt dat de aangevatté saneringsinspanning wordt voortgezet. Sommige maatregelen werden reeds genomen, andere moeten nog genomen worden. (...) De Regering heeft geen blijk gegeven van een overdreven optimisme; zij is van mening dat zij de gegevens waarover zij beschikt, met het nodige realisme heeft behandeld. Maar uw houding bewijst dat de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, net zoals de leden van de Regering, zich rekenschap geven van de moeilijkheden die nog moeten overwonnen worden, en dat de Regering bij haar inspanning om de financiën te herstellen op hun algehele medewerking kan rekenen » (2).

's Anderendaags, tijdens de besprekking van de Rijksmiddelenbegroting, verklaarde de Eerste Minister in de Kamer :

« Ja, wij zijn erin geslaagd een evenwichtige begroting in te dienen. Wij verheugen ons vast en zeker over die uitslag. Maar wij zijn niet voldaan en ik verklaar dat er nog veel te doen is vooraleer wij voldaan zullen zijn.

» (...) Laten wij klare taal spreken. De kastoestand blijft moeilijk en zorgwekkend sinds 15 jaar en wij zijn toch niet zo vermetel te beweren dat wij dat in acht maanden hebben kunnen rechttrekken. Zo iets heb ik nooit beweerd en de Ministers van Financiën en van Begroting evenmin.

» (...) Bij het opstellen van de begroting werd op eerlijke wijze uitgegaan van de gegevens waarover wij beschikten. Indien sommige vooruitzichten erg onjuist mochten blijken te zijn of indien nieuwe gegevens het evenwicht ernstig in het gedrang mochten brengen, dan zal de Regering niet aarzelen het Parlement voor zijn verantwoordelijkheid te plaatsen » (3).

Anderzijds constateerde de verslaggever voor de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1967 in zijn « Persoonlijke beschouwingen » : « Bij een eerste lezing klinkt de Algemene Toelichting als een zegekreet van een Regering die haar vreugde en trots verkondigt om het feit dat de begroting voor 1966 praktisch weer sluitend is gemaakt en dat voor 1967 eveneens een sluitende begroting is ingediend.

» Wanneer men nu de Toelichting van de Regering aandachtig herleest, komt men tot de constatatie dat die een zeer opmerkenswaardige en heldere studie van 's lands financiële en economische situatie is. » (4).

Op bladzijde 20 van de Algemene Toelichting vindt men immers de redenen die de economische toestand van België erg kwetsbaar maakten, zodat de financiële toestand evenzeer onzeker werd.

(1) Verslag van de heren Parisis en Waltniel over het wetsonderwerp tot wijziging van het Wetboek van de inkomensbelastingen, 17 juni 1966, blz. 2.

(2) *Parlementaire handelingen*, Kamer van Volksvertegenwoordigers, vergadering van 22 november 1966.

(3) *Parlementaire handelingen*, Kamer van Volksvertegenwoordigers, zitting van 23 november 1966, blz. 33.

(4) Verslag over de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1967, blz. 152.

Quant au Ministre des Finances, il déclarait que : « le budget que le Gouvernement vient de déposer marque un premier pas dans la bonne voie. Mais ce n'est qu'une étape » (1).

Et le 22 décembre 1966, M. Henrion concluait son intervention au Sénat en ces termes : « Ceci me permet de conclure et de dire que le dépôt d'un budget en équilibre n'était qu'une toute première mesure, un point de passage obligé vers un redressement financier qui s'impose, mais nous savons que le chemin qui reste à parcourir dans cette voie est extrêmement long et difficile. La réussite de ce programme demandera la bonne volonté de tous » (2).

Le Gouvernement demeurait donc incontestablement conscient des difficultés qu'il lui restait à surmonter.

On comprend néanmoins que M. Collard, président du Parti Socialiste Belge, ait estimé devoir interpeller le Gouvernement « sur la contradiction flagrante existant entre les déclarations récentes du Gouvernement affirmant que le budget de 1967 était en équilibre, et l'annonce actuelle d'impôts nouveaux ».

Le 24 janvier 1967, à la Chambre, M. Collard présentait au Gouvernement le dilemme que voici : « Le Gouvernement a affirmé que le budget de 1967 était en équilibre. Le Vice-Premier Ministre le confirmait encore le 5 janvier. Aujourd'hui, le pays apprend qu'il n'en est rien, qu'il faut recourir à des compressions supplémentaires et à des impôts nouveaux, directs et indirects. Le Parlement représentant la Nation, a le droit de savoir ce qui s'est passé et de connaître les explications du Gouvernement ».

La question que M. Collard posait au Gouvernement était la suivante : « Ou bien le Gouvernement s'est trompé, ce qui témoigne d'une incontestable légèreté, ou bien, alors que des avertissements lui sont venus de divers côtés et qu'il ne pouvait ignorer la situation réelle, il a induit l'opinion publique en erreur ».

Le Premier Ministre devait aussitôt répondre : « Le budget de 1967 a été établi honnêtement sur des bases évaluées avec mesure, bases dont je vais démontrer qu'elles étaient confirmées non par des coupures de journaux, mais par des organes et documentations officiels, nationaux et internationaux.

» (...) Entre le 26 octobre et le 5 décembre, le Conseil national d'Expansion économique s'est réuni à quatre reprises.

» Le climat n'était certes pas euphorique, nous en reparlerons d'ailleurs, mais personne ne considérait la prévision d'un accroissement de 3,5 % du produit national brut comme déraisonnable et à aucun moment cette prévision ne fut contestée au sein de cet organe qui, tout de même, groupe les représentants les plus qualifiés du monde patronal, des syndicats et du secteur tertiaire.

» Je crois donc pouvoir dire très nettement, et en conscience, que nos estimations étaient faites sur des bases normales, raisonnables et sérieuses, approuvées pratiquement par tous les spécialistes et responsables de notre vie économique.

» Je dis aujourd'hui que si l'expansion économique répondait à ce que tout le monde en attendait encore aux mois de novembre et de décembre derniers, soit une augmentation du produit national brut de 3,3 à 3,5 %, il n'y aurait aucun problème important, et le Gouvernement serait en

(1) Rapport sur le budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1967, p. 152.

(2) *Annales parlementaires*, Sénat, séance du 22 décembre 1966, p. 327.

Van zijn kant verklaarde de Minister van Financiën dat de « door de Regering ingediende begroting een eerste stap is in de goede richting, maar dat zij slechts een etappe is » (1).

Op 22 december 1966 besloot de heer Henrion zijn befoog in de Senaat als volgt : « Ik kan nu besluiten met te zeggen dat het indienen van een sluitende begroting slechts een allereerste maatregel was, een passage die wij noodzakelijkerwijze moeten doormaken om tot het vereiste financieel herstel te komen, maar dat wij weten dat de weg die moet afgelegd worden, lang en moeilijk is. Voor het welslagen van dit programma zal de goede wil van allen nodig zijn » (2).

De Regering bleef zich dus zeker bewust van de moeiligheden welke nog dienen opgelost te worden.

Het is nochtans begrijpelijk dat de heer Collard, voorzitter van de Belgische Socialistische Partij, het nodig geacht heeft de Regering te moeten interpelleren over « de flagrante tegenspraak tussen de recente verklaringen van de Regering, luidens welke de begroting voor 1967 sluitend is, en de nieuwe belastingen die thans worden aangekondigd ».

Op 24 januari 1967 stelde de heer Collard de Regering in de Kamer voor volgend dilemma : « De Regering heeft beweerd dat de begroting voor 1967 sluitend is. De Vice-Eerste Minister heeft dit nog bevestigd op 5 januari. Thans moet het land vernemen dat daar niets van aan is, dat men zijn toevlucht moet nemen tot bijkomende besnoeiingen en tot nieuwe belastingen, zowel directe als indirecte. Het Parlement, dat de Natie vertegenwoordigt, heeft het recht te weten wat er juist gebeurd is, zoals het ook recht heeft op een verklaring van de Regering ».

De heer Collard stelde de volgende vraag aan de Regering : « Ofwel begin de Regering een vergissing, wat zou wijzen op een onvergeeflijke lichtzinnigheid, ofwel heeft ze, ondanks herhaalde waarschuwingen en niettegenstaande zij de werkelijke toestand kende, de openbare opinie op een dwaalspoor gebracht ».

De Eerste Minister antwoordde onmiddellijk als volgt : « De begroting voor 1967 is eerlijk opgemaakt, op matige grondslagen, die bevestigd werden, zoals ik zal aantonen, niet door krantenknipsels, maar door officiële nationale en internationale organen en documenten. »

» (...) Tussen 26 oktober en 5 december kwam het Nationaal Comité voor Economische Expansie viermaal bijeen.

» Er heerde zeker geen sfeer van euforie (we konden er verder trouwens op terug), maar niemand aanzag het vooruitzicht van een aangroei van het B.N.P. met 3,5 % voor onredelijk, en op geen enkel ogenblik werd dit vooruitzicht betwist in genoemd orgaan, dat dan toch de bevoegde vertegenwoordigers van de werkgevers, de werknemers en de tertiaire sector groepeert.

» Ik mag dus zeer duidelijk en in geweten zeggen dat onze ramingen gemaakt zijn op normale, redelijke en ernstige grondslagen, goedgekeurd door ongeveer al de specialisten en verantwoordelijke personen van ons economisch leven.

» Ik zeg vandaag dat indien de economische expansie overeenkwam met wat allen er nog van verwachtten in de maanden november en december laatstleden, dit is een stijging van het B.N.P. met 3,3 % tot 3,5 %, er geen enkel belangrijk probleem zou rijzen en dat de Regering

(1) Verslag over de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1967, blz. 152.

(2) *Parlementaire handelingen*, Senaat, vergadering van 22 december 1966, blz. 327.

mesure d'exécuter ses prévisions, c'est-à-dire un budget équilibré » (1).

Le Ministre des Finances s'était d'ailleurs longuement expliqué à ce sujet lors de la séance de la Chambre du 23 novembre 1966, c'est-à-dire à une époque où l'équilibre du budget ne semblait nullement compromis : « Cette évaluation », disait-il « — et le Gouvernement quel qu'il soit doit bien faire une hypothèse pour bâtir son budget — a été établie aux mois d'août-septembre sur base des travaux des services d'études du Ministère des Affaires économiques et du Ministère des Finances qui n'ont pas l'habitude, pour faire plaisir aux chefs de départements, de se déconsidérer en formulant des hypothèses fantaisistes (...). Cette hypothèse de 3,5 % de croissance du produit national brut, a été confirmée — l'honorable M. Pierson a eu l'élégance de le dire, il y a quelques jours — par les services de la Communauté Economique Européenne, quelques semaines après le dépôt du budget » (2).

On a longuement épilogué sur un taux de croissance de 4 % résultant d'une étude du Département d'économie appliquée de l'Université de Bruxelles, au sujet duquel certaines réserves avaient été émises par des économistes appartenant à cette Institution. A ce sujet, le Ministre des Finances précisa au Sénat, le 22 décembre : « Dans une livraison toute récente qu'a distribuée avant-hier le Département d'économie appliquée de l'Université de Bruxelles, tout en maintenant l'hypothèse des 4 %, alors que celle du budget est de 3,5 % (celui-ci) fournit très objectivement les raisons pour lesquelles un groupe d'experts consultés par lui préconise plutôt l'hypothèse de 3,3 % » (3).

Mais le Ministre des Finances ajoutait aussitôt que, « même si l'expansion n'atteignait que 3,3 % au lieu de 3,5 %, cela ne ferait que quelques centaines de millions » — environ 500 millions allait-il préciser à une autre occasion — « de différence sur les 220 milliards de ressources fiscales ».

Mais déjà, avant novembre et décembre de l'année passée, dès le mois d'octobre 1966, le Gouvernement lui-même avait signalé au Comité national d'Expansion économique que la situation économique se caractérisait par « un certain flottement » et il observait que s'il était périlleux de prévoir l'évolution de la conjoncture, il serait plus dangereux encore de se trouver à un tournant de celle-ci, sans s'en rendre compte (4).

C'est à ce « tassement de la conjoncture », à ce « fléchissement conjoncturel », à ce « début de récession » que, tout naturellement, le Gouvernement consacre la partie la plus importante de l'Exposé des Motifs du présent projet de loi :

« Après plusieurs années d'expansion soutenue, la conjoncture européenne se tasse. En Belgique, depuis quelques semaines, la situation conjoncturelle est devenue préoccupante.

» Notre pays est traditionnellement très vulnérable à une récession survenant dans les autres pays industrialisés et qui s'affirme déjà nettement en Allemagne, en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves, sans que l'évolution dans d'autres pays ne permette d'espérer un soutien initialement attendu.

(1) *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, séance du 24 janvier 1967, p. 8.

(2) *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, séance du 23 novembre 1966, p. 18.

(3) *Annales parlementaires*, Sénat, séance du 22 décembre 1966, p. 325.

(4) *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, séance du 24 janvier 1967, p. 8.

in staat zou zijn om haar vooruitzichten d.w.z. een evenwichtige begroting uit te voeren » (1).

De Minister van Financiën had trouwens een breedvoerige toelichting daaromtrent gegeven tijdens de vergadering van de Kamer op 23 november 1966, d.w.z. op een ogenblik dat het evenwicht van de begroting geenszins in het gedrang scheen te zijn : « De raming », verklaarde hij, « — en elke Regering moet toch een hypothese vooropstellen om haar begroting op te maken — dagtekent van augustus en september. Zij is gegrond op berekeningen van de studiediensten van de Ministers van Economische Zaken en van Financiën en het ligt niet in de gewoonte van die diensten hun goede naam in het gedrang te brennen door zich aan wankelige ramingen te wagen om de Regering ter wille te zijn. (...) De veronderstelling dat het bruto nationaal produkt met 3,5 % zou toenemen, werd drie weken geleden nog bevestigd door de diensten van de Europese Gemeenschap, zoals de heer Pierson nog enkele dagen geleden zei » (2).

Er werd lang gediscussieerd over een groeipercentage van 4 %, dat in een studie van het Departement voor toegepaste economie van de Vrije Universiteit te Brussel werd aangehaald en waaromtrent enig voorbehoud werd gemaakt door economisten uit die Instelling. In dat verband verklaarde de Minister van Financiën op 22 december 1966, in de Senaat : « In een recente uitgave van het Departement voor toegepaste economie van de V.U.B. wordt weliswaar de onderstelling van 4 % gehandhaafd, terwijl dit cijfer voor de begroting 3,5 % bedraagt, maar tevens worden zeer objectief de redenen opgegeven waarom een door dat Departement geraadpleegde groep deskundigen thans veel eer een percentage van 3,3 % voorstaat » (3).

Doch de Minister van Financiën voegde er onmiddellijk aan toe dat « zelfs indien de expansie maar 3,3 % bereikte i.p.v. 3,5 %, dit slechts enkele honderden miljoenen » — ongeveer 500 miljoenen preciseerde hij later — « verschil zou uitmaken op een totaal van 220 miljard fiscale inkomsten ».

Reeds vóór november en december van verleden jaar, namelijk in oktober 1966, had de Regering zelf de aandacht van het Nationaal Comité voor Economische Expansie erop gevestigd dat de economische toestand gekenmerkt was door een « aarzelende strekking » en zij onderstreepte dat, hoewel het altijd gevraagd is conjunctuurprognose te maken, het nog gevraaglijker zou zijn zich op een keerpunt van de conjunctuur te bevinden zonder dat men er zich rekenschap van geeft (4).

Heel begrijpelijk besteedt de Regering aan die « conjunctuurstremming », die « conjunctuurverzwakking », dat « begin van recessie » het grootste gedeelte van de Mémoire van toelichting bij het onderhavige wetsontwerp :

« Na meerdere jaren van houdende expansie plafonneert de Europese conjunctuur. In België baart de conjuncturele toestand sedert enige weken zorgen.

» Ons land is traditioneel zeer kwetsbaar voor een recessie waarmee andere geïndustrialiseerde landen te maken hebben en welke zich thans duidelijk aftekent in Duitsland, Groot-Brittannië en de Scandinavische landen, zonder dat de evolutie in andere landen toelaat op een initiaal verwachte ondersteuning te hopen.

(1) *Parlementaire handelingen*, Kamer van Volksvertegenwoordigers, vergadering van 24 januari 1967, blz. 8.

(2) *Parlementaire handelingen*, Kamer van Volksvertegenwoordigers, vergadering van 24 januari 1967, blz. 18.

(3) *Parlementaire handelingen*, Senaat, vergadering van 22 december 1966, blz. 325.

(4) *Parlementaire handelingen*, Kamer van Volksvertegenwoordigers, vergadering van 24 januari 1967, blz. 8.

» Or, le fléchissement conjoncturel pèse plus lourdement sur certaines régions, déjà durement touchées par le déclin structurel de certaines industries.

» Sans effort concret et rapide au bénéfice de ces régions, les déséquilibres régionaux risquent de s'aggraver dangereusement.

» Les déséquilibres régionaux, le déclin de certains secteurs industriels sans perspective de création d'activités de remplacement sont socialement insupportables; ils ne peuvent qu'exacerber les frustrations de tous genres et profiter aux extrémistes.

» L'avenir de notre pays, son unité peuvent dépendre de la vigueur avec laquelle la reconversion pourra s'inscrire non plus seulement dans les espérances, mais concrètement dans les faits » (1).

C'est parce qu'en l'absence de réserves financières, le Gouvernement se juge insuffisamment armé pour agir; c'est parce que l'appel constant de l'Etat aux capitaux gêne considérablement les autres demandeurs tant du secteur privé que du secteur parastatal; c'est parce que le danger de la récession constraint le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour assurer le financement des investissements publics et privés indispensables à la relance et à la reconversion économiques, que le Gouvernement, par le présent projet, demande au Parlement d'accorder au Roi certains pouvoirs en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire.

C'est évidemment sur la nature, l'étendue et la nécessité de ces pouvoirs que devaient porter les interventions des membres du Gouvernement qui ont pris successivement la parole pour introduire le débat en Commission.

Exposé introductif du Premier Ministre.

Le dépôt d'un projet de loi prévoyant l'octroi de certains pouvoirs au Roi n'est nullement une marque de défiance ou de désapprobation vis-à-vis du Parlement.

Mais, le Gouvernement estime que, dans les circonstances actuelles, le recours aux pouvoirs spéciaux est la seule procédure qui permette de réaliser rapidement et conjointement un ensemble de mesures nécessaires pour assurer la relance économique, accélérer la reconversion régionale et stabiliser l'équilibre budgétaire.

Cette procédure n'est d'ailleurs pas exceptionnelle; elle a en effet été utilisée à différentes reprises. Très différent des lois de pouvoirs spéciaux de l'avant-guerre qui accordaient des pouvoirs presque absous à l'Exécutif, dans des secteurs extrêmement larges, l'actuel projet ne vise que des matières bien déterminées.

Il est en fait assez similaire à la loi du 12 mars 1957, qui, outre qu'elle établissait une taxe exceptionnelle de conjoncture, accordait au Gouvernement des pouvoirs spéciaux en matière de sécurité sociale, de prix, de salaires et de contrôle des parastataux.

Aujourd'hui, comme en 1957, la demande de pouvoirs spéciaux se justifie essentiellement par l'urgence. Le Gouvernement estime en effet que les mesures visant à assurer

» Welnu, de conjuncturele verslapping weegt zwaarder door op bepaalde streken die reeds zwaar werden getroffen door de structurele achteruitgang van sommige nijverheden.

» Zonder een concrete en snelle inspanning ten gunste van deze streken dreigt het regionaal onevenwicht in gevaarlijke mate te verergeren.

» Het regionaal onevenwicht, de achteruitgang van bepaalde industriële sectoren zonder vooruitzicht op het scheppen van vervangingsactiviteiten zijn sociaal ontoelaatbaar; zij kunnen slechts de frustraties van allerlei aard verscherpen en ten goede komen aan extremistische stakingen.

» De toekomst van ons land en zijn eenheid kunnen afhangen van de kracht waarmee de reconversie zal kunnen omgezet worden, niet enkel in verwachtingen, maar concreet in daden » (1).

Omdat de Regering zich, bij gebrek aan financiële reserves, onvoldoend gewapend acht om te handelen, omdat een aanhoudend beroep op kapitalen vanwege de Staat de andere aanvragers, zowel uit de privé- als de parastatale sector, aanzienlijk hindert, omdat het gevaar voor recessie de Regering noopt tot het treffen van de nodige maatregelen om de voor de economische herleving en omschakeling noodzakelijke openbare en privé-investeringen te financieren, vraagt de Regering aan het Parlement, via het huidige wetsontwerp, de Koning bepaalde machten te verlenen ten einde de economische herleving, de bespoediging van de regionale omschakeling en de stabilisatie van het begrotingsevenwicht te bewerkten.

De uiteenzettingen, waarmede de leden van de Regering achtereenvolgens de besprekking in de Commissie hebben ingeleid, hadden natuurlijk betrekking op de aard, de omvang en de noodzakelijkheid van bedoelde machten.

Inleidende uiteenzetting van de Eerste Minister.

De indiening van een wetsontwerp waarbij aan de Koning bepaalde machten worden toegekend, is geenszins een teken van wantrouwen of afkeuring ten opzichte van het Parlement.

De Regering is echter van mening dat de aanwending van bijzondere machten op dit ogenblik de enige handelwijze is om een aantal noodzakelijke maatregelen i.v.m. de economische herleving snel en tegelijkertijd ten uitvoer te leggen, om de regionale omschakeling te bespoedigen en het begrotingsevenwicht te stabiliseren.

Die procedure is overigens niet zo buitengewoon, aangezien zij reeds herhaalde malen werd toegepast. Zeer verschillend van de vooroorlogse wetten inzake bijzondere machten, waarbij aan de Uitvoerende Macht haast absolute bevoegdheden op zeer ruime gebieden werden toegekend, beoogt het huidige ontwerp slechts welbepaalde punten.

Het vertoont in feite veel gelijkenis met de wet van 12 maart 1957 die, naast de invoering van een buitengewone conjunctuurtaks, aan de Regering bijzondere machten gaf op het stuk van sociale zekerheid, prijzen, lonen en controle op de parastatale instellingen.

Evenals in 1957 is het aanvragen van bijzondere machten heden hoofdzakelijk gerechtvaardigd door het dringende karakter ervan. De Regering is immers van oordeel dat de

(1) Projet de loi n° 356, Exposé des Motifs, pp. 1 et 2.

(1) Wetsontwerp nr 356, Mémoire van toelichting, blz. 1 en 2.

la relance économique n'ont de sens que si elles sont prises dans un délai extrêmement bref.

Le Gouvernement s'est déjà expliqué à la Chambre sur la nécessité et l'urgence des mesures de relance et de reconversion.

Les dernières nouvelles en provenance des Pays-Bas où le Gouvernement prévoit des moins-values fiscales de l'ordre de 7,5 milliards de francs belges pour 1967 et l'augmentation rapide du nombre de chômeurs, le renforcent dans sa conviction.

Relance économique.

Pour être efficaces, les mesures de relance économique doivent être prises à temps, contrairement à ce qui a été fait dans le passé où trop souvent les mesures d'incitation ne furent prises qu'au moment où la reprise se dessinait déjà.

Sans doute, eût-il été plus facile à certains égards pour le Gouvernement d'attendre le moment où le fléchissement conjoncturel serait devenu indiscutable.

Le Gouvernement a choisi une solution plus courageuse en proposant au pays de prendre des mesures énergiques au moment où il est encore possible d'infléchir, au moins partiellement, l'évolution conjoncturelle.

Cette politique n'est possible que si le Gouvernement dispose rapidement des moyens financiers indispensables et de certains instruments juridiques qui, aujourd'hui, lui font défaut.

Équilibre budgétaire.

Le Gouvernement entend également maintenir l'équilibre budgétaire malgré le fléchissement conjoncturel.

Il estime en effet qu'un déficit du budget ordinaire agraverait les difficultés de financement des investissements publics et privés et compromettrait, dès lors, les chances de la relance et de la reconversion.

Or, personne ne peut sous-estimer les conséquences budgétaires d'un repli économique.

Un calcul précis portant sur les moins-values fiscales et les recettes supplémentaires (augmentation du chômage, réduction des cotisations sociales, diminution des recettes de la S.N.C.B., etc.) démontre qu'une diminution de 1 % de l'accroissement du P.N.B. coûte au moins 5 milliards. Ces chiffres se recoupent d'ailleurs avec ceux de l'expérience 1957-1958.

On s'est étonné de l'intention du Gouvernement de lever des impôts nouveaux pour assurer la relance économique.

Le fait n'est pas unique. D'autres pays qui, comme nous, traversent une conjoncture hésitante, envisagent également des impôts nouveaux : l'Allemagne, les Pays-Bas, les Etats-Unis, etc.

La relance économique, dit-on, serait mieux financée par l'emprunt que par l'impôt. C'est oublier le niveau déjà extrêmement élevé de la dette publique et le recours déjà excessif de l'Etat au marché des capitaux; un nouveau recours important à l'emprunt ne manquerait pas de compromettre le financement des investissements privés et d'exercer une nouvelle pression à la hausse des taux d'intérêt.

maatregelen voor een economische herleving slechts zin hebben, wanneer zij binnen een uiterst korte termijn worden genomen.

In de Kamer heeft de Regering reeds uitleg verstrekt omtrent de noodzakelijkheid en de urgente van de maatregelen voor wederopleving en omschakeling.

De allerlaatste berichten uit Nederland, waar de Regering zowat 7,5 miljard frank minder belastingopbrengsten gedurende 1967, alsmede een snelle stijging van het aantal werklozen verwacht, sterken de Regering in haar overtuiging.

Economische herleving.

De maatregelen inzake de economische wederopleving kunnen slechts doelmatig zijn indien zij tijdig worden genomen, zulks in tegenstelling met wat in het verleden maar al te dikwijls is gebeurd, toen de stimulerende maatregelen pas werden genomen op het ogenblik dat zich reeds een herleving aftekende.

Ongetwijfeld was het voor de Regering in sommige opzichten gemakkelijker geweest te wachten tot deconjuncturale verzwakking onbetwistbaar aan het licht zou zijn getreden.

De Regering heeft echter een moediger weg gekozen, door aan het land voor te stellen energieke maatregelen te nemen op een ogenblik waarop het nog mogelijk is de ontwikkeling van de conjunctuur, althans gedeeltelijk, af te buigen.

Een dergelijk beleid is alleen maar mogelijk indien de Regering spoedig kan beschikken over de onontbeerlijke financiële middelen en over sommige juridische instrumenten welke haar thans ontbreken.

Begrotingsevenwicht.

Voorts wil de Regering het begrotingsevenwicht in stand houden ondanks de verzwakking van de conjunctuur.

Zij is immers van mening dat een tekort op de gewone begroting de moeilijkheden inzake financiering van de overheids- en particuliere investeringen zou vergroten en derhalve de kansen op een herleving en omschakeling in het gedrang zou brengen.

De terugslag van een economische inzinking op de begroting mag niet worden onderschat.

Een nauwkeurige berekening van de belastingderving en van de aanvullende uitgaven (toename van de werkloosheid, vermindering van de sociale bijdragen, daling van de ontvangsten bij N.M.B.S. enz.) wijst uit dat een stijging van het B.N.P. die 1 % onder de raming blijft, ten minste 5 miljard kost. Die cijfers kunnen trouwens gecontroleerd worden aan de hand van de ervaring die in de jaren 1957-1958 is opgedaan.

Het voornemen van de Regering om voor de economische herleving te zorgen door middel van nieuwe belastingen, heeft verwondering gewekt.

Zulks komt nochtans meer voor. In andere landen waar de conjunctuur zoals bij ons enige aarzelung vertoont, wordt eveneens overwogen nieuwe belastingen te heffen; wij vernoemen Duitsland, Nederland, de Verenigde Staten enz.

Het ware beter, zo beweert men, de economische herleving met leningen te financieren dan met belastingen. Daarbij wordt echter uit het oog verloren dat de Rijkschuld reeds zeer groot is en dat de Staat een te overdreven beroep doet op de kapitaalmarkt; een nieuwe en belangrijke lening zou ongetwijfeld de financiering van de particuliere investeringen in gevaar brengen en de rentevoet andermaal doen stijgen.

Que penser d'un emprunt exceptionnel, assorti de conditions particulièrement avantageuses et qui permettrait de doter l'Etat des moyens nécessaires à sa politique de relance ? De l'avis des spécialistes, cet emprunt n'aurait qu'un succès éphémère et perturberait gravement le marché des capitaux.

Quant à l'effet déflationniste des impôts envisagés, plusieurs observations s'imposent :

- L'impôt des personnes physiques sur les tranches supérieures à 500 000 francs constitue un prélèvement, bien moins sur la consommation que sur l'épargne. Le produit de cet impôt étant par définition dépensé en vue de la relance économique, il ne peut être question d'effet déflationniste.
- On doit aussi considérer que parallèlement au décime additionnel à l'impôt des sociétés, le projet prévoit des incitations fiscales à l'avantage des sociétés les plus dynamiques, c'est-à-dire celles qui opèrent des fusions ou scissions, qui procèdent à des augmentations de capital, etc., ces avantages s'inscrivant dans la politique économique sélective que poursuit le Gouvernement.
- Quant aux impôts indirects envisagés, il faut rappeler qu'ils visent des produits tels que le tabac, l'alcool et certains produits de luxe, dont la consommation ne paraît pas devoir être spécialement encouragée.

Par contre, les dégrèvements envisagés au bénéfice des familles nombreuses et des époux qui travaillent tous deux, sont de nature à encourager la consommation.

En bref, ne pas rechercher dans l'impôt les ressources nécessaires à la relance économique aurait non seulement enfreint le principe d'équilibre budgétaire auquel le Gouvernement reste fidèle, mais aurait accru d'autant plus les tensions sur les marchés des capitaux et la hausse des taux d'intérêt.

* *

Le Premier Ministre parcourt ensuite les principaux secteurs concernés par le projet de loi.

Relance économique et mobilisation des capitaux.

En proposant la création d'un fonds exceptionnel de reconversion, le Gouvernement poursuit un triple objectif : accroître les moyens financiers affectés à la reconversion, mieux coordonner les diverses formes d'aides publiques à la reconversion et ainsi renforcer leur sélectivité.

En ce qui concerne la Société Nationale d'Investissements, le Gouvernement entend augmenter son capital, ainsi que le souhaitent les dirigeants de la Société et modifier les lois d'expansion économique, afin de pouvoir accorder les avantages prévus aux obligations convertibles souscrites par la Société Nationale d'Investissements, afin d'encourager ainsi une forme de financement qui a de plus en plus la faveur des investisseurs et de l'épargne.

Le problème de l'assainissement des sites charbonniers est posé depuis plusieurs années. Jusqu'à présent, il n'a pu trouver de solution, car dans l'état actuel de notre législation, les différentes formules possibles se sont avérées inopérantes.

Le Gouvernement entend dès lors mettre en place un système lui permettant de réaliser rapidement une des conditions essentielles de la reconversion des régions minières.

En wat te denken van een uitzonderlijke lening tegen bijzondere gunstvooraarden, waardoor de Staat over de nodige middelen kan beschikken om een herlevingsbeleid te voeren ? De specialisten zijn het er over eens dat een dergelijke lening slechts een strooivuur zou zijn en bovendien de kapitaalmarkt ernstig zou verstören.

In verband met de deflatoire gevolgen van de voorgenomen belastingen moeten verscheidene opmerkingen worden gemaakt :

- De personenbelasting op de tranches boven 500 000 frank is veeleer een heffing op het spaarvermogen dan op het verbruik. Aangezien de opbrengst van die belasting uiteraard bestemd is voor de economische herleving, kan er geen sprake zijn van deflatoire gevolgen.
- Er moet voorts op gewezen worden dat het ontwerp, naast de opdeciem op de vennootschapsbelasting, ook fiscale prikkels bevat ten gunste van de meest dynamische vennootschappen, dit zijn degene die fusies of splitsingen verrichten, die hun kapitaal verhogen enz. Die voordelen liggen in de lijn van het door de Regering gevoerde selectieve beleid in economische aangelegenheden.
- Er zij aan herinnerd dat de overwogen indirecte belastingen slaan op tabak, alcohol en sommige weeldeartikelen, waarvan het verbruik blijkbaar niet speciaal moet worden aangemoedigd.

Daarentegen zullen de voorgenomen belastingverminderingen ten gunste van de grote gezinnen en de echtgenoten die beiden werken, het verbruik stimuleren.

Kortom, indien de Regering aan de belasting niet de nodige middelen had gevraagd voor de economische herleving, zou zij niet alleen het principe van het begrotings-evenwicht, waaraan de Regering trouw blijft, hebben gehonden, maar tevens de spanning op de kapitaalmarkt en de stijging van de rentevoeten in belangrijke mate hebben verhoogd.

* *

De Eerste Minister overloopt vervolgens de verschillende bij het wetsontwerp betrokken sectoren.

Economische herleving en kapitaalmobilisatie.

De Regering stelt de oprichting van een buitengewoon omschakelingsfonds voor en streeft daarmee een drievoudig doel na : de voor de omschakeling vereiste financiële middelen doen toenemen, de diverse vormen van overheids hulp bij de omschakeling beter coördineren en aldus selectiever te maken.

De Regering wil het kapitaal van de Nationale Investeringsmaatschappij verhogen, wat ook door de directie van die Maatschappij wordt gewenst, en de wetten op de economische expansie wijzigen om de in die wet bepaalde voordeelen te kunnen toekennen aan de converteerbare obligaties waarop de Nationale Investeringsmaatschappij heeft ingeschreven, en aldus een financieringswijze aan te moedigen die hoe langer hoe meer in de smaak valt van investeerders en spaarders.

Het probleem van de sanering der mijnstrekken bestaat sedert jaren. Tot op heden kon daaraan geen oplossing worden gegeven, want in de huidige stand van onze wetgeving bleken de verschillende overwogen formules ondoeltreffig te zijn.

De Regering wenst dan ook een regeling in te voeren om spoedig een van de essentiële voorwaarden te verwezenlijken voor de omschakeling van de mijnstrekken.

En ce qui concerne la fusion des charbonnages de Campine, il s'agit, dans la formule envisagée, d'une opération de droit privé, l'Etat n'intervenant que par l'apport de sa concession; le Gouvernement a obtenu des sociétés concernées l'engagement de réinvestir 50 % du produit de la liquidation dans la région.

Plusieurs plans de reconversion économique ont été adoptés ou sont sur le point de l'être. Ils couvrent pratiquement toutes les régions qui connaissent des problèmes de reconversion ou souffrent d'un manque d'industrialisation.

En ce qui concerne la participation de l'Etat dans les centrales nucléaires, le Gouvernement entend réaliser ce qu'il avait annoncé lors de la discussion de la déclaration gouvernementale.

Le problème de la mobilisation des capitaux sera exposé en détail par le Ministre des Finances. L'objectif essentiel est de mieux coordonner la politique des différents intermédiaires tant publics que privés, afin de mobiliser au maximum toutes les ressources financières au profit de l'investissement.

Equilibre budgétaire.

En ce qui concerne les compressions budgétaires, l'objectif recherché est d'abord de permettre une exécution rigoureuse du budget de 1967.

Le tableau ci-après permet en effet de mesurer la rigueur avec laquelle ce budget a été élaboré.

(En milliards de francs.)

(In miljarden frank.)

	1965 (1)	1966 (2)	1967 (3)	
Budget ordinaire	183,7	206,2	220,9	Gewone begroting.
Augmentation par rapport à l'année précédente.	28,5	22,5	14,7	Stijging t.o.v. het vorige jaar.
En %	18 %	12 %	7 %	In %.
Dont:				Waarvan :
— coût index	4,8	4,6	4,5	— kosten van koppeling aan het <i>indexcijfer</i> ;
— programmation sociale	3,6	3,2	2,5	— <i>sociale programmatie</i> ;
— Dette publique	4,3	2,6	3,6	— <i>Rijksschuld</i> .
	12,7	10,4	10,6	
Soit en % de l'augmentation totale	45 %	46 %	72 %	Of in % van de totale stijging.
Reste pour autres augmentations	15,8	12,1	4,1	Blijft nog over voor andere stijgingen.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget exposera plus longuement comment les pays voisins envisagent de résoudre leurs problèmes budgétaires, dans l'ensemble assez analogues au nôtre.

Il faut noter dès à présent que tous ces pays recourent massivement à l'impôt.

Faut-il rappeler les nouveaux impôts levés en Grande-Bretagne depuis quelques mois?

Quant à l'Allemagne, si l'on cite volontiers les économies que l'on se propose d'y réaliser, on semble par contre ignorer que le Gouvernement allemand a décidé en même temps

Volgens de thans overwogen formule is de fusie van de Kempense kolenmijnen een privaatrechtelijke verrichting, waarbij de Staat slechts een vergunning inbrengt; de Regering heeft van de betrokken maatschappijen verkregen dat zij 50 % van de opbrengst van de vereffening in de streek zelf opnieuw zullen investeren.

Verscheidene plannen tot economische omschakeling zijn reeds goedgekeurd of zullen dat eerstdaags worden. Zij bestrijken nagenoeg alle gewesten die met omschakelingsproblemen te kampen hebben of te weinig geïndustrialiseerd zijn.

Wat het aandeel van de Staat in de kernenergiecentrales betreft, zal de Regering ten uitvoer brengen wat bij de besprekking van de regeringsverklaring is aangekondigd.

Het probleem van de kapitaalsmobilisatie zal door de Minister van Financiën in bijzonderheden worden uiteengezet. Er wordt vooral gestreefd naar een betere coördinatie van de politiek der onderscheiden tussenpersonen, zowel op overheidsniveau als inzake particuliere tussenpersonen, om alle financiële middelen zoveel mogelijk voor investeringsdoeleinden te mobiliseren.

Begrotingsevenwicht.

Met de budgettaire verminderingen wordt in de eerste plaats een strikte uitvoering van de begroting voor 1967 beoogd.

Aan de hand van onderstaande tabel kan inderdaad worden nagegaan met welke nauwgezetheid die begroting is opgesteld.

(In miljarden frank.)

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting zal breedvoeriger uiteenzetten hoe de ons omringende landen zich voornemen hun begrotingsproblemen, die, globaal gezien, vrij goed op de onze gelijken, op te lossen.

Er zij in de eerste plaats genoteerd dat al die landen een ruim beroep doen op belastingmiddelen.

Moet er wel aan herinnerd worden dat er sedert enkele maanden nieuwe belastingen zijn ingevoerd in Groot-Brittannië?

Voor Duitsland wordt geredelijk gewezen op de voorgenomen bezuinigingen, doch er wordt blijkbaar uit het oog verloren dat de Duitse Regering terzelfder tijd besloten

(1) Engagements.

(2) Crédits ajustés.

(3) Crédits sollicités.

(1) Vastleggingen.

(2) Aangepaste kredieten.

(3) Aangevraagde kredieten.

de lever de nouveaux impôts pour un montant impressionnant. D'ailleurs, lorsque l'on compare l'effort envisagé en Belgique et en Allemagne, il faut se souvenir que par rapport au produit national brut, le niveau, tant des recettes que des dépenses, est sensiblement plus élevé en Allemagne que chez nous.

En Hollande, le Gouvernement a décidé ou se propose de demander des impôts nouveaux pour un montant de quelque 18 milliards de francs belges pour l'année 1967.

* *

Le Premier Ministre esquisse ensuite rapidement les intentions du Gouvernement dans différents secteurs en se réservant de donner plus de précisions lorsque la Commission passera à l'examen détaillé des différents chapitres.

En ce qui concerne les services publics, les mesures envisagées par le Gouvernement n'ont d'autre but que d'accroître leur productivité. Sans cela, la disparité entre les rémunérations du secteur public et du secteur privé ira en s'aggravant, au plus grand dam du bon fonctionnement des services publics.

En matière de soins de santé, le Gouvernement entend adapter une législation plus que centenaire aux situations nouvelles.

Malgré les mesures prises depuis l'avènement du Gouvernement, le budget de l'I.N.A.M.I. reste en déficit et le secteur des indemnités qui, jusqu'à présent ne posait pas de problème particulier, semble maintenant s'engager dans la voie du déficit structurel.

En ce qui concerne le secteur des pensions, l'objectif du Gouvernement est double :

- par un effort de solidarité entre les différents régimes, assurer à l'avenir le progrès social;
- compte tenu des ressources dégagées par l'harmonisation des régimes, limiter l'intervention de l'Etat au niveau actuel.

Ainsi qu'il est précisé dans l'Exposé des Motifs, le Gouvernement n'entend nullement porter atteinte à la gestion paritaire, ni mettre la main sur les réserves de capitalisation.

En ce qui concerne l'éducation nationale, le Gouvernement entend respecter fidèlement le Pacte scolaire. Il invite toutefois les trois partis à s'associer à un examen critique des conséquences financières de ce pacte. Il entend, par ailleurs, modifier certaines législations particulières.

Les diverses mesures envisagées pour accentuer le progrès social global n'appellent guère de commentaire. Elles ont en effet été annoncées par le Gouvernement, il y a plusieurs semaines.

Enfin, les dispositions envisagées en matière fiscale feront l'objet d'un examen attentif au cours des travaux ultérieurs de la Commission.

heeft een indrukwekkend bedrag aan nieuwe belastingen te heffen. Bij een vergelijking van de op dat gebied voor- genomen inspanning in België en in Duitsland moet men voor ogen houden dat het peil van de ontvangsten en uitgaven ten opzichte van het bruto nationaal produkt in Duitsland merkelijk hoger ligt dan bij ons.

In Nederland heeft de Regering besloten of neemt zij zich voor nieuwe belastingen te heffen voor een bedrag van nagenoeg 18 miljard Belgische frank voor het jaar 1967.

* *

De Eerste Minister geeft vervolgens een vluchtig overzicht van de bedoelingen van de Regering in verscheidene sectoren; hij behoudt zich het recht voor nadere inlichtingen te verstrekken wanneer de Commissie de gedetailleerde besprekking van de verschillende hoofdstukken zal aanvatten.

De inzake overheidsdiensten door de Regering overwogen maatregelen hebben alleen tot doel de produktiviteit te verhogen. Blijft deze achterwege, dan zal het verschil in beloning tussen de overheidssector en de privé-sector steeds groter worden, waardoor de goede werking van de overheidsdiensten ernstig zal worden geschaad.

Op het stuk van geneeskundige verzorging wil de Regering een meer dan honderdjarige wetgeving aan de nieuwe toestand aanpassen.

Ondanks de sinds het aantreden van de Regering getroffen maatregelen blijft er een tekort op de begroting van het R.I.Z.I.V., en de sector van de uitkeringen — waarin tot nog toe geen problemen bestonden — schijnt de richting van een structureel tekort uit te gaan.

Wat de sector van de pensioenen betreft is het doel van de Regering tweeledig :

- de toekomstige sociale vooruitgang waarborgen dank zij een inspanning tot solidariteit onder de verschillende stelsels;
- de bijdrage van de Staat tot haar huidige peil beperken, rekening houdend met de door de harmonisatie van de stelsels opgeleverde middelen.

Zoals in de Memorie van toelichting duidelijk wordt gezegd, wenst de Regering het paritair beheer geenszins aan te tasten noch de kapitalisatiereserves aan hun bestemming te onttrekken.

Wat de Nationale Opvoeding betreft wil de Regering het Schoolpact trouw naleven. Zij verzoekt nochtans de drie partijen samen met haar een kritisch onderzoek te wijden aan de financiële gevolgen van dat pact. Zij wenst anderzijds sommige bijzondere wetsbepalingen te wijzigen.

De verschillende maatregelen die overwogen worden om de globale sociale vooruitgang nog hoger op te voeren, behoeven geen commentaar. Zij zijn immers door de Regering verscheidene weken geleden aangekondigd.

Ten slotte zullen de fiscale beschikkingen tijdens de verdere werkzaamheden van de Commissie aan een aandachtig onderzoek worden onderworpen.

**Exposé du Vice-Premier Ministre
et Ministre du Budget.**

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget a complété dans les termes suivants, l'exposé introductif fait par le Premier Ministre.

En parlant d'économie et de compression des dépenses réalisées à l'occasion de l'élaboration du budget 1967, le Vice-Premier Ministre rappelle que les propositions initiales des différents départements s'élevaient à 235 milliards.

Par suite d'une politique rigoureuse de contrôle et de diminution de dépenses, ces propositions ont été ramenées à quelque 221 milliards.

Deux ordres de préoccupation ont guidé le Gouvernement dans la réduction de quelque 14 milliards par rapport aux propositions primitives :

1^o maintenir le rythme d'accroissement des dépenses à un niveau compatible avec le taux d'expansion du P.N.B., tout en tenant compte :

- a) d'engagements antérieurs;
- b) de l'exécution du programme figurant dans la déclaration gouvernementale et plus particulièrement de l'engagement d'assurer le progrès social et l'expansion économique;
- c) de certaines aggravations inévitables de dépenses résultant de la hausse des prix (4,5 milliards); de la programmation sociale dans le secteur public (2,5 milliards); de la dette publique (3,6 milliards).

2^o présenter un budget sincère et complet.

Les budgets ont donc fait l'objet de véritables ratissages au cours desquels non seulement les dépenses imprudentes ou superflues ont été éliminées, mais où les mesures appelées à concrétiser certaines réductions ont été débattues et mises au point.

L'examen de ces compressions budgétaires montre que l'essentiel d'entre elles porte sur six budgets, à savoir par ordre d'importance : la Défense nationale, l'Education nationale et la Culture, les Communications, la Prévoyance sociale, les Pensions et la Santé publique.

Le Vice-Premier Ministre rappelle d'ailleurs le rapport de M. Scheyven sur le budget des Voies et Moyens 1967 et se réfère en particulier aux pages 38 et 39 de ce rapport.

Le Vice-Premier Ministre cite ensuite quelques exemples de la politique suivie à l'étranger en matière budgétaire et financière.

Parlant du budget allemand, le Vice-Premier Ministre rappelle qu'en ce qui concerne les dépenses ordinaires, les prévisions initiales pour 1967 s'élevaient à quelque 73,4 milliards de D.M., soit une augmentation de 7,2 % par rapport au budget 1966. Ces prévisions initiales ont fait l'objet de deux revisions consécutives. Au mois de décembre 1966, les prévisions initiales furent portées à 74,2 milliards de D.M. soit une augmentation de 8,4 % par rapport au budget de 1966. La seconde revision portait les dépenses ordinaires à 75,2 milliards de D.M. (ce qui aurait signifié une augmentation de 9,8 % par rapport aux dépenses ordinaires pour 1966) mais elle fut ramenée par des mesures d'assainissement de 2,5 milliards pour les fixer ainsi à 72,88 milliards de D.M. Les mesures d'assainissement représentent donc 3,3 %.

**Betoog van de Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting.**

Aansluitend bij de inleidende uiteenzetting van de Eerste Minister heeft de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting het volgende verklaard.

In verband met de bij het opstellen van de begroting voor 1967 bereikte bezuinigingen en beperkingen van uitgaven herinnerde de Vice-Eerste Minister eraan dat de oorspronkelijke voorstellen van de onderscheidene departementen 235 miljard bedroegen.

Ingevolge een strenge shifting en beperking van de uitgaven konden die voorstellen verminderd worden tot 221 miljard.

Bij die vermindering van de oorspronkelijke voorstellen met circa 14 miljard hield de Regering de volgende overwegingen voor ogen :

1^o het groeiritme van de uitgaven binnen perken hadden die verenigbaar zijn met het stijgingspercentage van het B.N.P., doch rekening houdend met :

a) vroegere verbintenis;

b) de uitvoering van het in de regeringsverklaring voor komende programma, inzonderheid de verbintenis om de sociale vooruitgang en de economische expansie te bevorderen;

c) sommige onvermijdelijke uitgavenverzwaren die het gevolg zijn van de prijsstijgingen (4,5 miljard); van de doorvoering van de sociale programmatie in de overheidssector (2,5 miljard); van de stijging van de rijksschuld (3,6 miljard).

2^o een eerlijke en volledige begroting voorleggen.

De begrotingen werden dus grondig uitgekamd; niet alleen werden de onproductieve of overbodige uitgaven geschrapt, maar er werden ook maatregelen besproken en uitgewerkt om sommige verminderingen in de praktijk om te zetten.

Uit het onderzoek van de begrotingsbesnoeiingen blijkt dat die vooral in zes begrotingen zijn doorgevoerd, nl. naar volg orde van belangrijkheid : Landsverdediging, Nationale Opvoeding en Cultuur, Verkeerswezen, Sociale Voorzorg, Pensioenen en Volksgezondheid.

De Vice-Eerste Minister herinnert trouwens aan het verslag van de heer Scheyven betreffende de Rijksmidelenbegroting voor 1967 en verwijst inzonderheid naar de bladzijden 38 en 39 van dat verslag.

De Vice-Eerste Minister haalt vervolgens enkele voorbeelden aan van het beleid dat in het buitenland ter zake van begrotingen en financiën wordt gevoerd.

In verband met de Duitse begroting herinnert hij eraan dat de oorspronkelijke ramingen voor de gewone uitgaven voor 1967 ongeveer 73,4 miljard D.M. bedroegen, of een stijging met 7,2 % t.o.v. de begroting voor 1966. Die oorspronkelijke ramingen werden tweemaal herzien. In december 1966 werden de oorspronkelijke ramingen op 74,2 miljard D.M. gebracht, of een verhoging met 8,4 % t.o.v. de begroting voor 1966. Ingevolge de tweede herziening werden de gewone uitgaven op 75,2 miljard D.M. gebracht (dit zou een verhoging met 9,8 % zijn geweest t.o.v. de gewone uitgaven voor 1966), doch dank zij saneringsmaatregelen ten behoeve van 2,5 miljard konden zij uiteindelijk op 72,88 miljard D.M. worden vastgesteld. De saneringsmaatregelen vertegenwoordigen dus een percentage van 3,3 %.

Le Vice-Premier Ministre rappelle que la réduction des propositions initiales des départements en Belgique (235 milliards) au montant arrêté définitivement (221 milliards), représente une diminution de plus de 14 milliards, soit 6 % de l'ensemble des crédits prévus initialement.

Quant aux recettes fiscales, prévues au budget allemand, il est inexact de prétendre qu'il n'y a pas d'aggravation fiscale. En réalité, et depuis le dépôt des prévisions initiales du budget 1967, des adaptations fiscales de l'ordre de 2,8 milliards de D.M., soit \pm 35 milliards de francs belges ont été opérées, c'est-à-dire que parallèlement à 2,5 milliards de mesures d'assainissement, il y a eu des adaptations fiscales de l'ordre de 2,8 milliards.

Aux Pays-Bas, le Gouvernement a décidé pour l'exécution du budget de 1967, une aggravation de la fiscalité s'élevant à quelque 18 635 millions de francs belges.

Quant à la Suède, les mesures fiscales tendant à augmenter les recettes devraient rapporter 14,4 milliards de francs belges.

Exposé du Ministre des Affaires économiques.

L'évolution de la conjoncture économique reste préoccupante en ce début d'année 1967. Alors qu'au cours de l'année dernière on pouvait parler encore d'expansion ralentie, puis en novembre et décembre d'un étalement de certains indices de production, la situation actuelle est moins bonne encore.

Un projet de note de conjoncture établi par la Direction générale des Etudes et de la Documentation du Ministère des Affaires économiques à fin janvier 1967 fait état d'une situation semblable en Belgique et dans les pays voisins, mais souligne que le carnet de commandes à l'exportation est moins bien garni en Belgique que dans les autres pays de la C.E.E.

Les chiffres du chômage reflètent aussi une aggravation par rapport à la même époque de l'année précédente, la différence d'une année à l'autre étant plus forte qu'il y a quelques semaines. Quant à la production industrielle, elle marque un affaiblissement de la demande pour la plupart des industries et pour les biens de consommation. On note néanmoins une augmentation pour la transformation des métaux non-ferreux, la fabrication du verre et celle du ciment. On observe aussi un meilleur rythme de production en sidérurgie, dans les industries du cuir et des biens d'équipement électrique. Dans les autres secteurs, il y a recul de la production. Les stocks de produits finis sont jugés de plus en plus supérieurs à la normale. Il va sans dire que l'activité des charbonnages poursuit son recul structurel, pendant que l'industrie textile continue à souffrir d'une détérioration d'activité.

Enfin, les exportations ne progressent plus que faiblement d'une année à l'autre alors que leur augmentation avait été beaucoup plus forte précédemment. Cette évolution reflète à la fois des reculs, notamment pour les machines et appareils et pour les produits textiles, et des améliorations encore intéressantes : les produits chimiques entre autres ont connu des progrès allant jusqu'à 19 %.

Quant aux investissements, les données concernant l'outillage industriel ne sont disponibles que jusqu'en septembre dernier : l'avant-dernier trimestre de l'année fait

De Vice-Eerste Minister herinnert eraan dat de vermindering van de in ons land oorspronkelijk door de departementen voorgelegde voorstellen (235 miljard) tot het bedrag dat uiteindelijk definitief werd vastgesteld (221 miljard), meer dan 14 miljard bedraagt, of 6 % van de aanvankelijk uitgetrokken globale kredieten.

Wat de op de Duitse begroting voorkomende belastingontvangsten betreft, is het onjuist te beweren dat er geen verhoging van de belastingen is. In feite zijn er sedert de indiening van de oorspronkelijke ramingen van de begroting voor 1967 belastingverhogingen geweest voor een bedrag van 2,8 miljard D.M., of \pm 35 miljard Belgische frank, d.w.z. dat er naast de saneringsmaatregelen ten belope van 2,5 miljard, belastingaanpassingen zijn geweest ten bedrage van 2,8 miljard.

In Nederland heeft de Regering met het oog op de uitvoering van de begroting voor 1967 tot een belastingverhoging besloten, die ongeveer 18 635 miljoen Belgische frank zal bedragen.

In Zweden moeten de fiscale maatregelen tot verhoging van de inkomsten 14,4 miljard Belgische frank opbrengen.

Uiteenzetting van de Minister van Economische Zaken.

De ontwikkeling van de economische conjunctuur blijft begin 1967 zorg baren. In de loop van verleden jaar vertraagde de expansie enigszins, in november en december bleven sommige produktiecoëfficiënten op hetzelfde peil staan en thans is de toestand nog minder goed.

Een ontwerpnota over de conjunctuur is eind januari 1967 door de Algemene Directie voor Studie en Documentatie van het Ministerie van Economische Zaken opgemaakt; daarin wordt gezegd dat de toestand in België nagenoeg dezelfde is als in de naburige landen, maar tevens wordt erop gewezen dat België minder goed van buitenlandse orders voorzien is dan de andere E.E.G.-landen.

De cijfers betreffende de werkloosheid geven eveneens een verslechtering van de toestand te zien in vergelijking met hetzelfde tijdvak een jaar geleden; van het ene jaar in het andere was het verschil groter dan enkele weken geleden. De vraag naar de industrieprodukten vertoont een neiging tot verzwakking voor de meeste industrieën en voor de verbruiksgoederen. Desniettemin worden hogere cijfers genoteerd voor de verwerking van non-ferro metalen, de glas- en de cementfabricage. Ook valt een verhoogde produktie in de ijzer- en staalindustrie te noteren, evenals in de ledernijverheid en in die van de elektrische bedrijfsinstallaties. In de andere sectoren loopt de produktie terug. De voorraden van de afgewerkte produkten liggen naar raming meer en meer boven de normale. Ontegenzeglijk blijft de activiteit van de steenkolenmijnen structureel achteruitgaan, terwijl de textielindustrie een verdere verslechtering van haar activiteit doormaakt.

Ten slotte gaat de export van het ene jaar in het andere nog slechts weinig vooruit, terwijl de stijging in deze sector voorheen veel sterker was. Die ontwikkeling is de uiting van een teruggang, met name voor machines, apparaten en textielprodukten, en tevens van nog vrij interessante verbeteringen : zo hebben de chemische produkten een vooruitgang gekend, welke soms 19 % bereikte.

Met betrekking tot de investeringen zij erop gewezen dat de gegevens betreffende de industriële outillage slechts tot september j.l. beschikbaar zijn : het voorlaatste kwartaal van

apparaître, par rapport à la même période de 1965, une progression des commandes de fabrication métallique de 9 %. Mais les livraisons de fabrication nationale ont plafonné au cours de la même période, alors que les importations marquaient un progrès de 26 % d'une année à l'autre.

La consommation enfin, au cours des quinze premiers jours de janvier 1967, a été faible relativement au niveau de janvier 1967. Les soldes ont notamment été un échec.

Cette situation conjoncturelle, aggravée surtout au cours des dernières semaines, pose évidemment un problème budgétaire, une différence de 1 % dans les prévisions du produit national brut représentant plusieurs milliards de diminution de recettes ou d'aggravation de charges.

Or, au moment où se pose ce problème budgétaire, un effort accru de reconversion est indispensable non seulement pour des raisons structurelles et régionales qui sont bien connues, mais aussi pour relancer dans une certaine mesure les commandes de biens d'équipement dont dépend en partie l'évolution conjoncturelle elle-même.

La loi du 14 juillet 1966 qui permet d'octroyer en bonification la totalité du taux de l'intérêt pendant deux ans et 5 % pendant trois ans et qui offre la possibilité d'octroi de subsides directs dans les cas où les producteurs font un effort propre suffisamment important, doit pouvoir entrer en application.

L'accord de la Commission de la Communauté Economique Européenne a été obtenu sur les projets d'arrêtés d'exécution. Le Gouvernement n'a d'ailleurs pas perdu de temps puisque pendant que la C.E.E. procédait à cette étude, le Comité ministériel de Coordination économique et sociale consacrait de nombreuses séances à des dossiers et donnait son accord de principe, ce qui permettait aux industriels d'aller de l'avant dans l'étude de leurs projets d'investissement, en attendant l'accord de la C.E.E. sur les arrêtés d'exécution de la loi du 14 juillet 1966.

Cette loi connaît un succès inespéré. Au cours des dernières semaines, de nombreuses demandes ont encore été introduites. Une impressionnante liste d'implantations nouvelles peut être dressée. Elle concerne la plupart des régions du pays qui souffrent soit de régression d'activité, soit d'un retard de développement. Dans l'ensemble, les dossiers qui ont été traités ou sont en instance d'examen pour l'ensemble des lois d'aide sous forme de taux d'intérêt réduit, atteignent un total allant de 20 à 25 milliards de francs. Même si les bonifications d'intérêt ne portent en moyenne que sur un peu plus de 50 % des investissements, leur total peut atteindre des montants élevés, ce qui nécessite un effort budgétaire nouveau. Un seul projet d'entreprise, cité en exemple, concerne 5 milliards d'investissement, la bonification d'intérêt d'environ 7 % pendant les deux premières années étant accordée sur la moitié c'est-à-dire 2,5 milliards, ce qui fait près de 200 millions de subsides par an pour une seule entreprise qui constituera un pôle de développement de première grandeur. Cela montre le poids budgétaire d'une telle politique. Or, sans l'aide de l'Etat, certaines implantations industrielles se feraient ailleurs qu'en Belgique.

Les accords de principe donnés récemment par le Comité ministériel de Coordination économique et sociale ne constituent, il faut l'espérer, qu'une part de l'effort d'industrialisation qui sera fait. La prospection des investisseurs étrangers se poursuit. Outre plusieurs missions qui se sont rendues aux Etats-Unis l'année dernière, de même qu'en Suède, des visites sont prévues dans d'autres pays. Nous

het afgelopen jaar geeft tegenover dezelfde periode in 1965 een vooruitgang met 9 % van de orders voor metaalfabrikaten te zien. Maar de leveranties van Belgische fabricage zijn gedurende die periode op hetzelfde niveau blijven staan, terwijl de import van het ene jaar tot het andere met 26 % de hoogte in ging.

Ten slotte zij gezegd dat het verbruik in de loop van de eerste 15 dagen van januari 1967 betrekkelijk zwak was in vergelijking met januari 1966. Vooral de opruimingsverkoop is een mislukking geweest.

Die conjuncturele stand van zaken, welke vooral gedurende de jongste weken is verslecht, doet uiteraard een begrotingsprobleem rijzen; een verschil van 1 % in de ramingen van het bruto nationaal produkt betekent immers verscheidene miljarden minder aan inkomsten of zwaardere lasten.

Nu is het zo dat op het ogenblik waarop dit budgettaire probleem rijst, een grotere krachtsinspanning met het oog op de omschakeling noodzakelijk is, niet alleen om algemeen bekende structurele en regionale redenen, maar ook ter stimulering van de orders van installatiegoederen, waarvan de ontwikkeling der conjunctuur zelf ten dele afhangt.

De wet van 14 juli 1966, op grond waarvan het mogelijk is om gedurende twee jaar de gehele rentevoet en gedurende 3 jaar 5 % daarvan te vergoeden, wat de mogelijkheid biedt om directe subsidies toe te kennen wanneer de producenten een krachtsinspanning doen, moet in toepassing gebracht kunnen worden.

De Commissie van de Europese Economische Gemeenschap heeft haar instemming betuigd met de ontwerpen van uitvoeringsbesluiten. Terwijl de E.E.G. met die studie bezig was, heeft de Regering anderzijds geen tijd verloren aangezien het Ministerieel Comité voor de Economische en Sociale Coördinatie veel vergaderingen aan het onderzoek van dossiers wijdde en zijn principiële instemming betuigde, zodat de industrielen hun investeringsplannen verder konden uitwerken in afwachting van de instemming van de E.E.G. met de uitvoeringsbesluiten van de wet van 14 juli 1966.

Met die wet is een onverwacht succes geoogst. In de laatste weken zijn nog talrijke aanvragen ingediend. Een indrukwekkende lijst van nieuwe vestigingen kan worden opgemaakt. Zij betreft de meeste streken van het land die te kampen hebben hetzij met een teruggang van de activiteit, hetzij met vertraagde ontwikkeling. Over het algemeen bereiken de dossiers die afgehandeld zijn of onderzocht worden, voor de gezamenlijke wetten betreffende hulpverlening tegen verminderde rentevoet, een globaal bedrag van 20 à 25 miljard frank. Zelfs indien de rentevergoedingen gemiddeld slechts voor iets meer dan 50 % van de investeringen gelden, kan hun totale bedrag hoog zijn, wat een nieuwe begrotingsinspanning nodig maakt. Met één plan, dat als voorbeeld wordt gegeven i.v.m. een onderneming, is 5 miljard aan investeringen gemoeid; de rentevergoeding (ongeveer 7 %) gedurende de eerste twee jaren wordt op de helft, d.w.z. op 2,5 miljard, verleend, hetgeen ongeveer 200 miljoen aan subsidies per jaar betekent voor één enkele onderneming die een ontwikkelingsfactor van eerste rang zal zijn. Daarmee wordt aangetoond hoe zwaar zulk een beleid op de begroting weegt. Indien de hulp van de Staat ontbrak, zouden sommige industriële vestigingen elders dan in België plaatsvinden.

De onlangs door het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie gegeven beginselakkoorden zijn hopelijk nog maar een deel van de in uitzicht gestelde industriële krachtsinspanning. De prospectie van de buitenlandse investeerders gaat verder. Buiten verscheidene missies welke verleden jaar naar de Verenigde Staten en naar Zweden georganiseerd werden, zijn bezoeken aan andere landen

accueillerons également des investisseurs venant en Belgique. Chaque semaine, le Département des Affaires économiques voit la venue de plusieurs industriels étrangers intéressés par nos régions et auxquels le maximum de documentation est donnée. Il leur est également suggéré de s'associer avec des producteurs belges. Faut-il ajouter que les investissements nationaux font l'objet de tous les soins du Département et font d'ailleurs largement appel aux lois de 1959 et 1966.

A l'exportation, une action vigoureuse sera également entreprise pour stimuler notre activité économique. L'Office du Ducroire verra augmenter sa dotation. Le Fonds du Commerce extérieur recevra plus de moyens. De nouveaux prospecteurs seront nommés dans différents pays. Des études gratuites d'usines, clef sur porte, seront offertes, ce qui amènera des commandes de biens d'investissement. Enfin, des bonifications d'intérêt seront accordées en vue de favoriser les achats des pays en voie de développement.

En résumé, la situation générale de la conjoncture s'est détériorée au cours des dernières semaines. La demande va continuer à se tasser. Un effort accru de reconversion est d'autant plus nécessaire que des difficultés régionales apparaissent davantage dans une conjoncture moins bonne. Or, cette action de relance structurelle et régionale nécessite, sous peine d'être rapidement paralysée, des moyens financiers importants.

Exposé du Ministre des Finances.

1. Mobilisation des capitaux.

L'objectif du Gouvernement, en la matière, est double. Il s'agit d'une part de stimuler l'épargne disposée à s'investir en amenant le maximum de capitaux disponibles et de liquidités vers le marché ou dans les organismes financiers.

Il s'agit, en outre, d'accroître l'efficacité dans l'utilisation de cette épargne, grâce à une canalisation de ces disponibilités vers des objectifs précis de relance économique, en particulier en assurant aux pouvoirs publics une alimentation plus grande pour la réalisation du programme économique.

En fait, une « mise à jour » de l'appareil financier est envisagée, compte tenu des impératifs de l'expansion économique.

C'est dans ce but que l'article premier, 7^e, donne au Roi le pouvoir de prendre toutes dispositions utiles en vue d'« améliorer le financement des investissements et notamment d'apporter toutes modifications aux dispositions légales organisant le statut, la compétence et les modalités de fonctionnement, d'une part, des institutions publiques de crédit et, d'autre part, des caisses d'épargne privées ».

Le Gouvernement entend à cet égard mettre en œuvre, avec toute la diligence requise, les recommandations de la Commission pour le financement de l'expansion économique, à mesure qu'elles lui parviendront.

Le Conseil supérieur des Finances et le Conseil des Institutions de crédit seront réformés en tenant compte des suggestions antérieures de la Commission.

En ce qui concerne les organismes publics de crédit, il s'agit notamment de la Caisse Générale d'Epargne et de

voorzien. Ook zullen wij de naar België komende investeerders een goed onthaal bereiden. Op het Departement van Economische Zaken komen elke week verscheidene buitenlandse industrielen aan, die in onze gewesten belang stellen en aan wie alle dienstige voorlichting wordt verstrekt. Ook wordt hun gesuggereerd zich met Belgische producenten te associëren. Het hoeft wel niet te worden gezegd dat de nationale investeringen de bijzondere aandacht hebben van het Departement en dat daarvoor trouwens een ruim gebruik gemaakt wordt van de bepalingen der wetten van 1959 en 1966.

Op het gebied van de export zal eveneens een krachtige actie worden ingezet om onze economische activiteit te stimuleren. Aan de Delcrederedienst zal een hogere dotatie worden toegekend. Het Fonds voor de Buitenlandse Handel zal meer middelen krijgen. Nieuwe prospectors zullen in verschillende landen aangesteld worden. Kosteloze studies voor bedrijfsklare fabrieken zullen worden aangeboden, wat orders voor installatiegoederen met zich zal brengen. Ten slotte zullen rentevergoedingen worden toegekend om de aankopen van de ontwikkelingslanden te bevorderen.

Tot besluit mag men zeggen dat de algemene toestand van de conjunctuur tijdens de jongste weken verslecht is. De vraag zal blijven stagneren. Een grotere krachtsinspanning inzake omschakeling is des te noodzakelijker, daar regionale moeilijkheden vaker voorkomen bij een minder goede conjunctuur. Nu vergt die actie voor een structurele en regionale wederopleving belangrijke financiële middelen, wil zij niet vlug verlamd worden.

Uiteenzetting van de Minister van Financiën.

1. Mobilisatie der kapitalen.

De Regering beoogt dienaangaande een tweeledig doel. Enerzijds dient het tot investering bereide spaarwezen te worden aangemoedigd door een maximum aan beschikbare kapitalen en kasmiddelen op de markt of in de financiële instellingen te brengen.

Anderzijds moeten bedoelde spaargelden efficiënter worden aangewend door die geldmiddelen te kanaliseren naar duidelijk bepaalde doeleinden met het oog op de economische herleving, inzonderheid door aan de overheid ruimere middelen te verstrekken om het economische programma te verwezenlijken.

In feite wordt een « aanpassing » van de financiële structuur overwogen met inachtneming van de eisen der economische expansie.

Daarom machtigt het eerste artikel, 7^e, de Koning om alle nuttige maatregelen te treffen ten einde « de financiering van de investeringen te verbeteren en met name alle wijzigingen aan te brengen aan de wettelijke bepalingen betreffende de organisatie van het statuut, de bevoegdheid en de werkingsmodaliteiten enerzijds van de openbare kredietinstellingen en anderzijds van de privé-spaarkassen ».

In dit verband is de Regering vastbesloten de aanbevelingen van de Commissie voor de financiering van de economische expansie met de vereiste spoed ten uitvoer te leggen naarmate zij die ontvangt.

De Hoge Raad voor de Financiën en de Raad voor de Kredietinstellingen zullen hervormd worden overeenkomstig de vroeger door de Commissie gedane suggesties.

De betrokken openbare kredietinstellingen zijn de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, de Nationale Maatschappij

Retraite, de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie et de la Société Nationale d'Investissement.

La Caisse Générale d'Epargne et de Retraite a saisi le Gouvernement d'un mémorandum relatif aux divers problèmes qui se posent à elle et aux solutions qu'elle préconise, notamment afin d'assouplir son fonctionnement et d'élargir le cadre des placements qui lui sont permis.

En ce qui concerne la S.N.C.I., les mesures envisagées sont les suivantes :

- L'octroi de la garantie de l'Etat aux dépôts faits auprès de la S.N.C.I.
- Un plafond pourrait être fixé pour ces dépôts de manière à ménager la garantie de l'Etat et à maintenir dans une proportion raisonnable l'intervention comparée de la S.N.C.I. dans les opérations à long terme et à court terme ⁽¹⁾.
- Supprimer le mot « subsidiairement » dans la disposition qui permet à la S.N.C.I. de pratiquer des crédits à court terme. Il doit cependant être entendu que la S.N.C.I. doit rester fondamentalement axée sur le long terme.
- Modifier la disposition fixant le montant des émissions des bons de caisse et obligations bénéficiant de la garantie de l'Etat.

Quant à la Société Nationale d'Investissement, l'intention est d'accroître ses moyens d'action par une augmentation de son capital, ce qui donnera à cette institution une assise financière plus large.

Le problème de la révision du statut des caisses d'épargne privées se pose également.

Les dispositions réglant le contrôle et le champ d'application de ces caisses doivent être améliorées et complétées pour mieux les associer à la poursuite des objectifs de la politique économique et financière en tenant compte notamment du développement considérable qu'ont connu ces institutions au cours des dernières années.

Un projet de loi (*Document Chambre des Représentants* n° 981, 1964-1965 du 24 février 1965) modifiant l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées et la loi du 7 décembre 1934 instituant un Office central de la petite épargne est tombé en caducité.

Les principales réformes faisant l'objet de ce projet de loi étaient les suivantes :

- Extension du système de contrôle qui, jusqu'à présent, ne s'appliquait qu'aux dépôts à toute épargne recueillie par les caisses d'épargne privées sous quelque forme que ce soit et notamment par des émissions de bons de caisse ou d'obligations;
- Elargissement du pouvoir de contrôle du Gouvernement et de l'Office central de la petite épargne.

Ces réformes tendaient :

- à assurer davantage la protection des épargnans (notamment par la possibilité d'imposer les coefficients de trésorerie et de solvabilité);
- à permettre d'associer plus étroitement les caisses d'épargne privées à la politique générale en matière économique, financière et monétaire.

(1) Des coefficients de structure pourraient être fixés.

voor Krediet aan de Nijverheid en de Nationale Investeringssmaatschappij.

De Algemene Spaar- en Lijfrentekas heeft de Regering een memorandum doen toekomen in verband met de verschillende gerekende problemen en met de door haar voorgestelde oplossing tot versoepeling van haar werking en tot verruiming van de haar toegestane plaatsingen.

Wat de N.M.K.N. betreft worden de volgende maatregelen overwogen :

- Het verlenen van de staatswaarborg aan de deposito's bij de N.M.K.N.
- Voor deze deposito's zou een maximum kunnen vastgesteld worden ten einde de staatswaarborg enigszins te beperken en het respectieve aandeel van de N.M.K.N. in de verrichtingen op lange en korte termijn binnen redelijke perken te houden ⁽¹⁾.
- In de bepaling waarbij de N.M.K.N. gemachtigd wordt kredieten op korte termijn toe te staan, het woord « subsidair » weglaten, met dien verstande nochtans dat de N.M.K.N. fundamenteel gericht moet blijven op verrichtingen op lange termijn.
- Wijziging van de bepaling tot vaststelling van het bedrag van de uitgifte van de kasbons en obligaties met staatswaarborg.

In verband met de Nationale Investeringssmaatschappij is het de bedoeling de actiemiddelen ervan op te voeren door een kapitaalverhoging, wat bedoelde instelling meer financiële armslag zal geven.

Het probleem van de herziening van het statuut van de privé-spaarkassen dient eveneens opgelost te worden.

De bepalingen tot regeling van de controle op bedoelde spaarkassen en van het toepassingsgebied ervan moeten worden verbeterd en aangevuld, ten einde die instellingen met name gelet op hun aanzienlijke uitbreiding in de loop van de jongste jaren, beter te betrekken bij de verwegenlijking van de doeleinden van het economische en financiële beleid.

Een wetsontwerp (*Stuk Kamer van Volksvertegenwoordigers* n° 981, 1964-1965, van 24 februari 1965) tot wijziging van het koninklijk besluit n° 42 van 15 december 1934 betreffende de controle op de private spaarkassen en van de wet van 7 december 1934 tot instelling van een Centraal Bureau voor de kleine spaarders is vervallen.

De voornaamste in dat ontwerp vervatte hervormingen waren de volgende :

- Uitbreiding van het tot dan toe alleen op de deposito's toepasselijke controlesysteem tot alle spaargelden ingezameld door de particuliere spaarkassen in welke vorm ook, en inzonderheid door middel van de uitgifte van kasbonnen en obligaties;
- Verruiming van de controlebevoegdheden van de Regering en van het Centraal Bureau voor de kleine spaarders;

Deze hervormingen beoogden :

- de spaarders nog beter te beschermen (nl. door de mogelijkheid tot het opleggen van thesaurie- en solvabiliteitscoëfficiënten);
- het mogelijk te maken de particuliere spaarkassen nauwer te betrekken bij het algemeen beleid van de verantwoordelijke overheid op economisch, financieel en monetair gebied.

(1) Er zouden structuurcoëfficiënten kunnen vastgesteld worden.

Cette association pourrait prendre la forme de souscriptions aux émissions des organismes spécialisés.

Le projet prévoit en outre l'intention du Gouvernement d'étendre et d'assouplir l'intervention de l'Etat en matière du ducroire, de réassurance et de crédit à l'exportation.

Il s'agira notamment, en ce qui concerne l'Office national du Ducroire :

- d'augmenter la dotation de cet organisme qui garantit les engagements pris par lui dans le cadre de sa mission statutaire;
- de supprimer l'obligation d'intervenir dans le risque pour le bénéficiaire de garantie;
- d'augmenter de 4 à 8 milliards le plafond des garanties accordées par l'Office national du Ducroire, pour compte de l'Etat.

2. Les nouveaux impôts.

Le prélèvement d'impôts nouveaux n'aurait pas été envisagé si la tendance conjoncturelle s'était maintenue. Ces impôts nouveaux sont destinés :

- a) à dégager de nouveaux moyens pour assurer la relance et la reconversion.
- b) à mener à bien l'exécution du budget extraordinaire qui serait grevé si un déficit se produisait au budget ordinaire.
- c) à couvrir la partie budgétaire consécutive au ralentissement conjoncturel.

Le Ministre rappelle qu'une réduction de 1 % du taux de croissance du P.N.B. a sur le budget une incidence de 5 milliards, se partageant entre les recettes et les dépenses.

d) à faire respecter la récente recommandation de la C.E.E. de décembre dernier qui s'exprime comme suit :

« Dans les Etats-membres, où les administrations publiques, prises dans leur ensemble, se trouvent en déficit, les mesures visant à réduire celui-ci devraient être orientées de façon à peser plus nettement sur la consommation publique et privée que sur la formation brute de capital fixe.

» Les réductions de déficit recommandées ci-dessus pourraient être obtenues, soit par un ralentissement de l'expansion des dépenses, soit par des mesures destinées à accroître les ressources courantes, en particulier les recettes fiscales, soit encore par une combinaison des deux types de mesures. Dans ce contexte, et en tenant compte de la mise en œuvre des politiques communes visées dans le Traité, les Gouvernements des Etats-membres auront à prendre les dispositions nécessaires pour relever graduellement les tarifs de ceux des services publics dont la gestion est largement déficitaire; ces relèvements devraient intervenir dans la mesure où les déficits ne pourraient être éliminés par une action de rationalisation et de manière que les tarifs tendent à couvrir les coûts effectifs ».

3. Politique conjoncturelle et programme d'assainissement.

Une des objections au programme présenté par le Gouvernement est que, en bonne gestion, lorsque la conjoncture fléchit, on ne lève pas d'impôts nouveaux, on ne réduit pas le chiffre total des dépenses, mais on pratique au contraire une impasse budgétaire cyclique alimentée par l'emprunt.

Sur le plan théorique, on peut admettre qu'il ne faut pas nécessairement défendre l'équilibre annuel rigoureux du

Dat betrekken zou de vorm kunnen aannemen van inschrijvingen op de uitgiften van gespecialiseerde instellingen.

In het ontwerp geeft de Regering bovendien de bedoeiling te kennen de bemoeiing van de Staat inzake delcredere, herverzekering en uitvoerkrediet uit te breiden en te versoepelen.

Wat de Nationale Delcrederedienst betreft moeten met name de volgende maatregelen worden genomen :

- verhoging van de dotatie van die instelling die de door haar in het raam van haar statutaire opdracht aangegane verbintenissen waarborgt;
- afschaffing van de verplichte deelneming in het risico voor de waarborghouder;
- verhoging, van 4 tot 8 miljard, van de grens van de door de Nationale Delcrederedienst voor de rekening van de Staat toegekende waarborgen.

2. De nieuwe belastingen.

Indien de conjuncturele tendens had aangehouden, zou de heffing van nieuwe belastingen niet overwogen zijn. Die nieuwe belastingen zijn bestemd :

- a) om nieuwe middelen aan de hand te doen voor de wederopleving en de reconversie.
- b) om de uitvoering van de buitengewone begroting, die bezwaard zou worden indien zich een tekort mocht voordoen op de gewone begroting, tot een goed einde te brengen.
- c) voor het dekken van het verlies dat de begroting ondergaat ingevolge de afremming van de conjonctuur.

De Minister herinnert eraan dat een vermindering van het groeipercentage van het B.N.P. met 1 % op de begroting een weerslag heeft van 5 miljard, verdeeld over de ontvangsten en de uitgaven.

d) om in te gaan op de recente aanbeveling van de E.E.G. van december jongstleden, die luidt als volgt :

« In de lid-Staten waar zich bij de overheidssector in zijn geheel een tekort voordoet, dienen de maatregelen tot verlaging daarvan zodanig gericht te zijn, dat een sterkere druk wordt uitgeoefend op de overheids- en particuliere consumptie dan op de bruto-investeringen in vaste activa.

» De hiervoor aanbevolen verlaging van de tekorten kan door maatregelen tot vertraging van de uitgaven-expansie of door maatregelen tot verhoging van de lopende ontvangsten, inzonderheid de belastingontvangsten, dan wel door een combinatie van beide soorten maatregelen worden bereikt. In dit verband moeten de Regeringen van de lid-Staten, met het oog op de uitvoering van het in het Verdrag voorziene gemeenschappelijk beleid, maatregelen treffen om geleidelijk de tarieven te verhogen van die openbare dienstverlenende bedrijven die met een groot tekort werken, en wel zodanig dat deze tarieven in overeenstemming komen met de werkelijke kosten; deze verhogingen moeten plaatsvinden in zoverre de tekorten niet kunnen worden wegwerkt door rationalisatiemaatregelen ».

3. Conjoncturbeleid en saneringsprogramma.

Een van de bezwaren tegen het programma van de Regering is dat bij een degelijk beheer in geval van conjunctuurverzwakking geen nieuwe belastingen worden geheven, noch het totale bedrag van de uitgaven wordt verlaagd; integendeel wordt dan een door leningen gedekt cyclisch begrotingstekort toegepast.

Theoretisch kan worden aangenomen dat men niet noodzakelijk een streng jaarlijks begrotingsevenwicht moet

budget, quelle que soit la situation conjoncturelle. Mais même les théoriciens du « déficit spending » admettent que si un déficit budgétaire peut être toléré en période de basse conjoncture, encore convient-il que l'on assure au moins l'équilibre sur un cycle complet. Cela veut dire que les excédents de dépenses des périodes de ralentissement conjoncturel soient compensés et si possible « surcompensés » par les bonis des années de conjoncture favorable.

Accepter, dès à présent, un déficit sensible du budget de 1967 serait une solution de facilité qui, une fois de plus, consisterait à pratiquer une soi-disant politique conjoncturelle dans ce qu'elle a de plus aisément : l'acceptation d'un excédent de dépenses à financer par l'emprunt.

En fait, au cours des dernières années qui ont connu le sommet d'une période de haute conjoncture relativement longue, les finances publiques ont subi une détérioration structurelle.

Périodes de récession.

Pendant les années 1953-1954 le déficit global (ordinaire + extraordinaire) s'est établi à 17 % des dépenses globales.

Pendant les années 1958-1959, ce même déficit a atteint 21 % des dépenses globales.

Périodes de haute conjoncture.

Pendant les années 1956-1957, le déficit global a été de 7 % des dépenses totales (ordinaires + extraordinaires).

Pendant les années 1961 à 1965, le déficit global a été de 13 % des dépenses totales.

Les résultats du budget ordinaire ont donné lieu à un boni annuel moyen de 5 milliards pour les années 1956-1957 qui a fait place à un déficit annuel moyen de l'ordre de 3,5 milliards pendant les années 1961 à 1965.

On peut conclure de cette évolution que la détérioration structurelle des finances de l'Etat n'a pas permis de constituer des réserves quelconques propres à rencontrer les besoins d'une période d'affaiblissement conjoncturel mais a conduit à un alourdissement considérable de notre dette publique.

La Belgique emprunte trop.

Sur ce point, il est incontestable que la situation, comparée avec celle d'autres pays, est loin d'être satisfaisante :

Dette par habitant.

	Montant absolu fin 1965	Accroissement de fin 1961 à 1965
Allemagne Fédérale ...	5 997	+ 2 093
Italie ...	10 435	+ 1 476
Pays-Bas ...	24 450	+ 1 709
France .	17 506	- 1 161
Belgique ...	51 016	+ 6 293

Dans la mesure où l'augmentation de la dette est imputable à des déficits budgétaires, elle a servi à couvrir des dépenses de consommation et l'Etat a désespargné ; il a détruit de l'épargne dont la formation aurait normalement dû être consacrée au financement des investissements publics.

Les charges de la dette sont les plus élevées en Belgique.

La progression des charges de la dette publique est une cause importante de l'accroissement des dépenses ordinai-

verdedigen, hoe de conjunctuur ook zij. Doch zelfs de theoretici van de « deficit spending » zijn het erover eens dat, hoewel een begrotingstekort in een periode van laagconjunctuur aanvaard kan worden, het evenwicht toch ten minste over een volledige cyclus tot stand gebracht moet worden. Dit betekent dat de meeruitgaven in de periodes van conjunctuurverslapping gecompenseerd en zo mogelijk « overgecompenseerd » worden door de tegoden van de hoogconjunctuurjaren.

Indien men reeds thans aanneemt dat er een begrotingstekort zal zijn in 1967, is dat een gemakzuchtige oplossing, waarbij nogmaals een zg. conjunctuurbeleid in zijn gemakkelijkste vorm wordt gevoerd, nl. instemmen met een door leningen te dekken excedent van uitgaven.

In feite hebben de openbare financiën gedurende de laatste jaren, welke de topjaren van een betrekkelijk lange periode van hoogconjunctuur waren, een structurele achteruitgang gekend.

Recessieperiodes.

Gedurende de jaren 1953-1954 beloopt het globale tekort (gewone + buitengewone begroting) 17 % van de globale uitgaven.

Voor de jaren 1958-1959 bedraagt het tekort 21 % van de globale uitgaven.

Periodes van hoogconjunctuur.

Tijdens de jaren 1956-1957 bedroeg het globaal tekort 7 % van de gezamenlijke uitgaven (gewone + buiten gewone).

Tijdens de jaren 1961 tot 1965 bedroeg het globaal tekort 13 % van de gezamenlijke uitgaven.

De uitkomsten van de gewone begroting hebben geleid tot een gemiddeld jaarlijks overschat van 5 miljard voor de jaren 1956-1957; in plaats daarvan kwam er een gemiddeld jaarlijks tekort van 3,5 miljard tijdens de jaren 1961 tot 1965.

Uit die evolutie kan het besluit getrokken worden dat het ingevolge de structurele verslechtering van de staatsfinanciën niet mogelijk was enigerlei reserves aan te leggen, waarmede in de noden van een periode van conjunctuurverzwakking kon worden voorzien, doch dat die verslechtering geleid heeft tot een aanzienlijke verzwaring van onze rijksschuld.

België leent te veel.

Onbetwistbaar is de toestand op dit punt, in vergelijking met die in andere landen, weinig bevredigend :

Schuld per inwoner.

	Absolut bedrag eind 1965	Toename van 1961 tot 1965
Duitse Bondsrepubliek ...	5 997	+ 2 093
Italië ...	10 435	+ 1 476
Nederland ...	24 450	+ 1 709
Frankrijk ...	17 506	- 1 161
België .	51 016	+ 6 293

In de mate waarin de toename van de schuld te wijten is aan begrotingstekorten, heeft zij gediend om de verbruiksuitgaven te dekken en heeft de Staat zich aan ontsparing bezondigd; hij heeft de spaargelden vernietigd die normaal hadden moeten dienen om de overheidsbeleggingen te financieren.

De lasten van de schuld zijn het hoogst in België.

De groei van de lasten van de Rijksschuld is een belangrijke oorzaak van de stijging der gewone uitgaven. Elk

res. Tout déficit du budget conduit l'Etat à émettre des emprunts pour financer la charge de l'endettement antérieur. Ces nouveaux emprunts alourdissent à leur tour le poids de la dette et provoquent par là un processus cumulatif d'endettement.

En 1960, les charges de la dette publique représentaient 19,9 milliards, dont 7,1 milliards pour les charges d'amortissement et 12,8 milliards pour les charges d'intérêt et autres charges.

En 1967, le budget total de la dette publique atteint 38,7 milliards dont 16,3 milliards pour les amortissements et 22,5 milliards pour les charges d'intérêts et autres charges.

En moyenne, les charges de la dette publique ont représenté au cours des dernières années (1961-1965) 19 % des dépenses totales en Belgique, 9,3 % en Italie et aux Pays-Bas, 7,1 % en France et 4,2 % en Allemagne Fédérale.

Il est significatif de constater qu'actuellement, la charge des intérêts de la dette (qui est une dépense improductive) dépasse en Belgique l'apport net de l'appel à l'emprunt.

En 1966, la charge des intérêts de la dette a été de 20 milliards, alors que l'accroissement net de la dette publique a été de 17,2 milliards.

Cela signifie que la charge fiscale qui a été évitée au contribuable à un moment donné lui coûte ultérieurement bien davantage.

Dépendance du Trésor.

En dehors des charges qu'il comporte, le recours à l'emprunt pour des montants trop élevés implique divers autres inconvénients. Il enlève au pouvoir central une partie non négligeable de sa liberté d'action dès le moment où il place la Trésorerie dans un état de dépendance quasi permanente vis-à-vis des sources d'alimentation des marchés financiers.

Financements inflatoires.

Ces difficultés contraignent le pouvoir central à recourir à des financements à court terme soit sur le marché intérieur, soit sur les marchés étrangers, ce qui ouvre le risque de pressions inflatoires, tout en rendant plus aigu le souci de faire face à des échéances rapprochées et aux problèmes qu'elles peuvent poser en cas de modifications du climat du marché tant national qu'étranger.

Taux d'intérêt élevés.

Il est inéluctable qu'un appel constamment élevé à l'épargne ait pour effet de soutenir les taux d'intérêts à des niveaux relativement élevés dont la charge retentit sur le coût des investissements privés. A cela s'ajoute le fait que l'inélasticité relative de l'épargne intérieure provoque rapidement en période de haute conjoncture des tensions résultant de l'impossibilité de satisfaire simultanément aux besoins du secteur public et du secteur privé.

L'importance des besoins structurels.

De toute manière, en excluant l'hypothèse d'une dépression sérieuse et longue, les besoins structurels de notre économie requièrent, pour assurer une croissance équilibrée du produit national, qu'un volume suffisant d'investissements, tant publics que privés, soit réalisé. Une priorité doit d'ailleurs être donnée à la reconversion des régions déjà atteintes par des difficultés structurelles.

A cet égard, il importe de ménager une alimentation suffisante en capitaux du secteur privé, des pouvoirs publics

begrotingstekort brengt de Staat ertoe nieuwe leningen uit te schrijven om de last van de vorige schulden te financieren. Die nieuwe leningen drukken op hun beurt zwaarder op de schuld en brengen aldus een opstapeling van de schuldenlast teweeg.

In 1960 bedroegen de lasten van Staatsschuld 19,9 miljard, waarvan 7,1 miljard voor de aflossingslasten en 12,8 miljard voor de rente- en andere lasten.

In 1967 bereikt de globale Rijksschuldbegroting 38,7 miljard, waarvan 16,3 miljard voor de aflossingen en 22,5 miljard voor de rente- en andere lasten.

In de loop van de laatste jaren (1961-1965) bereikten de lasten van de Rijksschuld gemiddeld 19 % van de globale uitgaven in België, 9,3 % in Italië en in Nederland, 7,1 % in Frankrijk en 4,2 % in de Bondsrepubliek Duitsland.

Het is opmerkelijk dat de rentelast van de schuld (welke een onproductieve uitgave is) in België hoger is dan de netto-inbreng van het beroep op de lening.

In 1966 bedroeg de rentelast van de schuld 20 miljard, terwijl de netto-aangroei van de Rijksschuld 17,2 miljard beliep.

Dit betekent dat de fiscale last, waarvan de belastingplichtige op een gegeven ogenblik gespaard bleef, hem later veel meer kost.

Afhankelijkheid van de Schatkist.

Te hoge leningen brengen niet alleen zware lasten met zich, maar ook diverse andere nadelen. Het centraal gezag verliest aldus een niet onaanzienlijk deel van zijn bewegingsvrijheid, zodra de Schatkist daardoor bijna bestendig afhankelijk wordt van de bronnen waaruit de geldmarkt wordt gestijfd.

Inflatoire financieringen.

Die moeilijkheden dwingen het centraal gezag een beroep te doen op kortlopende financieringen op de binnenlandse dan wel op de buitenlandse markten, wat het gevaar oplevert dat een inflatoire druk ontstaat, terwijl de zorg groter wordt om te kunnen voorzien in de nabije vervaltermijnen en de problemen welke deze kunnen doen rijzen, ingeval het klimaat van de nationale of de buitenlandse markt wordt gewijzigd.

Hoge rentevoet.

Wanneer bij voortdurend veel beroep wordt gedaan op de spaarders, dan heeft zulks onvermijdelijk ten gevolge dat de rentevoet betrekkelijk hoog blijft liggen, wat een weerslag heeft op de kostprijs van de particuliere investeringen. Daar komt nog bij dat het relatieve gebrek aan soepelheid van de binnenlandse spaarders al spoedig spanningen teweegtbrengt in perioden van hoogconjunctuur, omdat het dan niet mogelijk is tegelijkertijd te voorzien in de behoeften van de openbare en van de particuliere sector.

Het belang van de structurele behoeften.

In elk geval eisen de structurele behoeften van ons bedrijfsleven — afgezien van de veronderstelling dat er een ernstige en lange depressie zou komen — dat er met het oog op een evenwichtige groei van het nationaal produkt voldoende openbare en particuliere investeringen tot stand komen. Overigens moet voorrang worden gegeven aan de omschakeling van de reeds door structurele moeilijkheden getroffen gebieden.

In dat opzicht moet ervoor worden gezorgd dat voldoende kapitaal ter beschikking wordt gesteld van de particuliere

subordonnés et des institutions paraétatiques d'exploitation et de crédit, en particulier, celles qui financent les investissements industriels qui sont à la base de l'expansion économique fondamentale.

Or, il est bien certain que la capacité du marché des capitaux est limitée.

Il en résulte que l'appel de l'Etat au marché des capitaux doit être strictement contenu dans des limites acceptables en éliminant les risques de devoir financer par l'emprunt des dépenses de consommation.

II. — QUATRE QUESTIONS PREALABLES.

Dès le début des travaux de la Commission, quatre questions dominaient les préoccupations des membres :

- Le projet en discussion est-il ou non constitutionnel ?
- Est-il possible d'harmoniser ce projet de pouvoirs spéciaux avec un certain contrôle parlementaire : communications périodiques aux commissions parlementaires et, éventuellement, consultation de celles-ci; ratification ultérieure par le Parlement des arrêtés pris par le Gouvernement dans le cadre des pouvoirs spéciaux; rapport du Gouvernement aux Chambres sur l'usage qui a été fait des pouvoirs spéciaux, à l'expiration de ceux-ci; etc. ?
- Dans les circonstances présentes, les pouvoirs spéciaux qui sont demandés sont-ils indispensables et opportuns ? Seront-ils efficaces ?
- En vertu de l'article 3 du présent projet, les arrêtés pris par le Gouvernement dans le cadre de la loi des pouvoirs spéciaux — que ceux-ci soient des « arrêtés-lois » ou des « arrêtés de pouvoirs spéciaux » — ne pourront-ils être modifiés ultérieurement que par une loi ?

Au cours de la discussion des articles, ces quatre questions préalables sont, en quelque sorte, toujours demeurées en filigrane, de nombreux commissaires continuant à s'y référer directement ou indirectement.

C'est pourquoi, il nous a semblé opportun de traiter de ces quatre questions en tête de ce rapport.

De la constitutionnalité des pouvoirs spéciaux.

Ceux que le problème de la constitutionnalité des pouvoirs spéciaux préoccupe particulièrement, se référeront avec profit au rapport que notre regretté collègue, M. Marcel Philippart, présenta en mars 1945 au nom de la Commission spéciale qui avait été chargée d'étudier la loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application des lois des 10 juin 1937 et 1^{er} mai 1939.

Ainsi que M. Philippart le signala lui-même dans l'avant-propos de son rapport, c'est à M. du Bus de Warnaffe que l'on doit la grande partie de cette excellente étude.

Lorsque M. du Bus de Warnaffe devint Ministre de la Justice, le périlleux honneur de parachever le projet revint

sector, de ondergeschikte openbare besturen en de para-statale exploitatie- en kredietinstellingen, met name van die welke instaan voor de financiering van de industriële investeringen, welke ten grondslag liggen aan een wezenlijke economische expansie.

Nu staat het vast dat de capaciteit van de kapitaalmarkt beperkt is.

Daaruit volgt dat het beroep van de Staat op de kapitaalmarkt strikt binnen aanvaardbare grenzen moet blijven, waarbij de risico's om de consumptieuitgaven door een lening te moeten financieren, ter zijde geschoven dienen te worden.

II. — VIER VOORAFGAANDE VRAGEN.

Van bij het begin van de commissiewerkzaamheden ging de aandacht van de leden in hoofdzaak naar vier problemen :

- Is het voorliggende ontwerp al dan niet grondwettelijk ?
- Is het mogelijk dit ontwerp van bijzondere machten te laten samengaan met een zekere mate van parlementair toezicht : periodieke mededelingen aan de parlementaire commissies en, eventueel, het advies daarvan; latere bekraftiging door het Parlement van de door de Regering in het kader van de bijzondere machten genomen maatregelen; verslag van de Regering aan de Kamers over de wijze waarop van de bijzondere machten na afloop ervan gebruik is gemaakt enz ?
- Zijn de bijzondere machten welke gevraagd worden, in de huidige omstandigheden onontbeerlijk en opportuin ? Zullen zij afdoende zijn ?
- Zullen de door de Regering in het kader van de wet op de bijzondere machten genomen besluiten — of dat nu « besluitwetten » dan wel « op grond van de bijzondere machten genomen besluiten » zijn — overeenkomstig artikel 3 van het onderhavige ontwerp nadien alleen door een wet kunnen gewijzigd worden ?

Gedurende de besprekking van de artikelen vormden deze vier vragen, die in een zekere mate prealable kwesties zijn, de achtergrond waar verschillende leden steeds weer, rechtstreeks of onrechtstreeks, naar verwezen.

Dat is de reden waarom wij gemeend hebben dat het gepast voorkwam deze vier vragen te behandelen bij het begin van dit verslag.

Grondwettelijk karakter van de bijzondere machten.

De leden wier bekommernis vooral uitging naar het grondwettelijk karakter van de bijzondere machten, zullen met vrucht het verslag herlezen dat onze betreueerde collega, de heer Marcel Philippart, in maart 1945 heeft uitgebracht namens de Bijzondere Commissie welke belast was met het onderzoek van de wet houdende bekraftiging van de koninklijke besluiten genomen krachtens de wetten van 10 juni 1937 en 1 mei 1939.

Zoals door de heer Philippart zelf in het voorbericht tot zijn verslag wordt aangestipt, is het grootste gedeelte van die uitstekende studie het werk van de heer du Bus de Warnaffe.

Toen de heer du Bus de Warnaffe Minister van Justitie werd, viel aan de heer Philippart de geduchte eer te beurt

à M. Philippart qui s'acquitta de sa tâche avec le talent que nous lui connaissions

Non sans humour, notre ancien collègue observait que les lois de pouvoirs spéciaux, généralement réclamées par une situation exceptionnelle, exigeant l'urgence, devaient, de ce fait, être examinées hâtivement dans un temps fort limité, ce qui obligeait les parlementaires à porter le principal de leurs discussions sur l'objet et la portée de ces lois, plutôt que sur les principes d'où elles tirent leur justification. M. Philippart s'exprimait comme suit : « Mais l'occasion s'est présentée cette fois pour votre Commission de pouvoir siéger sans avoir l'œil fixé sur le cadran de l'horloge; elle a estimé devoir profiter de cette aubaine pour ne point borner son œuvre à l'examen du seul projet de loi qui lui était soumis mais pour l'étendre au plan doctrinal des pouvoirs spéciaux » (1).

Votre Commission n'a malheureusement pas pu travailler dans des conditions aussi favorables. Le Gouvernement justifiant sa demande de pouvoirs spéciaux par la nécessité de devoir agir rapidement, il a fallu que la Commission spéciale siège les mercredi 1^{er} février (2 séances), jeudi 2 février (1 séance), mardi 7 février (2 séances), mercredi 8 février (2 séances), jeudi 9 février (1 séance), mardi 14 février (2 séances), mercredi 15 février (2 séances), jeudi 16 février (1 séance).

Et vos rapporteurs n'ont, dès lors, pas pu disposer de beaucoup de loisirs... pour se livrer à de savantes études.

Si la question de la constitutionnalité des pouvoirs spéciaux s'est posée à nouveau, ce n'est pourtant pas la première fois qu'un Gouvernement belge les sollicite pour faire face à une situation particulière.

Le 4 août 1914, alors que la neutralité belge venait d'être violée par les troupes impériales allemandes, une première loi de pouvoirs spéciaux fut votée par le Parlement. La constitutionnalité des arrêtés-lois pris par le Gouvernement du Havre en application de cette loi fut expressément reconnue par la Cour de Cassation.

Une seconde loi « relative à certaines mesures à prendre en vue de l'amélioration financière » (déjà !) porte la date du 16 juillet 1926.

Puis, se succèdent les lois du 30 décembre 1932, du 17 mai 1933 et du 31 juillet 1934, cette dernière prorogée par celles des 7 décembre 1934, 15 et 30 mars 1935.

La loi du 1^{er} mai 1939 attribue au Roi certains pouvoirs « en vue de réaliser l'assainissement et l'équilibre des finances publiques, de créer des conditions plus favorables au développement de l'économie nationale et de pourvoir à d'autres nécessités urgentes ». *Nil novi sub sole!*

Une loi du 7 septembre 1939, complétée par celle du 14 décembre 1944, ainsi que la loi du 20 mars 1945, étaient évidemment dictées par les exigences de la guerre.

Depuis, il y eut encore la loi du 12 mars 1957 « portant certaines dispositions en matière financière, économique et sociale ».

En ce qui concerne la durée des pouvoirs spéciaux : la loi de 1914 les déléguait pour la durée de la guerre; la loi de 1926 les accordait pour une durée de six mois; par contre, la loi de 1932 les limitait à quinze jours seulement; 1933, trois mois; 1934, six mois; mais il y eut trois prorogations : d'un mois, puis de trois mois, et finalement d'un an. La loi

om het ontwerp-verslag af te maken, en deze wist zich van die taak te kwijten met de kennis van zaken die wij van hem gewoon waren.

Niet zonder humor merkte onze vroegere collega op dat de wetten betreffende de bijzondere machten, welke over 't algemeen het gevolg zijn van een uitzonderings-toestand, een spoedeisend karakter hebben en daarom haastig dienden besproken te worden binnen een zeer korte tijdspanne. Hierdoor waren de parlementsleden verplicht hun besprekingen hoofdzakelijk te wijden aan het voorwerp en de draagwijdte van de wetten veleer dan aan de principes die de wetten rechtvaardigen. De heer Philippart schreef verder : « Maar ditmaal had uw Commissie de gelegenheid te kunnen zetelen zonder het oog gericht te houden op de wijzerplaat van de klok; zij meende dit buitenkansje te baat te moeten nemen om haar onderzoek niet te beperken tot het wetsontwerp alleen dat haar werd voorgelegd, maar om het tot het stelsel zelf van de bijzondere machten uit te breiden » (1).

Uw Commissie had nochtans niet het geluk in zulke gunstige omstandigheden te kunnen werken. Aangezien de Regering haar verzoek tot het verkrijgen van bijzondere machten steunde op de noodzakelijkheid snel te handelen, heeft de Bijzondere Commissie moeten zetelen op woensdag 1 februari (2 vergaderingen), donderdag 2 februari (1 vergadering), dinsdag 7 februari (2 vergaderingen), woensdag 8 februari (2 vergaderingen), donderdag 9 februari (1 vergadering), dinsdag 14 februari (2 vergaderingen), woensdag 15 februari (2 vergaderingen), donderdag 16 februari (1 vergadering).

Uw verslaggevers hebben dus niet veel vrije tijd gehad... om zich aan een diepgaande studie te wijden.

Zo het probleem van de grondwettelijkheid van de bijzondere machten zich opnieuw stelt, dan is het toch niet de eerste maal dat een Belgische Regering om dergelijke machten verzoekt ten einde aan een bijzondere toestand het hoofd te bieden.

Toen de neutraliteit van ons land op 4 augustus 1914 door de keizerlijke Duitse troepen werd geschonden, werd een eerste volmachtswet door het Parlement goedgekeurd. De grondwettelijkheid van de besluitwetten die door de Regering van Le Havre bij toepassing van die wet werden genomen, werd uitdrukkelijk erkend door het Hof van Cassatie.

Een tweede wet « betreffende maatregelen te nemen ter verbetering van de financiële toestand » (reeds toen !) dateert van 16 juli 1926.

Daarop volgden de wetten van 30 december 1932, 17 mei 1933 en 31 juli 1934; de geldigheidsduur van deze laatste werd verlengd door de wetten van 7 december 1934, 15 en 30 maart 1935.

De wet van 1 mei 1939 kende aan de Koning bepaalde machten toe « voor het gezondmaken en in evenwicht brengen van de openbare financiën, het bekomen van gunstiger voorwaarden voor de ontwikkeling van 's lands economie en het voorzien in andere dringende noodwendigheden ». Er is niets nieuws onder de zon !

De wet van 7 september 1939, aangevuld door die van 14 december 1944, en ook de wet van 20 maart 1945 waren natuurlijk ingegeven door de oorlogsnoodwendigheden.

Sedertdien hebben wij nog de wet gekend van 12 maart 1957 « houdende sommige bepalingen op financieel, economisch en sociaal gebied ».

Wat betreft de duur van de bijzondere machten : de wet van 1914 droeg die machten op voor de duur van de oorlog; de wet van 1926 kende ze toe voor een termijn van zes maanden; de wet van 1932 daarentegen beperkte die machten tot amper vijftien dagen; de wet van 1933 tot drie maanden; die van 1934 tot zes maanden, doch er kwamen

(1) Rapport du 21 mars 1945, n° 74, 1944-1945, p. 4.

(1) Verslag van 21 maart 1945, n° 74, 1944-1945, blz. 4.

de mai 1939 accordait les pouvoirs spéciaux pour une durée de sept mois, mais celle de septembre 1939 les étendait « jusqu'au jour fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix ». La loi du 12 mars 1957, en son article 18, limitait leur durée au 31 décembre 1957.

Dans son rapport de 1945, M. Philippart a consacré tout un chapitre à diverses théories relatives au fondement juridique des pouvoirs spéciaux. Il opérait une docte et sage distinction entre la théorie de la délégation, la théorie de la nécessité et, enfin, celle de la détermination ou de l'attribution des pouvoirs ou de compétence.

Notre regretté collègue, M. Brusselmans, rapporteur de la loi sur les pouvoirs spéciaux de 1934, estimait que la constitutionnalité d'une extension de la compétence normale du Gouvernement n'est pas discutable. « Le Roi a les pouvoirs que déterminent la Constitution et les lois portées en vertu de la Constitution (voir Constitution, article 78). Lorsque le législateur règle la compétence du Roi, même lorsqu'il l'étend au-delà de ses limites habituelles, il ne contrevient pas à la Constitution : il exécute un mandat que celle-ci lui confie. »⁽¹⁾

Il existe toutefois une limite à ce droit du législateur : c'est la Constitution elle-même. C'est ainsi que la Constitution prévoyant que les budgets doivent être votés par le Pouvoir législatif, ce dernier ne pourrait pas se dessaisir de cette compétence en faveur du Gouvernement. « Le siège de la matière », nous dit M. Brusselmans, « est l'article 78 de la Constitution. En vertu de cet article, la loi peut déterminer les droits du Pouvoir exécutif. Il les détermine lorsqu'il les étend, la seule limite étant et restant le texte constitutionnel lui-même ».⁽²⁾

Ainsi, pour M. Brusselmans, il ne s'agit pas de savoir s'il est constitutionnel d'accorder au Gouvernement des pouvoirs exceptionnels en général : là aucun doute n'est possible. Mais il s'agit de savoir s'il est constitutionnel d'accorder au Gouvernement tel ou tel pouvoir déterminé qu'il sollicite.

Cette limite constitutionnelle qui nous est imposée est évidemment très importante. On peut, notamment, se demander si le Parlement peut déléguer des pouvoirs spéciaux en matière d'impôts, puisque, aux termes de l'article 110 de la Constitution : « aucun impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par une loi ».

Cette question a été soulevée à bon droit par un membre au cours de la discussion en Commission, avec d'autant plus de pertinence que, précisément, l'article 2 du présent projet de loi confie au Roi des pouvoirs en cette matière.

M. Philippart a étudié longuement cette question aux pages 26 à 35 de son rapport et il conclut à la page 28 : « La doctrine est donc partagée et confuse sur la question de constitutionnalité des dispositions prises en matière d'impôts par des arrêtés de pouvoirs spéciaux, même confirmés par une loi ».⁽³⁾

Plus loin, il nous dit : « Redisons avec Thonissen : « Le Pouvoir législatif est ici désigné par la nature des choses » et par le prescrit constitutionnel ». Il s'agit, en effet, d'une de ses attributions spécifiques dont il s'agit momentanément de confier l'exercice à un autre pouvoir. Le Parlement est seul juge en l'occurrence; seul juge notam-

drie verlengingen, eerst met één maand, vervolgens met drie maanden en ten slotte, met een jaar. De wet van mei 1939 kende de bijzondere machten toe voor een termijn van zeven maanden, maar die van september 1939 verlengde die termijn « tot op de dag bij koninklijk besluit bepaald voor het terugbrengen van het leger op voet van vrede ». Artikel 18 van de wet van 12 maart 1957 beperkte de duur van de bijzondere machten tot 31 december 1957.

In het in 1945 door de heer Philippart opgesteld verslag is een gans hoofdstuk gewijd aan verschillende theorieën betreffende de rechtsgrond van de bijzondere machten. Er wordt een geleerd en voorzichtig onderscheid gemaakt tussen de theorie van de delegatie, de theorie van de staat van noodwendigheid en ten slotte de theorie van de bepaling of de toekenning van machten of bevoegdheid.

Onze betreerde collega, de heer Brusselmans, verslaggever van de wet van 1934 op de bijzondere machten, was van mening dat aan de grondwettelijkheid van de uitbreiding van de normale bevoegdheid van de Regering niet kan worden getwijfeld. « De Koning heeft de machten welke bepaald worden in de Grondwet en in de wetten krachtens de Grondwet uitgevaardigd (zie Grondwet, artikel 78). Wanneer de wetgever de bevoegdheid van de Koning regelt, zelfs wanneer hij deze uitbreidt tot buiten de perken waarin zij gewoonlijk besloten ligt, gaat hij niet in tegen de Grondwet : hij voert een opdracht uit welke deze hem toevertrouwt ».⁽¹⁾

Doch er is een grens aan het recht van de wetgever, nl. de Grondwet zelf. De Grondwet bepaalt b.v. dat de begrotingen door de Wetgevende Macht moeten goedgekeurd worden; deze laatste mag die bevoegdheid derhalve niet afstaan aan de Regering. « Zoals hoger gezegd ligt de rechtsgrond besloten in artikel 78 van de Grondwet. Krachtens dit artikel mag de wet de rechten van de Uitvoerende Macht bepalen. Zij bepaalt deze wanneer zij ze uitbreidt. De enige grens is en blijft de Grondwet zelf ».⁽²⁾

Voor de heer Brusselmans gaat het er dus niet om of het grondwettelijk is aan de Regering bijzondere machten in het algemeen toe te kennen : daarover bestaat geen twijfel. Het gaat erom of het grondwettelijk is aan de Regering welbepaalde bevoegdheden toe te kennen, die door haar worden gevraagd.

De ons opgelegde grondwettelijke beperking is natuurlijk zeer belangrijk. De vraag kan met name worden gesteld of het Parlement bijzondere machten kan opdragen inzake belastingen, aangezien artikel 110 van de Grondwet bepaalt dat « geen belasting ten behoeve van het Rijk kan worden ingevoerd dan bij een wet ».

Terecht stelde een lid die vraag tijdens de besprekings in de Commissie, en met te meer reden, daar artikel 2 van het onderwerpelijke wetsontwerp aan de Koning bevoegdheden verleent op dit gebied.

De heer Philippart heeft dit probleem uitvoerig onderzocht op blz. 26 tot 35 van zijn verslag; op blz. 28 komt hij tot het besluit : « De leer is dus verdeeld en verward over de kwestie van de grondwettelijkheid van de bepalingen die inzake belastingen worden genomen door besluiten van bijzondere machten, zelfs door een wet bekrachtigd ».⁽³⁾

En verder luidt het : « Laten wij, met Thonissen, herhalen : « De Wetgevende Macht is hier, wegens de aard » der zaken, aangewezen, alsook door hetgeen grondwettelijk is voorgeschreven ». Het geldt hier, inderdaad, een van die bevoegdheden van bijzondere aard, waarvan de uitoefening tijdelijk aan een andere macht dient toever-

(1) Projet de loi n° 271, rapport de M. Brusselmans, p. 1.

(2) *Ibid.*, p. 3.

(3) Rapport du 21 mars 1945, n° 74, 1944-1945, blz. 28.

(1) Wetsontwerp n° 271, verslag van de heer Brusselmans, blz. 1.

(2) *Ibid.*, blz. 3.

(3) Verslag van 21 maart 1945, n° 74, 1944-1945, blz. 28.

ment du point de savoir si les circonstances justifient à ses yeux de voter le principe des impôts demandés par le Gouvernement, quitte à laisser à ce dernier le soin d'en fixer les modalités, dans le cadre du quantum prévu et admis pour satisfaire aux besoins du Trésor⁽¹⁾.

» ... pour la raison que l'esprit même de l'article 110 trace les limites dans lesquelles le Parlement, sans rien abdiquer de ses prérogatives essentielles et inaliénables, peut confier certaines de ses attributions à un pouvoir techniquement mieux armé que lui :

» — pour prendre avec célérité les mesures fiscales que l'intérêt de l'Etat peut exiger⁽²⁾;

» — pour assurer l'homogénéité juridique aux dispositions d'ordre fiscal;

» — parce que cette confirmation constitue pour le Parlement, l'occasion d'exercer son contrôle en un domaine où ce dernier est capital »⁽³⁾.

Toutefois, M. Philippart estimait que les arrêtés de pouvoirs spéciaux de caractère fiscal devaient être confirmés par le Parlement.

Il a été dit également en Commission que le présent projet était comparable à la loi du 12 mars 1957 portant certaines dispositions en matière financière, économique et sociale.

Ce point de vue a cependant été contesté par certains commissaires qui ont émis l'opinion qu'une référence à la loi de 1957 était inadéquate. En effet, disent-ils, la délégation de pouvoirs que comportait cette loi ne concernait que l'utilisation du produit de la taxe exceptionnelle de conjoncture et certaines exonérations bien déterminées et très limitées.

**

L'opinion publique pourrait évidemment s'étonner qu'à près l'octroi de pouvoirs spéciaux à une douzaine de reprises et après la publication de documents aussi fouillés, rédigés par des rapporteurs aussi éminents que ceux que nous venons de citer, on puisse encore aujourd'hui discuter de la constitutionnalité de telles dispositions.

Aussi, puisque des pouvoirs spéciaux sont sollicités aujourd'hui et que d'autres le seront très vraisemblablement encore demain, peut-être conviendrait-il d'adapter notre Constitution, afin que celle-ci détermine le plus exactement possible les limites dans lesquelles certains pouvoirs exceptionnels peuvent être accordés.

Cela répondrait aux vœux exprimés en Commission par de nombreux membres qui ont émis l'opinion qu'eût égard à l'importance de la question, aux précédents qui sont déjà souvent assez éloignés et à l'incidence que pourrait avoir sur le fonctionnement même du régime parlementaire en Belgique, l'éventualité d'un recours répété au système des pouvoirs spéciaux, on profite de la réforme constitutionnelle pour examiner ce problème de manière approfondie.

M. Ockrent a, autrefois, formulé un souhait identique : « Le phénomène des pouvoirs spéciaux s'est trop souvent répété pour qu'il ne corresponde pas à une exigence réelle et inéluctable à laquelle il faut donner une forme juridique qui corresponde aux principes de notre droit public »⁽⁴⁾.

trouwd. Het Parlement heeft dienaangaande te beslissen; het oordeelt alleen, inzonderheid wat betreft de vraag, of de omstandigheden, naar zijn mening, in beginsel de goedkeuring billijken van de belastingen door de Regering gevraagd, mits desnoods aan deze laatste de zorg over te laten, er de modaliteiten van te bepalen, binnen het raam van het voorziene en toegestane quantum, om aan de behoeften der Schatkist te voldoen⁽¹⁾.

» ... om reden dat de geest zelf van artikel 110 de perken aangeeft, binnen welke het Parlement, zonder op enige wijze afstand te doen van zijn wezenlijke en onvervreemdbare prerogatieven, zekere van zijn bevoegdheden kan toevertrouwen aan een macht die technisch beter uitgerust is dan het Parlement:

» — om snel de fiscale maatregelen te treffen, die door 's lands belang kunnen geboden worden⁽²⁾;

» — om de fiscale bepalingen juridisch homogeen te maken;

» — omdat die bekraftiging het Parlement de gelegenheid biedt zijn controle uit te oefenen op een gebied waarop die van kapitaal belang is »⁽³⁾.

De heer Philippart meende nochtans dat de besluiten van fiscale aard op grond van de bijzondere machten door het Parlement moeten bekrachtigd worden.

In de Commissie is eveneens gezegd dat het onderhavige ontwerp kan vergeleken worden met de wet van 12 maart 1957 houdende sommige bepalingen op financieel, economisch en sociaal gebied.

Deze zienswijze werd nochtans betwist door sommige leden van de Commissie, die de mening naar voren brachten dat een verwijzing naar de wet van 1957 niet opgaat. Immers, zo zeiden zij, de machtsdelegatie welke die wet inhield, had slechts betrekking op het gebruik van de opbrengst van de buitengewone conjunctuurtaks en sommige welbepaalde en zeer beperkte vrijstellingen.

**

De openbare mening zou er zich natuurlijk kunnen over verwonderen dat men — nadat reeds een dozijn maal bijzondere machten zijn toegekend en na de publicatie van zo grondig uitgewerkte documenten, opgesteld door zulke eminente verslaggevers als de zojuist vermelde — heden nog kan redetwisten over de grondwettelijkheid van zulke bepalingen.

Daar thans bijzondere machten gevraagd worden en dit wellicht ook morgen het geval zal zijn, zou onze Grondwet misschien zo aangepast moeten worden dat zij zo precies mogelijk de grenzen aangeeft waarbinnen sommige bijzondere machten kunnen toegekend worden.

Zulks zou beantwoorden aan de wensen die in de Commissie uitgebracht werden door talrijke leden die van mening waren dat men — gelet op het belang van het vraagstuk, de precedents die dikwijls reeds ver achter ons liggen en de weerslag die een eventueel herhaaldelijk beroep op het stelsel van de bijzondere machten zou kunnen hebben op de werking van het parlementair stelsel in België — van de grondwetsherziening gebruik zou moeten maken om dit vraagstuk grondig te onderzoeken.

De heer Ockrent sprak indertijd een gelijkluidende wens uit : « Het verschijnsel van de bijzondere bevoegdheden is al te vaak opgetreden om geen uiting te zijn van een werkelijke en onoverkomelijke eis, waaraan een juridische vorm moet worden gegeven die overeenstemt met de beginselen van ons publiek recht »⁽⁴⁾.

(1) *Ibid.*, p. 32.

(2) *Ibid.*, p. 33.

(3) Rapport du 21 mars 1945, n° 74, 1944-1945, p. 34.

(4) Cité par le Sénateur Molter dans son rapport sur la loi de 1957 (Sénat, n° 162, session 1956-1957, pp. 13 et 14).

(1) *Ibid.*, blz. 32.

(2) *Ibid.*, blz. 33.

(3) Verslag van 21 maart 1945, n° 74, 1944-1945, blz. 34.

(4) Geciteerd door Senator Molter in zijn verslag over de wet van 1957 (Senaat, n° 162, zitting 1956-1957, blz. 13 en 14).

Quoiqu'il en soit, on n'insistera jamais assez sur le fait que le Pouvoir législatif a non seulement le droit, mais aussi l'impérieux devoir d'examiner avec le maximum de minutie la constitutionnalité de tous les projets qui lui sont soumis. Et il se doit d'être plus attentif encore, lorsqu'il s'agit d'un projet qui a ouvertement un caractère d'exception.

Aussi, ne pouvons-nous que nous féliciter de la manière dont votre Commission s'est acquittée de sa tâche en ce domaine.

**

La discussion en Commission.

Un membre fait observer qu'on admet assez généralement que des pouvoirs spéciaux ne sont pas constitutionnels pour autant qu'ils soient strictement limités dans la matière et dans le temps, et dans la mesure où ils sont justifiés par une nécessité grave et une urgence impérieuse rendant impossible l'action normale du Parlement. Mais, dans le cas présent, la preuve de cette nécessité et de cette urgence n'est pas apportée par le Gouvernement.

Sous réserve de revenir sur ce point au cours de la discussion sur le fond, il faut relever immédiatement l'inconstitutionnalité de certaines dispositions du projet.

L'article 2, § 1^{er}, 1^o, en établissant des impôts directs « pour les exercices d'imposition 1968 à 1970 », est contraire au principe constitutionnel de l'annalité de l'impôt.

Le § 3 du même article donne au Roi le pouvoir de modifier des impôts existants. Or, ce pouvoir appartient constitutionnellement au seul Parlement.

L'article 4 prévoit que le Roi peut, s'il y a lieu, assurer l'application de la présente loi par des sanctions administratives, civiles, fiscales et pénales, ces dernières ne pouvant comprendre que des peines correctionnelles ou de police, car, de toute évidence, un système qui priverait les citoyens du recours dont ils disposeraient devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, serait inconciliable avec les principes constitutionnels qui déterminent la compétence de ces tribunaux (Cassation, 3 mars 1942. Pas. 1946, I, 75).

Selon un autre membre, de nombreux auteurs ont traité du problème de la constitutionnalité de la délégation de pouvoirs par le législateur à l'Exécutif. En fait, on se trouve en présence de deux tendances. Suivant la première, toute délégation de pouvoirs serait, en principe, inconstitutionnelle (sauf en cas de guerre, lorsque le Parlement est dans l'impossibilité de siéger); selon la deuxième, cette procédure n'est pas nécessairement contraire à la Constitution. Néanmoins, les auteurs, suivant lesquels une délégation limitée de pouvoirs, bien qu'elle ne soit pas prévue par la Constitution, ne serait pas contraire à celle-ci, prescrivent à ce sujet des conditions très sévères, toute délégation de pouvoirs ne pouvant être envisagée qu'à titre exceptionnel.

Lors des travaux préparatoires à la révision de la Constitution, on a écarté toutes les propositions tendant à insérer dans la charte fondamentale une disposition prévoyant la délégation de pouvoirs. Le Parlement a refusé de prévoir cette possibilité dans la Constitution.

Il est donc clair qu'une délégation éventuelle ne trouve sa justification que dans une absolue nécessité, en cas d'impossibilité de suivre la procédure parlementaire normale à cause de certaines circonstances exceptionnelles.

Aussi, la question qui se pose aujourd'hui est de savoir si le Gouvernement se trouve ou non dans l'impossibilité de suivre la procédure législative normale.

L'article 2 du présent projet prévoit un certain nombre de modifications à la législation fiscale.

Hoe dan ook, men zal nooit genoeg de nadruk leggen op het feit dat de Wetgevende Macht niet alleen het recht, maar ook de dwingende plicht heeft op de meest nauwgezette wijze de grondwettelijkheid van alle haar voorgelogen ontwerpen te onderzoeken. En zij moet daar nog meer aandacht aan wijden wanneer het een ontwerp betreft dat een uitgesproken buitengewoon karakter heeft.

Wij kunnen ons dan ook alleen maar verheugen over de manier waarop uw Commissie haart opdracht ter zake vervuld heeft.

**

Besprekking in de Commissie.

Een lid merkt op dat vrij algemeen aangenomen wordt dat bijzondere machten niet ongrondwettelijk zijn, voor zover zij strikt beperkt zijn naar materie en tijd, en zodanig noodzakelijk en dringend zijn dat een normale werking van het Parlement onmogelijk wordt gemaakt. In het onderhavige geval heeft de Regering het bewijs van dat noodzakelijke en dringende karakter echter niet gegeven.

Het lid zal tijdens de besprekking ten gronde op dit punt terugkomen, doch wijst van meet af op de ongrondwettelijkheid van sommige bepalingen van het ontwerp.

De in artikel 2, § 1, 1^o, bepaalde heffing van directe belastingen « voor de aanslagjaren 1968 tot 1970 » is strijdig met het grondwettelijk beginsel van de annaliteit der belasting.

Paragraaf 3 van hetzelfde artikel geeft de Koning de macht om bestaande belastingen te wijzigen. Volgens de Grondwet nu behoort dit tot de uitsluitende bevoegdheid van het Parlement.

Artikel 4 bepaalt dat de Koning, zo nodig, de toepassing van deze wet kan regelen door sancties van administratieve, burgerlijke, fiscale en strafrechtelijke aard, welke laatste slechts correctionele of politiestaffen mogen inhouden. Het is maar al te duidelijk dat een stelsel, waarbij de burgers het beroep zou ontzegd worden, dat voor hen zou openstaan bij de rechtkassen van de rechterlijke orde, onverenigbaar zou zijn met de grondwettelijke beginselen, die de bevoegdheid van deze rechtkassen bepalen (Cassatie, 3 maart 1942, Pas. 1946, I, 75).

Volgens een ander lid hebben talrijke auteurs het probleem van de grondwettelijkheid van de machtsdelegatie door de wetgever aan de Regering behandeld. Feitelijk staan wij hier voor twee stellingen. Volgens de eerste is elke delegatie van machten in beginsel ongrondwettelijk (behalve in geval van oorlog, wanneer het Parlement in de onmogelijkheid verkeert te zetelen); volgens de tweede is delegatie niet noodzakelijk strijdig met de Grondwet. De auteurs, die voorhouden dat een beperkte delegatie van macht niet in strijd is met de Grondwet, ofschoon die daarin niet voorziet, stellen ter zake niettemin zeer strenge voorwaarden; delegatie van machten kan slechts in uitzonderings gevallen overwogen worden.

Tijdens de parlementaire voorbereiding van de grondwetsherziening werden alle voorstellen geweerd, die erop gericht waren in de Grondwet enige bepaling op te nemen, die in delegatie van machten voorziet. Het Parlement heeft geweigerd die mogelijkheid in de Grondwet op te nemen.

Het is derhalve duidelijk dat een eventuele delegatie haar rechtvaardiging slechts kan vinden in een volstrekte noodzakelijkheid, in de onmogelijkheid om de normale parlementaire procedure te volgen wegens sommige buitengewone omstandigheden.

De vraag die thans rijst, is dan ook of de Regering zich al dan niet in de onmogelijkheid bevindt de normale wetgevende procedure te volgen.

Artikel 2 van het onderhavige ontwerp voorziet in een aantal wijzigingen in de belastingwetgeving.

Or, les objections d'ordre constitutionnel sont particulièrement valables dans le domaine de la législation fiscale, l'article 110 de la Constitution stipulant explicitement que tout impôt au profit de l'Etat ne peut être établi que par la loi.

Pour quelle raison le Gouvernement se trouverait-il dans l'impossibilité de faire voter par le Parlement, dans des délais normaux, une loi ordinaire apportant à la législation fiscale les modifications envisagées ?

Pour quelle raison faut-il que cela se réalise par le truchement d'une loi octroyant des pouvoirs spéciaux ?

Il n'y a vraiment aucune raison impérative qui empêche le Gouvernement de déposer un projet de loi portant les mesures fiscales envisagées, qui pourrait être discuté et voté avec la même priorité et la même célérité que la loi sur les pouvoirs spéciaux.

Si le Gouvernement estime qu'en dehors du domaine fiscal, certains pouvoirs spéciaux lui sont encore nécessaires pour lui permettre de prendre des mesures urgentes sans perdre de temps, l'étendue de la délégation de pouvoirs doit alors, en tout cas, être limitée et ne pas s'étendre au domaine controversé de la fiscalité.

Il faut aussi tenir compte des objections de principe qui ont été formulées à l'égard de toute délégation de pouvoirs au Pouvoir exécutif, car celle-ci implique, somme toute, un aveu d'impuissance de la part du Pouvoir législatif.

A ce sujet, le Centre d'Etudes pour la Réforme de l'Etat a formulé jadis dans un rapport dont l'autorité n'est pas contestée, l'observation que voici : « La Commission estime devoir rappeler que la procédure parlementaire prévue par la Constitution a été instaurée afin de permettre aux minorités politiques de collaborer à la confection des lois. Aussi longtemps qu'il n'existe pas de majorité suffisante pour proposer par la voie légale de la révision constitutionnelle l'abandon de ce régime démocratique, il ne semble pas admissible qu'une simple majorité des membres de la Chambre impose indirectement une véritable dictature à la minorité et à la Nation. Si le Parlement estime qu'il est surchargé de travail, il y a d'autres moyens qui permettent d'alléger sa tâche sans qu'il doive pour autant abandonner sa souveraineté... Les pouvoirs spéciaux ne sont donc utiles et souhaitables qu'en des circonstances absolument exceptionnelles ».

La situation serait plus grave encore si le Gouvernement, doutant de l'attitude de sa propre majorité à l'égard de certaines mesures, donnait l'impression de demander des pouvoirs spéciaux pour des raisons purement politiques.

Un tel procédé devient alors absolument inacceptable et inadmissible.

Dans les circonstances actuelles, les conditions ne sont pas remplies pour octroyer des pouvoirs spéciaux au Gouvernement; le Parlement n'est pas surchargé de travail au point qu'il lui serait impossible d'accorder rapidement un vote sur des mesures jugées nécessaires par le Gouvernement.

En conclusion de son exposé, ce membre propose que la Commission décide pour le moins de supprimer dans le projet, l'article 2 relatif aux mesures fiscales et qu'elle demande au Gouvernement de soumettre au Parlement des mesures portant certaines modifications à la législation fiscale, sous la forme d'un projet ordinaire.

Un autre commissaire, tout en faisant remarquer qu'il convient d'éviter qu'un manque de clarté quant à la nature des différents arrêtés visés à l'article 1^{er} ne constitue une cause de confusion pour les tribunaux, admet, — eu égard aux précédents et au fait que les événements ont souvent raison du droit — la constitutionnalité du recours aux pou-

Nu gelden de grondwettelijke bezwaren inzonderheid op het gebied van de belastingwetgeving. aangezien artikel 110 van de Grondwet uitdrukkelijk bepaalt dat geen belasting ten behoeve van de Staat kan worden ingevoerd dan door een wet.

Waarom zou de Regering zich in de onmogelijkheid bevinden om een gewone wet, waarbij in de belastingwetgeving de beoogde wijzigingen worden aangebracht, binnen normale termijnen door het Parlement te laten goedkeuren ?

Om welke reden moet zulks geschieden door middel van een wet, waarbij bijzondere machten worden verleend ?

Er bestaat werkelijk geen enkele dwingende reden die de Regering belet een wetsontwerp betreffende de beoogde fiscale maatregelen in te dienen, hetwelk met dezelfde voorrang en dezelfde snelheid zou kunnen behandeld en goedgekeurd worden als de wet tot toegeking van bijzondere machten.

Indien de Regering oordeelt dat zij, behalve op fiscaal gebied, nog bepaalde bijzondere machten nodig heeft om zonder tijdverlies dringende maatregelen te nemen, dan moet de omvang van de delegatie van machten alleszins beperkt zijn en mag die het omstreden gebied van de belastingen niet bestrijken.

Er dient ook rekening gehouden te worden met de principiële bezwaren die gemaakt zijn tegen elke overdracht van bevoegdheid aan de Uitvoerende Macht, want dit komt per slot van rekening neer op een bekentenis van onmacht vanwege de Wetgevende Macht.

Het studiecentrum voor de Hervorming van de Staat heeft ter zake destijds in een verslag, waarvan het gezag niet betwist wordt, de volgende opmerking gemaakt : « De Commissie meent eraan te moeten herinneren dat de in de Grondwet bepaalde parlementaire procedure is ingesteld om de politieke minderheden de mogelijkheid te bieden mede te werken aan het maken van de wetten. Zolang er geen voldoende meerderheid bestaat om langs de wettelijke weg van de grondwetsherziening de opheffing van die democratische regel te stellen, is het niet aanvaardbaar dat een eenvoudige meerderheid van leden van de Kamer indirect een ware dictatuur aan de minderheid en de Natie oplegt. Indien het Parlement oordeelt dat het overbelast is, bestaan er andere middelen, die de mogelijkheid scheppen om zijn taak te vervullen zonder daarom zijn soevereiniteit op te geven... Bijzondere machten zijn dus alleen in volstrekt uitzonderlijke omstandigheden nuttig en wenselijk ».

De toestand zou nog erger zijn indien de Regering, in haar twijfel aan de houding van haar eigen meerderheid ten aanzien van bepaalde maatregelen, de indruk mocht geven dat zij om louter politieke redenen bijzondere machten vraagt.

Een dergelijke handelwijze wordt dan volstrekt onaanvaardbaar en onduldbaar.

In de huidige omstandigheden zijn de voorwaarden om aan de Regering bijzondere machten toe te kennen niet vervuld; het Parlement is niet dermate overbelast met werk dat het in de onmogelijkheid zou zijn zich snel uit te spreken over maatregelen, die door de Regering noodzakelijk geacht worden.

Tot besluit van zijn betoog stelt het lid voor dat de Commissie ten minste beslist artikel 2 betreffende de belastingmaatregelen uit het ontwerp te lichten en dat zij de Regering verzoekt aan het Parlement maatregelen voor te leggen tot het aanbrengen van sommige wijzigingen in de belastingwetgeving in de vorm van een gewoon ontwerp.

Volgens een ander lid dient voorkomen te worden dat een gemis aan duidelijkheid over de aard van de onderscheidene in artikel 1 beoogde besluiten een oorzaak van verwarring voor de rechtbanken zou worden. Toch neemt hij, gezien de precedenten en het feit, dat de gebeurtenissen vaak als rechtsregel gelden, de grondwettelijkheid van de

voirs spéciaux, le Parlement et le Gouvernement étant, selon lui, seuls juges de leur opportunité.

Selon un autre membre, les pouvoirs spéciaux, qu'ils soient sous forme de pleins pouvoirs ou de pouvoirs spéciaux limités, ne sont jamais sympathiques.

Pour y consentir, il convient que trois conditions soient remplies :

- a) les pouvoirs spéciaux doivent être limités dans le temps et dans leur champ d'application;
- b) il faut en préciser les motifs et la procédure d'exécution;
- c) il faut en faire un usage équitable.

Lors de sa désignation comme formateur, M. Van Acker n'avait-il pas lui-même déclaré clairement qu'il faudrait recourir aux pouvoirs spéciaux ? Mais encore faut-il veiller à ce que la population n'ait pas l'impression d'avoir été « bernée » et songer au fait que les problèmes auxquels le Gouvernement va s'attaquer sont extrêmement délicats.

Un autre membre estime que le recours aux pouvoirs spéciaux n'est pas contraire à la Constitution. Il est permis au Légititatif de délaisser à l'Exécutif le soin de prendre des dispositions, souvent d'ordre technique, dans des circonstances difficiles qui requièrent la rapidité.

D'ailleurs, le rapport de M. Philippart sur les pouvoirs spéciaux, publié le 21 mars 1945, fait bonne justice des objections.

La constitutionnalité du procédé dérive de la théorie de la détermination des pouvoirs longuement développée dans le susdit rapport.

Cette délimitation entre les compétences des pouvoirs législatif et exécutif ne peut d'ailleurs jamais être faite avec une certitude absolue. S'il y a une différence entre un principe et son application, il existe toujours une zone indéterminée où on ne peut dire avec certitude si l'on se trouve encore dans le domaine du principe ou dans celui de l'application. De plus, le pouvoir législatif peut incontestablement élargir les attributions du pouvoir exécutif sans abandonner ou déléguer ses propres pouvoirs, puisqu'il existe ce qu'on appelle « la compétence résiduaire »; il lui appartient de dire ce qu'il conserve de façon définitive ou temporaire dans le cadre de cette compétence résiduaire.

Telles sont les conclusions auxquelles aboutissent d'ailleurs la majorité des juristes, qu'il s'agisse de Vauthier, Van Dievoet, Errera ou des juristes français Carré de Malberg et de Jèze.

Il faut donc rejeter de toute évidence la théorie de la délégation des pouvoirs que M. Butgenbach qualifie d'antijuridique, fantaisiste et dangereuse.

Ce commissaire souligne cependant la nécessité d'utiliser une terminologie précise et il propose — comme le fait M. Philippart — de ne pas parler d'« arrêtés-lois » pour désigner les arrêtés pris en vertu de la loi de pouvoirs spéciaux, mais bien d'« arrêtés de pouvoirs spéciaux ».

M. Philippart, dans son rapport du 21 mars 1945, écrivait en effet ceci : « Et pour en revenir à la question de terminologie, nous nous bornerons à conclure en souhaitant qu'on abandonne le terme d'« arrêtés-lois » pour des arrêtés pris en vertu d'une loi de pouvoirs spéciaux.

» Il semble qu'on les différencierait suffisamment des lois et des arrêtés royaux ordinaires, en les appelant des « arrêtés de pouvoirs spéciaux », ce qui reflète et résume la réalité » ⁽¹⁾.

aanwending van bijzondere machten aan, daar het Parlement en de Regering, zijs inziens, alleen over de opportuniteit ervan kunnen oordelen.

Volgens een ander lid zijn bijzondere machten, zowel in de vorm van volmachten als van beperkte bijzondere machten, nooit sympathiek.

Om ze te aanvaarden, dienen drie voorwaarden vervuld te zijn :

- a) de bijzondere machten moeten beperkt zijn in de tijd en m.b.t. het toepassingsgebied;
- b) de beweegredenen en de uitvoeringsprocedure dienen duidelijk bepaald te zijn;
- c) er dient een billijk gebruik van gemaakt te worden.

Had de Heer Van Acker, toen hij als regeringsformateur was aangewezen, zelf niet duidelijk gezegd dat hij bijzondere machten zou moeten aanvragen ? Er dient echter ook voor gewaakt te worden dat de bevolking niet de indruk krijgt dat zij « gefopt » werd, terwijl er ook moet aan gedacht worden dat de problemen, welke de Regering gaat aanpakken, buitengewoon kies zijn.

Een ander lid uitte de mening dat een beroep doen op bijzondere machten niet strijdig is met de Grondwet. De Wetgevende Macht mag aan de Uitvoerende Macht de zorg overlaten onder moeilijke, spoedeisende omstandigheden, schikkingen, vaak van technische aard, te nemen.

Trouwens, het verslag van de heer Philippart van 21 maart 1945 over de bijzondere machten rekent op afdoende wijze met de bezwaren af.

De grondwettelijkheid van de procedure vloeit voort uit de theorie van de in voormald verslag uitvoerig behandelde afbakening van de machten.

De respectieve bevoegdheid van de Wetgevende en van de Uitvoerende Macht kan trouwens nooit met volstrekte zekerheid worden afgebakend. Zoals er een verschil bestaat tussen een beginsel en zijn toepassing, zo bestaat er ook steeds een onbepaald gebied waar niet met zekerheid kan uitgemaakt worden of men zich nog op het gebied van het principe of op dat van zijn toepassing bevindt. Bovendien kan de Wetgevende Macht de bevoegdheid van de Uitvoerende Macht ontegenzeglijk uitbreiden zonder haar eigen bevoegdheid op te geven of over te dragen, gezien het bestaan van de zogenaamde « residuale bevoegdheid »; zij dient te bepalen wat zij in het raam van die overblijvende bevoegdheid definitief of tijdelijk voor zich houdt.

Tot die conclusies komen trouwens de meeste juristen, zowel Vauthier als Van Dievoet, Errera of de Franse juristen Carré de Malberg en de Jèze.

Het is duidelijk dat de theorie omtrent de delegatie van machten, die de heer Butgenbach antijuridisch, fantastisch en gevaarlijk noemt, dient verworpen te worden.

Dit lid onderstreept nochtans de noodzakelijkheid van een juiste terminologie en stelt — evenals de heer Philippart — voor niet te spreken over « besluitwetten » waar het gaat om besluiten, die krachtens de wet op de bijzondere machten genomen zijn, doch wel over « besluiten krachtens bijzondere machten ».

In zijn verslag van 21 maart 1945 schreef de heer Philippart inderdaad het volgende : « Om nu tot de kwestie van de terminologie terug te keren, zullen wij het om te besluiten, laten bij de wens dat de uitdrukking « besluitwetten » niet meer zou gebruikt worden voor de besluiten, die krachtens een wet van bijzondere machten worden genomen.

» Naar onze mening zou men ze genoeg van de gewone wetten en koninklijke besluiten kunnen onderscheiden, door ze « besluiten van bijzondere machten » te noemen, wat de werkelijkheid weergeeft en samenvat » ⁽¹⁾.

⁽¹⁾ Rapport du 21 mars 1945, n° 74, 1944-1945, p. 8.

⁽¹⁾ Verslag van 21 maart 1945, n° 74, 1944-1945, blz. 8.

Réponse du Gouvernement.

Des objections fondées sur l'inconstitutionnalité du projet ont été élevées en Commission; elles s'appuient sur l'opinion émise par divers publicistes. Le Gouvernement se réfère à la jurisprudence des Chambres législatives qui ont maintes fois débattu du problème et l'ont toujours résolu dans un sens positif. Dans le domaine de la délimitation des compétences entre le Législatif et l'Exécutif; ce sont les Chambres seules qui interprètent de façon autorisée notre loi fondamentale; elles apprécient souverainement le caractère constitutionnel des mesures qu'elles édictent. La jurisprudence des Chambres a été parfaitement synthétisée dans le rapport établi par M. Philippart au nom de la Commission spéciale de la Chambre le 21 mars 1945 (*Doc. parl. Chambre, 1944-1945, n° 74*); elle se fonde sur la théorie de la détermination des compétences qu'avaient défendue à propos de l'article 78 de la Constitution des juristes éminents comme MM. Van Dievoet, Vauthier, Brusselmans, Errera, Buttgenbach et Speyer et qui a été admise par la Cour de Cassation dans son arrêt du 28 janvier 1935 (*Pas., 1935, I, 131*).

L'attribution de pouvoirs au Roi peut-elle s'étendre à la matière fiscale?

Il suffit de rappeler que les diverses lois octroyant des pouvoirs spéciaux au Roi concernaient également les lois fiscales et qu'elles attribuaient au Roi un pouvoir bien plus large que dans le projet actuel.

1. *La loi du 16 juillet 1926*: Affecter, de coefficients de majoration, les droits, taxes et impôts de toute nature, de manière à maintenir, s'il y a lieu, le niveau de leur rendement.

2. *La loi du 30 décembre 1932*:

1° A titre de contribution nationale de crise et pour 1933 seulement, une taxe spéciale et progressive sur le montant de toutes rémunérations, indemnités, pensions, émoluments, rentes et allocations généralement quelconques, profits des professions libérales, bénéfices de toute nature, ainsi que sur les revenus des capitaux investis et sur les revenus des propriétés immobilières.

2° Une taxe spéciale sur les bénéfices exceptionnels réalisés à raison : de la consignation, de l'importation, de l'exportation, de la fabrication ou de la vente des produits soumis soit à la formalité de l'autorisation d'importation ou d'exportation, soit de la cession de licences. Elle permettait également au Roi de prendre pour l'année 1933 « les mesures nécessaires pour assurer aux impôts existants un rendement supplémentaire, qui ne pourra excéder 450 millions, se répartissant comme suit :

» Droits d'enregistrement	45 millions,
» Droits de succession	70 millions,
» Droits de timbre et taxes y assimilées.	185 millions,
» Impôts céduariaires et taxes spéciales ..	50 millions,
» Impôt complémentaire personnel sur le revenu global	100 millions ».

3. *La loi du 17 mai 1933*: Modifier ou compléter l'arrêté royal du 13 janvier 1933 relatif à la contribution nationale de crise, et relever le taux de certains droits et redevances dus à l'Etat en rémunération de services rendus.

Antwoord van de Regering.

In de Commissie werden gegrondde bezwaren geopperd in verband met de grondwettelijkheid van het ontwerp; zij steunen op de door verscheidene auteurs naar voren gebrachte mening. De Regering verwijst naar de rechtsopvatting van de Wetgevende Kamers, waar het probleem meermalen besproken en steeds in positieve zin opgelost is. Op het stuk van de afbakening van de Wetgevende en de Uitvoerende Machten zijn alleen de Kamers bevoegd om onze Grondwet te interpreteren; zij oordelen op soevereine wijze over het grondwettelijk karakter van de maatregelen die zij uitvaardigen. De rechtsopvatting van de Kamer werd op uitstekende wijze samengevat in het door de heer Philippart namens de Bijzondere Kamercommissie op 21 maart 1945 uitgebrachte verslag (*Parl. Stuk, Kamer, 1944-1945, n° 74*); zij steunt op de theorie van de bevoegdhedsbepaling welke in verband met artikel 78 van de Grondwet wordt voorgestaan door vooraanstaande juristen als de heren Van Dievoet, Vauthier, Brusselmans, Errera, Buttgenbach en Speyer, en die tevens aangenomen is door het Hof van Cassatie in zijn arrest van 28 januari 1935 (*Pas., 1935, I, 131*).

Mogen de aan de Koning verleende volmachten betrekking hebben op de fiscale wetgeving?

Het volstaat eraan te herinneren dat de verschillende wetten waardoor aan de Koning bijzondere machten verleend worden, eveneens betrekking hadden op fiscale wetten en dat de door die wetten aan de Koning verleende machten nog ruimer waren dan die waarin het huidige ontwerp voorziet:

1. *Wet van 16 juli 1926*: Het toepassen van verhogingscoëfficiënten op rechten, taksen en belastingen van welkdanige aard ook ten einde, zo nodig, het peil van hun opbrengst te handhaven.

2. *Wet van 30 december 1932*:

1° Bij wijze van een nationale crisisbelasting en uitsluitend gedurende 1933, een bijzondere en progressieve taks op het bedrag van alle bezoldigingen, vergoedingen, pensioenen, bijverdiensten, renten en om het even welke toegewezen sommen, baten van de vrije beroepen, winsten van alle aard, alsmede op de inkomsten uit uitstaande kapitalen en op de inkomsten uit vaste goederen.

2° Een bijzondere taks op de buitengewone winsten verkregen uit: consignatie, import, export, fabricage of verkoop van aan de invoer- of uitvoervergunning onderworpen produkten, ofwel uit de afstand van licenties. Zij stelde de Koning eveneens in staat om gedurende 1933 « de nodige maatregelen te treffen met het oog op een bijkomende opbrengst van de bestaande belastingen, die niet 450 miljoen mag te boven gaan, en verdeeld wordt als volgt :

» Registratierechten	45 miljoen,
» Successierechten	70 miljoen,
» Zegelrechten en hiermede gelijkgestelde taxes	185 miljoen,
» Cedulaire belastingen en bijzondere taxes	50 miljoen,
» Aanvullende personele belasting op het globaal inkomen	100 miljoen ».

3. *Wet van 17 mei 1933*: Het koninklijk besluit van 13 januari 1933 betreffende de nationale crisisbelasting wijzigen of aanvullen en het bedrag van zekere rechten en gelden verhogen, die de Staat wegens door hem bewezen diensten toekomen.

4. La loi du 31 juillet 1934 : Modifier ou compléter la législation relative aux impôts, taxes et redevances perçus au profit de l'Etat et notamment réviser l'assiette, le mode de perception et le taux des impôts, remanier la procédure administrative et contentieuse, prendre toutes mesures utiles pour réprimer les fraudes.

5. La loi du 1^{er} mai 1939 : Modifier ou compléter la législation relative aux impôts et redevances perçus au profit de l'Etat et, notamment, réviser l'assiette, le mode de perception et le taux des impôts.

Plus près de nous, la loi du 12 mars 1957 portant certaines dispositions en matière financière, économique et sociale, qui avait été demandée par le Gouvernement présidé par M. Van Acker, si elle fixait elle-même les bases et les taux de la taxe exceptionnelle de conjoncture qu'elle instituait, comportait cependant également des délégations de pouvoirs qui pouvaient être critiquables au point de vue de la constitutionnalité.

C'est ainsi que l'article 13 de la loi autorisait le Roi, pour les revenus afférents à l'année 1957, à supprimer la taxe de conjoncture ou à en déduire le taux.

Cette même loi accordait au Gouvernement dans d'autres matières des pouvoirs très étendus.

Il pouvait :

« Art. 15.

» 1^o utiliser, aux fins sociales qu'il détermine, la part des sommes provenant de la taxe exceptionnelle de conjoncture prévue à l'article 1^{er} et affectées à de telles fins en application de l'article 7.

» 2^o modifier les limites jusques auxquelles la rémunération des travailleurs est prise en considération pour le calcul de la cotisation de sécurité sociale, en application des arrêtés-lois des 28 décembre 1944, 10 janvier et 7 février 1945, concernant la sécurité sociale, respectivement des travailleurs, des ouvriers mineurs et assimilés et des marins de la marine marchande, tels qu'ils sont actuellement en vigueur.

» 3^o fixer ou modifier les règles adaptant aux variations de l'indice des prix de détail, les limites dont question au 2^o ci-dessus ainsi que les taux des avantages sociaux.

» 4^o majorer au maximum de 1 % le montant de la cotisation patronale due en exécution des dispositions visées au 2^o ci-dessus, afin d'augmenter la part destinée à être versée à la Caisse nationale de Compensation pour Allocations familiales; d'apporter aux règles déterminant les avantages prévus par les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, toute modification en vue d'améliorer ces avantages.

» 5^o assurer par tous moyens qu'il jugera utiles l'équilibre financier de l'assurance maladie-invalidité.

» Art. 16.

» 1^o assurer l'approvisionnement du pays en denrées et produits de première nécessité, veiller à leur distribution et, dans la limite de la réglementation en vigueur, en faire respecter les prix.

» 2^o empêcher les augmentations de salaires qui ne résultent pas de l'application d'une convention ou d'un accord collectif conclus avant le 1^{er} janvier 1957 ou d'un accroissement de la productivité, sans qu'il en résulte d'augmentation de prix ou d'une adaptation à l'indice des prix de détail.

4. Wet van 31 juli 1934 : De wetten betreffende de belastingen, taksen en cijnen geheven ten bate van de Staat wijzigen of aanvullen, en inzonderheid de grondslag, de wijze van inning en het bedrag van de belastingen herzien, de procedure op administratief gebied evenals in betwiste zaken omwerken, alle gepaste maatregelen treffen om de ontduiking te beteugelen.

5. Wet van 1 mei 1939 : De wetten in verband met de belastingen en cijnen geheven ten bate van de Staat wijzigen of aanvullen, en inzonderheid de omslag, de wijze van inning en het bedrag der belastingen herzien.

Dichter bij ons werden in de wet van 12 maart 1957 houdende sommige bepalingen op financieel, economisch en sociaal gebied, waarom was verzocht door de Regering Van Acker, de grondslagen en de bedragen van de buitengewone conjunctuurtaks vastgesteld, maar die wet bevatte eveneens bepalingen inzake de opdracht van bevoegdheden, waarop uit een grondwettelijk oogpunt kritiek uitgebracht kon worden.

Aldus machtigde artikel 13 van de wet de Koning ertoe voor de inkomsten over het jaar 1957 de conjunctuurtaks af te schaffen of het aanslagpercentage ervan te verminderen.

Bij dezelfde wet werden aan de Regering op andere gebieden zeer ruime machten verleend.

Zij kon schikkingen nemen met het oog op :

« Art. 15.

» 1^o het benuttigen, tot de sociale doeleinden die zij bepaalt, van het gedeelte der sommen voortkomend uit de buitengewone conjunctuurtaks waarvan sprake in artikel 1 en voor dergelijke doeleinden aan te wenden bij toepassing van artikel 7.

» 2^o het wijzigen van de grenzen tot welke de bezoldiging der arbeiders in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de bijdragen der maatschappelijke zekerheid, bij toepassing van de besluitwetten van 28 december 1944, 10 januari en 7 februari 1945, betreffende de maatschappelijke zekerheid, respectievelijk van de arbeiders, van de mijnwerkers en gelijkgestelden en van de zeelieden der koopvaardijvloot, zoals deze besluitwetten thans van kracht zijn.

» 3^o het vaststellen of het wijzigen van de regels die de grenzen waarvan sprake onder bovenstaand 2^o, alsmede de bedragen der sociale voordelen aan de schommelingen van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen aanpassen.

» 4^o het verhogen met ten hoogste 1 % van het bedrag van de patronale bijdrage verschuldigd in uitvoering van de onder bovenstaand 2^o beoogde bepalingen ten einde het gedeelte te vermeerderen dat bestemd is om gestort te worden in de Nationale Compensatiekas voor Gezinsbijslagen; het aanbrengen aan de regels welke de voordelen bepalen voorzien bij de gecoördineerde wetten betreffende de gezinsbijslagen voor loonarbeiders, van elke wijziging die deze voordelen verbetert.

» 5^o het verzekeren door alle middelen die zij nuttig oordeelt, van het financieel evenwicht van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

» Art. 16.

» 1^o het verzekeren van de bevoorrading van het land in waren en produkten van eerste noodwendigheid, het waken voor de verdeling ervan en, binnen de perken van de geldende wetgeving, het doen naleven van de prijzen ervan.

» 2^o het beletten van de loonsverhogingen die niet voortspruiten uit de toepassing van een overeenkomst of van een collectief akkoord gesloten vóór 1 januari 1957 of uit een verhoging van de produktiviteit zonder dat er een verhoging van de prijzen uit voortvloeit of uit een aanpassing aan het indexcijfer der kleinhandelsprijzen.

» Art. 17.

» modifier et compléter les dispositions de la loi du 16 mars 1954 relatives au contrôle de certains organismes d'intérêt public, en vue notamment d'assurer la coordination de la politique financière et administrative de ces organismes avec celle de l'Etat ».

Enfin, en ce qui concerne la constitutionnalité des attributions de pouvoirs au Roi en matière d'impôts, on doit encore ajouter que la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus, qui n'est pas une loi de pouvoirs spéciaux justifiée par des circonstances exceptionnelles, comporte, elle aussi, plusieurs délégations de pouvoirs dont la constitutionnalité avait été mise en doute par le Conseil d'Etat dans son avis.

Or, ni le Gouvernement, ni le Parlement, n'ont estimé devoir se rallier à cette opinion.

Afin de répondre aux critiques du Conseil d'Etat à cette époque, le Gouvernement Lefèvre-Spaak a défendu la thèse suivante au sujet du problème de la constitutionnalité des délégations de pouvoirs en matière d'impôts, dans l'*Exposé des Motifs de la loi du 20 novembre 1962 (Doc. Chambre, session 1961-1962, n° 264-1, pages 45-50)*:

« Certains auteurs se fondent sur la règle inscrite dans l'article 110 de la Constitution pour exclure radicalement toute possibilité de délégation, qui aurait pour effet de conférer au Roi une compétence plus étendue que le pouvoir réglementaire que lui reconnaît l'article 67 de la Constitution (Wigny, *Droit constitutionnel*, t. II, n° 645 et 652; Mertens, *Le fondement juridique des lois de pouvoirs spéciaux*, p. 227 à 232).

» A l'opposé, M. Carré de Malberg (*La Réforme de l'Etat*, pp. 2 et suiv.) reconnaît au pouvoir législatif le droit d'habiliter le Roi à légiférer en matière d'impôts, l'arrêté royal n'étant, dans ce cas, que le prolongement exécutif de la loi de délégation.

» Enfin, d'après une opinion plus nuancée, à laquelle s'est ralliée, après une étude approfondie du problème, la Commission spéciale de la Chambre des Représentants, chargée de l'examen du projet de loi confirmant les arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 1^{er} mai 1939 (voir le rapport rédigé par M. Philippart au nom de cette Commission, *Doc. parl.*, session 1944-1945, n° 74, voir spécialement pp. 31-33), ni l'article 110, ni l'article 112 de la Constitution ne défendent l'attribution au Pouvoir exécutif, par la voie de délégations partielles limitées, d'une compétence déterminée en matière d'impôts (voir aussi en ce sens, Orban, *Le droit constitutionnel de la Belgique*, t. III, p. 280; *Recueil général de l'enregistrement*, n° 19641, p. 133).

» Quo qu'il en soit, il est de fait que le Parlement a déjà à diverses reprises, accordé au Pouvoir exécutif des délégations de pouvoirs tant en matière d'impôts directs qu'en matière d'impôts indirects.

» Deux dispositions visant les taxes assimilées au timbre, doivent retenir spécialement l'attention.

» En vertu de l'article 21 du Code des taxes assimilées au timbre, tel qu'il a été modifié par la loi du 15 février 1956, le Gouvernement est autorisé, en dérogeant, dans la mesure qu'il jugera nécessaire, aux dispositions du présent titre, à la seule exception de celles qui sont reprises dans l'article 22, 1^o, et dans l'article 25, 1^o, a et b, à instituer des taxes forfaitaires dont il détermine les causes et conditions d'exigibilité, le taux, la base et toutes modalités d'application et de perception.

» Art. 17.

» de bepalingen der wet van 16 maart 1954 betreffende de controle over bepaalde instellingen van openbaar nut wijzigen en aanvullen ten einde o.m. de coördinatie te verzekeren van de financiële en administratieve politiek van deze instellingen met die van de Staat ».

Ten slotte dient in verband met de grondwettelijkheid van de toekenning aan de Koning van bepaalde machten inzake belastingen, nog vermeld te worden wat de wet van 20 november 1962 houdende hervorming van de inkomstenbelastingen, die geen door bijzondere omstandigheden verantwoorde wet tot toekenning van bijzondere machten is, ook verscheidene machtsdelegaties inhoudt, waarvan de grondwettelijkheid in het advies van de Raad van State werd betwijfeld.

En toch hebben de Regering noch het Parlement gemeend zich bij die zienswijze te moeten aansluiten.

Om de toenmalige bezwaren van de Raad van State te beantwoorden heeft de Regering Lefèvre-Spaak in de Memorie van toelichting van de wet van 20 november 1962 (*Stuk Kamer*, zitting 1961-1962, n° 264-1, blz. 45-50) de volgende stelling verdedigd in verband met de grondwettelijkheid van de machtsdelegaties inzake belastingen :

« Zekere auteurs steunen op de in artikel 110 van de Grondwet vervatte regel om absoluut elke overdracht te voorzien die tot gevolg zou hebben aan de Koning een bevoegdheid te verlenen welke verder zou strekken dan de reglementerende bevoegdheid die artikel 67 van de Grondwet hem toekent (Wigny, *Droit constitutionnel*, deel II, n° 645 en 652; Mertens, *Le fondement juridique des lois de pouvoirs spéciaux*, blz. 227 tot 232).

» Carré de Malberg (*La Réforme de l'Etat*, blz. 2 en volgende) is daarentegen van oordeel dat de wetgevende macht het recht heeft de Koning te machtigen inzake belastingen wetgevende beschikkingen uit te vaardigen; het koninklijk besluit is, in zulk geval, enkel het uitvoerende verlengstuk van de opdrachtswet.

» Ten slotte nog deze, meer genuanceerde, mening welke, na een grondige studie van het probleem, werd aangevaard door de bijzondere Commissie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende bekraftiging van de koninklijke besluiten getroffen in uitvoering van de wet van 1 mei 1939 (zie het verslag namens deze Commissie door de heer Philippart opgesteld, *Parl. Stuk.*, zitting 1944-1945, n° 74, voornameblz. 31 tot 33): noch artikel 110, noch artikel 112 van de Grondwet verbieden dat aan de Uitvoerende Macht, door beperkte gedeeltelijke overdracht, een bepaalde bevoegdheid inzake belastingen zou worden verleend (zie in dezelfde zin, Orban, *Le droit constitutionnel de la Belgique*, deel III, blz. 280; *Recueil général de l'enregistrement*, n° 19641, blz. 133).

» Wat er ook van zij, het is zo dat het Parlement reeds herhaalde malen aan de Uitvoerende Macht bevoegdheid, zowel inzake directe belastingen als inzake indirecte belastingen, heeft overgedragen.

» Twee beschikkingen betreffende de met het zegel gelijkgestelde taksen verdienen bijzondere aandacht.

» Krachtens artikel 21 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, zoals het bij de wet van 15 februari 1956 werd gewijzigd, is de Regering gemachtigd door in de maat welke zij nodig zal achtten, van de bepalingen van deze titel, met uitzondering alleen van die welke in artikel 22, 1^o, en in artikel 25, 1^o, a en b, zijn opgenomen, af te wijken, forfaitaire taxes in te stellen, waarvan zij de eisbaarheidsoorzaken en -voorraarden, het bedrag, de grondslag en alle modaliteiten van toepassing en van heffing bepaalt.

» Une autre disposition, l'article 202¹ du même Code prévoit qu'un arrêté royal peut atténuer ou réduire les taxes dont il est question dans les titres I à VII et XIII, si les contingences économiques rendent ces mesures nécessaires.

» Ainsi qu'on peut s'en rendre compte à la lecture de ces articles, les délégations admises sont très étendues. La première des dispositions citées donne tous pouvoirs au Roi pour organiser les taxes forfaitaires et elle lui permet de déroger, à cette fin, à la législation existante et notamment aux textes qui régissent la cause, le taux et la base de l'impôt, ainsi qu'à ceux qui prévoient des exemptions particulières (*Recueil général de l'enregistrement*, n° 19641). La seconde de ces dispositions autorise le Roi à prendre, par arrêté royal, des mesures de réduction et notamment, d'exemption de taxes, que justifieraient les contingences économiques.

» Malgré l'étendue des pouvoirs ainsi conférés au Pouvoir exécutif, le Conseil d'Etat n'a pas contesté la constitutionnalité de ces dispositions.

» Ainsi qu'il est dit ci-dessus, le texte actuel de l'article 21 du Code des taxes assimilées au timbre résulte d'une loi récente, la loi du 15 février 1956. Ce texte a été soumis à l'avis du Conseil d'Etat, lequel n'a fait aucune objection d'ordre constitutionnel (voir *Doc parl. Chambre des Représentants*, session 1954-1955, n° 286-1, pp. 57).

» Quant à l'article 202¹ du même Code, il résulte de l'article 39 de la loi du 8 juin 1926, mais le Conseil d'Etat a eu à se prononcer sur sa portée, le 9 avril 1958 (avis n° 6077/2).

» Le Conseil d'Etat ne conteste pas la constitutionnalité de la délégation de pouvoirs accordée par l'article 202¹, mais il estime que « toute délégation de pouvoirs do.t, partiellement en matière d'impôts, être interprétée restrictivement ». Partant de là et interprétant ludit article 202¹, le Conseil d'Etat conclut des termes dont le législateur s'est servi et des circonstances de son intervention, que le législateur a entendu ne permettre au Gouvernement d'agir que par voie de modifications à portée générale s'appliquant aux taux des taxes et non par des dispositions particulières exonérant de l'impôt certaines catégories de contribuables.

» Il va de soi que ce qui est admis pour les impôts indirects doit l'être également pour les impôts directs, étant donné que les dispositions constitutionnelles en cause (art. 110 et 112) sont les mêmes pour les deux catégories d'impôts.

» Enfin, il n'échappera pas que chaque année, la loi de Finances autorise le Gouvernement ou le Ministre des Finances à attacher toutes exonérations fiscales aux emprunts destinés à couvrir les excédents des dépenses sur les recettes. »

La délégation de pouvoirs a-t-elle été écartée lors des débats relatifs à la déclaration de revision constitutionnelle ? Il a été jugé inopportun à la Commission tripartite pour la réforme des institutions de reviser la Constitution pour élargir ou restreindre les possibilités d'attribution de pouvoirs spéciaux à l'Exécutif.

» Een andere beschikking, artikel 202¹ van hetzelfde Wetboek : bij koninklijk besluit kunnen de taxes waarvan sprake in titel I tot VII en XIII veracht of verminderd worden, indien de economische toestand die maatregelen noodzakelijk maakt.

» Zoals men bij de lezing van deze artikelen kan vaststellen, zijn de aangenomen overdrachten zeer uitgebreid. De eerste van deze vermelde beschikkingen verleent de Koning alle macht om forfaitaire taksen te heffen en zij staat hem toe, te dien einde, af te wijken van de bestaande wetgeving, o.m. van de teksten die de oorzaak, het tarief en de grondslag van de belasting regelen alsmede van die welke bijzondere vrijstellingen verlenen (*Recueil général de l'enregistrement*, n° 19641). De tweede beschikking machtigt de Koning om, bij koninklijk besluit, verzachting en o.m. ook vrijstelling van taksen te verlenen wanneer de economische toestand zulks wettigt.

» Niettegenstaande er op die manier uitgebreide machten aan de Uitvoerende Macht werden toegekend, heeft de Raad van State de grondwettelijkheid van deze bepalingen niet betwist.

» Zoals hiervoren gezegd, komt de huidige tekst van artikel 21 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen uit een wet van jonge datum, met name de wet van 15 februari 1956. Deze tekst is ter beoordeling voorgelegd aan de Raad van State die geen enkel bezwaar van grondwettelijke aard heeft naar voren gebracht (cf. *Parl. Stuk. Kamer van Volksvertegenwoordigers*, zitting 1954-1955, n° 286-1, blz. 5 tot 7).

» Wat artikel 202¹ van hetzelfde Wetboek betreft, dit vindt zijn oorsprong in artikel 39 van de wet van 8 juni 1926, maar de Raad van State heeft zich op 9 april 1958 omtrent de draagwijdte hiervan moeten uitspreken (advies n° 6077/2).

» De Raad van State betwist de grondwettelijkheid van de bij artikel 202¹ verleende opdracht niet, maar is van oordeel dat « elke opdracht van bevoegdheid, vooral in belastingzaken, beperkt moet worden uitgelegd ». Op grond hiervan trekt de Raad van State bij de interpretatie van artikel 202¹ het besluit, aan de hand van de bewoordingen die de wetgever heeft gebruikt en van de omstandigheden waarin hij is opgetreden, dat de bedoeling van de wetgever is geweest de Regering in de mogelijkheid te stellen om alleen maatregelen te treffen van algemene draagwijdte die op het tarief van de taksen toepasselijk zijn, doch niet om bijzondere bepalingen in te voeren die sommige categorieën belastingplichtigen van de belasting zouden vrijstellen.

» Het spreekt vanzelf dat wat voor de indirecte belastingen is geoorloofd ook voor de directe belastingen moet worden toegelaten, aangezien de grondwettelijke bepalingen in kwestie (art. 110 en 112) dezelfde zijn voor beide soorten belastingen.

» Ten slotte zal het niet ontgaan dat de wet van financiën de Regering of de Minister van Financiën telkenjare machtigt alle belastingvrijstellingen te verbinden aan de leningen die het verschil tussen de uitgaven en de inkomsten moeten dekken. »

Werd de machtsdelegatie geweerd bij de besprekings van de verklaring tot herziening van de Grondwet ? De driepartijencommissie voor de hervorming van de instellingen heeft gemeend dat het niet past de Grondwet te herzien om de mogelijkheden tot toekenning van bijzondere machten aan de Uitvoerende Macht uit te breiden of in te krimpen.

L'harmonisation des pouvoirs spéciaux et du contrôle parlementaire?

Dans le domaine des modalités du contrôle parlementaire, il existe, en de nombreux points, des différences essentielles entre les différentes lois de pouvoirs spéciaux qui ont été votées précédemment.

En ce qui concerne notamment le rapport aux Chambres : la loi de 1926 prévoyait un rapport sur toutes les mesures prises en fonction de la loi; la loi de 1932 stipulait que ce rapport devait être présenté au Parlement dans les trois mois; la loi de 1933 demandait un rapport immédiat à l'expiration de ce délai de trois mois; la loi de 1934, un rapport immédiat à l'expiration des pouvoirs; la loi de mai 1939 prévoyait un rapport dans les quinze jours de l'expiration des pouvoirs, et celles de septembre 1939 et du 12 mars 1957 ne prévoyaient aucun rapport du tout.

En matière de confirmation des arrêtés par le Parlement, on constate les mêmes disparités : pour les lois antérieures à 1934, aucune confirmation n'était prévue. La loi de 1934, elle-même, ne prévoyait que la confirmation de certains arrêtés : ceux qui avaient trait à des dispositions d'ordre fiscal. La loi du 1^{er} mai 1939 prescrivait la confirmation de tous les arrêtés, tandis que celles du 7 septembre 1939 et du 12 mars 1957 n'en demandaient aucune.

La discussion en Commission.

Un commissaire se déclare adversaire d'une confirmation ultérieure des arrêtés de pouvoirs spéciaux pris en vertu du présent projet. Cette confirmation lui paraît, en effet, inopportun au point de vue politique, en raison des changements pouvant intervenir sur le plan gouvernemental, la majorité d'aujourd'hui pouvant devenir l'opposition de demain.

Sans réclamer l'approbation par le Parlement des arrêtés-lois pris par le Gouvernement dans le cadre des pouvoirs spéciaux qui lui seraient accordés, un autre commissaire estime cependant qu'il serait inconcevable qu'à l'expiration des pouvoirs spéciaux le Gouvernement ne fit point rapport au Parlement de l'usage qu'il en a fait.

Divers membres insistent sur l'opportunité d'une collaboration étroite du Gouvernement et du Parlement, tant dans l'intérêt de cette Institution que dans celui du Gouvernement lui-même qui connaîtra, de cette manière, l'avis des spécialistes parlementaires.

Un commissaire soulève notamment le problème des rapports qui existeront entre l'Exécutif et le Parlement, lequel, souligne-t-il, continuera de siéger pendant la durée des pouvoirs spéciaux.

Il serait, pour le moins, d'élémentaire convenance, déclare-t-il, que le Parlement soit informé autrement que par la lecture des journaux ou par l'audition d'une communication gouvernementale à la radio ou à la télévision. Il est, dès lors, souhaitable que les projets d'arrêtés soient communiqués aux commissions parlementaires compétentes, ainsi que cela fut pratiqué précédemment à plusieurs reprises.

D'autre part, fait-il remarquer, quoi de plus normal pour le Gouvernement, que d'associer le Parlement à son travail — fût-ce dans une mesure limitée — en l'informant des mesures envisagées, alors qu'il s'engage, notamment sur le plan de la gestion paritaire, à procéder à la consultation d'organes extra-parlementaires dans le cadre de l'application.

Harmoniseren van de bijzondere machten met de parlementaire controle?

Op het gebied van de modaliteiten van de parlementaire controle zijn er in veel opzichten essentiële verschillen tussen de verschillende wetten van bijzondere machten die vroeger zijn aangenomen.

Wat met name het verslag aan de Kamers betreft : in de wet van 1926 was een verslag over alle krachtens de wet getroffen maatregelen voorgeschreven; de wet van 1932 bepaalde dat dit verslag binnen drie maandén aan het Parlement moest worden voorgelegd; bij de wet van 1933 was een onmiddellijk verslag voorgeschreven na het verstrijken van die drie maanden; de wet van 1934 schreef een onmiddellijk verslag voor aan het einde van de periode der bijzondere machten; de wet van mei 1939 schreef een verslag voor binnen veertien dagen na het verstrijken van de machten, en de wetten van september 1939 en van 12 maart 1957 schreven helemaal geen verslag voor.

Inzake de bekraftiging van de besluiten door het Parlement kan men dezelfde dispariteiten constateren : in de wetten vóór 1934 was generlei bekraftiging voorgeschreven. De wet van 1934 zelf eiste slechts de bekraftiging van sommige besluiten, namelijk die welke betrekking hebben op fiscale bepalingen. De wet van 1 mei 1939 schreef de bekraftiging van alle besluiten voor, terwijl de wetten van 7 september 1939 en 12 maart 1957 daar niet om verzochten.

Besprekung in de Commissie.

Een lid verklaart zich tegenstander van een latere bekraftiging van de uit de bijzondere machten voortvloeiende besluiten welke zullen worden genomen op grond van dit ontwerp. Die bekraftiging schijnt hem immers inopportuun toe uit een politiek oogpunt en wegens de veranderingen die zich op regeringsniveau kunnen voordoen, aangezien de meerderheid van heden morgen in de oppositie kan staan.

Zonder te eisen dat het Parlement de besluitwetten goedkeurt welke door de Regering mochten worden uitgevaardigd in het raam van de haar toegekende bijzondere machten, meent een ander lid nochtans dat het niet opgaat dat de Regering, bij het verstrijken van die bijzondere machten geen verslag aan het Parlement zou uitbrengen over het gebruik dat ervan werd gemaakt.

Verscheidene leden vestigen de aandacht op de wenselijkheid van een nauwe samenwerking tussen Regering en Parlement, zowel in het belang van die Instelling als van de Regering zelf, die zodoende het advies van de deskundigen uit het Parlement zal kennen.

Een lid werpt het probleem op van de betrekkingen tussen de Uitvoerende Macht en het Parlement dat. — zo onderstreept hij — zal blijven zetelen gedurende de geldigheidsduur van de bijzondere machten.

Hij verklaart dat het ten minste een blijk van elementaire welvoeglijkheid is dat het Parlement anders ingelicht wordt dan door het lezen van dagbladen of het beluisteren van een mededeling van de Regering over de radio of de televisie. Het is dan ook wenselijk dat de ontwerpen van besluit aan de bevoegde parlementaire commissies worden medegedeeld, zoals dit herhaaldelijk het geval was in het verleden.

Voorts merkt hij op dat het heel normaal is vanwege de Regering, om het Parlement — al is het in een beperkte mate — bij haar werkzaamheden te betrekken door het verstrekken van inlichtingen nopens de geplande maatregelen, aangezien zij de verbintenis heeft aangegaan, met name op het stuk van het paritaire beheer, niet parlemen-

tion de certaines lois. Ainsi, le Gouvernement consulterait un peu tout le monde, à la seule exception du Parlement !

Ce point de vue a cependant été combattu par un autre membre qui estime que si le Gouvernement estimait pouvoir suivre les procédures traditionnelles, y compris le débat préalable devant les commissions compétentes du Parlement, il démentirait de ce fait l'affirmation selon laquelle l'urgence le constraint à intervenir par la voie des pouvoirs spéciaux.

Il estime préférable, quant à lui, de limiter strictement les pouvoirs accordés au Gouvernement, mais de lui permettre de s'en servir sans autres réserves, ni limitations.

Réponse du Gouvernement.

Plusieurs commissaires ont critiqué le fait que le projet, contrairement à ce qui était prévu dans les lois de pleins pouvoirs de la période d'avant-guerre, ne comporte pas l'obligation pour le Gouvernement de demander ultérieurement confirmation aux Chambres des arrêtés qu'il sera appelé à prendre.

Se référant également aux lois antérieures attribuant des pouvoirs spéciaux, des commissaires ont suggéré l'insertion d'une disposition prévoyant l'obligation pour le Gouvernement de faire rapport aux Chambres sur les arrêtés qui seront pris en application du projet.

Certains membres ont proposé, en outre, que ces arrêtés soient communiqués aux commissions parlementaires compétentes préalablement à leur publication.

Le Vice-Premier Ministre a fait observer que la ratification n'a été prévue que dans deux des lois de pouvoirs spéciaux d'avant-guerre : la loi du 31 juillet 1934 qui limitait la ratification aux seuls arrêtés pris en matière fiscale et la loi du 1^{er} mai 1939, laquelle attribuait au Roi des pouvoirs extrêmement larges, et qu'après la guerre, si la loi du 14 juillet 1959 a prévu la confirmation des arrêtés royaux pris pour son exécution, par contre la loi du 12 mars 1957 ne comportait pas cette obligation.

En ce qui concerne le rapport aux Chambres qui était prévu dans diverses lois d'avant-guerre mais dont la loi du 12 mars 1957 ne fait pas mention, le Vice-Premier Ministre a rappelé qu'il s'agit simplement de l'obligation pour le Gouvernement de faire connaître au Parlement l'ensemble des mesures prises en vertu des pouvoirs spéciaux sans aucune autre suite que celle qui pourrait résulter du débat auquel le rapport pourrait donner lieu.

Le Ministre a souligné que la généralité des lois de pouvoirs spéciaux qui ont prévu l'obligation d'un rapport aux Chambres, de même que les lois de 1934 et de 1939 qui ont prévu la ratification, se distinguent du projet :

1^o par le fait que les pouvoirs qu'elles accordaient au Gouvernement étaient beaucoup plus étendus et généralement moins précis que ceux qui sont demandés;

2^o que les pouvoirs spéciaux demandés à l'époque, comme M. Van Acker, alors Premier Ministre, l'a fait remarquer lors de la discussion de la loi du 12 mars 1957, étaient souvent exercés à un moment où le Parlement ne siégeait pas et où il était souvent difficile au Gouvernement de faire connaître d'avance ses intentions, qu'il en résultait que le Gouvernement « pouvait agir à sa guise, sans tenir compte du Parlement, lequel était envoyé en congé ».

taire organen te raadplegen in het raam van de toepassing van bepaalde wetten. Zodoende zou de Regering haast iedereen raadplegen, behalve alleen het Parlement !

Dit standpunt wordt nochtans aangevochten door een ander lid volgens hetwelk, zo de Regering van oordeel was de traditionele procedure te kunnen volgen met inbegrip van de voorafgaande beraadslaging in de bevoegde commissies van het Parlement, zij daardoor de bewering zou teniet doen volgens welke zij door het dringende karakter van de toestand gedwongen wordt bij middel van bijzondere machten te handelen.

Hijzelf acht het verkeerslijker de aan de Regering toegekende machten strikt te beperken, maar de Regering daarvan zonder voorbehoud noch beperking gebruik te laten maken.

Antwoord van de Regering.

Verscheidene Commissieleden brachten kritiek uit op het feit dat het ontwerp, in tegenstelling tot wat in de vooroorlogse wetten tot toekenning van volmachten bepaald is, voor de Regering de verplichting niet inhoudt om later aan de Kamers de bekraftiging te vragen van de besluiten welke zij zal moeten nemen.

Sommige Commissieleden verwijzen ook naar vroegere wetten tot toekenning van bijzondere machten en suggereren ook de opneming van een bepaling waarbij aan de Regering de verplichting wordt opgelegd aan de Kamers verslag uit te brengen over de besluiten die in toepassing van zijn ontwerp zijn genomen.

Sommige leden hebben bovendien voorgesteld dat deze besluiten vóór de bekendmaking ervan aan de bevoegde parlementaire commissies worden overgelegd.

De Vice-Eerste Minister merkt op dat de bekraftiging alleen in twee vooroorlogse wetten tot toekenning van bijzondere machten is bepaald : de wet van 31 juli 1934, waarbij de bekraftiging alleen tot de op fiscaal gebied genomen besluiten beperkt was, en de wet van 1 mei 1939, waarbij aan de Koning uiterst uitgebreide machten werden toegekend; hij voegt daaraan toe dat, hoewel de wet van 14 juli 1959 de bekraftiging van de ter uitvoering ervan genomen koninklijk besluiten bepaalde, de wet van 12 maart 1957 daarentegen die verplichting niet oplegt.

Wat betreft het verslag aan de Kamers, waarvan de verplichting in verscheidene vooroorlogse wetten was opgenomen, maar waarvan in de wet van 12 maart 1957 geen melding wordt gemaakt, herinnerde de Vice-Eerste Minister eraan dat het hier alleen gaat om de verplichting voor de Regering om aan het Parlement alle maatregelen kenbaar te maken die krachtens de bijzondere machten zijn genomen, zonder dat zulks tot andere gevolgen leidt dan die welke kunnen voortvloeien uit het debat waartoe het verslag aanleiding mocht geven.

De Minister onderstreepte dat de meeste volmachtwetten die in de verplichting van een verslag aan de Kamers voorzagen, evenals de wetten van 1934 en 1939 die de bekraftiging oplegden, hierin van het onderhavige ontwerp verschillen :

1^o dat de erdoor aan de Regering toegekende machten veel ruimer en doorgaans niet zo nauwkeurig omschreven waren als die welke thans worden gevraagd;

2^o dat, zoals de toenmalige Eerste Minister Van Acker bij de besprekings van de wet van 12 maart 1957 opmerkte, de in het verleden gevraagde bijzondere machten vaak uitgeoefend werden toen het Parlement niet vergaderde en de Regering dikwijls moeilijk haar bedoelingen vooraf kenbaar kon maken, zodat de Regering « naar eigen goedvinden kon handelen, zonder rekening te houden met het Parlement, dat met verlof werd gezonden ».

Représenant à ce propos l'opinion exprimée par M. Van Acker le 7 mars 1957 à la Chambre, le Vice-Premier Ministre a fait observer que, dans le cas présent, le Parlement continuerait à se réunir et que chacun pourra interroger le Gouvernement à tout instant, que si celui-ci abusait des pouvoirs qui lui seront octroyés ou si ses agissements étaient en contradiction avec les intentions dont il a fait état, il sera toujours possible de lui retirer la confiance.

En conclusion, le Gouvernement s'est déclaré opposé à l'insertion dans le projet d'une disposition prévoyant la ratification des arrêtés qui seraient pris en exécution des pouvoirs spéciaux.

Il a, par contre, marqué son accord sur la proposition prévoyant l'obligation pour lui de déposer, à l'expiration des pouvoirs spéciaux, un rapport aux Chambres.

En ce qui concerne la communication préalable aux Commissions parlementaires des arrêtés qu'il sera appelé à prendre en exécution du projet, le Gouvernement a estimé ne pas pouvoir prendre d'engagement formel tout en déclarant qu'il n'excluait pas une information éventuelle dans certains cas particuliers.

Les pouvoirs spéciaux qui vous sont demandés sont-ils indispensables et opportuns ? Seront-ils efficaces ?

Tous les commentateurs s'accordent sur un point : des pouvoirs exceptionnels ne se justifient que par une situation exceptionnelle. C'est presque une lapalissade...

Mais il convient, aussi, que les lois de pouvoirs spéciaux se bornent à n'accorder que les pouvoirs strictement nécessaires. M. Brusselmans le proclame bien haut : « il faut que l'usage qu'on en fait, se limite aux dispositions qui s'imposent inéluctablement » (1).

M. le Sénateur Molter dans son rapport sur la loi de 1957, faisait d'ailleurs judicieusement remarquer que « maintes fois, l'opinion a été émise que les arrêtés pris en vertu des pouvoirs spéciaux étaient d'une application très difficile du fait de l'absence des travaux préparatoires que le juriste, le fonctionnaire, le magistrat trouvent à l'appui de la loi votée par le Parlement et qui les guident dans leur interprétation » (2).

Et de son côté, M. Brusselmans notait, non sans malice : « En dehors de tout esprit de chicane, il faut bien constater que tous les ministres, suivis des hauts fonctionnaires de leur Département, ont tous à cœur des réformes qu'ils voudraient réaliser. Qu'ils évitent de « profiter » des circonstances en essayant de réaliser en dehors du Parlement leurs désirs personnels » (3).

La discussion générale.

De nombreux commissaires ont émis l'opinion que, dans le présent projet, les mesures envisagées qui ne sont pas d'ordre fiscal, n'ont d'autre but que de camoufler les véritables objectifs du projet, c'est-à-dire, une aggravation de la fiscalité en vue de rétablir un équilibre budgétaire déjà sérieusement compromis.

(1) Projet de loi n° 271, rapport de M. Brusselmans, p. 5.

(2) Rapport sur la loi de 1957 (Sénat, n° 162, session 1956-1957, p. 15).

(3) Projet de loi n° 271, rapport de M. Brusselmans, p. 5.

Aanknopend bij wat door de heer Van Acker dienaanstaande op 7 maart 1957 in de Kamer is verklaard, merkte de Vice-Eerste Minister op dat het Parlement in dit geval zal blijven vergaderen en dat elkeen de Regering te allen tijde zal kunnen interpelleren, dat het vertrouwen altijd zal kunnen geweigerd worden aan de Regering, indien deze misbruik maakt van de haar toegekende machten of indien haar daden in strijd mochten zijn met de bedoelingen die zij heeft kenbaar gemaakt.

Tot besluit verzet de Regering zich tegen de opneming in het ontwerp van een bepaling waardoor de bekrachtiging wordt opgelegd van de besluiten die krachtens de bijzondere machten genomen worden.

Daarentegen betuigt zij haar instemming met het voorstel om de Regering te verplichten bij het verstrijken van de bijzondere machten een verslag aan de Kamers voor te leggen.

Met betrekking tot de voorafgaandelijke mededeling aan de parlementaire commissies van de besluiten welke ter uitvoering van het ontwerp zullen genomen worden, meent de Regering geen formele verbintenis te kunnen aangaan, doch zij voegt eraan toe dat zij niet uitslot eventueel om voorlichting te verzoeken in bepaalde bijzondere gevallen.

Zijn de gevraagde bijzondere machten onontbeerlijk en opportuun ? Zijn ze afdoende ?

Alle commentatoren zijn het eens over één punt : uitzonderlijke machten zijn slechts gerechtvaardigd door een uitzonderingstoestand. Dit is bijna een gemeenplaats...

Maar de wetten houdende bijzondere machten moeten zich tevens beperken tot de strikt noodzakelijke machten, zoals de heer Brusselmans duidelijk aantoont : « het gebruik dat ervan gemaakt wordt, moet eveneens beperkt blijven tot de bepalingen welke dringend nodig blijken » (1).

Senator Molter merkte in zijn verslag over de wet van 1957 terecht op : « Herhaaldelijk is de mening vooropgesteld dat de besluiten krachtens de speciale bevoegdheden zeer moeilijk toe te passen zijn door het feit dat er geen voorbereidende werkzaamheden vorhanden zijn, waarop de rechtsgeleerde, de ambtenaar en de magistraat kunnen steunen bij de interpretatie van een door het Parlement aangenomen wet » (2).

De heer Brusselmans voegde er anderzijds wat ondeugend aan toe : « Zonder te knibbelen, mag men toch wel vaststellen dat al de ministers, gevolgd door de hoge ambtenaren van hun Departementen, hervormingen koesteren, welke zij gaarne zouden doorvoeren. Laten wij vermijden de omstandigheden te willen « te baat nemen » door te poggen hun persoonlijke wensen buiten het Parlement om te verwezenlijken » (3).

Algemene besprekking.

Talrijkeleden van de Commissie hebben de mening geuit dat de beoogde maatregelen, die in het onderhavige ontwerp zijn opgenomen en die niet van fiscale aard zijn, enkel dienen om de ware doeleinden van het ontwerp te verdoezelen, zegge een opvoering van de fiscaliteit om een begrotingsevenwicht, dat reeds ernstig in het gedrang gebracht werd, te herstellen.

(1) Wetsontwerp n° 271, verslag van de heer Brusselmans, blz. 5.

(2) Verslag over de wet van 1957 (Senaat, n° 162, zitting 1956-1957, blz. 15).

(3) Wetsontwerp n° 271, verslag van de heer Brusselmans, blz. 5.

Ces commissaires estiment, en effet, que ces mesures concernent des matières pouvant être réglées par voie d'arrêtés royaux sur base des lois existantes et qu'en conséquence l'octroi de pouvoirs spéciaux est totalement superfétatoire. Il s'agit notamment des mesures énumérées aux pages 3 et 4 de l'Exposé des Motifs du projet gouvernemental, sous le titre « Reconversion régionale et relance économique ».

Un membre de la Commission souligne que l'urgence des mesures envisagées et, partant, la justification des pouvoirs spéciaux demandés, n'est pas établie.

D'une part, comme l'ont déjà souligné d'autres commissaires, un grand nombre des mesures envisagées, entre autres celles qui regardent les impôts indirects, ne requièrent pas une intervention du législateur.

D'autre part, pour ce qui regarde les impôts directs, les mesures prévues ne donneront leur plein rendement qu'au cours de l'exercice 1968, et le Gouvernement ne perdrait, dès lors, pas grand chose en recourant à la procédure législative normale.

En ce qui concerne les mesures à prendre dans des secteurs tels que l'A.M.I., les parastataux, etc., l'action du Gouvernement, selon ce commissaire, serait freinée bien davantage par les consultations des organismes de gestion et autres auxquelles il est astreint par la loi — et auxquelles d'ailleurs, selon l'Exposé des Motifs, il n'entend pas se soustraire — que par le jeu normal de la procédure parlementaire.

Ce commissaire n'aperçoit donc pas la raison impérieuse qui contraindrait le Gouvernement à écarter cette dernière procédure tout en maintenant la consultation d'organismes extraparlementaires.

Un membre émet l'opinion que les pouvoirs spéciaux sollicités s'avéreraient de toute manière inefficaces en raison du fait que le programme gouvernemental est tellement ambitieux qu'il ne paraît pas possible d'en envisager sérieusement la réalisation dans le délai impartis. Or, ajoute-t-il, un procès-verbal de carence affecterait singulièrement l'autorité de l'Exécutif et porterait préjudice à notre régime politique.

D'autres commissaires opinent dans le même sens et ont notamment posé la question de savoir si les moyens financiers que le Gouvernement entend se procurer, ne seront pas absorbés par les déficits budgétaires éventuels et si, même dans le cas où cette éventualité ne se réalisera pas, ils seront suffisants pour atteindre les objectifs poursuivis.

Selon un membre, il ne se pose pas, en cette occurrence, un problème de pouvoirs insuffisants dans le chef du Gouvernement, mais uniquement un problème de moyens financiers.

Ces considérations valent pour de nombreux points repris à l'article 1^{er} du projet et qui sont explicités aux pages 3 et 4 de l'Exposé des Motifs, et notamment :

- l'accroissement des moyens des institutions publiques de crédit;
- le renforcement de la prospection industrielle et la coordination des aides qui relèvent de la compétence normale du Ministre des Affaires économiques;
- la promotion des exportations;
- les résultats escomptés de la constitution d'un fonds exceptionnel de reconversion dont les objectifs peuvent être également atteints par un renforcement pur et simple de la politique de reconversion économique régionale dans le cadre des lois de 1959 et de 1966;
- l'assainissement rapide des sites charbonniers, etc.

Naar het oordeel van deze leden houden deze maatregelen inderdaad verband met kwesties, die op grond van de bestaande wetten met koninklijk besluiten kunnen gereeld worden, zodat het toekennen van bijzondere machten volstrekt overtollig wordt. Het geldt met name de maatregelen die, onder de titel « Regionale reconversie en economische heropleving » zijn opgesomd op bladzijden 3 en 4 van de Memorie van toelichting van het regeringsontwerp.

Een lid van de Commissie stipt aan dat de hoogdringendheid van de beoogde maatregelen en dus ook de rechtvaardiging van de aangevraagde bijzondere machten niet vaststaan.

Zoals andere leden van de Commissie reeds hebben benadrukt vereisen verscheidene van de beoogde maatregelen, onder meer die betreffende de indirecte belastingen, bovendien een optreden van de wetgever niet.

Aan de andere kant zullen de voorziene maatregelen op het stuk van de directe belastingen pas hun volle rendement geven in het loop van het dienstjaar 1968, zodat de Regering niet veel zou verliezen bij een toepassing van de normale wetgevingsprocedure.

Voor de maatregelen, die in de sectoren als de Z.I.V., de parastatale diensten enz., dienen genomen te worden, zal de actie van de Regering, volgens dit lid van de Commissie, veel meer geremd worden door het overleg met de beheerorganisaties en andere, waartoe zij op grond van de wet gehouden is — en waaraan zij zich houdt. De Memorie van toelichting ten andere niet denkt te onttrekken — dan door het normaal verloop van de parlementaire handelwijze.

Dit Commissielid ziet dus niet in welke dwingende reden de Regering zou nopen van deze laatstgenoemde procedure af te wijken en toch vast te houden aan het overleg met extraparlementaire organisaties.

Een lid uit de mening dat de aangevraagde bijzondere machten alleszins ondoelmatig zullen blijken, daar het regeringsprogramma zo ambitieus is dat een verwesenlijking binnen de gestelde tijd onmogelijk ernstig kan overwogen worden. Welnu, zo zegt dit lid, een ingebrekstellende zou het gezag van de Regering ten zeerste aantasten en nadeel berokken aan ons politiek regime.

Andere leden van de Commissie spraken zich in dezelfde zin uit en stelden onder meer de vraag, of de financiële middelen welke de Regering wil verwerven, niet zullen dienen om eventuele begrotingstekorten te dekken en of, zelfs als dit niet het geval mocht zijn, zij zullen volstaan om de in uitzicht gestelde doeleinden te bereiken.

Volgens een lid is er hier geen sprake van dat de Regering niet over voldoende machten zou beschikken, maar uitsluitend van een geldmiddelenprobleem.

Deze overwegingen gelden voor talrijke punten van artikel 1 van het ontwerp, die op de bladzijden 3 en 4 van de Memorie van toelichting zijn verduidelijkt :

- de verhoging van de mogelijkheden van de openbare kredietinstellingen;
- de intensivering van de industriële prospectie en de coördinatie van de hulp, die onder de normale bevoegdheid vallen van de Minister van Economische Zaken;
- de bevordering van de uitvoer;
- de resultaten, die verwacht worden van de oprichting van een buitengewoon reconversiefonds, waarvan de doelstellingen even goed kunnen bereikt worden door een eenvoudige uitbreiding van het streekbeleid in het raam van de wetten van 1959 en 1966;
- de snelle sanering van de steenkolenbekkens enz.

En ce qui concerne plus particulièrement le dernier point, ce commissaire estime que l'assainissement des sites charbonniers entraînerait des dépenses de l'ordre de plusieurs milliards et qu'il s'agissait d'une mesure d'ordre plus psychologique qu'économique. Comme il s'agissait là, d'une œuvre de longue haleine, il ne lui paraît pas douteux que d'autres objectifs, tels l'implantation d'industries nouvelles et l'amélioration de l'infrastructure, jouissent d'une indiscutable priorité.

Quant à la relance de l'élaboration d'un statut d'une société de type européen, selon le même membre, celle-ci ne relève en aucune manière du domaine propre d'une loi de pouvoirs spéciaux, mais sera le résultat de négociations dont il est d'ailleurs difficile de prévoir la durée.

Il affirme, enfin, que la question de savoir si la fusion des mines de la Campine requerrait ou non une intervention d'ordre législatif, dépend de la nature de l'intervention du Gouvernement.

Il conclut en déclarant que, même si certaines mesures demandent l'intervention du législateur, celles-ci peuvent être obtenues très rapidement puisqu'il s'agit de problèmes de relance et de reconversion.

Réponse du Gouvernement.

L'attribution au Roi de pouvoirs limités quant à leur objet et dans le temps, se justifie en raison des dispositions qui doivent pouvoir être prises rapidement et globalement.

Dans le secteur économique notamment, plusieurs mesures exigent l'intervention du législateur :

- la constitution d'un fonds exceptionnel de reconversion, s'il s'agit d'un fonds autonome et en tous cas si certaines ressources y sont spécialement affectées;
- l'application de la loi du 14 juillet 1966 aux souscriptions d'obligations convertibles par la S.N.I. Il faut en effet modifier la loi du 14 juillet 1966 et la loi du 18 juillet 1959 à laquelle elle se réfère pour prévoir que les aides exceptionnelles pourront être accordées, non seulement dans le cas d'octroi de crédits par des organismes de crédit agréés, mais aussi, dans le cas de souscriptions d'obligations convertibles par des organismes à agréer;
- l'assainissement rapide des sites charbonniers par une procédure nouvelle;
- l'octroi, pendant une période de trois ans, pour les investissements nouveaux :
 - d'une exonération à l'impôt sur les sociétés des revenus normaux d'actions souscrites lors de la constitution ou de l'augmentation du capital d'une société;
 - d'une amélioration du régime fiscal :
 - pour ce qui regarde la déduction des pertes,
 - pour ce qui regarde les fusions et scissions de sociétés;
- l'augmentation de la dotation de l'Office National du Ducroire et l'aménagement de son statut;
- la bonification d'intérêt aux pays en voie de développement important à crédit des biens d'équipement de fabrication belge;
- les larges facilités pour le recrutement dans les services publics des travailleurs touchés par les fermetures de charbonnages.

Vooral wat dit laatste punt betreft oordeelt dit lid van de Commissie, dat de sanering van de steenkolenbekkens verscheidene miljoenen zal vergen en dat het hier meer om een maatregel van psychologische dan van economische aard gaat. Aangezien het hier een werk van lange adem geldt lijdt het voor hem geen twijfel dat andere doelstellingen, zoals de vestiging van nieuwe industrieën en de verbetering van de grondinstallaties, ontegenzeglijk voorrang genieten.

Inzake de wederaanpak van de uitwerking van een statuut voor een maatschappij op Europese leest, oordeelt hetzelfde lid, dat zulks hoegenaamd niet tot het domein van een wet op de bijzondere machten behoort doch het resultaat moet zijn van onderhandelingen, waarvan de duur trouwens moeilijk te schatten is.

Hij betoogt ten slotte dat het antwoord op de vraag, of de samensmelting van de Kempense mijnen al dan niet aanleiding zal geven tot ingrijpen van de wetgever, afhangt van de aard van de tussenkomst van de Regering.

Tot besluit verkaart hij dat, zelfs indien sommige maatregelen een optreden van de wetgever vergen, deze zeer snel kunnen genomen worden, daar het gaat om vraagstukken van herleving en omschakeling.

Antwoord van de Regering.

De toekenning aan de Koning van machten die beperkt zijn in hun doel en in de tijd is verantwoord omdat er spoedig globale maatregelen moeten genomen worden.

Met name in de economische sector vergen verscheidene maatregelen de tussenkomst van de wetgever :

- de oprichting van een buitengewoon reconversiefonds, indien het om een autonoom fonds gaat, en, in elk geval, indien bepaalde middelen speciaal voor dit fonds worden bestemd;
- de toepassing van de wet van 14 juli 1966 op de inschrijving op converteerbare obligaties door de N.I.M. De wet van 14 juli 1966 en ook de wet van 18 juli 1959 waarnaar verwezen wordt, dienen immers gewijzigd te worden om het mogelijk te maken dat de buitengewone hulp kan verleend worden, niet alleen in gevallen van krediettoewijzingen door erkende kredietinstellingen, maar ook in gevallen van inschrijvingen op converteerbare obligaties door te erkennen organisaties;
- de snelle sanering van de steenkolenbekkens op nieuwe wijze;
- de toekenning, voor de duur van drie jaar, voor de nieuwe investeringen :
 - van een vrijstelling van de belasting op de vennootschappen op de normale inkomsten van aandelen, waarop ingeschreven werd bij de stichting of bij de kapitaalverhoging van een vennootschap;
 - van een verbeterd belastingstelsel :
 - wat de aftrek van het verlies aangaat;
 - wat de samensmeltingen of splitsingen van vennootschappen aangaat;
- de verhoging van de dotatie van de Nationale Delcrederedienst en de verbetering van het statuut ervan;
- van de renteverlaging aan ontwikkelingslanden, die uitrustingsgoederen van Belgische makelij op krediet invoeren;
- van ruime aanwervingsfaciliteiten in de overheidsdiensten van arbeiders die door de mijnsluitingen getroffen werden.

D'autre part, en ce qui concerne la mobilisation des capitaux qui constitue un autre volet important de la relance économique :

- la réforme du Conseil supérieur des Finances et du Conseil des Institutions de Crédit (projets de loi déjà préparés par la Commission De Voghel),
- une meilleure coordination du contrôle des organismes privés,
- la réforme du statut de certaines institutions de crédit (Caisse d'épargne, S.N.C.I., etc.),
- la révision de la législation sur les caisses d'épargne privées requièrent l'intervention du législateur.

La seule énumération qui précède prouve, selon le Gouvernement, que même si, prises isolément, certaines de ces mesures pouvaient être votée rapidement, l'ensemble exigerait en tout cas un temps considérable.

L'interprétation de l'article 3 du projet de loi.

Dans son texte original, l'article 3 était ainsi rédigé :

« Les pouvoirs accordés au Roi expirent au 31 décembre 1967.

» Les arrêtés pris en vertu de ceux-ci peuvent abroger, compléter, modifier et remplacer les dispositions légales actuellement en vigueur; ils ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés et remplacés qu'en vertu d'une loi. »

Déjà, en 1934, M. Brusselmans posait la question :

« Si ces arrêtés royaux sont des règlements en tous points semblables aux arrêtés royaux ordinaires, comment expliquer qu'ils ne peuvent être abrogés ou modifiés que par la loi ?

» La réponse est facile.

» La loi accorde pour un laps de temps déterminé, des pouvoirs spéciaux au Roi.

» Le Roi peut pendant cette période faire et défaire toute réglementation relative à ces objets.

» Le terme des pouvoirs spéciaux arrivé, le Roi perd sa compétence en la matière. Dorénavant, il n'a pas plus le droit de défaire le travail qu'il a fait qu'il n'a le droit de le compléter.

» Le législateur seul, ayant repris sa compétence normale, pourra encore intervenir.

» Si le législateur est dorénavant seul compétent, ce n'est donc pas à raison de la nature juridique particulière du soi-disant arrêté-loi, mais à raison d'une modification de compétence intervenue entretemps » (1).

On peut se demander, dès lors, si tous les arrêtés que prendrait le Gouvernement, dans le cadre des pouvoirs spéciaux qu'il sollicite aujourd'hui seraient indistinctement des arrêtés qui ne pourraient en conséquence être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés qu'en vertu d'une loi.

Un membre a d'ailleurs attiré, à ce sujet, l'attention du Gouvernement sur le fait que, dans le texte néerlandais, les mots « de besluiten getroffen ingevolge deze machten... » semblent plus larges que les termes correspondants du texte français, à savoir : « les arrêtés pris en vertu de ceux-ci... » (les pouvoirs accordés au Roi).

(1) Rapport Chambre des Représentants, n° 271, session 1933-1934, p. 4.

Wat boven dien de mobilisatie van kapitaal betreft, die een andere belangrijke factor van de economische herleving uitmaakt, met name :

- de hervorming van de Hoge Raad van Financiën en van de Raad voor de Kredietinstellingen (wetsontwerpen, die door de Commissie De Voghel reeds werden voorbereid),
 - een betere coördinatie van het toezicht op de particuliere instellingen,
 - de hervorming van het statuut van sommige kredietinstellingen (Spaarkas, N.M.K.N. enz.),
 - de herziening van de wetgeving op de particuliere spaarkassen
- wordt ook de tussenkomst van de wetgever vereist.

Alleen reeds uit de opsomming die voorafgaat blijkt, naar de mening van de Regering, dat ook al konden sommige van die maatregelen afzonderlijk snel worden goedgekeurd, voor het geheel dan toch een groot tijdsbestek nodig zou zijn.

Interpretatie van artikel 3 van het wetsontwerp.

De oorspronkelijke tekst van artikel 3 luidde als volgt :

« De machten toegekend aan de Koning verstrijken op 31 decemper 1967.

» De besluiten getroffen ingevolge deze machten kunnen de thans vigerende wettelijke beschikkingen afschaffen, aanvullen, wijzigen en vervangen; ze kunnen niet worden afgeschaft, aangevuld, gewijzigd en vervangen dan door een wet. »

In 1934 reeds stelde de heer Brusselmans de volgende vraag :

« Indien deze koninklijke besluiten regelingen zijn in alles gelijk aan de gewone koninklijke besluiten, hoe kan men dan uitleggen dat zij slechts kunnen ingetrokken of gewijzigd worden krachtens een wet ?

» Het antwoord is gemakkelijk.

» De wet verleent voor bepaalde tijd bijzondere volmachten aan de Koning.

» De Koning kan, gedurende deze periode, alle daarop betrekkelijke regelingen maken en vernietigen.

» Bij het verstrijken van de bijzondere volmachten, verliest de Koning zijn bevoegdheid op dit punt. Voortaan heeft hij het recht niet meer het werk te vernietigen, dat hij gedaan heeft, evenmin het recht het aan te vullen.

» Alleen de wetgever die opnieuw zijn normale bevoegdheid overgenomen heeft, zal nog mogen ingrijpen.

» Indien de wetgever voortaan alleen bevoegd is, is zulks niet wegens de bijzondere rechtskundige aard van de zogenaamde besluitwet, maar wegens een wijziging van bevoegdheid, welke inmiddels ingetreden is » (1).

Men kan zich dus de vraag stellen of al de besluiten die de Regering zou nemen in het raam van de bijzondere machten die zij heden vraagt, zonder onderscheid besluiten zijn die derhalve slechts door een wet zouden kunnen worden ingetrokken, aangevuld of vervangen.

Een lid vestigde overigens in dit verband de aandacht van de Regering op het feit dat in de Nederlandse tekst de woorden « de besluiten getroffen ingevolge deze machten... » ruimer schijnen te zijn dan de overeenstemmende woorden in de Franse tekst : « les arrêtés pris en vertu de ceux-ci... » (de aan de Koning toegekende machten).

(1) Verslag Kamer van Volksvertegenwoordigers, n° 271, zitting 1933-1934, blz. 4.

La discussion en Commission.

Des commissaires constatent que certaines matières visées par le projet peuvent jusqu'à présent être réglées par simple arrêté royal; dès lors, la nature des arrêtés qui seront pris en exécution de la loi pourrait avoir pour effet de restreindre les attributions du Pouvoir exécutif, en ce sens qu'une fois pris, ils sont, de ce fait, soustraits à la compétence du pouvoir réglementaire. Celui-ci risque d'être de la sorte sérieusement diminué, voire paralysé, ce qui constituerait une atteinte grave aux fondements mêmes de nos institutions et une hypothèque pour les gouvernements futurs.

Un membre émet l'opinion que le projet accorde au Roi, dans de nombreux domaines, des pouvoirs qu'il détient déjà.

En faisant usage, dans ces matières, des pouvoirs qui lui seraient conférés par le projet, le Gouvernement interviendrait désormais par arrêtés de pouvoirs spéciaux et aucune des mesures ainsi adoptées ne pourrait être ultérieurement corrigée, aménagée ou abandonnée sans intervention du législateur. Ce serait, pour l'avenir, une terrible limitation imposée à l'exercice du Pouvoir exécutif.

Il en va ainsi, notamment, en matière de fonction publique où la Constitution protège pourtant expressément le pouvoir du Roi de procéder sous sa responsabilité propre à l'organisation et au fonctionnement des services publics.

Formellement, croit ce commissaire, il vaudrait mieux supprimer toute disposition visant la fonction publique portant sur des matières pour lesquelles le Roi possède déjà les pouvoirs nécessaires.

Il existe, en effet, un grand danger à agir autrement.

On nous parle maintenant, ajoute ce commissaire, d'amender le texte en vue de limiter clairement la portée de l'article 3, pour n'exiger l'intervention ultérieure de la loi que pour les dispositions adoptées sur base, et donc par référence, à l'actuel projet de loi. Dans cet esprit, le Gouvernement prendrait des arrêtés royaux simples (c'est-à-dire non fondés sur la loi des pouvoirs spéciaux) chaque fois qu'il n'a pas besoin de cette dernière.

Il n'en reste pas moins que le Parlement est donc sollicité de déléguer des pouvoirs dont le Gouvernement reconnaît qu'il n'en a aucun besoin.

D'autre part, il y a les matières mixtes.

Le Gouvernement sera appelé à régler, par exemple, la mobilité des fonctionnaires et des agents des parastataux. S'il le fait dans un même texte, il s'agira d'un arrêté-loi de pouvoirs spéciaux et les inconvénients dont il a été précédemment question subsistent en ce qui concerne les fonctionnaires.

Le même membre conclut qu'il conviendrait donc soit de supprimer du projet les matières pour lesquelles le Roi possède actuellement les pouvoirs, ou, à tout le moins, d'obtenir la garantie que le Gouvernement traitera les matières dans des textes distincts et, pour celles qui peuvent être traitées en dehors de l'application de la loi des pouvoirs spéciaux, sans référence à celle-ci.

Un autre commissaire ne partage pas du tout cet avis.

Il estime qu'il ne faut pas craindre le danger de voir des tribunaux refuser l'application de certains arrêtés pris en exécution de la loi de pouvoirs spéciaux. Il suffit que le Pouvoir exécutif, en prenant les différents arrêtés après la publication de la loi, ait soin de préciser s'il s'agit d'un

Besprekking in de Commissie.

Leden van de Commissie stellen vast dat sommige aangelegenheden die door het ontwerp worden beoogd, vooralsnog door een gewoon koninklijk besluit kunnen worden geregeld; wegens de aard van de besluiten die in uitvoering van de wet zullen worden genomen zou het dus kunnen gebeuren dat de bevoegdheden van de Uitvoerende Macht worden beperkt; immers, zodra deze besluiten uitgevaardigd zijn, vallen zij buiten de bevoegdheid van de verordende macht. Deze macht loopt zodoende gevaar ernstig gekortwiekt, ja zelfs verlamd te worden. Dit zou de grondvesten zelf van onze instellingen aantasten en een hypothek zijn voor de latere regeringen.

Een lid is van mening dat het ontwerp in talrijke sectoren aan de Koning machten verleent die hij reeds bezit.

Door in die aangelegenheden gebruik te maken van de machten die door het ontwerp zouden worden toegekend zou de Regering voortaan handelen bij middel van besluiten krachtens bijzondere machten, en geen enkele van de genomen maatregelen zou achteraf nog kunnen worden verbeterd, aangepast of opgeheven zonder de tussenkomst van de wetgever. Zo zouden aan de uitoefening van de Uitvoerende Macht in de toekomst schrikwekkende perken worden gesteld.

Dit is met name het geval voor het openbaar ambt, hoewel de Grondwet uitdrukkelijk de macht van de Koning beschermt om onder zijn eigen verantwoordelijkheid te voorzien in de inrichting en de werking van de overhedsdiensten.

Dit lid meent dat het formeel beter zou zijn alle bepalingen aangaande het openbaar ambt, waarvoor de Koning reeds de nodige machten bezit, te schrappen.

Anders handelen zou immers groot gevaar opleveren.

Het lid voegt eraan toe: Men spreekt ons nu van een amendement op de tekst ten einde de draagwijdte van artikel 3 op duidelijke wijze te beperken, zodat later een wet slechts zou vereist zijn voor bepalingen die op grondslag van, en dus met verwijzing naar het huidige ontwerp werden aangenomen. In die geest zou de Regering gewone koninklijke besluiten nemen (d.w.z. niet gesteund op de wet tot toekenning van bijzondere machten) telkens zij aan deze laatste geen behoeft heeft.

Het blijft dus wel een feit dat het Parlement verzocht wordt machten te delegeren, hoewel de Regering erkent dat ze die niet nodig heeft.

Anderzijds zijn er de gemengde aangelegenheden.

De Regering zal, bij voorbeeld, tot taak hebben een regeling te treffen inzake de mobiliteit van de ambtenaren en van het personeel van de parastatale instellingen. Zo zij dit doet in éénzelfde tekst zal het een besluit ingevolge bijzondere machten zijn, en de voornoemde bezwaren zullen bijven bestaan wat de ambtenaren betreft.

Hetzelfde lid besluit dat uit het ontwerp de zaken zouden moeten worden weggelaten waarvoor de Koning thans de nodige macht bezit, ofwel zou minstens moeten worden gegarandeerd dat de Regering de zaken in afzonderlijke teksten zou behandelen, en dat voor die welke kunnen worden behandeld buiten de wet op de bijzondere machten om, naar die wet niet zou worden verwezen.

Een ander lid van de Commissie is het met die opinie helemaal niet cens.

Naar zijn mening moet er niet voor worden gevreesd dat de rechthoven de toepassing zouden weigeren van sommige besluiten genomen in uitvoering van de wet op de bijzondere machten. Het volstaat dat de Uitvoerende Macht bij het nemen van de verschillende besluiten na het bekend-

arrêté pris en vertu d'un paragraphe de la présente loi ou, au contraire, d'un simple arrêté royal pris en vertu de son pouvoir constitutionnel propre ou en exécution des lois existantes.

Réponse du Gouvernement.

A ces objections, le Gouvernement répond que pour réaliser sa politique de relance économique, le Roi peut agir :

1^o soit par arrêté royal en vertu de son pouvoir constitutionnel propre (par exemple, aménagement du statut des agents de l'Etat) ou en exécution des lois existantes (mesures réglementaires). Il est évident que, dans ces matières où il détient déjà une compétence, le Gouvernement n'a pas l'intention de légiférer en vertu du présent projet. Il va sans dire que, dans ce cadre, les arrêtés royaux pris par le Roi sont des arrêtés royaux ordinaires qui ne peuvent, en principe et sauf autorisation législative, abroger, compléter ou modifier des lois, mais peuvent et pourront toujours être abrogés, modifiés et remplacés par le Roi;

2^o soit par des arrêtés royaux pris en vertu du projet qui permet au Roi jusqu'au 14 novembre 1967 d'abroger, de modifier ou de remplacer des lois existantes si c'est nécessaire et d'établir des normes dans des domaines où il faudrait normalement une intervention législative; le pouvoir du Roi est de la nature limité dans notre système constitutionnel. Le but du projet est de lever des obstacles juridiques à l'exécution d'une politique.

Le Gouvernement précise encore la nature des arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux.

Le Gouvernement a souligné que les arrêtés qui seront pris en exécution du projet ne seront pas des arrêtés-lois. Ce dernier terme désigne les arrêtés pris pendant les guerres 1914-1918 et de 1940-1945 à un moment où le Parlement se trouvait dans l'impossibilité de se réunir. Suivant la jurisprudence de la Cour de Cassation, ces arrêtés justifiés par un état de nécessité absolue, se fondaient sur l'obligation pour le Roi d'agir, non comme organe de l'Exécutif mais comme seule branche du Pouvoir législatif restant à même de fonctionner. Les pouvoirs ainsi exercés sont pratiquement sans limites et sans contrôle et les arrêtés-lois sont de véritables lois régulières.

Par contre, les arrêtés de pouvoirs spéciaux comme ceux qui sont envisagés dans le projet sont pris en vertu d'une habilitation de pouvoirs donnée au Roi par le législateur, qui est limitée dans le temps et quant aux matières visées, et dont l'exercice reste soumis au contrôle politique du Parlement.

Comme la Cour de Cassation l'a déclaré à plusieurs reprises (voir notamment Cassation, 27 janvier 1943, *Pas.*, 1943, I, 32 et 10 février 1943, *Pas.*, 1943, I, 61), ces arrêtés de pouvoirs spéciaux ne sont pas et ne peuvent être des actes de nature législative; ils sont toujours des actes de nature réglementaire.

Si, à la différence des arrêtés royaux ordinaires, ces arrêtés peuvent, dans les limites de la loi d'habilitation, modifier ou déroger aux lois existantes, ils restent soumis conformément à l'article 107 de la Constitution, au contrôle des tribunaux qui peuvent examiner leur conformité à la loi d'habilitation.

maken van de wet zorg zou dragen voor de aanduiding dat het een besluit is, genomen krachtens een lid van deze wet of, integendeel een gewoon koninklijk besluit, genomen krachtens de eigen grondwettelijke macht of in uitvoering van de bestaande wetten.

Antwoord van de Regering.

Op die bezwaren antwoordt de Regering dat om zijn beleid van economische herleving door te voeren, de Koning kan handelen :

1^o hetzij bij koninklijk besluit krachtens zijn eigen grondwettelijke macht (b.vb. aanpassing van het statuut van het Rijkspersoneel) of ter uitvoering van de bestaande wetten (reglementaire maatregelen). Het is duidelijk dat in die aangelegenheden, waarin zij reeds bevoegd is, de Regering niet van plan is op te treden krachtens het huidige ontwerp. Het spreekt vanzelf dat de koninklijke besluiten die in dit verband door de Koning genomen zijn, gewone koninklijke besluiten zijn, die in principe en behoudens machtingen van de wetgever geen wetten mogen opheffen, aanvullen of wijzigen, doch steeds door de Koning kunnen en zullen kunnen opgeheven, gewijzigd of vervangen worden;

2^o hetzij bij koninklijke besluiten genomen krachtens het ontwerp dat de Koning de toelating verleent tot 14 november 1967 om bestaande wetten op te heffen, te wijzigen of te vervangen, zo dit nodig is, en om normen te vestigen in sectoren waarin de wetgever normaliter zou moeten tussengaan; de macht van de Koning is in ons grondwettelijk systeem uiteraard beperkt. Het ontwerp strekt ertoe de juridische hinderpalen tot het uitvoeren van een beleid weg te ruimen.

De Regering verduidelijkt nog de aard van de koninklijke besluiten krachtens de bijzondere machten.

De Regering heeft er de aandacht op gevestigd dat de besluiten die ter uitvoering van het ontwerp zullen worden genomen, geen wetsbesluiten zijn. Met die laatste term worden de besluiten aangeduid die tijdens de oorlogen van 1914-1918 en van 1940-1945 zijn genomen op een ogenblik dat het Parlement in de onmogelijkheid verkeerde om te vergaderen. Volgens de rechtspraak van het Hof van Cassatie waren die besluiten verantwoord door een toestand van volstrekte noodzakelijkheid, en zij steunden op de verplichting van de Koning om op te treden, niet als orgaan van de Uitvoerende Macht maar als de enige tak van de Wetgevende Macht welke nog kon fungeren. De aldus uitgeoefende machten zijn praktisch onbeperkt en vrij van controle en de wetsbesluiten zijn werkelijke regelmatige wetten.

Daarentegen worden de uit de bijzondere machten voortvloeiende besluiten zoals die welke in het ontwerp worden bedoeld, genomen krachtens aan de Koning door de Wetgevende Macht verleende machten, welke naar de tijd en de materies beperkt zijn en waarvan de toepassing aan de politieke controle van het Parlement onderworpen blijft.

Zoals het Hof van Cassatie herhaaldelijk heeft verklaard (zie met name Cassatie, 27 januari 1943, *Pas.*, 1943, I, 32, en 10 februari 1943, *Pas.*, 1943, I, 61), zijn die uit de bijzondere machten voortvloeiende besluiten geen daden van wetgevende aard en zij mogen dat ook niet zijn; het zijn altijd bestuursrechtelijke handelingen.

Hoewel die besluiten, in tegenstelling tot de gewone koninklijke besluiten, binnen de grenzen van de machtingswet wijzigingen kunnen aanbrengen in of kunnen afwijken van de bestaande wetten, blijven zij overeenkomstig artikel 107 van de Grondwet onderworpen aan het toezicht van de rechtbanken, die kunnen onderzoeken of zij conform de machtingswet zijn.

Quel est, le sort des arrêtés royaux pris en vertu du projet après l'expiration du délai prévu par l'article 3 ? Ils demeurent en vigueur. Mais le Roi ne peut plus ni les abroger, ni les modifier, ni les compléter. Il ne reste que le Pouvoir législatif pour les abroger ou les modifier, ce qui est normal puisque les dispositions portées par le Roi vont s'insérer dans les textes législatifs qu'ils complètent ou modifient. C'est ce qu'énonce l'article 3 du projet.

C'est ainsi qu'il a fallu un article spécial (art. 4) inséré dans la loi du 14 juillet 1959 relative à l'industrie et au commerce du charbon pour disposer qu'à défaut de confirmation législative avant le 30 avril 1960, les dispositions non confirmées seront abrogées à cette dernière date.

Lorsque la formalité de la confirmation par le législateur est prévue, les arrêtés royaux demeurent en vigueur jusqu'à ratification; si celle-ci est refusée, l'arrêté royal disparaît pour l'avenir, sans effet rétroactif.

En conclusion de sa déclaration, le Gouvernement propose de remplacer l'article 3 par ce qui suit :

« Les pouvoirs accordés au Roi expirent au 14 novembre 1967.

» Les arrêtés pris en vertu de ceux-ci peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur. Après expiration des pouvoirs attribués par la présente loi, ces arrêtés ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés qu'en vertu d'une loi, le Roi conservant le droit d'abroger, de modifier ou de remplacer les dispositions qui concernent les matières qui relèvent de sa compétence en vertu de l'article 66 de la Constitution. »

Wat gebeurt er met de koninklijke besluiten die in uitvoering van het ontwerp worden genomen na het verstrijken van de bij artikel 3 gestelde termijn ? Zij blijven van kracht. Doch de Koning mag ze niet meer opheffen, noch wijzigen, noch aanvullen. Slechts de Wetgevende Macht kan ze nog opheffen of wijzigen, wat normaal is, door de beschikkingen van de Koning zullen worden ingelast in de wetteksten die daardoor zullen worden aangevuld of gewijzigd. Dat wordt gezegd in artikel 3 van het ontwerp.

Zo is het dat een speciaal artikel (art. 4) nodig was in de wet van 14 juli 1959 betreffende de steenkoolnijverheid en -handel om te bepalen dat bij ontstentenis van een bevestiging door de wetgever vóór 30 april 1960, de niet bevestigde bepalingen op die datum zullen opgeheven zijn.

Wanneer de formaliteit van de bevestiging door de wetgever is voorgeschreven, blijven de koninklijke besluiten van kracht tot de bekraftiging; zo ze geweigerd wordt, verdwijnt het koninklijk besluit voor de toekomst, zonder terugwerkende kracht.

Tot besluit van haar verklaring stelt de Regering voor artikel 3 door het volgende te vervangen :

« De machten toegekend aan de Koning verstrijken op 14 november 1967.

» De besluiten getroffen ingevolge deze machten kunnen de vigerende wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen. Na het verstrijken van de door deze wet toegekende machten, kunnen die besluiten niet worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen dan door een wet, terwijl de Koning het recht behoudt de bepalingen, die betrekking hebben op zaken die op grond van artikel 66 van de Grondwet onder zijn bevoegdheid vallen, op te heffen, te wijzigen of te vervangen. »

III. — UNE CONSULTATION DU CONSEIL D'ETAT ?

Eu égard aux problèmes constitutionnels que soulève le présent projet, nos collègues, MM. M. A. Pierson, J. Van Eynde, E. Leburton, H. Brouhon, E. Lacroix, H. Simonet, J. Merlot et F. Detière déposent la proposition de résolution suivante :

« La Commission spéciale émet le vœu de voir le Président de la Chambre demander l'avis de la section de la législation du Conseil sur l'article 2, §§ 3 et suivants, et les articles 3 et 4 du projet n° 356. »

A cette occasion, les auteurs de cette résolution annoncent qu'ils ont l'intention de déposer une note de la minorité qui traitera en même temps de la constitutionnalité et des problèmes juridiques que soulèvent différents articles du projet et plus particulièrement ses articles 3 et 4.

Un commissaire fait remarquer qu'il n'y a pas lieu de demander l'avis du Conseil d'Etat et cela parce que celui-ci serait inévitablement amené à se prononcer sur l'opportunité de la demande de pouvoirs spéciaux.

« Or », ajoute-t-il, « le législateur a délibérément limité le pouvoir d'avis du Conseil d'Etat lorsque cet avis pourrait directement ou indirectement porter sur l'opportunité politique des mesures à prendre par le Gouvernement ou par le Parlement.

» Lors de la discussion en séance publique du projet de loi créant le Conseil d'Etat, le Ministre de l'Intérieur a été très affirmatif : « L'article 2, 2^e alinéa, excepte en effet les cas d'urgence qui sont l'objet d'une appréciation discrétionnaire du Gouvernement. Cette appréciation discrétionnaire » en droit n'est donc plus soumise au contrôle de l'opinion

III. — RAADPLEGING VAN DE RAAD VAN STATE ?

Ingevolge de problemen van grondwettelijke aard welke dit ontwerp doet rijzen, dienen de heren M.A. Pierson, J. Van Eynde, E. Leburton, H. Brouhon, E. Lacroix, H. Simonet, J. Merlot en F. Detière volgend voorstel van resolutie in :

« De Speciale Commissie spreekt de wens uit dat de Voorzitter van de Kamer het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State vraagt over artikel 2, §§ 3 en volgende, en over de artikelen 3 en 4 van ontwerp n° 356. »

De auteurs van die resolutie delen daarbij mede dat zij van plan zijn een minderheidsnota in te dienen die terzelfder tijd zal handelen over de grondwettelijkheid en de juridische vraagstukken waartoe sommige artikelen van het ontwerp en voornamelijk de artikelen 3 en 4 aanleiding geven.

Een lid merkt op dat er geen reden is om het advies van de Raad van State te vragen, omdat deze er onvermijdelijk toe zou gebracht worden zich uit te spreken over de opportunité van de vraag om bijzondere machten.

« Welnu, zo vervolgt hij, de wetgever heeft doelbewust de adviserende bevoegdheid van de Raad van State beperkt wanneer dit advies rechtstreeks of onrechtstrekkes zou kunnen slaan op de politieke opportunité van de door de Regering of het Parlement te treffen maatregelen.

» Tijdens de besprekings in openbare vergadering van het wetsontwerp houdende instelling van een Raad van State was de Minister van Binnenlandse Zaken zeer expliciet : « Inderdaad, in alinea 2 van artikel 2 worden de spoedeisende gevallen uitgezonderd. Te dien opzichte blijft de Regering in haar oordeel vrij. Deze vrije beoor-

» publique et plus exactement au contrôle politique du Parlement »⁽¹⁾.

» En demandant actuellement l'avis du Conseil d'Etat — contre le gré du Gouvernement qui invoque l'urgence prévue dans la loi du 23 décembre 1946 et qui fait donc appel à l'appréciation politique du Parlement — la Chambre érigerait le Conseil d'Etat en juge de l'opportunité politique de prendre dans les circonstances présentes les mesures urgentes et importantes qui s'imposent d'après le Gouvernement. La Chambre se démunirait ainsi d'un pouvoir que le Parlement s'est réservé lors de l'élaboration de la loi du 23 décembre 1946. »

Ce commissaire s'élève ensuite contre la thèse de certains de ses collègues selon laquelle le Conseil d'Etat devrait être consulté « sous prétexte que nous ne disposons pas d'une doctrine juridique objective en matière de pouvoirs spéciaux et des arrêtés-lois qui en découlent ».

De leur côté, les auteurs de la résolution font valoir, que le Parlement, par le truchement de son Président, a intérêt à être informé dans une matière aussi importante et aussi délicate, et qu'en écartant la consultation proposée on se prive délibérément d'une information objective émanant d'une institution indépendante et qui serait de nature à faire le point. Ils ajoutent que le pouvoir discrétionnaire tant du Parlement que du Gouvernement demeurerait intact puisque ni l'un ni l'autre ne sont jamais liés par un avis du Conseil d'Etat et restent, dès lors, seuls juges de l'opportunité des mesures qui sont proposées. Les appréhensions que l'on pourrait avoir à ce sujet se révèlent, par conséquent, non fondées.

Ce à quoi un autre commissaire réplique qu'il est « politiquement indéfendable de recourir au Conseil d'Etat aux fins d'obtenir une doctrine juridique indiscutable concernant les pouvoirs spéciaux. Le Conseil d'Etat », ajoute-t-il, « n'est pas une haute école ayant comme mission de mettre fin aux controverses juridiques en introduisant une nouvelle doctrine juridique ».

Certains membres ayant fait observer que c'était la première fois depuis sa création que le Conseil d'Etat aurait eu l'occasion de se prononcer sur un projet de loi de pouvoirs spéciaux, cette affirmation est contestée par un commissaire qui rappelle que, dans le rapport sur la loi du 12 mars 1957 accordant certains pouvoirs spéciaux en matière financière, économique et sociale, M. Tahon soulignait, au nom de la Commission spéciale, « que le Gouvernement reste seul juge des circonstances qui lui permettent d'invoquer l'urgence prévue à l'alinéa 2 de l'article 2 de la loi du 23 décembre 1946 »⁽²⁾.

Un débat s'engage sur la compétence de la Commission.

Est-elle habilité à intervenir en la matière ?

Le président fait observer que, selon l'article 48 du Règlement de la Chambre, son président, saisi d'une proposition de consultation du Conseil d'Etat, peut, s'il l'estime opportun prendre l'avis de la Conférence des présidents.

» deling is dus slechts onderworpen aan het toezicht van de openbare mening, dus om het duidelijker te zeggen, aan het politiek toezicht van het Parlement »⁽¹⁾.

» Door thans om het advies van de Raad van State te verzoeken — tegen de wil in van de Regering die de in de wet van 23 decembre 1946 bepaalde dringende noodzakelijkheid inroeft en het Parlement dus om een politiek oordeel vraagt — zou de Kamer aan de Raad van State het recht verlenen om te oordelen of het politiek gezien passend is onder de huidige omstandigheden de dringende en belangrijke maatregelen te nemen die zich, naar de mening van de Regering, opdringen. Zodoende zou de Kamer afstand doen van een recht dat het Parlement zich voorbehouden heeft bij het opstellen van de wet van 23 decembre 1946. »

Hetzelfde lid verzet zich vervolgens tegen het standpunt van sommige van zijn collega's, luidens hetwelk de Raad van State zou moeten geraadpleegd worden « onder voorwendsel dat wij over geen objectieve rechtsleer beschikken inzake bijzondere machten en de bij toepassing daarvan genomen besluitwetten ».

Hunnerzijds voeren de auteurs van de resolutie aan dat het Parlement er alle belang bij heeft om via zijn Voorzitter geadviseerd te worden in een zo belangrijke en kiese aangelegenheid en dat het, door de voorgestelde raadpleging te weigeren, vrijwillig afstand doet van objectieve inlichtingen die door een onafhankelijke instelling worden verstrekt en de toestand zouden kunnen verduidelijken. Zij voegen eraan toe dat die raadpleging de discretionaire bevoegdheid van het Parlement zowel als van de Regering niet zou aantasten, aangezien geen van beide ooit gebonden is door een advies van de Raad van State en zij derhalve alleen oordelen over de gepastheid van de voorgestelde maatregelen. Het ware derhalve onverantwoord dienaangaande enige vrees te koesteren.

Daarop antwoordde een ander Commissielid dat het « politiek gezien niet opgaat een beroep te doen op de Raad van State om een punt uit de rechtsleer betreffende de bijzondere machten onbetwistbaar te doen vastleggen. De Raad van State », zo voegt hij eraan toe, « is geen hogeschool waaraan de taak is opgedragen een einde te maken aan juridische bewistingen door het invoeren van een nieuwe rechtsleer ».

Sommige leden maken de opmerking dat de Raad van State zich thans de eerste maal sinds zijn oprichting heeft kunnen uitspreken over een wetsontwerp tot toekenning van bijzondere machten. Een lid spreekt deze bewering tegen en herinnert eraan dat de heer Tahon, in het verslag over de wet van 12 maart 1957 houdende sommige bepalingen op financieel, economisch en sociaal gebied, namens de bijzondere commissie onderstreepte « dat alleen de Regering kan oordelen over de omstandigheden waarin zij de in het tweede lid van artikel 2 van de wet van 23 december 1946 bedoelde spoed kan inroepen »⁽²⁾.

Er wordt van gedachten gewisseld over de bevoegdheid van de Commissie.

Is zij bevoegd om op dit gebied op te treden ?

De voorzitter merkt op dat, volgens artikel 48 van het Reglement van de Kamer, de voorzitter, wanneer hij een verzoek tot raadpleging van de Raad van State heeft ontvangen, het advies van de Conferentie der voorzitters kan inwinnen, indien hij zulks gepast oordeelt.

(1) *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants, séance du 11 décembre 1945, p. 101.

(2) Doc., Chambre des Représentants, n° 639/7, session 1956-1957, p. 2.

(1) *Parlementaire handelingen*, Kamer van Volksvertegenwoordigers, vergadering van 11 december 1945, blz. 101.

(2) Kamer van Volksvertegenwoordigers, *Stuk* n° 639/7, zitting 1956-1957, blz. 2.

Cette dernière est donc la conseillère naturelle du président.

Il n'appartient pas à la Commission spéciale de s'y substituer, d'autant moins que celle-ci a déjà été consultée.

En outre, le même article prévoit qu'une proposition émanant d'un membre n'est pas mise aux voix.

Le président admet cependant que l'on puisse distinguer entre un simple vœu — tel qu'il est émis — et une proposition.

En raison de cette distinction et pour faire bref procès, il consent à mettre la motion aux voix.

Réponse du Gouvernement.

Justifiant sa décision de ne pas soumettre le projet à la consultation préalable du Conseil d'Etat, le Gouvernement a rappelé, tout d'abord, que tant le texte que les travaux préparatoires de la loi du 23 décembre 1946 prouvent que l'envoi d'un projet au Conseil d'Etat par le Gouvernement relève de l'appréciation de ce dernier qui peut s'en abstenir en cas d'urgence.

Il a fait valoir, en outre, que le projet ayant pour objet l'octroi de pouvoirs spéciaux, une demande d'avis au Conseil d'Etat amènerait inévitablement celui-ci, en examinant le problème de la constitutionnalité, à se prononcer sur l'opportunité des pouvoirs spéciaux.

Or, il s'agit là d'un domaine réservé aux Chambres.

Comme il a été dit lors de la discussion relative à la constitutionnalité des pouvoirs spéciaux, c'est au législateur seul qu'il appartient de se prononcer souverainement en cette matière, ainsi qu'il l'a fait à propos de multiples lois de pouvoirs spéciaux antérieures.

Le Gouvernement a rappelé, en outre, que lors du vote de la loi du 20 novembre 1962, portant réforme des impôts sur les revenus, le Parlement avait été amené à passer outre aux objections formulées par le Conseil d'Etat au sujet de la constitutionnalité de certaines délégations de pouvoirs prévues par cette loi.

Après cette intervention du Gouvernement, la proposition de résolution, mise aux voix, est finalement rejetée par 14 voix contre 10.

De Conferentie der voorzitters is dus de natuurlijke raadgeefster van de voorzitter.

De speciale Commissie mag zich dus niet in de plaats stellen van bedoelde Conferentie, te meer daar deze laatste reeds geraadpleegd werd.

Hetzelfde artikel bepaalt bovendien dat een van een lid uitgaand voorstel niet in stemming wordt gebracht.

De voorzitter geeft evenwel toe dat een onderscheid kan worden gemaakt tussen een eenvoudige wens, zoals die thans tot uiting is gebracht, en een voorstel.

Omwille van dit onderscheid en om de zaak niet te rekken, stemt hij erin toe dat de motie in stemming wordt gebracht.

Antwoord van de Regering.

De Regering heeft haar beslissing om het ontwerp niet eerst voor advies aan de Raad van State voor te leggen, verantwoord, en zij heeft er in de eerste plaats op gewezen dat de tekst zowel als de voorbereidende werkzaamheden van de wet van 23 december 1946 bewijzen dat de verzending van een ontwerp naar de Raad van State door de Regering aan het oordeel van de Regering wordt overgelaten, die zulks in dringende gevallen achterwege kan laten.

Zij heeft bovendien het feit ingeroepen dat, aangezien het ontwerp de toekenning van bijzondere machten inhoudt, een tot de Raad van State gerichte vraag om advies deze er onvermijdelijk toe zou brengen zich, bij het onderzoek van het vraagstuk van de grondwettelijkheid, uit te spreken over de opportunité van de bijzondere machten.

Deze materie nu behoort tot de uitsluitende bevoegdheid van de Kamers.

Zoals gezegd is tijdens de besprekking in verband met de grondwettelijkheid van de bijzondere machten kan alleen de wetgever zich hierover soeverein uitspreken, zoals het geval was met het merendeel van de vroegere bijzondere machten.

Bovendien herinnert de Regering eraan dat, bij de stemming over de wet van 20 november 1962 houdende herverdeling van de inkomstenbelastingen, het Parlement geoordeeld heeft geen rekening te moeten houden met de door de Raad van State gemaakte opmerkingen over de grondwettelijkheid van bepaalde in die wet vervatte machtsdelegaties.

Na dat beoog van de Regering wordt het voorstel van resolutie in stemming gebracht. Het wordt verworpen met 14 tegen 10 stemmen.

IV. — DISCUSSION PRÉLIMINAIRE A L'EXAMEN DES ARTICLES.

Après les exposés des membres du Gouvernement et avant d'aborder la discussion générale des articles, un commissaire représentant l'une des ailes de la majorité fait une déclaration au nom de celle-ci.

Il rappelle que le Gouvernement sollicite des ressources nouvelles pour assurer la relance économique.

Le Gouvernement maintient que ses prévisions budgétaires sont exactes et sincères, mais qu'un tassement de la conjoncture dont il est impossible de prévoir l'ampleur, le contraint également à demander des moyens nouveaux.

A quel moment le tassement prévu va-t-il se produire ? Et quelle sera son ampleur ? Personne ne peut répondre à ces questions.

Dès lors, ce membre demande à quel moment le Gouvernement compte faire usage de ses pouvoirs spéciaux.

Au nom de l'aile de la majorité qu'il représente, il se déclare d'accord pour donner des pouvoirs spéciaux au Gouvernement afin de lui permettre d'opérer des assainissements. Il se demande cependant si le Gouvernement a réellement besoin de tous les moyens nouveaux qu'il sollicite. Sans en contester le principe, il s'interroge cependant sur leur rôle exact.

Il souhaite également que le Gouvernement justifie plus complètement sa demande de ressources nouvelles et de pouvoirs exceptionnels.

Au nom de l'autre aile de la majorité, un commissaire intervient à son tour.

Celui-ci retient de l'exposé du Vice-Premier Ministre que le budget demeurerait en équilibre si l'accroissement du P.N.B. demeurait au taux de 3,5 % initialement prévu.

Le Gouvernement affirme que des pouvoirs spéciaux sont nécessaires pour lui permettre de procéder à des assainissements dès 1967 et d'exécuter le budget tel qu'il a été prévu. Il est certain cependant que les assainissements ne sortiront leurs effets qu'en 1968 et au cours des années suivantes.

Les avis sur l'évolution de la conjoncture sont divergents. Même les éléments venus de l'extérieur sont fluctuants, qu'il s'agisse de la Bourse de New York ou de l'économie allemande. On en est donc réduit aux hypothèses.

Le même membre ne conteste cependant pas que le présent projet contient des éléments positifs. Selon lui, chacun est d'accord pour favoriser la relance économique.

Il se rallie aux propos du représentant de l'autre aile de la majorité en se déclarant disposé à accorder au Gouvernement les pouvoirs qu'il sollicite, mais il déclare mal comprendre les projets gouvernementaux en matière fiscale.

Il affirme que personne ne peut prévoir l'exacte évolution de la conjoncture et estime qu'il serait peu sage de recourir dès à présent à des ponctions fiscales. La situation sera éclaircie d'ici trois ou quatre mois.

Il conclut son intervention en souhaitant que le Gouvernement précise ce qui lui paraît indispensable pour la relance économique et accepte de patienter quelque temps

IV. — GEDACHTENWISSELING VOOR DE BESPREKING VAN DE ARTIKELEN.

Na de uiteenzetting van de leden van de Regering en alvorens de algemene bespreking van de artikelen aan te vatten, legt een lid dat een van de vleugels van de meerderheid vertegenwoordigt, een verklaring uit haar naam af.

Hij herinnert eraan dat de Regering nieuwe middelen aanvraagt om de economische herleving mogelijk te maken.

De Regering bevestigt dat haar budgettaire ramingen juist en eerlijk zijn, maar zij voegt daaraan toe dat een afbrokkeling van de conjunctuur, waarvan het onmogelijk is de omvang te voorzien, haar ertoe dwingt ook nieuwe middelen aan te vragen.

Wanneer zal de verwachte afbrokkeling plaatsvinden ? Wat zal de omvang ervan zijn ? Niemand kan op die vragen antwoorden.

Dit lid vraagt dan ook wanneer de Regering van plan is gebruik te maken van haar bijzondere machten.

Uit naam van de vleugel van de meerderheid die hij vertegenwoordigt, verklaart hij akkoord te gaan met de toekenning van bijzondere machten aan de Regering ten einde haar in staat te stellen saneringen door te voeren. Hij vraagt zich af of de Regering al de nieuwe middelen die zij aanvraagt, werkelijk nodig heeft. Zonder het principe ervan te betwisten, vraagt hij zich af wat hun juiste rol is.

Hij wenst eveneens dat de Regering haar verzoek om nieuwe middelen en uitzonderlijke machten breedvoeriger verantwoordt.

Uit naam van de andere vleugel van de meerderheid voert een lid op zijn beurt het woord.

Uit een uiteenzetting van de Vice-Eerste Minister ontbouwt hij dat de begroting in evenwicht zou blijven indien de groei van het B.N.P. op het oorspronkelijk geraamde percentage aan 3,5 % was gebleven.

De Regering verklaart dat de bijzondere machten nodig zijn om haar in de mogelijkheid te stellen reeds in 1967 saneringen door te voeren en de begroting uit te voeren zoals die was opgesteld. Het staat nochtans vast dat de saneringen eerst in 1968 en tijdens de daarop volgende jaren uitwerking zullen hebben.

De meningen verschillen omtrent de evolutie van de conjunctuur. Zelfs de factoren van buiten uit zijn aan schommelingen onderhevig : dit geldt zowel voor de Beurs van New York als voor de Duitse economie. Men moet zich dus op veronderstellingen baseren.

Hetzelfde lid kan nochtans niet betwisten dat er in het onderhavige ontwerp positieve punten voorkomen. Volgens hem, is iedereen het erover eens om de economische herleving te bevorderen.

Hij sluit zich aan bij de woorden van de vertegenwoordiger van de andere vleugel van de meerderheid en verklaart zich bereid om de Regering de gevraagde machten toe te kennen, maar hij verklaart dat hij de plannen van de Regering op fiscaal gebied niet best begrijpt.

Hij beweert dat niemand de juiste evolutie van de conjunctuur kan voorzien, en meent dat het weinig verstandig zou zijn reeds nu zijn toevlucht tot fiscale aderlatingen te nemen. De toestand zal klaarder zijn over drie of vier maanden.

Hij besluit zijn betoog met de wens dat de Regering duidelijk omschrijft wat haar voor de economische herleving onontbeerlijk voorkomt en dat zij nog even geduld

pour voir comment se dessinera l'évolution de la conjoncture et prendre alors, en parfaite connaissance de cause, les mesures qu'exigerait un tassement de l'économie dont la réalité n'a pas encore été démontrée jusqu'à présent.

Le Gouvernement, par la voix du Premier Ministre, a aussitôt répondu comme suit à ces deux interventions :

« 1. Le Gouvernement n'acceptera pas d'autre plan, ni de contre-plan quel qu'il soit; il n'acceptera pas non plus d'amendement de nature à porter atteinte à l'économie générale et à l'équilibre du présent projet, pas plus dans son volet fiscal qu'ailleurs.

» 2. Le Gouvernement est prêt cependant à démontrer que les ressources nouvelles demandées tendent en ordre principal et en premier lieu, à assurer une relance active et une reconversion plus accentuée, et non pas à corriger des prévisions budgétaires mal établies.

» 3. En conséquence, le Gouvernement refuse une quelconque modification de fond au texte du volet fiscal de son projet et est décidé à appliquer dès le vote de la loi, les mesures fiscales suivantes :

» a) impôts sur la transmission des biens et sur certaines opérations (droits d'enregistrement, de timbre et de succession);

» b) taxe sur les jeux, paris et appareils automatiques de divertissement;

» c) relèvement de la taxe pour certains produits de luxe et du droit d'accises sur l'alcool;

» d) suppression de la déductibilité des primes d'assurance.

» 4. Tout en mettant toute la rigueur nécessaire à l'exécution du budget de 1967 et à la préparation du budget pour 1968, le Gouvernement procédera, dans le courant des mois à venir, à l'inventaire de l'ensemble de la situation, en vue de l'application des mesures du projet qui portent sur les produits de grande consommation et sur les impôts directs au moment où les indices qui font l'objet de ses préoccupations actuelles, commenceront à se traduire par des incidences budgétaires immédiates ou prévisibles. »

* *

V. --- EXAMEN DE L'ARTICLE PREMIER.

Comme on pouvait s'y attendre, et conformément à ce qui est devenu une tradition parlementaire, le débat général relatif aux quatre questions préalables que nous avons largement traitées au début de ce rapport, devait rebondir lorsque la Commission spéciale entama l'examen de l'article premier.

Il semble bien, en effet, que si une partie de la Commission spéciale avait été convaincue par le Gouvernement de la constitutionnalité des pouvoirs spéciaux, l'opposition et même une partie de la majorité, estimaient que la preuve que les pouvoirs spéciaux étaient à la fois indispensables et opportuns, et qu'ils se révéleraient efficaces, n'avait pas été apportée.

Résumons en premier lieu les arguments de l'opposition.

Un de ses représentants constate que le caractère injustifié des pouvoirs spéciaux a été démontré par tous les orateurs, tant par ceux de la majorité que par ceux de l'opposition.

zal willen oefenen alvorens te zien hoe de evolutie van de conjunctuur zich zal aftekenen; zij zal op dat ogenblik en met kennis van zaken de maatregelen kunnen nemen welke een afbrokkeling van de conjunctuur zou vereisen; en tot nog toe is het bestaan van dit verschijnsel nog niet bewezen.

Bij monde van de Eerste Minister antwoordt de Regering op deze twee betogen het volgende :

« 1. De Regering zal geen ander plan of tegenplan, hoe dan ook, aanvaarden. Zij zal evenmin enig amendement aanvaarden, van aard om afbreuk te doen aan de algemene structuur en aan het evenwicht van het huidige ontwerp. Dit geldt zowel de fiscaliteit als de andere beschikkingen van het ontwerp.

» 2. De Regering is evenwel bereid, te bewijzen dat de gevraagde nieuwe inkomsten er hoofdzakelijk en in de eerste plaats toe strekken, een actieve herleving en een meer uitgesproken reconversie te verzekeren, en dus geenszins om slecht opgestelde begrotingsvooruitzichten te verbeteren.

» 3. Bijgevolg weigert de Regering gelijk welke fundamentele wijziging in de tekst van het fiscaal gedeelte van haar ontwerp, en is zij besloten, van het ogenblik dat de wet is gestemd, de volgende fiscale maatregelen toe te passen :

» a) belastingen op de overdracht van goederen en op bepaalde verrichtingen (registratie-, zegel- en successierechten);

» b) belasting op het spel, de weddenschappen en automatische ontspanningstoestellen;

» c) verhoging van de taks op bepaalde weeldeproducten en van de accijns op alcohol;

» d) afschaffing van de aftrekbaarheid van de verzekeringspremies.

» 4. Terwijl zij de nodige strengheid zal beoefenen bij de uitvoering der begroting voor 1967 en de voorbereiding der begroting voor 1968, zal de Regering in de komende maanden een inventaris opmaken van de globale toestand, met het oog op de toepassing der in het wetsontwerp nr 356 bedoelde maatregelen die 'betrekking' hebben op produkten van groot verbruik (sigaretten) en op de directe belastingen. Die maatregelen zouden worden toegepast op het ogenblik dat de kenmerken, waarvoor de Regering zich thans reeds bezorgd maakt, zich beginnen te uiten met onmiddellijke en te voorziene budgettaire gevolgen. »

* *

V. --- ONDERZOEK VAN ARTIKEL 1.

Zoals te verwachten was en zoals het in het Parlement traditie is geworden, zou de algemene besprekking betreffende de vier voorafgaande kwesties die wij in het begin van dit verslag uitvoerig hebben behandeld, opnieuw aan de orde komen wanneer de Bijzondere Commissie de besprekking van artikel 1 aanvatte.

Hoewel een deel van de Bijzondere Commissie door de Regering overtuigd werd van de grondwettelijkheid van de bijzondere machten, schijnt de oppositie, en zelfs een gedeelte van de meerderheid, te hebben geoordeeld dat het bewijs niet werd geleverd dat de bijzondere machten onontbeerlijk en opportuin en tevens ook doeltreffend zullen zijn.

Laten wij eerst de argumenten van de oppositie samenstellen.

Een van haar vertegenwoordigers constateert dat het ongerechtvaardigde ervan zowel door de sprekers van de meerderheid als door die van de oppositie werd aangetoond.

D'éventuels pouvoirs spéciaux ne pourraient se justifier qu'en cas d'urgence.

Or, le Gouvernement se garde de parler d'une détérioration de la situation à laquelle il faudrait porter remède de toute urgence. Il affirme que cela ne va pas mal, mais qu'il se pourrait que cela aille plus mal.

A plusieurs reprises, le Gouvernement a déclaré qu'il était dans l'impossibilité de prévoir exactement l'évolution de la conjoncture. Il sollicite donc des pouvoirs pour remédier à une situation éventuelle purement hypothétique.

Cela devrait suffire à condamner les pouvoirs spéciaux demandés.

Le Gouvernement a le temps de faire usage des moyens dont il dispose normalement ou de faire participer le Parlement à l'élaboration des mesures qui se révéleraient nécessaires.

Un autre membre de l'opposition constate que dans l'Exposé des Motifs, le Gouvernement a dressé une liste, en onze points, des mesures qu'il compte prendre pour favoriser la relance économique et la reconversion régionale.

Sur ces onze points, huit sont repris nommément dans le projet de loi.

Restent les trois autres.

Selon ce commissaire, il n'est pas nécessaire de légiférer en ce qui concerne le premier, à savoir le Fonds exceptionnel de reconversion, pour autant que ce Fonds ne soit pas un organisme autonome.

Quant au second point : l'application de la loi du 14 juillet 1966 aux souscriptions d'obligations convertibles par la S.N.I., la question de savoir si une intervention d'ordre législatif est nécessaire ou non dépend de l'interprétation donnée au terme « opérations ». Selon les travaux préparatoires de ladite loi, ce terme peut être pris dans une très large acceptation.

Enfin, en ce qui concerne le troisième point : la mise en place d'une procédure nouvelle en vue d'accélérer l'assainissement des sites charbonniers, ce commissaire concède que telle que semble la concevoir le Gouvernement, cette procédure peut réclamer l'intervention de la loi.

Il propose de remplacer la formule générale du 1^o par une disposition reprenant ces points. Cela présenterait l'avantage de restreindre la délégation de pouvoirs demandée de la même manière que le font d'autres points de l'article premier.

Cette restriction ôterait à la disposition en question le caractère d'une formule de pleins pouvoirs, d'un blancessing qui déborderait du cadre de la délégation de pouvoirs proprement dite, et empêcherait d'ailleurs tout contrôle des tribunaux sur cette délégation.

Donnons à présent la parole aux membres de la majorité.

Exprimant en cela l'avis de différents membres de son parti, un commissaire estime à son tour que, à plus d'un égard, le projet fait violence au principe de la délégation de pouvoirs et qu'il convient en conséquence d'ôter au 1^o de l'article premier son caractère trop général.

On ne peut s'engager dans la voie des pleins pouvoirs et de l'abdication du Parlement — alors que nous ne nous

Eventuele bijzondere machten zouden slechts in een hoogdringend geval te rechtvaardigen zijn.

Maar de Regering wacht zich ervoor te spreken van een verslechtering van de toestand waarvoor dringend een oplossing moet worden gevonden. Zij verklaart dat het niet slecht gaat, maar dat de toestand slechter zou kunnen worden.

De Regering verklaarde herhaaldelijk niet in staat te zijn om te voorzien welke wending de conjunctuur zal nemen. Zij vraagt dus bijzondere machten om het hoofd te kunnen bieden aan een eventuele toestand, die louter hypothetisch is.

Dat zou kunnen volstaan om de gevraagde bijzondere machten te verwerpen.

De Regering heeft de tijd om gebruik te maken van de middelen waarover zij normaal beschikt en om het Parlement te betrekken bij de uitwerking van de maatregelen die noodzakelijk zouden blijken te zijn.

Een ander lid van de oppositie constateert dat de Regering in de Memorie van toelichting een uit elf punten bestaande lijst heeft opgesteld van de maatregelen welke zij zich voorneemt te treffen ter bevordering van de economische herleving en de regionale omschakeling.

Van die elf punten worden er acht met name in het ontwerp overgenomen.

Drie punten blijven dan nog over.

Volgens het lid moeten geen wettelijke maatregelen worden genomen voor het eerste van die punten, te weten het Bijzonder Fonds voor de reconversie, voor zover dat Fonds geen autonome instelling is.

Wat het tweede punt betreft, nl. de toepassing van de wet van 14 juli 1966 op de inschrijvingen door de N.I.M. op converteerbare obligaties, hangt de vraag of de Wetgevende Macht al dan niet maatregelen moet nemen, af van de interpretatie welke wordt gegeven aan de term « operaties ». Volgens de voorbereidende werkzaamheden bij die wet, mag die term in een zeer ruime zin worden opgevat.

Ten slotte geeft het Commissielid in verband met het derde punt, nl. de toepassing van een nieuwe procedure om de sanering van de steenkoolvindplaatsen te bespoedigen, toe dat een dergelijke procedure zoals de Regering die schijnt op te vatten, een wettelijke maatregel kan vergen.

Hij stelt voor de algemene formule van 1^o te vervangen door een bepaling waarin die punten zijn overgenomen. Zulks zou het voordeel bieden de gevraagde machtsdelegatie op dezelfde wijze te beperken als wordt gedaan in andere punten van artikel 1.

Door die restrictie zou aan de bepaling het karakter van formule van volmacht, d.w.z. een buiten het kader van de eigenlijke machtsdelegatie vallende blancovolmacht, worden ontnomen en zou overigens elke controle van de zijde der rechtbanken op die delegatie onmogelijk worden.

Vervolgens komen de leden van de meerderheid aan het woord.

Een lid is namens verschillende leden van zijn partij de mening toegedaan dat het ontwerp in meer dan één opzicht inbreuk maakt op het beginsel van de machtsdelegatie en dat derhalve het al te vage karakter aan 1^o van artikel 1 moet worden ontnomen.

Wij mogen ons niet begeven op de weg van volmachten en van de abdicatie van het Parlement, daar wij geen

trouvons pas en période de crise profonde ou de guerre --- au moment précis, où un effort devrait être entrepris, notamment dans le cadre de la révision constitutionnelle, pour résoudre les problèmes que pose un meilleur fonctionnement de nos institutions.

Un autre membre de la majorité invite, lui aussi, le Gouvernement à modifier le 1^e de l'article premier pour lui donner une consistance plus précise.

• Un troisième commissaire regrette que l'on parle beaucoup plus d'économies en dehors de la Commission qu'au sein de celle-ci. Selon lui, il faut revoir la politique de redistribution des revenus mais cela suppose-t-il l'octroi de pleins pouvoirs au Gouvernement ?

Un autre membre de la Commission estime que celle-ci devrait savoir quelles sont les prévisions exactes en matière de reconversion et de relance. Si ces données étaient chiffrées, alors la Commission pourrait savoir si le Gouvernement va ou non vers l'équilibre budgétaire, s'il a ou non besoin de ressources nouvelles, s'il doit ou non disposer de pouvoirs spéciaux.

Un autre commissaire fait observer que le Gouvernement réclame des pouvoirs spéciaux alors que, dans de nombreuses dispositions, il s'agit plutôt de « pleins pouvoirs ».

Comment interpréter autrement des dispositions comme celles-ci :

1^e assurer, dans les plus brefs délais, la relance économique et l'expansion des régions touchées par le déclin de certaines industries;

4^e améliorer le fonctionnement des services publics.

Et enfin, ce qui est le comble :

12^e accentuer dans certains secteurs la politique du progrès social global.

Ces pleins pouvoirs — ou ces pouvoirs spéciaux — inquiètent tout particulièrement ce membre qui craint que le Gouvernement n'ait tracé aucun plan.

La seule Commission qui est au travail et qui œuvre d'ailleurs avec une louable minutie est la Commission De Voghel.

Il appréhende que toutes les mesures que prendrait le Gouvernement ne soient « improvisées »; ce serait alors du travail bâclé.

Réponse du Gouvernement.

Le Gouvernement s'est employé à démontrer que les mesures envisagées ne relevaient nullement de l'improvisation.

Sa réponse est en sept points :

1^e En ce qui concerne la relance et la reconversion économiques, les mesures proposées sont le fruit des travaux du Comité national d'expansion économique, du Bureau de programmation et de la Table ronde des investisseurs qui s'est tenue au début de janvier.

2^e Les dispositions prévues en matière de reclassement dans les services publics des travailleurs touchés par les fermetures des charbonnages ont été examinées par le Conseil des Ministres, et ensuite soumises à l'avis du Comité interdépartemental de consultation syndicale.

3^e Les mesures visant à la promotion des exportations sont réclamées depuis belle lurette par tous les milieux intéressés, et ont été, elles aussi, examinées attentivement par le C.M.C.E.S.

4^e En ce qui concerne la fonction publique, le Gouvernement a déclaré qu'il s'inspirerait principalement des sug-

periode van ernstige crisis of oorlog doormaken, vooral niet nu het ogenblik is aangebroken om, met name binnen het kader van de grondwetsherziening, de vraagstukken te regelen welke rijzen in verband met een betere werking van onze instellingen.

Een ander lid van de meerderheid nodigt de Regering eveneens uit om 1^e van artikel 1 zo te wijzigen, dat het een meer omljijnde inhoud zou hebben.

Een derde lid betreurt dat men veel meer spreekt van bezuinigingen buiten de Commissie dan er binnen. Het beleid van de herverdeling der inkomsten zou volgens hem moeten worden herzien, maar hij vraagt zich af of daartoe wel volmachten aan de Regering moeten worden gegeven.

Een ander lid is van oordeel dat de Commissie de juiste ramingen inzake omschakeling en herleving moet kennen. Zo die gegevens in cijfers uitgedrukt waren, zou de Commissie te weten kunnen komen of de Regering al dan niet naar een begrotingssevenwicht gaat, of zij al dan niet nieuwe middelen nodig heeft en of zij al dan niet bijzondere machten behoeft.

Een ander lid merkt op dat de Regering verzoekt om bijzondere machten terwijl het in vele bepalingen eerder gaat om « volmachten ».

Hoe kan men immers volgende bepalingen anders interpreteren :

1^e binnen de kortste termijn de economische heropleving en de expansie te verzekeren van de streken die getroffen werden door de achteruitgang van bepaalde nijverheden of die onvoldoende geïndustrialiseerd zijn;

4^e de werking der openbare diensten verbeteren.

En ten slotte nog het toppunt :

12^e in verscheidene sectoren de politiek van globale sociale vooruitgang te accentueren.

Over deze volmachten — of bijzondere machten — maakt het lid zich bepaald ongerust, want hij vreest dat de Regering geen enkel plan heeft opgesteld.

De enige Commissie die aan het werk is en die trouwens minutieus werk verricht, is de Commissie De Voghel.

Het lid vreest dat al de maatregelen die de Regering zich voorneemt te nemen, zouden kunnen « geïmproviseerd » zijn en dat zou dan een afgehaspeld werk betekenen.

Antwoord van de Regering.

De Regering heeft willen bewijzen dat de voorgestelde maatregelen geenszins geïmproviseerd zijn.

Haar antwoord behelst zeven punten :

1^e Wat de economische herleving en de reconversie betreft, zijn de voorgestelde maatregelen de vrucht van de werkzaamheden van het Nationaal Comité voor Economische Expansie, van het Programmatiebureau en van de Ronde-Tafel van de investeerders welke plaats greep in het begin van januari.

2^e De bepalingen inzake wedertwerkstelling in de openbare diensten van werknemers die getroffen werden door de sluiting van steenkolenmijnen werden door de Ministerraad besproken en nadien voor advies voorgelegd aan het Interdepartementaal Comité voor syndicaal advies.

3^e De maatregelen voor de bevordering van onze uitvoer werden reeds sinds lange tijd geëist door alle betrokken milieus en werden eveneens grondig bestudeerd door het M.C.E.S.C.

4^e Wat het openbaar ambt betreft, heeft de Regering verklaard dat zij zich vooral zou laten leiden door de in

gestions contenues dans le rapport du Secrétaire permanent au Recrutement; en ce qui concerne les parastataux, du rapport Scckaert.

5^e En matière de soins de santé, les avant-projets existent déjà et ont d'ailleurs été soumis à l'avis des institutions directement intéressées.

6^e L'harmonisation du régime des pensions est à l'étude depuis plusieurs mois, ainsi qu'en témoigne la déclaration du Ministre de la Prévoyance sociale, lors de la discussion de son budget.

7^e Enfin, les différentes mesures annoncées dans le cadre d'une politique de progrès social global ont été proposées dès la conférence de presse du 25 octobre 1966.

En ce qui concerne les trois points particuliers soulevés par un commissaire — Fonds exceptionnel de reconversion, modification de la loi du 14 juillet 1966 pour permettre à la S.N.I. de souscrire à l'émission d'obligations convertibles par des sociétés de droit belge, et procédure nouvelle pour l'assainissement des sites charbonniers — le Gouvernement se dit sensible à ces observations et annonce le dépôt d'un amendement en ce sens.

En ce qui concerne le Fonds de reconversion, il fait toutefois remarquer que dès l'instant où l'on veut y affecter spécialement certaines ressources fiscales, une intervention du législateur est requise, qu'il s'agisse ou non d'un fonds autonome.

Un commissaire ayant fait observer que dans certains cas (voir notamment les 1^e, 4^e et surtout 12^e de l'article premier) il ne s'agissait plus de pouvoirs spéciaux mais bien de pleins pouvoirs, le Gouvernement rétorque que dans les trois cas visés (relance et reconversion économiques, fonctionnement des services publics et accentuation de la politique du progrès social global), l'Exposé des Motifs donne toutes les précisions souhaitables quant à l'utilisation qu'il entend faire des pouvoirs demandés.

Toutefois, dans le souci de rencontrer une préoccupation partagée par plusieurs membres de la Commission, le Gouvernement déposera des amendements précisant la portée des 1^e, 4^e et 12^e de l'article premier.

En conséquence, le Gouvernement dépose les amendements suivants :

Article premier.

Modifier comme suit le texte du 1^e:

« 1^e de compléter et modifier les différentes lois d'expansion économique générale et régionale, de prendre les mesures légales nécessaires pour pouvoir procéder à l'assainissement des sites industriels désaffectés, d'adapter et de compléter les moyens d'action et les instruments de la politique d'expansion et de reconversion, notamment par l'institution d'un Fonds alimenté par des crédits budgétaires et des ressources affectées; »

Modifier comme suit le texte du 7^e:

« 7^e d'améliorer le financement des investissements, notamment en organisant l'association des sociétés à portefeuille à la programmation de l'expansion économique et en apportant toutes modifications aux dispositions légales organisant le statut, la compétence et les modalités de fonctionnement, d'une part, des institutions publiques de crédit et, d'autre part, des caisses d'épargne privées; »

het verslag van de Vaste Wervingscommissaris vervatte suggesties; voor de parastatalen zal zij zich richten naar het verslag Scckaert.

5^e Inzake geneeskundige verzorging zijn de voorontwerpen reeds opgesteld, en zij werden trouwens aan het advies van de rechtstreeks betrokken instellingen voorgelegd.

6^e Zoals de Minister van Sociale Voorzorg tijdens de besprekking van zijn begroting heeft verklaard, ligt de harmonisatie van de pensioenstelsels reeds sinds verscheidene maanden ter studie.

7^e Ten slotte werden de verschillende maatregelen, aangekondigd in het kader van een beleid voor een globale sociale vooruitgang, reeds voorgesteld tijdens de persconferentie van 25 oktober 1966.

Wat de drie bijzondere punten betreft, waarover een lid het had — Bijzonder Fonds voor de reconversie, wijziging van de wet van 14 juli 1966 ten einde de N.I.M. te laten intekenen op de door de vennootschappen naar Belgisch recht uitgegeven converteerbare obligaties, en een nieuwe procedure voor de sanering van de steenkoolvindplaatsen — verklaart de Regering dat zij haar aandacht wijdt aan die opmerkingen en dat zij in die zin een amendement zal voorstellen.

Met betrekking tot het Fonds voor de reconversie merkt hij evenwel op dat, wanneer men sommige belastingmiddelen daartoe speciaal wenst aan te wenden, een wettelijke maatregel vereist is, of het nu al dan niet om een autonoom fonds gaat.

Een lid merkt op dat het in sommige gevallen (cf. met name 1^e, 4^e en vooral 12^e van artikel 1) niet om bijzondere machten, maar om volmachten gaat. Daarop antwoordt de Regering dat de Memorie van toelichting voor de drie beoogde gevallen (economische herleving en reconversie, werking van de overheidsdiensten en versterking van het beleid tot globale sociale vooruitgang) alle vereiste verduidelijkingen bevat in verband met het gebruik dat de Regering van de gevraagde machten wenst te maken.

Doch om tegemoet te komen aan een wens die door verscheidene leden van de Commissie wordt gedeeld, zal de Regering amendementen voorstellen om de draagwijdte van 1^e, 4^e en 12^e van artikel 1 nader te bepalen.

Derhalve stelt de Regering de volgende amendementen voor :

Artikel 1.

De tekst van 1^e wijzigen als volgt :

« 1^e de verschillende wetten betreffende de algemene en gewestelijke economische expansie aan te vullen en te wijzigen, de nodige wettelijke maatregelen te nemen met het oog op de gezondmaking van de buiten gebruik zijnde nijverheidsoorden, de middelen en instrumenten van het expansie- en reconversiebeleid aan te passen en aan te vullen, met name door het oprichten van een Fonds dat gestijfd wordt door begrotingskredieten en aangewende middelen; »

De tekst van 7^e wijzigen als volgt :

« 7^e de financiering van de investeringen te verbeteren, inzonderheid door de deelname van de portefeuillemaatschappijen aan de programmatie van de economische expansie te organiseren en door alle wijzigingen aan te brengen in de wettelijke bepalingen betreffende de organisatie van het statuut, de bevoegdheid en de werkingsmodaliteiten, enerzijds van de openbare kredietinstellingen en anderzijds van de private spaarkassen; »

Remplacer le 12^e par ce qui suit :

« 12^e d'accentuer la politique de progrès social par :

- » a) l'extension de l'assurance soins de santé aux handicapés;
- » b) l'extension des allocations familiales à des cas particuliers dignes d'intérêt;
- » c) l'élaboration d'un statut social des handicapés graves;
- » d) l'adaptation de la sécurité sociale au travail à temps partiel;
- » e) une meilleure protection de la femme au travail;
- » f) l'adaptation de la législation sur l'immigration;
- » g) l'octroi d'une bonification sur la pension de retraite des ouvriers et employés par année supplémentaire de travail au-delà de l'âge normal de la pension. »

En ce qui concerne le 4^e de l'article premier, le Gouvernement avait déjà déposé un amendement fondant les 4^e et 5^e dans un seul texte ainsi libellé :

Remplacer les 4^e et 5^e par ce qui suit :

« 4^e a) de compléter et de modifier les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'exclusion des lois relatives à l'ordre judiciaire et à la Cour des Comptes, de la loi provinciale et de la loi communale;

» b) d'assurer la mobilité des agents entre tous les services de l'Etat, les Forces Armées et les organismes d'intérêt public, assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

» c) d'améliorer la gestion et l'activité des organismes d'intérêt public assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

» d) d'opérer la suppression, la transformation ou la fusion de certains de ces organismes;

» e) de renforcer leur contrôle. »

La reconversion régionale et la relance économique.

Question.

Plusieurs membres constatent que, grâce à l'octroi de pouvoirs spéciaux, le Gouvernement entend réaliser un programme de relance économique qu'il veut très ambitieux.

Ils voudraient savoir, dès lors, si les moyens financiers que sollicite le Gouvernement seront suffisants pour atteindre les objectifs définis.

Quel est le volume de capitaux qu'exige la politique de relance poursuivie par le projet ?

Un commissaire, faisant l'inventaire des réalisations que le Gouvernement envisage grâce aux nouvelles ressources dont il disposera, voudrait connaître le détail de l'affectation de celles-ci dans les domaines suivants :

- bonifications d'intérêt accordées en vertu de la loi de 1962, le crédit inscrit au budget étant insuffisant;
- augmentation projetée du capital de la S.N.I.;
- coût de l'intervention de l'Etat dans la fusion des charbonnages de Campine;
- capital réservé à la constitution d'un fonds exceptionnel de reconversion;

Het 12^e vervangen door wat volgt :

« 12^e Het beleid van globale sociale vooruitgang te bevorderen door :

» a) de geneeskundige verzorging uit te breiden tot de geestelijk gehandicapten;

» b) de kinderbijslag uit te breiden tot de gevallen welke een bijzondere aandacht verdienen;

» c) een sociaal statuut voor de ernstig gehandicapten op te stellen;

» d) de sociale zekerheid aan te passen aan de part-time arbeid;

» e) de arbeidende vrouw beter te beschermen;

» f) de wetgeving op de immigratie aan te passen;

» g) een toeslag bij het rustpensioen van arbeiders en bedienenden toe te kennen per bijkomend jaar arbeid boven de normale pensioenleeftijd. »

In verband met 4^e van artikel 1 had de Regering reeds een amendement voorgesteld dat 4^e en 5^e in een enkele tekst overneemt. Die tekst luidt als volgt :

Het 4^e en het 5^e vervangen door wat volgt :

« 4^e a) de wetten betreffende de inrichting en de werking van de openbare diensten, met uitzondering van de wetten betreffende de rechterlijke orde en het Rekenhof, de provinciale wet en de gemeentewet, aan te vullen en te wijzigen;

» b) de mobiliteit van de beambten tussen alle Staatsdiensten, de Strijdkrachten en de instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verzekeren;

» c) het beheer en de activiteit der instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verbeteren;

» d) de afschaffing, de omvorming of de fusie van sommige van deze instellingen door te voeren;

» e) hun controle té verscherpen. »

De regionale reconversie en de economische heropleving.

Vraag.

Verscheidene leden constateren dat de Regering, dank zij de toekenning van bijzondere machten, een groots opgevat program van economische herleving wenst uit te werken.

Zij wensen dan ook te weten of de door de Regering gevraagde financiële middelen toereikend zullen zijn om de gestelde doeleinden te bereiken.

Hoeveel kapitaal is er nodig om het in het ontwerp bepaalde herlevingsbeleid te voeren ?

Een lid maakt de inventaris op van de projecten die de Regering wil uitwerken met de nieuwe middelen waarover zij zal beschikken. Hij wenst meer bijzonderheden te vernemen over de aanwending van die middelen voor de volgende doeleinden :

- krachtens de wet van 1962 toegekende rentevergoedingen, aangezien het op de begroting uitgetrokken krediet ontoereikend is;
- voorgenomen verhoging van het kapitaal van de N.I.M.;
- omvang van de staatstegemoetkoming in de fusie van de Kempense kolenmijnen;
- voor de oprichting van een buitengewoon reconversiefonds voorbehouden kapitaal;

- bonifications d'intérêt à l'achat en Belgique de biens d'équipement par des pays en voie de développement;
- montant de l'augmentation envisagée de la dotation de l'Office National du Ducroire;
- montant de l'augmentation des moyens mis à la disposition du Fonds du Commerce extérieur.

Réponse du Ministre des Finances.

Il est impossible d'avancer un chiffre précis à cet égard mais le Ministre des Affaires économiques a déjà signalé à la Commission que la masse des affaires dont il était saisi pouvait atteindre jusqu'à 25 milliards, ce montant ne devant, bien sûr, pas être réalisé à cent pour cent et devant être étalé dans le temps.

En tout cas, voici les moyens dont le Ministre devra pouvoir disposer dans le secteur public pour assurer cette relance, notamment :

- augmentation d'un milliard prévu pour l'expansion économique. Ce montant peut paraître impressionnant. Après le vote de la loi du 14 juillet 1966, on aurait pu prévoir un supplément au budget mais l'afflux des demandes est tel que l'on se trouve devant une situation nouvelle qui n'était pas prévisible à cette époque;
- augmentation de quelques centaines de millions pour l'augmentation du capital de la S.N.I.;
- quelques centaines de millions également pour l'assainissement des sites charbonniers; les besoins dans ce secteur ne se feront jour que progressivement;
- mais, pour la fusion des mines de Campine, contrairement aux propositions du précédent Gouvernement, elle se fera sans participation de l'Etat, compte tenu du fait que les subventions couvrent les pertes d'exploitation de l'ensemble des charbonnages;
- en ce qui concerne le Fonds du Commerce extérieur et les crédits nécessaires pour couvrir les réductions des taux d'intérêt à l'exportation, une dépense relativement peu importante peut conduire à des résultats très efficaces du soutien de nos ventes à l'étranger;
- pour l'Office National du Ducroire, il s'agit essentiellement d'assurer la majoration des dotations de l'Etat couvrant les engagements de cette institution. De toute manière il ne s'agit pas de décaissements proprement dits mais d'une simple garantie des opérations de l'Office;
- des moyens seront également nécessaires pour l'équipement des zonings industriels, élément essentiel de la politique de relance régionale;
- les différentes mesures dont il vient d'être question, complèteront le très important programme d'investissement prévu au budget extraordinaire, qui comporte un volume d'engagements de l'ordre de près de 50 milliards (y compris E 3, Fonds des Routes et financement du Crédit Communal) et qui constitue la pièce maîtresse de la politique de soutien conjoncturel.

Question.

Le Gouvernement sollicite des pouvoirs spéciaux en vue de prendre un certain nombre de mesures propres à stimuler l'expansion économique et à combattre la récession.

Il est souhaitable, à cet égard, d'exposer quelques considérations générales, comme l'ont fait d'autres membres.

Les mesures envisagées par le Gouvernement ont trait à la promotion des exportations, à l'encouragement des investissements, à l'application des lois qui permettent de favoriser

- rentevergoedingen voor aankoop in België van uitrustingsgoederen door de ontwikkelingslanden;
- bedrag van de voorgenomen verhoging van de dotatie van de Nationale Delcrederedienst;
- bedrag van de verhoging der ter beschikking van het Fonds voor de Buitenlandse Handel gestelde middelen.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Het is onmogelijk ter zake een precies cijfer voorop te stellen, maar de Minister van Economische Zaken heeft de Commissie reeds medegedeeld dat de massa van de bij hem aanhangige zaken mogelijk wel een bedrag van 25 miljard vertegenwoordigt. Dit bedrag moet natuurlijk niet integraal gerealiseerd worden en zal in de tijd gespreid zijn.

Hier volgen in ieder geval de middelen waarover de Minister in de openbare sector moet kunnen beschikken om die opleving te bewerken. Het zijn onder meer :

- één miljard meer voor de economische expansie. Dit lijkt willicht een indrukwekkend bedrag te zijn. Na de goedkeuring van de wet van 14 juli 1966 had men op de begroting een bijkomend bedrag kunnen uittrekken, doch er is zulk een toevloed van aanvragen dat men voor een nieuwe toestand staat, die indertijd niet kon worden voorzien.
- enkele honderden miljoenen meer voor de verhoging van het kapitaal van de N.I.M.;
- eveneens enkele honderden miljoenen voor de gezondmaking van de steenkolengebieden; in die sector zullen de behoeften zich slechts geleidelijk laten voelen;
- de samensmelting van de Kempense steenkolenmijnen zal echter, in tegenstelling tot de voorstellen van de vorige Regering, geschieden zonder inmenging van de Staat; er wordt daarbij rekening gehouden met het feit dat de toelagen de exploitatiekosten van het geheel van de steenkolenmijnen dekken;
- voor het Fonds voor de Buitenlandse Handel en de nodige kredieten voor het opvangen van detaxaties bij de export kan een relatief weinig belangrijke uitgave zeer doeltreffende resultaten op het gebied van steun aan onze afzet in het buitenland opleveren;
- voor de Nationale Delcrederedienst komt het er in de eerste plaats op aan de riksdotaties, bestemd voor het dekken van de verbintenissen van deze instelling, te verhogen. In elk geval gaat het niet om eigenlijke uitbetalingen, maar om de eenvoudige waarborg van de verrichtingen van de Dienst.
- voor de uitrusting van de industriegebieden, die een essentiële factor is voor de streekopleving, zullen eveneens middelen moeten ter hand gesteld worden;
- al die maatregelen zullen het zeer belangrijke investeringsprogramma aanvullen, waarin voorzien is op de buitengewone begroting. De omvang van de vastleggingen van dit programma bedraagt ongeveer 50 miljard (met inbegrip van de E 3-weg, het Wegenfonds en de financiering van het Gemeentekrediet) en het vormt de hoeksteen van het beleid inzake conjuncturele steun.

Vraag.

De Regering vraagt volmachten om een aantal maatregelen te kunnen nemen ten einde de ekonomiesche expansie te stimuleren en de recessie tegen te gaan.

Het is wenselijk in dit verband enkele algemene beschouwingen naar voren te brengen, zoals ook door andere leden werd gedaan.

De maatregelen waaraan de Regering denkt zijn het bevorderen van de export, het bevorderen van de investeringen, de verdere toepassing van de wetten die het

la création de nouvelles entreprises grâce à des subsides, la garantie de l'Etat en matière d'emprunts, des bonifications d'intérêt et des dégrèvements fiscaux.

Une telle politique n'est pas sans danger : il convient de pratiquer une économie dirigée ou une économie de marché. Des interventions dans une économie de marché à l'aide de mesures de faveur comportent le risque de fausser les conditions de concurrence et de déforcer la position des entreprises établies par rapport aux entreprises nouvelles favorisées par l'Etat.

Le soutien accordé aux investisseurs étrangers peut avoir des conséquences préjudiciables à l'industrie nationale existante. Si la création de nouvelles entreprises doit entraîner la disparition de celles qui existent, l'objectif fixé n'a finalement pas été atteint.

Ce qui nous effraie, c'est l'impression, dont nous ne pouvons nous défaire, du caractère d'improvisation de la politique annoncée : on traite les questions qui se présentent, mais pas en fonction d'un programme ou d'un plan global, précis et équilibré. L'arbitraire joue un rôle beaucoup trop important.

Le membre déclare avoir été le premier à attirer l'attention du Parlement, en 1958-1959, sur l'exemple des Pays-Bas et, plus particulièrement, sur le travail réalisé par le bureau de programmation du professeur Jan Tinbergen ainsi que sur les notes d'industrialisation.

Ces dernières étaient établies de manière judicieuse : le point de départ en était la main-d'œuvre disponible dans une région, rapportée à la demande réelle d'emplois dans un proche avenir.

C'est en fonction de la main-d'œuvre à occuper que la création d'emplois nouveaux était calculée et que l'établissement d'entreprises nouvelles était stimulé par région, dans les limites de ce qui était estimé nécessaire.

Ce genre de programmation nous est inconnu.

Nous nous trouvons devant une politique indéterminable, sans buts concrets, devant une improvisation dont les conséquences à long terme peuvent être néfastes par suite de « Fehlinvestitionen ».

Le membre regrette que le Gouvernement demande des pouvoirs spéciaux pour mener une politique économique et qu'il énumère à ce sujet un certain nombre de mesures qu'il se propose de prendre, mais qu'il ne parvienne pas le moins du monde à présenter un programme ou un plan cohérent et justifié.

Il estime, en outre, que la dispersion des moyens, des initiatives et des décisions entre plusieurs instances est inefficace. Il ne comprend pas qu'il soit utile de créer un nouveau Fonds — avec toutes les conséquences que cette création implique — en plus des institutions existantes, telles que la Société nationale d'Investissement, les sociétés régionales d'investissement, la Société de Crédit à l'Industrie. Il lui semble évident que ce Fonds est superflu, parce que les moyens qui sont mis à la disposition du Ministre des Affaires économiques doivent être prévues au budget. L'élimination du Parlement et de la collaboration du Parlement peut avoir pour conséquence qu'un certain nombre de mesures incohérentes, qui se révéleront inefficaces seront prises dans la hâte et sans consultation. Les imprécisions derrière lesquelles le Gouvernement s'abrite ne sont nullement rassurantes.

De plus, les moyens que le Gouvernement attend de ce projet de loi sont si ridiculement petits par rapport à ce qui est estimé nécessaire qu'il y a une disproportion entre la politique grandiose que le Gouvernement fait miroiter à nos yeux et ses possibilités réelles.

mogelijk maken de oprichting van nieuwe bedrijven te begunstigen door subsidies, Staatswaarborg voor leningen, intrestvergoedingen, fiscale ontlastingen.

Het is een politiek die niet zonder gevaar is : men voert een geleide ekonomie of een vrije markt ekonomie. Ingrijpen door allerlei gunstmaatregelen in een vrije markt ekonomie houdt het gevaar in dat de konkurrentievoorwaarden vervalst worden en gevestigde bedrijven in een nadelige positie komen te staan t.o.v. nieuw opgerichte en door de Staat bevoordelijde bedrijven.

Het steunen van buitenlandse investeerders kan nadelige gevolgen hebben voor de eigen, gevestigde nijverheid. Wanneer de oprichting van nieuwe bedrijven aanleiding zou zijn tot het verdwijnen van bestaande heeft men uiteindelijk niets bereikt.

Wat ons afschrikt is de indruk die wij hebben van een politiek van improvisatie : men behandelt de vragen die binnenkomen maar niet in functie van een globaal, overzichtelijk en evenwichtig programma of plan. De willekeur speelt een veel te grote rol.

Het lid verklaart de eerste te zijn geweest om in de jaren 1958-1959 in het Parlement aandacht te vragen voor het voorbeeld van Nederland, voor het werk van het programmatiebureau van professor Jan Tinbergen en de industrialisatie-nota's.

Deze industrialisatie-nota's werden op een verantwoorde wijze opgesteld : uitgangspunt was de aanwezige arbeidskrachten in een gewest, de reële behoefte aan werkgelegenheid in de nabije toekomst.

Het is in functie van de tewerk te stellen arbeidskrachten dat het scheppen van nieuwe werkgelegenheid berekend werd en dat per gewest de oprichting van nieuwe bedrijven, binnen de perken van wat noodzakelijk geacht werd, gestimuleerd werd.

Dergelijke programmatie kennen wij niet.

Wij staan voor een onoverzichtelijke politiek zonder concreet vastgelegde doeleinden, voor improvisatie waarvan de gevolgen op langere termijn nefast kunnen zijn ingevolge « Fehlinvestitionen ».

Het lid betreurt dat de Regering volmachten vraagt voor het voeren van een economische politiek en daarbij een aantal maatregelen opsomt die zij zinnens is te nemen, doch volledig in gebreke blijft een samenhangend en verantwoord plan of programma voor te leggen.

Hij gelooft dat daarenboven de versnippering van de middelen, de initiatieven en de beslissingen over meerdere instanties ondoeltreffend is. Hij begrijpt het nut niet om naast de bestaande instellingen, zoals de Nationale Investeringsmaatschappij, de regionale investeringsmaatschappijen, de Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, nog eens een nieuwe instelling, een nieuw Fonds in het leven te roepen, met al de gevolgen van dien. Het lijkt hem duidelijk dat dit Fonds overbodig is omdat de middelen die ter beschikking worden gesteld van de Minister van Economische Zaken moeten voorkomen op de begroting. Het uitschakelen van het Parlement en van de medewerking van het Parlement kan voor gevolg hebben dat in der haast en onoverlegd een aantal onsaamhangende maatregelen getroffen worden die ondoeltreffend blijken te zijn. De vaagheid waarachter de Regering zich verschuilt is geenszins geruststellend.

Daarenboven zijn de middelen die de Regering verwacht van dit wetsontwerp zo lachwekkend klein in verhouding tot wat nodig geacht wordt dat er een disproportie is tussen de grootse politiek die de Regering voorstelt en haar reële mogelijkheden.

Réponse du Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour l'Economie régionale.

Le Gouvernement dans son action, recourra à des critères pour son intervention, critères qui ressortiront de la structure économique des régions et du marché des produits qui est national ou international; l'élaboration de ces critères fera toujours apparaître à temps les problèmes de concurrence qui pourront se poser à l'égard de l'industrie nationale comme les lacunes dans le développement des régions.

L'octroi des moyens permettant la réalisation de projets industriels importants.

Question.

Qu'entend le Gouvernement par l'octroi de moyens permettant la réalisation de projets importants ? Quels sont ces moyens ? Quels sont ces projets ? Pourquoi faut-il, pour ce faire, des pouvoirs spéciaux ?

Réponse du Gouvernement.

1. Les moyens envisagés sont essentiellement ceux prévus par les lois d'expansion des 17 et 18 juillet 1959 et du 14 juillet 1966 à savoir :

- bonification du taux d'intérêt,
- garantie de l'Etat,
- prime en capital,
- exonération du précompte immobilier et
- autres avantages fiscaux.

Dans certains cas, il s'agit également de travaux d'équipement à charge du crédit 01.01 du budget extraordinaire des Travaux publics.

2. En ce qui concerne les projets prévus, le tableau suivant a été distribué par le Ministre des Affaires économiques.

Antwoord van de Minister-Staatssecretaris, adjunct van de Eerste Minister voor de Streekeconomie.

In haar actie zal de Regering haar toevlucht nemen tot criteria voor haar tussenkomst, criteria die zullen voortvloeien uit de economische structuur van de gewesten en uit de toestand van de markt van de produkten die nationaal of internationaal is; de uitwerking van die criteria zal steeds tijdig de concurrentieproblemen die kunnen rijzen voor de nationale nijverheid, evenals de leemten in de gewestelijke ontwikkeling, aan het licht brengen.

Verlening van de middelen tot verwezenlijking van belangrijke nijverheidsprojecten.

Vraag.

Wat verstaat de Regering onder het verlenen van middelen die de verwezenlijking van belangrijke projecten mogelijk zullen maken ? Welke zijn die middelen ? Welke zijn die projecten ? Waarom zijn daarvoor bijzondere machten nodig ?

Antwoord van de Regering.

1. De overwogen middelen zijn hoofdzakelijk die welke in de expansiewetten van 17 en 18 juli 1959 en van 14 juli 1966 zijn bepaald, namelijk :

- rentevergoedingen,
- Staatswaarborg,
- premies in kapitaal,
- vrijstelling van de onroerende voorheffing en
- andere fiscale voordeelen.

In sommige gevallen geldt het ook uitrustingswerken in mindering van het krediet 01.01 van de buitengewone begroting van Openbare Werken.

2. Wat de in uitzicht gestelde projecten betreft, werd de hierna volgende tabel door de Minister van Economische Zaken rondgedeeld.

Application des lois d'expansion économique.

(En millions de francs.)

Toepassing van de wetten inzake economische expansie.

(In miljoenen frank.)

Régions	Décisions prises de 1959 à 1966			Décisions à l'examen du 1 ^{er} janvier 1967		Décisions de principe du C.M.C.E.S.	Décisions de principe pour investissements étrangers	
	Beslissingen getroffen van 1959 tot 1966			Dossiers ter studie op 1 januari 1967		Principiële beslissingen van het M.C.E.S.C.	Principiële beslissingen voor vreemde investe- ringen	
	Investisse- ments <i>Investeringen</i>	Crédits subsidiés <i>Toegestane kredieten</i>	Personnel à engager <i>Aan te werven personeel</i>	Investisse- ments <i>Investeringen</i>	Crédits demandés <i>Aan- gevraagde kredieten</i>	Crédits <i>Kredieten</i>	Investisse- ments <i>Investeringen</i>	Crédits <i>Kredieten</i>
1. Flandre occidentale. — <i>West-Vlaanderen</i> doint/waaronder : Westhoek	8 049	4 036	22 673	513	312	57	—	—
2. Flandre orientale. — <i>Oost-Vlaanderen</i>	28 779	14 030	24 389	958	536	2 165	51	19
3. Anvers. — <i>Antwerpen</i>	25 318	11 450	31 342	8 294	2 610	2 814	847	440
4. Limbourg. — <i>Limburg</i>	17 258	8 235	15 341	2 033	1 069	860	200	125
5. Arrondissement de Louvain. — <i>Arrondissement Leuven</i> doint/waaronder : Campine du Sud et Hageland. — <i>Zuider-Kempen-Hageland</i>	1 549	580	2 052	28	17	—	85	43
6. Arrondissement Hal-Vilvorde. — <i>Arrondissement Halle-Vilvoorde</i> .	2 191	1 107	5 036	282	93			
7. Arrondissement de Bruxelles et communes périphériques. — <i>Arrondissement Brussel en randgemeenten</i>	89	40	207	493	265	462	45	23
8. Hainaut. — <i>Henegouwen</i> doint/waaronder : Borinage Centre. — <i>Centrum</i> Pays de Charleroi. — <i>Gebied Charleroi</i>	19 714	9 647	17 129	2 141	1 781	3 590	138	92
9. Liège. — <i>Luik</i>	28 209	13 489	11 793	504	528	2 599	167	97
10. Luxembourg. — <i>Luxemburg</i>	1 843	820	837	16	82	—	—	—
11. Namur. — <i>Namen</i>	2 098	977	2 443	7	3	—	—	—
12. Arrondissement de Nivelles. — <i>Arrondissement Nijvel</i>	3 853	1 326	2 871	—	—	—	—	—
	138 950	65 837	136 113	15 269	7 295	12 742	1 815	1 011

La constitution d'un fonds exceptionnel
de reconversion.

Question.

Que signifie la constitution d'un fonds exceptionnel de reconversion ?

Un commissaire exprime le désir qu'il soit acté dans le rapport que le « fonds exceptionnel de reconversion », dont il est question dans l'Exposé des Motifs, ne sera pas un fonds autonome mais bien un organisme de coordination créé en vue d'assurer une meilleure utilisation des moyens

Samenstelling van een bijzonder fonds
voor de reconversie.

Vraag.

Wat betekent de samenstelling van een bijzonder fonds voor de reconversie ?

Een lid geeft de wens te kennen dat in het verslag wordt vermeld dat het in de Memorie van toelichting genoemde « bijzonder fonds voor de reconversie » geen zelfstandig fonds zal zijn, maar een coördinatieorgaan dat wordt ingesteld om de ruimere middelen, waarover de Regering zal

accrus dont disposera le Gouvernement dans les différents secteurs intéressés à l'expansion économique.

Réponse du Gouvernement.

La constitution d'un fonds exceptionnel de reconversion a pour but de stimuler la relance économique, principalement dans les régions dont le potentiel économique est insuffisant.

Il est possible d'atteindre cet objectif par une meilleure coordination des initiatives, une plus grande sélectivité dans le choix des projets et une étude préalable.

Ce fonds exceptionnel, qui doit disposer de larges moyens financiers, sera constitué :

1^e pour une partie, par des revenus nouveaux et

2^e pour une autre partie, par les crédits prévus en faveur de l'expansion aux divers budgets, notamment ceux des Affaires économiques (en ce qui concerne les lois d'expansion : 1 milliard de bonification d'intérêt, correspondant à 8 milliards d'investissements, + 95 millions de subventions d'investissements), des Travaux publics (en ce qui concerne la création de zones industrielles), etc.

Question.

Quelle est la différence entre ce Fonds exceptionnel de reconversion et le Fonds spécial de promotion économique régionale prévu par la Déclaration gouvernementale ?

Comment sera-t-il alimenté ? Comment sera-t-il administré ? Sera-t-il exceptionnel parce que d'une durée limitée ? Dans ce cas, quelle sera sa durée ?

Quels sont les avantages qui pourront être octroyés par ce Fonds ?

Réponse du Gouvernement.

1. Ce Fonds exceptionnel est en fait « le renforcement du Fonds de promotion économique régionale » dont parlaît la déclaration gouvernementale.

2. Ce Fonds sera alimenté par des crédits budgétaires et des ressources affectées.

3. Il sera engagé, tout au moins à partir d'un certain montant, sur décision du C.M.C.E.S.

4. En principe, la durée du Fonds n'est pas limitée dans le temps.

5. Les moyens accordés par le Fonds seraient ceux qui sont actuellement octroyés en vertu des lois d'expansion ou dans le cadre de l'équipement des zonings industriels.

En ce qui concerne l'assainissement des sites charbonniers, il s'agirait d'avances récupérables.

Question.

La constitution d'un Fonds exceptionnel de reconversion ne va-t-elle pas provoquer un nouvel éparpillement des compétences et des diverses formes d'aide publique aux investissements ?

Réponse du Gouvernement.

Loin de se traduire par un éparpillement des compétences, le Fonds exceptionnel de reconversion a précisément pour objectif de coordonner les diverses formes d'aide publique aux investissements, en les regroupant.

beschikken in de verschillende bij de economische expansie betrokken sectoren, beter aan te wenden.

Antwoord van de Regering.

De samenstelling van een bijzonder fonds voor de reconversie heeft tot doel de economische herleving te stimuleren vooral in de gewesten waarvan het economisch potentieel onvoldoende is.

Dit zou gebeuren dank zij een betere coördinatie der initiatieven, een grotere selectiviteit in de keuze der projecten en een voorafgaande studie.

Dit bijzonder fonds moet beschikken over ruime financiële middelen en zal samengesteld zijn :

1^e voor een deel uit nieuwe inkomsten en

2^e voor een ander deel uit de kredieten welke voorzien zijn voor de economische expansie op de diverse begrotingen o.m. van Economische Zaken (wat de expansiewetten betreft : 1 miljard rentetoelagen = 8 miljard investeringen, + 95 miljoen investeringstoelagen), Openbare Werken (wat het creëren van nijverheidszones betreft) enz.

Vraag.

Wat is het verschil tussen dit Bijzonder Fonds voor de reconversie en het Speciaal Fonds voor regionale economische ontwikkeling dat in de Regeringsverklaring in uitzicht is gesteld ?

Hoe zal dit Fonds gestijfd worden ? Hoe zal het worden beheerd ? Zal het buitengewoon zijn omdat de duur ervan beperkt is ? Zo ja, wat zal de werkingsduur ervan zijn ?

Welke voordelen zullen door dit Fonds kunnen worden verleend ?

Antwoord van de Regering.

1. Dit Buitengewoon Fonds is in feite een « sterkere versie » van het in de Regeringsverklaring genoemde Speciaal Fonds voor regionale economische ontwikkeling.

2. Dit Fonds zal worden gestijfd door begrotingskredieten en door reeds vastgelegde middelen.

3. Het Fonds zal, althans vanaf een zeker bedrag, subsidies kunnen toestaan op beslissing van het M.C.E.S.

4. In beginsel is de werkingsduur van het Fonds niet beperkt.

5. De door het Fonds toegestane middelen zouden zijn : die welke thans worden toegestaan krachtens expansiewetten of in het raam van de inrichting van industriegebieden.

Wanneer het om de sanering van steenkolenmijnen gaat, zouden de middelen in de vorm van terugvorderbare voorzichten moeten worden toegekend.

Vraag.

Zal de instelling van een Bijzonder Fonds voor de reconversie geen versnippering met zich brengen van bevoegdheden en van de diverse vormen van overheidssteun voor investeringen ?

Antwoord van de Regering.

De oprichting van een Bijzonder Fonds voor de reconversie zal geen versnippering van bevoegdheden veroorzaken; integendeel, het doel ervan bestaat er juist in de diverse vormen van overheidssteun voor investeringen door hergroepering te coördineren.

Les décisions importantes d'affectation de ce Fonds dépendront désormais du C.M.C.E.S. Il est évident que l'unité de conception et d'exécution ne peut que s'en trouver renforcée.

L'accroissement des moyens de la S.N.I.

Question.

Le Gouvernement propose l'accroissement des moyens de la S.N.I. mais, quelles que soient la compétence et la valeur de ses dirigeants, il n'empêche que la S.N.I. est une institution toute nouvelle qui, forcément, manque de traditions et d'expérience.

Peut-on espérer qu'elle réussira mieux demain, là où le secteur privé a échoué ?

Réponse du Ministre des Finances.

Le Ministre ne partage pas les appréhensions du membre.

La S.N.I. est présidée par une personnalité particulièrement compétente, ancien directeur d'une banque centrale.

Son conseil d'administration est composé d'hommes particulièrement avertis des problèmes que pose l'exécution de la mission de la S.N.I.

Il ajoute que cette mission qui consiste à prendre des risques industriels, est sensiblement plus délicate que le simple octroi de crédits.

Rien ne permet d'affirmer que l'expérience des premières années d'activité de la Société n'a pas été favorable.

Question.

Encore que l'on puisse marquer un accord de principe sur l'extension éventuelle des possibilités de la S.N.I., n'y aurait-il pas lieu de faire procéder, préalablement à toute extension, à la libération de la partie non utilisée du capital de la société ?

Réponse du Ministre des Finances.

Telle est bien l'intention.

Le solde non libéré du capital actuel de la S.N.I. sera appelé très prochainement et en tout cas, avant toute augmentation du capital.

Question.

Le projet prévoit l'accroissement des moyens de la S.N.I. et l'application de la loi du 14 juillet 1966 aux souscriptions d'obligations convertibles.

Quelles sont les intentions du Gouvernement sur ce dernier point ?

Réponse du Ministre des Finances.

Jusqu'à présent, la souscription d'obligations ne bénéficie pas des lois d'expansion qui se réfèrent seulement aux crédits proprement dits.

Les obligations convertibles sont un mode de financement qui se situe entre la souscription d'obligations et d'actions. Au moment de la conversion, le capital prêté se transforme en capital associé, donc en fonds propres de l'entreprise.

Pour favoriser ce moyen de financement, le Gouvernement envisage d'accorder à l'émetteur d'obligations convertibles souscrites par la S.N.I. le bénéfice de l'aide sous

De belangrijke beslissingen inzake de besteding van dit Fonds zullen voortaan afhangen van het M.C.E.S.C. Vanzelfsprekend zal de eenheid van opvatting en uitvoering er nog door worden versterkt.

Verhoging van de mogelijkheden van de N.I.M.

Vraag.

De Regering stelt de verhoging van de mogelijkheden van de N.I.M. voor, maar, wat de bevoegdheid en de waarde van haar leiders ook zij, toch is de N.I.M. een heel nieuwe instelling, waaraan noodgedwongen tradities en ervaring ontbreken.

Kan men hopen dat zij morgen beter zal slagen waar de particuliere sector mislukte ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Minister deelt de vrees van het lid niet.

De N.I.M. is voorgezeten door een bijzonder bevoegde persoon die gewezen directeur is van een centrale bank.

De raad van beheer bestaat uit mensen die bijzonder op de hoogte zijn van de problemen i.v.m. de uitvoering van de taak van de N.I.M.

Hij moet er nog aan toevoegen dat deze taak, die erin bestaat industriële risico's te nemen, heel wat delicater is dan de eenvoudige verlening van kredieten.

Er mag geenszins beweerd worden dat de ervaring, tijdens de eerste activiteitsjaren van de Maatschappij opgedaan, niet gunstig is geweest.

Vraag.

Hoewel men principieel akkoord kan gaan met de eventuele uitbreiding der mogelijkheden van de N.I.M., is het de vraag of men eerst niet moet overgaan tot de volstorting van het niet gebruikte deel van het kapitaal der vennootschap.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Zulks is inderdaad de bedoeling.

Het niet volgestorte saldo van het huidige kapitaal van de N.I.M. zal eerstdaags en in elk geval vóór elke verhoging van het kapitaal opgevraagd worden.

Vraag.

Het ontwerp voorziet in de verhoging van de mogelijkheden van de N.I.M. en in de toepassing van de wet van 14 juli 1966 voor de inschrijvingen op converteerbare obligaties.

Wat zijn de bedoelingen van de Regering in verband met de laatstgenoemde maatregel ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Tot nu toe geniet de inschrijving op obligaties niet het voordeel van de expansiewetten, die uitsluitend op de eigenlijke kredieten slaan.

De converteerbare obligaties vertegenwoordigen een financieringswijze die tussen de inschrijving op obligaties en die op aandelen ligt. Op het ogenblik van de reconversie wordt het uitgeleende kapitaal omgevormd tot geassocieerd kapitaal, d.i. in eigen middelen van de onderneming.

Ten einde bedoelde financieringswijze te bevorderen, is de Regering van plan om aan de uitgever van door de N.I.M. ingeschreven converteerbare obligaties het voordeel

forme de réduction du taux d'intérêt. La S.N.I. recevrait bien entendu le taux du marché.

Il va de soi que cet avantage ne pourrait être consenti que pour une période limitée et, en tout cas, pas au-delà de la conversion.

Question.

a) A-t-on constitué des sociétés régionales d'investissement ?

b) La S.N.I. disposera-t-elle du droit d'initiative en vue de promouvoir et de réaliser, seule ou avec d'autres, des activités industrielles nouvelles ?

Réponse du Ministre des Finances.

a) Jusqu'à présent aucune société régionale d'investissement n'a été constituée.

b) Depuis sa création (loi du 2 avril 1962) la S.N.I. dispose d'un tel droit d'initiative.

L'Exposé des Motifs de cette loi déclare que le but initial de la S.N.I. est de doter le pays d'un organisme industriel qui, travaillant en collaboration avec le secteur privé, donnera à celui-ci l'occasion de développer librement son centre d'initiative industrielle.

Il est rappelé que la S.N.I. participe soit à l'augmentation du capital d'une société anonyme, soit à la constitution d'une telle société. Elle peut, en outre, prendre des participations en actions, soit seule, soit conjointement avec d'autres organismes.

Les participants de la S.N.I. ne peuvent en principe dépasser 80 % du capital d'une société. Il peut toutefois être dérogé à cette règle dans le cas de constitution d'une société nouvelle, moyennant une autorisation donnée par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres.

L'assainissement rapide des sites charbonniers et leur mise en valeur immédiate.

Dans l'Exposé des Motifs, au chapitre de la « Reconversion régionale et de la relance économique », il est dit que « pour forcer la relance économique et la reconversion régionale, le Gouvernement a décidé diverses mesures dont l'assainissement rapide des sites charbonniers et leur mise en valeur immédiate ».

Exposé du Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour l'Economie régionale.

Le Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour l'Economie régionale situe l'importance du problème en précisant qu'actuellement, il existe plus de cent sites charbonniers abandonnés, dispersés dans le pays. Ces sites immobilisent des superficies très vastes dans des régions peuplées alors que des terres agricoles sont expropriées pour la création de zonings industriels; ils constituent souvent un obstacle à une politique de reconversion à la suite du manque d'attrait que leur présence suscite chez les investisseurs. Par exemple, pour le Borinage, la superficie des sites charbonniers abandonnés atteint 800 ha. Il importe de rendre à ces surfaces une affectation utile.

van de hulp toe te kennen, in de vorm van een verlaagde rentevoet. De N.I.M. zou natuurlijk de marktrentevoet verkrijgen.

Het spreekt vanzelf dat bedoeld voordeel enkel toegekend kan worden voor een beperkte periode, welke alleszins niet verder reikt dan die van de conversie.

Vraag.

a) Werden er gewestelijke investeringsmaatschappijen opgericht ?

b) Zal de N.I.M. initiatiefrecht hebben om, alleen of met andere instellingen, nieuwe industriële activiteiten aan te moedigen of tot stand te brengen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

a) Tot op heden werd geen enkele gewestelijke investeringsmaatschappij opgericht.

b) Sedert haar oprichting (wet van 2 april 1962) beschikt de N.I.M. over een dergelijk initiatiefrecht.

In de Memorie van toelichting van genoemde wet wordt verklaard dat het oorspronkelijk doel van de N.I.M. is het land een industrieel financieringsorgaan te verschaffen « dat, door samenwerking met de particuliere sector, deze laatste de gelegenheid zal bieden haar zin voor industrieel initiatief vrij te ontwikkelen ».

Er wordt aan herinnerd dat de N.I.M. bijdraagt hetzij tot de verhoging van het kapitaal van een naamloze vennootschap, hetzij tot de oprichting van zulk een vennootschap. Bovendien mag zij, alleen of samen met andere instellingen, deelgenootschappen in aandelen hebben.

Het deelgenootschap van de N.I.M. mag in beginsel niet meer bedragen dan 80 % van het kapitaal van een maatschappij. Nochtans mag, met machtiging, verleend bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, van die regel afgeweken worden in geval van oprichting van een nieuwe maatschappij.

Snelle sanering van de steenkoolvindplaatsen en onmiddellijke valorisatie ervan.

In de Memorie van toelichting wordt in het hoofdstuk betreffende de « regionale reconversie en de economische heropleving » gezegd dat de Regering « om de economische heropleving en de regionale reconversie te bespoedigen », tot diverse maatregelen besloten heeft, waaronder « de snelle sanering van de steenkolenvestigingen en hun onmiddellijke valorisatie ».

Uiteenzetting van de Minister-Staatssecretaris, adjunct bij de Eerste Minister voor de Streekeconomie.

De Minister-Staatssecretaris, adjunct bij de Eerste Minister voor de Streekeconomie situeert het probleem door erop te wijzen dat er thans meer dan honderd verlaten en over gans het land verspreide steenkoolvindplaatsen bestaan. Daardoor worden uitgestrekte gebieden in zeer bevolkte streken in beslag genomen, terwijl elders landbouwgrond wordt onteigend om industriegebieden in het leven te roepen; dikwijls staan zij in de weg aan een beleid van omschakeling ingevolge het gebrek aan aantrekkingskracht dat hun aanwezigheid bij de investeerders teweeg brengt. Zo bereikt bvb. de oppervlakte van verlaten steenkoolgebieden in de Borinage 800 ha. Aan dit gebied moet een nieuwe nuttige bestemming worden gegeven.

Il convient de vaincre l'immobilisme actuel des propriétaires et d'entamer une action immédiate.

Après avoir souligné qu'en 1960, M. le Député Pêtre avait déposé une proposition de loi visant au même objet, le Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour l'Economie régionale souligne que les dommages issus de l'exploitation charbonnière ont déjà préoccupé le législateur dès les premières années du siècle. La loi du 12 août 1911 pour la conservation de la beauté des paysages doit en effet son origine à une proposition faite en 1905 par MM. Jules Destrée et Henri Carton de Wiart.

Les travaux préparatoires au vote de cette loi ont fait ressortir, d'une part, le caractère spécial des propriétés minières et, d'autre part, l'obligation générale (c'est-à-dire non subordonnée à une disposition expresse dans un acte de concession) de restituer le site en réparant les dommages causés par l'exploitation charbonnière.

Le rapport de M. Wauwermans, qui base le droit d'intervention du législateur sur le caractère spécial des propriétés minières, s'exprime comme suit : « Les exploitations de mines et minières fournissent matière à autorisation... il se comprend que l'on puisse subordonner cette autorisation à la nécessité de réparer les dommages d'aspect ».

Pour contribuer à la solution du problème actuel, le Gouvernement envisage d'accorder des avances pour l'exécution des travaux d'assainissement, étant entendu que la récupération de ces avances serait garantie par un privilège légal.

La discussion en Commission.

Un membre s'étonne de voir l'assainissement des sites charbonniers dépendre d'une loi de pouvoirs spéciaux. Il n'arrive pas à comprendre pourquoi le Gouvernement a besoin de pouvoirs spéciaux pour agir dans ce domaine.

Il déclare ne rien comprendre non plus à la procédure imaginée par le Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour l'Economie régionale.

Selon lui, pour sommer les sociétés d'assainir comme pour leur avancer les montants nécessaires, il n'est nul besoin d'une nouvelle loi.

Le Gouvernement déclare que si le charbonnage refusait d'assainir, il se substituerait à lui. Et que fait-il du droit constitutionnel ? De quel droit irait-il porter la pioche dans des biens privés ?

S'il entend se substituer aux charbonnages, il faut que l'Etat les exproprie. Tous sont d'ailleurs redevables de sommes importantes à l'Etat. Ce dernier n'aurait qu'à faire exécuter les jugements en cas de mauvaise volonté.

Un commissaire demande de quels fonds le Gouvernement pourra disposer pour atteindre son objectif.

Dans la proposition qu'il avait déposée il y a six ans, il était prévu que la remise en état du site incomberait à la société qui avait obtenu la concession d'exploitation.

Il estime qu'il s'agit d'une tâche considérable. Le nettoyage de chaque site reviendrait à environ 150 millions. Au total, il y en aurait donc pour 15 milliards.

Un membre interroge aussi le Gouvernement sur la manière dont il compte financer les mesures d'assainissement des sites charbonniers.

Cet assainissement doit se faire dans le souci de l'intérêt général. Il ne peut pas bénéficier, fût-ce indirectement, aux sociétés concernées dont un grand nombre, autre qu'elles

Het huidige immobilisme van de eigenaars moet worden overwonnen en er moet onmiddellijk werk van gemaakt worden.

De Minister-Staatssecretaris, adjunct bij de Eerste Minister voor de Streekeconomie, wijst erop dat in 1960 een wetsvoorstel met dat doel is ingediend; voorts signaleert hij dat de uit de steenkolenexploitatie ontstane schade reeds tijdens de eerste jaren van deze eeuw een punt van zorg voor de Wetgevende Macht was. De wet van 12 augustus 1911 tot het behoud van de schoonheid der landschappen, vindt immers haar oorsprong in een voorstel dat in 1905 door de heren Jules Destrée en Henri Carton de Wiart ingediend is.

Uit de voorbereidende werkzaamheden welke aan de goedkeuring van die wet voorafgingen, bleek enerzijds het bijzondere karakter van de steenkool eigendommen en anderzijds de algemene verplichting (d.w.z. niet onderworpen aan een uitdrukkelijke bepaling vervat in een akte van afstand) om de vindplaats terug te geven, met herstel van de door de steenkoolexploitatie veroorzaakte schade.

Het verslag van de heer Wauwermans, die het recht van interventie door de Wetgevende Macht baseert op het speciale karakter van de steenkool eigendommen, zegt ondermeer : « voor het ontginnen van mijnen en graverijen is een machtiging nodig... het is begrijpelijk dat deze machtiging slechts wordt gegeven mits het beschadigen van het uitzicht wordt verholpen ».

Om de regeling van het huidige probleem te bevorderen is de Regering van zins om voorschotten toe te kennen voor de uitvoering van de saneringswerken, met dien verstande dat de terugvordering van die voorschotten bij wetelijk voorrecht zou worden gegarandeerd.

Besprekking in Commissie.

Een lid verwondert er zich over dat de sanering van de steenkolenvelden afhankelijk wordt van een volmachtswet. Hij kan maar niet begrijpen waarom de Regering bijzondere machten nodig heeft om op dit gebied op te treden.

Voorts verklaart hij niets te begrijpen van de procedure die is uitgevonden door de Minister-Staatssecretaris, adjunct bij de Eerste Minister voor de Streekeconomie.

Volgens dit lid is er geen nieuwe wet nodig om de maatschappijen aan te manen tot saneringen noch om hun de nodige bedragen voor te schieten.

De Regering verklaart dat zij, zo de steenkolenmijn weigert tot de sanering over te gaan, in dezer plaats zal optreden. Maar strookt dit wel met het grondwettelijk recht ? Waarop zou de Regering steunen om op particuliere goederen de hand te leggen ?

Indien de Regering de plaats wil innemen van de steenkolenmijnen, moeten deze laatste door de Staat worden onteigend. Zij zijn trouwens allemaal belangrijke bedragen schuldig aan de Staat, die, in geval van slechte wil, de vonnissen maar moet laten uitvoeren.

Een commissielid vraagt over welke fondsen de Regering zal beschikken om haar doel te bereiken.

Het voorstel dat hij zes jaar geleden had ingediend, bepaalde dat de maatschappij die de exploitatievergunning verkregen had, het herstellen van de vindplaats op zich moet nemen.

Hij meent dat het hier om een aanzienlijke taak gaat. Immers het schoonmaken van iedere vindplaats zou ongeveer 150 miljoen kosten. In totaal zouden de uitgaven dus 15 miljard bedragen.

Een lid ondervraagt ook de Regering over de wijze waarop zij de maatregelen tot sanering van de steenkoolvindplaatsen zal financieren.

Bedoelde sanering moet gebeuren met inachtneming van het algemeen belang. Zij mag niet --- zelfs niet onrechtstreeks --- in het voordeel uitvallen van de betrokken maatschappijen.

ont touché pendant des années des subventions très substantielles, sont redevables à l'Etat de créances importantes, et notamment d'un milliard et demi au F.N.R.O.M.

La question se pose de savoir si, d'une part, en cas d'assainissement en accord avec la société intéressée, le privilège qu'entend s'assurer l'Etat pour couvrir son intervention constitue une garantie valable, et si, d'autre part, en cas d'assainissement par les pouvoirs publics eux-mêmes, il ne convient pas de recourir à des mesures plus radicales en vue de sauvegarder les intérêts de la communauté; par exemple: la valorisation du site par les pouvoirs publics eux-mêmes et, partant, l'expropriation éventuelle de ce site ou une mesure analogue.

Un autre commissaire est également convaincu que dans la presque totalité des cas, la dette contractée pour assainir, excédera la valeur de récupération résultant de la mise en vente des terrains.

Il rappelle les propos d'un membre de la Commission appartenant à la majorité, selon lesquels il ne faut pas duper les populations des régions intéressées.

Un autre membre émet l'opinion que le privilège que le Gouvernement a l'intention de prendre est tout à fait illusoire: rien qu'à l'O.N.S.S., les dettes des charbonnages atteignent déjà 1,5 milliard.

Un commissaire émet l'opinion que la reconversion de certaines régions n'est possible que si elles ont été préalablement « nettoyées » des sites charbonniers abandonnés. Mais, comme il est exclu que le nettoyage puisse être opéré partout en même temps, il souhaiterait savoir par quels sites le Gouvernement compte commencer.

Un autre membre abonde dans le même sens: il faut intervenir rapidement. Il s'informe de la manière dont est envisagée la liquidation des terrils; il propose que l'on reboise une partie des sites; il suggère, que l'on étudie la possibilité de créer des réserves de gaz naturel dans les puits désaffectés.

Un autre commissaire note que le problème des sites industriels ne se limite pas aux seuls sites charbonniers abandonnés; il en va de même pour l'industrie textile. Il demande, dès lors, que le Gouvernement inclue cette industrie dans son plan d'assainissement des sites industriels.

Un commissaire désire savoir qui sera chargé de ces assainissements. Sera-ce une intercommunale? Et quelle sera l'affection des sites nettoyés?

Réponse du Gouvernement.

Le Premier Ministre constate que personne ne met en doute la nécessité de débarrasser certaines régions des ruines qui encombrent les sites charbonniers abandonnés.

L'ampleur de la tâche à accomplir ne peut constituer un obstacle à une action immédiate. Il faut rendre un attrait à des sites hideux qui sont actuellement éliminés du circuit économique et qui font fuir la population jeune.

Certains commissaires ont rappelé que l'Etat est créancier des charbonnages. L'Etat les invitera à agir et, s'il le faut, agira à leur place.

La loi du 12 août 1911 n'a été votée qu'au bout de six ans. Une adaptation de la législation devrait probablement subir de longs délais.

Le Gouvernement demande des pouvoirs spéciaux pour être à même d'entamer une action dont l'urgence n'est pas contestable.

Le Ministre-Secrétaire d'Etat, adjoint au Premier Ministre pour l'Economie régionale précise que la décision invitant les propriétaires à assainir sera conjuguée avec une autre

schappijen, waarvan een groot aantal jarenlang zeer milde subsidies hebben ontvangen en daarbij nog aanzienlijke bedragen schuldig blijven aan de Staat, o.m. anderhalf miljard aan het Nationaal Pensioenfonds voor mijnwerkers.

De vraag is, enerzijds, in geval van sanering in overleg met de betrokken maatschappij, of het voorrecht dat de Staat zich wil toekennen om zijn bijdrage te dekken een voldoende waarborg is en, anderzijds, in geval van sanering door de overheid zelf, of niet tot meer drastische maatregelen moet worden overgegaan om de belangen van de gemeenschap te vrijwaren; als voorbeeld mag worden aangehaald: de valorisatie van de vesting door de overheid zelf en, derhalve, de eventuele onteigening van bedoelde vesting of een gelijkaardige maatregel.

Een ander lid is er eveneens van overtuigd dat in bijna al de gevallen de schuld, aangegaan met het oog op de sanering, hoger zal liggen dan de recuperatiewaarde van de terreinen zoals zij uit de verkoop ervan zal blijken.

Hij herinnert aan de woorden van een commissielid van de meerderheid, volgens welke de bevolking van de betrokken streken niet mag bedrogen worden.

Een ander lid nog is van mening dat het voorrecht, dat de Regering zich wil toeëigenen, denkbeeldig is: tegenover de R.M.Z. alleen belopen de schulden van de kolenmijnen reeds 1,5 miljard.

Een lid is van mening dat de omschakeling van sommige gewesten slechts mogelijk is, indien zij vooraf « schoongemaakt » zijn van wat op de verlaten steenkolenvelden is achtergebleven. Doch, aangezien die schoonmaak niet overal terzelfder tijd kan plaats hebben, wenst hij te weten welke gewesten de Regering het eerst aan de beurt zal laten komen.

Een ander lid haakt daarop in: er moet spoedig opgetreden worden. Hij vraagt op welke wijze de slakkenhopen zullen verwijderd worden; hij stelt voor de vrijgekomen plaatsen gedeeltelijk te herbebossen en de mogelijkheid te onderzoeken om de niet meer gebruikte putten als opslagplaatsen van aardgas te laten dienen.

Een ander lid merkt op dat het probleem van de nijverheidsgebieden niet beperkt is tot de verlaten steenkolenvelden; het rijst ook in de textielindustrie. Hij vraagt dan ook dat de Regering die industrie opneemt in haar plan tot sanering van de nijverheidsgebieden.

Een lid wenst te weten welke instelling met die sanering zal worden belast. Zal het een intercommunale zijn? En waartoe zullen de schoongemaakte gewesten worden aangewend?

Antwoord van de Regering.

De Eerste Minister constateert dat niemand de noodzaakelijkheid betwijfelt om in bepaalde streken het puin dat de steenkolenvestigingen bedekt, op te ruimen.

De omvang van de te verwezenlijken taak kan een onmiddellijke actie niet in de weg staan. Afschuwelijke landschappen, die thans geen economisch belang meer hebben en die de jonge bevolking verdrijven, moeten opnieuw aantrekkelijk worden gemaakt.

Sommige commissieleden hebben eraan herinnerd dat de Staat de schuldeiser is van de kolenmijnen. De Staat zal ze verzoeken iets te ondernemen en, zo nodig, zal hij in hun plaats handelen.

De wet van 12 augustus 1911 is eerst na zes jaar aangenomen. Een aanpassing van de wetgeving zou vermoedelijk lang op zich laten wachten.

De Regering vraagt bijzondere machten aan om een actie te kunnen ondernemen waarvan het dringende karakter ontegensprekelijk is.

De Minister-Staatssecretaris, adjunct bij de Eerste Minister voor de Streekeconomie, merkt op dat de beslissing, waarbij de eigenaars verzocht worden tot sanering

fixant la destination des terrains appropriés. La nouvelle destination devra respecter les prescriptions d'un plan particulier d'aménagement.

C'est dire que l'affectation pourra varier suivant la localisation du site et sera déterminée d'une manière objective. L'utilisation des puits devra tenir compte des règles de sécurité.

L'existence de créances de l'Etat vis-à-vis de certaines sociétés minières n'est pas perdue de vue. L'expropriation n'apporte pas nécessairement la solution. La question est en effet plus complexe et peut varier suivant les cas d'espèce. Toutefois, les dispositions envisagées n'excluent pas la possibilité du recours à l'expropriation, les deux procédures pouvant être combinées ou appliquées séparément.

L'hypothèse de l'octroi d'avances tend à éviter de nouveaux décaissements en dehors de toute possibilité de compensation.

Le privilège légal garantissant la récupération des avances est préférable à l'hypothèque, car il existe en dehors de toute convention.

Le Gouvernement veillera à ce que les opérations d'assainissement ne favorisent pas la spéculation. Le montant qui sera affecté initialement au démarrage de ces opérations variera entre 300 et 500 millions.

Les décisions d'assainissement seront fonction de la contribution que les assainissements projetés sont susceptibles d'apporter à la solution des besoins régionaux ou locaux considérés selon l'ordre d'urgence et le degré de rentabilité des opérations envisagées.

Question.

Le Gouvernement envisage-t-il également, en ce qui concerne la valorisation et l'assainissement rapide des sites charbonniers, un plan de fermetures accélérées ?

Réponse du Gouvernement.

Le programme de fermetures de charbonnages pour 1967 est connu depuis plusieurs mois.

Ce programme porte sur sept sièges d'une capacité de production annuelle de 1 580 000 t; il en résultera, en 1967, une diminution de production de 995 000 t.

Il n'est pas question pour l'instant d'accélérer ce programme de fermetures.

La fusion des charbonnages en Campine.

Dans l'exposé des Motifs, le Gouvernement prévoit parmi les mesures à prendre pour forcer la relance économique et la reconversion régionale : « la fusion des charbonnages de Campine avec engagement des sociétés intéressées de réinvestir dans la région ».

Un commissaire pose les questions suivantes : Comment envisage-t-on cette opération ? Sur quoi porteront les réinvestissements dans la région, et à quels moments ces réinvestissements seront-ils réalisés ?

Un autre membre fait observer qu'il n'y aura évidemment pas de problèmes si les charbonnages de Campine acceptent de fusionner, ni si les sociétés intéressées acceptent de réinvestir dans la région.

Mais, quelles sont les mesures que le Gouvernement se propose de prendre en cas de refus des charbonnages de Campine de fusionner ou de refus de réinvestir dans la région ?

over te gaan, gepaard zal gaan met een andere maatregel, waarbij de bestemming van de geschikte terreinen bepaald wordt. De nieuwe bestemming zal de voorschriften van een bijzonder plan van aanleg moeten eerbiedigen.

De bestemming zal dus kunnen verschillen volgens de ligging van de vindplaats en zal objectief bepaald worden. Voor het gebruik van de schachten zal rekening moeten worden gehouden met de veiligheidsvoorschriften.

Het bestaan van schuldborderingen van de Staat tegenover sommige mijnbouwmaatschappijen wordt niet uit het oog verloren. De onteigening is niet noodzakelijk de oplossing. Het vraagstuk is immers ingewikkelder en kan verschillen al naar het geval. In de overwogen bepalingen wordt nochtans de mogelijkheid van onteigening niet uitgesloten; beide procedures kunnen samen of afzonderlijk toegepast worden.

De hypothese van de uitkering van voorschotten strekt ertoe te vermijden dat nieuwe uitkeringen worden gedaan zonder enige mogelijkheid van compensatie. voorschotten waarborgt, dient te worden verkozen boven

Het wettelijk voorrecht dat de terugvordering van de hypotheek, daar het bestaat buiten alle overeenkomst om.

De Regering zal ervoor waken dat de sanering de speculatie niet in de hand werkt. Het bedrag dat aanvankelijk zal besteed worden aan het op gang brengen van die operaties, zal tussen 300 en 500 miljoen liggen.

De beslissingen inzake saneringen zullen afhankelijk zijn van de bijdrage die door de voorgenomen saneringen kan worden geleverd tot het voldoen van de regionale of lokale behoeften, beschouwd volgens de urgentie en de rendabiliteitsgraad van de voorgenomen operaties.

Vraag.

Heeft de Regering i.v.m. de valorisatie en de snelle saneering van de steenkoolvindplaatsen ook een versneld sluitingsplan op het oog ?

Antwoord van de Regering.

Het programma der sluitingen van steenkoolmijnen in 1967 is sedert maanden bekend.

Dit programma heeft betrekking op zeven zetels met een jaarlijks produktievermogen van 1 580 000 t; dit zal in 1967 leiden tot een produktievermindering van 995 000 t.

Op dit ogenblik is er geen sprake van, dit sluitingsprogramma te versnellen.

Samensmelting van de Kempense steenkolenmijnen.

Onder de maatregelen welke de Regering in de Memorie van toelichting vooropzet om de economische herleving en de regionale reconversie te bespoedigen komt tevens voor : « de samensmelting van de Kempense steenkolenmijnen, met verbintenis van de betrokken maatschappijen om opnieuw in de streek te investeren ».

Een lid stelt de volgende vragen : Hoe zal dit geschieden ? Op welke manier zullen de investeringen in de streek geschieden en wanneer zullen die nieuwe investeringen plaatsgrijpen ?

Een ander lid merkt op dat er natuurlijk geen problemen zijn indien de Kempense steenkolenmijnen het eens zijn om samen te smelten, en evenmin indien de betrokken maatschappijen akkoord gaan om opnieuw in de streek te investeren,

Maar welke maatregelen meet de Regering te treffen indien de Kempense mijnen weigeren samen te smelten of in de streek opnieuw te investeren ?

Un troisième commissaire soulève le problème de la dette des charonnages dans le régime de la sécurité sociale.

Il demande si, après la fusion des charonnages du Limbourg, les sociétés seront obligées de liquider leur dette, ou le Gouvernement passera-t-il l'éponge ?

Si l'Etat prend la dette à sa charge, cela représentera un décaissement de plusieurs centaines de millions. Si l'on passe l'éponge, il s'en suivra un manque de recettes équivalent.

Réponse du Ministre des Affaires économiques.

La fusion des mines de Campine a fait l'objet de plusieurs séances de travail du Comité ministériel de Coordination économique et sociale et des décisions pourront être prises incessamment. Le projet diffère de ceux qui avaient été antérieurement élaborés : il n'y est en effet pas question d'intervention financière de l'Etat, sauf pour ce qui concerne les subsides aux pertes, octroyés à l'ensemble de l'industrie charbonnière belge.

Les sociétés existantes de Campine constitueront une société unique à laquelle elles apporteront leurs avoirs consacrés à l'économie charbonnière. La société unique recevra les subventions pour les pertes, subventions qui ne dépasseront pas ce qu'elles auraient été pour les sociétés individuelles. On peut même espérer qu'elles seront inférieures grâce à la rationalisation dans la gestion et les ventes. L'Etat restera en tout cas maître de fixer le niveau de la perte selon le volume de production qu'il désire conserver dans notre pays.

Au fur et à mesure des fermetures de sièges, il y aura des remboursements de la société unique aux sociétés particulières, remboursements effectués sur la créance de ces dernières correspondant à la valeur liquidative des apports.

Il est convenu, dès à présent, que 50 % de ces remboursements seront réinvestis dans les régions intéressées, ce qui aidera à la reconversion de la Campine. En outre, une convention entre l'Etat et la société unique prévoira que cette dernière exécutera la politique charbonnière en ce qui concerne les arrêts ou la poursuite d'activités. L'Etat aura des commissaires dans la société unique.

Le grand avantage de la fusion des mines de la Campine sera, outre une certaine diminution des pertes grâce à la rationalisation, de permettre un reclassement plus facile du personnel et de faciliter l'écoulement.

La programmation active des investissements industriels.

Question.

Le Gouvernement pourrait-il faire connaître la programmation active qu'il compte instaurer en vue de favoriser des investissements industriels, d'assurer la coordination et la sélectivité accrues des diverses aides publiques aux investissements afin d'en renforcer l'efficacité ? Quelle sera la procédure créée à cette fin ? Comment vont se traduire les intentions gouvernementales ?

Een derde lid raakt het probleem aan van de schulden van de steenkolenmijnen in het stelsel van de sociale zekerheid.

Hij vraagt of de maatschappijen na de samensmelting van de Limburgse steenkolenmijnen, hun schuld zullen moeten aflossen, of dat de Regering hun die zal kwijtschaffen.

Zo de Staat de schuld op zich neemt, zal dit een uitkering van verscheidene honderden miljoenen betekenen. Indien de schuld wordt kwijtgescholden, zal dit een minderontvangst betekenen ten behoeve van een zelfde bedrag.

Antwoord van de Minister van Economische Zaken.

De samensmelting van de Kempense steenkolenmijnen was het voorwerp van verscheiden vergaderingen van het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie en men mag eerstdaags beslissingen verwachten. Het ontwerp wijkt af van die welke vroeger zijn uitgewerkt : er is immers geen sprake van een financiële Staatssteun behalve wat betreft de subsidies voor de verliezen, die verleend worden aan de Belgische steenkolenverheid in haar geheel.

De bestaande Kempense steenkolenmijnen zullen omgevormd worden tot één maatschappij, waarin zij al hun bezit dat betrekking heeft op de steenkoolnijverheid zullen inbrengen. Deze enige maatschappij zal subsidies ontvangen voor de verliezen; deze subsidies zullen niet meer bedragen dan het geval zou geweest zijn voor de afzonderlijke maatschappijen. Men mag zelfs hopen dat zij, dank zij de rationalisatie van het beheer en de verkoop, minder zullen bedragen. De Staat zal in ieder geval verder blijven beslissen op welk niveau hij het verlies zal houden en zulks op grond van het produktievolume dat hij in ons land in stand wenst te houden.

Naarmate de zetels gesloten worden, zal de enige maatschappij terugbetaling doen aan de afzonderlijke maatschappijen; die terugbetalingen zullen verricht worden op de creditrekening van deze laatste in verhouding tot de vereffeningswaarde van de inbreng.

Nu al is overeengekomen dat 50 % van deze terugbetalingen opnieuw in de betrokken streken zullen belegd worden, wat tot een reconversie van de Kempen zal bijdragen. Bovendien zal een overeenkomst tussen de Staat en de enige maatschappij bepalen dat deze de steenkolenpolitiek zal uitvoeren wat de stopzetting of de voortzetting van de activiteit betreft. De Staat zal in de enige maatschappij door commissarissen vertegenwoordigd zijn.

Buiten een zekere vermindering van het verlies dank zij de rationalisatie zal het grote voordeel van de fusie van de Kempense steenkolenmijnen ervan bestaan dat het daardoor mogelijk zal zijn het personeel gemakkelijker te herplaatsen en de afzet te vergemakkelijken.

Actieve programmatie der industriële investeringen.

Vraag.

Kan de Regering kennis geven van de actieve programmatie die zij voornemens is in te voeren om investeringen in de nijverheid aan te moedigen en om een betere coördinatie en selectiviteit in de hulpverlening van overheidswege bij de investeringen te brengen ten einde de doeltreffendheid ervan te verhogen ? Hoe zal de Regering daarbij te werk gaan ? Hoe zullen haar voornemens in werkelijkheid worden omgezet ?

Réponse du Gouvernement.

1. Le Comité national d'expansion économique est saisi pour l'instant d'un document important sur la politique industrielle à suivre au cours des prochaines années. Ce document une fois adopté par le Comité national d'expansion, servira de cadre à la politique d'aides aux investissements.

2. Dans le même ordre de préoccupations, le Gouvernement a décidé une refonte des directives d'application des différentes lois d'expansion sur base notamment de critères sectoriels élaborés en collaboration avec le bureau de programmation.

3. Comme il a déjà été souligné par ailleurs, le Fonds exceptionnel de reconversion a précisément pour objectif et pour effet de mieux coordonner et, dès lors, de mieux sélectionner les diverses formes d'aide publique aux investissements.

L'adoption de différents plans régionaux de reconversion économique.*Question.*

Parmi les mesures économiques annoncées, quelles sont celles qui ont un caractère général et celles qui ont un caractère régional ?

Réponse du Gouvernement.

Parmi les mesures économiques citées à l'article premier du projet de loi, certaines ont essentiellement un caractère général, notamment :

- l'accroissement des moyens de la S.N.I.;
- les différentes mesures fiscales en faveur des investissements nouveaux;
- le renforcement de la prospection industrielle;
- la programmation active des investissements industriels;
- la promotion des exportations;
- la mobilisation des capitaux.

Il va de soi que ces mesures favorisent également l'expansion régionale.

Comme mesures à caractère essentiellement régional, il convient de citer surtout :

- la constitution d'un fonds exceptionnel de reconversion;
- l'assainissement rapide des sites charbonniers;
- la fusion des mines de Campine;
- l'approbation et la réalisation de plans régionaux de reconversion et d'expansion;
- les possibilités plus étendues de reclassement des travailleurs victimes des fermetures de charbonnages.

Question.

Y-a-t-il des plans régionaux qui peuvent être approuvés ? Dans l'affirmative, quels sont-ils ?

Réponse du Gouvernement.

1. Les plans régionaux de développement et de reconversion économiques suivants ont déjà été approuvés par le

Antwoord van de Regering.

1. Aan de Nationale Commissie voor de economische expansie is een belangrijk document over het nijverheidsbeleid voor de eerstvolgende jaren voorgelegd. Eens dat dit document door de Nationale Commissie voor de expansie is goedgekeurd, zal het als grondslag worden gebruikt voor het beleid inzake investeringshulp.

2. In dat verband heeft de Regering besloten tot een herziening van de richtlijnen voor de toepassing van de verschillende expansiewetten, o.m. op grond van de in overleg met het programmatiebureau uitgewerkte criteria voor de sectoren.

3. Zoals reeds werd onderstreept, heeft het Bijzonder Fonds voor de reconversie juist een betere coördinatie en dus een betere keuze van de verschillende vormen van overheidssteun aan de investeringen tot doel en tot gevolg.

Goedkeuring van verschillende gewestelijke economische reconversie- en ontwikkelingsplannen.*Vraag.*

Welke economische maatregelen die worden aangekondigd dragen een algemeen karakter en welke een regionaal ?

Antwoord van de Regering.

Onder de economische maatregelen welke in artikel 1 van het wetsontwerp zijn opgesomd hebben sommige in hoofdzaak een algemeen karakter, nl. :

- de verhoging van de mogelijkheden in de N.I.M.;
- de verschillende fiscale maatregelen ten voordele van de nieuwe investeringen;
- de intensivering van de industriële prospectie;
- de actieve programmatie der industriële investeringen;
- de bevordering van de uitvoer;
- de mobilisatie der kapitalen.

Het ligt voor de hand dat die maatregelen ook de regionale expansie bevorderen.

Als maatregelen met hoofdzakelijk regionaal karakter zijn vooral te vermelden :

- de samenstelling van een bijzonder fonds voor reconversie;
- de snelle sanering der steenkoolvindplaatsen;
- de samensmelting van de Kempense mijnen;
- de goedkeuring en verwesenlijking van gewestelijke reconversie- en ontwikkelingsplannen;
- ruimere herclasseringsmogelijkheden van de door de mijnsluitingen getroffen werknemers.

Vraag.

Bestaan er streekplannen die kunnen goedgekeurd worden ? In bevestigend geval, welke ?

Antwoord van de Regering.

1. Volgende gewestelijke economische reconversie- en ontwikkelingsplannen werden reeds goedgekeurd door het

C.M.C.E.S. (Comité ministériel de Coordination économique et sociale) :

- Borinage-Centre;
- Charleroi;
- Limbourg;
- Liège;
- Campine du Sud;
- Région d'Audenarde;
- Westhoek.

2. Sont en cours d'examen à la Commission interdépartementale de Coordination de la Politique régionale :

- province du Luxembourg;
- province de Namur;
- Hainaut occidental.

Une décision sera prise à leur sujet à bref délai.

Questions.

1. Qui a élaboré ces plans ?
2. Y-a-t-il eu consultation des régions ?
3. Quels organes ont été consultés ?
4. Qui sera chargé de l'exécution de ces plans ?

5. Va-t-on créer un organe de consultation représentatif de toutes les couches socio-économiques ?
6. Comment sera assuré le fonctionnement ?
7. A quelles dates ces plans ont été approuvés par le C.M.C.E.S. ?

Réponses du Ministre-Sectétaire d'Etat, Adjoint au Premier Ministre pour l'Economie régionale.

1. La Commission interdépartementale pour l'Economie régionale a élaboré les plans; la C.M.C.E.S. les a approuvés.

2. Ont été consultés : tous les organismes régionaux de développement économique, e.a. : les intercommunales compétentes, les comités provinciaux économiques, les comités d'expansion économique.

3. Outre les organismes visés au 2, tous les Départements ministériels concernés.

4. Les différents Départements ministériels compétents, chacun en ce qui le concerne et en outre les pouvoirs régionaux et locaux.

5. Les couches socio-économiques sont représentées par les différents organismes de développement économique. En outre, contact peut être pris avec le Conseil central de l'Economie et éventuellement avec le Conseil national de Travail.

6. L'exécution des plans régionaux de reconversion sera suivie par la Commission interdépartementale pour l'Economie régionale.

7. 14 octobre 1966 :

- a) Borinage Centre.
- b) Campine du Sud.

M.C.E.S.C. (Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie) :

- Borinage-Centrum;
- Charleroi;
- Limburg;
- Luik;
- Zuiderkempen;
- Streek van Oudenaarde;
- Westhoek.

2. Zijn ter studie in de « Interdepartementale Coördinatiecommissie voor de Streekeconomie :

- provincie Luxemburg;
- provincie Namen;
- Westen van Henegouwen.

Hierover zal kortelings een beslissing worden genomen.

Vragen.

1. Wie heeft die plannen uitgewerkt ?
2. Was er gewestelijke raadpleging ?
3. Welke instellingen werden geraadpleegd ?
4. Wie zal met de uitvoering van die plannen belast worden ?
5. Zal men een adviserend orgaan oprichten, dat alle sociaal-economische geledingen vertegenwoordigt ?
6. Hoe zal in de werking ervan voorzien worden ?
7. Op welke data werden die plannen door het M.C.E.S.C. goedgekeurd ?

Antwoorden van de Minister-Staatssecretaris, adjunct bij de Eerste Minister voor de Streekeconomie,

1. De Interdepartementale Commissie voor de Streekeconomie heeft plannen uitgewerkt; het M.C.E.S.C. heeft ze goedgekeurd.

2. Het advies van alle gewestelijke instellingen voor economische ontwikkeling werd ingewonnen, onder meer van : de bevoegde intercommunales, de provinciale economische comités, de economische expansiecomités.

3. Behalve de in bedoelde instellingen : alle betrokken ministeriële departementen.

4. De verschillende bevoegde ministeriële departementen, elk wat betreft de aangelegenheden die ze aanbelangen en bovendien de gewestelijke en plaatselijke overheden.

5. De sociaal-economische geledingen zijn vertegenwoordigd door de onderscheidene instellingen voor economische ontwikkeling. Bovendien kan contact opgenomen worden met de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven en eventueel met de Nationale Arbeidsraad.

6. De Interdepartementale Commissie voor de Streekeconomie zal de uitvoering van de gewestelijke reconversieplannen volgen.

7. 14 oktober 1966 :

- a) Borinage-Centrum.
- b) Zuiderkempen.

22 décembre 1966 :

- a) Liège.
- b) Région minière limbourgeoise.

11 janvier 1967 :

- a) Région de Charleroi.
- b) Hainaut occidental.

15 février 1967 :

Westhoek et Audenarde.

La promotion des exportations.

Question.

L'article 1^{er}, § 3, accorde une bonification d'intérêt aux pays en voie de développement pour leur permettre d'importer à crédit des biens d'équipement de fabrication belge. Le Gouvernement se rend-il compte que ce premier crédit de 250 millions qui lui est demandé par le Ministre du Commerce extérieur, sera bientôt de plusieurs milliards ? Car il s'agit bien là d'un tonneau des Danaïdes.

Pourquoi ne pas agir tout autrement et beaucoup plus simplement; pourquoi ne pas suivre l'exemple français où les banques privées accordent des crédits à taux d'intérêt réduit à des pays insuffisamment développés, moyennant le visa accordé par la Banque centrale ? De ce fait, ces banques peuvent escompter ces crédits auprès de la Banque centrale ou d'un Institut de Réescompte. Cette formule ne coûte rien à l'Etat, ni aux contribuables.

Bien entendu, il faut que le Gouvernement ait l'accord de la Banque nationale, et il rencontrera probablement beaucoup de difficultés de ce côté.

Que pense le Gouvernement de cette suggestion ?

Réponse du Ministre des Finances.

L'exemple français a été évoqué.

Voici comment il peut être décrit succinctement.

Les crédits à moyen terme à l'industrie et à l'exportation peuvent, s'ils remplissent certaines conditions, être réescamptés (ou mis en pension) auprès d'organismes spécialisés, certains eux-mêmes de pouvoir se couvrir auprès de l'institut d'émission; ils peuvent ainsi être refinancés au premier degré par le Crédit National ou le Crédit Foncier de France, ensuite par la Caisse des Dépôts et Consignations et enfin, en dehors des plafonds de réescompte fixés pour chaque banque, par la Banque de France. Ils n'aboutissent dans le portefeuille de celle-ci que dans la mesure où les organismes spécialisés ne disposent pas des moyens d'action nécessaires pour le financer.

C'est un souci de défense monétaire qui a amené les autorités à interposer de la sorte un double écran entre l'organisme qui accorde le crédit et l'institut d'émission. L'intervention d'organismes autonomes pourvus de certaines ressources stables permet, avant le recours au financement monétaire, l'utilisation de toutes les possibilités du marché des capitaux.

Le rapport de la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique consacré au marché des effets à moyen terme (¹) souligne que le système français a été instauré à l'époque pour remédier à la stagnation de l'industrie française, malgré les effets inflationnistes qu'il ne pouvait manquer d'avoir. Depuis

22 december 1966 :

- a) Luik.
- b) Limburgse mijnstreek.

11 januari 1967 :

- a) Streek van Charleroi.
- b) Het Westen van Henegouwen.

15 februari 1967 :

Westhoek en Oudenaarde.

Bevordering van de uitvoer.

Vraag.

Het eerste artikel, § 3, verleent een rentevergoeding aan de ontwikkelingslanden, om het hun mogelijk te maken uitrustingsgoederen van Belgisch fabrikaat op krediet in te voeren. Is de Regering ervan bewust dat dit eerste krediet van 250 miljoen, dat aangevraagd werd door de Minister van Buitenlandse Handel, weldra tot verscheidene miljarden zal oplopen ? Want het betreft hier een waar Danaïdenvat.

Waarom niet helemaal anders op een veel eenvoudiger wijze te werk gaan; waarom niet het voorbeeld van Frankrijk volgen, waar de particuliere banken kredieten tegen verlaagde rentevoet verlenen aan minderontwikkelde landen, op voorwaarde dat de Centrale Bank haar visa verleent ? Zodoende kunnen bedoelde banken die kredieten verdisconteren bij de Centrale Bank of bij een Herdisconteringsinstituut. Die formule kost niets aan de Staat noch aan de belastingplichtigen.

Natuurlijk moet de Regering de instemming van de Nationale Bank hebben, en van die zijde zal zij waarschijnlijk op heel wat moeilijkheden stuiten.

Wat is de mening van de Regering in verband met die suggestie ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Er is gewezen op het Franse voorbeeld.

Het kan in 't kort worden omschreven als volgt.

Kredieten op halflange termijn aan de nijverheid en de uitvoer kunnen, als zij aan bepaalde voorwaarden voldoen, hergedisconteerd (of « en pension » geplaatst) worden bij gespecialiseerde organen die er zeker van zijn dat zij zelf dekking kunnen krijgen bij het emissie-instituut; zij kunnen zodoende in de eerste graad opnieuw gefinancierd worden door het « Crédit National » of het « Crédit Foncier de France », vervolgens door de « Caisse des Dépôts et Consignations » en ten slotte, boven het voor elke bank vastgestelde maximum herdisconto, door de « Banque de France ». Zij belanden slechts in de portefeuille van deze laatste wanneer de gespecialiseerde organen niet over de nodige middelen voor de financiering ervan beschikken.

Ter bescherming van de munt plaatste de overheid een dubbel scherm tussen het orgaan dat het krediet toestaat en het emissie-instituut. Door het optreden van over bepaalde stabiele middelen beschikkende zelfstandige organen kunnen alle mogelijkheden van de geldmarkt worden aangewend vóór een beroep wordt gedaan op monetaire financiering.

In het verslag van de Regeringscommissie voor de studie van de financieringsproblemen van de economische expansie over de markt der effecten op halflange termijn (¹) wordt erop gewezen dat het Franse systeem destijds werd ingevoerd om de stilstand in de Franse nijverheid te verhelpen, spite de inflatoire gevolgen die het ongetwijfeld zou mee-

(¹) Du 10 novembre 1966.

(¹) Van 10 november 1966.

quelques années, les banques françaises sont astreintes à un coefficient de trésorerie et elles ne peuvent pas rééscampter les effets à moyen terme qu'elles ont en portefeuille, dans la mesure où ils sont affectés à la constitution de ce coefficient.

En ce qui concerne la possibilité de l'intervention de la Banque Nationale de Belgique en matière de mobilisation des effets à moyen terme, le rapport ajoute :

« Les risques d'une telle intervention de la Banque Nationale, à l'initiative des détenteurs d'effets à moyen terme ou de l'Institut de Réescompte et de Garantie, doivent cependant être soulignés.

» Le papier à moyen terme n'est pas, comme le papier à court terme, un véhicule approprié pour les concours qui peuvent être demandés à la Banque Nationale en vue d'alimenter le marché monétaire.

» C'est à ce marché que les banques s'adressent, lorsque leurs moyens d'action, dans une large mesure à vue, subissent des ponctions. Celles-ci peuvent résulter de transferts à d'autres banques, auquel cas le marché monétaire s'équilibre de lui-même. Mais elles peuvent aussi être causées par la transformation de dépôts en billets ou en devises. L'équilibre du marché monétaire ne pourra alors être assuré que par une intervention de la Banque centrale. Une telle intervention se justifiera si la demande de billets ou de devises peut être considérée comme normale, par exemple si elle est saisonnière ou est associée à une reprise économique. Mais si elle a un caractère anormal, par exemple si elle est liée à des développements inflationnistes, la Banque centrale devra limiter ses apports au marché monétaire et, à cette fin, agir sur ses propres actifs. Or, son action ne pourra être rapide que si les actifs sur lesquels elle porte sont à court terme.

» Des interventions de la Banque Nationale qui, tout en restant très limitées, conféreraient une trop grande liquidité aux effets à moyen terme, pourraient donc avoir des conséquences inflationnistes. En effet, les décisions de dépenser sont influencées par la liquidité des entreprises et des intermédiaires financiers. Or, cette liquidité sera d'autant plus grande que les passifs de ces secteurs seront à plus long terme et leurs actifs à plus court terme ou plus aisément mobilisables.

» Le réescompte auprès de la Banque Nationale serait une solution de facilité, qui énerverait la discipline à laquelle il convient que les participants s'astreignent dans leurs interventions sur le marché. Le résultat pourrait fort bien être que, dès le début et de façon continue, un volume assez important de papier à moyen terme soit financé par la Banque centrale. Celle-ci risquerait aussi d'être particulièrement sollicitée pendant les périodes de tensions inflationnistes et d'être ainsi amenée à intervenir à contremps.

» Les interventions de la Banque Nationale n'auraient pas les inconvénients signalés si elles avaient lieu, non pas à l'initiative des détenteurs d'effets à moyen terme ou de l'Institut de Réescompte et de Garantie, lorsque le marché ne pourrait absorber toutes les offres, mais à l'initiative de la Banque dans un but de politique monétaire. Les achats et les ventes de la Banque constituerait, dans ces conditions, une sorte d'*« open market policy »*. La Banque pourrait, par exemple, intervenir en vue d'influencer les taux d'intérêt.

brengen. Sedert enkele jaren zijn de Franse banken aan een schatkistcoëfficiënt gebonden en kunnen zij de effecten op halflange termijn die zij in portefeuille hebben en die betrekking hebben op de samenstelling van die coëfficiënt, niet herdiconteren.

Inzake de mogelijkheid van het optreden van de Nationale Bank van België bij de mobilisatie van de effecten op middellange termijn, wordt in het verslag voorts gezegd :

« De risico's die voortvloeien uit een dergelijke tussenkomst van de Nationale Bank op initiatief van de houders van effecten op halflange termijn of van het Herdisconterings- en Waarborginstiutuut dienen nochtans onderstreept te worden.

» Het waardepapier op halflange termijn is niet, zoals dat op korte termijn, een geschikt middel voor de hulp die aan de Nationale Bank kan gevraagd worden met het oog op de voorziening van de geldmarkt.

» Het is op die markt dat de banken een beroep doen wanneer hun actiemiddelen — voornamelijk « op zicht » — in sterke mate dalen. Dit kan het gevolg zijn van transferten naar andere banken, in welk geval de geldmarkt vanzelf haar evenwicht terugvindt. Doch die daling kan ook het gevolg zijn van de omzetting van deposito's in biljetten of in deviezen. Het evenwicht van de geldmarkt zal in dat geval slechts kunnen verzekerd worden door een tussenkomst van de Centrale Bank. Een dergelijke tussenkomst zal gewettigd zijn indien de vraag om biljetten of deviezen als normaal kan beschouwd worden, bv. indien zij seizoengebonden is of gepaard gaat met een economische herleving. Doch indien zij een abnormaal karakter heeft, bv. wanneer zij gepaard gaat met een inflatie, zal de Centrale Bank haar inbreng op de geldmarkt moeten beperken en daartoe ageren met haar eigen activa. Haar actie nu zal slechts snel kunnen verlopen wanneer de activa, waarop zij betrekking heeft, activa op korte termijn zijn.

» Tussenkomsten van de Nationale Bank die, hoewel zij zeer beperkt zouden blijven, een al te grote liquiditeit zouden verlenen aan de effecten op halflange termijn, zouden dus naar inflatie kunnen leiden. Inderdaad, de beslissingen om uitgaven te doen worden beïnvloed door de liquiditeit van de ondernemingen en van de financiële tussenpersonen. Nu zal deze liquiditeit des te groter zijn naarmate de passiva van die sectoren op langere en de activa op kortere termijn zullen zijn of gemakkelijker in omloop kunnen gebracht worden.

» De herdicontering bij de Nationale Bank ware een gemakkelijkheidsoplossing die de tucht, die de deelnemers moeten in acht nemen in hun verhandelingen op de markt, zou ontzenuwen. De uitslag daarvan zou wellicht kunnen zijn dat, van bij het begin, doorlopend een tamelijk omvangrijk volume waardepapier op halflange termijn zou gefinancierd worden door de Centrale Bank. Deze zou ook het gevaar lopen dat men voornamelijk op haar beroep zou doen tijdens periodes waarin zich inflatoire neigingen voordoen en zij er aldus toe zou gebracht worden te onpas op te treden.

» De tussenkomsten van de Nationale Bank zouden niet de aangehaalde nadelen vertonen indien zij geschiedden, niet op initiatief van de houders van effecten op halflange termijn of van het Herdisconterings- en Waarborginstiutuut, wanneer de markt niet aan alle aanbiedingen kan voldoen, doch op initiatief van de Bank en met een oogmerk van monetaire politiek. De aan- en verkopen van de Bank zouden in die omstandigheden een soort *« open market policy »* vormen. De Bank zou b.v. tussenkommen om invloed uit te oefenen op de rentevoet.

» De la sorte, la Banque Nationale resterait libre de fixer l'ampleur et les conditions de ses interventions sur le marché à moyen terme, en fonction des impératifs de sa politique monétaire. »

Question.

Le Gouvernement se propose de revoir le statut de l'Office national du Ducroire et d'augmenter la dotation qui lui est octroyée. Il songe également à accroître les moyens financiers du Fonds du Commerce extérieur.

Un membre s'interroge sur l'importance et l'affectation de ces augmentations. Il est d'avis que ces moyens financiers ne sauraient être affectés à l'attribution de prix, au couronnement de certaines études ou à l'organisation d'expositions. Il s'agirait plutôt de procurer à l'O.B.C.E. plus de moyens concrets, permettant une prospection et une médiation commerciales plus intensives. Il insiste, d'autre part, pour que la détaxation forfaitaire à l'exportation soit généralisée.

Réponse du Ministre des Finances.

C'est bien dans le sens préconisé par le membre que le Gouvernement se propose d'accroître les moyens d'action de l'Office belge du Commerce extérieur. D'autre part, de nouveaux progrès seront réalisés dans la voie de la détaxation à l'exportation.

Question.

1. La loi du 3 juin 1964 (*Moniteur belge* du 17 juin 1964) visant à contribuer à la charge toujours croissante de l'aide aux pays en voie de développement et à sauvegarder en même temps la position concurrentielle des industries nationales sur certains marchés d'exportation stipule entre autres dans son article I^e que « l'Office peut garantir directement pour le compte de l'Etat des opérations de crédit en faveur de l'étranger qui comportent des risques dont la gravité et la durée dépassent les possibilités de l'assurance-crédit mais dont la réalisation est jugée opportune par le Gouvernement ».

Il serait souhaitable qu'une application extensive de cette loi soit acquise et étendue à de nouveaux pays.

2. Coefficient de couverture : Que les crédits soient de six mois, deux ans, cinq ans ou dix ans, ils sont couverts à raison de 85 % pour les risques commerciaux et de 90 % pour les risques politiques (dans le cas de convention globale).

En effet, l'Office a toujours, sans cependant y être obligé par la loi, pratiqué une politique de participation de l'exportateur aux risques des opérations assurées. C'est seulement en 1962 par l'article 2 de la loi du 27 juillet, qu'une couverture de 100 % lui a été interdite, quelle que soit la durée ou la nature du crédit.

Certes, cette règle de la participation est justifiée; toutefois, les avis peuvent diverger sur la durée de cette participation.

Ainsi, il paraît normal de demander à une entreprise de supporter une partie du risque pendant une

» Aldus zou de Nationale Bank vrij blijven om de omvang en de voorwaarden van haar tussenkomsten op de markt op half lange termijn te bepalen in overeenstemming met de vereisten van haar monetair beleid. »

Vraag.

De Regering is voornemens het statuut van de Nationale Delcrederedienst te herzien en de eraan verleende dotatie te verhogen. Zij overweegt de middelen van het Fonds voor de Buitenlandse Handel te verhogen.

Een lid vraagt zich af wat de omvang en de aanwending van deze verhogingen zullen zijn. Hij is de mening toegegaan dat deze financiële middelen niet aangewend zouden moeten worden voor de toekenning van prijzen, de bekroning van sommige studies of de organisatie van tentoonstellingen. Zij zouden er eerder toe moeten dienen de B.D.B.H. méér concrete middelen te verschaffen, waarbij intensievere handelsprospectie en -bemiddeling mogelijk zouden worden gemaakt. Hij dringt er anderzijds op aan dat een forfaitaire detaxatie bij de export veralgemeend wordt.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Regering is voornemens de actiemiddelen van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel in de door het lid voorgestelde zin te verhogen. Anderzijds zullen nieuwe vorderingen worden gemaakt inzake detaxatie bij de export.

Vraag.

1. In de wet van 3 juni 1964 (*Belgisch Staatsblad* van 17 juni 1964), die beoogt bij te dragen in de betaling van de steeds toenemende last van de hulp aan de ontwikkelingslanden en de concurrentiële positie van de nationale industrieën op sommige exportmarkten te vrijwaren, wordt o.m. in artikel 1 gezegd : « de Dienst mag rechtstreeks voor rekening van de Staat kredietverrichtingen ten gunste van het buitenland, die risico's inhouden, waarvan de belangrijkheid en de duur de mogelijkheden van de kredietverzekering te boven gaan, doch welker verwezenlijking door de Regering gepast wordt geacht, waarborgen ».

Het zou wenselijk zijn de toepassing van die wet te verruimen en uit te breiden tot andere landen.

2. Dekkingscoëfficent : De kredieten, ongeacht of zij zijn toegestaan voor zes maanden, twee jaar, vijf jaar of tien jaar, zijn voor 85 % gedekt voor handelsrisico's en voor 90 % voor politieke risico's (in geval van globale overeenkomst).

De Dienst heeft immers steeds, zonder daar nochtans door de wet toe te zijn verplicht, de uitvoerder doen delen in het risico van de verzekerde operaties. Slechts in 1962 werd de dekking voor 100 %, ongeacht de looptijd en de aard van het krediet, verboden bij artikel 2 van de wet van 27 juli.

Die regel betreffende de deelneming is zeker gerechtvaardigd; over de duur van de deelneming kunnen de meningen evenwel uiteenlopen.

Zo lijkt het normaal dat een onderneming verzocht wordt een deel van het risico te dragen tijdens een redelijke

période raisonnable qui ne devrait pas être supérieure à deux ou trois ans et devrait comprendre en tout cas la période s'écoulant depuis la livraison jusqu'à la réception définitive du matériel fourni. Pendant ce temps, en effet, les risques concernant l'acheteur et la stabilité politique de son pays, restent dans des limites relativement prévisibles et donc supportables par l'exportateur.

Par contre, ce délai écoulé, il apparaît que la participation de l'exportateur perd sa justification.

En France, la COFACE garantit à 95 % les échéances postérieures à 5 ans.

En Allemagne, la K.F.W. (Kreditanstalt für Wiederaufbau) peut, après réception des installations industrielles par le client, relayer le financement du type « Crédit fournisseur » en octroyant à l'acheteur étranger un « Crédit financier ».

L'organisme anglais E.C.G.D. (Export Credit Guaranty Department) a été attentif à cet aspect du problème et couvre à 100 %, sans surprise, les contrats de biens d'équipement entraînant un crédit de trois ans ou plus dont la première année s'est déroulée sans incident.

Cette façon de faire est absolument logique; elle devrait être adoptée dans notre pays. Non seulement elle dégagerait l'exportateur d'un fardeau toujours croissant vu la multiplication des ventes à crédit, mais aussi, et ceci est très important, elle permettrait sans doute, grâce à la garantie à 100 %, de trouver auprès des organismes financiers, une mobilisation à un taux plus favorable que celui qui est actuellement appliqué et que tout le monde s'accorde à considérer comme défavorisant nos exportateurs par comparaison à leurs concurrents étrangers (voir travaux de la Commission De Voghel).

Il convient d'ajouter que cet abaissement de taux serait ainsi obtenu sans aucune charge supplémentaire pour le budget.

Réponse du Ministre des Finances.

L'intention du Gouvernement est de procéder en dehors de la majoration de la dotation proprement dite de l'Office, à l'augmentation du plafond des garanties accordées pour compte de l'Etat, dans le cadre des dispositions du chapitre I de la loi du 3 juin 1964.

Quant à l'intervention du bénéficiaire de la garantie dans le risque, elle est fondamentalement justifiée.

Toutefois, les dispositions actuelles sont sans doute trop strictes et empêchent la solution de certains problèmes.

La suppression pure et simple de l'intervention du bénéficiaire irait cependant trop loin.

La solution à laquelle le Gouvernement estime devoir se rallier est de prévoir que, dans des cas exceptionnels, il pourra être dérogé à l'application de l'intervention du bénéficiaire pour tout ou partie de la durée de l'opération.

Question.

L'exportation de biens d'équipement vers les pays en voie de développement pourra-t-elle se faire sans concessions en matière d'importation (p. ex. de textile) à des prix de dumping ?

periode die niet langer dan twee of drie jaar mag zijn en die in elk geval de periode moet omvatten die loopt van de levering tot de definitieve afname van het geleverde materieel. Gedurende die tijd blijven de risico's in hoofde van de koper en van de politieke stabiliteit van diens land vrijwel binnen de perken van het voorzienbare en dus draaglijk voor de uitvoerder.

Het komt evenwel voor dat de deelneming van de uitvoerder na het verstrijken van die termijn niet meer gerechtvaardigd is.

In Frankrijk waarborgt COFACE vervaldata boven vijf jaar voor 95 %.

In Duitsland kan de K.F.W. (Kreditanstalt für Wiederaufbau) na afname van de nijverheidsinrichtingen door de cliënt de financiering van het type « krediet leverancier » overnemen door aan de buitenlandse koper een « financieel krediet » toe te staan.

Het Engelse orgaan E.C.G.D. (Export Credit Guaranty Department) bekeek die kant van het vraagstuk en dekt voor 100 % en zonder bijpremie die contracten voor uitrustingsgoederen waarmee een krediet van drie of meer jaren gemoeid is, waarvan dan het eerste jaar zonder incident verliep.

Die werkwijze is volkomen logisch en zou ook in ons land moeten worden gevuld. Zij zou niet alleen de uitvoerder bevrijden van een last die steeds zwaarder wordt ingevolge van uitbreiding van de verkoop op krediet, maar zij zou, wat zeer belangrijk is, dank zij de waarborg voor 100 %, de mogelijkheid bieden om bij de financiële organen kapitaal te vinden tegen een gunstiger rentevoet dan degene die thans wordt toegepast en waarover iedereen het eens is dat hij onze uitvoerders in een ongunstigere positie plaatst dan hun buitenlandse concurrenten (zie de werkzaamheden van de Commissie De Voghel).

Daarbij komt dat de rentevoet op die wijze zou verlaagd worden zonder enige bijkomende last voor de begroting.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Regering is van zins om naast de eigenlijke verhoging van de dotatie van de Delcrederedienst, eveneens het plafond te verhogen van de voor rekening van de Staat verleende waarborg in het kader van de bepalingen van hoofdstuk I van de wet van 3 juni 1964.

Het aandeel van de verkrijger van de waarborg in het risico is fundamenteel gerechtvaardigd.

De huidige bepalingen zijn echter ongetwijfeld te strikt, zodat zij aan de oplossing van sommige problemen in de weg staan.

Het zou echter overdreven zijn de tussenkomst van de begunstigde eenvoudig weg te laten.

De oplossing welke de Regering meent te moeten aannemen bestaat erin om in uitzonderingsgevallen een afwijking toe te staan voor de tussenkomst van de begunstigde voor geheel of voor een deel van de operatie.

Vraag.

Zal de uitvoer van uitrustingsgoederen aan de ontwikkelingsgebieden kunnen geschieden zonder toegevingen op het gebied van de invoer (bv. van textiel) tegen dumping-prijzen ?

Réponse du Ministre.

La promotion de l'exportation stimulera incontestablement la relance économique, notamment par l'octroi de bonifications d'intérêt aux pays en voie de développement qui importent à crédit, des biens d'équipement de fabrication belge.

Si un crédit de 50 millions de francs, par exemple, était prévu, l'exportation de biens d'équipement de première qualité pourrait augmenter d'environ 2,5 milliards de francs.

En principe, il s'agit, dans chaque cas, de ventes non liées.

En fait, ces biens d'équipement de première qualité font l'objet d'une forte demande de la part des pays en voie de développement et les exigences formulées par ces pays jeunes concernent le plus souvent le financement.

Le recrutement dans les services publics des travailleurs touchés par la fermeture des charbonnages.

L'article premier, 2^e, précise que « par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le Roi peut prendre toutes dispositions utiles en vue d'octroyer de larges facilités pour le recrutement dans les services publics des travailleurs touchés par des fermetures de charbonnages ».

Un membre se félicite de l'octroi de larges facilités pour le recrutement dans les services publics des ouvriers mineurs qui, dans de nombreux cas, sont victimes de licenciements massifs, lesquels posent des problèmes particuliers en matière de reclassement.

Il s'enquiert des conditions qui seront mises à ce recrutement, notamment de la limite d'âge, de la valorisation des années passées dans le secteur privé et du reclassement des ouvriers mineurs victimes d'accidents du travail.

Pour ces derniers, il demande un effort particulier du Fonds des Handicapés afin de leur assurer une rémunération décente.

Un autre commissaire émet le vœu que le reclassement dans les services publics ne soit pas limité aux seuls travailleurs licenciés par suite de la fermeture de charbonnages, mais soit étendu à d'autres catégories de travailleurs mis en chômage.

Il ajoute cependant qu'il ne faudrait pas éveiller des espoirs parmi les travailleurs intéressés si les projets du Gouvernement étaient irréalisables.

Un troisième commissaire déclare qu'à la page 60 de l'Exposé général du budget des Dépenses et Recettes pour l'exercice 1967 (1) il est dit : « Le Gouvernement envisage, enfin, le recrutement à des conditions déterminées, dans les services publics, de personnel licencié. Le Conseil des Ministres s'est déjà penché sur ce problème ».

Le rapport du budget des Voies et Moyens (2) signale, de son côté : « c'est évidemment dans le cadre de ces autorisations que devrait se situer l'entrée éventuelle dans les services publics du personnel licencié par le secteur privé ».

» Le statut du personnel de l'Etat est fixé par arrêté royal.

(1) Chambre des Représentants, Doc. n° 4, session 1966-1967.

(2) Chambre des Représentants, Doc. n° 4-I/2, session 1966-1967, p. 107.

Antwoord van de Minister.

De economische herleving zal ongetwijfeld gestimuleerd worden door het verlenen van rentevergoedingen aan de ontwikkelingslanden welke op krediet uitrustingsgoederen van Belgisch fabrikaat invoeren.

Door het uitrekken van een krediet van bv. 50 miljoen frank zou de invoer van hoogwaardige uitrustingsgoederen kunnen stijgen met ongeveer 2,5 miljard frank.

» In principe gaat het hier telkens om niet-gebonden verkopen.

In feite is er een sterke vraag naar deze hoogwaardige uitrustingsgoederen vanwege de ontwikkelingslanden, en betreffen de eisen, welke door deze jonge landen worden gesteld, meestal de financiering.

De werving in openbare diensten van werknemers die getroffen werden door de sluiting van steenkoolmijnen.

Artikel 1, 2^e, bepaalt dat « door in Ministerraad overlegd besluit de Koning alle nuttige maatregelen kan treffen ten einde ruime faciliteiten toe te kennen voor de werving in openbare diensten van werknemers die getroffen worden door de sluiting van steenkolenmijnen ».

Een lid verklaart zich verheugd vast te stellen dat het ontwerp ook in ruime faciliteiten voorziet voor de werving in de openbare diensten van mijnwerkers die in talrijke gevallen getroffen werden door massale afdankingen, welke bijzondere problemen doen rijzen voor de herklassering van het betrokken personeel.

Het wenst nadere bijzonderheden te kennen over de voorwaarden die bij de werving gaan worden gesteld, onder meer inzake leeftijdsgrens, valorisatie van de in de privé-sector verworven anciënniteit, en ook inzake de herklassering van mijnwerkers die het slachtoffer zijn geweest van arbeidsongevallen.

Voor deze laatsten vraagt hij dat het Fonds voor Mindervaliden een speciale inspanning doet om in een behoorlijke beloning te voorzien.

Een ander lid spreekt de wens uit dat de herklassering in de openbare diensten niet beperkt wordt tot de werknemers die getroffen worden door de sluiting van steenkoolmijnen, maar uitgebreid wordt tot andere categorieën van werkloos geworden werknemers.

Maar hij voegt er evenwel aan toe dat er geen hoop mag worden gewekt onder de betrokken werknemers, indien de plannen van de Regering onverwezenlijkbaar blijken.

Een derde lid verklaart dat op bladzijde 60 van de Algemene toelichting van de begroting van Ontvangsten en Uitgaven voor het dienstjaar 1967 (1) wordt gezegd : « Ten slotte overweegt de Regering de aanwerving in de openbare diensten, onder bepaalde voorwaarden, van afgedankt personeel. De Ministerraad heeft zich reeds met dat probleem beziggehouden ».

Het verslag over de Rijksmiddelenbegroting (2) vermeldt, van zijn kant, dat : « de eventuele opneming in de openbare diensten van personeel dat door de particuliere sector werd afgedankt, vanzelfsprekend in het raam van die machtingen dient te geschieden ».

» Het statuut van het Rijkspersoneel is bij koninklijk besluit vastgesteld.

(1) Kamer van Volksvertegenwoordigers, Stuk n° 4, zitting 1966-1967.

(2) Kamer van Volksvertegenwoordigers, Stuk n° 4-I/2, zitting 1966-1967, blz. 107.

» Le statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat est également fixé par arrêté royal (loi du 22 juin 1964). »

Pourquoi l'Exécutif demande-t-il, dès lors, au Parlement des pouvoirs qu'il détient déjà en vertu de l'article 66 de la Constitution ? Si des difficultés existent, pourquoi le Gouvernement n'énumère-t-il pas les lois qui devraient être modifiées ?

Un autre membre fait observer qu'il convient d'être prudent en la matière. On ne peut pas perdre de vue l'effort qui a été accompli, d'accord avec les organisations syndicales, pour améliorer le statut des agents des services publics et réaliser une valorisation de la fonction publique.

Cet effort ne peut être remis en cause par des initiatives qui, si louables soient-elles, concernent tout de même des problèmes étrangers à l'administration.

Il faut également tenir compte des incidences que ces mesures de reclassement pourraient avoir en matière de droits acquis de ces agents, de leur situation hiérarchique et pécuniaire, etc.

Un cinquième membre émet également des réserves : le Gouvernement n'estime-t-il pas qu'il y a une nette contradiction entre cette mesure et la revalorisation de la fonction publique ?

Nous avons déjà dans le passé accordé des priorités d'engagement dans le secteur public aux anciens combattants, aux prisonniers de guerre, aux résistants, et voilà maintenant que nous allons accorder des priorités d'engagement aux travailleurs touchés par les fermetures de charbonnages.

Et pourquoi pas demain aux travailleurs touchés par les fermetures des usines sidérurgiques, et après-demain, aux travailleurs touchés par les fermetures des usines textiles ? Et ainsi de suite...

Est-ce vraiment la bonne manière de revaloriser la fonction publique ?

Un autre membre commence par faire observer que les mesures qui font l'objet de cet article ont déjà été discutées en Comité de consultation syndicale où l'on était arrivé à un accord bien avant le dépôt du présent projet de loi. Il y voit la preuve que des pouvoirs spéciaux ne sont nullement nécessaires pour régler ce problème.

Ce commissaire désire poser une série de questions au Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique :

1° A combien de personnes les mesures prévues au 2° de l'article 1° sont-elles susceptibles d'être appliquées ?

2° Ces mesures sont-elles limitées aux seules victimes des fermetures de charbonnages ? Et la sidérurgie ? Et les autres secteurs ?

3° Le Gouvernement entend-il rester dans le cadre où il a placé le problème lors de ses négociations avec les syndicats, ou bien sollicite-t-il des pouvoirs spéciaux pour imposer d'autres solutions ?

4° Comment le Gouvernement envisage-t-il la sauvegarde des droits acquis du personnel statutaire, temporaire et auxiliaire ?

5° Va-t-on à la généralisation de la prise en considération pour le calcul de l'ancienneté des services prestés dans le secteur privé ?

6° Les mesures de reclassement dans les services publics seront-elles applicables également aux travailleurs étrangers ?

» Ook het statuut van het onderwijzend personeel is vastgesteld bij koninklijk besluit (wet van 22 juni 1964). »

Waarom vraagt de Uitvoerende Macht derhalve aan het Parlement machten waarover zij reeds krachtens artikel 66 van de Grondwet beschikt ? Indien er zich moeilijkheden voordoen, waarom somt de Regering dan de wetten niet op die zouden moeten gewijzigd worden ?

Een ander lid wijst erop dat voorzichtigheid geboden is op dit gebied. Men mag inderdaad niet uit het oog verliezen dat belangrijke inspanningen werden gedaan om in overleg met de syndikale organisaties het statuut van het personeel van de overheidsdiensten te verbeteren en de valorisatie van het openbaar ambt door te voeren.

Deze inspanningen mogen niet in het gedrang worden gebracht door initiatieven die, ofschoon lofwaardig, niettemin betrekking hebben op problemen die vreemd zijn aan de administratie.

Men dient trouwens ook rekening te houden met de weerslag die dergelijke maatregelen kunnen hebben op de verkregen rechten van het personeel, hun hiërarchische en geldelijke toestand enz.

Een vijfde lid maakt eveneens voorbehoud : meent de Regering niet dat er een duidelijke tegenspraak is tussen die maatregel en de herwaardering van het openbaar ambt ?

In het verleden hebben wij reeds prioriteiten verleend voor de recruterend door de overheidssector van oudstrijders, krijsgevangenen, verzetslieden, en nu gaan wij bij de recruterend voorrang verlenen aan door de sluiting van steenkolenmijnen getroffen werknemers.

Waarom zouden wij morgen niet hetzelfde doen voor de door de sluiting van ijzer- en staalfabrieken, en overmorgen voor de door de sluiting van textielfabrieken getroffen werknemers enz. ?

Is zulks de goede methode om het openbaar ambt te herwaarderen ?

Een ander lid merkt eerst en vooral op dat de in dit artikel vervatte maatregelen reeds besproken werden door de Syndikale Raad van Advies, en dat een akkoord tot stand kwam vóór de indiening van het huidige wetsontwerp. Hij ziet daarin het bewijs dat er geen bijzondere machten nodig zijn om dit probleem te regelen.

Hetzelfde lid wenst een reeks vragen te stellen aan de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt :

1° Op hoeveel personen kunnen de in 2° van artikel 1 bepaalde maatregelen worden toegepast ?

2° Zullen die maatregelen beperkt blijven tot degenen die getroffen worden door de sluiting van de steenkolenmijnen ? En de ijzer- en staalnijverheid ? En de andere sectoren ?

3° Wenst de Regering binnen het kader te blijven waarin het probleem werd behandeld tijdens de besprekingen met de vakorganisaties, of vraagt zij volmachten om andere oplossingen te kunnen opleggen ?

4° Hoe denkt de Regering de verkregen rechten van het statutair, tijdelijk en hulppersonnel te vrijwaren ?

5° Wordt een veralgemeende aanrekening van de in de privé-sector gepresteerde diensten overwogen voor de berekening van de anciënniteit in de overheidssector ?

6° Zullen de maatregelen tot herclassering in de overheidsdiensten eveneens op de buitenlandse werknemers worden toegepast ?

7° Les mesures envisagées s'étendront-elles également au reclassement dans les organismes parastataux, les provinces et les communes ?

Un commissaire voudrait enfin savoir si, en présence d'un fléchissement de la conjoncture, il ne s'importe pas, préalablement à toute mesure qui serait prise en matière de reclassement sur base des pouvoirs spéciaux, de supprimer les restrictions imposées aux communes pour la mise de chômeurs au travail, et d'élargir au contraire leurs possibilités dans ce domaine.

Réponse du Gouvernement.

Dans sa réponse, le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique entend tout d'abord mettre l'accent sur le fait que la solution qu'il recherche doit très certainement tenir compte des intérêts légitimes des travailleurs réduits au chômage par suite de la fermeture d'un charbonnage et qui éprouvent souvent de grosses difficultés à se reclasser. Il tient à souligner que le secteur public doit accomplir un effort pour assurer du travail à cette main-d'œuvre. Par ailleurs, il importe de sauvegarder les intérêts de la fonction publique en général et les droits de son personnel en particulier. Il estime qu'il est possible d'élaborer une formule conciliant ces intérêts. Les organisations syndicales se sont d'ailleurs ralliées à cette formule.

Il fait observer qu'en cette matière, une décision de principe avait déjà été prise par le Gouvernement précédent après la crise de Zwartberg. Les services de la fonction publique ont préparé un projet de loi qui a déjà été soumis au Comité général de Consultation syndicale et au Conseil d'Etat.

Etant donné qu'il s'agit, en l'occurrence, de mesures concernant l'ensemble du secteur public — donc aussi bien les ministères que les organismes parastataux et les pouvoirs subordonnés — une intervention législative se révélait indispensable. Et d'autant plus que les dispositions spéciales doivent être mises en harmonie avec les lois de priorité réglant le recrutement du personnel des administrations publiques.

Le règlement de ce problème par le canal des pouvoirs spéciaux permettra de progresser rapidement et également de prendre sans délai les arrêtés d'exécution.

Le projet, qui ne concerne que les victimes des fermetures des charbonnages, profitera surtout au personnel dont le reclassement dans le secteur privé pourrait s'avérer malaisé (employés et cadres). Il est difficile d'en évaluer le nombre, étant donné que celui-ci dépendra du rythme des fermetures, de l'évolution de la conjoncture économique générale et de celle du marché de l'emploi.

Le projet accorde des facilités pour ce qui regarde la limite d'âge, les capacités physiques et l'examen d'entrée.

Naturellement, le personnel pouvant bénéficier de ces mesures doit être de nationalité belge.

Le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique fait d'autre part observer qu'il ne sera nullement porté atteinte aux droits acquis du personnel déjà en fonction, d'autant moins que les règles statutaires normales restent en vigueur et que le recrutement ne portera que sur les grades de recrutement. Les règles pécuniaires normales seront d'application et, en ce qui concerne la valorisation de l'ancienneté acquise dans le secteur privé, référence sera faite au droit commun.

7° Zullen de voorgenomen maatregelen de herclassering ook mogelijk maken in de parastatale instellingen, de provincies en de gemeenten ?

Een lid wenst ten slotte te vernemen of er, gelet op de verzwakking van de conjunctuur en vóór er maatregelen inzake herclassering worden genomen op grond van bijzondere machten, geen einde moet worden gemaakt aan de beperkingen die aan de gemeenten zijn opgelegd inzake tewerkstelling van werklozen en of de mogelijkheden van de gemeenten op dit gebied integendeel niet moeten worden verruimd.

Antwoord van de Regering.

De Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt wenst in zijn antwoord eerst en vooral erop te wijzen dat de oplossing die hij wenst door te voeren zeer zeker rekening dient te houden met de rechtmatige belangen van de werknemers die door de sluiting van de mijnen werkloos worden en vaak grote moeilijkheden ondervinden om zich te herclasseren. Hij wenst te onderstrepen dat ook de overheidssector een inspanning moet doen om deze werkrachten te werk te stellen. Anderzijds dienen ook de belangen van het openbaar ambt in zijn geheel, en de rechten van het personeel in het bijzonder te worden gevrijwaard. De Minister is de mening toegedaan dat een formule kan worden uitgewerkt om die verschillende belangen te verzoenen. De vakorganisaties hebben zich trouwens reeds bij een dergelijke formule aangesloten.

Hij wijst erop dat een principiële beslissing ter zake reeds werd genomen door de vorige Regering na de Zwartberg-crisis. De diensten van het openbaar ambt hebben een wetsontwerp voorbereid dat reeds aan de Algemene Syndikale Raad van Advies en aan de Raad van State werd voorgelegd.

Daar het hier om maatregelen gaat die de hele overheidssector betreffen, dus zowel de ministeries als de parastatale instellingen en de ondergeschikte besturen, was een wettelijke maatregel onontbeerlijk, te meer daar de speciale bepalingen in overeenstemming dienden te worden gebracht met de prioriteitswetten die de werving van het personeel der openbare besturen regelen.

De regeling van dit vraagstuk via de bijzondere machten zal het mogelijk maken nu snel vooruit te komen, en ook de uitvoeringsbesluiten onmiddellijk te laten volgen.

Het ontwerp, dat alleen slaat op de slachtoffers van mijnsluitingen, zal vooral ten goede komen aan het moeilijk in de privé-sector te herclasseren personeel (bedieningen en kaders). Het is moeilijk vooralsnog het aantal daarvan te bepalen, daar dit zal afhangen van het ritme van de sluitingen, de ontwikkeling van de economische conjunctuur en van de tewerkstelling.

Het ontwerp voorziet in faciliteiten wat de leeftijds-grens betreft en ook inzake lichamelijke geschiktheid en toelatingsexamens.

Uiteraard dient het betrokken personeel de Belgische nationaliteit te bezitten.

De Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt wijst er verder op dat in genendele afbreuk zal worden gedaan aan de verkregen rechten van het personeel in actieve dienst, te meer omdat de normale statutaire regelen van kracht blijven en de recruterung alleen maar op de wervingsgraden betrekking heeft. Inzake beloning zullen de regelen van toepassing zijn, en wat de valorisatie betreft van de in de privé-sector verworven anciënniteit wordt verwezen naar het gemeen recht.

Le Ministre déclare cependant que cette question sera réétudiée pour l'ensemble de la fonction publique, mais que le règlement de ce problème ne peut naturellement être envisagé que sur un plan général.

Le Gouvernement n'envisage nullement d'apporter des modifications aux textes qui ont été examinés au Comité général de Consultation syndicale, et d'autant moins qu'au sein de cette organisation un large accord s'était manifesté sur la proposition.

Le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique déclare enfin qu'il attire l'attention de son collègue, le Ministre du Travail et de l'Emploi, sur la suggestion d'un commissaire d'accorder aux communes de plus grandes latitudes en ce qui concerne la mise au travail des chômeurs et d'assouplir les restrictions actuellement en vigueur.

Tenant compte des observations formulées par différents membres de la Commission, le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique dépose alors l'amendement suivant :

Le 2^e de l'article 1^{er} sera complété comme suit : « le Roi peut étendre le bénéfice de ces mesures aux travailleurs touchés par les fermetures d'autres entreprises industrielles ».

Le secteur de l'énergie nucléaire.

Question.

Comment le Gouvernement compte-t-il organiser l'intégration de l'Etat dans le circuit nucléaire ? Sous quelle forme l'Etat serait-il associé à l'exploitation des centrales nucléaires ?

Réponse du Ministère des Affaires économiques.

L'Exposé des Motifs du projet de loi ne fait que reprendre une déclaration du Premier Ministre faite à l'occasion de la discussion sur la déclaration gouvernementale, il y a dix mois. Cette déclaration soulignait que le problème de la rémunération de la participation apportée par l'Etat dans le développement du secteur de l'énergie nucléaire serait étudié par le Comité de Contrôle de l'Électricité. Il était ajouté, et il a été repris dans l'Exposé des Motifs de l'actuel projet de loi, que cette rémunération de l'Etat se ferait sans ingérence dans la gestion, ni participation dans le capital des entreprises nucléaires.

En réalité, il serait difficile d'isoler les centrales nucléaires de l'ensemble de la production d'énergie électrique, car ces centrales font partie d'entreprises plus vastes. De plus, l'activité du Centre de Mol, par exemple, a également servi à initier des techniciens en construction de centrales nucléaires, ce qui est utile à des secteurs autres que celui de l'électricité qui utilisera les centrales en question. Quant à l'assurance du risque nucléaire, elle sera couverte jusqu'à un certain point par les centrales elles-mêmes, le rôle de l'Etat se situant au-delà d'un certain montant.

Tout cela montre que le problème est complexe et vaut la peine d'une étude approfondie. C'est pourquoi, comme il a été convenu au moment de la déclaration gouvernementale et comme il avait d'ailleurs été convenu précédemment dans les négociations auxquelles participait le parti socialiste, le Comité de Contrôle de l'Électricité sera utilement consulté sur ce problème d'une rémunération juste et équitable que pourrait recevoir l'Etat sans ingérence dans la gestion, ni participation dans le capital des sociétés en question.

De Minister deelt evenwel mede dat deze kwestie voor gans het openbaar ambt opnieuw ter studie zal worden genomen, maar dat een regeling van dit probleem uiteraard op een algemeen plan kan worden overwogen.

De Regering overweegt helemaal niet wijzigingen aan te brengen in de tekst zoals die werd besproken door de Algemene Syndikale Raad van Advies, te minder daar bij deze instelling een brede instemming werd gevonden met het voorstel.

Ten slotte verklaart de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt dat hij de aandacht van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid zal vestigen op een suggestie van een lid, om meer mogelijkheden te geven aan de gemeenten om werklozen te werk te stellen en de op dit ogenblik van kracht zijnde beperkingen te versoepelen.

Rekening houdend met de door verscheidene leden gemaakte opmerkingen, stelt de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt vervolgens het volgende amendement voor :

2^e van artikel 1 wordt aangevuld als volgt : « de Koning kan het voordeel van die maatregelen uitbreiden tot de door de sluiting van andere nijverheidsondernemingen getroffen werknemers ».

Sector kernenergie.

Vraag.

Hoe ziet de Regering de integratie van de Staat in de sector van de kernenergie ? Op welke wijze zal de Staat bij de exploitatie van kerncentrales betrokken zijn ?

Antwoord van de Minister van Economische Zaken.

De Memorie van toelichting van het wetsontwerp is slechts een herhaling van de verklaring welke de Eerste Minister ter gelegenheid van de Regeringsverklaring vóór een tiental maanden aflegde. Deze verklaring wees erop dat het probleem van de vergoeding der door de Staat in de ontwikkeling van de sector van de kernenergie verleende medewerking zou bestudeerd worden door het Controlecomité voor Gas en Elektriciteit. Er werd aan toegevoegd, en dit wordt herhaald in de Memorie van toelichting van het huidige wetsontwerp, dat die vergoeding van de Staat zou geschieden zonder inmenging in het beheer of deelneming in het kapitaal vanwege de kernenergiemaatschappijen.

In feite zal het moeilijk zijn de kerncentrales uit te sluiten uit het geheel van de productie van de elektrische energie, want deze centrales maken deel uit van grotere ondernemingen. Bovendien heeft de activiteit van het Centrum van Mol bv. er eveneens toe bijgedragen de technici met de bouw van kerncentrales vertrouwd te maken; dit komt ten goede aan andere sectoren dan de elektriciteitssector die van bedoelde centrales zal gebruik maken. De verzekering van de kernrisico's zal in een zekere mate door de centrales zelf worden gedragen, terwijl de Staat slechts vanaf een bepaald ogenblik zal optreden.

Dit alles wijst erop dat het probleem ingewikkeld is en een grondige studie verdient. Zoals was overeengekomen op het ogenblik van de Regeringsverklaring en onlangs nog tijdens de onderhandelingen waaraan de socialistische partij heeft deelgenomen zal het derhalve nuttig zijn het Comité voor Gas en Elektriciteit te raadplegen omtrent het probleem van de juiste en billijke vergoeding van de Staat zonder inmenging in het beheer of deelneming in het kapitaal vanwege bedoelde maatschappij.

Le fonctionnement des services publics.

Dans le texte initial de l'article premier du projet gouvernemental, il était dit :

« Par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le Roi peut prendre toutes les dispositions en vue :

» 4° d'améliorer le fonctionnement des services publics;

» 5° a) d'assurer la mobilité des agents entre tous les services de l'Etat, les Forces Armées et les organismes d'intérêt publics, assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954; »

La discussion en Commission.

Le Président propose de joindre la discussion de ces deux alinéas.

Un commissaire se déclare déçu du manque de précision du 4° de l'article premier. En matière de pouvoirs spéciaux, il faudrait, tout au moins, que le Parlement sache à quoi il s'engage; il ne suffit pas d'une vague déclaration d'intentions en matière de simplification et d'harmonisation dans le domaine administratif ou d'instauration de procédures plus rapides.

Si le Gouvernement entend, de cette manière, sortir du cadre de ce que l'Exécutif est autorisé à faire sur base des pouvoirs dont il dispose normalement, il convient qu'il indique quelles sont les dispositions légales qu'il se propose de modifier et dans quel sens il se propose de le faire.

Selon un autre membre, il est du devoir du Parlement tout entier — et surtout de la majorité dont la responsabilité est directement engagée — comme, aussi, de l'intérêt du Gouvernement de ne pas se laisser aller à effectuer un travail législatif défectueux. Il faut, en conséquence, éviter que la loi de pouvoirs spéciaux n'accorde au Gouvernement des pouvoirs inutiles ou arbitraires. Il importe au contraire, que ces pouvoirs portent sur des objets précis et qu'ils soient limités à ces objets.

C'est ainsi qu'il lui paraît indispensable que le 4° soit précisé s'il concerne des pouvoirs différents de ceux qui sont énumérés au 5°, ou bien qu'il soit supprimé.

Il n'est pas normal, affirme un autre membre, que le Parlement intervienne dans une matière qui est, de par sa nature même, réservée au seul Pouvoir exécutif et dans laquelle ce dernier dispose déjà d'attributions étendues. Il faut veiller à ce que le 4° de l'article premier ne porte atteinte à ces attributions et à ce que, par le jeu des arrêtés à prendre dans des matières mixtes (administrations centrales, organismes parastataux), le Gouvernement ne restreigne pas ou ne bloque pas les pouvoirs qui lui sont normalement dévolus.

Ce membre craint également que le 4° de l'article premier fasse double emploi avec le 5° qui, en fait, traite du même sujet d'une manière identique mais plus détaillée.

Il apprécie que les mesures qui concernent le personnel de l'Etat et qui auront trait à des matières mixtes, donnent lieu à de nombreux recours au Conseil d'Etat. Loin de porter remède à cette situation, l'amendement que le Gouvernement se propose de déposer, la rend plus précaire encore.

A ce sujet, un commissaire attire l'attention du Gouvernement sur le fait que celui-ci ne peut se fier aux précédents d'avant-guerre en matière de pouvoirs spéciaux et des problèmes juridiques que ceux-ci ne manqueront pas de susciter. En effet, à cette époque, la possibilité d'un recours devant le Conseil d'Etat n'existe pas.

Werking van de overheidsdiensten.

In de oorspronkelijke tekst van artikel 1 van het Regeringsontwerp lezen wij :

« Door in Ministerraad overlegde besluiten kan de Koning alle nuttige maatregelen treffen ten einde : ...

» 4° de werking der openbare diensten te verbeteren;

» 5° a) de mobiliteit van de beambten tussen alle Staatsdiensten, de Strijdkrachten en de instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verzekeren; »

Besprekking in de Commissie.

De Voorzitter stelt voor de besprekking van die twee alinea's samen te voegen.

Een lid is ontgocheld over de vage formulering van 4° van artikel 1. Inzake bijzondere machten zou het Parlement toch minstens moeten weten waartoe het zich verbindt; er kan niet worden volstaan met een vage verklaring over de bedoelingen op het stuk van vereenvoudiging en harmonisering op bestuurlijk gebied of op dat van de invoering van snellere procedures.

Zo de Regering van zins is aldus buiten het kader te treden van datgene waartoe de Uitvoerende Macht bevoegd is op grond van de machten waarover zij normaal beschikt, dient zij aan te geven welke wetsbepalingen zij van plan is te wijzigen en in welke zin zij dat denkt te doen.

Volgens een ander lid heeft het ganse Parlement, en vooral de meerderheid waarvan de verantwoordelijkheid rechtstreeks betrokken is, tot pligt zich niet te laten verleiden tot het verrichten van gebrekig wetgevend werk; dat is overigens ook in het belang van de Regering. Men moet bijgevolg vermijden dat de wet op de bijzondere machten aan de Regering overbodige of willekeurige machten zou toekennen. Het is daarentegen van belang dat die machten alleen betrekking hebben op wel bepaalde punten.

Het lijkt hem derhalve noodzakelijk 4° te verduidelijken indien het gaat om andere diensten dan die welke opgesomd zijn in 5°, zoniet moet 4° weggelaten worden.

Een ander lid spreekt de mening uit dat het niet normaal is dat het Parlement zich bezighoudt met een materie die uiteraard alleen voor de Uitvoerende Macht voorbehouden is en in verband waarmee deze laatste reeds over een uitgebreide bevoegdheid beschikt. Er moet voor gewaakt worden dat 4° van artikel 1 die bevoegdheden niet aantast en dat de Regering door het nemen van besluiten inzake gemengde materies (hoofdbesturen, parastatale instellingen) de bevoegdheden, welke haar normaal zijn toegekend, niet beperkt of blokkeert.

Dit lid dreigt ook dat 4° van artikel 1 een overlapping is van 5°, dat in feite handelt over hetzelfde onderwerp, maar dan op meer gedetailleerde wijze.

Het lid dreigt dat de maatregelen met betrekking tot het Rijkspersoneel die verband houden met gemengde materies aanleiding zullen geven tot veelvuldig beroep bij de Raad van State. Het amendement dat de Regering van zins is in te dienen, spitst deze toestand nog toe in plaats van hem te verhelpen.

In dit verband wijst een lid de Regering erop dat het niet opgaat te verwijzen naar de vóóroorlogse precedenten inzake bijzondere machten en de ermee gepaard gaande juridische problemen. Destijds was het immers niet mogelijk in beroep te gaan bij de Raad van State.

Le Gouvernement aurait, dès lors, tout intérêt à présenter des textes qui soient à la fois substantiels, clairs et précis.

Un membre émet l'opinion que le Gouvernement s'est attaqué à une tâche qui le dépasse. Comment pourrait-il réussir dans un domaine aussi vaste et en un laps de temps aussi limité, alors que, antérieurement, des réformes partielles et imparfaites ont exigé, durant plusieurs mois, le travail de commissions spécialisées ?

Un commissaire se demande en quoi le fonctionnement des services publics laisse à désirer, tandis qu'un autre voudrait savoir si la déclaration d'intention du 4^e s'applique également aux organismes parastataux; si, en l'occurrence, il entre dans les intentions du Gouvernement de procéder, soit à la suppression, soit à la fusion ou bien encore à la réforme de certains des organismes en question.

Dans cette éventualité, le statut des agents intéressés sera-t-il respecté ?

Un membre plaide en faveur du renforcement de l'autorité de l'Exécutif tout en attirant l'attention du Gouvernement sur un certain nombre de problèmes relatifs au fonctionnement des institutions publiques, problèmes non résolus depuis de nombreuses années, nonobstant les observations répétées de la Cour des Comptes et en dépit des pouvoirs dont le Gouvernement dispose à cet effet et qui auraient dû lui permettre de les résoudre.

Un commissaire demande au Gouvernement ce qu'il compte faire dans le domaine de l'administration centrale *stricto sensu*.

S'il est exact qu'il n'est pas possible d'apporter, sans intervention législative, des modifications aux règles qui régissent certaines matières intéressant le personnel de cette administration centrale, tels les cumuls, les priorités, etc., le Gouvernement ne précise toutefois pas s'il envisage de toucher effectivement à ces matières. Dans l'affirmative, il n'indique pas quelles matières feraient l'objet d'une intervention sur base des pouvoirs spéciaux et, partant, qu'elles lois devraient donc être modifiées. Il en va de même pour certaines procédures administratives.

Un autre commissaire demande de quelle manière le Gouvernement espère améliorer le fonctionnement des services publics. Le Gouvernement compte-t-il procéder à des consultations à ce sujet, et auprès de qui ?

Il voudrait, lui aussi, savoir quelles sont les lois qui devraient être modifiées pour atteindre cet objectif.

La mobilité dont il est question au litera a) du 5^e sera-t-elle réalisée à l'intérieur de chaque catégorie de services publics ou entre tous les services publics, quels qu'ils soient ? Le Gouvernement a-t-il préparé un plan à ce sujet ou doit-il encore le mettre à l'étude ?

Un membre interroge le Gouvernement sur l'acceptation qu'il donne aux termes « services publics ». S'agit-il, outre les services de l'Etat, de ceux des provinces et des communes, des parastataux, des C.A.P., des intercommunales, des établissements d'intérêt public ou d'utilité publique ?

Dans l'affirmative, ne risque-t-on pas de porter atteinte aux prérogatives des communes et à la gestion paritaire ?

Si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, il devrait se montrer plus explicite.

Un autre commissaire pose six questions :

1^e Le Gouvernement confirme-t-il sa volonté d'appliquer toute la programmation sociale prévue dans le secteur public pour 1967 ?

De Regering zou er dus alle belang bij hebben een tekst voor te leggen die terzelfder tijd substantieel, klaar en nauwkeurig is.

Een lid meent dat de Regering een taak heeft aangevat waarvoor ze niet opgewassen is. Hoe zou zij in zulk een ruim domein en binnen een zo korte tijdsspanne kunnen slagen, daar waar vroeger gespecialiseerde commissies maandenlang dienden werkzaam te zijn om een hervorming uit te werken die slechts gedeeltelijk en onvolledig bleek te zijn ?

Een lid stelt de vraag wat er nu bepaald hapert met de werking van de overhedsdiensten en een ander lid wenst te weten of de in 4^e bevatte opzet eveneens op de parastatale instellingen van toepassing is en of de Regering ter zake van zins is sommige van die instellingen af te schaffen, samen te smelten of nog te hervormen.

Zal in dat geval het statuut van de betrokken personeelsleden geëerbiedigd worden ?

Een lid pleit voor de versterking van het gezag van de Uitvoerende Macht, maar vestigt de aandacht van de Regering op een aantal problemen in verband met de werking van de openbare instellingen; sinds vele jaren werd voor deze problemen geen oplossing gevonden niettegenstaande het Rekenhof herhaaldelijk opmerkingen maakte en de Regering over de macht beschikte om ze te kunnen oplossen.

Een lid vraagt aan de Regering wat zij van zins is inzake hoofdbestuur *stricto sensu*.

Alhoewel het vaststaat dat het zonder ingrijpen van de wetgever onmogelijk is de regels te wijzigen in verband met bepaalde materies die het personeel van het hoofdbestuur aanbelangen, zoals bvb. de cumulaties, de prioriteiten enz., toch vermeldt de Regering niet of zij op dat domein werkelijk wil ingrijpen. Zo zij dit toch doet, wordt niet bepaald welke materies gewijzigd zullen worden op grond van de bijzondere machten en wordt evenmin vermeld welke wetten dienen gewijzigd te worden. Dit is eveneens het geval met sommige administratieve procedures.

Een ander lid vraagt hoe de Regering de werking van de overhedsdiensten hoopt te verbeteren. Zal de Regering hiervoor een advies inwinnen ? Zo ja, bij welke instanties ?

Ook dat lid wenst te weten welke wetten in dat verband zouden moeten gewijzigd worden.

Zal de mobiliteit waarvan sprake in letter a) van 5^e, doorgevoerd worden binnen iedere categorie van de overhedsdiensten of onder al de diensten, welke zij ook zijn ? Heeft de Regering dienaangaande reeds een plan opgesteld of moet een dergelijk plan nog bestudeerd worden ?

Een lid ondervraagt de Regering over de betekenis die zij aan de uitdrukking « openbare diensten » hecht. Gaat het, benevens de Rijksdiensten, ook om de provincie- en gemeentebesturen, de parastatale instellingen, de C.O.O., de internationale instellingen, de instellingen van openbaar nut ?

Zo ja, bestaat er geen gevaar dat de prerogatieven van de gemeenten en het paritaire beheer in het gedrang worden gebracht ?

Zo dit niet de bedoeling is van de Regering, zou zij uitdrukkelijker moeten zijn.

Een ander lid stelt zes vragen :

1^e Bevestigt de Regering haar vaste wil om de voor 1967 geplande sociale programmatie in de openbare sector geheel toe te passen ?

2° Quelle est l'incidence sur le budget de l'Etat de l'accord intervenu pour la restructuration des barèmes communaux ? Les charges qui en découlent étaient-elles prévues dans les budgets ?

3° Le Gouvernement confirme-t-il sa volonté de négocier avec les organisations syndicales du secteur public un accord de programmation sociale pour 1968 et 1969 ? Cet accord se fera-t-il sur base des propositions du Front Commun ?

4° La mobilité du personnel dont il est question au 5° de l'article premier, ne nécessite pas l'intervention du législateur si elle s'opère à la demande de l'intéressé et avec l'accord des organes de gestion et de la consultation syndicale. Le Gouvernement est-il décidé à prendre des mesures d'autorité en la matière ?

5° La mobilité n'est un facteur de productivité que si elle tient compte des besoins réels des services et de la formation des agents auxquels on demande une spécialisation de plus en plus grande. Le transfert éventuel de personnel des Forces Armées dans les administrations ne posera-t-il pas des problèmes en la matière ? Dans l'affirmative, comment le Gouvernement envisage-t-il de les résoudre ?

6° La mobilité des agents relevant d'administrations et d'organismes de statuts différents posera des problèmes statutaires. Comment le Gouvernement veut-il les résoudre ? Est-ce en accord avec les syndicats ?

Un commissaire demande si le Gouvernement utilisera les pouvoirs spéciaux pour apporter certaines modifications à la législation sur l'emploi des langues en matière administrative.

Un autre membre signale certaines discordances existant entre les textes néerlandais et français du projet.

Alors qu'au littera 5° de l'article 1^{er}, il est question en français « ... d'assurer la mobilité », le texte néerlandais parle de « de mobiliteit ... te verbeteren ». Au même article, le texte français parle « ... d'améliorer la gestion », alors que la version néerlandaise dit « ... het beheer ... te verzekeren ».

Exposé du Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et au Tourisme.

Le Gouvernement veut poursuivre la réforme administrative commencée par ses prédécesseurs. Un gros effort a été accompli sous la législature précédente pour le statut des agents de l'Etat qui a été intégralement repensé. Il va de soi que tout ce qui pourra être réalisé par la voie d'arrêtés royaux ordinaires ne fera pas l'objet d'arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux, ceux-ci n'étant utilisés que dans les domaines où la loi est intervenue ou doit intervenir.

A côté de l'action sur les statuts du personnel, le Gouvernement entend pouvoir agir également sur l'organisation des services publics de manière à provoquer les regroupements souhaitables sur les attributions des services publics lorsqu'il apparaît utile de transférer des compétences de certains organes vers d'autres en vue d'envisager plus rationnellement leurs activités. Il désire pouvoir agir aussi sur les procédures administratives — qu'elles soient ou non contentieuses — dans le but de généraliser et d'uniformiser, autant que possible, les procédés d'action des services

2° Welke weerslag op de Rijksbegroting heeft het akkoord inzake de herstructuratie van de weddeschalen in de gemeentebesturen ? Werden de lasten die daaruit zullen voortvloeien, op de begrotingen uitgetrokken ?

3° Bevestigt de Regering haar vaste wil om met de syndicale organisaties uit de openbare sector een akkoord te bereiken inzake sociale programmatie in 1968 en 1969 ? Zal dit akkoord geschieden op basis van de voorstellen van het Gemeenschappelijk Front ?

4° De mobiliteit van het personeel waarvan sprake in 5° van artikel 1 vergt geen maatregelen van de wetgever wanneer zij geschiedt op aanvraag van de betrokkenen en met de instemming van de beheersorganen en van de syndicale raad van advies. Is de Regering voornemens ter zake overheidsmaatregelen te treffen ?

5° De mobiliteit is alleen dan een factor van produktiviteit, wanneer daarbij rekening wordt gehouden met de werkelijke behoeften van de diensten en met de opleiding van de beambten van wie een steeds grotere specialisatie wordt gevorderd. Zal de eventuele overplaatsing van militair personeel naar de besturen ter zake geen problemen doen rijzen ? Zo ja, hoe denkt de Regering die problemen te kunnen oplossen ?

6° De mobiliteit van beambten die afhangen van besturen en instellingen met een verschillend statuut, zal statutaire problemen doen rijzen. Hoe zal de Regering die problemen oplossen ? Zal dit in overleg met de vakorganisaties gebeuren ?

Een lid vraagt of de Regering gebruik zal maken van de bijzondere machten om de wetgeving op het gebruik der talen in bestuurszaken op bepaalde punten te wijzigen.

Een ander lid wijst op bepaalde verschillen tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het ontwerp.

Waaronder letter 5° van artikel 1 van de Franse tekst sprake is van « ... d'assurer la mobilité », luidt het in de Nederlandse tekst : « de mobiliteit ... te verbeteren ». Waar de Franse tekst in hetzelfde artikel gewaagt van « ... d'améliorer la gestion », spreekt de Nederlandse tekst van « ... het beheer ... te verzekeren ».

Uiteenzetting van de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt en voor het Toerisme.

De Regering wenst de door haar voorgangers aangevatte administratieve hervorming voort te zetten. Tijdens de vorige legislatuur is een grote inspanning geleverd in verband met het statuut van het Rijkspersoneel, statuut dat volledig omgewerkt is. Het spreekt vanzelf dat alles wat via gewone koninklijke besluiten kan worden geregeld, niet zal worden opgelost door koninklijke besluiten op grond van de bijzondere machten; deze laatste zullen alleen worden gebruikt op de terreinen die reeds bestreken werden of in de toekomst nog zullen worden door een wet.

Naast de statuten van het personeel wenst de Regering ook geregeld te kunnen optreden inzake de organisatie van de overheidsdiensten om, wanneer het nuttig of nodig blijkt, bevoegdheden van de ene instelling op de andere over te dragen ten einde tot een rationelere werking te komen. Zij wenst eveneens te kunnen optreden inzake administratieve procedures welke al dan niet geschillen betreffen, om deze zoveel mogelijk te veralgemenen en eenvormig te maken, en tevens bepaalde waarborgen te verlenen aan de geadminstreerden, bvb. de eerbiediging van de rechten van de verde-

publics et de prescrire un certain nombre de garanties pour les administrés, comme le respect des droits de la défense devant les instances administratives, la motivation des actes (voir la proposition de la loi Neybergh-Rolin du 9 avril 1957, n° 235).

Le Gouvernement, se basant sur une interprétation uniforme de la jurisprudence, considère que la notion de services publics embrasse les services d'administration générale, les corps spéciaux, les organismes d'utilité publique et le organes subordonnés de droit public. Dès lors, le Gouvernement n'envisage pas de prendre des mesures s'appliquant aux pouvoirs subordonnés, à la Cour des Comptes ou encore, à l'organisation de l'ordre judiciaire.

Dans le cadre de la loi sur les pouvoirs spéciaux, le Gouvernement n'envisage nullement de modifier les lois sur l'emploi des langues en matière administrative; il ne désire pas davantage s'attribuer les matières ayant fait l'objet de l'accord tripartite sur la révision de la Constitution et qui concernent la décentralisation administrative et économique ainsi que l'autonomie culturelle. Ces matières importantes doivent être traitées selon la procédure législative normale.

L'opinion selon laquelle les questions relatives à la fonction publique seraient exclusivement réglées par le Roi n'est nullement conforme à la réalité juridique ou matérielle. C'est par la loi que doivent être réglées toutes les matières qui concernent les personnes morales autres que le Royaume, comme par exemple les établissements d'utilité publique créés par le législateur.

C'est également une loi qui, en vertu d'une disposition constitutionnelle, règle le statut du personnel des corps spéciaux, tels que l'Armée, l'enseignement et la magistrature.

Il existe en outre des dispositions légales qui empiètent sur le statut réglementaire du personnel des ministères, notamment la législation en matière de pensions dans le secteur public, la liaison des traitements à l'indice des prix, le règlement des cumuls, etc.

Dès lors, le Gouvernement veut s'armer d'une disposition générale lui permettant de mener sa tâche à bonne fin. Mais il est fermement décidé à ne faire appel à des arrêtés pris sur base de la loi des pouvoirs spéciaux que lorsqu'il lui sera nécessaire de modifier ou de compléter les législations existantes relatives à l'organisation et au fonctionnement des services publics; il réglera tous les autres problèmes par voie d'arrêtés ordinaires.

Le Gouvernement comprend toutefois fort bien les différents commissaires qui craignent qu'il ne soit pas possible d'éviter cet inconvénient dans certaines matières mixtes.

Afin d'éviter toute complication, le Gouvernement se propose de présenter un amendement à l'article 3 prévoyant que le Roi conserve le pouvoir de supprimer, de modifier ou de remplacer les dispositions qui visent les matières qui sont de sa compétence en vertu de l'article 66 de la Constitution.

Conformément à la déclaration du Gouvernement, la programmation sociale pour 1967 sera appliquée à la lettre. La plus grande partie des mesures prévues ont déjà d'ailleurs été prises par le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique par voie réglementaire.

Le Gouvernement est, en principe, d'accord pour négocier avec les organisations syndicales, une nouvelle programmation pour les années qui viennent; d'ailleurs, les dirigeants de ces organisations en ont déjà été informés.

Le Gouvernement a marqué son accord sur les mesures de restructuration en faveur du personnel des communes et autres pouvoirs subordonnés.

digung voor de administratieve instanties, het motiveren van de beslissingen (cf. het wetsvoorstel Neybergh-Rolin van 9 april 1957, n° 235).

Op grond van een vaste interpretatie van de rechtspraak is de Regering van mening dat het begrip openbare diensten betrekking heeft op de diensten van algemeen bestuur, de speciale korpsen, de instellingen van openbaar nut en de ondergeschikte publiekrechtelijke lichamen. Derhalve is de Regering niet voornemens maatregelen te nemen die betrekking hebben op de ondergeschikte machten, op het Rekenhof noch op de organisatie van de rechterlijke orde.

De Regering overweegt geenszins de wetgeving op het gebruik der talen in bestuurszaken te wijzigen in het kader van de wet op de bijzondere machten; zij wenst ook niet de materies tot zich te trekken waarover gehandeld wordt in de driepartijenovereenkomst over de herziening van de Grondwet en die betrekking hebben op de administratieve en economische decentralisatie en op de cultuurautonomie. Die belangrijke aangelegenheden dienen volgens de gewone wetgevende procedure te worden geregeld.

De mening volgens welke de vraagstukken¹ van het openbaar ambt uitsluitend door de Koning zullen worden geregeld, strookt noch in rechte noch in feite met de werkelijkheid. Alle aangelegenheden die betrekking hebben op andere rechtspersonen dan het Rijk, bvb. de door de wetgever in het leven geroepen instellingen van openbaar nut, moeten bij de wet worden geregeld.

Krachtens een bepaling van de Grondwet wordt ook het statuut van de speciale korpsen, b.v. het leger, het onderwijs en de magistratuur, bij de wet geregeld.

Er zijn bovendien wetsbepalingen die het reglementair statuut van het personeel der ministeries doorkruisen, met name de pensioenwetgeving in de overheidssector, de koppeling van de wedden aan het indexcijfer van de kleinhandelsprijzen, de cumulatieregeling enz.

De Regering wil dan ook op een algemene bepaling kunnen steunen om haar taak tot een goed einde te brengen. Maar zij is er vast toe besloten slechts dan een beroep te doen op de besluiten in het raam van de wet op de bijzondere machten, wanneer zulks nodig is om bestaande wetten betreffende de organisatie en de werking van de overheidsdiensten te wijzigen of aan te vullen; alle andere problemen zullen door gewone besluiten worden geregeld.

De Regering is echter wel gevoelig voor de door verscheidene leden geuite vrees dat dit euvel in sommige gemengde materies niet zal kunnen worden vermeden.

Om alle verwikkelingen ter zake te voorkomen, zal de Regering een amendement op artikel 3 voorstellen, waarin wordt bepaald dat de Koning het recht behoudt om bepalingen betreffende materies die krachtens artikel 66 van de Grondwet onder zijn bevoegdheid vallen, op te heffen, te wijzigen of te vervangen.

Overeenkomstig de Regeringsverklaring zal de sociale programmatie voor 1967 stipt worden uitgevoerd. De meeste aangekondigde maatregelen werden trouwens reeds via reglementen door de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt genomen.

De Regering stemt principieel in met onderhandelingen met de vakorganisaties over een nieuwe programmatie voor de volgende jaren; dit werd trouwens reeds medegedeeld aan de leiders van die organisaties.

De Regering heeft haar instemming betuigd met de restructuuriemaatregelen ten gunste van het personeel der gemeenten en andere ondergeschikte besturen.

Il entend déclarer expressément que toutes les mesures qui concernent le personnel des services publics ne seront prises qu'après consultation des organisations professionnelles et que, lorsque ce sera nécessaire, les organes de gestion seront consultés en application de la loi de 1963. Le Gouvernement n'entend porter atteinte ni aux principes, ni aux modalités de cette législation.

En ce qui concerne le manque de concordance entre les textes français et néerlandais du littera 5^e de l'article premier, le Gouvernement corrigera ces erreurs matérielles par voie d'amendement.

En ce qui concerne le problème de la mobilité dans les administrations publiques, le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique se félicite de ce que la majorité comme l'opposition s'accordent à exiger une affectation rationnelle du personnel et que les grandes organisations professionnelles se préoccupent de ce problème.

On sait que le statut du personnel de l'Etat contient certaines dispositions qui sont obstacle au transfert des fonctionnaires d'un service public à l'autre.

Dans certains cas, cette situation peut être préjudiciable à la bonne organisation des services publics. Il est donc indispensable d'assouplir les règles relatives à la mobilité des fonctionnaires.

Il est évident que pareille hypothèse implique des garanties à l'égard des fonctionnaires touchés par les mesures de transfert. C'est une des raisons pour lesquelles l'Exécutif doit disposer des pouvoirs requis en vue de prendre les mesures qui s'imposent, compte tenu de la diversité et de la complexité des statuts.

Le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique souligne qu'il est du devoir des autorités d'utiliser au mieux les moyens mis à leur disposition et que ce principe de gestion vaut également pour le personnel. Ceci implique comme corollaire que le travailleur du secteur public a également droit à la stabilité de l'emploi et que si une contraction de celui-ci se produit dans certains secteurs, tels que l'armée, les personnes employées dans ces secteurs peuvent réclamer un emploi équivalent dans une autre administration du secteur public.

Il est, du reste, évident que si au littera 2^e on accorde de larges facilités pour le reclassement dans le secteur public de travailleurs du secteur privé, il va de soi que le personnel du secteur public peut, lui aussi, revendiquer la stabilité de l'emploi.

Le problème du reclassement se pose différemment selon qu'il s'agit de secteurs homogènes et hétérogènes, c'est-à-dire de services qui jouissent ou ne jouissent pas du même système de rémunération, des mêmes règles en matière de promotion et de carrière, d'âge de la pension, etc. Dans le premier cas, la mobilité est aisément réalisable grâce à des transferts; dans le second, des mesures de caractère général aboutiraient à créer un véritable chaos.

L'action sera donc menée sur deux plans: d'une part, en étendant le secteur homogène des ministères à un certain nombre de parastataux qui, en pratique, ont déjà le même régime et, d'autre part, en organisant un système prévoyant certaines possibilités bien définies de mobilité entre un secteur déterminé de la fonction publique, par exemple, l'armée et les autres administrations publiques.

L'organisation d'un pool — c'est-à-dire la confrontation administrative des besoins et des disponibilités en person-

Zij wenst uitdrukkelijk te verklaren dat de maatregelen betreffende het personeel der overheidsdiensten slechts zullen genomen worden na overleg met de beroepsorganisaties en dat de beheersorganen desnoods zullen geraadpleegd worden overeenkomstig de wet van 1963. De Regering wenst geen afbreuk te doen aan de principes noch aan de modaliteiten van die wetgeving.

Wat betreft het gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van 5^e van artikel 1, zal de Regering die materiële vergissingen bij amendement herstellen.

Met betrekking tot het probleem van de mobiliteit in de openbare besturen, verheugt de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt er zich over dat zowel meerderheid als oppositie akkoord gaan over een rationele aanwendung van het personeel en dat de grote vakorganisaties begaan zijn met dit probleem.

Zoals men weet bevat het statuut van het Rijkspersoneel verscheidene bepalingen welke in de weg staan aan de overgang van ambtenaren van één overheidsdienst naar een andere.

In sommige gevallen kan die toestand nadelig zijn voor een goede organisatie van de overheidsdiensten. Het is dus onontbeerlijk dat de regelen van de mobiliteit soepeler gemaakt worden.

Het is duidelijk dat zulks vooropstelt dat de door de verplaatsingsmaatregelen getroffen ambtenaren garanties moeten krijgen. Dat is één der redenen waarom de Uitvoerende Macht moet beschikken over de vereiste machten om de onontbeerlijke maatregelen te nemen, rekening houdend met het uiteenlopende en ingewikkelde karakter van de statuten.

De Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt onderstreept dat de overheid tot plicht heeft de haar ter beschikking gestelde middelen optimaal te benutten en dat dit beheersprincipe ook geldt inzake personeel. Als corollarium impliceert zulks dat de werknemer in de overheidssector ook recht heeft op een vaste betrekking en dat, indien er zich een inkrimping van de werkgelegenheid voordeut in sommige sectoren, bvb. het leger, de aldaar tewerkgestelde werknemers recht hebben op een passende betrekking elders in de overheidssector.

Het spreekt overigens vanzelf dat, wanneer onder 2^e ruime faciliteiten worden toegekend voor de integratie in de overheidssector van werknemers uit de privé-sector, het personeel van de overheidssector natuurlijk ook aanspraak kan maken op een vaste betrekking.

Het probleem van de integratie vertoont zich op een verschillende wijze naargelang het gaat om homogene of heterogene sectoren, d.w.z. diensten welke al dan niet een zelfde regeling kennen inzake bezoldiging, bevorderingen en loopbaanregelen, pensioenleeftijd enz. In het eerste geval is de modaliteit gemakkelijk door te voeren door overhevelingen; in het tweede geval zouden algemene maatregelen tot een werkelijke chaos leiden.

De actie zal dus gevoerd worden op een dubbel niveau; enerzijds door de homogene sector der ministeries tot een aantal parastatale instellingen uit te breiden, die in de praktijk reeds dezelfde regeling genieten en, anderzijds, door een regeling in te voeren waarbij voorzien wordt in bepaalde wel omliggende mogelijkheden van overheveling tussen een bepaalde sector van het openbaar ambt, bvb. het leger, en de andere openbare besturen.

Een pool, d.i. het administratief confronteren van behoeften en beschikbare krachten aan personeel, moet worden

nel — doit se faire dans des conditions qui garantissent le principe d'un traitement objectif, c'est-à-dire non arbitraire, du personnel.

Le Premier Ministre souligne enfin avec force que les droits acquis des catégories intéressées du personnel seront respectés et que, le cas échéant, l'avis des organes de gestion paritaires sera préalablement demandé. Il peut cependant difficilement admettre le principe du volontariat, encore qu'en pratique on cherchera autant que possible à obtenir l'assentiment du personnel intéressé.

georganiseerd onder zodanige voorwaarden dat het principe van objectieve, d.i. niet willekeurige, behandeling van het personeel wordt nageleefd.

De Eerste Minister onderstreept ten slotte met klem dat de verkregen rechten van de betrokken categorieën van het personeel zullen worden geëerbiedgd en dat aan de paritaire beheersorganen in voorkomende gevallen vooraf om advies zal worden gevraagd. Doch het principe van vrijwillige overplaatsing kan hij maar moeilijk aanvaarden, ofschoon in de praktijk zoveel mogelijk zal worden getracht de instemming van het betrokken personeel te verkrijgen.

Les organismes d'intérêt public.

Le texte initial de l'article 1^{er}, 5^e, b, c et d, du projet gouvernemental était ainsi libellé :

« Par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le Roi peut prendre toutes les dispositions utiles en vue :

» b) d'améliorer la gestion et l'activité des organismes d'intérêt public assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

» c) d'opérer la suppression, la transformation ou la fusion de certains de ces organismes;

» d) de renforcer leur contrôle. »

Exposé du Vice-Premier Ministre et Ministre du budget.

Le Vice-Premier Ministre rappelle d'abord qu'il n'existe pas de définition légale des termes « administration personnalisée », « établissement public » et « association de droit public ». Au contraire, le législateur a fréquemment utilisé la dénomination « établissement public » pour qualifier des organismes dont la nature juridique ne correspondait pas à la notion d'établissement public telle qu'elle a été précisée par la doctrine.

La définition doctrinale qui paraît la plus communément admise est la suivante :

« L'administration personnalisée est le service public national qui a été constitué en personne publique distincte de celle de l'Etat et dont les organes sont soumis au pouvoir hiérarchique du Ministre dirigeant le département dont il relève.

» L'établissement public parastatal est le service public national qui a été constitué en personne publique par le procédé de la fondation et dont les organes sont soumis au pouvoir de tutelle du Ministre dirigeant le département dont il relève.

» L'association de droit public est la personne publique constituée par le groupement de personnes publiques ou de personnes publiques et de personnes privées pour gérer un service public national et dont les organes sont soumis au pouvoir de tutelle du Ministre dirigeant le département dont elle relève. »

Pour la désignation des organismes soumis à la loi du 16 mars 1954, tendant à uniformiser les règles relatives à leur contrôle, jusque-là fort disparates ou insuffisantes, le législateur a recouru au procédé de l'énumération pure et simple, de préférence aux définitions doctrinaires, pour éviter les discussions qu'aurait pu entraîner le classement des différents organismes, conformément à ces définitions.

Toutefois, la répartition des organismes en quatre catégories soumises à des régimes distincts, suppose qu'il soit admis qu'une différence de nature juridique existe entre les organismes des différentes catégories

De instellingen van openbaar nut.

De oorspronkelijke tekst van artikel 1, 5^e, b, c en d, luidde als volgt :

« Door in Ministeraat overlegde besluiten kan de Koning alle nuttige maatregelen treffen ten einde :

» b) het beheer en de activiteit der instellingen van openbaar nut al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verzekeren;

» c) de afschaffing, de omvorming en de fusie van sommige van deze instellingen door te voeren;

» d) hun controle te verscherpen. »

Uiteenzetting van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

De Vice-Eerste Minister wijst er in de eerste plaats op dat er geen wettelijke omschrijving van de termen « gepersonaliseerd bestuur », « openbare instelling », en « publiekrechtelijke vereniging » bestaat. Integendeel, de wetgever heeft dikwijls gebruik gemaakt van de benaming « openbare instelling » om instellingen aan te wijzen waarvan het juridisch karakter niet overeenkwam met het begrip dat daaromtrent in de rechtsleer voorkomt.

De leerstellige omschrijving welke het meest aangetroffen wordt, is de volgende :

« Het gepersonaliseerde bestuur is een nationale openbare dienst die is opgericht als publieke persoon, onderscheiden van die van de Staat en waarvan de organen onderworpen zijn aan het hiërarchische gezag van de Minister die het departement leidt waarvan het afhangt.

» De parastatale openbare instelling is een nationale openbare dienst die door middel van een stichtingsprocédé is opgericht als publiek persoon en waarvan de organen onderworpen zijn aan het toezicht van de Minister die het departement leidt waarvan zij afhangt.

» De publiekrechtelijke vereniging is een publiek persoon, samengesteld uit publieke personen of publieke en particuliere personen, om een nationale openbare dienst te beheren en waarvan de organen onderworpen zijn aan het toezicht van de Minister die het departement leidt waarvan zij afhangt. »

Ter aanwijzing van de instellingen die vallen onder de wet van 16 maart 1954 tot uniformisering van de tot dan toe zeer uiteenlopende of ontoreikende regelen betreffende de controle op instellingen, heeft de wetgevende macht haar toevlucht genomen tot het procédé van de opsomming zonder meer, liever dan leerstellige omschrijvingen te geven, zulks om discussies te vermijden welke zouden kunnen ontstaan ingevolge een indeling van die onderscheidene instellingen volgens de desbetreffende omschrijvingen.

Nu stelt de verdeling van die instellingen in vier, aan aparte regelingen onderworpen categorieën voorop dat men daarbij uitgaat van een juridisch onderscheid tussen de instellingen der verschillende categorieën.

On peut dire que, d'une manière générale, les organismes de la catégorie A répondent au concept doctrinal de l'administration personnalisée; les organismes de catégorie B à celui d'établissement public et ceux de la catégorie C à celui d'association de droit public.

Quant à la catégorie D, elle groupe, sans les distinguer d'après le procédé suivant lequel ils ont obtenu la personification juridique, tous les organismes de dépôt de crédit ou de ducroire. Il a été admis que la nature de l'activité de ces organismes prime la forme juridique suivant laquelle ils sont constitués.

Dans le rapport fait au nom de la Commission des Finances du Sénat sur le projet de loi contenant le règlement définitif du budget de l'exercice 1959 (*Doc. Sénat, session 1962-1963, n° 91*), M. Scokaert a fait le point des résultats obtenus par l'application de ladite loi du 16 mars 1954. Tout en constatant que l'application de cette loi avait déjà donné de fructueux résultats, il a passé en revue notamment les lacunes ou anomalies qui s'étaient manifestées dans l'économie générale de ladite loi, l'absence de mesures organisant le contrôle systématique du Parlement sur les organismes des catégories C et D, le silence de la loi au sujet de la mission juridictionnelle de la Cour des Comptes à l'égard des comptables et l'imprécision des modalités de publication des comptes des organismes des catégories B, C et D.

1. Le budget et le compte d'exécution du budget.

M. Scokaert soulignait la nature équivoque de l'acte budgétaire pour les organismes des catégories B, C et D.

Il relevait que les limites du budget des organismes des catégories B, qui est approuvé par le Ministre de tutelle et communiqué aux Chambres en annexe au projet de budget du département ministériel intéressé, étaient fréquemment méconnues et que les crédits étaient dépassés ou transférés sans qu'il y ait toujours autorisation préalable du Ministre de tutelle. Il préconisait l'approbation du budget par les Chambres et le vote corrélatif d'une loi de règlement définitif de ce budget.

Quant aux organismes des catégories C et D, dont le budget est simplement transmis aux Ministres de tutelle et des Finances (et pour les organismes de catégories C, communiqué aux Chambres), il envisageait l'approbation du budget par le Ministre de tutelle et celui des Finances, avec certaines réserves pour des organismes de catégorie C.

2. Absence de mesures pour les organismes des catégories C et D, organisant le contrôle systématique par le Parlement.

M. Scokaert suggérait la communication systématique aux Chambres des programmes budgétaires de ces organismes avec, pour les organismes dans lesquels le budget n'aurait pas le caractère d'un véritable acte d'autorisation, la production au Parlement, parallèlement à la reddition normale des comptes contrôlés par la Cour des comptes, d'un rapport justificatif des résultats de gestion comparés aux prévisions.

Aangenomen mag worden dat de instellingen van categorie A over het algemeen beantwoorden aan de leerstellige opvatting van het gepersonaliseerde bestuur; de instellingen van categorie B aan die van openbare instellingen en de instellingen van categorie C aan die van publiekrechtelijke vereniging.

Categorie D groepeert, zonder onderscheid naar gelang van het procédé volgens hetwelk de in aanmerking komende instellingen rechtspersoonlijkheid hebben verkregen, alle instellingen voor deposito's van kredieten of delcredere-instellingen. Aangenomen wordt dat de aard van de activiteit dier instellingen voorrang heeft op de juridische vorm volgens welke zij zijn opgericht.

In het namens de Senaatscommissie voor de Financiën uitgebrachte verslag over het wetsontwerp betreffende de definitieve regeling van de begroting voor het dienstjaar 1959 (*Stuk, Senaat, zitting 1962-1963, n° 91*) maakt de heer Scokaert melding van de resultaten die ingevolge de toepassing van de wet van 16 maart 1954 zijn verkregen. Hij stipt daarbij aan dat de toepassing van die wet weliswaar reeds vruchtbare resultaten heeft opgeleverd, maar vermeldt de leemten of anomalieën welke aan het licht gekomen zijn in de algemene opzet van bedoelde wet, alsmede het ontbreken van maatregelen betreffende de inrichting van een stelselmatige controle van het Parlement op de instellingen van de categorieën C en D, voorts het feit dat in de wet geen gewag wordt gemaakt van de jurisdictionele taak van het Rekenhof ten opzichte van de rekenplichtigen en het gebrek aan nauwkeurigheid bij het bekendmaken van de rekeningen der instellingen van de categorieën B, C en D.

1. De begroting en de rekening na uitvoering van de begroting.

De heer Scokaert wees op het bubbeltzinnige karakter van de begrotingsplicht voor de instellingen van de categorieën B, C en D.

Hij merkte op dat met de grenzen van de begroting van de instellingen van categorie B, die door de toezicht houdende Minister wordt goedgekeurd en in bijlage bij het begrotingsontwerp van het betrokken ministerieel departement aan de Kamers wordt medegedeeld, vaak geen rekening werd gehouden en dat de kredieten vaak worden overschreden of overgeschreven zonder voorafgaande machtiging van de toezicht houdende Minister. Hij stelt voor dat de Kamers hun begroting goedkeuren en achteraf bij wet de eindafrekening aannemen.

Wat de instellingen van de categorieën C en D betreft, waarvan de begroting eenvoudig wordt toegezonden aan de toezicht houdende Ministers en aan de Minister van Financiën (die van de instellingen van categorie C wordt medegedeeld aan de Kamers), overwoog hij de begroting aan de goedkeuring van de toezicht houdende Minister en van de Minister van Financiën te onderwerpen, met enig voorbehoud voor de instellingen van categorie C.

2. Geen regels voor een systematische controle door het Parlement op de instellingen van de categorieën C en D.

De heer Scokaert gaf in overweging dat in een geregelde mededeling aan het Parlement van de begrotingen van die instellingen wordt voorzien en dat de instellingen, waarvan de begroting niet het kenmerk van een echte machtiging mocht vertonen, aan het Parlement terzelfder tijd als hun normaal door het Rekenhof gecontroleerde rekeningen, een bereceneerd verslag van hun beheersresultaten zouden overleggen, vergeleken met de ramingen.

3. Mission juridictionnelle de la Cour des Comptes à l'égard des comptables des organismes d'intérêt public.

M. Scokaert préconisait une solution s'inspirant des principes suivants :

- définition claire, susceptible de s'appliquer non seulement au comptable en titre, mais également à tous manipulateurs de deniers;
- détermination précise de l'étendue des responsabilités, étant entendu que celle-ci ne s'attachera pas seulement à la garde des fonds ou valeurs, mais aussi au recouvrement des droits acquis à l'organisme;
- extension de la responsabilité aux agents chargés de la garde des matières (surtout pour les organismes à caractère industriel ou économique);
- incompatibilité entre les fonctions d'ordonnateur et de comptable (cas fréquent chez les parastataux, où la qualité de comptable est souvent dévolue au directeur chargé de la gestion journalière);
- obligation de reddition d'un compte annuel reprenant tous les faits de la gestion, et évidemment d'un compte de fin de gestion avant d'obtenir décharge définitive. Les comptes sur lesquels la Cour aurait ainsi à statuer, dans les mêmes formes et avec les mêmes effets que pour les comptables de l'Etat, devraient être produits pour les organismes rangés dans les catégories A et B (administrations personnalisées et établissements publics).

4. Imprécision des modalités de publication des comptes des organismes des catégories B, C et D.

Le rapporteur souhaitait une mise au point de la loi du 16 mars 1954 pour apporter plus de clarté dans ce domaine.

5. Classement de certains organismes dans une catégorie qui ne les concerne pas.

M. Scokaert citait quelques exemples d'anomalies relevées à ce propos.

Office commercial du Ravitaillement.

Cet organisme présente toutes les caractéristiques de l'administration personnalisée. Son statut dispose notamment qu' « ... il est institué sous l'autorité du Ministre... ». Or, il figure dans la catégorie B en vertu de l'arrêté royal du 18 décembre 1957, alors qu'il aurait dû logiquement être rangé dans la catégorie A.

Institut national des Mines.

Institut national de l'Industrie charbonnière.

Institut national du Logement.

Ces organismes sont indubitablement des « établissements publics » de même nature que ceux rangés par le législateur de 1954 dans la catégorie B. Néanmoins, l'arrêté royal du 18 décembre 1957 les a classés dans le groupe C.

3. Jurisdictionele taak van het Rekenhof ten opzichte van de rekenplichtigen van de instellingen van openbaar nut.

De heer Scokaert gaf een oplossing in overweging die berustte op de volgende beginselen :

- duidelijke begripsbepaling, die niet alleen op de titelvoerende rekenplichtigen toepasselijk zou zijn, maar ook op al degenen die gelden in handen hebben;
- nauwkeurige omschrijving van de omvang van de aansprakelijkheid, met dien verstande dat zij niet alleen verbonden zou zijn aan de bewaring van de geldmiddelen of waarden, maar ook aan de invordering van rechten die aan de instelling toekomen;
- verruiming van de aansprakelijkheid van de ambtenaren belast met de bewaring van materieel (vooral voor de industriële en economische instellingen);
- onverenigbaarheid tussen het ambt van ordonnateur en dat van rekenplichtige (wat dikwijls het geval is in de parastatale instellingen, waar de taak van rekenplichtige soms is opgedragen aan de directeur belast met het dagelijks beheer);
- de verplichting om een jaarrekening over te leggen waarin alle beheersverrichtingen zijn opgenomen en natuurlijk ook de verplichting om rekening en verantwoording af te leggen aan het einde van het beheer vooraleer definitieve ontlasting te verkrijgen. De rekeningen waarover het Hof aldus uitspraak zou moeten doen in dezelfde vorm en met dezelfde gevolgen als voor de riksrekenplichtigen, zouden overgelegd moeten worden door de instellingen die in de categorieën A en B zijn ingedeeld (besturen met rechtspersoonlijkheid en openbare instellingen).

4. Onnauwkeurige bepaling van de wijze van bekendmaking van de rekeningen van de instellingen van de categorieën B, C en D.

De verslaggever wenste dat de wet van 16 maart 1954 duidelijkheidshalve zou aangepast worden.

5. Indeling van sommige instellingen in de categorie waarin zij niet thuis horen.

De heer Scokaert haalde enkele voorbeelden aan van anomalieën welke in dat verband zijn geconstateerd.

Handelsdienst voor Ravitailleren.

Dit lichaam bezit alle kenmerken van een bestuur met rechtspersoonlijkheid. Zijn statuut bepaalt met name : « Onder het gezag van de Minister wordt... opgericht ». Welnu, krachtens het koninklijk besluit van 18 december 1957 is deze instelling ingedeeld in categorie B, terwijl zij logischerwijze in categorie A thuis hoorde.

Nationaal Mijninstituut.

Nationaal Instituut voor de Steenkolenindustrie.

Nationaal Instituut voor de Huisvesting.

Deze instellingen zijn onbetwistbaar « openbare instellingen » van dezelfde aard als die welke door de wetgever van 1954 in categorie B zijn ingedeeld. Het koninklijk besluit van 18 december 1957 heeft ze evenwel in groep C ondergebracht.

Institut du Contrôle médical.

Cette institution, créée par la loi du 14 février 1961, et supprimée depuis, présentait les caractéristiques qui auraient justifié son classement en catégorie B, alors qu'elle était rangée dans le groupe D.

6. Droit pour la Cour des Comptes d'exercer un contrôle sur place à l'égard des organismes des catégories C et D.

Ce droit devrait être prévu.

7. Extension éventuelle du champ d'application de la loi.

M. Scokaert exprimait l'avis que, si l'on replace le problème dans son véritable contexte, aucun doute ne doit subsister quant à la nécessité de parachever au plus tôt l'œuvre de normalisation entreprise par la loi du 16 mars 1954.

Le Ministre des Finances de l'époque a souligné l'importance des remarques formulées et il se proposait de demander à ses services de procéder à une application plus poussée de la loi de 1954. Le rapporteur ayant manifesté l'intention de déposer une proposition de loi modifiant celle-ci, le Ministre prévoyait l'établissement d'un planning répondant aux critères suivants :

- a) être progressif, du point de vue législatif;
- b) s'adapter (du point de vue de l'exécution) aux possibilités d'exécution réelle afin d'éviter un mauvais départ.

Le rapport de M. Scokaert a été approuvé à l'unanimité. S'il a eu un retentissement mérié, les mesures concrètes qu'il laissait espérer n'ont cependant pas vu le jour, bien que plusieurs années se soient écoulées depuis.

Le présent Gouvernement a repris l'étude du problème et il entend sinon achever complètement la tâche entreprise — cela demandera du temps — tout au moins la pousser avec célérité. Il demande à cet effet que par la loi d'attribution de pouvoirs spéciaux, les instruments nécessaires pour la réalisation de la réforme qui s'impose impérieusement soient mis à sa disposition. Un projet de modification de la loi du 16 mars 1954 est pratiquement prêt, et pourra sortir dans les tout prochains jours. Il s'inspire très largement des considérations si opportunément mises en relief par M. Scokaert. L'aspect particulier de la compétence juridictionnelle de la Cour des Comptes à l'égard des comptables des organismes d'intérêt public est lié à la révision de l'article 116 de la Constitution. C'est dans le cadre des mesures à prendre en exécution de celle-ci que les dispositions ayant trait à cet objet devront être étudiées.

Le Ministre commente ensuite les termes des dispositions de l'article 1^{er}, 5^o, du projet de loi, qui tendent à mettre à la disposition du Gouvernement les moyens nécessaires pour réaliser l'œuvre qu'il se propose.

Article 1^{er}, 5^o, a : « assurer la mobilité des agents » : cette question a été exposée par le Ministre-Sectrétaire d'Etat à la Fonction publique.

Article 1^{er}, 5^o, b : « améliorer la gestion et l'activité des organismes d'intérêt public assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954 ».

Instituut voor de Geneeskundige Controle.

Dit instituut, dat ingesteld is bij de wet van 14 februari 1961, vertoont alle kenmerken om tot categorie B te behoren, terwijl het in groep D werd ondergebracht.

6. Recht van het Rekenhof om ter plaatse controle uit te oefenen op de instellingen van de categorieën C en D.

Dit recht zou moeten bepaald worden.

7. Eventuele verruiming van de werkingssfeer van de wet.

De heer Scokaert was van mening dat het geen twijfel lijdt dat, wanneer het probleem in een juist daglicht wordt geplaatst, het dringend noodzakelijk is de normalisering, die met de wet van 16 maart 1954 was begonnen, ten spodigste tot een goed einde te brengen.

De toenmalige Minister van Financiën heeft op het belang van de uitgebrachte opmerkingen gewezen; hij was voornemens om aan zijn diensten te vragen de wet van 16 maart 1954 strenger toe te passen. Aangezien de verslaggever de bedoeling had een wetsvoorstel in te dienen tot wijziging van bedoelde wet van 1954, stelde de Minister voor een plan op te stellen, waarbij de volgende normen moesten worden in acht genomen :

- a) het moet progressief zijn van wetgevend standpunt uit;
- b) het moet (met betrekking tot de uitvoering) aangepast zijn aan de werkelijke uitvoeringsmogelijkheden, ten einde te verhinderen dat slecht werd gestart.

Het verslag van de heer Scokaert werd eenparig goedgekeurd. Al heeft het een verdiende weerklink gevonden, toch zijn de daarin voorgestelde concrete maatregelen uitgebleven, hoewel sedertdien verscheidene jaren verlopen zijn.

De huidige Regering heeft de studie van het probleem hervat en wil, zo al niet de ondernomen taak volledig afwerken — wat tijd zal vergen — dan toch zo vlug mogelijk doorzetten. Daarom vraagt zij dat de wet tot toekenning van bijzondere machten de nodige middelen voor het doorvoeren van de vereiste hervorming ter beschikking stelt van de Uitvoerende Macht. Een ontwerp tot wijziging van de wet van 16 maart 1954 is praktisch klaar en zal binnenkort kunnen verschijnen. Het berust grotendeels op de beschouwingen die door de heer Scokaert naar voren zijn gebracht. Het eigen karakter van de jurisdictionele bevoegdheid van het Rekenhof t.o.v. de rekenplichtigen van de instellingen van openbaar nut houdt verband met de herziening van artikel 116 van de Grondwet. Het is in het raam van de maatregelen die tot uitvoering van bedoelde herziening zullen genomen worden, dat de hierop betrekking hebbende bepalingen bestudeerd zullen moeten worden.

De Minister brengt vervolgens commentaar uit op de bewoordingen van de bepalingen van artikel 1, 5^o, van het wetsontwerp, welke ertoe strekken de nodige middelen ter beschikking van de Regering te stellen om het beoogde doel te bereiken.

Artikel 1, 5^o, a : « de mobiliteit van de beambten te verbeteren » : dit probleem werd door de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt uiteengezet.

Artikel 1, 5^o, b : « het beheer en de activiteit der instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verbeteren ».

Comme cette loi est relative « au contrôle de certains organismes d'intérêt public », ce texte permet :

- de modifier ladite loi dans le sens du renforcement du contrôle (notamment en faisant passer un organisme dans une catégorie où le contrôle est plus étendu);
- d'étendre son application à des organismes qui n'y sont pas encore assujettis.

Un précédent existe dans ce domaine. Faisant usage des pouvoirs qui Lui avaient été conférés par la loi du 12 mars 1957 portant certaines dispositions en matière financière, économique et sociale, le Roi a pris le 18 décembre 1957 un arrêté étendant l'application de la loi du 16 mars 1954 à un certain nombre d'organismes qui y étaient soustraits jusqu'alors.

Améliorer la gestion : par la modification des règles qui président à l'organisation et au fonctionnement des services : statut de l'organisme ou du personnel, concentration ou déconcentration, centralisation de la documentation ou de la comptabilité de plusieurs organismes, automatisation de la comptabilité, etc.

Améliorer l'activité : orienter l'activité des organismes vers des secteurs qui ne sont pas couverts; supprimer les interférences dans les secteurs couverts par plusieurs organismes.

L'amélioration de l'activité (= rationalisation) pourra être obtenue notamment par la voie de la fusion.

Article 1^e, 5^o, c : « opérer la suppression, la transformation ou la fusion de certains organismes ».

Le Gouvernement ne perdra pas de vue, à ce sujet, les possibilités offertes par la loi du 28 juin 1963, dont le titre II permet la création d'entreprises d'Etat. Il entend agir rapidement, mais cependant sans précipitation, et ne pas modifier la situation existante sans réelle nécessité. Les études ne sont pas terminées. À titre d'exemple, le Ministre signale que l'on peut envisager le regroupement de certains organismes relevant du Ministère de l'Agriculture et de certains organismes financiers relevant de celui des Finances. Un projet de regroupement ou de transformation des organismes du secteur du logement a déjà été annoncé, mais le Gouvernement n'entend pas profiter des pouvoirs spéciaux qu'il sollicite pour le réaliser, car ce projet implique une déconcentration rentrant dans les préoccupations de la Table Ronde et se fonde donc sur un accord des trois grands partis nationaux. Soucieux de respecter cet accord, le Gouvernement suivra dans ce domaine, la procédure législative normale, comme d'ailleurs pour toutes les questions du même genre étudiées de commun accord par les trois partis.

Article 1^e, 5^o, d : « renforcer le contrôle ».

Le Gouvernement entend, dans cet esprit, remédier à des anomalies et lacunes relevées dans la loi du 16 mars 1954, comme l'a fait remarquer M. Scokaert.

Ce renforcement du contrôle se ferait notamment :

a) par classement des organismes dans une catégorie où le contrôle est plus poussé (il décroît de A en D);

b) en faisant approuver par le Ministre de tutelle et le Ministre des Finances les budgets et les comptes des organismes (ou de certains) pour lesquels cela ne se fait pas encore;

Daar bedoelde wet « de controle op bepaalde instellingen van openbaar nut » betreft, maakt de onderhavige tekst het mogelijk :

- deze wet te wijzigen in de zin van een verscherping van de controle (door namelijk een instelling in een andere categorie onder te brengen waar de controle meer uitgebreid is);
- de toepassing van de wet uit te breiden tot instellingen waarop zij nog niet van toepassing is.

Op dit gebied bestaat reeds een precedent. Gebruik makend van de bevoegdheden die Hem door de wet van 12 maart 1957, houdende sommige bepalingen op financieel, economisch en sociaal gebied, werden toegekend, heeft de Koning op 18 december 1957 een koninklijke besluit genomen, waarbij de toepassing van de wet van 16 maart 1954 wordt uitgebreid tot een aantal instellingen die er tot dan toe buiten vielen.

Verbetering van het beheer : door de wijziging van de regels betreffende de werking en de inrichting van de diensten : statuut van de instelling of van het personeel, concentratie of deconcentratie, centralisatie van de documentatie of van de boekhouding van verscheidene instellingen, automatisering van de boekhouding enz.

Opvoeren van de activiteit : bij de werking van de instellingen sectoren betrekken waarvoor nog geen dekking bestaat; de interferenties opheffen in die sectoren die in het toepassingsgebied van verschillende instellingen vallen.

De opvoering van de activiteit (= rationalisatie) kan onder meer bekomen worden door fusie

Artikel 1, 5^o, c : « de afschaffing, de omvorming en de fusie van sommige van deze instellingen doorvoeren ».

In dat verband zal de Regering de mogelijkheden niet uit het oog verliezen welke geboden worden door de wet van 28 juni 1963, waarvan titel II machtigt tot oprichting van Staatsondernemingen. De Regering wenst snel doch zonder overhaasting te werk te gaan en de bestaande toestanden alleen te wijzigen indien het werkelijk nodig is. De studie van het probleem is nog niet beëindigd. De Minister verklaart dat bij wijze van voorbeeld een hergroepering kan overwogen worden van sommige instellingen die van het Ministerie van Landbouw afhangen en van bepaalde financiële instellingen die onder het Ministerie van Financiën ressorteren. Er werd reeds een voorstel aangekondigd tot hergroepering of tot omvorming van de instellingen van de huisvestingssector, maar de Regering wenst geen gebruik te maken van de gevraagde bijzondere machten om dit voorstel door te voeren, want dit laatste veronderstelt een deconcentratie waarmee de Rondetafel zich bezighoudt en die steunt op een akkoord van de drie grote nationale partijen. De Regering wenst dit akkoord te eerbiedigen en daarbij de normale wetgevingsprocedure te volgen; dit zal trouwens het geval zijn voor alle gelijkaardige problemen die in gemeen overleg door de drie partijen worden bestudeerd.

Artikel 1, 5^o, d : « de verscherping van de controle ».

In die geest wil de Regering de anomalieën en de tekortkomingen uit de weg ruimen welke voorkomen in de wet van 16 maart 1954 en waarop de heer Scokaert gewezen heeft.

Die verscherping van de controle zou namelijk als volgt gebeuren :

a) door de instellingen onder te brengen in een categorie waarop de controle meer diepgaand is (zij gaat in dalende lijn van A naar D);

b) door, in de gevallen waarin dit nog niet gebeurt, de begrotingen en de rekeningen van de instellingen (of sommige ervan) door de toezicht houdende Minister en de Minister van Financiën te doen goedkeuren;

c) en supprimant les dispositions transitoires à la faveur desquelles certains organismes n'ont pas encore fourni le projet de statut ou de cadre du personnel imposé par la loi de 1954;

d) en permettant au Ministre des Finances de confirmer le veto de son délégué là où il ne dispose pas d'un commissaire du Gouvernement (actuellement, c'est le Ministre de tutelle qui dispose de ce droit de confirmation);

e) en généralisant le contrôle sur place de la Cour des Comptes;

f) en réglant les modalités de conclusion des marchés.

* *

La discussion en Commission.

Un commissaire pose différentes questions :

1° Les mesures se situant dans le cadre du littera 5^o, b, de l'article premier peuvent mettre en cause la gestion paritaire et la procédure de consultation syndicale. Quelles sont les intentions du Gouvernement en la matière ?

2° Quelles sont les suppressions, fusions et transformations auxquelles le Gouvernement entend procéder en usant du littera c du 5^o de l'article premier ?

3° Des suppressions d'institutions pourraient-elles anéantir le libre-choix garanti par diverses lois aux assurés sociaux ?

4° En ce qui concerne le contrôle des organismes parastataux, ne conviendrait-il pas que le Gouvernement mette intégralement en œuvre les moyens très étendus dont il dispose, avant de recourir à des réformes, certes louables en elles-mêmes mais de longue haleine, telles que celles proposées dans le rapport de M. Scokaert ?

Plusieurs membres de la Commission posent des questions analogues, et l'un d'eux demande si le renforcement de l'autorité de l'Etat dans le domaine de la gestion financière se fera par la désignation d'administrateurs spéciaux, comme cela a été fait au sein des ministères.

Il demande aussi ce qui en est exactement de la transformation, de la suppression ou de la fusion de certains organismes parastataux. Envisage-t-on notamment la suppression du Directoire charbonnier ?

Quelles instances seront consultées sur l'ensemble des mesures ayant trait aux organismes parastataux ? Les comités de gestion seront-ils parmi les instances consultées ?

Un autre commissaire, enregistrant le fait que le regroupement des organismes paraétatiques des secteurs financiers, économiques et sociaux est à l'étude et que le Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique a déclaré qu'il était déjà en possession de certaines conclusions d'ordre général, demande s'il ne serait pas souhaitable que ces conclusions soient portées à la connaissance de la Commission.

Il ajoute que sur avis unanime de la C.N.T., la quasi-unanimité du Parlement a voté la loi sur la gestion paritaire. Ce large accord implique des engagements précis quant au contenu de ladite gestion.

Par conséquent, si le Gouvernement, usant des pouvoirs qui lui seront conférés par le présent projet, devait porter atteinte à certains éléments essentiels de cette gestion, pareille immixtion pourrait avoir pour effet que certains groupes, qui ont souscrit à la gestion paritaire dans sa forme actuelle, et plus particulièrement le partenaire socialiste, se verraien obligés de revoir leur position.

c) door de overgangsbepalingen op te heffen overeenkomstig welke sommige instellingen het door de wet van 1954 opgelegde ontwerp van statuut en het personeelskader nog niet hebben ingediend;

d) door de Minister van Financiën het veto van zijn afgevaardigde te laten bevestigen in de gevallen waarin hij niet over een Regeringscommissaris beschikt (thans is het de toezicht houdende Minister die het recht heeft dit veto te bevestigen);

e) door de veralgemening van de controle ter plaatse van het Rekenhof;

f) door de wijze te regelen waarop de overeenkomsten voor rekening van de Staat worden gesloten.

* *

Besprekking in Commissie.

Een lid stelt verscheidene vragen :

1° De onder 5^o, b, van artikel 1 bepaalde maatregelen kunnen het paritair beheer en de procedure van raadpleging der vakorganisaties in het gedrang brengen. Welke zijn de bedoelingen van de Regering dienaangaande ?

2° Welke afschaffingen, fusies en omvormingen overweegt de Regering bij toepassing van letter c van 5^o van artikel 1 ?

3° Kan de afschaffing van sommige instellingen ertoe leiden dat de sociaal verzekeren niet meer beschikken over de door verscheidene wetten gewaarborgde vrije keuze ?

4° Ware het inzake controle op de parastatale instellingen niet aangewezen dat de Regering de zeer ruime te harer beschikking staande middelen volledig aanwendt, alvorens over te gaan tot hervormingen zoals die welke in het verslag van de heer Scokaert worden voorgesteld en die, ofschoon lofwaardig, toch van lange duur zijn ?

Verscheidene leden van de Commissie stellen gelijkaardige vragen en een van hen vraagt of het Staatsgezag inzake het financiële beheer zal worden versterkt door de benoeming van speciale administrateurs, zoals dit het geval is geweest in de ministeries.

Hij vraagt voorts wat er precies bedoeld wordt met de omvorming, de afschaffing of de fusie van sommige parastatale instellingen. Wordt met name de afschaffing van het Kolendirectatorium overwogen ?

Welke instanties zullen worden geraadpleegd in verband met de verschillende maatregelen die betrekking hebben op de parastatale instellingen ? Zullen de geraadpleegde instanties ook de beheerscomités omvatten ?

Een ander lid neemt er nota van dat de hergroepering van de parastatale instellingen van de financiële, economische en sociale sector in studie is en dat de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt verklaard heeft reeds in het bezit te zijn van sommige algemene besluiten. Hij vraagt of het niet wenselijk ware die besluiten mede te delen aan de Commissie.

Hij voegt hieraan toe dat het Parlement op eenparig advies van de Nationale Arbeidsraad nagenoeg eenstemmig de wet op het paritair beheer heeft goedgekeurd. Die ruime instemming houdt in dat welbepaalde verbintenissen zijn aangegaan in verband met de draagwijdte van dit beheer.

Indien de Regering derhalve gebruik mocht maken van de bevoegdheid die haar door het onderhavige ontwerp wordt verleend om afbreuk te doen aan sommige essentiële punten van dit beheer, zou een dergelijke inmenging er kunnen toe leiden dat sommige fracties die hun instemming hebben betuigd met het paritair beheer in zijn huidige vorm, inzonderheid de socialistische partner, verplicht zijn hun standpunt te herzien.

Le même membre s'informe du sort d'un projet de loi portant réforme des institutions qui s'occupent du logement, lequel tenait compte des conclusions des travaux de la Table Ronde au sujet de la décentralisation et dont le Gouvernement avait annoncé le prochain dépôt. Le Gouvernement persiste-t-il dans cette intention ou bien compte-t-il régler cette matière également par la voie de la loi des pouvoirs spéciaux ?

Ce membre déclare encore que les bruits qui courrent au sujet de la fusion éventuelle des œuvres de guerre ont suscité une vive émotion dans les milieux intéressés, ces mêmes milieux étant d'ailleurs divisés sur cette question.

D'autre part, certaines mesures dites de rationalisation déjà prises par le Gouvernement ne semblent pas s'orienter dans la voie des économies puisqu'elles comportent de nouvelles nominations qui ont prêté à critiques.

Un autre membre fait observer que le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public est fixé par l'arrêté royal du 14 février 1961.

Aucun cadre n'a cependant été fixé en vertu de la loi du 16 mars 1954 pour de nombreux organismes d'intérêt public et subséquemment aucun statut (voir pp. 112 et 113, Doc. n° 4-I, n° 2, du 8 novembre 1966).

Ce domaine relève pourtant de la compétence du Pouvoir exécutif.

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du budget.

La loi du 16 mars 1954 donne à l'Exécutif les pouvoirs nécessaires pour fixer le cadre et le statut du personnel des organismes qu'elle concerne.

Les pouvoirs spéciaux sont nécessaires :

1^o Pour modifier la loi du 16 mars 1954 notamment en vue :

- d'y soumettre éventuellement de nouveaux organismes et d'adapter la répartition en catégories des organismes qui y sont assujettis;
- d'améliorer les mesures de contrôle qui y sont prévues;

2^o Pour adapter les lois organiques des différentes personnes publiques lorsque c'est nécessaire pour assurer la mobilité du personnel entre tous les services de l'Etat, des Forces Armées et des organismes d'intérêt public assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

3^o Pour modifier dans le but d'assurer un meilleur contrôle les lois organiques de certains établissements non soumis à la loi du 16 mars 1954 et que le Gouvernement n'a pas l'intention de soumettre purement et simplement à cette loi.

A la question de savoir si la procédure de consultation en matière syndicale serait respectée, au nom du Gouvernement, le Vice-Premier Ministre répond par l'affirmative.

A la question de savoir si les transformations ou suppressions d'organismes d'intérêt public porteront atteinte au principe de la gestion paritaire, là où elle est instaurée, le Vice-Premier Ministre répond que le Gouvernement reste attaché au principe de la gestion paritaire.

Le Gouvernement ne pourrait cependant accepter que son action soit paralysée par l'inaction des organes de gestion. L'article 21 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de

Hetzelfde lid vraagt wat er geworden is van het wetsontwerp tot hervorming van de instellingen die zich bezighouden met de huisvesting. Dit ontwerp hield rekening met de besluiten van de Ronde-Tafelwerkzaamheden in verband met de decentralisatie, en de spoedige indiening ervan was door de Regering aangekondigd. Houdt de Regering het bij dit voornemen of neemt zij zich voor ook deze materie te regelen in het kader van de wet op de bijzondere machten ?

Dit lid verklaart nog dat de geruchten die de ronde doen omtrent de eventuele fusie van de oorlogswerken een diepe ontroering hebben gewekt in de betrokkenen kringen; er bestaat trouwens verdeeldheid onder dezelfde kringen nopens dit probleem.

Anderzijds schijnen sommige zogenaamde rationalisatemaatregelen die reeds door de Regering zijn getroffen niet veel met besparingen uitstaans te hebben, aangezien zij nieuwe benoemingen behelzen die tot kritiek aanleiding hebben gegeven.

Een ander lid merkt op dat het statuut van sommige instellingen van openbaar nut bij het koninklijk besluit van 14 februari 1961 is bepaald.

Nochtans is voor talrijke instellingen van openbaar nut geen kader vastgesteld krachtens de wet — en dientengevolge geen statuut — van 16 maart 1954 (zie blz. 112 en 113, *Stuk* n° 4-I, n° 2, van 8 november 1966).

Dit gebied behoort nochtans tot de bevoegdheid van de Uitvoerende Macht.

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

De wet van 16 maart 1954 verleent aan de Uitvoerende Macht de nodige bevoegdheid om het kader en het statuut vast te stellen van het personeel der instellingen die onder bedoelde wet vallen.

Bijzondere machten zijn nodig :

1^o Om de wet van 16 maart 1954 te wijzigen, met name om :

- er eventueel nieuwe instellingen te laten onder vallen en de indeling in categorieën van de onder de wet vallende instellingen te veranderen;
- de daarin bepaalde controlemaatregelen te versterken;

2^o Om de wetten tot organisatie van de verschillende publiekrechtelijke lichamen te wijzigen, wanneer zulks nodig is met het oog op de mobiliteit van het personeel tussen alle diensten van de Staat, de Strijdkrachten en de al of niet aan de wet van 16 maart 1954 onderworpen instellingen van openbaar nut;

3^o Om, met het oog op een betere controle, de wetten tot organisatie van sommige niet onder de wet van 16 maart 1954 vallende instellingen die de Regering niet zonder meer onder toepassing van bedoelde wet wenst te brengen, te kunnen wijzigen.

Op de vraag of de procedure van raadpleging der vakorganisaties zal worden geëerbiedigd, antwoordt de Vice-Eerste Minister namens de Regering bevestigend.

Op de vraag of de omvorming of de afschaffing van instellingen van openbaar nut afbreuk zal doen aan het principe van het paritair beheer, daar waar zulk beheer is ingevoerd, antwoordt de Vice-Eerste Minister dat de Regering gehecht blijft aan het principe van het paritair beheer.

De Regering zou evenwel niet kunnen aanvaarden dat zij in haar optreden verlamd wordt door de inertie van de beheersorganen. Artikel 21 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar

prévoyance sociale⁽¹⁾ lui donne le moyen de passer outre à une éventuelle carence de ces organes lorsque l'intérêt général le requiert. Il envisage d'ailleurs d'établir une règle générale qui s'inspirerait dudit article 21 et qui s'appliquerait à tous les organismes relevant de la loi du 16 mars 1954. Il entend cependant laisser aux organes de gestion intéressés le temps nécessaire pour leur permettre d'étudier les propositions qui leur seraient soumises, et communiquer immédiatement aux Chambres les décisions qu'il serait amené à prendre s'il devait se substituer à ces organes.

Cette règle vaudrait aussi pour les cas où les organes de consultation syndicale ne prendraient pas position dans le délai qui leur est ou qui leur serait imparti, mais ce délai serait en tout cas suffisant pour leur permettre de se prononcer en connaissance de cause.

Invité à préciser les articles de la loi du 16 mars 1954 que le Gouvernement voudrait modifier, le Vice-Premier Ministre cite les articles contenant les dispositions auxquelles il est référé ci-dessous à propos de l'article 1^{er}, 5^e, d.

Le Gouvernement examine actuellement les problèmes que soulève la restructuration des organismes parastataux. Le but visé consiste à la fois à réaliser des économies dans le domaine des frais de fonctionnement, en évitant les doubles emplois et la dispersion des tâches, et à assurer une plus grande efficacité à leurs interventions, grâce à une meilleure coordination.

Toutefois, l'état d'avancement des études en cours ne permet pas encore de donner une réponse concrète à la question posée par les fusions, suppressions et transformations envisagées.

Le Gouvernement n'envisage ni la suppression du Directoire charbonnier ni la désignation d'administrateurs spéciaux auprès des organismes d'intérêt public.

(1) 25 avril 1963 — Loi sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale (*Moniteur belge* du 25 juillet 1963).

Art. 21. — Lorsque le Comité est en défaut de prendre une mesure ou d'accomplir un acte prescrit par la loi ou les règlements, le Ministre dont l'organisme relève peut se substituer à lui après l'avoir invité à prendre les mesures ou à accomplir les actes nécessaires dans le délai qu'il fixe, sans que celui-ci puisse être inférieur à huit jours.

Il en est notamment ainsi lorsque la mesure ne peut être prise ou que l'acte ne peut être accompli parce que le président constate qu'à deux séances et sur le même point, aucune majorité ne se fait lors des votes.

Le Ministre peut exercer les attributions du Comité de gestion lorsque et aussi longtemps que celui-ci est mis dans l'impossibilité d'agir :

1^e par le fait que les organisations d'employeurs, de travailleurs ou celles visées à l'article 4, invitées régulièrement à présenter leurs listes de candidats pour la constitution du Comité de gestion, omettent de le faire dans les délais prévus;

2^e si, nonobstant convocation régulière, le Comité de gestion est mis dans l'impossibilité de fonctionner par l'absence répétée de la majorité, soit des membres représentant les employeurs, soit des membres représentant les travailleurs ou éventuellement des membres représentant les organisations visées à l'article 4.

nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg⁽¹⁾ doet aan de Regering het middel ter hand om het in gebreke blijven van die organen te verhelpen, wanneer het algemeen belang zulks vergt. De Regering neemt zich trouwens voor een algemene regel vast te leggen, die ingegeven is door voornoemd artikel 21 en die toepasselijk zou zijn op alle onder de wet van 16 maart 1954 vallende instellingen. Zij wil nochtans aan de betrokken beheersorganen de nodige tijd laten om de voorstellen die hun mochten voorgelegd worden, te onderzoeken; voorts zal zij de Kamers onmiddellijk op de hoogte brengen van de beslissingen welke zij ter zake mocht nemen, indien zij ertoe verplicht wordt zich in de plaats te stellen van die organen.

Die regel zou eveneens gelden wanneer de organen voor syndicaal overleg hun standpunt niet zouden bepalen binnen de gestelde of eventueel nog te stellen termijn; die termijn zou in elk geval lang genoeg zijn om hun standpunt met kennis van zaken te bepalen.

Aan de Vice-Eerste Minister werd gevraagd nader te bepalen welke artikelen van de wet van 16 maart 1954 de Regering wenst te wijzigen. Daarop is geantwoord met een verwijzing naar de bepalingen waarvan hiervoren sprake in verband met artikel 1, 5^e, d.

De Regering onderzoekt op dit ogenblik de problemen die zich voordoen in verband met de restructuratie van de parastatale instellingen. Het nagestreven doel bestaat erin tegelijk besparingen in de werkingskosten te verwesenlijken door dubbele gebruik en de verdeling der taken te vermijden en een grotere doeltreffendheid te verzekeren van hun tussenkomsten dank zij een betere coördinatie.

De studies zijn nochtans nog niet ver genoeg gevorderd om een concreet antwoord te geven op de vraag gesteld door de voorgenomen fusies, afschaffingen en omvormingen.

De Regering overweegt noch de afschaffing van het Kolendirectatorium, noch de aanduiding van speciale beheersers bij de instellingen van openbaar nut.

(1) 25 april 1963 — Wet betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg (*Belgisch Staatsblad* van 25 juli 1963).

Art. 21. — Wanneer het Comité in gebreke blijft om een maatregel te treffen of een handeling te verrichten die door de wet of de verordeningen is voorgeschreven, kan de Minister van wie het lichaam afhangt, zich in zijn plaats stellen na het verzocht te hebben de maatregelen te nemen of de noodzakelijke handelingen te verrichten binnen een door hem gestelde tijd, die niet minder dan acht dagen mag bedragen.

Dit geldt men name wanneer de maatregel niet kan worden genomen of de handeling niet kan worden verricht omdat de voorzitter vaststelt dat gedurende twee vergaderingen over hetzelfde punt bij de stemming geen meerderheid is bereikt.

De Minister kan de bevoegdheden van het Beheerscomité uitoefenen wanneer en voor de tijd dat dit in de onmogelijkheid verkeert tot handelen :

1^e door het feit dat de organisaties van werkgevers, van werknemers of die bedoeld bij artikel 4, regelmatig uitgenodigd om hun kandidatenlijsten voor de samenstelling van het Beheerscomité voor te dragen, verwaarlozen het te doen binnen de gestelde tijden;

2^e wanneer, niettegenstaande regelmatige samenroeping, het Beheerscomité in de onmogelijkheid is te handelen door de herhaalde afwezigheid van de meerderheid hetzij van de leden die de werkgevers, hetzij van de leden die de werknemers of, eventueel, van de leden die de bij artikel 4 bedoelde organisaties vertegenwoordigen.

Le contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions.

Exposé du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

De nombreuses subventions sont actuellement accordées, tant par l'Etat que par des organismes qu'il subventionne, sans que la réglementation impose à l'allocataire la justification de l'utilisation de la subvention aux fins auxquelles elles est destinée, ou sans que le contrôle de cette utilisation soit possible. Le Gouvernement demande que soit mis à sa disposition les moyens de combler cette lacune.

1. *Octroi des subventions.* --- Le Gouvernement n'entend pas modifier, à la faveur de l'article 1^{er}, 6^e, du projet de loi, les dispositions existantes qui détermineraient les conditions auxquelles doivent satisfaire les tiers pour pouvoir prétendre à une subvention. Bien que les termes de cette disposition permettraient de supposer le contraire, il s'engage à ne pas s'appuyer sur elles pour réaliser pareille modification. Tout changement des conditions que doivent réunir les personnes qui peuvent prétendre à une subvention devrait trouver son fondement dans une autre disposition du projet de loi; c'est dire qu'il ne pourrait être — éventuellement — envisagé que pour les secteurs pour lesquels des pouvoirs spéciaux sont sollicités en vue de réaliser des assainissements.

Le Gouvernement se propose uniquement d'imposer aux autorités qui accordent une subvention l'obligation de se faire fournir dans tous les cas par le bénéficiaire une justification de l'emploi des sommes qui lui sont attribuées. Il entend par là obliger ces autorités à plus d'objectivité dans l'allocation des subventions. En précisant la justification que l'allocataire devra fournir de l'utilisation de la subvention aux fins auxquelles elle est octroyée, l'autorité qui subventionne sera amenée à mieux déterminer l'objectif qu'elle poursuit par l'octroi de la subvention ainsi que les moyens à mettre en œuvre par l'allocataire pour y parvenir.

Certes, en ce qui concerne les subventions accordées par l'Etat lui-même, des pouvoirs spéciaux sont inutiles. Mais il n'en est pas de même pour ce qui est des subventions accordées par des personnes morales, elles-mêmes subventionnées directement ou indirectement par l'Etat, et sur lesquelles celui-ci ne dispose pas de pouvoir réglementaire en raison notamment de leur personnalité juridique (parastataux, associations sans but lucratif, etc.).

2. *Contrôle de l'utilisation des subventions.* --- Le Gouvernement entend établir le principe selon lequel, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, l'allocataire se soumet au contrôle, par l'autorité qui subventionne et par le Ministre ayant le budget dans ses attributions (l'Inspection des Finances), de l'utilisation des sommes qui lui ont été attribuées. Ce contrôle pourra être effectué sur place. Il peut s'appliquer à toutes les subventions, réglementées ou non. Cependant, si une disposition légale a expressément dispensé l'allocataire de fournir une justification de l'emploi de la subvention, il ne sera pas revenu sur cette disposition.

Controle op het gebruik en de aanwending van de toelagen.

Uiteenzetting van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Op dit ogenblik worden talrijke toelagen verleend, zowel door de Staat als door de instellingen die hij subsidieert, zonder dat de reglementering aan de verkrijger van de toelage de verplichting oplegt om te bewijzen dat hij die heeft aangewend voor het doel waarvoor de toelage was bestemd, of zonder dat er een controle op die aanwending mogelijk is. De Regering wenst over de middelen te kunnen beschikken om in die leemte te voorzien.

1. *Toekenning van de toelagen.* — De Regering heeft niet de bedoeling gebruik te maken van het bepaalde in artikel 1, 6^e, van het wetsontwerp om de bestaande bepalingen te wijzigen die de voorwaarden omschrijven waaraan derden moeten voldoen om aanspraak te kunnen maken op een toelage. Ofschoon de bewoordingen van bedoelde bepaling tot het tegenovergestelde zouden kunnen doen besluiten, gaat de Regering de verbintenis aan er zich niet op te beroepen om die wijziging door te voeren. Wijzigingen inzake de voorwaarden waaraan de personen die aanspraak maken op een toelage, moeten beantwoorden, dienen op een andere bepaling van het wetsontwerp te steunen; dit betekent dat een dergelijke wijziging eventueel slechts zou kunnen overwogen worden voor de sectoren waarvoor bijzondere machten worden gevraagd met het oog op door te voeren saneringen.

De Regering neemt zich alleen voor aan de autoriteiten die een toelage verlenen, de verplichting op te leggen om van de verkrijger van de toelage in elk geval te eisen dat hij een verantwoording voorlegt omtrent de aanwending van de hem toegekende bedragen. Op die wijze wil de Regering die autoriteiten tot meer objectiviteit dwingen bij de toekenning van toelagen. Door nader te bepalen welke verantwoording de verkrijger van de toelage zal moeten voorleggen omtrent het doel waarop hij deze heeft aangewend, zal de subsidiërende autoriteit verplicht zijn nauwkeuriger het doel te omschrijven dat zij nastreeft bij het verlenen van de toelage alsmede de middelen die door de begunstigde moeten worden aangewend om dit doel te bereiken.

Voor de door de Staat zelf verleende toelagen zijn bijzondere machten weliswaar overbodig. Doch dit is niet het geval voor de toelagen die verleend worden door de rechtspersonen die zelf rechtstreeks of onrechtstreeks door de Staat gesubsidieerd worden. Ten aanzien van deze laatste beschikt de Staat immers niet over de vereiste reglementaire bevoegdheid, met name omdat zij rechtspersoonlijkheid bezitten (parastatale instellingen, verenigingen zonder winstoogmerk enz.).

2. *Controle op de aanwending van de toelagen.* — De Regering wenst het principe te doen vastleggen volgens hetwelk de begunstigde, ingevolge de aanvaarding van de toelage, zich onderwerpt aan de controle door de subsidiërende autoriteit en door de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort (de Inspectie van Financiën) omtrent de aanwending van de hem toegekende bedragen. Die controle zal ter plaatse kunnen worden verricht. Hij kan worden toegepast op alle toelagen, ongeacht of zij gereglementeerd zijn of niet. Indien de begunstigde echter door een uitdrukkelijke wetsbepaling is vrijgesteld van het leveren van een verantwoording omtrent de aanwending van de toelage, zal op die bepaling niet worden teruggekomen.

3. Champ d'application des dispositions nouvelles envisagées :

- a) Toutes les subventions accordées par l'Etat;
- b) Toutes les subventions accordées par des personnes morales — parastataux, associations sans but lucratif, etc. — elles-mêmes subventionnées directement ou indirectement par l'Etat.

L'utilisation des subventions en provenance du budget de l'Etat pourra ainsi être surveillée jusqu'à leur affectation finale. Cela ne veut pas dire que le contrôle envisagé sera organisé d'une manière systématique et générale. Bien au contraire, le Gouvernement veut seulement se réservé la possibilité de le faire dans des cas particuliers, lorsqu'il se trouvera en possession d'indices sérieux d'utilisation abusive des subventions ou lorsqu'il lui sera nécessaire de procéder à une enquête afin de réunir les éléments qui lui sont nécessaires pour assurer une meilleure orientation de son effort. Il n'envisage pas de créer à cet effet un nouvel organe quelconque de contrôle, ni même d'augmenter l'effectif des organes existants; il veut pouvoir utiliser les moyens actuels au mieux de leurs possibilités.

Conscient des difficultés créées par la multiplicité des contrôles, il veut les coordonner. Lorsque plusieurs autorités ont déjà maintenant le droit de contrôle, celui-ci sera, dans la mesure du possible, exercé en une seule fois pour le compte de toutes ces autorités.

4. Ne sont pas visés par le projet, les encouragements et récompenses accordés à titre purement gratuit à des personnes physiques, savants et artistes par exemple.

5. Remboursement de la subvention — L'obligation de rembourser sera imposée lorsque la subvention a été utilisée à d'autres fins que celles pour lesquelles elle a été octroyée, ou lorsque l'allocataire refuse de se soumettre au contrôle de l'emploi qu'il a fait des fonds.

**

En annexe II figure un tableau faisant la comparaison entre les dispositions légales et réglementaires existant déjà en matière de contrôle des subventions et les nouvelles mesures envisagées.

Question

Quelle est la nécessité des pouvoirs spéciaux en cette matière ?

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Le Gouvernement avait décidé de soumettre au Parlement un projet de loi relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, et le Conseil d'Etat a déjà donné son avis sur l'avant-projet qui lui a été transmis, et qui appelle encore certaines mises au point.

Puisque le Gouvernement s'est résolu à solliciter des pouvoirs spéciaux, il lui est apparu qu'il est préférable de régler la question des subventions à cette occasion. En effet, les dispositions légales dont il souhaite l'intervention pourront ainsi être prises plus rapidement, et être appliquées sans retard pour l'exécution du budget de 1967.

3. Toepassingsgebied van de nieuwe voorgenomen maatregelen:

- a) Alle door de Staat verleende toelagen;
- b) Alle toelagen die verleend worden door rechtspersonen — parastatale instellingen, verenigingen zonder winstoogmerken enz. — die zelf rechtstreeks of onrechtstreeks gesubsidieerd worden door de Staat.

Zo zal de gebruikmaking van de subsidies uit de Staatsbegroting kunnen worden gecontroleerd tot aan de uiteindelijke bestemming. Daarmee wil niet gezegd zijn dat de in uitzicht gestelde controle op stelselmatige en algemene wijze zal worden georganiseerd. Integendeel, de Regering wil zich slechts de mogelijkheid voorbehouden zulks in speciale gevallen te doen, wanneer er ernstige tekenen zijn dat van de toelagen misbruik is gemaakt of wanneer zij het nodig zal achten een onderzoek in te stellen ten einde te kunnen beschikken over de nodige gegevens om haar bemoeiingen beter te kunnen oriënteren. Het ligt niet in haar bedoeling daartoe enigerlei nieuw controleorgaan in het leven te roepen, noch zelfs de personeelssterkte van de bestaande organen uit te breiden; zij wenst een zo goed mogelijk gebruik te kunnen maken van de haar thans ter beschikking staande middelen.

Zij is zich bewust van de moeilijkheden waaraan de veelvuldige vormen van controle ontstaan hebben gegeven en zij wil die coördineren. Wanneer thans verscheidene overheidsinstanties tegelijk controlerecht bezitten, dan zal dit in de toekomst zoveel mogelijk ineens worden uitgeefend voor rekening van die gezamenlijke instanties.

4. Door het ontwerp worden niet beoogd de aanmoedigingen en beloningen welke geheel kosteloos worden verleend aan natuurlijke personen, geleerden en kunstnaars b.v.

5. Terugbetaling van de toelage. De toelage zal moeten worden terugbetaald wanneer zij voor andere doeleinden dan voor de opgegeven bestemmingen is gebruikt of wanneer diegene die ze ontvangen heeft, weigert zich te onderwerpen aan de controle op het gebruik dat hij van de gelden geeft gemaakt.

**

De tabel met de vergelijking tussen de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen welke reeds op het stuk van controle op de toelagen bestaan, alsmede de nieuwe, in uitzicht gestelde maatregelen is als bijlage II toegevoegd.

Vraag.

In hoever zijn bijzondere machten ter zake noodzakelijk ?

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

De Regering had besloten bij het Parlement een wetsontwerp betreffende de controle op de toekenning en de gebruikmaking van de toelagen voor te leggen en de Raad van State had reeds zijn advies gegeven over het hem voorgelegde voorontwerp, waarvan enkele punten nog nader uitgewerkt moeten worden.

Aangezien de Regering besloten heeft bijzondere machten aan te vragen, komt het haar verkiezend voor bij deze gelegenheid ook de kwestie van de toelagen te regelen. Immers, de wettelijke bepalingen welke zij wenst in te roepen, zullen aldus sneller genomen kunnen worden en zonder verwijl bij de tenuitvoerlegging van de begroting voor

Puisque le projet relatif aux subventions a pour but d'assurer plus de justice distributive pour celles des subventions dont le montant est laissé — dans les limites des crédits budgétaires — à l'appréciation du Ministre dont le budget est frappé, et que le contrôle généralisé qui est envisagé doit permettre soit de déceler d'éventuelles utilisations de subventions à des fins qui ne correspondent pas exactement à celles pour lesquelles elles ont été allouées, soit de réunir les éléments nécessaires pour assurer une meilleure utilisation de l'effort de l'Etat, sa mise en application doit contribuer à l'œuvre d'assainissement à laquelle le Gouvernement s'est attelé.

Pourquoi l'intervention d'un acte législatif est-il nécessaire en l'occurrence ?

Pour les subventions consenties directement à charge du budget de l'Etat (que l'on pourrait qualifier de subventions au 1^{er} degré), l'obligation que le Gouvernement envisage d'imposer aux allocataires de fournir une justification de l'utilisation des fonds attribués et de se soumettre à un contrôle, pourrait être inscrite dans une convention à conclure entre l'Etat et l'allocataire. Pareille procédure, impliquant une négociation préalable, retarderait nécessairement l'octroi des subventions, ce qui serait préjudiciable aux allocataires, et pourrait laisser subsister un certain arbitraire. En légiférant et en faisant du principe une règle générale d'application automatique — au respect de laquelle la Cour des Comptes serait amenée à veiller — ces inconvénients sont éliminés. Personne ne peut normalement critiquer le Gouvernement de vouloir s'imposer des règles strictes assurant une saine justice distributive.

D'autre part, l'existence d'une disposition légale de l'espèce aura le grand avantage d'avertir toute personne sollicitant l'octroi d'une subvention, des obligations entraînées dans son chef par l'attribution de celle-ci : nécessité de fournir des justifications et obligation de se soumettre au contrôle.

La nécessité de l'existence d'une disposition légale s'impose encore davantage pour les subventions accordées par des personnes morales, elles-mêmes subventionnées par l'Etat (subventions au 2^e degré). Si celui-ci dispose dans certains cas d'un pouvoir de contrôle (notamment pour les organismes d'intérêt public assujettis à la loi du 16 mars 1954, et encore l'étendue de ce pouvoir de contrôle est-elle variable selon la catégorie dans laquelle l'organisme y est rangé), il en est démunie pour d'autres cas (subventions accordées par des personnes de droit privé, A.S.B.L. par exemple). Si lors de l'octroi de sa propre subvention à ces personnes (subvention au 1^{er} degré), l'Etat devait leur imposer par convention une clause en vertu de laquelle les dites personnes, à leur tour, seraient tenues d'obliger les tiers subventionnés à fournir des justifications et à se soumettre à un contrôle (subventions au 2^e degré ou à un degré plus éloigné), on s'aperçoit tout de suite qu'on s'embarquerait dans une procédure longue et lourde, dont les allocataires finaux seraient les premières victimes.

Quelques exemples de subventions accordées par des personnes morales elles-mêmes subventionnées directement ou indirectement par l'Etat :

- Fonds national de la Recherche scientifique (subventions aux chercheurs ou organismes de recherches);
- Fonds de la Recherche scientifique médicale (idem);
- Institut pour l'Encouragement de la Recherche scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture (I.R.S.I.A.);

1967 toegepast kunnen worden. Daar het ontwerp betreffende de toelagen waarvan het bedrag — binnen de grenzen van de begrotingskredieten — aan het oordeel wordt overgelaten van de Minister wiens begroting getroffen wordt, en aangezien de veralgemeende controle het nogelijk moet maken de eventuele gebruikmaking van de toelagen voor doeleinden welke niet volkomen stroken met de oorspronkelijke bestemming, op te sporen, ofwel de nodige gegevens te verzamelen om tot een betere gebruikmaking van de Staatstegemoetkomingen te komen, zal de toepassing ervan de sanering welke de Regering op het oog heeft, bevorderen.

Waarom is ter zake een wetgevende handeling nodig ?

Voor de subsidies welke rechtstreeks ten laste van de Rijksbegroting komen (welke men als subsidies 1^{ste} graad zou kunnen bestempelen) zou de verplichting welke de Regering wenst op te leggen aan diegenen die de gebruikmaking van de toegekende fondsen moeten rechtvaardigen en zich aan een controle onderwerpen, kunnen worden opgenomen in een tussen de Staat en de ontvanger van de toelage te sluiten overeenkomst. Een dergelijke procedure, welche een voorafgaande onderhandeling zou vergen, zou onvermijdelijk de toekenning van de subsidies vertragen, wat nadelig zou zijn voor de begünstigden, en het zou aanleiding kunnen geven tot een zekere willekeur. Door een wet in het leven te roepen en van het beginsel een algemene regel tot automatische toepassing te maken — waarvan de naleving door het Rekenhof zou worden gecontroleerd — zouden die bezwaren wegvalen. Niemand kan normaliter de Regering voor de voeten werpen strikte regels te willen voorschrijven om gezonde en rechtvaardige toestanden te scheppen.

Anderzijds zal het bestaan van zulk een wettelijke bepaling het grote voordeel hebben dat iedereen die de toekenning van een toelage aanvraagt, op de hoogte is van de verplichtingen welke zulks meebrengt, namelijk om de geëiste rechtvaardigingen te geven en zich aan de controle te onderwerpen.

De noodzakelijkheid van het bestaan ener wettelijke bepaling dringt zich des te meer op voor de toelagen welke worden verleend aan rechtspersonen die zelf door de Staat gesubsidieerd worden (subsidies van de 2^e graad). In sommige gevallen bezit de Staat een controlebevoegdheid (met name voor de instellingen van openbaar nut welke onder de wet van 16 maart 1954 vallen, en dan is het nog zo, dat het toepassingsgebied van die controle verschilt al naar de categorie waarin de instelling gerangschikt is); in andere gevallen bezit de Staat die macht niet (subsidies toegekend door privaatrechtelijke personen, V.Z.W. b.v.). Indien de Staat bij de toekenning van zijn eigen subsidie aan die personen (subsidie 1^{ste} graad) hen bij overeenkomst een clausule zou doen ondertekenen, krachtens welke die personen op hun beurt gehouden zouden zijn de gesubsidieerde derde personen te verplichten zich te rechtvaardigen en zich te onderwerpen aan een controle (subsidies 2^e graad of nog verdere graad), dan zou men ontegenzeglijk tot een langdurige en ingewikkelde procedure komen, waarvan de uiteindelijke begünstigden het eerste slachtoffer zouden zijn.

Enkele voorbeelden van toelagen, toegekend door rechtspersonen die zelf rechtstreeks of onrechtstreeks door de Staat worden gesubsidieerd :

- Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek (toelagen aan vorsers of instellingen voor onderzoek);
- Fonds voor Wetenschappelijk Medisch Onderzoek (idem);
- Instituut voor de Aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in de Nijverheid en de Landbouw (I.W.O.N.L.);

- Institut interuniversitaire des Sciences nucléaires (I.I.S.N.);
- Office belge pour l'Accroissement de la Productivité (O.B.A.P.);
- Office national du Lait (O.N.L.);
- Syndicats d'exploitation (élevage, etc., art. 32.30 du budget de l'Agriculture);
- Fédérations de lutte contre les maladies du bétail (art. 32.34, *idem*);
- Institut économique des Classes moyennes;
- Œuvre nationale de l'Enfance;
- Œuvre nationale de Lutte contre la Tuberculose.

Question.

Quels sont les secteurs qui seront touchés ?

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Comme il s'agit d'établir une règle générale, seront tous les secteurs dans lesquels la réglementation actuelle ne prévoit pas l'obligation de fournir des justifications ou de se soumettre au contrôle.

a) en ce qui concerne l'obligation de fournir des justifications :

toutes les subventions non réglementées pour lesquelles l'autorité qui subventionne n'aurait pas déjà d'initiative prévu pareille obligation.

b) En ce qui concerne l'obligation de se soumettre au contrôle :

toutes les subventions, réglementées ou non, à moins qu'une disposition légale n'en dispense l'allocataire.

Le Gouvernement n'entend pas appliquer l'article 1^{er}, 6^o, aux subventions accordées par les communes ni, d'une manière générale, par les autorités décentralisées qui font l'objet des préoccupations de la Table Ronde, c'est-à-dire d'un accord entre les trois grands partis nationaux.

Question.

Que veut faire le Gouvernement dans certains secteurs tels que l'enseignement, les beaux-arts, l'assurance maladie-invalidité ?

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Il ne veut pas remettre en cause, à la faveur de l'article 1^{er}, 6^o, les conditions d'octroi des subventions. Tout changement des conditions que doivent réunir les personnes qui peuvent prétendre à une subvention devrait trouver son fondement dans une autre disposition du présent projet de loi.

En ce qui concerne le contrôle, s'il est prévu d'une manière générale, il ne sera effectué que dans des cas particuliers, lorsque le Gouvernement se trouvera en possession d'indices sérieux d'utilisation non régulière des subventions ou lorsqu'une enquête sera nécessaire afin de réunir les éléments indispensables pour assurer une meilleure utilisation de l'effort de l'Etat.

Question.

Existe-t-il des cas d'attribution de subsides sans qu'une justification soit imposée ?

- Interuniversitair Instituut voor de Kernwetenschappen (I.I.K.W.);
- Belgische Dienst tot Opvoering van de Produktiviteit (B.D.O.P.);
- Nationale Zuiveldienst (N.Z.D.);
- Exploitatie syndikaten (veeteelt enz., art. 32.30 van de begroting van Landbouw);
- Federaties voor de bestrijding van veeziekten (art. 32.34, *idem*);
- Economisch Instituut voor de Middenstand;
- Nationaal Werk voor Kinderwelzijn;
- Nationaal Werk voor Bestrijding van de Tuberculose.

Vraag.

Welke sectoren zullen worden getroffen ?

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Daar het hier gaat om het stellen van een algemene regel, zullen alle sectoren worden getroffen waarin de huidige reglementering niet voorziet in de verplichting om verantwoording te doen of controle te ondergaan.

a) Wat betreft de verplichting om verantwoording te doen :

alle niet gereglementeerde toelagen waarvoor de subsidierende overheid nog niet op eigen initiatief die verplichting zou hebben opgelegd.

b) Wat betreft de verplichting inzake controle :

alle toelagen, al dan niet gereglementeerd, tenzij de verkrijger daarvan door een wetsbepaling zou zijn vrijgesteld.

De Regering is niet van plan artikel 1, 6^o, toe te passen op de door de gemeenten verleende toelagen, noch, in het algemeen, door gedecentraliseerde overheden waarom de Ronde Tafel zich reeds heeft bekommerd, d.w.z. waarover een akkoord bestaat tussen de drie grote nationale partijen.

Vraag.

Wat wil de Regering doen in sommige sectoren als het onderwijs, de schone kunsten, de ziekte- en invaliditeitsverzekering ?

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Zij is niet bereid om, zich beroepend op artikel 1, 6^o, de voorwaarden van toekenning van de toelagen opnieuw in het gedrang te brengen. Elke wijziging van de voorwaarden die moeten worden vermeld door de personen die op een toelage aanspraak kunnen maken, zal moeten steunen op een andere bepaling van het huidige wetsontwerp.

Wat de controle betreft, die is algemeen opgevat, maar zij zal slechts in welbepaalde gevallen uitgeoefend worden wanneer de Regering over ernstige aanduidingen zal beschikken waaruit blijkt dat er onregelmatigheden gebeuren in de aanwendung van de subsidies of wanneer een onderzoek noodzakelijk blijkt om de onontbeerlijke gegevens te verzamelen met het oog op een betere aanwendung van de Staatshulp.

Vraag.

Bestaan er gevallen waarin subsidies worden toegekend zonder dat de verantwoording ervan verplicht is ?

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Ils sont nombreux. Rien que pour les subventions non réglementaires allouées par l'Etat et supérieures à 100 000 francs, le Ministre du Budget (à l'accord duquel ces subventions doivent être soumises en exécution de l'arrêté royal du 5 octobre 1961 relatif au contrôle administratif et budgétaire) en a relevé des dizaines en quelques semaines, pour lesquelles aucune justification n'était imposée ni aucun contrôle prévu, pas plus par le Département qui alloue la subvention que par l'Inspection des Finances.

Quant aux subventions allouées par des personnes morales elles-mêmes subventionnées par l'Etat, il est impossible de dire combien il y en a, en raison précisément de l'absence ou de l'insuffisance du contrôle auxquelles on entend remédier.

Question.

Des exemples d'intervention possible grâce au projet, peuvent-ils être fournis ?

Réponse.

Ces exemples sont repris ci-dessous.

Question.

Puisque le Gouvernement entend procéder au contrôle de l'utilisation des subventions, la comptabilité des sociétés bénéficiaires des subventions devra permettre ce contrôle; le Gouvernement envisage-t-il d'établir l'obligation de l'enregistrement comptable ?

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Le Gouvernement a l'intention d'imposer des règles d'uniformisation des bilans et des comptes de profits et pertes des sociétés, éventuellement par secteur d'activité (mandat donné le 20 avril 1966 à la Commission De Voghel).

Question.

Quel est le nombre de fonctionnaires chargés des missions de contrôle et quel est le montant global de leurs rémunérations ?

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Indépendamment des services qui, comme l'Inspection des Finances, le Service de contrôle des dépenses de l'Administration du Budget, etc., ont essentiellement une vocation générale de contrôle, il existe dans les diverses administrations des agents qui exercent full-time ou part-time pareille mission.

Pour répondre à la question posée, il conviendrait de procéder à un dépouillement long et coûteux, attendu que les crédits supportant la rémunération des fonctionnaires ne font pas la ventilation selon la nature des fonctions qu'ils exercent au sein de l'administration. Le regroupement fonctionnel des dépenses annexé à l'Exposé général du budget ne fait lui-même pas cette distinction.

Puisque le Gouvernement a formellement annoncé son intention de ne pas créer de nouvel organe de contrôle en vue de l'application de la disposition discutée ici, ni même de renforcer les effectifs existants, il se demande si la question posée peut avoir une importance quelconque pour la discussion de l'article 1^o, 6^o.

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Dit gebeurt vaak. Voor de niet gereglementeerde, door de Staat verleende toelagen, welke meer dan 100 000 frank bedragen, heeft de Minister van Begroting (die voor deze toelagen zijn akkoord moet betuigen in uitvoering van het koninklijk besluit van 5 oktober 1961 op de administratieve en budgettaire controle) in slechts enkele weken er verscheidene tientallen ontdekt waarvoor geen enkele verantwoordingsverplichting bestaat en geen enkele controle, zulks evenmin door het Departement dat de subsidies verleent als door de Inspectie van Financiën.

Wat de subsidies betreft welke verleend worden door rechtspersonen die zelf door de Staat gesubsidieerd worden kan men onmogelijk zeggen hoe talrijk zij zijn, aangezien de controle, die men nu juist wenst te verscherpen, onbestaande of onvoldoende is.

Vraag.

Kunnen voorbeelden worden gegeven van tussenkomst die dank zij het ontwerp mogelijk is ?

Antwoord.

Die voorbeelden zijn hiervoren opgegeven.

Vraag.

Aangezien de Regering de aanwending van de toelagen wil controleren zal de boekhouding van de maatschappijen die de toelagen genieten deze controle mogelijk moeten maken; overweegt de Regering de verplichte boeking op te leggen ?

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

De Regering is voornemens regels op te leggen inzake eenmaking van de balansen en van de verlies- en winstrekkeningen, eventueel per bedrijfstak (opdracht gegeven op 20 april 1966 aan de Commissie De Voghel).

Vraag.

Welk is het aantal ambtenaren belast met controleopdrachten en wat is het globaal bedrag van hun bezoldigingen ?

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Behalve de diensten die, zoals de Inspectie van Financiën, de Dienst voor de controle op de uitgaven van het Bestuur der Begroting enz., hoofdzakelijk voor de algemene controle zijn aangewezen, zijn er in de verschillende besturen personeelsleden die full-time of part-time zulk een opdracht uitvoeren.

Om op de gestelde vraag te antwoorden, zou men een lang en duur onderzoek moeten instellen, aangezien de credieten die betrekking hebben op de bezoldiging van de ambtenaren niet verdeeld zijn volgens de aard van de functies die zij in de administratie vervullen. In de aan de Algemene toelichting van de begroting toegevoegde functionele hergroepering van de uitgaven werd dit onderscheid niet gemaakt.

Aangezien de Regering uitdrukkelijk heeft aangekondigd dat zij voornemens is geen nieuw controlelichaam voor de toepassing van bedoelde bepaling in het leven te roepen en dat zij zelfs de bedoeling niet heeft het huidige personeel te versterken, vraagt zij zich af of de gestelde vraag enigerlei belang kan hebben voor de besprekking van artikel 1, 6^o.

Question.

Le Gouvernement a-t-il l'intention d'étendre aux communes l'application des règles qu'il envisage d'établir en matière de contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions ?

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Il a été répondu à cette question ci-avant.

Question.

Le projet du Gouvernement serait irréalisable, faute de moyens de couvrir l'ensemble des subventions accordées par l'Etat et par les personnes morales subventionnées elles-mêmes par celui-ci; il risque d'autre part de provoquer une vague de protestations à l'annonce de nouvelles mesures de contrôle, alors que les contrôles actuels sont déjà trop nombreux et paralysants.

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Le Gouvernement a déjà déclaré qu'il n'entendait pas créer de nouvel organe de contrôle, ni renforcer les effectifs déjà existants. Le projet qu'il envisage a une partie complémentaire, ayant pour but essentiel de traiter toutes les subventions sur le même pied.

Il est difficile de croire qu'une disposition qui tend à assurer une égalité de traitement pourrait susciter des réactions psychologiques défavorables.

Question.

Le Gouvernement a-t-il l'intention d'étendre le contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subventions aux subventions accordées au titre de l'assistance technique et d'instaurer un contrôle sur place à l'étranger ?

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Comme il s'agit d'une loi belge, on ne peut évidemment en envisager l'application à des pays étrangers. Mais il est évident que les subventions relevant de l'assistance technique attribuées en Belgique tombent sous l'application des dispositions en cause.

Vraag.

Is de Regering van plan de toepassing van de door haar voorgenomen regels inzake controle op de toekenning en de aanwending van toelagen uit te breiden tot de gemeenten ?

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Er is op deze vraag hiervoren reeds geantwoord.

Vraag.

Het Regeringsontwerp zou niet te verwezenlijken zijn bij gebrek aan middelen die het geheel van de door de Staat verleende toelagen evenals de toelagen toegekend door rechtspersonen die zelf door de Staat gesubsidieerd worden, bestrijken; loopt men anderzijds niet het gevaar een massa protesten uit te lokken door de aankondiging van nieuwe controlemaatregelen, daar waar de thans bestaande controle reeds al te uitgebreid is en verlammend werkt ?

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

De Regering heeft reeds verklaard dat zij niet van plan is een nieuw controleorgaan op te richten, noch de thans bestaande personeelsbezetting te versterken. Het thans bestudeerde ontwerp heeft een aanvullend karakter, dat hoofdzakelijk tot doel heeft alle toelagen op dezelfde voet te behandelen.

Het is moeilijk aan te nemen dat een bepaling, die ertoe strekt een gelijke behandeling in te voeren, psychologisch ongunstige reacties zou kunnen uitlokken.

Vraag.

Is de Regering van plan de controle op de toekenning en de aanwending van de toelagen uit te breiden tot de toelagen die als technische bijstand toegekend worden en een controle ter plaatse in het buitenland te voeren ?

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Aangezien het om een Belgische wet gaat, kan men er natuurlijk niet aan denken ze in het buitenland toe te passen. Maar het spreekt vanzelf dat de toelagen die onder technische bijstand ressorteren en in België toegekend worden, onder de toepassing vallen van deze bepalingen.

La mobilisation des capitaux.

Question.

Pourquoi ne parle-t-on, à l'article 1^{er}, 7^e, que des institutions publiques de crédit, et non des institutions privées ?

Réponse du Ministre des Finances.

La première partie de l'article 1^{er}, 7^e (améliorer le financement des investissements) couvre également les dispositions applicables à des institutions privées. De toute manière, l'article 1^{er}, 7^e, vise expressément les caisses d'épargne privées, donc des institutions privées.

Question.

L'Exposé des Motifs du projet signale que : « les contrôles des organismes financiers privés seront mieux coordonnés, conformément aux recommandations de la Commission pour le financement de l'expansion économique ».

Quelles sont ces recommandations ?

Réponse du Ministre des Finances.

Les intermédiaires financiers, ce sont les banques, les caisses d'épargne, les caisses hypothécaires, les sociétés d'assurances, les fonds de pensions, les fonds communs de placement, les sociétés de capitalisation, les institutions s'occupant de ventes à tempérément.

Ces intermédiaires sont soumis à un contrôle des pouvoirs publics. Ce contrôle a été réalisé par secteur à différentes époques et est inspiré presque exclusivement de la préoccupation de veiller à la bonne gestion des entreprises dans la perspective de mieux protéger l'épargne.

Les régimes de contrôle sont chaque fois différents. Les autorités de contrôle diffèrent également : Commission bancaire, Office central de la petite épargne, Ministère des Affaires économiques, Ministère de la Prévoyance sociale, Ministère des Classes moyennes.

Les textes imposant les contrôles sont disparates. La réglementation résulte à la fois de textes légaux, d'arrêtés royaux, d'arrêtés ministériels, de règles approuvées par le pouvoir exécutif ou de simples directives ou recommandations des autorités de contrôle. Des régimes différents sont parfois applicables à des actifs de même nature.

Des réformes paraissent nécessaires. Celles-ci devraient faciliter l'association de tous les intermédiaires financiers privés à l'exécution de la politique financière et économique du Gouvernement.

Pour arriver à cette fin deux méthodes sont possibles : — ou bien unifier dans une large mesure le système de contrôle; — ou bien garder la structure actuelle en y apportant les modifications indispensables.

La première solution pose des problèmes d'une telle ampleur tant sur le plan technique que sur le plan politique qu'elle ne pourrait être retenue qu'après une étude très approfondie. Les conclusions d'une telle étude devraient faire l'objet d'un projet de loi soumis aux délibérations normales du Parlement.

Dans l'immédiat, c'est la deuxième solution qu'envisage le Gouvernement qui se propose d'apporter certains aménagements aux contrôles existants, sans en modifier la structure.

Mobilisatie van de kapitalen.

Vraag.

Waarom worden in het eerste artikel, 7^e, alleen de openbare kredietinstellingen vermeld, en niet de privé-instellingen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Het eerste deel van het eerste artikel, 7^e (de financiering van de investeringen verbeteren), behelst eveneens bepalingen die toepasselijk zijn op privé-instellingen. Hoe dan ook, het eerste artikel, 7^e, slaat uitdrukkelijk op de particuliere spaarkassen, dus privé-instellingen.

Vraag.

In de Memorie van toelichting heet het : « de controle op de privé-financiële instellingen beter zal worden gecoördineerd overeenkomstig de aanbevelingen van de Commissie voor de financiering van de economische expansie ».

Hoe luiden die aanbevelingen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De financiële tussenpersonen zijn de banken, spaarkassen, hypotheekkassen, verzekeringsmaatschappijen, pensioenfondsen, gemeenschappelijke beleggingsfondsen, kapitalisatiemaatschappijen en instellingen die zich bezighouden met verkopen op afbetaling.

Die tussenpersonen staan onder controle van de overheid. Die controle is sectorsgewijze en op verschillende tijdstippen ingevoerd; zij is vrijwel alleen ingegeven door de zorg om een goed beheer van die instellingen ten einde aldus de spaarders beter te beschermen.

De controleregeling is telkens verschillend. Ook de autoriteiten die de controle uitoefenen, zijn verschillend : Bankcommissie, Centraal Bureau voor de kleine spaarders, Ministerie van Economische Zaken, Ministerie van Sociale Voorzorg, Ministerie van Middenstand.

De teksten waardoer de controle wordt ingesteld, zijn uiteenlopend. De reglementering steunt zowel op wetteksten als op koninklijke besluiten, ministeriële besluiten, door de uitvoerende macht goedgekeurde regelen of eenvoudige richtlijnen of aanbevelingen uitgaande van de met de controle belaste autoriteiten. Soms worden verschillende regelingen toegepast op gelijkaardige activa.

Hervormingen lijken dus noodzakelijk te zijn. Deze moeten erop gericht zijn alle particuliere financiële tussenpersonen te betrekken bij de toepassing van het financiële en economische beleid van de Regering.

Daartoe kunnen twee methoden worden aangewend : — ofwel de controleregeling in grote mate eenvormig maken; — ofwel de huidige structuur met de nodige aanpassingen in stand houden.

De eerste methode doet problemen ragen die technisch en politiek zo ingewikkeld zijn dat zij slechts na een zeer grondige studie in aanmerking kan worden genomen. De besluiten van die studie zouden in de vorm van een wetsontwerp aan het Parlement moeten worden voorgelegd en verder de normale procedure volgen.

Voor de onmiddellijke toekomst neemt de Regering zich voor de tweede methode te gebruiken om enige wijziging aan te brengen in de bestaande controle, zonder de structuur ervan te veranderen.

En ce qui concerne plus particulièrement les caisses d'épargne privées, il n'est pas question de les soumettre au contrôle de la Commission bancaire en lieu et place de l'Office central de la petite épargne.

Question.

Le Gouvernement a donné mandat à ladite Commission d'examiner plus spécialement la promotion des capitaux à risques et l'association plus étroite des sociétés à portefeuille à la programmation de l'expansion économique.

- a) Quand ce mandat a-t-il été donné ?
- b) Quand cet examen sera-t-il terminé ?
- c) Quel usage le Gouvernement compte-t-il faire des conclusions de la Commission ?
- d) Les pouvoirs spéciaux porteront-ils sur ces deux objectifs ?

Réponse du Ministre des Finances.

- a) Le mandat a été donné en avril 1966.
- b) Les travaux de la Commission sont activement poursuivis mais il n'est pas possible de préciser à quel moment précis ils seront terminés pour chacun des objets inclus dans le mandat.
- c) et d) Il ne sera possible de répondre à ces questions que lorsque les recommandations de la Commission auront été communiquées au Gouvernement.

Dans toute la mesure souhaitable, celui-ci entend donner une suite positive aux recommandations de la Commission.

Question.

Ne pourrait-on fournir la liste des caisses d'épargne privées ?

Réponse du Ministre des Finances.

A la fin de l'exercice 1965, la liste des entreprises agréées s'établit comme suit :

- Première catégorie : Sociétés hypothécaires :
 - S.A. Caisse hypothécaire anversoise, Meir, 24, Anvers.
 - S.A. Société hypothécaire belge et Caisse d'Epargne Ippa, Longue Rue Neuve, 40, Anvers.
 - S.A. Société d'Hypothèques et d'Epargne d'Anvers, chaussée de Malines, 178, Anvers.
 - S.A. Société anversoise de Dépôts et d'Hypothèques, avenue Marie-Thérèse, 2, Anvers.
 - S.A. Caisse de Placements hypothécaires, rue Arenberg, 19, Anvers.
 - S.A. « Het Spaarkrediet », rue du Jardin-des-Arbalétriers, 5, Anvers.
 - S.A. Crédit mutuel hypothécaire, rue Léopold, 23, Bruxelles.
 - S.A. Crédit maritime et fluvial de Belgique, Koornlei 13, Gand.
 - S.A. Société belge de Crédit maritime, Marché aux Grains, 13, Anvers.
 - S.A. Caisse hypothécaire westflamande, rue Saint-Nicolas, 14, Bruges.
 - S.C. Union hypothécaire, rue de la Révolution, 12, Bruxelles.
 - S.C. La Prévoyance, boulevard du Jubilé, 26, Bruxelles.
 - S.A. Société d'Epargne, d'Hypothèques et d'Assurances Atlanta, rue Egmont 4, Bruxelles.
 - S.A. Caisse centrale d'Hypothèques et d'Assurances, avenue de la Toison d'Or, 83, Bruxelles.
 - S.A. La Foncière liégeoise, boulevard de la Sauvenière, 135, Liège.
 - S.A. Caisse d'Epargne Financia, avenue Marie-Henriette, 3-5, Anvers.
 - S.A. Continentale d'Epargne et d'Hypothèques --- Contidepo, boulevard Saint-Michel, 29, Bruxelles.
 - S.A. Crédit foncier de Belgique, place du Petit-Sablon, 5, Bruxelles.
 - S.A. Société hypothécaire européenne, Longue rue Lozane, 238, Anvers.
- Er is geen sprake van de particuliere spaarkassen onder de controle van de Bankcommissie te plaatsen ter vervanging van de thans door het Centraal Bureau voor de kleine spaarders uitgeoefende controle.
- Vraag.
- De Regering heeft opdracht gegeven aan de vermelde Commissie om meer bijzonder de bevordering van het risicodragend kapitaal te bestuderen, evenals het nauwere betrekken van de holding-maatschappijen bij de programmatie van de economische expansie.
- a) Wanneer werd die opdracht gegeven ?
- b) Wanneer zal bedoelde studie beëindigd zijn ?
- c) Welk gebruik is de Regering voornemens te maken van de besluiten van de Commissie ?
- d) Zullen de bijzondere machten op die beide doelstellingen slaan ?
- Antwoord van de Minister van Financiën.
- a) De opdracht werd in april 1966 gegeven.
- b) De werkzaamheden van de Commissie worden actief voortgezet, doch het is niet mogelijk voor elk van de in de opdracht vervatte onderverdeling nader te bepalen wanneer zij beëindigd zullen zijn.
- c) en d) Het zal slechts mogelijk zijn die vragen te beantwoorden wanneer de aanbevelingen van de Commissie aan de Regering medegedeeld worden.
- De Regering wil, in de gewenste mate, een positief gevolg geven aan de aanbevelingen van de Commissie.
- Vraag.
- Kan men de lijst van de particuliere spaarkassen niet geven ?
- Antwoord van de Minister van Financiën ?
- Op het einde van het boekjaar 1965 wordt de lijst van de aanvaarde ondernemingen als volgt opgesteld :

 - Eerste categorie : Hypotheekmaatschappijen :
 - N.V. Antwerpse Hypotheekkas, Meir 24, Antwerpen.
 - N.V. Belgische Hypotheekmaatschappij en Spaarkas, Ippa, Lange Nieuwstraat 40, Antwerpen.
 - N.V. Hypotheek- en Spaarmaatschappij van Antwerpen, Mechelsesteenweg 178, Antwerpen.
 - N.V. Antwerpse Maatschappij van Deposito's en Hypotheken, Maria-Theresialei 2, Antwerpen.
 - N.V. Hypothecaire Beleggingskas, Arenbergstraat 19, Antwerpen.
 - N.V. Het Spaarkrediet, Schuttershofstraat 5, Antwerpen.
 - N.V. Onderling Hypothecair Krediet, Leopoldstraat 23, Brussel 1.
 - N.V. Belgische Zee- en Binnenvaart Kredietmaatschappij, Koornlei 13, Gent.
 - N.V. Belgische Maatschappij voor Scheepvaartkrediet, Graanmarkt 13, Antwerpen.
 - N.V. West-Vlaamse Hypotheekkas, Sint-Niklaasstraat 14, Brugge.
 - S.V. « Union hypothécaire », Omwentelingsstraat 12, Brussel 1.
 - S.V. « La Prévoyance », Jubelfeestlaan 26, Brussel 2.
 - N.V. Spaar- Hypotheek- en Verzekeringsmaatschappij Atlanta, Egmontstraat 4, Brussel 5.
 - N.V. Centrale Hypotheek- en Verzekeringskas, Gulden Vlieslaan 83, Brussel 6.
 - N.V. De Luikse Grondmaatschappij, boulevard de la Sauvenière, 135, Luik.
 - N.V. Spaarkas Financia, Maria-Henriettalei 3-5, Antwerpen.
 - N.V. Continentale Spaar- en Hypotheekmaatschappij --- Contidepo, Sint-Michielslaan 29, Brussel 4.
 - N.V. Grondkrediet van België, Kleine Zavel 5, Brussel 1.
 - N.V. Europese Hypotheekmaatschappij, Lange Lozanstraat 238, Antwerpen.

Deuxième catégorie : Caisses de crédit agricole :

S.C. Caisse centrale de Crédit rural du Boerenbond belge, rue des Récollets, 8, Louvain, ainsi que 829 caisses Raiffeisen affiliées.

S.C. Caisse rurale de Nivelé, à Nivelé-Spa.

Troisième catégorie : Caisses d'épargne populaire :

S.C. Coopération ouvrière belge (C.O.B.), Caisse centrale de Dépôts, rue de la Loi, 129, Bruxelles.

S.C. « Antwerpse Volkspaarkeas », filiale de la prénommée, Lange Gasthuisstraat 22, Anvers.

S.A. « Volksdepositokas », rue Saint-Michel, 16, Gand.

S.C. Coop-Dépôts, rue Haute, 26-28, Bruxelles 1.

S.C. L'Economie populaire, rue des Champs, 30, Ciney.

Quatrième catégorie :

a) Caisses d'épargne du personnel de sociétés industrielles;

b) Caisses d'épargnes diverses :

a) S.A. Caisse d'Epargne et de Dépôts d'Ougrée, à Ougrée.

S.A. des Laminoirs, Hauts-Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de « La Providence », à Marchienne-au-Pont.

S.A. Société de Prayon, à Trooz.

S.A. Union financière belge des Tabacs « Tabacofina », Longue rue de l'Hôpital, 32, Anvers.

S.C. « De Vrijwillige Voorzorg », Komvest 43, Bruges.

b) S.C. L'union économique de Bruxelles, rue du Vallon, 18-27, Bruxelles 4.

S.C. « S.E.F.B. » Caisse d'Epargne du Personnel des Administrations publiques, rue Vanderschrick, 83, Bruxelles 6.

S.A. L'Union Européenne -- Caisse d'Epargne « Eurespa », 1, place du Champ de Mars, Bruxelles 5.

S.C. Union générale des Propriétaires, avenue de France, 80, Anvers.

1966 :

S.A. Argenta Caisse d'Epargne, Belgéle, 49, Anvers.

S.A. Compagnie belge d'Epargne et d'Assurances « Minerve-Vie », 77-79, avenue de la Toison d'Or, Bruxelles 6.

Question.

Quelles sont les intentions du Gouvernement en matière de caisses d'épargne privées ?

Quelles modifications seront apportées à leur statut ?

De quelle manière seront-elles associées à l'effort d'expansion ?

Quelle sera la portée économique de ces mesures ?

Qu'entend-on au juste par « mobilisation partielle des liquidités des dites caisses » en vue de la relance économique ?

Un commissaire suggère que, dans cet ordre d'idées, on permette aux caisses d'épargne privées de constituer des fonds d'investissement afin d'encourager la petite épargne à s'intéresser également — tout au moins dans une mesure limitée — à des placements à risques.

Réponse du Ministre des Finances.

Les dispositions réglant le contrôle et le champ d'application de ces caisses doivent être améliorées et complétées pour mieux les associer à la poursuite des objectifs de la politique économique et financière en tenant compte notamment du développement considérable qu'ont connu ces institutions au cours des dernières années.

Un projet de loi (Doc., Chambre des Représentants, n° 981, 1964-1965, 24 février 1965) modifiant l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées et la loi du 7 décembre 1934 instituant un Office central de la petite épargne est tombé en caducité.

Tweede categorie : Landbouwkredietkassen :

S.V. Centrale Kas voor Landbouwkrediet van de Belgische Boerenbond, Minderbroedersstraat 8, Leuven, en haar 829 aangesloten Raiffeisenkassen.

S.V. « Caisse rurale de Nivelé », Nivelé-Spa.

Derde categorie : Volkspaarkekassen :

S.V. Belgische Arbeiderscoöperatie (B.A.C.), Centrale Depositokas, Wetstraat 129, Brussel 4.

S.V. Antwerpse Volkspaarkeas (filiaal van voornoemde), Lange Gasthuisstraat 22, Antwerpen.

N.V. Volksdepositokas, Sint-Michielsstraat 16, Gent.

S.V. Coop-Depositokas, Hoogstraat 26-28, Brussel 1.

S.V. « L'Economie populaire », rue des Champs, 30, Ciney.

Vierde categorie :

a) Spaarkassen van het personeel van industriële vennootschappen;

b) Diversc spaarkassen :

a) N.V. « Caisse d'Epargne et de Dépôts d'Ougrée », Ougrée.

N.V. « Société anonyme des Laminoirs, Hauts-Fourneaux, Forges, Fonderies et Usines de la « La Providence », Marchienne-au-Pont,

N.V. « Société de Prayon », Trooz.

N.V. « Union financière belge des Tabacs « Tabacofina », Lange Gasthuisstraat 32, Antwerpen.

S.V. De Vrijwillige Voorzorg, Komvest 43, Brugge.

b) S.V. « L'Union économique de Bruxelles », Kleine Dalstraat 18-27, Brussel 4.

S.V. « S.E.F.B. », Spaarkas van het Personeel der Openbare Besturen, Vanderschrickstraat 83, Brussel 6.

N.V. De Europese Vereniging — Spaarkas « Eurespa », Marsveldplein 1, Brussel 5.

S.V. Algemene Eigenaars Vereniging, Frankrijklei 80, Antwerpen.

1966 :

N.V. Argenta Spaarkas, Belgéle 49, Anvers.

N.V. Belgische Spaar- en Verzekeringsmaatschappij « Minerve-Leven », Gulden Vlieslaan 77-79, Brussel 6.

Vraag.

Welke zijn de bedoelingen van de Regering wat de particuliere spaarkassen betreft ?

Welke wijzigingen zullen in hun statuut worden aangebracht ?

Hoe zullen zij bij de inspanningen voor de expansie worden betrokken ?

Welke economische draagwijdte zullen die maatregelen hebben ?

Wat dient juist te worden verstaan onder « gedeeltelijke mobilisatie van de likwiditeiten van de particuliere spaarkassen » met het oog op de nieuwe economische aanpak ?

Een Commissielid stelt in dat verband voor dat de particuliere spaarkassen in staat worden gesteld investeringsfondsen aan te leggen om de kleine spaarders ertoe aan te sporen ook — al is het in beperkte mate — deel te nemen aan risicodragende beleggingen.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De bepalingen die het toezicht en het toepassingsgebied van die kassen regelen, moeten worden verbeterd en aangevuld om ze nauwer te betrekken bij de verwezenlijking van het economisch en financieel beleid, rekening houdend o.m. met de aanzienlijke uitbreiding van die instellingen tijdens de jongste jaren.

Een wetsontwerp (Stuk, Kamer van Volksvertegenwoerdigers, nr 981, 1964-1965, 24 februari 1965) tot wijziging van het koninklijk besluit nr 42 van 15 december 1934 betreffende de controle der private spaarkassen en van de wet van 7 december 1934 houdende oprichting van een Centraal Bureau voor de kleine spaarders, is vervallen.

Les principales réformes faisant l'objet de ce projet de loi étaient les suivantes :

- Extension du système de contrôle qui, jusqu'à présent, ne s'appliquait qu'aux dépôts, à toute épargne recueillie par les caisses d'épargne privées sous quelque forme que ce soit et notamment par des émissions de bons de caisse ou d'obligations;
- Elargissement du pouvoir de contrôle du Gouvernement et de l'Office central de la petite épargne :
 - pour assurer davantage la protection des épargnants (notamment imposer des coefficients de trésorerie et de solvabilité);
 - pour permettre d'associer plus étroitement les caisses d'épargne privées à la politique générale en matière économique, financière et monétaire.

Le projet actuellement envisagé par le Gouvernement ne s'écartera pas beaucoup du projet antérieurement déposé. Il ne s'agit pas de modifier l'organe de contrôle qui restera l'Office central de la petite épargne.

Toutefois, il y a lieu de souligner que les revendications des caisses d'épargne privées tendent à élargir considérablement leurs activités.

Si l'on peut admettre une certaine diversification du champ d'activité des caisses d'épargne privées, de manière à les associer davantage au financement de l'économie, il faut se garder de les transformer en organismes financiers aptes à « tout faire ».

On devrait envisager une association plus étroite entre les caisses d'épargne privées et certaines institutions spécialisées dans le crédit industriel par exemple, de manière à donner aux caisses d'épargne un rôle plus actif dans le financement de l'expansion.

Question.

1. Quel est le but du Gouvernement en prévoyant une amélioration du contrôle des institutions privées ?

Ceci signifie-t-il un regroupement au sein de la commission bancaire du contrôle de toutes les institutions privées, banques, caisses d'épargne, compagnies d'assurances ? Ou bien, le Gouvernement envisage-t-il de coordonner les organismes de contrôle existants au sein du Conseil supérieur des Finances.

2. La grande question qui se pose est la suivante : faut-il associer davantage les caisses d'épargne à la poursuite des objectifs de la politique économique ?

Qu'en est-il ?

- Les considérer exclusivement comme des organismes de relais, ce serait faire marche arrière.
- Leur permettre d'intervenir directement dans l'octroi de crédits; dans ce cas, il n'y a pas de difficultés.
- On peut leur permettre également d'accorder des crédits de mobilisation, etc.
- Faut-il leur permettre de souscrire des obligations industrielles ?

3. Il convient de tenir compte de la volonté des caisses d'épargne privées de collaborer à des programmes financiers et économiques très poussés, mais alors tous les obstacles doivent être éliminés et il faut permettre aux caisses d'épargne d'occuper une position qui ne porte pas atteinte à leur pouvoir concurrentiel.

Dat wetsontwerp beoogde hoofdzakelijk de volgende hervermingen :

- De uitbreiding van het controlesysteem dat tot dusver alleen toepasselijk was op de deposito's, tot het geheel van de spaargelden, ingezameld door de particuliere spaarkassen, in welke vorm die inzameling ook geschiedde, en met name door de uitgifte van kasbons en obligaties;
- De verruiming van de controlebevoegdheid van de Regering en van het Centraal Bureau voor de kleine spaarders :
 - om een betere bescherming van de spaarders te waarborgen (o.m. mogelijkheid om schatkist- en solvabiliteitscoëfficiënten op te leggen);
 - om het mogelijk te maken de particuliere spaarkassen nauwer te betrekken bij het algemeen economisch, financieel en monetair beleid.

Het thans door de Regering beoogde ontwerp wijkt niet veel van het vroeger ingediende ontwerp af. Het gaat niet om een wijziging van het controleorgaan, dat het Centraal Bureau voor de kleine spaarders blijft.

Er dient evenwel op gewezen te worden dat de eisen van de particuliere spaarkassen ertoe strekken hun bedrijvigheid aanzienlijk uit te breiden.

Hoewel een zekere uitbreiding van het werkterrein van de particuliere spaarkassen kan worden aanvaard om ze nauwer bij de financiering van het bedrijfsleven te betrekken, dient ervoor gewaakt te worden dat zij geen financiële organen worden die « alles kunnen doen ».

Er moet gedacht worden aan een nauwer samengaan tussen de particuliere spaarkassen en bij voorbeeld sommige in het krediet aan de nijverheid gespecialiseerde instellingen, zodat de spaarkassen een actievere rol krijgen bij de financiering van de expansie.

Vraag.

1. Wat beoogt de Regering door een betere controle over de particuliere instellingen ?

Betekent dit een samenbrengen van de controle over alle particuliere instellingen, banken, spaarkassen, verzekeringemaatschappijen in de bankcommissie, of beoogt de Regering een coördinatie van de bestaande controlerichamen in de Hoge Raad voor de Financiën ?

2. De grote vraag : de spaarkassen beter betrekken bij het nastreven der objectieven van de economische politiek.

Quid ?

- Ze uitsluitend beschouwen als « organismes de relais » ware de klok achteruitzetten.
- Ze ook toelaten rechtstreeks tussen te komen in de kredietverlening, dan zijn er geen moeilijkheden.
- Ook kan hun toegelaten worden mobilisatiekredieten te verlenen enz.
- Moet men hun toelaten in te schrijven op industriële obligaties ?

3. Er dient rekening gehouden met de wil van de particuliere spaarkassen om mee te werken aan zeer ver doorgedreven economische en financiële programma's, maar dan moeten alle hinderpalen worden opgeheven en moeten de spaarkassen in een positie worden geplaatst die ze concurrentieel niet in de hoek dringt.

Un service complet à la clientèle leur est donc nécessaire.

1^o Pourquoi le Gouvernement estime-t-il opportun de devoir modifier le statut des caisses d'épargne privées dans le cadre d'une loi de pouvoirs spéciaux et non au Parlement ainsi qu'il était prévu antérieurement (voir ancien projet Dequae) ?

2^o Ne pourrait-on pas obtenir du Ministre une déclaration selon laquelle les arrêtés ne sortiront leurs effets qu'après consultation des fédérations professionnelles intéressées (groupement professionnel des caisses d'épargne privées) ?

Réponse du Ministre des Finances.

1. Il n'entre pas dans les intentions du Gouvernement d'unifier le contrôle s'exerçant sur toutes les institutions privées, banques, caisses d'épargne, compagnies d'assurances.

En ce qui concerne plus particulièrement les caisses d'épargne privées, l'Office central de la petite épargne restera l'organe de contrôle.

La réforme du Conseil supérieur des Finances tendra à lui conférer la mission générale de veiller à la coordination de tous les compartiments du marché des capitaux en fonction de la politique économique du Gouvernement. Le Conseil sera ainsi amené à rechercher les mesures à prendre en ce qui concerne la formation de l'épargne, sa collecte et son orientation vers les utilisations, et à proposer des solutions aux problèmes de coordination et de mobilisation que pose la multiplicité des intermédiaires et des instruments monétaires et financiers.

2. L'élargissement des possibilités pour les caisses d'épargne privées de pratiquer notamment le crédit industriel pose des problèmes délicats.

Dans le régime actuel, les moyens propres et les produits récoltés par émission d'obligations et bons de caisse peuvent être sans limite employés pour financer des crédits industriels. C'est dire que les caisses d'épargne ont une très grande liberté en ce domaine.

Toutefois, dans l'état actuel des choses, les caisses d'épargne ne sont pas particulièrement spécialisées ni équipées pour ce genre de crédit.

Malgré cela, les caisses d'épargne demandent avec insistance l'autorisation de pouvoir, tout comme les banques, accorder des crédits industriels, avec subvention de l'Etat ou avec garantie supplétive de l'Etat.

Mais le législateur a voulu interdire aux caisses d'épargne les placements risqués. Or, les crédits accordés avec garantie de l'Etat présentent certains aléas et la garantie de l'Etat n'est que partielle, c'est-à-dire que l'organisme accordant le crédit doit assumer lui-même des risques.

Les crédits industriels sont des opérations délicates, difficiles et parfois dangereuses, pour lesquelles dans les circonstances actuelles beaucoup de caisses d'épargne n'ont pas l'organisation adéquate.

Mais, en fin de compte, la Commission De Voghel qui a examiné le problème de manière approfondie, s'est demandée si, au lieu d'élargir les possibilités d'intervention directe dans les divers modes de financement des investissements (actions, obligations, crédits industriels, etc.), toutes opérations ayant leur technique et leurs risques propres et qui supposent des services spécialisés, il ne serait pas préférable

Zij hebben dus een volledige klantendienst nodig.

1^o Waarom acht de Regering het gepast het statuut van de particuliere spaarkassen te moeten wijzigen in het kader van een wet op de bijzondere machten en niet, zoals het vroeger voorzien was, in het Parlement (zie vroeger ontwerp Dequae) ?

2^o Zou men van de Minister geen verklaring kunnen bekomen volgens welke de uitwerking van de besluiten zal plaatshebben na consultatie van de betrokken beroepsfederaties (vakgroep van de particuliere spaarkassen) ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

1. Het ligt niet in de bedoeling van de Regering de controle over alle particuliere instellingen, banken, spaarkassen, verzekeringsmaatschappijen, eenvormig te maken.

Wat bepaaldelijk de particuliere spaarkassen betreft, blijft het Centraal Bureau voor de kleine spaarders het controleorgaan.

De hervorming van de Hoge Raad voor de Financiën zal ertoe strekken dit orgaan ermede te belasten te waken voor de coördinatie van alle sectoren van de kapitaalmrk in overeenstemming met het economisch beleid van de Regering. Zo zal de Raad tot taak hebben uit te zoeken welke maatregelen moeten worden genomen met het oog op het bevorderen van het spaarwezen, het inzamelen van spaargelden en het oriënteren van het gebruik ervan, en oplossingen voor te stellen voor de problemen inzake coördinatie en mobilisatie die door de veelvuldigheid van de tussenpersonen en van de monetaire en financiële werkmiddelen gesteld zijn.

2. Het verruimen van de mogelijkheden van de particuliere spaarkassen, met name inzake het verstrekken van industrieel krediet, doet delicate problemen rijzen.

In het huidige stelsel kunnen de eigen middelen en de opbrengst van obligaties en kasbons zonder beperking gebruikt worden voor de financiering van industrieel krediet. Het is dus duidelijk dat de spaarkassen in deze zaken een zeer grote vrijheid genieten.

In de huidige stand van zaken zijn de spaarkassen evenwel niet bijzonder goed gespecialiseerd noch uitgerust voor dat soort krediet.

Desondanks vragen de spaarkassen met aandrang de toelating om, net als de banken, industriële kredieten te mogen toestaan met staatstoelage of bijkomende waarborg van de Staat.

Evenwel was het de wens van de wetgever riskante beleggingen van de spaarkassen te verbieden. Welnu, de met Staatswaarborg verleende kredieten zijn vrij wisselvallig en de Staatswaarborg is slechts partiell, d.w.z. dat de instelling die het krediet verleent, zelf risico's te dragen heeft.

Industriële kredietverlening is een delicate, moeilijke en gevaarlijke operatie, waarvoor talrijke spaarkassen in de huidige omstandigheden niet op de gepaste wijze zijn ingericht.

Doch uiteindelijk heeft de Commissie De Voghel, die de zaak grondig onderzocht heeft, zich afgevraagd of het niet verkieslijker zou zijn, veeleer dan de rechtstreekse interventiemogelijkheid in de diverse wijzen van financiering van de investeringen (aandelen, obligaties, rijverheidskrediet enz.), d.w.z. operaties met eigen techniek en risico's en waarvoor gespecialiseerde diensten vereist zijn, te ver-

de permettre à tous les organismes non spécialisés dans les divers modes de financement de participer à ces derniers par la souscription d'obligations ou de bons de caisse émis par les organismes spécialisés ou d'apporter leur concours à ces organismes de toute autre manière.

On doit remarquer aussi que la programmation ne serait pas utilement servie par une multiplication exagérée du nombre d'organismes de financement et une concurrence coûteuse pour l'économie.

3. L'extension du champ d'activité des caisses d'épargne privées à toutes les opérations auxquelles se livrent les banques poserait le problème du contrôle.

A ce moment, les caisses d'épargne privées s'identifieraient pratiquement à des banques et le régime de contrôle qui est applicable à celles-ci à l'intervention de la Commission bancaire devrait s'étendre à ces caisses.

1^o Le projet de loi déposé par le Ministre Dequae, modifiant l'arrêté royal n° 42 du 15 décembre 1934 relatif au contrôle des caisses d'épargne privées et la loi du 7 décembre 1934 instituant un Office central de la petite épargne est devenu caduc.

Certains aménagements doivent y être apportés. C'est dans la préoccupation de faire aboutir sans nouveaux délais les réformes souhaitables que le Gouvernement a estimé opportun de faire usage sur ce point des pouvoirs spéciaux.

2^o Le Ministre des Finances a déjà été saisi d'un mémo-randum introduit par le Groupement des Caisses d'épargne privées. Il a reçu leurs représentants à plusieurs reprises et est donc parfaitement informé de leurs souhaits. Il ne lui paraît dès lors pas utile de les consulter à nouveau pour l'instant.

Question.

Divers membres de la Commission souhaitent que soit inséré dans le rapport un exposé relatif aux revendications des caisses d'épargne privées en ce qui concerne l'extension de leur champ d'activité.

Réponse du Ministre des Finances.

Le Groupement des Caisses d'épargne privées souhaite que les dispositions du projet de loi n° 981-1 déposé par le Gouvernement Lefèvre-Spaak et qui est devenu caduc, soient complétées comme suit :

1^o Part destinée au fonds de roulement et aux placements provisoires :

- escompte de facture;
- prêts personnels;
- traites représentatives de créances payables à tempérament;
- crédit et facilités de caisse;
- ouvertures de crédits en compte courant.

2^o Part destinée à des placements définitifs :

- actions de sociétés qui, depuis cinq années au moins, ont fait face à tous leurs engagements au moyen de leurs ressources ordinaires;
- obligations des sociétés qui remplissent les conditions mentionnées ci-dessus, et prêts et ouvertures de crédit sur ces obligations;
- ouvertures de crédit en compte courant;
- biens immobiliers;
- certificats des fonds communs de placement.

ruimen, aan die voor soortgelijke financiering niet gespecialiseerde instellingen de toelating te verlenen om aan die financiering deel te nemen door het inschrijven op obligaties of kasbons, door de gespecialiseerde instellingen uitgeschreven, of hun medewerking op enige andere wijze aan die instellingen te verlenen.

Men moet ook opmerken dat de programmatie niet goed zou gediend zijn met een overdreven vermenigvuldiging van het aantal financieringsinstellingen en een concurrentie die de economie veel zou kosten.

3. De uitbreiding van het werkterrein van de particuliere spaarkassen tot alle operaties die door de banken worden verricht, zou het controleprobleem doen rijzen.

Derwijze zouden de particuliere spaarkassen praktisch hetzelfde uitzicht krijgen als de banken, zodat het controlesysteem dat op deze laatste door toedoen van de Bankcommissie wordt uitgeoefend, tot die kassen zou moeten worden uitgebreid.

1^o Het door Minister Dequae ingediende wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit n° 42 van 15 december 1934 betreffende de controle op de private spaarkassen en van de wet van 7 december 1934 tot oprichting van een Centraal Bureau voor de kleine spaarders is vervallen.

Daarin moeten sommige wijzigingen worden aangebracht. Uitgaand van de zorg om zonder verwijl de gewenste hervervorming door te voeren, heeft de Regering gemeend dat het passend is op dit gebied van bijzondere machten gebruik te maken.

2^o De Minister van Financiën werd reeds in kennis gesteld van een memorandum van de groepering van particuliere spaarkassen. Hij ontving herhaaldelijk haar vertegenwoordigers en is dus volledig ingelicht aangaande haar verlangens. Het lijkt hem dus niet nuttig hen momenteel opnieuw te raadplegen.

Vraag.

Verscheidene commissieleden wensen dat in het verslag een uiteenzetting wordt gegeven van de eisen van de particuliere spaarkassen in verband met de verruiming van hun activiteit.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Groepering van de Particuliere Spaarkassen wenst dat de bepalingen van het wetsontwerp n° 981-1, dat door de Regering Lefèvre-Spaak ingediend werd en vervallen is, als volgt worden aangevuld :

1^o Aandeel bestemd voor het bedrijfskapitaal en voor de voorlopige plaatsingen :

- disconto van facturen;
- persoonlijke leningen;
- wissels voor schuldvorderingen betaalbaar op afbetaling bij termijnen;
- krediet en kasfaciliteiten;
- kredietopeningen in rekening-courant;

2^o Aandeel bestemd voor definitieve plaatsingen :

- aandelen van vennootschappen die sedert ten minste vijf jaar hun verbintenissen na gekomen zijn met hun gewone middelen;
- obligaties van vennootschappen die aan de hoger vermelde voorwaarden voldoen alsmede leningen en kredietopeningen op deze obligaties;
- kredietopeningen in rekening-courant;
- onroerende goederen;
- certificaten van gemeenschappelijke beleggingsfondsen.

Question.

Le Ministre des Finances n'envisage-t-il pas d'accorder aux caisses d'épargne privées, à l'occasion de leurs souscriptions aux emprunts de l'Etat, les mêmes avantages que ceux dont bénéficient les banques ?

Réponse du Ministre des Finances.

Il n'y a pas d'objection à associer directement les caisses d'épargne privées aux placements des emprunts de l'Etat, à condition que ces organismes prennent des risques comparables à ceux que prennent les banques, par exemple, à l'occasion des prises fermes des emprunts de l'Etat.

La commission qui est allouée à cette occasion doit être considérée comme la rémunération d'un risque couru par les intermédiaires financiers.

Question.

Plusieurs membres signalent le danger que présenterait l'extension des placements à risques des caisses d'épargne privées, particulièrement en période d'affaiblissement conjoncturel.

Qu'en pense le Gouvernement ?**Réponse du Ministre des Finances.**

Il est parfaitement exact que les crédits industriels par exemple, sont des opérations délicates, difficiles et parfois dangereuses, pour lesquelles, dans les circonstances actuelles, les caisses d'épargne privées n'ont pas l'organisation adéquate. En effet, un grand nombre de caisses n'ont jamais consenti de crédits à caractère commercial ou industriel et ne disposent pas des services nécessaires pour examiner de manière approfondie de tels crédits, ni pour apprécier le risque qu'ils comportent.

On ne peut perdre de vue que le contrôle exercé par l'Office central sur les caisses d'épargne privées a essentiellement pour but de protéger les épargnants qui confient leurs économies à ces organismes sous forme de dépôts. Une prudence toute particulière s'impose donc dans ce domaine.

L'expérience des années 1930 à 1934 a montré que de trop larges investissements des dépôts dans des immobilisations ou participations rendaient la position des caisses d'épargne particulièrement vulnérable.

C'est la raison pour laquelle, comme l'a envisagé la Commission De Voghel, il serait sans doute préférable de permettre aux caisses d'épargne privées de participer au financement des investissements par la souscription d'obligations ou de bons de caisse émis par les organismes spécialisés ou d'apporter leur concours à ces organismes de toute autre manière.

Question.

Pourquoi légifère-t-on par la voie ordinaire en ce qui concerne les placements des banques, alors que l'on entend utiliser les pouvoirs spéciaux pour les caisses d'épargne privées, bien qu'un projet en la matière a déjà été déposé sous le Gouvernement Lefèvre-Spaak.

Réponse du Ministre des Finances.

Le projet de loi relatif à la détention par les banques d'obligations a été déposé il y a plusieurs mois. Il a déjà été voté par le Sénat et est porté à l'ordre du jour de la Commission des Finances de la Chambre.

Vraag.

Neemt de Minister van Financiën zich niet voor aan de particuliere spaarkassen dezelfde voordeelen als die welke de banken genieten, te verlenen, zulks naar aanleiding van het feit dat zij inschrijven op Staatsleningen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Er is geen bezwaar tegen dat de particuliere spaarkassen rechtstreeks betrokken worden bij het plaatsen van de Staatsleningen, mits die instellingen maar risico's nemen welke de vergelijking kunnen doorstaan met de door de banken genomen risico's, bvb. naar aanleiding van de vaste inschrijvingen op Staatsleningen.

Het bij die gelegenheid toegekende commissieloon moet worden beschouwd als een vergoeding voor een door de financiële tussenpersonen gelopen risico.

Vraag.

Verschillende leden wijzen op het gevaar dat zou opgeleverd worden door de uitbreiding van de risicodragende beleggingen der particuliere spaarkassen, inzonderheid in een periode van laagconjunctuur.

Wat denkt de Regering daarvan ?**Antwoord van de Minister van Financiën.**

Het is volkomen juist dat de nijverheidskredieten b.vb. delicate, moeilijke en soms gevaarlijke operaties zijn, waarvoor de particuliere spaarkassen in de huidige omstandigheden niet de gepaste organisatie bezitten. Een groot aantal kassen hebben immers nooit kredieten van commerciële of industriële aard toegestaan en zij beschikken niet over de benodigde diensten om dergelijke kredieten grondig te onderzoeken, noch het eraan verbonden risico te beoordelen.

Er mag niet worden uit het oog verloren dat de door het Centraal Bureau op de particuliere spaarkassen uitgeefende controle hoofdzakelijk ten doel heeft de spaarders die hun spaargelden in de vorm van deposito's aan die instellingen toevertrouwen, te beschermen. Op dit gebied is omzichtigheid dus geboden.

De ervaring uit de jaren 1930 tot 1934 heeft ons geleerd dat al te ruime investeringen van deposito's in beleggingen of participaties de positie van de spaarkassen bijzonder kwetsbaar maken.

Om die reden ware het ongetwijfeld verkieslijk, zoals de Commissie De Voghel in uitzicht heeft gesteld, de particuliere spaarkassen in staat te stellen deel te nemen aan de financiering van de investeringen, door in te schrijven op obligaties of kasbons welke door gespecialiseerde instellingen worden geëmitteerd, of die instellingen op enigerlei andere manier te steunen.

Vraag.

Waarom wordt er voor de bankbeleggingen gebruik gemaakt van gewone wetten, terwijl de bijzondere machten zullen worden aangewend voor de particuliere spaarkassen, ofschoon er op dit stuk een wetsontwerp werd ingediend onder de Regering Lefèvre-Spaak ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Het wetsontwerp betreffende het in portefeuille houden door de banken van obligaties is reeds verscheidene maanden geleden ingediend. Het werd door de Senaat goedgekeurd en komt thans voor op de agenda van de Commissie voor de Financiën van de Kamer.

En ce qui concerne les caisses d'épargne privées, le Gouvernement n'entend pas s'écartez fondamentalement du projet déposé sous le Gouvernement Lefèvre-Spaak. C'est pour assurer une exécution rapide des mesures qui concernent ces institutions que le Gouvernement a jugé opportun d'utiliser les pouvoirs spéciaux en la matière.

Question.

Plusieurs membres demandent quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne le contrôle des compagnies d'assurances. Ne pourrait-on au besoin leur imposer une participation plus active au financement de l'expansion et notamment en les obligeant à souscrire aux émissions de la S.N.I.?

Réponse.

Dans son premier rapport, la Commission De Voghel avait envisagé de porter le pourcentage maximum des placements en actions de sociétés belges de 15 à 20%. Les 5% supplémentaires s'appliqueraient à des actions de sociétés nouvelles. Il est apparu cependant que les compagnies d'assurances n'atteignaient déjà pas le pourcentage de 15% dans leurs placements en actions.

De toute manière, il convient de concilier les impératifs de la sécurité des placements des réserves mathématiques et ceux du financement de l'économie.

Il convient d'être extrêmement circonspect dans une attitude coercitive qui imposerait aux compagnies d'assurances de prendre des risques financiers, susceptibles de mettre en danger la sécurité des assurés.

Question.

Si, comme le Ministre des Finances l'a affirmé, on a effectivement l'intention d'associer éventuellement (par exemple en cas d'avis positif de la Commission De Voghel) les holdings à l'effort d'expansion économique, ne faudrait-il pas, par l'insertion d'un membre de phrase approprié, prévoir expressis verbis cette possibilité à l'article 1^{er}, 7^o?

Réponse du Ministre des Finances.

Un amendement dans ce sens a été introduit.

Question.

a) Y a-t-il une estimation quelconque quant aux moyens dont disposent les sociétés à portefeuille pour procéder aux implantations industrielles requises à travers l'ensemble du pays?

b) En ce qui concerne les compagnies d'assurances, celles-ci sont-elles également visées, lorsqu'on parle d'étendre les moyens de la politique d'expansion?

Réponse du Ministre des Finances.

a) A la connaissance du Ministre, aucune estimation n'est disponible dans ce domaine.

b) La recommandation faite antérieurement par la Commission pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique et tendant à relever le pourcentage des placements que les compagnies d'assurances pourraient consacrer à l'acquisition d'actions sera réexaminée.

Inzake de particuliere spaarkassen zal de Regering niet fundamenteel afwijken van het onder de Regering Lefèvre-Spaak ingediende ontwerp. Dit ontwerp moet evenwel gewijzigd worden. Met het oog op een spoedige uitvoering van de maatregelen betreffende de particuliere spaarkassen, heeft de Regering het dienstig geoordeeld ter zake gebruik te maken van de bijzondere machten.

Vraag.

Verscheidene leden vragen welke de bedoelingen zijn van de Regering in verband met de controle op de verzekeringsmaatschappijen. Kunnen zij er desnoods niet toe verplicht worden actiever deel te nemen aan de financiering van de expansie, met name door een verplichte inschrijving op de uitgiften van de N.I.M.?

Antwoord.

In het eerste verslag van de Commissie De Voghel was voorgesteld het maximumpercentage van beleggingen in aandelen van Belgische maatschappijen van 15 op 20% te brengen. Die aanvullende 5% zou betrekking hebben op aandelen van nieuwe maatschappijen. Er is echter gebleken dat de verzekeringsmaatschappijen reeds thans het percentage van 15% niet bereiken bij hun beleggingen in aandelen.

In elk geval moeten de eisen in verband met de veiligheid van de belegging der wiskundige reserves in overeenstemming worden gebracht met de door de financiering van de economie gestelde eisen.

De grootste voorzichtigheid is geboden, wanneer dwangmaatregelen worden aangewend die de verzekeringsmaatschappijen ertoe zouden verplichten financiële risico's te nemen die de waarborgen van de verzekerdelen in gevaar kunnen kunnen brengen.

Vraag.

Indien men, zoals de Minister van Financiën heeft verklaard, werkelijk de bedoeling heeft om de holdings eventueel (bvb. in het geval van een positief advies van de Commissie De Voghel) te betrekken bij de inspanningen voor economische expansie, zou men dan niet uitdrukkelijk in die mogelijkheid moeten voorzien door invoeging van een daartoe gepaste zinssnede in artikel 1, 7^o?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Een amendement in die zin is voorgesteld.

Vraag.

a) Is er enigerlei raming gemaakt van de middelen waarmee de portefeuillemaatschappijen beschikken om de vereiste industriële vestigingen over het gehele land tot stand te brengen?

b) Met betrekking tot de verzekeringsmaatschappijen is het de vraag, of ook deze bedoeld zijn, wanneer men het heeft over de uitbreiding van de middelen inzake het expansiebeleid?

Antwoord van de Minister van Financiën.

a) Het is de Minister niet bekend dat op dit terrein enigerlei raming is gemaakt.

b) De vroeger door de Commissie voor de bestudering van de problemen der financiering van de economische expansie gedane aanbeveling, welke ertoe strekt het percentage der beleggingen dat de verzekeringsmaatschappijen voor het verkrijgen van aandelen zouden kunnen besteden, zal opnieuw onderzocht worden.

Question.

De quelle manière associera-t-on les organismes paraétaiques à l'expansion économique ?

Les recours aux moyens financiers de ces organismes pourrait soulever d'importants problèmes, notamment, dans le chef des parastataux du secteur social, où l'on ne peut passer outre aux garanties que réclament les réserves des différents régimes.

Dès lors, à quel contrôle l'affectation des disponibilités de ces organismes à des fins d'expansion économique sera-t-elle soumise ?

Réponse du Ministre des Finances.

Il ne peut être question de mettre en cause les garanties et la sécurité que doivent présenter les placements des réserves des différents régimes.

Autre chose est de s'assurer que le programme annuel des placements des organismes de sécurité sociale s'insère adéquatement dans le programme d'ensemble de financement des investissements sociaux (logement) et économiques du secteur public.

Question.

Quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'aménagement du statut des sociétés à portefeuille ?

Réponse du Ministre des Finances.

Le nouveau mandat qui a été confié à la Commission gouvernementale pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion économique couvre deux objets :

— l'un est essentiellement d'ordre économique.

Il s'agit de l'association des sociétés à portefeuille à la programmation de l'expansion économique et à la programmation financière et scientifique;

— l'autre vise plutôt à la protection de l'épargne et comporte un aspect plus juridique.

Il s'agit de l'introduction de mesures éventuelles de surveillance, de contrôle et de publicité s'appliquant aux sociétés à portefeuille.

Le Gouvernement entend donner une suite positive aux recommandations de la Commission aussitôt qu'elles seront portées à sa connaissance.

Question.

En ce qui concerne la modification du statut de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie, ne faut-il pas craindre une extension trop large des opérations de la Société qui entraînerait un double emploi avec les activités des banques ?

Réponse du Ministre des Finances.

Il s'agit fondamentalement de rechercher des améliorations du côté des opérations passives de cette institution pour lui permettre de jouer par ses opérations actives le rôle primordial qui lui est demandé dans le financement industriel.

Vraag.

Hoe zal men de parastatale instellingen bij de economische expansie betrekken ?

Het aanwenden van de financiële middelen van die instellingen zou belangrijke problemen kunnen doen rijzen, met name voor de parastatale instellingen van de sociale sector, waarbij men de voor de onderscheidene stelsels benodigde reserves niet mag overschrijden.

De vraag is dan ook, aan welke controle de besteding van de beschikbare middelen van die instellingen voor doel-eindien van economische expansie, zal worden onderworpen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Er kan geen sprake van zijn de garanties en de zekerheid welke de beleggingen van de reserves der verschillende stelsels moeten bieden, in het gedrang te brengen.

Iets geheel anders is dat het jaarlijkse programma van de beleggingen der instellingen van sociale zekerheid op adequate wijze wordt opgenomen in het gezamenlijke financieringsprogramma van de sociale en economische investeringen (huisvesting) van de openbare sector.

Vraag.

Wat zijn de bedoelingen van de Regering in verband met het aanpassen van het statuut van de portefeuillemaatschappijen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De nieuwe opdracht die aan de Regeringscommissie voor de studie van de problemen betreffende de financiering van de economische expansie werd gegeven, behelst een tweevoudig doel :

— het ene is voornamelijk van economische aard.

Het gaat om het betrekken van de portefeuillemaatschappijen bij de programmatie van de economische expansie en de financiële en wetenschappelijke programmatie;

— het tweede beoogt eerder de bescherming van het spaarwezen en vertoont een meer juridisch karakter.

Het gaat om de toepassing van eventuele toezichts-, controle- en publiciteitsmaatregelen op de portefeuillemaatschappijen.

De Regering is voornemens een positief gevolg te geven aan de aanbevelingen van de Commissie, zodra zij ervan kennis zal hebben.

Vraag.

Moet in verband met de wijziging van het statuut van de Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid niet gevreesd worden dat de operaties van deze maatschappij zo ruim worden dat zij de activiteiten van de banken gaan overlappen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

In de grond komt het erop aan verbeteringen aan te brengen in de passieve operaties van deze instelling, opdat zij door middel van actieve operaties haar primordiale rol kan blijven spelen die men van haar verwacht inzake industriële financiering.

Un système de coefficients de structure pourrait être établi qui, tout en maintenant à cette institution sa vocation principale dans le domaine du crédit à long terme, élargirait dans une mesure appropriée le champ de son intervention.

Dans l'état actuel des choses, les compétences respectives des divers intermédiaires financiers se superposent trop et il convient d'entrer dans la voie d'une certaine déspecialisation des institutions financières, comme on l'a fait en France, il y a un an.

L'intention n'est pas de permettre à la S.N.C.I. de pratiquer toutes les opérations auxquelles se livrent les banques, mais il n'y a pas d'inconvénient « à ouvrir l'éventail » des opérations que la S.N.C.I. peut pratiquer.

Question.

En ce qui concerne la mobilisation des capitaux et son incidence sur le marché des capitaux, les mesures qu'entend prendre le Gouvernement seront-elles compatibles avec celles qui sont envisagées dans le cadre de la C.E.E. ?

Réponse du Ministre des Finances.

Il semble que le membre fait allusion au rapport Segre.

On peut affirmer que les travaux de la Communauté sur ce point concernent les objectifs à moyenne échéance, tandis que les propositions règlent des problèmes spécifiques immédiats, notamment la mise à jour du statut de certaines institutions financières du secteur public.

Question.

Eu égard au fait qu'on envisage une nouvelle extension de l'octroi de prêts assortis de la garantie de l'Etat, un commissaire met le Gouvernement en garde contre une extension démesurée de ce procédé de financement qui pourrait, en cas de crise économique réelle, aggraver considérablement les charges du Trésor.

Quel est le montant global desdits prêts qui ont été consentis jusqu'à ce jour ?

Réponse du Ministre des Finances.

Encours des crédits consentis avec la garantie de l'Etat :

Crédits aux charbonnages (situation au 31 décembre 1966).

Loi du 12 juillet 1955 favorisant le financement des investissements dans l'industrie charbonnière et loi du 5 mai 1958 relative au warrantage des stocks.

Encours au 31 décembre 1966 : 2 652 millions de francs.

Autres crédits (situation à fin novembre 1966).

Loi du 17 juillet 1959 instaurant et coordonnant des mesures en vue de favoriser l'expansion économique et la création d'industries nouvelles.

Encours au 30 novembre 1966 : 17 824 millions de francs.

Er zou een stelsel van structuurcoëfficiënten kunnen gevonden worden, waarbij deze instelling haar voorname rol zou blijven behouden op het stuk van krediet op lange termijn, maar waarbij tevens haar werkingsfeer op aangepaste wijze verruimd zou worden.

De respectieve bevoegdheden van de verschillende financiële tussenpersonen overlappen elkaar thans al te vaak en er moet naar gestreefd worden de financiële instellingen hun specialisatie in zekere mate te ontnemen, zoals dit een jaar gelden in Frankrijk het geval was.

De bedoeling bestaat er geenszins in de N.M.K.N. toe te staan alle bankoperaties te laten uitvoeren, maar er bestaat geen bezwaar tegen uitbreiding van de aan de N.M.K.N. toegestane operatiemogelijkheden.

Vraag.

Zullen de maatregelen die de Regering overweegt inzake de mobilisatie der kapitalen en de weerslag ervan op de geldmarkt verenigbaar zijn met de maatregelen waaraan in het raam van de E.E.G. wordt gedacht ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Het lid schijnt op het verslag Segre te doelen.

De desbetreffende werkzaamheden van de Gemeenschap hebben betrekking op een op halflange termijn te bereiken doel, terwijl de voorstellen een oplossing beogen van welbepaalde problemen van het ogenblik, o.m. het vastleggen van het statuut van sommige financiële instellingen van de overheidssector.

Vraag.

In verband met het voornemen om meer leningen met Staatswaarborg toe te staan, waarschuwt een lid de Regering voor een bovenmatige uitbreiding van die financieringsmethode, die in geval van werkelijke economische crisis de lasten van de Schatkist aanzienlijk zou kunnen verzwaren.

Wat is het globale bedrag van die tot op heden toegebrachte leningen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Obligo van de kredieten met Staatswaarborg :

Kredieten aan de kolenmijnen (toestand op 31 december 1966).

Wet van 12 juli 1955 ter bevordering van de financiering der investeringen in de steenkolenindustrie en wet van 5 mei 1958 betreffende het uitgeven van warrants voor voorraden.

Obligo op 31 december 1966 : 2 652 miljoen frank.

Andere kredieten (toestand einde november 1966).

Wet van 17 juli 1959 tot invoering en ordening van maatregelen ter bevordering van de economische expansie en de oprichting van nieuwe industrieën.

Obligo op 30 november 1966 : 17 824 miljoen frank.

Loi du 18 juillet 1959 instaurant des mesures spéciales en vue de combattre les difficultés économiques et sociales de certaines régions.

Encours au 30 novembre 1966 : 6 584 millions de francs.

Question.

Sous la rubrique « mobilisation des capitaux » l'Exposé des Motifs du projet indique que pour assurer le financement des travaux publics indispensables en vue de la reconversion régionale et l'amélioration de l'infrastructure nationale, le Gouvernement aura recours à de nouvelles formules, par exemple : sociétés mixtes, financement de travaux d'infrastructure par le secteur privé, routes à péages, etc.

Quelles sont les formules envisagées ?

Réponse du Ministre des Finances.

Il est certain que l'éveil de l'intérêt local par la régionalisation ou l'attrait des formules spéciales grâce à la collaboration du secteur privé apparaissent à certains égards comme des ferment de dynamisme.

A cet égard, diverses solutions ont été proposées qui font l'objet d'un examen attentif et sur lesquelles le Gouvernement ne s'est pas définitivement prononcé.

Parmi les formules envisagées on peut citer :

— Un aménagement de la loi du 26 juillet 1962 qui consacre le procédé de la concession d'autoroutes mais au bénéfice exclusif d'associations de droit public soumises à la loi du 1^{er} mars 1922 sur les associations de communes.

On pourrait par exemple étendre ce régime
— à d'autres travaux qu'à des autoroutes,
— à d'autres concessionnaires que les associations visées par la loi de 1962.

On pourrait à cet égard songer à la constitution de sociétés mixtes, voire même à la concession de travaux publics à des sociétés privées.

On peut aussi envisager de disjoindre le problème du financement et celui du droit de propriété de l'investissement.

C'est ainsi que l'on peut envisager la constitution sous forme de société, d'un organisme de droit privé ayant pour seul objet le financement d'un ouvrage public.

La société se procurerait les moyens nécessaires à ce financement en faisant appel au marché des capitaux sur lequel elle procéderait à une émission d'actions, ainsi qu'éventuellement à une émission d'obligations qui y seraient rattachées.

Pour que les émissions de cette société soient souscrites, il faudrait qu'existent des perspectives normales de bénéfice et que ce dernier puisse varier : le dividende devrait donc pouvoir augmenter ou, le cas échéant, diminuer.

La société émettrait publiquement ces espèces de titres que l'on trouve actuellement en insuffisance sur le marché des capitaux et qui semblent le mieux convenir à la nature des opérations de la société émettrice : des actions, obliga-

Wet van 18 juli 1959 tot invoering van bijzondere maatregelen ter bestrijding van de economische en sociale moeilijkheden in sommige gewesten.

Obligo op 30 november 1966 : 6 584 miljoen frank.

Vraag.

Onder de rubriek « mobilisatie der kapitalen » wordt in de Memorie van toelichting van het ontwerp vermeld dat de Regering, om te voorzien in de financiering van de openbare werken die onmisbaar zijn voor de gewestelijke reconversie en voor de verbetering van de nationale infrastructuur, een beroep zal doen op nieuwe formules : gemengde maatschappijen, financiering van de infrastructuurwerken door de privé-sector, tolwegen enz.

Welke formules komen in aanmerking ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Het is onbetwistbaar dat het ontwaken van de lokale belangstelling door de regionalisatie of de aantrekkskracht van bijzondere formules, dank zij de medewerking van de privé-sector in bepaalde opzichten, als bronnen van dynamisme voorkomen.

In dit verband werden verschillende oplossingen voorgesteld, welke thans zorgvuldig worden onderzocht en waarover de Regering zich nog niet definitief heeft uitgesproken.

Onder de voorgestelde formules kunnen worden vermeld :

— Een aanpassing van de wet van 26 juli 1962 welke het procédé van de concessie van autosnelwegen bekrachtigt, maar uitsluitend ten voordele van de aan de wet van 1 maart 1922 omtrent de verenigingen van gemeenten tot nut van het algemeen onderworpen publiekrechtelijke verenigingen.

Men zou dit stelsel bij voorbeeld kunnen uitbreiden :

— tot andere werken dan de autosnelwegen, en
— tot andere concessiehouders dan de bij de wet van 1962 beoogde verenigingen.

In dat opzicht zou men er kunnen aan denken gemengde maatschappijen op te richten en zelfs openbare werken in concessie te geven aan particuliere maatschappijen.

Ook kan men overwegen om het financieringsprobleem los te maken van de kwestie van het recht van eigen-dom der investering.

Aldus kan men eraan denken een privaatrechtelijke instelling welke tot enig doel de financiering van een openbaar werk zou hebben, in de vorm van een maatschappij op te richten.

De maatschappij zou zich de nodige middelen tot die financiering kunnen aanschaffen door een beroep te doen op de kapitaalmarkt, met name door aandelen en eventueel daaraan verbonden obligaties te emitteren.

Opdat op de uitgiften van die maatschappij ingeschreven wordt, is het nodig dat er normale vooruitzichten op winst zijn en dat deze laatste kan veranderen : het dividend moet dus kunnen verhogen of, in voorkomend geval, verminderen.

De maatschappij zou die soorten van effecten openbaar uitgeven die op het ogenblik in onvoldoende mate op de geldmarkt te vinden zijn en die beter overeen schijnen te komen met de aard van de operaties van de emitterende

tions convertibles, obligations participantes, obligations avec warrant, obligations dont la souscription est liée à celle d'actions, etc. En contrepartie de son financement, la société recevrait une rémunération variable. Celle-ci serait fondée sur des éléments concrets rattachés, par exemple, au degré d'utilisation de l'ouvrage, de la valeur réelle du projet d'investissement et des terrains contigus. Elle serait acquittée soit par l'Etat au moyen d'une redevance annuelle, soit par l'usager sous forme de péages.

Les promoteurs de ce procédé espèrent toucher un secteur nouveau du marché des capitaux, formé par une épargne qui ne désire courir que des risques limités tout en recevant des avantages que les emprunts obligataires ne lui offrent pas.

Nous nous trouvons donc devant un éventail de possibilités.

Le Ministre ne croit pas que l'on doive attendre de ces formules des « solutions miracles ». Mais on ne peut délibérément les ignorer puisqu'elles sont de nature, dans une certaine mesure, à concourir à la réalisation du programme d'infrastructure qui doit être réalisé.

Question.

Le problème des placements à effectuer par les parastataux nécessite-t-il le recours aux pouvoirs spéciaux ? Le recours à ces pouvoirs et, partant, une intervention par voie d'autorité ne risque-t-elle pas au contraire de susciter des conflits entre le Gouvernement et les organes de gestion paritaire ?

Cette considération est d'autant plus valable que la procédure normale de la gestion paritaire confère déjà au Gouvernement une position de force, eu égard au droit de veto dont disposent ses commissaires auprès des Comités de direction des institutions visées.

Réponse du Ministre des Finances.

Ce problème doit être examiné dans le cadre de l'aménagement des dispositions de la loi du 16 mars 1954 qui règlent les placements des organismes d'intérêt public.

Question.

Le Gouvernement a-t-il l'intention de modifier les règles de placement des organismes de la sécurité sociale ?

Réponse du Ministre des Finances.

Si la rentabilité de leurs placements répond, dans le chef des organismes de la sécurité sociale, à un souci légitime, elle ne peut cependant être la seule préoccupation.

Il importe en effet de ne pas perdre de vue que les réserves sont alimentées grâce à des interventions de la communauté nationale, soit sous forme de cotisations, soit sous forme de subventions de l'Etat.

Il est donc normal que la politique de placement des fonds d'épargne sociale soit conforme à la politique générale de l'Etat en matière de crédit et de financement des besoins sociaux (logement par exemple) et économiques du pays.

Il est rappelé, d'autre part, que le nouveau mandat confié à la Commission pour l'étude des problèmes de financement de l'expansion prévoit notamment la coordination des organismes gérant des fonds d'épargne sociale.

maatschappij : aandelen, converteerbare obligaties, winstdelende obligaties, obligaties met warrant, obligaties waaraan de verplichting verbonden is ook op aandelen in te schrijven enz. Als tegenprestatie voor haar financiering zou de maatschappij een veranderlijke vergoeding ontvangen. Deze laatste zou steunen op concrete factoren die bij voorbeeld verband houden met de mate waarin van het werk gebruik wordt gemaakt, de werkelijke waarde van het investeringsplan en van de aangrenzende terreinen. Zij zou oefwel door het Rijk worden betaald door middel van een jaarlijkse rente, oefwel door de gebruiker in de vorm van tolgelden.

De promotores van die werkwijze hopen een nieuwe sector van de geldmarkt aan te boren die bestaat uit spaarders die slechts beperkte risico's wensen te dragen en tevens voordelen te genieten die obligatieleningen niet bieden.

Wij staan dus voor een hele gamma van mogelijkheden.

De Minister gelooft niet dat van die formules wonderen moeten worden verwacht. Maar men mag ze niet opzettelijk over het hoofd zien, aangezien zij in zekere mate kunnen bijdragen tot de tenuitvoerlegging van het infrastructuurprogramma dat moet worden verwezenlijkt.

Vraag.

Zijn er voor de regeling van het probleem der beleggingen door de parastatale instellingen bijzondere machten nodig ? Integendeel, brengt het gebruik van die machten en derhalve de overheidsbemoeiing niet het gevaar met zich dat er conflicten ontstaan tussen de Regering en de organen van het paritair beheer ?

Die overweging heeft des te meer gewicht daar de normale procedure van het paritair beheer de Regering reeds in een machtspositie plaatst, aangezien haar commissarissen bij de Directiecomités van de betrokken instellingen over een vetorecht beschikken.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Dit probleem moet worden bestudeerd in het raam van de aanpassing der bepalingen van de wet van 16 maart 1954 tot regeling van de beleggingen der instellingen van openbaar nut.

Vraag.

Is de Regering voornemens de voorschriften inzake beleggingen van de instellingen der sociale zekerheid te wijzigen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De rentabiliteit van de beleggingen is voor de instellingen van de sociale zekerheid weliswaar een rechtmatig verlangen, doch zij mag niet hun enige bekommernis zijn.

Men mag immers niet uit het oog verliezen dat de reserves geleverd worden door tegemoetkomingen van de nationale gemeenschap in de vorm van bijdragen of rijkstoelagen.

Het is derhalve normaal dat het beleid dat inzake belegging van de fondsen van het sociale spaarwezen wordt gevoerd, overeenstemt met het algemene Staatsbeleid inzake krediet en financiering van de sociale (b.v. huisvesting) en economische behoeften van het land.

Er zij bovendien aan herinnerd dat de nieuwe opdracht die aan de Commissie voor de studie van de financieringsproblemen van de economische expansie is gegeven, met name de coördinatie beoogt van de instellingen die fondsen van het sociale spaarwezen beheren.

Question.

Un membre insiste pour qu'on se préoccupe aussi des possibilités de financement élargies dont devraient disposer les petites et moyennes entreprises qui sont souvent des sociétés de personnes.

Il faudrait, d'autre part, mettre fin à l'application restrictive de la loi du 24 mai 1959 (portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes) et accroître les moyens de la Caisse Nationale de Crédit Professionnel comme on se propose d'ailleurs de le faire pour la S.N.I.

Réponse du Ministre des Finances.

Les petites et moyennes entreprises exercent une action importante sur la vie économique du pays. On ne peut penser que l'expansion puisse être réalisée sans leur participation. Le Gouvernement est donc vivement préoccupé de les y associer. C'est la raison pour laquelle il se propose de reprendre l'examen des suggestions faites sur ce point par la Commission pour l'étude des problèmes du financement de l'expansion économique.

L'Education nationale.

En son § 8, l'article premier précise que :

« Par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le Roi peut prendre toutes les dispositions utiles en vue :

» 8° d'assurer dans tous les réseaux scolaires une meilleure répartition et une utilisation plus judicieuse des crédits budgétaires affectés à l'enseignement par une révision et une harmonisation éventuelle des diverses lois en la matière, hormis celle du 29 mai 1959. »

Exposé introductif du Ministre de l'Education nationale.

Les membres de la Commission spéciale savent combien le budget de l'Education nationale et de la Culture a augmenté depuis la libération jusqu'à nos jours.

En 1959, le budget de l'Education nationale et de la Culture s'élevait à un peu plus de 15 milliards. Aujourd'hui, le budget de 1967 pour l'Education nationale seule atteint 41,3 milliards, auxquels s'ajoutent les 3 milliards de crédits prévus pour la Culture, soit au total 44,3 milliards ou près de trois fois le chiffre de 1959.

De 1960 à 1964, l'augmentation annuelle a été en moyenne de près de 12 %. Mais, par rapport à 1964, l'accroissement enregistré en 1965 a atteint 18,8 % et l'augmentation du budget de 1966 par rapport à celui de 1965 s'est élevé à 18 %.

La politique du Gouvernement tend à limiter à 6 % l'augmentation des dépenses en matière d'enseignement en 1967 par rapport à 1966. Pour y arriver, une série de mesures s'imposent d'urgence.

Au cours des mois à venir, les Ministres de l'Education nationale devront s'efforcer de maintenir leur budget sous le plafond de 41,3 milliards. Toutefois, l'accroissement chronique et inquiétant des crédits supplémentaires au cours des dernières années est un phénomène non négligeable.

Qu'on en juge : alors qu'en 1959, il n'avait fallu que 350 millions environ de crédits supplémentaires, ce montant s'est élevé à plus de 4,2 milliards en 1966. Comment les Gouvernements, les Ministres du Budget et des Finances en particulier, peuvent-ils dans ces conditions déterminer une politique basée sur l'équilibre budgétaire ?

Vraag.

Een lid van de Commissie dringt aan opdat men ook zorg zou dragen voor de verruimde financieringsmogelijkheden waarover de kleine en middelgrote ondernemingen, die vaak personenvennootschappen zijn, zouden moeten kunnen beschikken.

Anderzijds zou er een einde moeten worden gesteld aan de restrictive toepassing van de wet van 24 mei 1959 (tot verruiming van de mogelijkheden inzake de beroeps- en ambachtskredietverlening aan de middenstand) en de werkingsmiddelen uitbreiden van de Nationale Kas voor Beroepskrediet zoals men van plan is te doen voor de N.I.M.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De kleine en middelgrote ondernemingen oefenen een heilzame invloed uit op het economisch leven van het land. Het is ondenkbaar dat de herleving zonder hun medewerking zou worden gerealiseerd. Het is dus de eerste zorg van de Regering om ze hierbij te betrekken. Dit is de reden waarom ze zich voornamelijk opnieuw het onderzoek aan te pakken van de suggesties die in dit verband werden gedaan door de Commissie voor de studie van de problemen betreffende de financiering van de economische expansie.

Nationale Opvoeding.

Nummer 8° van artikel 1 bepaalt :

« Door in Ministerraad overlegde besluiten kan de Koning alle nuttige maatregelen treffen ten einde :

» 8° in alle schoolnetten een betere verdeling en een meer oordeelkundige aanwending der begrotingskredieten bestemd voor het onderwijs te verzekeren, door een eventuele herziening en een harmonisering van de verschillende wetten terzake, behalve deze van 29 mei 1959 ».

Inleidend betoog van de Minister van Nationale Opvoeding.

De leden van de Commissie weten in welke mate de begroting van Nationale Opvoeding en Cultuur sinds de bevrijding van het land tot heden gestegen is.

In 1959 bedroeg de begroting van Nationale Opvoeding en Cultuur iets meer dan 15 miljard. Thans bedraagt de begroting voor Nationale Opvoeding voor 1967 alleen 41,3 miljard; daarbij komen de 3 miljard kredieten voor de Cultuur, wat in totaal een som vertegenwoordigt van 44,3 miljard, d.i. bijna driemaal het bedrag van 1959.

Van 1960 tot 1964 bereikte de gemiddelde jaarlijkse aangroei nagenoeg 12 %. Doch de aangroei van 1965 tegenover 1964 bedraagt 18,8 %; de aangroei van de begroting voor 1966 ten opzichte van die voor 1965 bedraagt 18 %.

De politiek van de Regering strekt ertoe de stijging van de onderwijsuitgaven in 1967 ten opzichte van 1966, tot 6 % te beperken. Om tot een dergelijk resultaat te komen zal men dringend een reeks maatregelen moeten treffen.

Het zal er voor de Ministers van Nationale Opvoeding tijdens de eerstkomende maanden op aankomen de begroting beneden het maximum van 41,3 miljard te houden. De chronische en angstwekkende stijging der bijkredieten tijdens de jongste jaren is nochtans een verschijnsel dat niet over het hoofd mag worden gezien.

Zo in het jaar 1959 slechts voor nagenoeg 350 miljoen bijkredieten nodig waren, bedragen die voor 1966 meer dan 4,2 miljard. Hoe kunnen de Regeringen, de Ministers van Begroting en Financiën in het bijzonder, in dergelijke omstandigheden een op het begrotingsevenwicht gebaseerde politiek uitstippelen ?

Une étude réaliste du budget de 1966 a permis en ce qui concerne l'Education nationale, de limiter à 1,9 milliard les crédits supplémentaires pour cet exercice.

Le Gouvernement a le souci de ramener à un strict minimum les crédits supplémentaires pour 1967. Il n'y parviendra qu'en prévoyant des mesures draconiennes de restriction. Certaines d'entre elles relèvent de la compétence du Pouvoir exécutif, mais il sera vraisemblablement nécessaire de modifier ou de suspendre momentanément certaines lois pour atteindre l'objectif que le Gouvernement s'est fixé.

Comme il est précisé dans l'Exposé des Motifs, les mesures prises jusqu'à présent ont produit certains résultats tangibles, grâce notamment au blocage de l'extension des réseaux scolaires, à la réduction du rythme de l'expansion universitaire ainsi qu'à un contrôle plus sévère qui a permis de réduire les dépenses à un strict minimum.

Le Ministre y reviendra lors de la discussion du budget.

Le secteur qui exige les plus lourdes dépenses est celui qui est régi par le pacte scolaire.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, moyen, normal et technique, les crédits suivants sont prévus au budget de 1967 :

	Traitements (¹) Wedden	Fonctionnement (²) Werking	Equipement <i>Uitrusting</i>	Totaux <i>Totalen</i>
Résumé : — <i>Samenvatting</i> :				
Etat. — <i>Rijk</i> F	7 384 825 (17,9 %)	1 871 871 (4,5 %)	322 115 (0,8 %)	9 578 811 (23,2 %)
Libre. — <i>Vrij</i>	13 883 537 (33,6 %)	2 633 739 (6,4 %)	56 053 (0,1 %)	16 572 329 (40,1 %)
Communes et provinces. — <i>Gemeenten en provincies</i>	6 238 023 (15,1 %)	904 060 (2,2 %)	36 816 (0,1 %)	7 178 899 (17,4 %)
F	27 505 385 (66,6 %)	5 409 670 (13,1 %)	414 984 (1,0 %)	33 330 039 (80,7 %)

La ventilation des dépenses du pacte scolaire doit permettre aux deux Ministres de l'Education nationale de faire des propositions de modifications de ce pacte aux trois partis traditionnels en vue d'arriver à certaines économies budgétaires.

Un rapport à ce sujet sera établi pour la fin juin.

Jusqu'à présent, les mesures de rationalisation envisagées étaient seulement prévues pour l'enseignement moyen et technique. Il est devenu évident qu'il y a lieu de rationaliser également le secteur de l'enseignement gardien et primaire. La Commission du pacte scolaire pourrait s'en charger.

Entretemps, certaines mesures peuvent néanmoins être prises dès à présent, notamment en ce qui concerne la loi de 1842 qui impose à chaque commune l'obligation d'entretenir au moins une école primaire communale.

Depuis, notre enseignement a profondément évolué.

La législation qui a été à l'origine de l'apparition d'autres pouvoirs organisateurs, a provoqué une dissémination des écoles primaires, si bien que pour l'ensemble du pays 25 % de celles-ci ne comptent qu'une seule classe où un seul instituteur donne cours à des enfants de 6 à 14 ans.

C'est un état de choses que personne n'oserait défendre.

On sait, d'autre part, que dans les communes où subsistent des petites écoles de ce genre, les transports en commun sont généralement organisés et des autobus scolaires vont prendre les enfants à domicile. Ceci permet des mesures de rationalisation.

Een realistische studie van de begroting voor 1966 heeft het mogelijk gemaakt de bijkredieten voor dit dienstjaar, wat Nationale Opvoeding betreft, te beperken tot 1,9 miljard.

De bezorgdheid van de Regering strekt ertoe de bijkredieten voor 1967 tot een strikt minimum terug te brengen. Om tot dit resultaat te komen, dienen drastische beperkende maatregelen te worden genomen. Sommige ervan behoren tot de bevoegdheid van de Uitvoerende Macht, doch het zal wellicht ook nodig zijn bepaalde wetten te wijzigen of tijdelijk op te schorten om het doel, dat de Regering zich heeft gesteld, te bereiken.

De reeds getroffen maatregelen, zoals uiteengezet in de Memorie van toelichting, hebben reeds een tastbaar resultaat opgeleverd, dank zij onder meer het stopzetten van de uitbreiding der schoolnetten, de vermindering van het universitair expansieritme, naast een sterker doorgevoerde controle, waardoor het mogelijk was de uitgaven tot een strikt minimum te verminderen.

Wij zullen hierop terugkomen bij de besprekings van de begroting.

De sector die de zwaarste uitgaven vergt, is geregeld door het schoolpact.

Wat het lager, middelbaar, normaal en technisch onderwijs betreft, zijn de volgende kredieten uitgetrokken op de begroting voor 1967 :

De verdeling der schoolpactuitgaven moet het beide Ministers van Nationale Opvoeding mogelijk maken de drie nationale partijen voorstellen te doen voor de wijziging van dit pact, ten einde sommige begrotingsbesparingen te kunnen doorvoeren.

Hierover zal tegen einde juni verslag uitgebracht worden.

Tot op heden waren de overwogen rationalisatiemaatregelen alleen voorzien voor het middelbaar en het technisch onderwijs. Het ligt nu echter voor de hand dat ook de sector van het kleuter- en lager onderwijs dient gerationaliseerd te worden. Dit zou in de Schoolpactcommissie kunnen geschieden.

Ondertussen kunnen nu reeds enkele maatregelen getroffen worden, o.m. in verband met de wet van 1842, die aan elke gemeente de verplichting heeft opgelegd ten minste 1 lagere gemeenteschool in stand te houden.

Sedertdien is ons onderwijs grondig geëvolueerd.

De wetgeving waardoor andere inrichtende organen tot stand kwamen, heeft geleid tot uitspreiding van de lagere scholen, zodat over het ganse land 25 % der lagere scholen slechts één klas tellen, waarin één enkel onderwijzer les geeft aan kinderen van 6 tot 14 jaar.

Niemand zou dergelijke toestanden durven verdedigen.

Anderzijds weet jedereen dat in de gemeenten waar dergelijke schooltjes bestaan, het gemeenschappelijk vervoer meestal is ingericht en schoolbussen de kinderen aan huis afhalen. Hier zijn rationalisatiemaatregelen mogelijk.

(¹) Non compris l'inspection et les ouvriers.

(²) Y compris les salaires d'ouvriers.

(¹) Niet begrepen : inspectie en werklieden.

(²) Begrepen : lonen van werklieden.

Le groupage de ces petites communautés d'écolières au sein d'une école régionale unique permettra indiscutablement certaines compressions de dépenses grâce à la diminution du nombre de classes à population scolaire insuffisante. Mais il faudra au préalable que les communes soient relevées des obligations prévues à l'article des lois coordonnées sur l'enseignement primaire.

Dans la déclaration gouvernementale, il a été prévu que les règles concernant l'octroi des bourses d'études devaient être revues. Il nous paraît qu'il convient en tout premier lieu de réprimer les abus en la matière.

Il est en effet inadmissible de lire dans toutes les études sur le statut social de l'étudiant que le montant des bourses ne suffit pas à couvrir les dépenses normales, alors qu'il est notoire que de nombreux millions sont gaspillés dans le chef de ceux qui ne se conforment pas à leur contrat moral avec l'Etat.

Des mesures s'imposent entre autres pour éviter que des bourses d'études continuent à être versées à ceux qui, après avoir été inscrits dans un établissement supérieur de l'Etat, ne poursuivent pas leurs études de façon régulière et ne présentent pas les examens de fin d'année.

Un contrôle sévère et la faculté de récupérer les allocations d'études perçues à tort doivent du reste constituer l'un des moyens de lutter contre le pourcentage des échecs enregistrés parmi les étudiants de première année. C'est un assainissement qui permettra de faire bénéficier d'une assistance financière, rendue nécessaire par un accroissement constant de leurs charges, les étudiants envisageant sérieusement leurs études.

Le Gouvernement précédent avait du reste prévu un crédit de 50 millions au budget extraordinaire en vue de remplacer certaines allocations d'études par des prêts.

Encore que le Gouvernement actuel estime que la première mesure qui s'impose est de lutter contre les abus, il convient de voir si certaines allocations d'études ne pourraient pas être remplacées par des prêts.

On notera qu'il y a treize ans, lorsque la loi du 19 mars 1954 entra en vigueur, le Fonds national des Etudes ne disposait que de 50 millions de crédits à peine. La dotation annuelle pour 1966 est montée à 840 millions.

Sans vouloir prétendre qu'il s'agit en l'occurrence de dépenses inutiles, il y a lieu de souligner que c'est précisément parce que le pays consent un tel effort dans un but particulièrement élevé, qu'il convient de mettre tout en œuvre pour que ces dépenses ne puissent être critiquées.

Pour réaliser l'assainissement de ce secteur, il est indispensable de modifier la loi du 19 mars 1954. Cette loi, en effet, ne prévoit pas que les prêts d'études puissent être réclamés pour l'une ou l'autre raison.

Les pouvoirs spéciaux que sollicite le Gouvernement, doivent permettre cette récupération.

Au début de cet exposé, le Ministre a attiré l'attention de la Commission sur le fait que la loi sur l'expansion universitaire représente l'un des principaux facteurs de l'augmentation anormale du budget de l'Education nationale.

Il suffit de comparer les crédits affectés à cet effet en 1959 à ceux qui sont prévus pour 1967 pour réaliser le bien-fondé de cette affirmation.

Door het samenbrengen van deze kleine groepjes leerlingen in één gewestelijke school, zal het zonder twijfel mogelijk zijn de uitgaven te drukken, dank zij de vermindering van het aantal onderbevolkte klassen. Hiervoor moeten echter de gemeenten eerst ontheven worden van de verplichtingen welke zijn opgelegd bij de gecoördineerde wetten op het lager onderwijs.

In de Regeringsverklaring is bepaald dat de regelen betreffende het toekennen van de studiebeurzen moeten worden herzien. Het komt ons voor dat men in de eerste plaats de misbruiken ter zake moet tegengaan.

Het gaat immers niet op in alle studies over het sociaal statuut van de student steeds te moeten lezen dat het bedrag der studiebeurzen niet voldoende is om de normale uitgaven te bekostigen, wanneer het een alom gekend feit is dat ettelijke miljoenen verloren gaan aan hen die hun moreel contract met de Staat niet naleven.

Maatregelen dienen onder meer te worden getroffen om te beletten dat nog verder studiebeurzen uitbetaald worden aan hen die, na in een hogere onderwijsinrichting ingeschreven te zijn, hun studies niet normaal voortzetten en niet deelnemen aan de eindejaarsexamens.

Een strenge controle, gepaard met de mogelijkheid de ten onrechte uitgekeerde studietoelagen terug te vorderen, moet trouwens één van de middelen zijn om het grote percentage mislukkingen bij de eerstejaarsstudenten te bestrijden. Het is een sanering die het zal mogelijk maken de studenten, die het met hun studies ernstig menen, een financiële hulp te verlenen, die zij nodig hebben ingevolge hun steeds toenemende lasten.

Door de vorige Regering werd trouwens een bedrag van 50 miljoen uitgetrokken op de buitengewone begroting, ten einde sommige studietoelagen te vervangen door leningen.

Hoewel de huidige Regering meent dat de bestrijding der misbruiken de eerste maatregel is die zich opdringt, dient ook te worden nagegaan of men sommige studietoelagen niet door een lening zou kunnen vervangen.

Er valt op te merken dat dertien jaar geleden, bij het van kracht worden van de wet van 19 maart 1954, het Nationaal Studiefonds amper over 50 miljoen beschikte. De jaarlijkse dotatie voor 1966 is gestegen tot 840 miljoen.

Zonder te willen beweren dat het hier gaat om nutteloze uitgaven, dient te worden beklemtoond dat het precies is omwille van het verheven doel waarvoor het land zich een dergelijke inspanning getroost, dat men alles in het werk moet stellen opdat die uitgaven tot geen kritiek aanleiding zouden kunnen geven.

Om deze sector te saneren, is het onontbeerlijk dat de wet van 19 maart 1954 gewijzigd wordt. In deze wet is inderdaad niet bepaald dat de studieleningen om een of andere reden mogen teruggeëist worden.

De bijzondere machten die de Regering vraagt, moeten zulks mogelijk maken.

In het begin van deze uiteenzetting heeft de Minister de aandacht van de Commissie gevestigd op het feit dat de wet op de universitaire expansie één van de hoofdfactoren van de abnormale stijging der begroting van Nationale Opvoeding is.

Een eenvoudige vergelijking tussen de in 1959 bestede en voor 1967 uitgetrokken kredieten toont aan hoe gegrond deze bewering is.

Voici ces chiffres :

Hier volgen dan de cijfers

Etablissement	Crédits 1959 Kredieten 1959	Etudiants 1958-1959 Studenten 1958-1959	Etudiants 1965-1966 Studenten 1965-1966	Crédits 1967 Kredieten 1967	Inrichting
Université de l'Etat (Gand) (1)	207 000 000	3 731	6 591	777 000 000	Rijksuniversiteit (Gent) (1).
Université de l'Etat (Liège) ...	238 607 000	4 362	6 164	790 000 000	Rijksuniversiteit (Luik).
Facultés de l'Etat: Ecole de Médecine vétérinaire et de Sciences agronomiques.	88 350 000	{ 400 164 (1) }	{ 602 183 (1) }	223 700 000	Rijksfaculteiten : Vecartsenij-school en Landbouwwetenschappen.
Centres universitaires de l'Etat (Anvers et Mons). (dépendant de l'E.T.) (ressorterend onder T.O.)	13 300 000 151 500 000	{ 283 175 11 498 }	{ 1 496 479 19 222 }	160 000 000 1 327 000 000	Rijksuniversitaire Centra (Antwerpen en Bergen).
Université Catholique de Louvain.	151 500 000	4 452	8 291	898 000 000	Katholieke Universiteit te Leuven.
Université Libre de Bruxelles.	1 000 000	372 (2)	453 (2)	56 800 000	Vrije Universiteit te Brussel.
Institut agronomique (Louvain)	(+ subventions E.T.) (+ toelagen T.O.) 28 350 000	269	459	131 600 000	Landbouwinstituut (Leuven).
Faculté polytechnique (Mons)	9 900 000	495	947	81 300 000	« Faculté polytechnique » (Ber- gen).
Facultés Notre-Dame de la Paix (Namur).	2 500 000	315	491	23 900 000	« Facultés Notre-Dame de la Paix » (Namen).
Facultés St-Louis (Bruxelles).	(dépendant de l'E.T.) (ressorterend onder T.O.)	694	1 153	45 000 000	« Facultés Saint-Louis » (Brus- sel).
Facultés St-Ignace (Anvers) .	(dépendant de l'E.T.) (ressorterend onder T.O.)	251	470	18 000 000	Faculteiten Sint-Ignatius (Antwerpen).
Faculté Catholique (Mons) ...					« Faculté Catholique » (Ber- gen).

On conviendra que dans ce secteur, l'Etat a fourni un effort impressionnant. Le Gouvernement désire poursuivre cet effort, mais il estime néanmoins qu'un taux d'accroissement annuel de 18 % constitue pour le budget une charge excessive. Pour cette raison, il convient de déroger, provisoirement du moins, aux dispositions de la loi du 9 avril 1965. Des négociations ont été menées à cet effet avec les autorités académiques intéressées.

Dans ce domaine, le Gouvernement continuera à faire preuve de la prudence qui s'impose en vue d'éviter que l'expansion normale de notre enseignement universitaire ne soit pas entravée.

Les pouvoirs spéciaux que sollicite le Gouvernement, sont également destinés à permettre une éventuelle modification ou suspension temporaire des lois organiques sur les diverses branches d'enseignement.

Depuis plusieurs années, une réforme de notre enseignement en vue de sa modernisation est en cours. Depuis plusieurs années également, les meilleurs compétents émettent des critiques quant à l'absence d'allègement des horaires et des programmes d'études. La limitation des horaires ne peut être obtenue qu'en imposant un programme minimum. On n'y arrivera que par une modification des dispositions légales, par une révision de l'importance relative des diverses matières enseignées.

(1) Le nombre des étudiants de l'Ecole de Médecine vétérinaire (Gand) est également compris dans celui des étudiants de l'Université de l'Etat (Gand).

(2) Le nombre des étudiants de l'Institut agronomique (Louvain) est également compris dans celui des étudiants de l'Université Catholique de Louvain.

Men zal wel toegeven dat in deze sector de Staat een indrukwekkende inspanning heeft gedaan. De Regering wenst deze inspanning voort te zetten, maar is toch van mening dat een jaarlijkse aangroei met 18 % voor de begroting een te zware last is. Daarom moet, tijdelijk althans, worden afgeweken van de bepalingen van de wet van 9 april 1965. Er werd met dat doel onderhandeld met de betrokken academische overheden.

De Regering zal op dat stuk verder de nodige voorzichtigheid aan de dag leggen om te beletten dat de normale expansie van ons universitair onderwijs in het gedrang zou komen.

De bijzondere machten die de Regering vraagt, moeten het ook mogelijk maken eventueel de organieke wetten op de verschillende onderwijsvakken te herzien of tijdelijk op te schorten.

Sinds verscheidene jaren wordt aan een hervorming, in de geest van een modernisering, van ons onderwijs gewerkt. Sinds verscheidene jaren ook wordt in de bevoegde kringen kritiek uitgebracht op het gebrek aan verlichting van de uurroosters en studieprogramma's. De beperking van de uurroosters kan alleen verwezenlijkt worden door het opleggen van een minimum programma. Dat resultaat kan slechts bereikt worden door een wijziging van de wetsbepalingen, door een herbestudering van de relatieve waardeschaal der verschillende leervakken.

(1) Het aantal studenten van de Vecartsenijschool te Gent is eveneens begrepen in dat van de studenten van de Rijksuniversiteit te Gent.

(2) Het aantal studenten van het Landbouwinstituut te Leuven is eveneens begrepen in dat van de studenten van de Katholieke Universiteit te Leuven.

La discussion en Commission.

Un commissaire demande quel est le montant approximatif des économies envisagées dans le secteur de l'enseignement.

Un autre commissaire pose les questions suivantes :

1° Les chiffres du budget de l'Education nationale concorderont-ils avec les prévisions du budget des Voies et Moyens ?

2° Comment peut-on faire miroiter aux yeux de l'opinion un éventuel freinage du budget de l'Education nationale précisément au moment où l'accroissement de la population scolaire, particulièrement au niveau de l'enseignement supérieur, rend cette possibilité plus qu'illusoire ? Aussi, en ce qui concerne les compressions budgétaires éventuelles dans le domaine scolaire, la base du présent projet n'est-elle que factice ?

3° Le Gouvernement devrait faire preuve de réserve lorsqu'il se propose de faire approuver par la Commission tripartite dans le cadre du pacte scolaire, certaines mesures qu'il envisage de prendre sur base des pouvoirs spéciaux. En effet, aux yeux du parti socialiste, la consultation tripartite se conçoit dans le cadre du fonctionnement normal de l'institution parlementaire; rien ne dit qu'il doive en être de même sous un régime de pleins pouvoirs.

4° La suppression de l'obligation pour les communes de créer au moins une école primaire telle qu'elle est inscrite à l'article 22 de la loi de 1842 sur l'enseignement primaire, peut se défendre à certains égards, mais risque par contre de soulever de nombreux problèmes et notamment par rapport à l'un des éléments fondamental du pacte scolaire, à savoir le libre choix du père de famille. Que se passera-t-il notamment si dans une commune déterminée une école communale était supprimée, alors que l'école de l'autre réseau — officiel ou libre — était maintenue ?

5° A quel endroit l'école régionale destinée à remplacer l'école communale sera-t-elle établie ? Quelle devra être son importance ?

6° Il convient d'être prudent pour ce qui regarde des formules telles que celles des bourses d'études remboursables. Ce système a déjà fonctionné dans le passé, mais rien n'indique qu'il serait sage d'y revenir.

En effet, quels seront les éléments qui serviront de base à une réclamation de remboursement : seront-ce des éléments portant sur la fortune du boursier ou sur son état de besoin ?

La formule des prêts se heurte à des objections du même ordre.

Il faut considérer, d'autre part, que les sommes dépensées en matière d'enseignement universitaire par l'Etat pour chaque étudiant, qu'il soit boursier ou non, sont autrement importantes que le montant des bourses ou des prêts consentis. Dès lors, l'effort accompli pour les moins fortunés des étudiants, n'est pas excessif lorsqu'on le compare à celui qui est consenti en faveur de tous les étudiants indistinctement.

Enfin, quant aux abus, ils apparaissent négligeables à côté du problème d'ensemble que pose pour de nombreux jeunes gens sans fortune la poursuite de leurs études, et en regard des expédients auxquels ceux-ci doivent souvent recourir.

Besprekking in de Commissie.

Een lid vraagt wat bij benadering het bedrag is van de in de onderwijssector overwogen besparingen.

Een ander lid stelt de volgende vragen :

1° Komen de cijfers van de begroting van Nationale Opvoeding overeen met de ramingen van de Rijksmiddeleenbegroting ?

2° Hoe kan men de publieke opinie doen aannemen dat de begroting van Nationale Opvoeding eventueel zal worden geremd, precies op het moment waarop de aangroei van de schoolbevolking, inzonderheid in het hoger onderwijs, een dergelijke eventualiteit meer dan denkbeeldig maakt ? Is het dan niet zo dat de grondslag van het onderhavige wetsontwerp kunstmatig is met betrekking tot de eventuele budgettaire bezuinigingen in de onderwijssector ?

3° De Regering zou zich gereserveerde moeten tonen wanneer zij voorstelt in het raam van het schoolpact door de driepartijencommissie sommige maatregelen te laten goedkeuren, welke zij voorinemens is op grond van de bijzondere machten te treffen. Immers, in de ogen van de socialistische partij, moet het overleg tussen de drie partijen worden opgevat in het licht van de normale werking van onze parlementaire instellingen; niets wijst erop dat zulks ook het geval moet zijn onder een regeling van volmachten.

4° De opheffing van de verplichting voor de gemeenten om op zijn minst één lagere school in het leven te roepen, zoals dat in artikel 22 van de wet van 1842 op het lager onderwijs wordt voorgeschreven, kan in sommige opzichten verdedigd worden, maar het kan ook tal van moeilijkheden doen rijzen, met name t.a.v. één der grondslagen van het schoolpact, te weten de vrije keuze van het gezinshoofd. Wat zal er b.v. gebeuren indien in een bepaalde gemeente een gemeenteschool wordt afgeschaft, terwijl de school van het andere — officiële of vrije — net behouden blijft ?

5° Op welke plaats zal een regionale school welke een gemeenteschool dient te vervangen, opgericht worden ? Welke omvang zal die school moeten hebben ?

6° Men dient voorzichtig te zijn met betrekking tot de formules zoals die van de terugbetaalbare studiebeurzen. Dat systeem heeft in het verleden reeds gefunctioneerd, maar niets wijst erop dat het geraden is er naar terug te grijpen.

Wat zijn immers de factoren die als basis zullen dienen voor de terugbetaling : zullen die betrekking hebben op de welgesteldheid van de beursstudent of op zijn staat van behoeftigheid ?

De formule der leningen stuit op identieke bezwaren.

Anderzijds moet men in overweging nemen dat de sommen welke op het stuk van het Rijksuniversitaar onderwijs voor elke student worden uitgegeven, of het al dan niet om een beursstudent gaat, veel belangrijker zijn dan het bedrag van de toegestane beurzen of leningen. De voor de minst bemiddelden onder de studenten gedane krachtsinspanning mag niet overdreven worden genoemd, wanneer men ze vergelijkt met die welke voor alle studenten zonder uitzondering wordt verleend.

Ten slotte is het zo dat de misbruiken onbeduidend zijn, vergeleken met het gezamenlijke probleem dat voor vele onbemiddelde jongeren rijst door de voortzetting van hun studies en ten aanzien van de uitwegen waartoe dezen vaak hun toevlucht moeten nemen.

Un autre commissaire s'efforce d'énumérer les diverses mesures de compressions qui pourraient être prises à l'Education nationale :

A. — En ce qui concerne les assainissements qui se situent en dehors du Pacte scolaire et dont il a déjà été fait mention dans la déclaration gouvernementale :

1^o Le contrôle extra-départemental du nombre des élèves dans tous les secteurs de l'enseignement. Cette mesure permettrait de dépister les abus et les fausses déclarations dans l'enseignement officiel.

2^o La recherche d'un système permettant le contrôle des présences aux deuxième et troisième trimestres de manière à supprimer de nombreux abus. Il est notoire en effet que près d'un tiers des inscrits en octobre dans l'enseignement à horaire réduit abandonnent en cours d'année.

3^o La fixation des frais de fonctionnement sur une base forfaitaire afin d'enrayer les dépenses excessives dans l'enseignement officiel.

4^o Quant aux bourses d'études, on pourrait les transformer, en partie tout au moins, en prêts.

5^o La suspension de l'application des normes faibles de création de classes gardiennes et primaires et de dédoublement dans l'enseignement moyen permettraient plusieurs centaines de millions d'économies.

6^o La réduction du coût des constructions scolaires. On s'est engagé dans la bonne voie, mais il faut éviter de consacrer les 1 100 millions à des constructions temporaires et les réservier à l'amélioration des écoles existantes.

B. — Dans les matières qui relèvent de l'application du Pacte scolaire :

1^o Aucune rationalisation n'a été opérée en matière de transports scolaires et aucun projet n'a été soumis à la Commission du Pacte;

2^o Réduire les horaires des cours spéciaux et à option marquerait une volonté d'assainissement. Aucun projet n'a été soumis à la Commission du Pacte.

C. — Mesures que le Gouvernement pourrait prendre en vertu de son pouvoir réglementaire :

Chasse aux abus administratifs et aux sinécures dans le Fonds des constructions universitaires de l'Etat et notamment l'ampleur exorbitante du personnel ouvrier, de maîtrise, auxiliaire, etc.

D. — Conclusion :

En conclusion, ce commissaire demande :

a) pourquoi le Gouvernement n'a pas encore pris les mesures qui s'imposaient ?

b) si le Gouvernement ne dispose pas de moyens suffisants ? Doit-il nécessairement recourir à des « pouvoirs spéciaux » ?

c) s'il est vraiment décidé à assainir ces différents secteurs ?

Een ander lid tracht de diverse bezuinigingsmaatregelen op te sommen welke inzake Nationale Opvoeding kunnen worden genomen :

A. — Met betrekking tot de bezuinigingen buiten het Schoolpact en waarvan reeds melding is gemaakt in de Regeringsverklaring :

1^o De extra-departementale controle op het aantal leerlingen in alle sectoren van het onderwijs. Die maatregel zou het mogelijk maken de misbruiken en valse verklaringen in het officieel onderwijs op te sporen.

2^o Het zoeken naar een stelsel dat het mogelijk maakt de aanwezigheden te controleren gedurende het tweede en het derde kwartaal, ten einde talrijke misbruiken uit te roeien. Het is immers bekend dat nagenoeg een derde van de leerlingen, die zich in oktober in het onderwijs met beperkt leerplan laten inschrijven, het gedurende het schooljaar opgeven.

3^o De vaststelling van de werkings- en uitrustingskosten op een forfaitaire basis, ten einde de overdreven uitgaven in het officiële onderwijs af te remmen.

4^o Wat de studiebeurzen betreft, deze zouden, ten minste gedeeltelijk, in leningen kunnen worden omgevormd.

5^o De schorsing van de toepassing van de lage normen voor het oprichten van kleuterklassen en van klassen voor lager onderwijs, evenals voor het splitsen van klassen voor middelbaar onderwijs, zou verscheidene honderden miljoenen bezuinigingen mogelijk maken.

6^o De inkrimping van de kostprijs van de schoolgebouwen. Een goede weg werd ingeslagen, maar er dient vermeden te worden dat de 1 100 miljoen besteed worden voor tijdelijke gebouwen; zij moeten voorbehouden worden voor de verbetering van de bestaande scholen.

B. — Op de gebieden die onder toepassing vallen van het Schoolpact :

1^o Geen enkele rationalisatie werd doorgevoerd op het stuk van het leerlingenvervoer en geen enkel ontwerp werd tot nu toe bij de Schoolpactcommissie ingediend.

2^o De inkrimping van de uurroosters van de bijzondere en de keuzevakken zou een bewijs zijn van de wil om bezuinigingen door te voeren. Geen enkel ontwerp werd bij de Schoolpactcommissie ingediend.

C. — Maatregelen welke door de Regering zouden kunnen getroffen worden overeenkomstig haar verordeningsvoegheid :

Opsporing van de administratieve misbruiken en sinecures in het Fonds voor universitaire gebouwen van het Rijk en o.m. het overdreven aantal werklleden, leden van het meesters- en vakpersoneel, hulpkrachten enz.

D. — Besluiten :

Tot besluit vraagt dit lid :

a) waarom de Regering de vereiste maatregelen nog niet genomen heeft ?

b) of de Regering niet over toereikende middelen beschikt ? Moet er noodzakelijk een beroep worden gedaan op « bijzondere machten » ?

c) of zij er werkelijk toe besloten is die verschillende sectoren te saneren ?

Technique :

1963	... ... ... ... ... ...	1 501 800 000
1950	... ... ... ... ... ...	250 375 000
	<hr/>	
	1 251 425 000	
1 963 983 000		
207 678 000		
102 164 000		
1 251 425 000		
	<hr/>	
3 525 250 000		

en plus en 1963 par rapport à 1950.

Aux écoles officielles (primaire, moyen, normal, technique) :

Total en 1963 :	3 209 533 000
	207 678 000
	102 164 000
	1 251 425 000
	<hr/>
	5 770 800 000

Ce membre pose encore d'autres questions :

- Combien d'économies le freinage de l'extension des réseaux scolaires pour l'année 1966-1967 a-t-il permis de réaliser ?
- Le rythme de l'expansion universitaire a été limité à 12 % pour 1967. Comment cette diminution a-t-elle été chiffrée et comment la justifier ?
- Qu'entend-on par contrôle complémentaire extra-départemental du nombre d'élèves de tous les réseaux ? Comment sera-t-il exercé ?
- Le deuxième paragraphe de l'Exposé des Motifs (5°, p. 5) se termine par un « etc » que ce membre voudrait que le Ministre explicite.
- En ce qui concerne le blocage, doit-on comprendre que le Gouvernement songe à ne pas respecter l'article 14 du pacte scolaire ?
- Quand le Ministre de l'Education nationale va-t-il établir la liste des établissements d'enseignement à créer, comme la loi lui en fait une obligation ?
- Puisque le Gouvernement déclare que : « dans toutes les questions qui concernent la stricte application du pacte scolaire, les mesures ne seront prises qu'après l'accord préalable des trois partis nationaux », faut-il en déduire qu'en ce qui concerne la création d'écoles en 1968, un accord tripartite serait déjà intervenu ?
- Puisque le Gouvernement va inviter les trois partis nationaux à procéder à un examen critique du pacte scolaire pour arriver à en éliminer certaines dispositions abusives qui conduisent à une augmentation excessive du budget, peut-il préciser les domaines où il a déjà découvert des applications abusives du pacte scolaire ? Est-ce dans l'enseignement officiel, dans l'enseignement subventionné, ou dans les deux à la fois ?
- Ces applications abusives ont-elles été constatées en matière de constructions, d'équipements, de subventions-traitements ou de subventions de fonctionnement ?
- Le Gouvernement annonce le dépôt d'un rapport pour la fin juin. Prendra-t-il au préalable contact avec les trois partis nationaux pour procéder à l'examen critique du pacte scolaire ? Quand ces contacts auront-ils lieu ? Sera-ce au niveau de la Commission du pacte scolaire ou en dehors de celle-ci ?

Le même membre a encore posé les questions suivantes :

- Est-ce que la diminution de 20 % des crédits d'équipement résulte d'une décision prise par la Commission du pacte scolaire ?

Technisch :

1963	... ... ... ... ...	1 501 800 000
1950	... ... ... ... ...	250 375 000
	<hr/>	
	1 251 425 000	
1 963 983 000		
207 678 000		
102 164 000		
1 251 425 000		
	<hr/>	
3 525 250 000		

of 3 525 250 000 meer in 1963 dan in 1950.

Aan de officiële scholen (lager, middelbaar, normaal, technisch) :

Totaal in 1963 :	3 209 533 000
	207 678 000
	102 164 000
	1 251 425 000
	<hr/>
	5 770 800 000

Dit lid stelt nog andere vragen :

- Hoeveel heeft men kunnen sparen door de afremming van de uitbreiding der onderwijsnetten tijdens het jaar 1966-1967 ?
- Het ritme van de universitaire expansie werd voor 1967 beperkt tot 12 %. Hoe werd die vermindering berekend en hoe kan zij verantwoord worden ?
- Wat verstaat men onder aanvullend extra-departementaal toezicht op het aantal leerlingen van alle netten ? Hoe zal dit toezicht uitgeoefend worden ?
- De tweede paragraaf van de Memorie van toelichting (5°, blz. 6) eindigt op « enz. »; het lid wenst dat de Minister dit « enz. » verduidelijkt.
- Dient men onder blokkering te verstaan dat de Regering eraan denkt artikel 14 van het schoolpact niet na te leven ?
- Wanneer zal de Minister van Nationale Opvoeding een lijst opstellen — zoals hem door de wet opgelegd wordt — van de op te richten onderwijsinstellingen ?
- Moet men, uit het feit dat de Regering verklaart « dat in al de aangelegenheden welke de strikte toepassing van het schoolpact aanbelangen, de maatregelen slechts zouden getroffen worden na voorafgaand akkoord van de drie nationale partijen » het besluit trekken dat er reeds een driepartijenakkoord tot stand kwam met betrekking tot de oprichting van scholen in 1968 ?
- Kan de Regering, vermits zij de drie nationale partijen zal uitnodigen over te gaan tot een kritisch onderzoek van het schoolpact om er sommige overdreven bepalingen uit te weren die tot een buitensporige verhoging van de begroting leiden, de gebieden aanduiden waarop zij reeds abusieve toepassingen van het schoolpact heeft ontdekt ? Is dit het geval in het officieel onderwijs, in het gesubsidieerd onderwijs, of in beide soorten onderwijs tegelijk ?
- Werden in de toepassing misbruiken geconstateerd inzake schoolgebouwen, uitrusting, wedde- of werkings-toelagen ?
- De Regering belooft einde juni een verslag in te dienen. Zal zij vooraf contact opnemen met de drie nationale partijen om het schoolpact aan een kritisch onderzoek te onderwerpen ? Wanneer zullen die contacten plaatsvinden ? Zal dit gebeuren in de Schoolpactcommissie of daarbuiten ?

Het lid stelde ook nog de volgende vragen :

- Is het de Schoolpactcommissie die beslist heeft de uitrustingskredieten met 20 % te verminderen ?

- Le montant prévu pour les constructions scolaires, sur base de la loi du 29 mai 1959, pour l'exercice 1966 a-t-il été versé intégralement au fonds des constructions scolaires ?
- Où en est l'application de l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 pour ce qui concerne les frais de fonctionnement ?
- Des éléments dont dispose ce commissaire, il résulte qu'en égard à l'ensemble des mesures prises en exécution du pacte scolaire, l'enseignement officiel semble avoir été défavorisé par rapport à l'enseignement libre. Le Ministre de l'Education nationale voudrait-il communiquer aux membres de la Commission spéciale un inventaire parallèle des mesures prises en exécution de la loi du 29 mai 1959 ?

Un autre membre déclare qu'on ne sert pas l'intérêt national en proclamant que l'augmentation du budget de l'Education nationale est la conséquence d'une mauvaise gestion et de la dilapidation des deniers de l'Etat, et cela, à une époque où l'avenir du pays est conditionné par la qualification de sa main-d'œuvre, laquelle constitue sa seule ressource naturelle.

Il estime au surplus que les compressions envisagées ne représentent qu'un faible pourcentage du volume global des dépenses de l'Education nationale. Pourquoi ces possibilités très limitées de compressions exigent-elles l'octroi de pouvoirs spéciaux ?

N'est-il pas « honteux » de se glorifier du freinage de l'expansion universitaire, comme semble le faire le Gouvernement, à un moment où celle-ci apparaît de plus en plus indispensable ?

Un nom du parti socialiste, ce commissaire ajoute que son groupe ne pourra admettre de nouvelles dispositions de freinage des constructions scolaires.

Il constate en outre que même si, en matière d'expansion universitaire, il n'existe pas un véritable pacte entre les trois partis nationaux comme c'est le cas pour les autres branches de l'enseignement, on y suit néanmoins une procédure analogue de consultations inspirée du pacte scolaire.

Un autre membre de l'opposition constate qu'il résulte des explications fournies par les Ministres de l'Education nationale que les mesures envisagées en matière scolaire seront peu nombreuses. Ne conviendrait-il pas dès lors de supprimer purement et simplement le 8^e de l'article premier qui est de nature à mettre la paix scolaire en péril ?

Un autre commissaire se demande quelle serait l'attitude du P.S.C., si c'était un Gouvernement P.S.B.-P.L.P. qui sollicitait des délégations de pouvoirs identiques en matière scolaire ? Il les refuserait très certainement.

Le Premier Ministre a répondu que s'il avait les mêmes assurances que le P.S.B. a aujourd'hui, il n'aurait aucune raison particulière de s'y opposer.

Réponse du Gouvernement.

Il est bon de préciser que l'augmentation considérable du budget du Ministère de l'Education nationale trouve son origine dans plusieurs facteurs.

Un premier facteur important constitue l'effort réalisé dans le domaine de l'enseignement universitaire et de la recherche scientifique.

Le deuxième facteur, dont il faut se réjouir, est l'augmentation considérable de la population scolaire, non seulement à cause de facteurs démographiques, mais également et

- Werd het bedrag dat voor het dienstjaar 1966 op grond van de wet van 29 mei 1959 uitgetrokken was voor de schoolgebouwen, volledig uitbetaald aan het Fonds der schoolgebouwen ?
- Hoever staat het met de toepassing van artikel 32 van de wet van 29 mei 1959 inzake werkingskosten ?
- Uit de gegevens waarover het lid beschikt, blijkt dat ten overstaan van de gezamenlijke maatregelen, genomen in uitvoering van het schoolpact, het officieel onderwijs benadeeld is ten opzicht van het vrij onderwijs. Kan de Minister van Nationale Opvoeding aan de Commissieleden een vergelijkende staat voorleggen over de in uitvoering van de wet van 29 mei 1959 genomen maatregelen ?

Een ander lid verklaart dat men aan de natie een slechte dienst bewijst wanneer men beweert dat de stijging van de begroting van Nationale Opvoeding haar oorzaak vindt in het wanbeheer en de verkwisting van de staatsgelden, zulks op een ogenblik waarop de toekomst van het land afhangt van de bekwaamheid van zijn arbeidskrachten die zijn enige natuurlijke inkomstenbron vormen.

Hij uit bovenbieden de mening dat de beoogde inkrimpingen slechts een klein percentage van het globaal volume der uitgaven voor Nationale Opvoeding vertegenwoordigen. Waarom vergen deze uiterst beperkte mogelijkheden tot inkrimping de toekekening van bijzondere machten ?

Is het niet « schadelijk » zich op de afremming van de universitaire expansie te roemen, zoals de Regering blijkbaar doet, op een ogenblik dat deze expansie steeds onontbeerlijker blijkt te zijn ?

Dit lid voegt er namens de socialistische partij nog aan toe, dat zijn fractie geen nieuwe maatregelen tot afremming van de scholenbouw zal kunnen aanvaarden.

Hij merkt ook op dat, waar er inzake de universitaire expansie geen werkelijke overeenkomst onder de drie nationale partijen bestaat zoals voor de andere takken van het onderwijs, niettemin een overeenstemmende wijze van overleg, steunend op het schoolpact, gevolgd wordt.

Volgens een ander lid van de oppositie blijkt uit de uitleg, welke door de Ministers van Nationale Opvoeding verstrekt is, dat de beoogde maatregelen op onderwijsgebied weinig talrijk zijn. Zou het dus niet beter zijn 8^e van artikel 1, dat van die aard is dat de schoolvrede erdoor in gevaar komt, eenvoudig te schrappen ?

Een ander lid vraagt zich af welke de houding van de C.V.P. zou zijn, indien het een B.S.P.-P.V.V.-Regering mocht zijn, die dezelfde delegaties van machten zou aanvragen inzake onderwijspolitiek. Zij zou die zeer zeker afwijzen.

De Eerste Minister heeft geantwoord dat, indien hij dezelfde geruststellingen had als thans de B.S.P., hij geen bijzondere reden zou hebben om er zich tegen te verzetten.

Antwoord van de Regering.

Er dient op te worden gewezen dat de aanzienlijke aangroei van de begroting van het Ministerie van Nationale Opvoeding te wijten is aan verscheidene factoren.

De inspanning op het stuk van universitair onderwijs en van wetenschappelijk onderzoek is er een eerste en belangrijke factor van.

De tweede factor, waarover men zich dient te verheugen, is de aanzienlijke toename van de schoolbevolking, niet alleen wegens demografische factoren, maar ook en vooral

surtout, à la suite d'une croissance spontanée de la scolarité, tant au niveau gardien qu'au niveau secondaire et supérieur.

Une troisième source de croissance réside dans les modifications du statut pécuniaire du personnel, tant par l'adaptation des rémunérations à l'évolution des prix de détail que par une revalorisation substantielle de la fonction enseignante.

La quatrième source de l'accroissement de la dépense réside dans l'abaissement des normes qui déterminent le nombre des classes. Cette question pas plus que les précédentes, ne relève de l'application du Pacte scolaire.

Enfin, le dernier facteur important se trouve dans le pacte scolaire.

L'incidence de ce pacte sur le budget ordinaire du Ministère de l'Education nationale a été évaluée en 1958 à 4 milliards de francs, entraînant toutefois une réduction d'environ un milliard de francs du budget de l'Intérieur, laissant ainsi une dépense supplémentaire de trois milliards de francs à charge du budget ordinaire.

Si cette incidence a été dépassée, il faut en rechercher l'origine dans la croissance désordonnée du réseau scolaire, non seulement par une multiplication considérable des établissements, mais également par la multiplication vertigineuse du nombre de sections.

Déjà en 1961, le Gouvernement de l'époque, s'est préoccupé de cette question et a saisi le 24 septembre 1962 la Commission permanente du Pacte scolaire de projets d'arrêts royaux tendant à obtenir une rationalisation, surtout dans l'enseignement moyen et l'enseignement technique.

Exposé du Ministre-Secrétaire d'Etat à l'Education nationale.

Le Ministre constate que chacun s'accorde à reconnaître que l'intérêt national passe par le développement de l'enseignement. Toutefois, l'importance de l'effort financier à consentir en ce domaine devra tenir compte des possibilités budgétaires.

En réponse à différents commissaires, le Ministre tient à souligner qu'en matière d'éducation nationale, il ne s'agit évidemment pas d'arriver à une stabilisation du budget ni, *a fortiori*, à une régression. Il s'agit, ce qui est fort différent, de façon à ne pas compromettre le progrès social dans d'autres secteurs, de limiter l'effort qui sera consenti pour assurer l'amélioration constante de l'éducation de la jeunesse. En d'autres termes, il s'agit d'éliminer les gaspillages, afin d'augmenter l'efficience des moyens mis en œuvre. Au moment où nous savons que les possibilités de l'Etat, en matière d'éducation nationale, sont inférieures aux nécessités, qui ont été justement soulignées, de la formation de notre jeunesse, il convient que chaque franc soit utilisé judicieusement.

Le Ministre passe en revue toutes les mesures qui ont déjà été prises.

Il constate que la déclaration gouvernementale du 23 mars 1966 prévoyait une série de mesures qui, pour la plupart, ont été appliquées.

En effet, le budget de 1967 devait, aux termes de la déclaration gouvernementale, correspondre au budget 1966, augmenté de 5 %, compte non tenu des majorations de traitements comprises dans les accroissements prévus pour la Fonction Publique. Cet objectif a été amplement réalisé puisque le budget de 1967 sera présenté en augmentation de 5,8 % par rapport à celui de 1966, y compris un milliard pour la programmation sociale. Le freinage de la création des écoles a été réalisé par la loi du 8 juillet 1966.

ingevolge de spontane toename van het schoolbezoek, zowel in het kleuteronderwijs als in het secundair en hoger onderwijs.

Een derde oorzaak van de groei zijn de wijzigingen in het geldelijk statuut van het personeel ingevolge zowel de aanpassing van de bezoldigingen aan de evolutie van de kleinhandelsprijzen als een gevoelige herwaardering van de functie der leerkrachten.

Een vierde aanleiding tot de aangroei van de uitgaven is de verlaging van de normen die het aantal klassen bepalen. Evenmin als de vorige heeft dit probleem geen uitstaans met de toepassing van het Schoolpact.

De laatste belangrijke factor is te vinden in het schoolpact.

De weerslag van dit pact op de gewone begroting van het Ministerie van Nationale Opvoeding is in 1958 op 4 miljard frank geraamd, waarbij toch rekening dient te worden gehouden met een overeenkomstige vermindering van ongeveer een miljard frank op de begroting van Binnenlandse Zaken: aldus bedroeg de bijkomende uitgave ten laste van de gewone begroting drie miljard frank.

De reden waarom deze weerslag is overschreden moet worden gezocht in de buitensporige aangroei van het schoolnet, niet alleen wegens een aanzienlijke verhoging van het aantal inrichtingen, maar ook ingevolge de ongehoede stijging van het aantal afdelingen.

Reeds in 1961 heeft de toenmalig Regering dit vraagstuk bestudeerd en heeft zij bij de Vaste Commissie van het Schoolpact ontwerpen van koninklijke besluiten aanhangig gemaakt, waarbij een rationalisatie, vooral in het middelbaar en in het technisch onderwijs, beoogd werd.

Uiteenzetting van de Minister-Staatssecretaris voor Nationale Opvoeding.

De Minister constateert dat iedereen het erover eens is dat het nationaal belang gediend wordt door de ontwikkeling van het onderwijs. Desniettemin zullen de uitgaven welke daarvoor moeten worden gedaan, rekening moeten houden met de budgettaire mogelijkheden.

In zijn antwoord aan verscheidene leden wil de Minister beklemtonen dat het er natuurlijk niet om gaat inzake nationale opvoeding een stabilisatie van de begroting na te streven, noch, *a fortiori*, een achteruitgang. Integendeel, het komt erop aan de sociale vooruitgang in andere sectoren niet te belemmeren, de krachtsinspanning te beperken die zal moeten worden gedaan om de opvoeding van de jeugd voortdurend te verbeteren. Met andere woorden, er moet een einde worden gemaakt aan de betwistingen, ten einde de doelmatigheid van de gebruikte middelen te verhogen. Op het ogenblik dat wij inzien dat de mogelijkheden van de Staat op het stuk van de Nationale Opvoeding beneden de — terecht in het licht gestelde — behoeften inzake de vorming van onze jeugd liggen, dient elke frank ordeelkundig te worden besteed.

De Minister geeft dan een overzicht van alle reeds genomen maatregelen.

In de Regeringsverklaring van 23 maart 1966, zo zegt hij, is een reeks maatregelen opgenomen, welke bijna alle ten uitvoer zijn gelegd.

De begroting voor 1967 diende immers, volgens de Regeringsverklaring, overeen te stemmen met die voor 1966, plus 5 %, waarbij geen rekening is gehouden met de verhoging van de wedden, die begrepen is in de voor het Openbaar Ambt vastgestelde vermeerdering. Dat doel is ruimschoots bereikt, aangezien de begroting voor 1967 5,8 % hoger zal liggen dan die voor 1966, met inbegrip van 1 miljard voor de sociale programmatie. De afremming van de oprichting der scholen is bij de wet van 8 juli 1966 ingevoerd.

En ce qui concerne les normes de population scolaire, l'arrêté royal du 27 octobre 1966 a modifié, dans un sens restrictif, les dispositions antérieures relatives aux normes de population dans les enseignements gardien et primaire. En outre, les Ministres ont rédigé des circulaires tendant à assurer une application rigoureuse des normes de dédoublement et de maintien des classes, dans l'enseignement secondaire.

Une diminution de 20 % des crédits pour dépenses d'équipement a été réalisée. Répondant plus précisément à un commissaire, le Ministre souligne que le maintien des crédits pour dépenses de fonctionnement au niveau de 1966 a été réalisé, pour l'enseignement de l'Etat.

En matière de constructions scolaires, pour la première fois, on a adopté les méthodes rationnelles et économiques de programmation et un planning portant sur les années 1967, 1968 et 1969 a été réalisé.

En ce qui concerne le contrôle du nombre des élèves, le contrôle départemental a été organisé par diverses circulaires et par des vérifications en cours. En outre, un contrôle extra-départemental a été mis en œuvre. Il a été fait appel au service spécial d'enquêtes budgétaires et un premier rapport a été établi en date du 18 janvier 1967.

En ce qui concerne le personnel ouvrier et de maîtrise, le Gouvernement a procédé à un blocage du recrutement.

Quant aux transports scolaires, par une circulaire du 12 septembre 1966, les Ministres ont prévu une application rigoureuse de la réglementation en vigueur.

La rationalisation de l'enseignement technique est activement poursuivie en Commission permanente du Pacte scolaire.

Il a été appliqué un plan budgétaire et comptable uniforme pour les établissements universitaires, par arrêté royal en date du 16 septembre 1966.

Le Gouvernement a procédé, conformément à ses promesses, à la mise en place des organes politiques et techniques prévus par la loi d'expansion universitaire.

Le taux d'expansion universitaire a été ramené de 18 à 13 %. Des restrictions ont été apportées à la création nouvelle d'études post-graduate.

En ce qui concerne l'enseignement spécial, le Gouvernement a respecté la procédure d'arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, prévue par la loi du 3 juillet 1966.

A toutes ces mesures prévues par la déclaration gouvernementale, il convient d'ajouter la limitation des dépenses de personnel, résultant des instructions données en vue de charger le personnel en place d'un horaire maximum avant de recruter du personnel nouveau et du regroupement des charges fractionnaires en charge complète octroyée à un seul titulaire.

La rationalisation partielle de l'enseignement technique du soir a été réalisée par les circulaires des 23 septembre et 13 octobre 1966 et une surveillance renforcée des dépenses en matière de frais de déplacement a été mise en vigueur. Enfin, d'autres mesures sont à l'étude et notamment le règlement des cours spéciaux et des cours à option, le problème du personnel de surveillance, celui des normes de frais de fonctionnement. Une surveillance étroite a été exercée sur les expériences pédagogiques.

Le Ministre souligne qu'à l'exception du freinage temporaire du développement des réseaux scolaires, aucune des mesures visées ci-dessus ne met en cause la législation existante ni, *a fortiori*, les dispositions du Pacte scolaire.

Met betrekking tot de normen inzake de schoolbevolking heeft het koninklijk besluit van 27 oktober 1966 de desbetreffende bepalingen voor het lager en bewaarschoolonderwijs in een restrictieve zin gewijzigd. Bovendien hebben de Ministers circulaires opgesteld met het oog op een strikte toepassing van de normen inzake splitsing en behoud van de klassen in het secundair onderwijs.

De kredieten voor de installatieuitgaven zijn met 20 % verminderd. Aan een bepaald Commissielid antwoordt de Minister dat de handhaving van de kredieten voor werkingsuitgaven op hetzelfde niveau als dat van 1966 voor het Rijksonderwijs bereikt is.

Inzake schoolgebouwen heeft men voor de eerste maal gebruik gemaakt van de rationele en economische programmatiemethoden, en een plan over de jaren 1967, 1968 en 1969 werd uitgewerkt.

In diverse circulaires en door aan de gang zijnde verificaties werd een departementale controle op het aantal leerlingen verricht. Bovendien heeft men een extra-departementale controle ingevoerd. Daartoe werd een beroep gedaan op de speciale dienst voor budgettaar onderzoek en op 18 januari 1967 is een eerste verslag in het licht gegeven.

De Regering heeft de aanwerving van het arbeiders- en meesterspersoneel stopgezet.

Bij circulaire van 12 september 1966 hebben de Ministers een strenge toepassing van de gangbare reglementering inzake het leerlingenvervoer voorgeschreven.

In de Vaste Commissie van het Schoolpact wordt de rationalisatie van het technisch onderwijs actief voortgezet.

Een eenvormig budgettaar en boekhoudkundig plan voor de universitaire inrichtingen is bij koninklijk besluit d.d. 16 september 1966 ingevoerd.

Overeenkomstig haar beloften heeft de Regering de door de wet op de universitaire expansie in uitzicht gestelde politieke en technische organen geïnstalleerd.

Het aangroeiritme van het universitair onderwijs is teruggebracht van 18 op 13 %. Aan de invoering van nieuwe post-graduate studies werden beperkingen opgelegd.

Wat het buitengewoon onderwijs betreft, heeft de Regering de in de wet van 3 juli 1966 bepaalde procedure van in Ministerraad overlegd koninklijk besluit geëerbiedigd.

Aan al die in de Regeringsverklaring bepaalde maatregelen moet nog worden toegevoegd de beperking van de personeelsuitgaven die voortvloeit uit de gegeven onderrichtingen om het vorhanden zijnde personeel een maximumuurrooster op te leggen vooraleer nieuw personeel wordt aangeworven en uit de hergroepering van de gedeeltelijke opdrachten in volledige opdracht met een enkel titularis.

Het technisch onderwijs werd gedeeltelijk gerationaliseerd ingevolge de circulaires van 23 september en 13 oktober 1966; ook een scherpere controle op de verplaatsingskosten werd ingevoerd. Ten slotte zijn nog andere maatregelen in studie, met name de regeling inzake speciale cursussen en keuzevakken, het probleem van het met het toezicht belaste personeel, de normen inzake werkingskosten. Een nauwkeurig toezicht wordt uitgeoefend op de aan de gang zijnde pedagogische experimenten.

De Minister onderstreept dat geen enkele van de hierboven bedoelde maatregelen — met uitzondering van de tijdelijke afremming van de uitbreiding van de onderwijsnetten — de bestaande wetgeving noch, *a fortiori*, de bepalingen van het schoolpact in het gedrang brengt.

On peut donc dire que ces mesures épuisent les possibilités d'assainir le budget de l'Education nationale dans la limite des moyens d'action dont disposent les Ministres.

D'autres mesures postulent donc que soient mises en cause certaines dispositions de la législation scolaire et du Pacte scolaire.

Le Ministre en vient alors aux mesures d'assainissements qui seraient réalisables par application de l'article 1^e, 8^e, du projet de loi en discussion.

A cet égard, il renvoie à l'exposé qui a été fait par son collègue, le Ministre Grootjans, tout en formulant certaines observations complémentaires.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, dans le seul secteur français, on relève 767 écoles primaires communales et 350 écoles gardiennes communales ayant une population inférieure à vingt élèves.

Le Ministre souligne le fait que chacun s'accorde à reconnaître que nos programmes scolaires sont surchargés et qu'on pourrait donc utilement songer à leur allégement.

Aux programmes sont évidemment liés les horaires et de ces horaires dépendent les charges des professeurs qui représentent 80 % du budget de l'Education nationale.

Il ne s'agit évidemment pas de partir, en la matière, de considérations financières, mais les impératifs pédagogiques permettent d'envisager des assainissements.

En ce qui concerne la révision de la réglementation relative aux bourses d'études, le Ministre, répondant à plusieurs commissaires, tient à souligner que les abus qui existent en la matière doivent évidemment être réprimés et, d'autre part, qu'il convient d'opérer une sélection plus sévère dans les conditions d'octroi des bourses.

Cette sélection devrait, selon le Ministre, être compensée par la possibilité donnée aux Fonds national des Études d'octroyer des prêts d'études dans certaines conditions à déterminer. Il en serait de même pour des prêts d'études post-graduées.

En ce qui concerne la réduction du taux d'expansion de la loi du 9 avril 1965, le Ministre tient à souligner que, en la matière, les mesures qui ont déjà été prises l'ont été avec la collaboration des autorités académiques.

D'une façon plus générale, le Ministre indique qu'aucune des dispositions législatives qui viennent d'être évoquées ne concerne, dans leur principe, l'application du Pacte scolaire, ni la loi du 29 mai 1959.

Il est toutefois bien évident que, si, d'une manière incidente ou indirecte, certaines applications des arrêtés qui seraient pris par le Conseil des Ministres, en matière d'éducation nationale, devaient mettre en cause l'un au l'autre principe du Pacte scolaire ou de la loi de 1959, l'accord préalable des trois partis nationaux représentés à la Commission permanente du Pacte scolaire serait sollicité.

Le Ministre en vient enfin à l'annonce faite par le Gouvernement d'inviter les trois partis nationaux à procéder avec lui à un examen critique du Pacte scolaire en vue de contrôler dans quelle mesure certaines dispositions ou leurs applications abusives conduisent à une augmentation désordonnée et injustifiée du budget.

Il convient de souligner que, quelle que soit l'importance des mesures qui seraient prises, en vertu de la loi actuellement en discussion, celles-ci resteraient limitées par rapport aux mesures d'assainissement d'un caractère bien plus décisif dont l'initiative même est subordonnée aux dispositions du Pacte et de la loi scolaires.

Er mag dus worden gezegd dat met die maatregelen alle mogelijkheden om op de begroting van Nationale Opvoeding te bezuinigen, uitgeput zijn, althans wat de middelen betreft waarover de Ministers beschikken.

Voor andere maatregelen is vereist dat sommige bepalingen van de schoolwetgeving en van het schoolpact worden gewijzigd.

De Minister bespreekt vervolgens de saneringsmaatregelen die zouden kunnen genomen worden bij toepassing van artikel 1, 8^e, van het onderwerpelijke wetsontwerp.

In dat opzicht verwijst hij naar de uiteenzetting van zijn collega Minister Grootjans, waarbij hij enkele aanvullende opmerkingen maakt.

Met betrekking tot het lager onderwijs telt men alleen al in de Franstalige sector 767 gemeentelijke lagere scholen en 350 gemeentelijke bewaarscholen met minder dan twintig leerlingen.

De Minister onderstreept dat iedereen het erover eens is dat onze schoolprogramma's overladen zijn en dat men er best eens kon aan denken ze lichter te maken.

Aan het programma zijn natuurlijk uuroosters verbonden en daarvan hangt het aantal lessuren van de leraars af, die 80 % van de begroting van Nationale Opvoeding vormen.

Het gaat er hier natuurlijk niet om van financiële overwegingen uit te gaan, doch de pedagogische eisen maken het mogelijk saneringen in het vooruitzicht te stellen.

Met betrekking tot de herziening van de reglementering betreffende de studiebeurzen antwoordt de Minister aan sommige leden dat de ter zake bestaande misbruiken vanzelfsprekend moeten worden bestreden en dat het anderzijds nodig is een strengere selectie bij de toekenning van de studiebeurzen toe te passen.

Volgens de Minister zou die selectie moeten worden gecompenseerd door de aan het Nationaal Studiefonds geboden mogelijkheid om in sommige, nader te bepalen gevallen studieleningen toe te kennen. Hetzelfde geldt voor de leningen voor post-graduate studies.

Met betrekking tot de vermindering van de expansiecoëfficiënt waarvan sprake in de wet van 9 april 1965, wijst de Minister erop dat de desbetreffende reeds genomen maatregelen in samenwerking met de academische autoriteiten tot stand kwamen.

Meer in het algemeen verklaart de Minister dat geen enkele van de zopas aangehaalde wetsbepalingen de toepassing van het schoolpact noch de wet van 29 mei 1959 principieel raakt.

Het is nochtans evident dat, mochten op incidentele of indirecte wijze sommige toepassingen van de door de Ministerraad inzake nationale opvoeding genomen besluiten een of ander beginsel van het schoolpact of van de wet van 1959 in het gedrang brengen, het voorafgaand akkoord van de drie nationale partijen, die in de Vaste Commissie van het schoolpact vertegenwoordigd zijn, zou gevraagd worden.

Ten slotte handelt de Minister over de door de Regering verstrekte mededeling dat zij de drie nationale partijen zal uitnodigen om met haar over te gaan tot een critisch onderzoek van het schoolpact, ten einde te onderzoeken in welke mate sommige bepalingen of abusieve toepassingen van die bepalingen leiden tot een ongeordende en ongerechtvaardigde verhoging van de begrotingscijfers.

Er dient te worden onderstreept dat, wat ook het belang is van de op grond van de thans besproken wet getroffen maatregelen, deze van beperkte aard zouden blijven ten opzichte van de veel verder gaande saneringsmaatregelen die slechts kunnen getroffen worden in overeenstemming met de bepalingen van het schoolpact en van de schoolwetten.

A cet égard, il est intéressant de relever une déclaration du Ministre Eyskens, relatée par la presse des 12 et 13 décembre 1965 : « Si on n'intervient pas dans ce secteur (celui de l'Education nationale), on va à l'aventure. Il faudrait évidemment réviser certaines dispositions du Pacte scolaire et, dans les deux secteurs, tout en sauvegardant deux choses essentielles : en premier lieu, la qualité de l'enseignement; en deuxième lieu, cela doit s'effectuer en garantissant le maintien de la paix scolaire ».

Plus récemment, dans le même esprit, la presse d'opposition constatait : « Dans l'éventualité où le Gouvernement voudrait déroger, en tout ou partie, aux stipulations du Pacte en matière de créations d'écoles officielles, » — c'est évidemment une manière de reconnaître la nécessité d'une telle dérogation — « nous serions fondés à exiger que soient, dans une même mesure, remis en cause le mécanisme des subventions à l'enseignement libre et le nombre des admissions nouvelles. » Qu'on sache, en haut lieu, que le Pacte scolaire constitue un tout intangible et qu'il ne s'agit pas de toucher à l'enseignement officiel sans contre-partie du côté des subventions accordées à l'enseignement confessionnel ».

Il ne sera évidemment pas question de mettre en cause ni la paix scolaire, ni l'équilibre réalisé par le Pacte, mais il résulte néanmoins des déclarations auxquelles il vient d'être fait allusion que la nécessité de réviser le Pacte scolaire a été constatée dans les différents secteurs de l'opinion publique, sous la réserve qu'elle devra s'opérer dans un esprit de justice distributive.

Le Ministre croit devoir souligner qu'un commissaire semble dépasser les intentions du Gouvernement en demandant une révision totale du Pacte. Selon le Ministre, il s'agit simplement de revoir certaines conséquences financières insupportables dudit Pacte.

Le Ministre signale, à titre exemplatif, certains domaines où des dispositions ou des applications abusives du Pacte ont conduit à une augmentation désordonnée ou injustifiée du budget. Il signale l'obligation pour l'Etat d'admettre aux subventions toutes les écoles et sections qui se conforment aux dispositions légales et réglementaires, à la seule condition de réunir les minima de population requis, les montants des subventions de fonctionnement et les distances fixées par l'arrêté royal du 14 mars 1960.

Des applications abusives sont également citées. À titre exemplatif, l'usage fait par l'Etat du droit que lui confère l'article 3 de créer des écoles et sections « là où le besoin s'en fait sentir », le problème des transports scolaires (« la guerre des autobus »); le problème des internats...

En réponse à une question précise d'un commissaire, le Ministre signale que, selon lui, une prolongation de la loi de freinage est possible et est même envisagée expressément par l'Exposé des Motifs de la loi du 8 juillet 1966.

Il convient de souligner que cet Exposé des Motifs est conforme à l'accord entre les trois partis représentés à la Commission permanente du Pacte scolaire.

L'Exposé des Motifs déclare, en termes non équivoques, selon le Ministre, que « le Gouvernement respectera les décisions prises par le Gouvernement précédent en ce qui concerne les écoles secondaires créées en vertu de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 21 février 1966. Ces écoles et d'autres éventuellement ne s'ouvriront toutefois qu'au 1^{er} septembre 1967, pour autant qu'à cette date aient été

In dit verband is het wel interessant te wijzen op een verklaring van Minister Eyskens, die in de pers van 12 en 13 december 1965 is aangehaald : « Indien men in die sector (Nationale Opvoeding) niet tussenkomt, dan wordt op avontuur uitgegaan. Men zou vanzelfsprekend sommige bepalingen van het schoolpact moeten herzien en dit voor beide sectoren, waarbij men twee essentiële zaken zou veilig stellen : ten eerste de hoedanigheid van het onderwijs; ten tweede het behoud van de schoolvrede ».

Dichter bij ons constateerde de oppositiepers in een zelfde geest : « Indien de Regering geheel of gedeeltelijk zou willen afwijken van de bepalingen van het schoolpact inzake de oprichting van officiële scholen » — en dit is een manier om de noodzaak van een dergelijke afwijking toe te geven — « zouden wij ertoe gerechtigd zijn te eisen dat in eenzelfde mate de regeling voor de toelagen aan het vrij onderwijs en het aantal nieuwe erkenningen zou herzien worden. Men dient er zich bij de leidende instanties van bewust te zijn dat het schoolpact een onaantastbaar geheel is en dat er niet mag geraakt worden aan het officieel onderwijs zonder tegenprestaties inzake de aan het confessioneel onderwijs verleende toelagen ».

Natuurlijk kan er geen sprake van zijn de schoolvrede noch het door het pact geschapen evenwicht in het gedrang te brengen, maar uit de aangehaalde verklaringen blijkt niettemin dat in de onderscheidene lagen van de publieke opinie de noodzakelijkheid van een herziening van het schoolpact wordt vastgesteld, doch op voorwaarde dat zulks in een geest van verdelende rechtvaardigheid zal geschieden.

De Minister meent te moeten onderstrepen dat een lid van de Commissie de bedoelingen van de Regering blijkbaar voorbijstreeft, door op een algehele herziening van het pact aan te sturen. Volgens de Minister dienen alleen sommige ondraaglijke financiële gevolgen van genoemd pact opnieuw onder ogen genomen te worden.

Als voorbeeld vermeldt de Minister sommige onderwijsgebieden, waar bepalingen of verkeerde toepassingen van het pact aanleiding hebben gegeven tot wanordelijke of ongerechtvaardigde verhogingen van de begroting. Hij stipt aan dat de Staat tot plikt heeft de toelagen uit te breiden tot alle scholen en afdelingen die zich gedragen volgens de wettelijke en reglementsbeperkingen, alleen op voorwaarde dat de vereiste minimumschoolbevolking, de bedragen van de werkingstoelagen en de bij koninklijk besluit van 14 maart 1960 bepaalde afstanden bereikt zijn.

Er worden ook voorbeelden vermeld van wederrechtelijke toepassingen : het gebruik dat de Staat maakt van het hem bij artikel 3 verleende recht om scholen en afdelingen op te richten « overal waar de nood eraan zich doet gevallen », het probleem van het leerlingenvervoer (« de autobusoorlog »), het vraagstuk van de internaten...

In antwoord op een welbepaalde vraag van een lid van de Commissie geeft de Minister als zijn mening te kennen dat een verlenging van de geldigheidsduur van de remwet mogelijk is en zelfs uitdrukkelijk vermeld wordt in de Memorie van toelichting van de wet van 8 juli 1966.

De nadruk dient erop gelegd te worden dat deze Memorie van toelichting strookt met een akkoord onder de drie partijen die in de Vaste Commissie van het Schoolpact vertegenwoordigd zijn.

In de Memorie van toelichting wordt, volgens de Minister, ondubbelzinnig gezegd dat « de Regering de beslissingen zal eerbiedigen, die door de voorgaande Regering genomen werden in verband met de middelbare scholen die opgericht werden krachtens artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 februari 1966. Deze en eventueel ook andere scholen zullen echter pas op 1 september 1967 geopend

publiés les arrêtés fixant les normes de rationalisation pour l'enseignement moyen et technique, et qu'elles y répondent ».

En ce qui concerne la rationalisation de l'enseignement technique, le Ministre a le sentiment très net que le Gouvernement fait tout ce qui est en son pouvoir pour accélérer les travaux de la Commission permanente du Pacte scolaire.

En terminant, le Ministre souligne son optimisme quant à la possibilité de réaliser un accord des trois partis nationaux en ce qui concerne une révision de certaines conséquences financières du Pacte, permettant au Gouvernement de déposer, fin juin, un rapport positif en la matière.

En réponse à différentes questions nouvelles, le Ministre répond que la loi de freinage temporaire du développement des réseaux scolaires a évidemment permis des économies en ce qui concerne les frais de fonctionnement et les subventions-traitements.

Revenant sur la loi de freinage, le Ministre espère que, en la matière, une rationalisation des enseignements moyen et technique permettra de ne pas prolonger la loi de freinage, comme il avait été prévu.

Réforme de la législation sur l'exercice de l'art de guérir.

(9°, a.)

Exposé introductif du Ministre de la Santé publique.

Le présent projet de loi donne au Roi les pouvoirs nécessaires pour procéder à une réforme de la législation relative à l'exercice de l'art de guérir.

En effet, tous ceux qui connaissent le problème sont convaincus du rapport étroit entre l'assurance maladie-invalidité et l'exercice de l'art de guérir.

De nombreuses mesures d'assainissement en matière d'assurance maladie ont d'ailleurs une incidence inévitable dans le domaine de l'organisation de l'art de guérir. Il suffit de penser aux modifications de la nomenclature des prestations, à la conclusion des conventions, des accords dans le cadre de l'assurance maladie-invalidité, etc.

La discussion en Commission.

L'opportunité et le contenu des pleins pouvoirs. — Attitude des conseils de l'Ordre des Médecins.

Un membre estime que la matière en discussion peut difficilement être considérée comme relevant du projet de loi proprement dit. Pourquoi le texte traite-t-il de la médecine, bien que cette dernière n'ait aucun lien avec la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale ou la stabilisation de l'équilibre budgétaire ? Il est anormal en tout cas d'inclure la médecine dans un projet dont la signification est essentiellement économique et sociale.

Une deuxième observation se rapporte à l'urgence. En effet, on veut régler le problème sans avoir entendu, au préalable, tous les milieux intéressés.

L'opposition pourrait cependant se rallier à certains points que le Gouvernement souhaite régler. Si le Ministre présentait un projet de loi en vue de garantir la continuité

worden, voor zover op die datum de besluiten verschenen zijn, houdende de rationalisatienormen voor het middelbaar en het technisch onderwijs en zij daaraan beantwoorden ».

Inzake de rationalisatie van het technische onderwijs is de Minister van gevoelen dat de Regering alles doet wat zij kan om de werkzaamheden van de Vaste Commissie voor het Schoolpact te bespoedigen.

Tot besluit verklaart de Minister met klem dat hij optimistisch gestemd is inzake de mogelijkheid om tot een overeenkomst onder de drie nationale partijen te komen inzake een herziening van sommige financiële gevolgen van het pact, zodat de Regering einde juni een positief verslag ter zake zal kunnen uitbrengen.

De Minister antwoordt op verschillende nieuwe vragen dat de wet tot tijdelijke afremming van de ontwikkeling van de schoolnetten vanzelfsprekend bezuinigingen heeft mogelijk gemaakt op het stuk van de werkingskosten en van de weddetoelagen.

In verband met de remwet hoopt de Minister dat een rationalisatie van het middelbaar en technisch onderwijs het mogelijk zal maken bedoelde wet niet te moeten verlengen, zoals voorzien werd.

Hervorming van de wetgeving op de uitoefening van de geneeskunde.

(9°, a.)

Inleidende uiteenzetting vanwege de Minister van Volksgezondheid.

Dit wetsontwerp verleent aan de Koning de nodige volmachten om een hervorming door te voeren van de wetgeving met betrekking tot de uitoefening van de geneeskunst.

Inderdaad, het is de overtuiging van alle ingewijden dat er een nauw verband bestaat tussen de ziekte- en invaliditeitsverzekering en de uitoefening van de geneeskunst.

Vele saneringsmaatregelen inzake ziekteverzekering hebben trouwens een onvermijdelijke weerslag op het gebied van de inrichting van de geneeskunst zelf. Men denke maar aan de wijzigingen in de nomenclatur van de prestaties, het afsluiten van de overeenkomsten, de akkoorden in het kader van de ziekte- en invaliditeitsverzekering enz.

Bespreking in de Commissie.

De opportunité en de inhoud van de volmachten. — De houding van de raden van de Orde van Geneesheren.

Een lid meent dat de hier bedoelde materie bezwaarlijk kan worden beschouwd als behorende tot het wetsontwerp zelf. Waarom heeft men in de tekst de geneeskunde opgenomen, alhoewel deze materie geen verband houdt met de economische heropleving, met de versnelling van de regionale reconversie of met de stabilisatie van het begrotings-evenwicht ? Het is alleszins ongewoon de geneeskunde onder te brengen in een ontwerp met economische en sociale betekenis.

Een tweede opmerking betreft de urgentie. Men wil immers de zaak regelen zonder vooraf alle betrokken kringen te hebben gehoord.

Met sommige punten waaromtrent de Regering wenst op te treden, zou de oppositie zich nochtans kunnen vereenigen. Indien de Minister een wetsontwerp indiende om

des soins médicaux, il serait soutenu non seulement par la majorité mais aussi par la quasi-totalité du Parlement. Sa position serait d'ailleurs beaucoup plus forte s'il résolvait ce problème avec l'appui du Parlement, plutôt que par le truchement des pouvoirs spéciaux. D'ailleurs seul le Parlement peut régler définitivement une matière aussi délicate. Une autre procédure ne peut qu'apporter de l'eau au moulin des associations de médecins qui sont hostiles aux conventions conclues.

Plusieurs membres se rallient à ce point de vue. L'un d'eux déplore, lui aussi, que le Gouvernement veuille faire usage de pouvoirs spéciaux dans le domaine de la médecine également.

Il rappelle que, lorsque M. Van Acker demanda des pouvoirs spéciaux en 1957, afin de régler le problème de l'A.M.I., la médecine ne fut pas mise en cause.

Un autre membre fait également observer que les trois grands partis s'étaient mis d'accord pour régler ce problème par la voie législative, et non plus dans le cadre de la délégation de pouvoirs.

Ainsi, en 1960, sous un Gouvernement P.S.C.-Libéral, les socialistes ont également été d'accord pour soustraire l'A.M.I. et la médecine aux controverses et aux aléas d'ordre politique. Les Gouvernements suivants ont confirmé ce point de vue. C'est la raison pour laquelle il est à craindre que les mesures qui seront prises sur la base des pouvoirs spéciaux seront récusées par les Gouvernements ultérieurs.

En ce qui concerne les conseils de l'Ordre des Médecins, un autre membre estime que l'orientation qu'ils ont donnée à leurs activités ne répond plus aux objectifs qu'ils s'étaient fixés lors de leur création. Ils sont devenus des organisations de combat qui prennent position en faveur d'une certaine conception de la médecine, au lieu de défendre la déontologie de la profession.

L'orateur pourrait évidemment se rallier à une modification de cet état de choses, ainsi qu'à de nombreuses autres mesures envisagées, mais elles devraient être proposées par la voie parlementaire normale, en dehors de tous pouvoirs spéciaux auxquels lui et les autres membres de son groupe restent résolument hostiles.

Un autre membre estime, au contraire, que la question de l'Ordre des Médecins trouve sa place dans le cadre du présent projet.

Il croit que le système du tiers payant est justifié du point de vue social et qu'il doit être maintenu à l'avenir.

L'Ordre des Médecins outrepasse son rôle en protestant contre le tiers payant.

L'Ordre des Médecins n'est pas une organisation syndicale. La vraie raison de l'opposition des médecins au système du tiers payant doit, de l'avis du membre, être trouvée ailleurs. Les médecins ne sont pas d'accord sur le fait que les directions des hôpitaux transmettent chaque année au fisc le relevé des nombreux millions qu'ils gagnent. Par leur résistance, ils veulent augmenter encore la fraude fiscale. Il faut intervenir d'urgence.

Le présent projet en donne la possibilité.

Un membre estime que les médecins abusent de la réglementation et imposent artificiellement une série des charges aux Commissions d'assistance publique. Il cite le cas d'une Commission d'assistance publique dont la caisse verse annuellement près de 2 millions aux médecins. Il appartient alors aux administrations communales d'apurer le déficit. Le Gouvernement peut prendre des mesures

de continuité de la médecine de verzorging te waarborgen, zou hij de meerderheid en zelfs nagenoeg het gehele Parlement achter zich hebben. Hij zou overigens veel sterker staan als hij dit probleem met de steun van het Parlement zou oplossen, eerder dan door middel van bijzondere machten. Trouwens, alleen het Parlement kan in zulke delicate materie een afdoende regeling invoeren. Een andere procedure kan alleen koren op de molen zijn van de artsverenigingen die vijandig staan tegenover de gesloten overeenkomsten.

Verscheidene leden sluiten zich bij deze zienswijze aan. Een van hen betreurt op zijn beurt dat de Regering, ook op het gebied van de geneeskunde, van de bijzondere machten gebruik wil maken.

Hij herinnert er aan dat, toen de heer Van Acker in 1957 om bijzondere machten had verzocht ter regeling van het Z.I.V.-probleem, de geneeskunde daarbij niet was betrokken.

Een ander lid wijst eveneens erop dat de drie grote partijen overeengekomen waren die problemen te regelen bij de wet en niet meer in het kader van de machtsoverdracht.

Aldus hebben de socialisten in 1960 onder een C.V.P.-Liberale regering, ermee ingestemd dat de Z.I.V. en de geneeskunde aan de politieke twisten en wisselvalligheden werden onttrokken. De volgende Regeringen hebben dat standpunt bevestigd, maar de huidige Regering wil een andere koers volgen. Daarom zullen de op grond van de bijzondere machten getroffen maatregelen door volgende Regeringen worden gewraakt.

Wat de raden van de Orde der Geneesheren betrifft meent een volgende spreker dat de oriëntatie die ze aan hun activiteiten gegeven hebben niet meer beantwoordt aan de doelstellingen die de hunne waren bij hun oprichting. Zij zijn strijdorganisaties geworden die het opnemen voor een bepaalde opvatting van de geneeskunde, in stede van de plichtenleer van het beroep te verdedigen.

Spreker zou vanzelfsprekend akkoord gaan met een wijziging in deze stand van zaken, zoals met tal van andere overwogen maatregelen, maar deze zouden dan moeten worden voorgesteld langs de gewone parlementaire weg, buiten de speciale machten om, waartegen hij en de collega's van zijn groep gekant blijven.

Een ander lid is integendeel van oordeel dat de kwestie van de Orde der Geneesheren wel past in het kader van dit ontwerp.

Hij meent dat het systeem van de derde betalende sociaal verantwoord is en dat het in de toekomst moet behouden blijven.

De Orde der Geneesheren gaat haar rol te buiten door te protesteren tegen de derde betalende.

De Orde der Geneesheren is geen syndicale organisatie. De ware reden van het verzet der geneesheren tegen het systeem van de derde betalende, zo voegt het lid er aan toe, moet elders worden gezocht. De geneesheren zijn niet akkoord met het feit dat de directies der ziekenhuizen ieder jaar aan de fiscus de opgave doen van de vele miljoenen die zij verdien. Zij willen door hun verzet de belastingontduiking nog vergroten. Er moet bij hoogdringendheid worden opgetreden.

Dit ontwerp geeft daartoe de gelegenheid.

Een lid meent dat de geneesheren de reglementering missbruiken en door kunstgrepen allerlei lasten opleggen aan de Commissies van Openbare Onderstand. Hij haalt het geval aan van een dergelijke commissie waarvan de kas telkenjare nagenoeg 2 miljoen aan de geneesheren afdraagt. De gemeentebesturen moeten dan maar zorgen om het tekort aan te zuiveren. Op dit gebied kan de Regering

d'économie dans ce domaine, mais dans ce cas il va vers une épreuve de force.

Un membre souligne le travail méritoire que les Ministres qui se sont succédé ont accompli en ce qui concerne les relations entre les malades et les médecins. Malheureusement, leurs efforts n'ont pas toujours rencontré le succès souhaité; ce fut notamment le cas à Blankenberge et à Heist-op-den-Berg. Il est également regrettable que le public ignore souvent ces efforts.

Enfin, il attire l'attention sur le fait que la Commission d'assistance publique d'Anvers a pu économiser 25 millions grâce au contact direct entre les intéressés, et il espère que des mesures seront bientôt prises.

Un membre demande si le Gouvernement envisage de prendre des mesures en ce qui concerne l'étalement de la construction des hôpitaux, de sorte que les régions éloignées puissent également disposer d'établissements hospitaliers.

Par ailleurs, le Gouvernement ne se penchera-t-il pas sur la situation financière des Commissions d'assistance publique, dont le déficit s'amplifie sans cesse ? A-t-il élaboré des plans pour financer ce déficit ?

Le membre insiste pour que le Ministre réponde clairement à sa question. La situation qui se présente à la C.A.P. d'Anvers, par exemple, est en effet telle que, d'ici la fin du mois de mars, l'hôpital pourrait devoir fermer. Ailleurs la situation n'est pas plus brillante. Comment le Gouvernement compte-t-il résoudre ce problème ?

Un autre membre demande instamment qu'il soit mis fin au retard avec lequel de nombreux hôpitaux paient les honoraires, ce qui permettrait d'enlever aux médecins une de leurs armes.

Un autre orateur constate que le Gouvernement va tout droit vers un conflit ouvert avec les médecins. L'expérience nous a toutefois appris que les Gouvernements ont toujours cédé devant les menaces du corps médical. L'orateur conjure le Gouvernement de ne pas céder cette fois. Il souligne que le sort des assurés doit être l'objet de la préoccupation de tous. C'est la raison pour laquelle il souhaite connaître les mesures que prendra le Gouvernement en vue de protéger les malades si une nouvelle grève des médecins devait éclater.

Dans le même ordre d'idées, un autre membre estime que la seule justification possible des pouvoirs spéciaux en ce domaine consisterait dans les mesures coercitives et pénales que le Gouvernement pourrait prendre, sur la base de ces pouvoirs, contre les médecins qui manqueraient à leur devoir.

Réponse du Gouvernement.

Le Ministre de la Santé publique constate que des éléments de justification du projet de loi sont apparus au cours de la discussion. Il rappelle qu'une bonne organisation de l'art de guérir est liée à l'assainissement de l'assurance maladie et pense que l'on ne peut toucher à l'une de ces matières sans modifier l'autre.

En ce qui concerne l'urgence, le Ministre souligne que le Gouvernement doit avoir, à tout moment, la possibilité de prendre des mesures urgentes afin d'assurer la continuité de la dispensation des soins.

D'autre part, le Ministre estime que l'attitude de certains conseils provinciaux de l'Ordre des Médecins risque de compromettre le fonctionnement normal de l'assurance maladie et des hôpitaux.

La réforme de la législation de 1818, dont personne ne conteste la nécessité, doit se faire dans le calme et la sérénité en dehors de toute surenchère.

bezuinigingsmaatregelen doorvoeren, maar dan komt het tot een machtstreffen.

Een lid wijst op het verdienstelijk werk dat de opeenvolgende Ministers op het gebied van de verhoudingen zieken-geneesheren hebben gepresteerd. Jammer genoeg werden hun inspanningen niet met het gewenste succes bekroond; getuige o.m. de jongste moeilijkheden te Blankenberge en te Heist-op-den-Berg. Jammer genoeg ook is het publiek veelal onwetend omtrent die inspanningen.

Ten slotte vestigt hij er de aandacht op dat de Commissie van Openbare Onderstand van Antwerpen 25 miljoen heeft kunnen besparen dank zij rechtstreeks contact tussen de belanghebbenden, en uit hij de wens dat spoedig maatregelen zouden worden genomen.

Een lid stelt de vraag of de Regering maatregelen overweegt om de bouw van ziekenhuizen te spreiden zodat ook verwijderde streken over verpleeginstellingen zouden kunnen beschikken.

Zal de Regering voorts de financiële toestand van de Commissies van Openbare Onderstand, waarvan het tekort steeds aangroeit, onaangeroerd laten ? Heeft de Regering plannen om dat deficit te financieren ?

Het lid dringt aan opdat de Minister duidelijk zou antwoorden op zijn vraag. De toestand in de C.O.O. Antwerpen bv. is inderdaad zo dat tegen einde maart het hospitaal zou kunnen worden gesloten. Elders is de toestand niet rooskleuriger. Hoe zal de Regering dat probleem oplossen.

Een ander lid nog dringt erop aan dat de vertraging in de betaling van de erelonen vanwege vele ziekenhuizen zou worden verholpen, om aldus de geneesheren een wapen uit de hand te nemen.

Een volgende spreker stelt vast dat de Regering regelrecht een scherp conflict met de geneesheren tegemoet gaat. De ervaring heeft echter geleerd dat de Regeringen telkens gewicht zijn voor de af dreigingen van deze laatsten. Spreker verzoekt de Regering ditmaal niet toe te geven. Hij wijst erop dat het lot van de verzekерden elkeen moet bekommeren. Daarom wenst hij te weten welke maatregelen de Regering zal treffen ter beveiliging van de zieken indien de geneesheren andermaal staken.

In dezelfde gedachtengang ziet ten slotte een intervenant als enig mogelijke verantwoording van de bijzondere machten terzake, de dwang- en strafmaatregelen die de Regering op grond van die machten tegen de plichtverzuimende geneesheren zou nemen.

Antwoord van de Regering.

De Minister van Volksgezondheid stelt vast dat tijdens de bespreking elementen zijn naar voren gekomen om het ontwerp te verantwoorden. Hij wijst erop dat een goede organisatie van de geneeskunde gebonden is aan de gezondmaking van het stelsel van de ziekteverzekering en meent dat men niet zonder gevaar aan het ene kan raken zonder het andere te hervormen.

Wat de hoogdringendheid aangaat, wijst de Minister op de noodzakelijkheid voor de Regering om op ieder ogenblik te kunnen beschikken over de mogelijkheid om dringende maatregelen te treffen met het oog op de verzekering van de continuïtéit in de verstrekking van de zorgen.

De Minister is anderzijds de mening toegedaan dat de houding van bepaalde provinciale raden van de Orde der Geneesheren de normale werking van de ziekteverzekering en van de ziekenhuizen dreigt in gevaar te brengen.

De hervorming van de wetgeving van 1818, waarvan niemand de noodzakelijkheid betwijft, moet gebeuren in een kalme en serene atmosfeer buiten elke geest van opheld.

Par ailleurs, cette réforme implique la révision de la compétence et du fonctionnement de l'Ordre des Médecins. Le texte de l'article 1^e, 9^e, a, donne au Roi la faculté de procéder à cette révision.

En ce qui concerne les difficultés actuelles auxquelles il a été fait allusion, le Ministre déclare que certains conseils provinciaux de l'Ordre des Médecins ont outrepassé leurs attributions dans certains domaines.

Le Ministre a l'impression que certains conseils ne font pas toujours une distinction entre les questions déontologiques proprement dites et celles qui concernent plutôt les intérêts matériels.

En ce qui concerne les observations relatives au paiement tardif des honoraires par les Commissions d'assistance publique, le Ministre croit qu'un règlement est déjà intervenu dans le cadre de la loi sur les hôpitaux, et que bon nombre de conflits pourraient être tranchés de commun accord au sein des commissions paritaires, entre les directions des hôpitaux et les médecins, comme il a été prévu dans un des avant-projets existants, relatifs à l'exercice de l'art de guérir.

Question.

Les avant-projets concernant l'exercice de l'art de guérir.

Un membre demande si les avant-projets de loi concernant l'exercice de l'art de guérir serviront de base aux différentes réglementations légales que le Gouvernement se propose de mettre sur pied dans le cadre de la délégation de pouvoirs et, dans l'affirmative, il exprime le voeu que leur contenu soit communiqué aux membres de la Commission.

L'orateur suivant constate que ces avant-projets ont été soumis aux associations professionnelles de médecins et au conseil de l'Ordre des Médecins et il demande pour quelle raison les autres parties intéressées, telles que les mutualités et les établissements hospitaliers, n'ont pas été consultées. Il demande également pourquoi le Parlement ne peut pas savoir sur quoi les consultations ont porté.

Un orateur critique plus particulièrement le projet de loi qui tend à obliger les hôpitaux à payer l'intégralité de honoraires des médecins. Il estime, en effet, qu'il est tout à fait normal que les médecins attachés à un établissement hospitalier lui cèdent une partie de leurs honoraires, puisqu'ils peuvent faire usage de l'équipement généralement moderne de ces établissements. Il invoque encore d'autres raisons qui justifient cette obligation; elles ont été exposées ci-dessus.

Un membre estime, tout comme l'orateur précédent d'ailleurs, que le Gouvernement peut compter sur une large majorité au Parlement pour trois au moins des quatre avant-projets de loi. Ces derniers ne nécessitent donc pas de pouvoirs spéciaux.

Réponse du Gouvernement.

Le Ministre de la Santé publique confirme qu'il s'inspirera des quatre avant-projets et des avis donnés à leur sujet.

Un résumé de ces avant-projets pourra être communiqué aux membres de la Commission, à titre confidentiel.

D'autre part, la consultation des milieux compétents n'est pas encore terminée; elle doit encore s'étendre à d'autres instances.

Anderzijds houdt de bedoelde hervorming de herziening in van de bevoegdheden en van de werking van de Orde der Geneesheren. De tekst van artikel 1, 9^e, a, verleent aan de Koning de nodige bevoegdheid om die hervorming door te voeren.

Wat de huidige moeilijkheden aangaat waarop toespraken werden gemaakt, spreekt hij de mening uit dat zekere provinciale raden van de Orde der Geneesheren op bepaalde punten hun bevoegdheid zijn te buiten gegaan.

De Minister heeft de indruk dat sommige raden niet altijd het onderscheid maken tussen de eigenlijke deontologische kwesties en die welke eerder belangeneisen betreffen.

Wat de opmerkingen betreffende de laattijdige uitbating van de honoraria door de commissies van openbare onderstand betreft, meent de Minister dat reeds een zekere regeling is getroffen door de wet op de ziekenhuizen, terwijl heel wat geschillen zouden kunnen worden bijgelegd door gemeenschappelijk overleg, in paritaire commissies, tussen ziekenhuisdirecties en geneesheren, overleg waarin precies bij één van de bestaande voorontwerpen inzake de uitoefening van de geneeskunst, wordt voorzien.

Vraag.

De voorontwerpen op de uitoefening van de geneeskunde.

Een lid vraagt of de voorontwerpen van wet in verband met de uitoefening van de geneeskunde tot grondslag zullen dienen van de wettelijke regelingen die de Regering zich voorneemt in het kader van de machtoverdracht tot stand te brengen; zo ja, wenst hij dat de inhoud ervan aan de leden van de Commissie zou worden meegedeeld.

Een volgende spreker constateert dat die voorontwerpen aan de beroepsverenigingen van geneesheren en aan de raad van de Orde der Geneesheren werden voorgelegd en vraagt waarom de overige betrokkenen, zoals de ziekenfondsen en de verplegingsinstellingen, niet geraadpleegd werden. Zo ook, waarom het Parlement niet mag vernemen waarover het overleg liep.

Een intervenant keert zich meer bepaald tegen het ontwerp van wet dat erop gericht is de ziekenhuizen te verplichten het volledig bedrag der artsenhonoraria uit te betalen. Hij acht het immers heel normaal dat de aan een verplegingsinrichting verbonden geneesheren een deel van hun ereloon afstaan aangezien ze gebruik mogen maken van de veelal moderne uitrusting van die inrichtingen. Hij roept nog andere redenen in die dergelijke verplichting rechtvaardigen, welke redenen hierboven zijn aangegeven.

Een lid is, zoals trouwens de vorige spreker, van oordeel dat de Regering ten minste voor drie van de vier voorontwerpen van wet op een ruime meerderheid in het Parlement mag rekenen. Voor die ontwerpen zijn dus geen bijzondere machten vereist.

Antwoord van de Regering.

De Minister van Volksgezondheid bevestigt dat hij zich zal laten inspireren door de vier voorontwerpen en de daaromtrent uitgebrachte adviezen.

Een samenvatting van deze voorontwerpen zal aan de Commissieleden vertrouwelijk kunnen worden medegedeeld.

Verder zijn de raadplegingen van de betrokken kringen nog niet beëindigd; andere kringen zullen nog worden geraadpleegd.

Question

Le problème de la Commission paritaire hôpitaux-médecins.

Un membre s'étonne que le Ministre de la Santé publie compare les commissions paritaires qui seront instaurées dans les établissements hospitaliers aux commissions paritaires existant dans les divers secteurs de l'économie; en effet, les problèmes auxquels s'étend la compétence de ces commissions respectives sont essentiellement différents.

Le membre demande ensuite des précisions quant à la composition de ces commissions paritaires. Le personnel infirmier et le personnel soignant siégeront-ils dans ces commissions où, d'ailleurs, d'autres professions para-médicales, comme celles de pharmaciens et de kinésistes, devraient être représentées, notamment lorsqu'il s'agit d'établissements hospitaliers importants.

Enfin, le membre déplore qu'on veuille apparemment laisser une liberté totale aux commissions paritaires en ce qui concerne la gestion. Il estime que ces commissions disposeraient de pouvoirs excessifs, ce qui est extrêmement dangereux, alors que la création de commissions techniques, à l'exemple des conseils d'entreprises, serait plus indiquée et entraînerait moins de risques en ce qui concerne la bonne gestion des établissements hospitaliers.

Un membre souligne, lui aussi, le danger d'une extension excessive de la mission des commissions paritaires dans le domaine de la gestion des hôpitaux. Il demande au Gouvernement de réfléchir à la question avant d'arrêter une décision définitive.

En outre, le membre estime qu'il y a une grave erreur à faire ressortir cette matière au champ d'application du présent projet. Une intervention comme celle qui est envisagée par le Gouvernement aura pour seul résultat de provoquer un remous extraordinaire, auquel le Gouvernement lui-même sera le premier à devoir faire face.

Le membre craint d'ailleurs que le Gouvernement ne veuille simplement régler ces problèmes « d'une manière indirecte »; à cet égard, il le met en garde contre les exigences répétées du corps médical.

Un autre membre désire savoir si les commissions fonctionneront suivant des règles fixées par le Gouvernement. Pourront-elles, en outre, prendre des décisions sur des questions d'honoraires et de discipline?

Après que le Ministre ait précisé que la Commission paritaire en question aura un caractère national, un membre demande si cette Commission ne fera pas double emploi avec certains organismes existants ou à créer, tels que le Conseil national des Hôpitaux et la Commission nationale de la Santé, qui devraient être constitués depuis 1965.

Quelle sera la compétence réelle de ces divers organismes? La Commission paritaire nationale aura-t-elle, par exemple, le pouvoir de remettre en question certaines notions, tels que le « tiers payant », le « libre choix » ou le « régime forfaitaire », définies dans la loi de 1963 et auxquelles les malades et les médecins sont attachés chacun en ce qui les concerne? Comment fonctionnera cette Commission paritaire nationale et quelles seront les règles en vigueur en ce qui concerne la formation de la majorité?

Le membre évoque ensuite le problème des relations entre les médecins et les professions para-médicales. Il demande plus particulièrement si les éternelles controverses entre les médecins et les kinésistes seront réglées par cette commission paritaire, où seuls les médecins et les établissements hospitaliers seront représentés. Il désire également

Vraag.

Het probleem van de Paritaire Commissie ziekenhuizen-geneesheren.

Een lid spreekt zijn verwondering erover uit dat de Minister van Volksgezondheid de paritaire comités die men in de verplegingsinstellingen in het leven zal roepen, vergeleikt met de paritaire comités in de verschillende sectoren van het bedrijfsleven: immers, de problemen waartoe de bevoegdheid van die respectieve comités zich uitstrekken, zijn wezenlijk verschillend.

Spreker vraagt verder hoe de samenstelling van die paritaire comités er precies zal uitzien. Krijgen ook het verplegend en het verzorgingspersoneel zitting in die comités waarin trouwens ook andere para-medische beroepen zoals bvb. de apothekers en kinesisten, o.m. waar het grote verzorgingsinstellingen betreft, behoorlijk moeten vertegenwoordigd zijn.

Ten slotte betreurt het lid dat men het er blijkbaar op aanlegt de paritaire comités volledig vrij te laten wat het beheer betreft. Naar zijn oordeel zullen die comités over buitensporige machten beschikken, wat uiterst gevaarlijk is, dan wanneer de oprichting van technische commissies, naar het voorbeeld van de ondernemingsraden, meer aangewezien zou zijn en minder risico's voor een goed beheer van de verplegingsinstellingen zou inhouden.

Een lid wijst op zijn beurt op het gevaar van een buitensporige uitbreiding van de opdracht van de paritaire comités op het stuk van het ziekenhuisbeheer. Hij verzoekt de Regering zich over de kwestie te bezinnen alvorens haar beslissing definitief te bepalen.

Verder acht spreker het een erg vergissing deze materie onder het toepassingsgebied van het huidig ontwerp te doen ressorteren. Een optreden zoals dit door de Regering wordt overwogen, zal alleen een buitengewone deining veroorzaken waarmede de Regering zelf, in de eerste plaats, zal af te rekenen hebben.

Spreker vreest ten andere dat de Regering eenvoudig die problemen « op onrechtstreekse wijze » wil regelen, maar stelt ze in dit opzicht op haar hoede voor de voortdurende eisen van het geneesherenkorp.

Een ander lid nog wenst te weten of de bedoelde comités zullen werken volgens regelen vastgelegd door de Regering. Zullen zij, verder, over honoraria en tuchtmaatregelen kunnen beslissen?

Nadat de Minister heeft gepreciseerd dat het bedoelde Paritaire Comité een nationaal karakter zal hebben, vraagt een intervenant of dit comité dan niet in het vaarwater zal komen van sommige bestaande of op te richten organen zoals de Nationale Ziekenhuisraad en de Nationale Gezondheidscommissie die sedert 1965 moeten worden samengesteld.

Welke zal de werkelijke bevoegdheid van die verschillende organen zijn? Zal het Nationaal Paritair Comité bvb. bevoegd zijn om bepaalde begrippen, zoals de « derde betaler », de « vrije keuze » of het « forfaitair stelsel », die in de wet van 1963 vervat zijn en waaraan de zieken en de geneesheren elk wat hen betreft gehecht zijn, opnieuw ter sprake te brengen? Hoe zal dit Nationaal Paritair Comité werken en welke zullen de geldende regels voor de meerderheidsvorming zijn?

Voorts herinnert spreker nog aan het probleem van de betrekkingen tussen de geneesheren en de para-medische beroepen. Hij vraagt meer bepaald of de eeuwige geschillen tussen de geneesheren en de kinesisten zullen geregeld worden door dit paritair comité, waarin alleen de geneesheren en de verzorgingsinstellingen vertegenwoordigd zijn.

savoir si le Gouvernement a l'intention de restreindre les pouvoirs de l'Ordre des Médecins par le biais du présent projet de loi.

Réponse du Ministre.

En réponse aux questions relatives à l'avant-projet de loi créant une Commission paritaire hôpitaux-médecins, le Ministre dissipe un malentendu et précise qu'il ne s'agit pas de commissions instaurées au sein de chaque hôpital, mais bien d'une ou de plusieurs commissions nationales où siégeront, d'une part, des délégués des organisations de médecins et, d'autre part, des délégués des dirigeants d'hôpitaux.

La composition et la compétence de cette Commission seront définies par analogie avec le régime en vigueur pour les commissions paritaires existant actuellement, créées sur la base de l'arrêté-loi de 1945.

Le Ministre donne l'assurance que les décisions de ces commissions paritaires ne porteront en aucune manière atteinte à la réglementation actuelle relative aux hôpitaux, ni aux conventions conclues dans le cadre de l'assurance-maladie, ni au principe du libre choix.

En outre, il fait observer qu'il existe déjà, pour le personnel infirmier, une commission paritaire instaurée dans le cadre général de l'arrêté-loi du 9 juin 1945 et il estime d'ailleurs qu'il n'est pas impossible que des commissions paritaires soient également créées pour d'autres groupes professionnels, tels que les kinésistes par exemple.

Il rejette ensuite l'affirmation selon laquelle ces commissions paritaires feraient double emploi avec d'autres conseils, tels que le Conseil des hôpitaux et la commission à créer pour l'étude de la politique de santé. Dans le dernier cas, il s'agit de donner des avis techniques aux pouvoirs publics, alors que les commissions paritaires traiteront de certains intérêts de groupes professionnels, au sens propre du terme, notamment des conditions de travail des médecins.

Suite à une demande relative au mode de votation dans les commissions paritaires à créer, le Ministre envisage un vote à la majorité des trois quarts; en tous cas, cette règle a été accueillie favorablement par les groupements intéressés.

Enfin, le Ministre rappelle que la Commission paritaire hôpitaux-médecins connaît déjà une existence officieuse et que toutes les parties intéressées y étaient représentées, tant du côté des dirigeants d'hôpitaux que de celui des médecins, et que les avis émanant des représentants des dirigeants d'hôpitaux ont généralement été très favorables quant au texte de l'avant-projet qui leur a été soumis.

Les questions relatives à la délimitation des compétences, notamment en ce qui concerne les kinésistes, seront réglées en exécution du présent projet de loi.

Question.

Les œuvres en faveur des victimes de la guerre.

Un autre membre souligne qu'au cours de la discussion relative au contrôle des organismes parastataux, il a demandé si ceux d'entre eux qui s'occupent d'œuvres en faveur des victimes de la guerre feront également l'objet de mesures qui seront prises en vertu de la délégation de pouvoirs.

Ook wenst hij te vernemen of het in de bedoeling ligt van de Regering met behulp van het voorliggende wetsontwerp de bevoegdheden van de Orde der Geneesheren in te perken.

Antwoord van de Minister.

In antwoord op de vragen betreffende het voorontwerp van wet tot oprichting van een Paritaire Commissie ziekenhuizen-geneesheren, zet de Minister een misverstand recht en verduidelijkt hij dat het hier niet gaat om een commissie in de schoot van individuele ziekenhuizen maar wel om één of meerdere nationale commissies waarin zullen zitting hebben enerzijds afgevaardigden van doktersorganisaties, anderzijds afgevaardigden van de beheerders van ziekenhuizen.

Samenstelling en bevoegdheid zullen worden bepaald in analogie met de regeling welke geldt voor de thans bestaande paritaire comités, opgericht op basis van de besluitwet van 1945.

De Minister geeft de verzekering dat de beslissingen van de bedoelde paritaire commissie in genen dele noch de bestaande reglementering in verband met de ziekenhuizen, noch de overeenkomsten in het kader van de ziekteverzekerings, evenmin als het beginsel van de vrije keuze zullen in gevaar brengen.

Verder wijst hij erop dat voor het verplegend personeel reeds een paritaire commissie bestaat in het kader van de algemene besluitwet van 9 juni 1945 en hij acht het trouwens niet onmogelijk dat voor andere professionele groepen, zoals bvb. de kinesisten, ook paritaire commissies kunnen opgericht worden.

Hij wijst verder de bewering van de hand volgens welke deze paritaire commissies dubbel gebruik zouden maken met andere raden zoals de Ziekenhuisraad en de in het vooruitzicht gestelde studiecommissie voor het gezondheidsbeleid. Bij deze laatste gaat het om het verlenen van technische adviezen aan de overheid, daar waar er, in de schoot van de paritaire commissies, over bepaalde belangen van de betrokken groepen wordt onderhandeld, in de ware zin van het woord, met name over de arbeidsvoorwaarden van de geneesheren.

Naar aanleiding van de vraag betreffende de wijze van stemmen in de schoot van de op te richten paritaire commissies, stelt de Minister een wijze van stemmen met drie vierde meerderheid in het vooruitzicht; deze regeling werd in elk geval door de betrokken groeperingen gunstig ontstaald.

Ten slotte herinnert de Minister eraan dat de Paritaire Commissie ziekenhuizen-geneesheren reeds een officieus bestaan kent en dat in de schoot daarvan alle betrokken partijen waren vertegenwoordigd, zowel van de kant van de vertegenwoordigers van de ziekenhuisinrichters als van de kant van de geneesheren, en dat de adviezen van de kant van de ziekenhuisbeheerders in het algemeen vrij gunstig waren nopens de tekst van het betreffend voorontwerp dat hun werd voorgelegd.

De kwesties inzake de afbakening van de bevoegdheden, o.m. met betrekking tot de kinesisten, zullen geregeld worden in uitvoering van het voorliggende wetsontwerp.

Vraag.

De werken voor oorlogsslachtoffers.

Een lid wijst erop dat hij tijdens het debat over de controle op de parastatale instellingen heeft gevraagd of degene onder deze instellingen die zich met de werken voor oorlogsslachtoffers bezighouden, ook het onderwerp zullen uitmaken van maatregelen die onder de machtsoverdracht vallen.

Il souhaiterait encore savoir si le Gouvernement respectera ses engagements à l'égard des invalides de guerre et si la gratuité des soins de santé, qui leur avait été promise, leur sera accordée.

Réponse du Gouvernement.

Il y a lieu de faire une distinction entre la restructuration des œuvres en faveur des victimes de la guerre et la gratuité des soins de santé.

Des organisations importantes ont incité le Ministre à réaliser au plus tôt cette restructuration. En outre, tout en ne versant pas dans l'excès, le texte proposé est suffisamment large pour permettre au Gouvernement de parer à toute éventualité.

Question.

Portée juridique de la réforme éventuelle de la loi de 1818.

Un membre pose une question relative à la portée juridique des projets de réforme de la loi de 1818 sur l'exercice illégal de l'art de guérir.

Une des questions délicates entre autres, est la radioscopie. Constitue-t-elle un acte médical ou technique ? Cette question est controversée.

Le membre demande quelles garanties le Gouvernement peut donner quant à la définition sérieuse de ces actes médicaux.

Il propose au Gouvernement de saisir le Conseil d'Etat de la modification de la loi de 1818.

Réponse.

Il a été répondu à cette question lors du vote sur l'article 1^{er}, 9^o, a.

L'assurance maladie-invalidité.

(9^o, b.)

Exposé du Ministre de la Prévoyance sociale.

À la base du texte proposé, on trouve le souci du Gouvernement de réaliser l'équilibre financier de l'assurance maladie-invalidité.

Le régime repose sur deux secteurs :

1. Le service des indemnités.

Le budget pour l'exercice 1967 prévoit un déficit de 338 millions; actuellement, le Comité de gestion envisage des possibilités d'économies, principalement par une intensification du contrôle.

2. Le service des soins de santé.

L'impasse du budget pour 1967 est estimée à 746 millions. Ce budget n'a pas encore été approuvé, parce que le Gouvernement examine actuellement la possibilité de réaliser certaines compressions de dépenses. En effet, il convient de vérifier si l'augmentation prévue des dépenses n'a pas été surestimée; en outre, un groupe de travail a été constitué en vue d'étudier les possibilités d'économies dans le secteur pharmaceutique. Ce groupe de travail soumettra bien-tôt ses propositions au Comité de gestion.

Ces mesures, et d'autres éventuellement, font l'objet d'un examen attentif, qui doit permettre de réaliser l'équilibre du budget.

Le texte proposé dans le projet ne permet pas de modifier les dispositions légales; cependant, la réglementation actu-

Voorts vernam hij graag of de Regering haar verbintenis ten aanzien van de oorlogsvinvaliden zal nakomen en of zij hun de toegezegde kosteloze geneeskundige verzorging zal toestaan.

Antwoord van de Regering.

Er moet een onderscheid gemaakt worden tussen de herstructureren van de werken voor oorlogsslachtoffers en de kosteloosheid van de verzorging.

Belangrijke organisaties hebben de Minister aangemoedigd om de bedoelde herstructureren zo spoedig mogelijk te verwezenlijken. Verder is de voorgelegde tekst ruim genoeg om de Regering tegen alle eventualiteiten te wapenen.

Vraag.

Juridische draagwijdte van de eventuele hervorming van de wet van 1818.

Een lid stelt een vraag in verband met de juridische draagwijdte van de voorgestelde hervorming met betrekking tot de wet van 1818 op de onwettige uitoefening van de geneeskunde.

De doorlichting is o.m. een van de kiesen problemen. Is zij een medische of een technische handeling ? De vraag wordt betwist.

Spreker vraagt welke waarborgen de Regering kan bieden omtrent een ernstige definitie van die medische handelingen.

In dit opzicht stelt het lid de Regering voor, de wijziging van de wet van 1818 aan de Raad van State voor te leggen.

Antwoord.

Op deze vraag is geantwoord naar aanleiding van de stemming over artikel 1, 9^o, a.

De ziekte- en invaliditeitsverzekering.

(9^o, b.)

Uiteenzetting vanwege de Minister van Sociale Voorzorg.

Aan de basis van de voorgestelde tekst ligt de bekommernis van de Regering om te streven naar een financieel evenwicht in de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Het stelsel berust op twee sektoren :

1. Dienst uitkeringen.

De begroting voorziet een tekort van 388 miljoen; op dit ogenblik overweegt het Beheerscomité bezuinigingsmogelijkheden, hoofdzakelijk door een verscherping van de controle.

2. Dienst geneeskundige verzorging.

Het voorziene tekort op de begroting 1967 bedraagt 746 miljoen. Deze begroting werd nog niet goedgekeurd omdat de Regering thans onderzoekt of bepaalde verminderingen op sommige uitgaven mogelijk zijn. Men dient inderdaad na te gaan of de voorziene stijging van de uitgaven niet overschat werd; daarenboven werd een werkgroep opgericht belast met de studie van bezuinigingen in de farmaceutische sector. Deze werkgroep zal binnen afzienbare tijd zijn voorstellen aan het Beheerscomité voorleggen.

Deze en eventueel nog andere maatregelen maken het onderwerp uit van een zorgvuldig onderzoek dat moet leiden naar een evenwichtige begroting.

De in het ontwerp voorgestelde tekst laat niet toe de wetelijke bepalingen te wijzigen; de huidige reglementering is

elle est de nature à entraver la prise de décisions urgentes. En effet, la loi impose l'obligation :

- 1° de solliciter un avis dans de nombreux domaines;
- 2° dans de nombreux autres domaines, de demander ou d'attendre des propositions.

Le Gouvernement maintient le principe de la consultation et des propositions; il respectera, dans ce domaine, les obligations imposées, sauf lorsqu'il estimera qu'il y a lieu d'invoquer l'urgence.

1. Avis.

Selon certains, ce texte est apparemment superflu, étant donné l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance sociale.

Les partisans de cette thèse estiment que le Gouvernement est suffisamment armé pour pouvoir se passer de l'avis en cas d'urgence.

Néanmoins, d'autres juristes pensent que, si la loi sur l'assurance maladie-invalidité prévoit expressément qu'il y a lieu de demander un avis préalable, le Gouvernement est lié par cette disposition.

Les deux thèses opposées sont abondamment commentées dans la note ci-après, relative à la compétence consultative des conseils, comités et commissions de l'I.N.A.M.I.

« Le projet de loi n° 356 attribue au Roi le pouvoir de prendre, en vue de l'assainissement financier de l'assurance maladie-invalidité, des mesures d'application de la loi du 9 août 1963, sans devoir, en cas d'urgence, solliciter les avis ou attendre les propositions dont il est question dans cette loi.

» A cet égard, on peut se demander si, en l'absence de cette disposition du projet de loi n° 356, les mesures visées ne peuvent déjà être prises sur la base de l'article 15 de la loi du 25 avril 1963, en d'autres termes, s'il est nécessaire d'insérer dans le projet de loi la disposition relative à la suppression éventuelle de l'avis.

» L'article 15 de la loi du 25 avril 1963 est libellé comme suit :

« Sauf en cas d'urgence, le Ministre de l'Emploi et du Travail ou le Ministre de la Prévoyance sociale soumet à l'avis, soit du Conseil national du Travail, soit du Comité de gestion, tout avant-projet de loi ou projet d'arrêté organique ou réglementaire tendant à modifier la législation ou réglementation que l'organisme est chargé d'appliquer, ou concernant le cadre du personnel et la structure de l'organisme.

» Le Comité de gestion donne son avis dans le délai d'un mois. A la demande du Ministre, ce délai peut être réduit à dix jours francs.

» Si le Ministre invoque l'urgence, il en informe le président du Comité de gestion ».

» On sait, par ailleurs, que la loi du 9 août 1963 déclare cet article applicable, sauf disposition contraire expresse, « à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité » (art. 7, al. 5) et « à tous les conseils, comités et commissions prévus par la présente loi » (art. 7, al. 6, lequel ne traite directement que de l'article 21 de la loi du 25 avril 1963, encore que d'une manière exemplative et non limita-

echter van die aard dat zij een beletsel kan vormen tot het neemen van dringende beslissingen. De wet legt nl. de verplichting op :

- 1° voor zeer vele aangelegenheden advies in te winnen;
- 2° voor vele andere de voorstellen te vragen of deze af te wachten.

De Regering behoudt de consultatie en de voorstellen en zal op dat stuk de voorschriften naleven, behalve wanneer zij van oordeel is dat de dringendheid moet worden ingeroepen.

1. Adviezen.

Volgens sommigen is deze tekst blijkbaar overbodig, gelet op artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg.

De voorstanders van deze stelling achten de Regering voldoende gewapend om in geval van hoogdringendheid het advies niet te moeten inwinnen.

Andere juristen zijn echter van mening dat wanneer de wet op de ziekte- en invaliditeitsverzekering uitdrukkelijk bepaalt dat een voorafgaand advies moet worden gevraagd, de Regering door deze stelregel gebonden is.

De twee tegenover elkaar staande stellingen worden uitvoerig behandeld in onderstaande nota over de advizende bevoegdheid van de raden, comités en commissies van het R.I.Z.I.V.:

« Het wetsontwerp n° 356 verleent aan de Koning de bevoegdheid om, met het oog op de financiële sanering van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, maatregelen te nemen in toepassing van de wet van 9 augustus 1963, zonder in geval van hoogdringendheid de door die wet voorgeschreven adviezen te moeten inwinnen, of zonder de voorstellen te moeten afwachten, waarover in diezelfde wet gehandeld wordt.

» In dat verband wordt de vraag gesteld of zonder die bepaling van het wetsontwerp n° 356 de bedoelde maatregelen niet reeds kunnen genomen worden op grond van artikel 15 van de wet van 25 april 1963, m.a.w. of het nodig was de bepaling over het eventuele weglaten van het advies in het wetsontwerp op te nemen.

» Het artikel 15 van de wet van 25 april 1963 luidt als volgt :

« Behoudens in spoedeisende gevallen onderwerpt de Minister van Tewerkstelling en Arbeid of de Minister van Sociale Voorzorg aan het advies, hetzij van de Nationale Arbeidsraad, hetzij van het Beheerscomité, elk voorontwerp van wet of ontwerp van organiek besluit of verordening tot wijziging van de wetten of verordeningen, met de toepassing waarvan de instelling belast is of betreffende het personeelskader en de structuur van de instelling.

» Het Beheerscomité geeft binnen één maand zijn advies. » Op verzoek van de Minister kan deze termijn tot tien vrije dagen verminderd worden.

» Indien de Minister de dringendheid inroeft brengt hij de voorzitter van het Beheerscomité hiervan op de hoogte ».

» Men weet overigens dat de wet van 9 augustus 1963 dit artikel, behoudens uitdrukkelijk andersluidende bedingen, toepasselijk verklaart « op het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering » (art. 7, alinea 5) en « op alle raden, comités en commissies voorzien bij deze wet » (art. 7, alinea 6), waarin rechtstreeks alleen gehandeld wordt over artikel 21 van de wet van 25 april

tive, comme il ressort des mots français « notamment » et néerlandais « inzonderheid »).

» L'applicabilité de l'article 15 de la loi sur la gestion paritaire à la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité a, de toute manière, pour conséquences :

» 1^e que les arrêtés organiques ou réglementaires pris en exécution de cette législation et pour lesquels un avis préalable n'est pas expressément exigé doivent, en principe, être soumis à l'organe de gestion de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, c'est-à-dire au Conseil général;

» 2^e que l'avis de cet organe de gestion peut être demandé dans un délai de dix jours;

» 3^e qu'en cas d'urgence, le Ministre de la Prévoyance sociale peut ne pas solliciter l'avis, moyennant l'envoi d'une lettre au président de l'organe de gestion précité.

» Une question plus délicate se pose cependant : l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 est-il également applicable dans les cas où la loi du 9 août 1963 prévoit expressément qu'un arrêté ne peut être pris que sur avis, soit du Conseil général, soit d'un des comités de gestion, soit d'un des comités techniques, soit d'une des commissions chargées de la conclusion des accords ? D'une manière plus concrète, la question peut être formulée comme suit : les arrêtés d'exécution pour lesquels la loi du 9 août 1963 prévoit expressément l'avis préalable d'un ou de plusieurs de ces conseils, comités ou commissions peuvent-ils, en cas d'urgence, être pris sans que ces avis préalables aient été sollicités ?

» Il est possible de développer des arguments qui justifient une réponse positive et d'autres qui étayent une réponse négative.

» A. — Arguments positifs.

» Sur la base de l'article 7, alinéa 6, de la loi du 9 août 1963 (« les dispositions de l'article 21 de ladite loi sont notamment applicables à tous les conseils, comités ou commissions prévus par la présente loi »), on peut conclure que l'article 15 de la loi sur la gestion paritaire est également applicable à tous ces conseils, comités et commissions, sauf disposition contraire de la loi du 9 août 1963 (1).

» Or, la compétence consultative des conseils, comités et commissions ne peut évidemment exister que sur la base d'une mention expresse de la loi du 9 août 1963, étant donné que, normalement, le Conseil général est l'organe compétent pour donner des avis.

» Il en résulte que l'applicabilité de l'article 15 de la loi du 15 avril 1963 aux conseils, comités et commissions

(1) Des exemples de telles dispositions contraires peuvent, en effet, être retrouvés dans la loi du 9 août 1963 :

Art. 24. — (Comité de gestion du service des soins de santé).

« Si les avis dont question à l'article 12, 6^e et 11^e, ne sont pas donnés respectivement un mois et 10 jours après réception de la demande d'avis, ils sont censés avoir été donnés. »

Art. 24bis. — (Avis concernant la nomenclature et les conditions de remboursement).

« Le Ministre de la Prévoyance sociale peut fixer le délai dans lequel ces avis doivent être donnés. Si ces avis ne sont pas donnés dans le délai ainsi fixé, ils sont censés avoir été donnés. »

Art. 40. — (Comité de gestion du service des indemnités).

« Si le Comité de gestion n'a pas donné, un mois après y avoir été invité, les avis qu'il est appelé à émettre, ces avis sont censés avoir été émis. »

1963, echter op een exemplatieve, niet beperkende wijze, zoals blijkt uit het Nederlandse woord « inzonderheid » en het Franse « notamment »).

» De toepasselijkheid van artikel 15 van de wet op het paritair beheer op de wetgeving inzake verplichte ziekte-en invaliditeitsverzekering heeft alleszins voor gevolg :

» 1^e dat de organieke of reglementaire besluiten, genomen ter uitvoering van deze wetgeving en waarvoor niet uitdrukkelijk een voorafgaand advies vereist wordt, in principe moeten voorgelegd worden aan het beheersorgaan van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering, d.w.z. aan de Algemene Raad;

» 2^e dat het advies van dit beheersorgaan kan aangevraagd worden binnen een termijn van tien dagen;

» 3^e dat in geval van hoogdringendheid de Minister van Sociale Voorzorg de vraag mag achterwege laten, mits een brief te schrijven naar de voorzitter van genoemd beheersorgaan.

» Er stelt zich echter een meer delicate vraag : is artikel 15 van de wet van 25 april 1963 ook toepasselijk in de gevallen waarin de wet van 9 augustus 1963 uitdrukkelijk voorziet dat een besluit slechts kan genomen worden op advies hetzij van de Algemene Raad, hetzij van één der Beheerscomités, hetzij van één der technische comités, hetzij van een Commissie gelast met het afsluiten van akkoorden ? De vraag kan, meer concreet, aldus worden geformuleerd : mogen de uitvoeringsbesluiten, waarvoor de wet van 9 augustus 1963 uitdrukkelijk het voorafgaand advies voorziet van één of meer van die raden, comités of commissies, in geval van hoogdringendheid genomen worden zonder dat voorafgaandelijk die adviezen werden ingewonnen ?

» Men kan argumenten ontwikkelen die een positief antwoord en andere die een negatief antwoord rechtvaardigen.

» A. — Positieve argumenten.

» Op grond van artikel 7, alinea 6 van de wet van 9 augustus 1963 (« de bepalingen van artikel 21 van de genoemde wet zijn inzonderheid toepasselijk op alle raden, comités en commissies voorzien bij deze wet ») mag men besluiten dat ook artikel 15 van de wet op het paritair beheer op al die raden, comités en commissies toepasselijk is, behoudens een andersluidend beding in de wet van 9 augustus 1963 (1).

» Welnu, de adviserende bevoegdheid van de raden, comités en commissies kan uiteraard slechts bestaan op grond van een uitdrukkelijke vermelding in de wet van 9 augustus 1963, vermits normalerwijze de Algemene Raad het bevoegde lichaam is om adviezen te verstrekken.

» Hieruit volgt dat de toepasselijkheid van artikel 15 van de wet van 15 april 1963 op al die raden, comités en

(1) Voorbeelden van zulk andersluidend beding zijn inderdaad te vinden in de wet van 9 augustus 1963 :

Art. 24. — (Beheerscomité geneeskundige verzorging).

« Indien de in artikel 12, 8^e en 11^e, bedoelde adviezen niet worden verstrekt binnen één maand, respectief tien dagen na ontvangst van het verzoek om advies, worden ze geacht te zijn verstrekt. »

Art. 24bis. — (Adviezen over nomenclatuur en voorwaarden tot terugbetaling).

« De Minister van Sociale Voorzorg kan de termijn bepalen binnen welke deze adviezen dienen te worden uitgebracht. Zo deze adviezen niet binnen de aldus bepaalde termijn zijn verstrekt, worden zij geacht te zijn uitgebracht. »

Art. 40. — (Beheerscomité uitkeringen).

« Indien het Beheerscomité de adviezen die het behoort uit te brengen niet heeft verstrekt binnen één maand na daarom te zijn verzocht, worden zij geacht te zijn uitgebracht. »

n'aurait plus de sens, si on admettait que leur avis préalable fût exigé dans tous les cas et sans aucune exception.

» La possibilité prévue à l'article 15 de la loi sur la gestion paritaire et selon laquelle, en cas d'urgence, il ne faut pas recourir à l'avis de l'organe de gestion vaut donc également pour tous les cas où la loi du 9 août 1963 prévoit expressément cet avis en tant que règle.

» B. — Arguments négatifs.

» Il est inexact de donner une telle portée à la disposition de l'article 7, alinéa 6, de la loi du 9 août 1963 et plus particulièrement au mot « notamment ». Quelles que soient les autres possibilités d'application de cet article 7, alinéa 6, (en dehors de l'article 21 de la loi sur la gestion paritaire), il ne peut être interprété comme si la condition fixée de façon formelle et expresse par le législateur et consistant à solliciter l'avis préalable requis dans certains cas était privée de force obligatoire en raison d'une interprétation incertaine, comme celle qui est présentée en A.

» Aussi l'avis doit-il être demandé dans tous les cas, aussi bien pour le Conseil général que pour les autres conseils, comités et commissions, chaque fois que le législateur l'a prévu expressément.

» Conclusions.

» Etant donné l'incertitude qui règne au sujet de la portée exacte de l'article 15 de la loi sur la gestion paritaire en ce qui concerne l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, il se justifie de reprendre dans le projet de loi n° 356 une disposition formelle et claire à ce sujet, du moins dans le domaine des mesures urgentes d'assainissement financier visées par ce projet de loi. »

2. Les propositions.

Pour le règlement des questions importantes, la loi prévoit l'obligation de demander ou d'attendre des propositions; ces propositions sont faites, soit par le Comité de gestion compétent, soit par certaines commissions ou conseils techniques.

A titre d'éclaircissement, voici quelques exemples :

Engagements des médecins et des dentistes.

Les dispositions légales sont libellées comme suit : « les limites des régions sont les mêmes que celles des arrondissements administratifs du Royaume. Le Roi peut, sur la proposition de la Commission nationale compétente, délimiter différemment les régions ».

Carnet de prestations.

Celui-ci peut être instauré sur la proposition du Conseil technique médical.

Statut et rémunération des médecins-conseils.

Les propositions concernant ce statut et cette rémunération doivent émaner du Comité du service de contrôle médical.

Ces quelques exemples doivent suffire pour faire comprendre que le Gouvernement est impuissant si des propositions ne sont pas faites. Il a l'intention d'attendre ces propositions, sauf en cas d'urgence.

commissies geen betekenis meer zou hebben, indien men zou aannemen dat hun voorafgaand advies in alle gevallen en zonder mogelijke uitzondering vereist wordt.

» De in artikel 15 van de wet op het paritair beheer voorziene mogelijkheid om, bij hoogdringendheid, geen beroete doen op het advies van het beheersorgaan, geldt dus ook voor al de gevallen, waarin de wet van 9 augustus 1963 dit advies uitdrukkelijk als regel voorschrijft.

» B. — Negatieve argumenten.

» Het is verkeerd aan de bepaling van artikel 7, alinea 6 van de wet van 9 augustus 1963, en meer bepaald aan het woord « inzonderheid », zulke ruime draagwijdte toe te kennen. Welke ook de overige toepassingsmogelijkheden van dit artikel 7, alinea 6 mogen zijn (buiten artikel 21 van de wet op het paritair beheer), kan het niet betekenen dat de door de wetgever formeel en uitdrukkelijk gestelde voorwaarde van het in sommige gevallen noodzakelijke voorafgaand advies ontkracht wordt ingevolge een onzekere interpretatie, als degene die onder A wordt voorgesteld.

» Het advies moet dan ook, zowel voor de Algemene Raad als voor de overige raden, comités en commissies in ieder geval worden ingewonnen, telkens wanneer de wetgever het uitdrukkelijk heeft voorzien.

» Conclusies.

» Gezien de onzekerheid over de juiste betekenis van artikel 15 van de wet op het paritair beheer ten aanzien van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekerung, is het verantwoord dienaangaande een formele en duidelijke bepaling op te nemen in het wetsontwerp n° 356, althans ten aanzien van de dringende financiële saneringsmaatregelen die door dit wetsontwerp worden beoogd. »

2. De voorstellen.

De wet voorziet, voor de regeling van belangrijke aangelegenheden, in de verplichting voorstellen te vragen, of deze af te wachten; deze voorstellen gaan uit hetzij van het bevoegde Beheerscomité, hetzij van bepaalde technische commissies of raden.

Hieronder volgen enkele voorbeelden om zulks te verduidelijken :

Verbintenissen geneesheren en tandartsen.

De wettelijke bepalingen luiden als volgt : « de grenzen van de streken vallen samen met die van de administratieve arrondissementen van het Rijk. De Koning kan, op voorstel van de bevoegde Nationale Commissie, een verschillende omschrijving van de streken vaststellen ».

Verstrekkingenboekje.

Dit kan worden ingevoerd op voorstel van de Technische Geneeskundige Raad.

Statuut en bezoldiging van de adviseerende geneesheren.

De voorstellen met betrekking tot dit statuut en deze bezoldiging moeten gedaan worden door het Comité van de dienst voor geneeskundige controle.

Deze enkele voorbeelden mogen volstaan om te doen inzien dat de Regering machteloos staat indien geen voorstellen worden gedaan. Zij is voornemens verder de voorstellen af te wachten behalve indien de hoogdringendheid geboden wordt.

La discussion en Commission.

Un premier intervenant demande comment le Gouvernement estime pouvoir apurer le déficit global de l'assurance maladie, qui se chiffre à quelque 750 millions dans le secteur des soins de santé.

Les trois mesures dont le Ministre fait état dans son exposé se rapportent à la délimitation des régions en ce qui concerne les engagements souscrits en exécution de la dernière convention conclue à ce sujet au sein de la Commission médico-mutualiste, au carnet de prestations et au statut des médecins-conseils; elles ne sont certainement pas de nature à réaliser l'équilibre financier.

Ces mesures appellent encore les considérations suivantes :

L'accord conclu à la fin du mois de décembre 1966 prévoit que, dans les régions où le nombre d'engagements médicaux est atteint, la nomenclature des soins médicaux en vigueur jusqu'à la fin du mois de décembre 1966 entre à nouveau en vigueur.

Il résultera de cette disposition un déficit croissant du budget de l'I.N.A.M.I.

En outre, il y a l'augmentation de 10 francs des honoraires des consultations médicales et des visites.

L'incidence de ces deux mesures, ainsi que de l'octroi du statut social, est estimée à 439 millions.

Ces considérations démontrent, poursuit ce membre, que l'on ne doit pas s'attendre à des économies immédiates. Cette constatation n'implique nullement une critique à l'égard du Gouvernement, mais constitue plutôt un avertissement en prévision des interventions financières accrues.

Ici se pose toutefois la question de savoir qui supportera la charge financière de ces interventions. Cette incertitude ne laisse pas d'inquiéter les intéressés.

L'Etat prendra-t-il cette charge à son compte si le Gouvernement se refuse à imposer des cotisations nouvelles aux assurés ? Ou bien, comme le craint l'intervenant, portera-t-on atteinte aux avantages des assurés sociaux ?

A cet égard, il convient de souligner que les pouvoirs spéciaux sont superflus lorsqu'il s'agit de réduire le taux des interventions de l'Etat en vertu des modifications apportées à la nomenclature. Pareille mesure peut, en effet, être prise par arrêté royal.

Le membre suivant aimerait obtenir des précisions sur divers problèmes :

— Quelles dépenses résulteront, pour l'A.M.I., de l'engagement de 60 % de l'ensemble des médecins du pays ?

— Le budget de l'exercice 1967 tient-il compte de cette éventualité ?

— Dans quels secteurs compte-t-on réaliser des économies ?

— Il est souhaitable de maintenir les consultations au sein de l'A.M.I. Ces consultations ne peuvent-elles être entreprises dès maintenant, dans la perspective des mesures envisagées au niveau gouvernemental ?

— Quelles seront les mesures nécessaires pour rétablir l'équilibre financier ?

— La loi fixe les interventions en faveur de l'A.M.I. Il semblerait cependant que les interventions de l'Etat dans l'A.M.I. soient inférieures aux prescriptions légales; le Gouvernement n'agit-il pas à l'encontre de la loi ?

Besprekking in Commissie.

Een eerste intervenant stelt de vraag hoe de Regering meent het globaal tekort van de ziekteverzekering dat in de sektor geneeskundige verzorging circa 750 miljoen bedraagt, te kunnen dekken.

De drie maatregelen, waarover de Minister het in zijn uiteenzetting had, hebben betrekking op de afbakening der gewesten ten aanzien van de verbintenissen die, in uitvoering van de jongste desbetreffende overeenkomst in de schoot van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, worden afgesloten, alsmede op het verstrekkingsboekje en op het statuut van de geneesheren-advisors; zij zijn zeker niet van aard om het financiële evenwicht tot stand te brengen.

Hierbij kunnen nog de volgende bedenkingen worden gemaakt :

Het einde december 1966 afgesloten akkoord behelst dat in de gewesten waar het vereiste aantal geneeskundige verbintenissen wordt bereikt, de nomenclatuur van geneeskundige zorgen, die tot einde december 1966 in voege was, opnieuw van kracht wordt.

Die beschikking zal het tekort van de R.I.Z.I.V.-begroting nog in aanzienlijke mate doen toenemen.

Bovendien is er de verhoging met 10 frank van de erelonen voor de raadplegingen en bezoeken.

De weerslag van beide maatregelen alsmede van het sociaal statuut, wordt op 439 miljoen frank geschat.

Dit alles toont aan, aldus het lid, dat men niet onmiddellijk de weg van de besparingen kan opgaan. Deze vaststelling is evenwel niet bedoeld als een kritiek op de Regering, maar eerder als een waarschuwing voor de op handen zijnde bijkomende financiële tegemoetkomingen.

Hierbij stelt zich echter de vraag wie deze tussenkomsten zal betalen, en die vraag stamt tot ongerustheid.

Indien de Regering aan de verzekerden geen nieuwe bijdragen wil opleggen, zal de Staat deze tussenkomsten dan te zijnen laste nemen ? Of zal worden geraakt — wat het lid vreest — aan de voordeelen van de sociaal verzekerden ?

In dit verband kan worden aangestipt dat de bijzondere machten overbodig zijn waar het erom gaat de tussenkomsten van de Staat te verminderen op grond van wijzigingen in de nomenclatuur. Dergelijke maatregel kan inderdaad bij gewoon koninklijk besluit worden genomen.

Een intervenant wenst omtrent diverse problemen te worden ingelicht :

— Welke uitgaven zou voor de Z.I.V. het onderschrijven van de verbintenissen door 60 % van de geneesheren over het gehele land met zich brengen ?

— Houdt de begroting van 1967 met die mogelijkheid rekening ?

— Welke richting zullen de overwogen besparingen uitgaan ?

— Het is wenselijk dat de raadpleging in de sector van de Z.I.V. blijft bestaan; kan met die raadpleging, met het oog op de door de Regering overwogen maatregelen, niet van nu af aan reeds een begin worden gemaakt ?

— Welke maatregelen zullen er nodig zijn om het financieel evenwicht te herstellen ?

— De wet bepaalt de tegemoetkomingen ten gunste van de Z.I.V. Naar blijkt liggen de tegemoetkomingen van de Staat voor de Z.I.V. echter lager dan wat in de wet is bepaald. Handelt de Regering in dit opzicht niet in strijd met de wet ?

— A combien s'élèvent les interventions restant à octroyer et à combien se chiffre la différence entre ces interventions, d'une part, et celles qui sont déjà inscrites au budget, d'autre part ?

— Quelle est la nature et la portée des pouvoirs spéciaux sollicités par le Gouvernement ?

Un membre pose encore les questions suivantes :

— Dans combien d'arrondissements 60 % au moins des médecins ont-ils souscrit le dernier engagement ?

— Continuera-t-on à rembourser, après le 1^{er} mars, les interventions dans les prestations des médecins qui ne font pas usage des formulaires officiels ?

— Quelles sont les intentions du Gouvernement à l'égard des médecins qui continueront à refuser de remplir la souche fiscale après le 1^{er} mars ?

— Le Ministre peut-il donner l'assurance que, même si une grève des soins devait éclater, il ne serait pas porté atteinte aux droits des malades ?

Un autre membre fait observer que la portée du texte de l'Exposé des motifs, page 6, b, *in fine*, est plus large que celle de l'article premier, 9^e, b, du projet et que l'explication qu'en a donnée le Ministre.

En effet, dans l'Exposé des motifs, il est question de « nouvelles dispositions » qui tendent à contenir la croissance des dépenses de l'I.N.A.M.I. dans des limites acceptables, alors que ces mesures ne sont annoncées ni dans le projet, ni dans la déclaration du Ministre.

L'orateur évoque également le déficit budgétaire de l'I.N.A.M.I. Il y a d'abord le déficit du projet de budget de l'I.N.A.M.I., mais il faut constater, d'autre part, que le montant prévu au Budget des Voies et Moyens (11,1 milliards de francs) est inférieur aux prescriptions légales. Où trouvera-t-on les moyens financiers permettant de couvrir ces déficits ?

En effet, si l'on ne peut mettre en cause les intérêts des assurés sociaux, on ne peut augmenter, d'autre part, la contribution personnelle des malades en vertu de l'accord conclu récemment au sein de la Commission nationale médico-mutualiste et approuvé par le Ministre.

Ce raisonnement correspond-il aux intentions du Gouvernement ?

Le membre fait observer qu'il est inutile de prévoir, au projet sur les pouvoirs spéciaux, la faculté de passer outre aux avis prescrits par la loi relative à l'A.M.I., cette faculté étant déjà prévue par la loi du 7 juillet 1966.

On pourrait également se demander comment des mesures limitées, comme celles qui sont prévues au projet n° 356 en matière d'avis et de propositions, pourraient contribuer à réaliser l'équilibre financier de l'A.M.I., annoncé par le texte du projet.

Dès lors, ne vaudrait-il pas mieux — et sur ce point le membre se rallie à une déclaration d'un orateur précédent — supprimer, dans le texte du projet, l'allusion à la réalisation de l'équilibre financier et supprimer en tout cas, dans l'Exposé des motifs, le passage concernant cet objet, à moins qu'on n'ait l'intention de ne pas dévoiler certains projets et de réaliser l'équilibre financier sans procéder à aucune consultation ?

Ce serait une erreur de procéder de la sorte, car récemment encore il est apparu que le Comité de gestion du service des soins de santé était à même d'élaborer, dans le

— Welk is het bedrag van de tussenkomsten waarin nog moet worden voorzien en welk is het verschil tussen die interventions enerzijds en de tussenkomsten welke reeds op de begroting zijn opgenomen anderzijds ?

— Welke is de aard en de draagwijde van de aangevraagde bijzondere machten ?

Een lid stelt de volgende vragen :

— In hoeveel arrondissementen heeft reeds 60 % van de geneesheren de jongste verbintenis onderschreven ?

— Zal men na 1 maart de tegemoetkomingen in de verstrekkingen verleend door geneesheren die de officiële formulieren niet gebruiken, verder blijven uitbetalen ?

— Wat is de Regering voornemens te doen tegenover de geneesheren die na 1 maart blijven weigeren de fiscale strook in te vullen ?

— Kan de Minister de verzekering geven dat, zelfs indien het tot een zorgenstaking mocht komen, aan de rechten van de zieken niet zal worden getornd ?

Nog een ander lid wijst erop dat de tekst van de Memorie van toelichting, bladzijde 6, 6^e, b, *in fine*, ruimer is dan de tekst van het eerste artikel, 9^e, b, van het ontwerp en verder strekt dan hetgeen de Minister heeft verklaard.

In de Memorie van toelichting is inderdaad sprake van « nieuwe bepalingen » om de toeneming van de uitgaven van het R.I.Z.I.V. binnen aanvaardbare perken te houden, welke maatregelen worden aangekondigd noch in het ontwerp noch in de verklaring van de Minister.

Het lid maakt op zijn beurt gewag van het begrotingstekort van het R.I.Z.I.V. Er is vooreerst het deficit op de ontwerp-begroting van het R.I.Z.I.V., maar bovendien moet worden vastgesteld dat het op de Rijksbegroting uitgetrokken bedrag (11,1 miljard frank) ten achter blijft ten overstaan van de wettelijke verplichtingen. Waar zal men de financiële middelen halen om die tekorten te dekken ?

Inderdaad, indien men niet mag tornen aan de belangen van de sociaal verzekeren, mag men evenmin het persoonlijk aandeel van de zieken verhogen, zulks op grond van het onlangs afgesloten akkoord in de Nationale Commissie van geneesheren en ziekenfondsen, dat door de Minister werd goedgekeurd.

Strookt deze opvatting met de voornemens van de Regering ?

Wat de mogelijkheid betreft om over de bij de wet op de Z.I.V. voorgeschreven adviezen te kunnen heenstappen, dient erop te worden gewezen dat het overbodig is die mogelijkheid bij het ontwerp op de bijzondere machten te scheppen, daar zij reeds bestaat op grond van de wet van 7 juli 1966.

Hierbij kan men tevens de vraag stellen hoe beperkte maatregelen als die waarin op het gebied van de adviezen en voorstellen bij het ontwerp n° 356 wordt voorzien, substantieel kunnen bijdragen tot de verwezenlijking van het financieel evenwicht van de Z.I.V. die door de tekst van het ontwerp wordt aangekondigd.

Zou men er derhalve niet beter aan doen — en hier sluit het lid aan bij een verklaring van een vorige spreker — die allusie op de verwezenlijking van het financieel evenwicht in de tekst van het ontwerp te schrappen en in elk geval de passus van de Memorie van toelichting die op dit onderwerp betrekking heeft, weg te laten ? Of ligt het soms in de bedoeling bepaalde plannen op de achtergrond te houden en het financieel evenwicht waarvan sprake te realiseren zonder enige raadpleging ?

Dit zou een verkeerde handelwijze zijn, vooral nu onlangs nog het paritaire beheer in het kader van het Beheerscomité van de dienst voor geneeskundige verzorging bewezen heeft

cadre d'une gestion paritaire, des propositions positives tendant à réaliser des économies. Ces propositions ont d'ailleurs été adoptées par le Gouvernement.

Un membre souhaite connaître le montant approximatif des restrictions nouvelles qui sont envisagées dans le secteur de l'A.M.I.

Un autre membre s'inquiète également de la discordance entre les textes de l'Exposé des motifs, d'une part, et du projet de loi, d'autre part.

Il souhaite connaître avec précision les intentions du Gouvernement.

Dans le même ordre d'idées, il se demande si le Gouvernement pourrait prendre, sur la base des pouvoirs spéciaux, des mesures qu'il n'envisage pas de prendre à l'heure actuelle.

La question se pose notamment en ce qui concerne les propositions émanant de certains milieux, au sujet de la cessation éventuelle des remboursements des petits risques et de la subordination des remboursements à une première dépense de 1 000 francs dans le chef de l'assuré.

Egalement en ce qui concerne le déficit financier du secteur de l'A.M.I., un membre signale que la solution de ce problème est traditionnellement rejetée sur les assurés sociaux, alors qu'aucun sacrifice n'est demandé aux médecins.

En conséquence, le membre craint qu'on ne tente d'alléger les charges financières de l'A.M.I. en adaptant la nomenclature sans aucune consultation — et donc sans qu'il soit question de pouvoirs spéciaux.

Le membre estime qu'une des causes du déficit visé réside dans le fait que le contrôle médical des prestations et des indemnités est effectué au sein des organismes assureurs, alors que, pour obtenir des résultats financiers substantiels, il vaudrait mieux que ce contrôle soit confié à un organisme qui fonctionnerait à l'I.N.A.M.I. et serait indépendant des mutualités.

Un membre manifeste, une fois de plus, son inquiétude au sujet du sort des assurés sociaux.

En outre, il se demande si le Gouvernement ne profitera pas des pouvoirs spéciaux pour soustraire l'assurance maladie-invalidité des travailleurs indépendants à l'I.N.A.M.I., en vue de la transférer à un nouvel organisme de sécurité sociale qu'on créerait pour les travailleurs indépendants.

Enfin, ce membre voudrait savoir quelle sera l'incidence financière, sur le budget de l'I.N.A.M.I. pour 1968, des économies et des assainissements actuellement projetés ainsi que de l'accord conclu avec les médecins — à la suite des modifications de l'index — dans le courant de l'année en question.

Un autre membre aimerait savoir si le Gouvernement entend respecter les obligations qu'il a assumées à l'égard des malades lors de la conclusion de l'accord relatif aux engagements réalisé au sein de la Commission médico-mutualiste, même si ces engagements n'étaient pas souscrits par un nombre suffisant de médecins.

La question se pose aussi de savoir ce qui se passera si, dans certains arrondissements, un nombre suffisant d'engagements étaient souscrits, alors qu'il n'en serait pas de même dans d'autres arrondissements. Les droits des assurés et des malades seront-ils respectés dans ces arrondissements et comment va-t-on opérer ?

Enfin, le même membre fait observer que l'intervention financière de l'Etat est insuffisante, eu égard aux propositions budgétaires du Conseil général de l'I.N.A.M.I., propositions que le Ministre n'a pas encore retransmises.

positieve voorstellen tot bezuinigingen te kunnen uitwerken, welke voorstellen trouwens door de Regering zijn overgenomen.

Een lid wenst bij benadering het bedrag te kennen van de nieuwe overwogen bezuinigingen in de sector van de Z.I.V.

Een volgende intervenant is eveneens verontrust door de van elkaar afwijkende teksten van de Memorie van toelichting enerzijds en van het wetsontwerp anderzijds.

Hij wenst precies te worden ingelicht over de voornemens van de Regering.

In die gedachtengang stelt hij de vraag of op grond van de bijzondere machten bepaalde maatregelen zouden kunnen worden genomen welke de Regering op dit ogenblik niet de bedoeling heeft te nemen.

Die vraag stelt zich onder meer in verband met bepaalde voorstellen die in zekere kringen zijn gedaan omtrent de eventuele stopzetting van de terugbetalingen voor de kleine risico's en de afhankelijkstelling van de terugbetalingen van een eerste uitgave van 1 000 frank in hoofde van de verzekerde.

Nog in verband met het financieel tekort in de sector van de Z.I.V. stipt een lid aan dat de oplossing van dit probleem traditioneel ten laste wordt gelegd van de sociaal verzekerd, terwijl van de geneesheren geen offers worden gevraagd.

Derhalve dreigt het lid dat men de financiële lasten van de Z.I.V. zal pogingen te verminderen door — afgezien van de bijzondere machten — zonder verdere raadplegingen de nomenclatuur aan te passen.

Als een van de oorzaken van het bovenbedoelde tekort ziet het lid het feit dat de geneeskundige controle op de verstrekkingen en vergoedingen verricht wordt binnen de verzekeringsorganismen, dan wanneer die controle, met het oog op substantiële geldelijke resultaten, beter zou worden toevertrouwd aan een orgaan dat, onafhankelijk van de mutualiteiten, in de schoot van het R.I.Z.I.V. zou functioneren.

Een intervenant geeft nogmaals uiting aan zijn ongerustheid omtrent het lot van de sociaal verzekerd.

Verder stelt hij zich de vraag of de Regering van de bijzondere machten geen gebruik zal maken om de ziekteverzekerung van de zelfstandigen uit het R.I.Z.I.V. te lichten en ze over te hevelen naar een nieuw op te richten instituut voor de maatschappelijke zekerheid de zelfstandigen.

Ten slotte wenst dit lid te vernemen welke de financiële weerslag zal zijn van de thans voorgenomen besparingen en bezuinigingen op de begroting van het R.I.Z.I.V. voor 1968 en van het akkoord met de geneesheren — ingevolge eventuele indexwijzigingen — in de loop van het gevorderde jaar.

Een laatste spreker wenst te vernemen of de Regering de verplichtingen zal nakomen die zij tegenover de zieken heeft op zich genomen bij het goedkeuren van het akkoord omtrent de verbintenissen in de schoot van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, zelfs indien die verbintenissen niet door een voldoend aantal geneesheren zouden worden onderschreven.

De vraag rijst eveneens wat er zal gebeuren indien in bepaalde arrondissementen een voldoend aantal verbintenissen wordt onderschreven, terwijl dit in andere arrondissementen niet het geval zou zijn. Zullen de rechten van de verzekerd en van de zieken in die laatste arrondissementen worden geëerbiedigd en hoe zal dit geschieden ?

Ten slotte wijst het lid er nogmaals op dat de financiële tussenkomst van het Rijk ontoereikend is ten aanzien van de begrotingsontwerpen van de Algemene Raad van het R.I.Z.I.V. die door de Minister nog niet zijn teruggezonden.

Le Gouvernement envisage-t-il de réduire ce budget de 1,5 à 2 milliards et comment pense-t-il y parvenir ?

L'intervenant exprime les mêmes préoccupations que les orateurs précédents en ce qui concerne les mesures qui pourraient être envisagées en vue de réaliser des économies éventuelles.

Il faut que cesse le mutisme du Gouvernement dans ce domaine, étant donné qu'à l'heure actuelle les dépenses sont engagées sur la base des prévisions déposées et que tous ceux que le régime de l'I.N.A.M.I. intéresse doivent savoir à quoi s'en tenir.

Réponse du Ministre.

Le Ministre se propose de répondre tout d'abord aux questions qui se rapportent au projet de loi en discussion et de répondre ensuite aux questions dont la portée déborde le cadre du texte proposé.

Il répète que le texte ne permet pas de modifier la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Le Roi est uniquement habilité à prendre, en cas d'urgence, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre financier de l'assurance, et ce sans devoir demander les avis nécessaires ou attendre les propositions requises.

Il est exact qu'à l'occasion d'une première série de mesures d'assainissement, des avis utiles ont été donnés; il a d'ailleurs été pleinement tenu compte de ces avis lors de la promulgation de l'arrêté royal du 12 décembre 1966.

Le Ministre confirme qu'il continuera à consulter les instances compétentes de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Il demande simplement l'autorisation de ne pas devoir demander les avis ou attendre les propositions en cas d'urgence.

A l'heure actuelle, il est impossible de déterminer avec précision l'incidence financière de l'accord conclu au sein de la Commission nationale médico-mutualiste. Cette Commission se réunit à nouveau le vendredi 17 février prochain, pour constater dans quels arrondissements les pourcentages requis ont été atteints.

L'appréciation de cette incidence financière doit toutefois tenir compte du fait qu'une adaptation des honoraires médicaux à l'index est pratiquement exclue pour l'année 1967. Par contre, une adaptation des salaires et des traitements, résultant des fluctuations de l'index pendant l'année 1967, peut entraîner des nouvelles ressources pour le régime.

Question.

Divers orateurs ont demandé si le présent projet imposera de nouvelles charges aux malades.

Réponse.

Le Ministre répond qu'à cet égard, le projet de loi n'ajoute rien à ce que prévoient déjà les dispositions actuelles. Par ailleurs, il ne peut être question de demander des sacrifices aux assurés si on n'en impose pas aux médecins également.

Il faut éviter que l'assuré soit contraint de payer en fait un deuxième ticket modérateur, dans l'hypothèse où les médecins ne respecteraient pas certains tarifs, théoriquement réduits. A cet égard, le Gouvernement dispose des moyens nécessaires.

En outre, des mesures sont prévues en vue de revoir la liste des spécialités pharmaceutiques admises au remboursement,

Is de Regering voornemens die begroting met 1,5 à 2 miljard in te krimpen en hoe denkt ze dit te kunnen doen ?

Hierbij geeft het lid uiting aan dezelfde ongerustheid als vorige sprekers reeds hebben gedaan, in verband met de maatregelen die men met het oog op eventuele besparingen zou kunnen overwegen.

Het is tijd dat de Regering in dit opzicht haar stilzwijgen verbreekt, aangezien thans tot de uitgaven wordt overgegaan op grond van de voorgelegde vooruitzichten en alle belanghebbenden in het stelsel van het R.I.Z.I.V. moeten weten waar ze aan toe zijn.

Antwoord van de Minister.

De Minister neemt zich voor eerst te antwoorden op de vragen die betrekking hebben op het besproken wetsontwerp en nadien op de vragen die de draagwijdte van de voorgestelde tekst te buiten gaan.

Hij herhaalt dat de tekst niet toelaat de wetgeving op de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering te wijzigen.

De Koning ontvangt alleen de bevoegdheid om in dringende gevallen de voor het financieel evenwicht van de verzekering vereiste maatregelen te nemen, zonder de nodige adviezen in te winnen of de vereiste voorstellen af te wachten.

Het is juist dat naar aanleiding van de eerste reeks bezuinigingsmaatregelen, nuttige adviezen werden verstrekt, waarmee overigens ten volle rekening werd gehouden bij het uitvaardigen van het koninklijk besluit van 12 december 1966.

De Minister bevestigt dat hij zal voortgaan met het raadplegen van de bevoegde instanties van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

Alleen vraagt hij de toelating om in hoogdringende gevallen de adviezen niet te moeten inwinnen of de voorstellen niet te moeten afwachten.

Het is op dit ogenblik niet mogelijk de financiële weerslag van het in de Nationale Commissie van geneesheren en ziekenfondsen afgesloten akkoord op preciese wijze te bepalen. De genoemde Commissie komt op vrijdag 17 februari a.s. opnieuw bijeen, om uit te maken in welke arrondissementen de vereiste percentages zijn bereikt.

Bij het beoordelen van die financiële weerslag moet men nochtans rekening houden met het feit dat een index-aanpassing van de geneeskundige honoraria voor het jaar 1967 praktisch uitgesloten is. Daartegenover staat dat een aanpassing van de lonen en wedden ingevolge index-schommelingen tijdens het jaar 1967 een verhoging van de opbrengst der bijdragen kan meebrengen.

Vraag.

Verscheidene sprekers hebben gevraagd of aan de zieken, ingevolge dit ontwerp, nieuwe lasten zullen worden opgelegd.

Antwoord.

De Minister antwoordt dat dienaangaande door het wetsontwerp niets wordt toegevoegd aan wat in de huidige bepalingen reeds is voorzien. Trouwens, er kan geen sprake van zijn aan de verzekerden offers te vragen tenzij er ook aan de artsen worden gevraagd.

Men moet vermijden dat de verzekerde in feite een tweede matigingsticket moet betalen in de veronderstelling dat de artsen bepaalde theoretisch verlaagde tarieven niet zouden erbiedigen. De Regering is daartoe gewapend.

Bovendien is in maatregelen voorzien om de lijst der farmaceutische specialiteiten aangenomen voor terugbetaling

ainsi que le cas de la gélule (propositions à l'étude au sein du groupe de travail institué auprès de l'I.N.A.M.I.).

Actuellement, il est prématûr de parler d'une insuffisance de l'intervention de l'Etat. On ne peut pas perdre de vue que le projet de budget de l'I.N.A.M.I. pour 1967 n'a pas encore été adopté. On étudie actuellement certaines mesures. Le Ministre se réfère sur ce point à son exposé introductif. Il persiste à croire qu'il est possible de réduire le budget des dépenses.

**

D'autres questions ne se rapportent pas au présent projet de loi. Tel est notamment le cas des questions posées par un membre au sujet de la souche fiscale.

La souche fiscale est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1967. En effet, les dispositions nécessaires ont été prises, d'une part, par l'arrêté ministériel du 23 septembre 1966 et, d'autre part, par le règlement promulgué le 20 décembre 1966 par le Comité de gestion du service des soins de santé. Les deux dispositions sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 1967.

A ce propos, le Ministre résume comme suit sa position, telle qu'il l'a communiquée récemment au Sénat, à l'occasion de l'adoption de son budget :

« Le Comité de gestion du service des soins de santé a rappelé que le règlement relatif aux attestations de soins donnés, publié au *Moniteur belge* du 7 janvier 1967, est strictement d'application à partir du 1^{er} janvier 1967. Il autorise les organismes assureurs à donner à leurs fédérations les instructions nécessaires pour sauvegarder, par des paiements provisionnels, les droits des bénéficiaires à qui il n'a pas été délivré d'attestation réglementaire.

» Cela signifie que le Comité de gestion reconnaît exclusivement comme document officiel celui dont le texte a été publié au *Moniteur belge* du 7 janvier 1967. C'est là le seul document officiel. Le médecin qui n'en fait pas usage contrevent à l'article 103 de la loi sur l'assurance maladie-invalidité. Mais, pour sauvegarder les droits des malades, il a été décidé que les assurés qui ne reçoivent pas cette attestation officielle de leur médecin seront remboursés sous la forme de paiements provisionnels. »

Les médecins qui n'utilisent pas la souche fiscale contreviennent donc aux décisions réglementaires précitées. Ils s'exposent à des sanctions en vertu de la législation fiscale (art. 226, 335, 339, 341 et 342 du Code des impôts sur les revenus). L'article 103, b, de la loi du 9 août 1963 prévoit par ailleurs que les médecins qui, en dépit d'avertissements répétés, refusent d'utiliser les documents prescrits, peuvent être punis d'une amende à prononcer par le tribunal de police.

Le secteur des pensions. (10°.)

Exposé du Ministre de la Prévoyance sociale.

Cette disposition, qui se rapporte aux régimes des pensions pour travailleurs salariés et appartenants, est proposée par le Gouvernement en vue de réaliser un double objectif :

1^o l'harmonisation des différents régimes pour travailleurs salariés;

2^o l'amélioration des taux et des conditions d'octroi.

L'Exposé des motifs révèle que trois garanties sont réunies :

1. Les réserves de capitalisation ne seront pas détournées de leur destination;

en het honoreren der gelules te herzien (voorstellen ter studie in de werkgroep bij het R.I.Z.I.V.).

Het is op dit ogenblik nog voorbarig om van een onvoldoende Rijkstussenkomst te spreken. Men mag niet uit het oog verliezen dat de ontwerp-begroting 1967 van het R.I.Z.I.V. nog niet goedgekeurd werd. Bepaalde maatregelen worden thans onderzocht. De Minister verwijst hiervoor naar zijn inleiding. Hij blijft van oordeel dat het mogelijk is de uitgavenbegroting te verminderen.

**

Andere vragen hebben geen betrekking op het behandelde wetsontwerp. Dit is met name het geval van de vragen die een lid heeft gesteld in verband met de fiscale strook.

Het stelsel van de fiscale strook is in werking getreden op 1 januari 1967. De nodige schikkingen werden inderdaad getroffen, enerzijds door het ministerieel besluit van 23 september 1966 en anderzijds door de verordening die het Beheerscomité van de dienst voor geneeskundige verzorging op 20 december 1966 heeft uitgevaardigd. Beide beschikkingen zijn op 1 januari 1967 in toepassing getreden.

De Minister resumeert dienaangaande het standpunt dat hij onlangs heeft meegedeeld in de Senaat, ter gelegenheid van de goekeuring van zijn begroting :

« Het Beheerscomité van de dienst voor geneeskundige verzorging heeft eraan herinnerd dat de verordening betreffende de getuigschriften voor verstrekte hulp, die in het *Belgisch Staatsblad* van 7 januari 1967 werd gepubliceerd, vanaf 1 januari 1967 strikt toepasselijk is. Het machtigt de verzekeringsinstellingen om aan hun verbonden instructies te geven die nodig zijn om door provisionele betalingen de rechten te vrijwaren van de rechthebbenden aan wie geen reglementaire getuigschriften zijn afgeleverd.

» Dat wil zeggen dat het Beheerscomité uitsluitend als officieel document erkent datgene waarvan de tekst in het *Belgisch Staatsblad* van 7 januari 1967 is verschenen. Dat is het enige officieel document. De geneesheer die het niet gebruikt, is in overtreding met artikel 103 van de wet op de ziekte- en invaliditeitsverzekering. Maar ter vrijwaring van de rechten van de zieken, werd beslist dat aan de zieken die niet dit officiële attest van hun geneesheer krijgen, wordt terugbetaald in de vorm van provisionele betalingen. »

Geneesheren die de fiscale strook niet gebruiken zijn dus in overtreding t.o.v. de voormelde reglementaire beslissingen. Zij stellen zich bloot aan sancties in het kader van de fiscale wetgeving (art. 226, 335, 339, 341 en 342 van het Wetboek op de inkomstenbelastingen). Het artikel 103, b, van de wet van 9 augustus 1963 bepaalt anderzijds dat de geneesheren die, ondanks herhaalde waarschuwingen, de voorgeschreven dokumenten niet gebruiken, door de politierechtbanken met een geldboete kunnen worden gestraft.

De Pensioensector. (10°.)

Uiteenzetting vanwege de Minister van Sociale Voorzorg.

De bepaling die betrekking heeft op de pensioenstelsels voor loon- en weddetrekenden, wordt door de Regering voorgesteld ten einde een dubbel doel te bereiken :

1^o harmonisering tussen de verschillende stelsels voor de loontrekenden :

2^o verbetering van de bedragen en de toekenningsvooraarden.

Uit de Memorie van toelichting blijkt dat drie waarborgen verenigd zijn :

1. De kapitalisatiereserves worden niet aan hun bestemming onttrokken;

2. Les principes généraux de la gestion paritaire ne seront pas modifiés;

3. Les organes compétents institués par les différentes lois seront consultés.

En vue de mieux faire comprendre la mesure proposée, le Ministre a donné un aperçu de la situation financière actuelle des quatre secteurs considérés, à savoir les régimes de pensions pour marins, pour ouvriers mineurs, pour ouvriers et pour employés.

1. Marins.

a) *Calcul de la cotisation.*

La cotisation s'élève à 12 % de la rémunération plafonnée à 148 050 francs, 6 % étant à charge du travailleur et 6 % à charge de l'employeur.

b) *Situation financière.*

A la fin de l'année 1966, le fonds de répartition disposait de 100 millions environ.

Recettes 1967 : 93 millions.

Dépenses 1967 : 78 millions.

Pour 1967, la subvention de l'Etat s'élève à 22,5 millions.

2. Mineurs.

a) *Calcul de la cotisation.*

La cotisation est fixée à 10,50 % de la rémunération non plafonnée, 4,25 % étant à charge du travailleur et 6,25 % à charge de l'employeur.

b) *Situation financière.*

A la fin de l'année 1966, les réserves du fonds de répartition accusent un solde déficitaire de 150 millions.

Recettes 1967 : 4 milliards 301 millions.

Dépenses 1967 : 4 milliards 424 millions.

Réserves de capitalisation : 6 milliards.

Pour 1967, les subsides de l'Etat dans le secteur des pensions de retraite s'élèvent à 3 milliards 283 millions.

Pour être complet, il faut ajouter que la part de l'Etat dans le secteur des pensions d'invalidité s'élève à 3 milliards; en ce qui concerne l'indemnisation de la pneumoconiose, cette part s'élève à 50 % des dépenses.

3. Ouvriers.

a) *Calcul de la cotisation.*

La cotisation s'élève à 12,5 % de la rémunération non plafonnée, 5,5 % étant à charge du travailleur et 7 % à charge de l'employeur.

b) *Situation financière.*

Les réserves du fonds de répartition s'élevaient, à la fin de l'année 1966, à 585 millions.

Recettes 1967 : 21 milliards 230 millions.

Dépenses 1967 : 20 milliards 979 millions.

Réserves de capitalisation à la fin de l'année 1966 : 10 milliards.

Pour 1967, la participation de l'Etat s'élève à 2 milliards 525 millions.

2. De algemene principes van het paritair beheer worden niet gewijzigd;

3. De bevoegde organen bij de ondescheidene wetten ingesteld, zullen geraadpleegd worden.

Met het oog op een beter begrip van de voorgestelde maatregel heeft de Minister een overzicht van de huidige financiële toestand der vier betrokken sectoren gegeven : de pensioenregelingen voor zeelieden, voor mijnwerkers, voor arbeiders en voor bedienden.

1. Zeelieden.

a) *Bijdrageberekening.*

De bijdrage bedraagt 12 % op een begrensd loon tot 148 050 frank, waarvan 6 % ten laste van de werknemer en 6 % ten laste van de werkgever.

b) *Financiële toestand.*

Einde 1966 beschikte het repartitiefonds over ongeveer 100 miljoen.

Inkomsten 1967 : 93 miljoen.

Uitgaven 1967 : 78 miljoen.

De Staatstoelage bedraagt voor 1967 : 22,5 miljoen.

2. Mijnwerkers.

a) *Bijdrageberekening.*

De bijdrage is bepaald op 10,50 % op een onbegrensd loon, waarvan 4,25 % ten laste van de werknemer en 6,25 % ten laste van de werkgever.

b) *Financiële toestand.*

De reserves van het repartitiefonds vertonen einde 1966 een negatief saldo van 150 miljoen.

Inkomsten 1967 : 4 miljard 301 miljoen.

Uitgaven 1967 : 4 miljard 424 miljoen.

Kapitalisatiereserves : 6 miljard.

De Staatstoelagen voor 1967 in de sector rustpensioenen bedragen 3 miljard 283 miljoen.

Volledigheidshalve dient hieraan te worden toegevoegd dat het Staatsaandeel in het invaliditeitspensioen 3 miljard bedraagt en voor de schadeloosstelling van de pneumoconiose beloopt het Staatsaandeel 50 % van de uitgaven.

3. Arbeiders.

a) *Bijdrageberekening.*

De bijdrage is gelijk aan 12,5 % op een onbegrensd loon, waarvan 5,5 % ten laste van de werknemer en 7 % ten laste van de werkgever.

b) *Financiële toestand.*

De reserves van het repartitiefonds bedroegen einde 1966, 585 miljoen.

Inkomsten 1967 : 21 miljard 230 miljoen.

Uitgaven 1967 : 20 miljard 979 miljoen.

Kapitalisatiereserves einde 1966 : 10 miljard.

Het Staatsaandeel voor 1967 bedraagt 2 miljard 525 miljoen.

4. Employés.

a) Calcul de la cotisation.

La cotisation s'élève à 10,25 % de la rémunération plafonnée à 118 200 francs et se répartit comme suit : 4,25 % à charge du travailleur et 6 % à charge de l'employeur.

b) Situation financière.

Les réserves du fonds de répartition s'élevaient à la fin de l'année 1966, à 18 milliards 300 millions.

Recettes 1967 : 7 milliards 365 millions.

Dépenses 1967 : 6 milliards 115 millions.

Réserves de capitalisation à la fin de l'année 1966 : 40 milliards.

Subsides de l'Etat pour 1967 : 47 millions.

Des données qui précédent, le Ministre de la Prévoyance sociale tire les conclusions suivantes :

1. Dans le secteur des mineurs, la situation paraît désespérée, en raison du solde déficitaire; en outre, le nombre des mineurs actifs diminue, alors que le nombre des pensionnés augmente.

2. Dans le secteur des pensions pour ouvriers, les réserves sont si réduites par rapport aux dépenses, qu'il n'est pas possible d'envisager une majoration actuellement.

3. Pour ce qui est des employés, de larges possibilités existent, en raison des réserves importantes qui ont été constituées et qui continuent de s'accroître considérablement chaque année.

Cette situation découle du fait que, au cours des vingt-cinq dernières années, le nombre des employés actifs s'est considérablement accru dans notre pays, tandis que le phénomène inverse se produisait dans les autres secteurs. Cette situation a permis de maintenir à un niveau peu élevé les cotisations des employés, alors que les pensions sont plus importantes dans ce secteur que dans les autres.

Cette situation fait apparaître plus que jamais la nécessité de réaliser une harmonisation des différents régimes, en vue d'uniformiser les carrières, les procédures administratives et les mécanismes de financement. Le Gouvernement donne l'assurance formelle qu'il n'entre pas dans ses intentions de toucher aux réserves capitalisées.

Discussion et questions.

Un membre déclare qu'il a toujours été partisan de l'harmonisation des différentes législations sur les pensions. Une harmonisation de ces législations s'impose d'autant plus sur le plan national qu'elle est souhaitée et étudiée par les instances responsables du Marché Commun et recommandée par le Parlement européen.

Il faut définir clairement ce qu'on entend par harmonisation : l'harmonisation n'est pas une centralisation rigide et n'est pas davantage une unification ou une égalisation des différents régimes, qui se heurteraient d'ailleurs à de nombreux inconvénients d'ordre juridique, économique et financier.

L'orateur croit que le Gouvernement sera assez sage pour ne pas s'engager dans la voie de la fusion des différents régimes, dont les organes administratifs ont d'ailleurs fort bien rempli leur mission, mais qu'il se limitera à l'harmonisation souhaitée par le truchement d'une meilleure coordination, qui permettrait un examen plus rapide des dossiers et une meilleure compréhension de l'intérêt général.

4. Bedienden.

a) Bijdrageberekening.

De bijdrage is 10,25 % op een begrensd loon tot 118 200 frank verdeeld als volgt : 4,25 % ten laste van de werknemer en 6 % ten laste van de werkgever.

b) Financiële toestand.

De reserves in het repartitiefonds bedroegen einde 1966 : 18 miljard 300 miljoen.

Inkomsten 1967 : 7 miljard 365 miljoen.

Uitgaven 1967 : 6 miljard 115 miljoen.

Kapitalisatiereserves einde 1966 : 40 miljard.

Staatstoelagen voor 1967 : 47 miljoen.

Uit bovenstaande gegevens trekt de Minister van Sociale Voorzorg de volgende besluiten :

1. De toestand in de sector van de mijnwerkers blijkt hopeloos wegens het negatief saldo; daarenboven vermindert het aantal werkende mijnwerkers terwijl het aantal gepensioneerden toeneemt.

2. In de sector arbeiderspensioenen zijn de reserves in verhouding tot de uitgaven zo gering dat thans geen verhoging kan overwogen worden.

3. Voor de bedienden bestaan er ruime mogelijkheden wegens de belangrijke reserven die nog elk jaar in gevoelige mate toenemen.

Deze toestand vloeit voort uit het feit dat het aantal actieve bedienden in ons land de laatste vijftentwintig jaar aanzienlijk is toegenomen, terwijl in de andere sectoren zich het tegenovergestelde verschijnsel voordoet. Deze toestand heeft het mogelijk gemaakt de bijdragen voor de bedienden op een laag peil te houden, terwijl daarentegen de pensioenen hoger liggen dan in de andere sectoren.

Uit deze situatie blijkt meer dan ooit de noodzakelijkheid een gepaste harmonisering tussen de verschillende stelsels door te voeren met het oog op de eenvormigheid van de loopbanen, van de administratieve procedures en de financieringsmechanismen. De Regering verzekert ten stelligste dat zij niet voornemens is te raken aan de gekapitaliseerde reserven.

Besprekking en vragen.

Een lid verklaart steeds voorstander te zijn geweest van een harmonisering van de verschillende wetgevingen op de pensioenen. De harmonisering van die wetgevingen op nationaal niveau is des te dringender, daar zij gewenst en bestudeert wordt door de verantwoordelijke instanties van de Gemeenschappelijke Markt en aanbevolen door het Europees Parlement.

Het moet echter terdege uitgemaakt worden wat men onder harmonisering verstaat : harmonisering is geen stugge centralisatie en betekent evenmin een éénmaking en gelijkshakeling van de verschillende stelsels die trouwens op menigvuldige juridische, economische en financiële bezwaren zouden stuiten.

Spreker acht de Regering wijs genoeg om zich niet op het pad van de fusie van de bedoelde stelsels te wagen, stelsels waarvan trouwens de bestaande administratieve organen hun taak met eer hebben vervuld; zij moet zich beperken tot de wenselijke harmonisering in de zin van een betere coördinatie om tot een snellere afhandeling van de dossiers en een betere behartiging van het algemeen belang te komen.

Si le Gouvernement envisageait une certaine unification des différents régimes, le membre désirerait savoir quels organismes parastataux seraient appelés à être supprimés, réformés ou fusionnés.

Un autre membre désire savoir si, parallèlement aux modifications envisagées en matière de pensions, on peut escompter un nouveau relèvement des taux de pensions dans le courant de 1967 — relèvement que les Gouvernements précédents avaient prévu dans le cadre de la programmation sociale — de même qu'un assouplissement des conditions d'octroi.

A son avis, il serait d'ailleurs indiqué de préciser la situation financière des différents régimes.

L'opinion publique se demande, au demeurant, si l'on ne pourrait prévoir une nouvelle répartition des réserves, dans le sens notamment d'une augmentation du taux de la pension

Une autre question a trait aux intentions du Gouvernement en ce qui concerne l'octroi de subventions aux différents régimes.

Continuera-t-on à appliquer la formule consistant à transférer ces subventions aux exercices suivants, ou a-t-on l'intention d'instaurer une trésorerie commune dans le but de permettre aux régimes en boni de couvrir le découvert des régimes déficitaires et, partant, de dispenser l'Etat de l'obligation d'accorder des subsides.

De quelle façon compte-t-on augmenter les moyens financiers des différents régimes, une majoration des cotisations étant dès à présent exclue pour la plupart des secteurs; seul un relèvement du plafond chez les employés peut être envisagé.

Les observations qui viennent d'être formulées permettent de poser la question de l'équilibre financier de chacun des régimes et de celui du secteur des pensions dans son ensemble : cet équilibre ne risque-t-il pas, en définitive, d'être compromis ?

Quelles sont les perspectives en l'occurrence, plus spécialement pour les exercices 1967 et 1968 ?

A ce sujet, l'intervenant cite les chiffres relatifs à l'évolution des effectifs des cotisants aux différents régimes depuis la deuxième guerre mondiale.

Une autre question se pose à propos des dispositions du projet n° 356 et des rumeurs faisant état d'une fusion éventuelle des différentes caisses de pension et de la création d'un Office national des pensions.

Le membre est opposé à ce qu'un nouvel organisme parastatal soit créé dans ce but et estime d'ailleurs que, si telle est l'intention, il serait inadmissible d'ignorer non seulement les prérogatives des organes paritaires mais aussi celles du Parlement.

Enfin, le membre pose encore les questions suivantes :

— Le Gouvernement a-t-il l'intention d'user des pouvoirs spéciaux pour relever la limite d'âge en matière de pensions ?

— Compte-t-il modifier la réglementation relative à l'activité professionnelle des pensionnés ?

Un membre évoque le problème des réserves : l'harmonisation annoncée concerne-t-elle aussi bien les réserves de répartition que les réserves de capitalisation, les droits acquis ne pouvant être mis en cause ?

Mocht zij echter een zekere éénmaking van de verschillende stelsels overwegen, dan wenst het lid te vernemen welke parastale instellingen voor afschaffing, omvorming of fusie zouden in aanmerking komen.

Een volgende spreker wenst te vernemen of de aangekondigde wijzigingen in de pensioenwetgeving ook zullen gepaard gaan met een nieuwe verhoging van de pensioenbedragen in de loop van 1967 — verhoging die door de vorige Regeringen in het kader van de sociale programmatie was in uitzicht gesteld — en met een versoepeling van de toekenningsoorwaarden.

Het lid acht het overigens aangewezen dat klaarheid wordt geschapen omtrent de financiële toestand van de verschillende stelsels.

In dit verband rijst bij de publieke opinie de vraag of geen nieuwe herverdeling van de reserves in de zin van een verhoging van het pensioenbedrag mogelijk is.

Een andere desbetreffende vraag houdt verband met de voornemens van de Regering op het stuk van de toelagen aan de verschillende stelsels.

Zal men voortgaan met het systeem dat erin bestaat de uitkering van die toelagen over te dragen naar volgende dienstjaren of ligt het in de bedoeling tot een gemeenschappelijke thesaurie te komen, zodat de batige stelsels de deficitair stelsels zouden kunnen bedruipen en de Staatstoelagen zouden kunnen achterwege blijven.

Op welke manier denkt men de financiële middelen van de stelsels te verhogen; inderdaad een verhoging van de bijdragen blijkt in de meeste sectoren uitgesloten; slechts een verhoging van het « plafond » bij de bedienenden kan worden overwogen.

In verband met deze bemerkingen, stelt zich de kwestie van het financiële evenwicht van de verschillende stelsels op zichzelf genomen en van de pensioensector in zijn geheel. Zal dit evenwicht uiteindelijk niet in het gedrang komen ?

Hoe kondigt zich trouwens in dit opzicht de toekomst aan en meer bepaald tijdens de dienstjaren 1967 en 1968 ?

Naar aanleiding hiervan, citeert het lid een reeks cijfers in verband met de evolutie van het aantal bijdrageplichtigen van de verschillende stelsels sedert de tweede wereldoorlog.

Een andere vraag nog waartoe de bepalingen van het ontwerp n° 356 aanleiding geven, heeft betrekking op de geruchten in verband met een eventuele fusie van de verschillende pensioenkassen en de oprichting van een Nationaal Instituut voor de pensioenen.

Het lid is er tegen gekant dat in dit opzicht een nieuwe parastatale instelling zou worden in het leven geroepen; hij zou het trouwens onaanvaardbaar achten dat men, indien men dergelijk plan zou koesteren, niet alleen aan de raadpleging van het paritair beheer maar ook aan het Parlement zou voorbijgaan.

Ten slotte stelt het lid nog de volgende vragen :

— Ligt het al dan niet in de bedoeling van de Regering op grond van de bijzondere machten de leeftijdsgrens inzake pensioenen op te voeren ?

— Ligt het al dan niet in haar bedoeling de reglementering betreffende de beroepsactiviteit van de gepensioneerden te wijzigen ?

Een intervenant werpt het probleem op van de reserves : slaat de aangekondigde harmonisering zowel op de reparatie- als op de kapitalisatiereserves, waarbij zich het probleem van de verworven rechten stelt ?

Il met le Gouvernement en garde contre les conséquences qui pourraient résulter, dans ce domaine, de l'usage des pouvoirs spéciaux, l'intervention du Parlement étant donc exclue.

Il voudrait aussi savoir pourquoi le Gouvernement semble apparemment accorder des avantages uniquement à ceux qui voudraient poursuivre leurs activités professionnelles après avoir atteint l'âge de la pension, et non pas à ceux qui, de par la nature de leurs occupations, notamment dans des entreprises insalubres, ou par suite de maladie, sont contraints de demander anticipativement leur mise à la pension.

D'après un autre membre, il est clair que le Gouvernement ne désire pas toucher aux réserves de capitalisation des différents régimes de pensions; il s'est cependant montré moins précis en ce qui concerne les réserves des fonds de répartition.

A cet égard, envisage-t-on d'assouplir le système dans le sens d'une solidarité plus étroite entre les différents régimes?

Dans l'affirmative, il est indispensable de consulter à ce sujet les représentants des organismes qui groupent les intéressés.

Enfin, le membre attire, lui aussi, l'attention du Gouvernement sur le sort de ceux qui sont contraints à une mise à la pension anticipée par suite de maladie ou pour d'autres raisons, et qui méritent une sollicitude particulière.

Plusieurs membres se sont déclarés inquiets quant aux conséquences d'une promotion de l'activité professionnelle après l'âge de la pension, au moment où nous sommes menacés d'une récession économique.

A ce sujet, le dernier intervenant reconnaît que la bonification de pensions qui serait accordée par année supplémentaire de travail offre certains avantages aux hommes de plus de 65 ans et aux femmes de plus de 60 ans qui sont encore physiquement aptes à travailler.

Cette mesure présente cependant un danger à l'égard de la main-d'œuvre plus jeune: compte tenu de la récession conjoncturelle, le Ministre ne croit-il pas qu'une telle mesure n'est pas dépourvue de périls et qu'elle favorise le chômage des jeunes travailleurs?

Or, le projet tend à lutter contre le chômage. En majorant les taux de la pension après 60 et 65 ans, on risque d'arriver au résultat opposé pour la jeune génération.

Pourquoi le Gouvernement n'examine-t-il pas la possibilité de confier un travail à temps partiel aux personnes âgées, physiquement aptes à travailler? Ce faisant, il contribuerait à résoudre le problème de l'utilisation des loisirs.

Toujours en ce qui concerne les pensions, toutes les déclarations gouvernementales font état de l'intention du Gouvernement de procéder à une simplification et à une harmonisation des régimes, permettant d'unifier les carrières et d'alléger les procédures administratives, afin d'assurer aux bénéficiaires une participation optimale dans le montant des cotisations versées et des subsides de l'Etat.

En réalité, c'est le résultat opposé qui a été atteint: les dispositions légales sont devenues de plus en plus complexes et les procédures administratives se sont alourdies.

Par ailleurs, un membre demande ce que le Gouvernement entend par: « il n'entre pas dans ses intentions de soustraire de leur destination les réserves de capitalisation ».

Les réserves sont une chose; les réserves de capitalisation en sont une autre.

D'après le dernier plan de financement connu, le fonds de réserve du secteur « employés » s'élèverait, à la fin de 1967, à 19 milliards 798 millions et celui du secteur « ouvriers »

Hij stelt de Regering op haar hoede voor de gevolgen die een gebruik van bijzondere machten — dus met uitsluiting van de tussenkomst van het Parlement — op dit gebied zal met zich brengen.

Vervolgens wenst hij te weten waarom de Regering blijkbaar alleen het voornemen heeft voordelen toe te kennen aan degenen die na het bereiken van de pensioengerechtigde leeftijd hun beroepsactiviteit nog wensen voort te zetten, met verontachting van hen die, wegens de aard van hun werk bvb. in een ongezonde onderneming, of wegens ziekte, ertoe genoeg zijn vervroegd met pensioen te gaan.

Volgens een ander intervenant, is het duidelijk dat de Regering niet wenst te raken aan de kapitalisatiereserves van de verschillende pensioenstelsels; zij was echter minder precies wat de reserves van de repartitiefondsen betreft.

Denkt men eraan in dit laatste opzicht een versoepeling in de zin van een versterkte solidariteit tussen de verschillende stelsels door te voeren?

Zo ja, is het onontbeerlijk dat daaromtrent de vertegenwoordigers van de organisaties van de belanghebbenden zouden worden geraadpleegd.

Ten slotte vestigt spreker op zijn beurt de aandacht van de Regering op het lot van de vroegtijdig gepensioneerden wegens ziekte of om andere redenen en die onze speciale aandacht verdienen.

Tal van leden verklaarden zich beducht voor de gevolgen van het bevorderen van de beroepsactiviteit na de pensioengerechtigde leeftijd in een periode van dreigende economische terugval.

In dit verband geeft een laatste spreker toe dat de pensioenverhoging die zou worden toegekend per bijkomend arbeidsjaar, voor de nog fysisch geschikte mannen en vrouwen van meer dan 65 en 60 jaar voordeel zal bieden.

Die maatregel houdt echter ook een gevaar in tegenover de jongere arbeidskrachten: meent de Minister niet dat, rekening houdend met deconjuncturele terugval, in deze maatregel zekere gevaren schuilen en dat de werkloosheid van jongere arbeidskrachten daardoor in de hand zal worden gewerkt?

Het ontwerp heeft inderdaad tot doel de werkloosheid tegen te gaan. Door de opvoering van de pensioenbedragen na 60 en 65 jaar, zal echter voor de jongere generatie wellicht het tegenovergestelde worden bereikt.

Waarom onderzoekt de Regering de mogelijkheid niet van part-time arbeid voor de fysisch geschikte bejaarden? Meteen zal een zekere oplossing worden gegeven aan het vraagstuk van de vrijtijdsbesteding.

Nog op het gebied van de pensioenen staat in alle Regeingsverklaringen te lezen dat men van plan is over te gaan tot een vereenvoudiging en een harmonisering der stelsels om tot een eenvormigheid van de loopbaan te komen, om de administratie te verlichten en om aldus aan de rechtshabenden een optimaal aandeel in de betaalde bijdragen en de Staatstoelagen te verzekeren.

In werkelijkheid werd het tegenovergestelde bereikt: de wetgeving werd nog ingewikkelder en de administratieve procedure verwaard.

Voorts stelt het lid de vraag wat de Regering bedoelt met: « zij is niet voornemens de kapitalisatiereserves aan hun bestemming te onttrekken ».

Reserves zijn één zaak; kapitalisatiereserves zijn een andere zaak.

Volgens het laatst gekend financieringsplan zou er einde 1967 in de sector « bedienden » een reservefonds bestaan van 19 miljard 798 miljoen en in de sector « arbeiders »

à 1 milliard 407 millions. Selon le membre, chacun sait ce qu'il adviendra des réserves de capitalisation, mais on souhaiterait cependant apprendre quelle sera la destination du fonds de réserve des employés.

Le Gouvernement promet, pour la fin du mois de juin 1967, un rapport traitant du problème du Pacte scolaire.

Le membre apprécie vivement cette intention; il est convaincu qu'une révision du Pacte scolaire s'impose et que des économies substantielles pourront être réalisées dans ce secteur.

Mais pourquoi le Gouvernement ne pourrait-il pas préparer également un rapport sur la situation dans le secteur social ?

Réponses du Ministre de la Prévoyance sociale.

Le Ministre explique d'abord que les réserves sont de deux natures : les réserves de capitalisation appartiennent en propre à celui qui les a constituées et les réserves de répartition reviennent à la communauté.

Les réserves de capitalisation servent à payer la rente constituée personnellement par chaque pensionné, et ces réserves seront conservées afin d'assurer le paiement de cette rente.

Les réserves de répartition couvriront le paiement des pensions aux travailleurs.

Le Ministre confirme formellement que ni le Gouvernement ni lui-même n'ont songé un instant à reculer l'âge de la pension. Lorsque le Gouvernement a annoncé son intention d'octroyer une pension plus élevée à ceux qui continuent volontairement à travailler après avoir atteint l'âge de la pension — et qui continuent de ce fait à verser des cotisations à la sécurité sociale sans bénéficier de leur pension — il a simplement voulu récompenser cet effort, même si ces travailleurs obtiennent déjà les 45/45^e de la pension. Dès à présent, un travailleur qui n'a droit qu'à une quotité de la pension complète peut y suppléer en travaillant plus longtemps; pourquoi, dès lors, refuser tout avantage à un autre travailleur qui consent le même effort ?

Un membre a demandé s'il ne serait pas préférable d'autoriser les pensionnés à effectuer un travail à temps partiel. Le *Moniteur belge* publiera incessamment les arrêtés qui permettent une telle activité et qui assouplissent les conditions d'exercice de l'activité permise. Le travailleur qui aura atteint l'âge de la pension et qui voudra continuer à travailler aura donc le choix entre, d'une part, sa pension et un travail à temps partiel et, d'autre part, un travail à temps plein et une pension différée mais augmentée.

Il doit être possible de majorer les pensions grâce à l'harmonisation des différents régimes, mais il est exclu d'en fixer la date dès à présent. Une modification aux régimes de pensions ne portera pas atteinte aux droits acquis par les pensionnés, et il sera tenu compte de certaines situations particulières.

Les conséquences administratives de l'harmonisation des secteurs intéressés doivent faire l'objet d'un examen approfondi, car il est évident que le traitement rapide des demandes ne peut s'en trouver compromis.

Le Gouvernement souhaite plus particulièrement :

— procéder aux simplifications administratives et à l'harmonisation des régimes pour salariés;

— adapter progressivement les taux de pensions en tenant compte des cotisations payées actuellement et dans le passé par les différentes catégories;

van 1 miljard 407 miljoen. Wat de kapitalisatiereserves bedragen, weten wij, maar wij zouden toch wensen te vernemen wat er met het reservefonds van de bedienden gaat gebeuren, aldus het lid.

De Regering belooft tegen einde 1967 een rapport waarin de kwestie van het Schoolpact zal worden behandeld.

Het lid vindt dat uitstekend en hij is ervan overtuigd dat een herziening van het Schoolpact meer dan gewenst is en dat in deze sector belangrijke besparingen kunnen worden doorgevoerd.

Maar waarom zou de Regering ook over de toestand in de sociale sector geen verslag kunnen overleggen ?

Antwoorden van de Minister van Sociale Voorzorg.

De Minister legt vooreerst uit dat de reserves van tweedelijs aard zijn : de kapitalisatiereserves die de persoonlijke eigendom zijn van ieder die ze gevormd heeft en de repartitiereserves die de gemeenschap toebehoren.

De kapitalisatiereserves dienen voor het betalen van de persoonlijke rente aan de gepensioneerden en deze reserves zullen voorbehouden blijven om de betaling van deze rente te verzekeren.

De repartitiereserves zullen dienen om de betaling van de pensioenen van de werknemers te verzekeren.

De Minister bevestigt uitdrukkelijk dat noch de Regering, noch hijzelf er maar een ogenblik aan denken de pensioenleeftijd te verhogen. Wanneer de Regering aangekondigd heeft een hoger pensioen toe te kennen aan deze die vrijwillig verder blijven werken na de pensioengerechtigde leeftijd en dus verder bijdragen betalen voor de sociale zekerheid zonder het pensioen te genieten, dan wil zij deze inspanning slechts belonen, zelfs als deze werknemers reeds 45/45^e van het pensioen bekomen. Thans reeds kan een werknemer die slechts recht heeft op een onvolledig pensioen, zijn pensioen aanvullen door langer te werken. Waarom dan aan een ander werknemer geen enkel voordeel voor die inspanning toekennen ?

Een commissielid heeft gevraagd of het niet beter zou zijn een part-time tewerkstelling toe te laten voor de gepensioneerden. Eerstdags zullen in het *Belgisch Staatsblad* de besluiten verschijnen die een part-time tewerkstelling veroorloven en die een versoepeling uitmaken van de toegelaten activiteit. De werknemer die de pensioenleeftijd bereikt en die wenst verder te werken zal dus de keuze hebben tussen enerzijds zijn pensioen samen met een part-time tewerkstelling en anderzijds een volledige tewerkstelling met een uitgesteld maar verhoogd pensioen.

Een verhoging van de pensioenen moet realiseerbaar zijn door een harmonisering van de verschillende regelingen, maar het is thans nog niet mogelijk de werkelijke datum te bepalen. Een wijziging aan de pensioenregelingen zal niet raken aan de verworven rechten van de gepensioneerden en er zal rekening worden gehouden met bepaalde speciale toestanden.

De administratieve gevolgen van de harmonisering der betrokken sectoren moeten het onderwerp uitmaken van een grondige studie, daar vanzelfsprekend de vlugge afhandeling van de aanvragen niet in het gedrang mag worden gebracht.

De Regering wenst meer in het bijzonder :

— administratieve vereenvoudigingen door te voeren en de regelingen voor werknemers te harmoniseren;

— de pensioenbedragen geleidelijk aan te passen, rekening houdend met de bijdragen welke thans en in het verleden door de onderscheidene categorieën worden, respectievelijk zijn betaald;

— fixer les interventions de l'Etat en fonction, d'une part, des sommes qui ont été prévues au budget de 1967 et, d'autre part, de l'évolution ultérieure des besoins.

En ce qui concerne la question relative à l'octroi d'une pension anticipée, le Ministre constate que, depuis 1955, il existe une base légale permettant d'octroyer une telle pension mais que, jusqu'à présent, les divers Gouvernements n'ont pas eu la possibilité d'en faire un usage effectif, exception faite pour les invalides ou les malades qui bénéficient d'un statut de reconnaissance nationale.

Les arrêtés relatifs au travail autorisé, qui paraîtront dans les prochains jours, prévoient que les commissions paritaires pourront proposer, pour des raisons de nature économique, de limiter l'extension du travail autorisé.

Le Ministre donne, une fois de plus, l'assurance que les consultations requises auront lieu avant qu'il ne soit fait usage des pouvoirs spéciaux.

Le statut social des travailleurs indépendants.

(11°.)

Exposé du Ministre des Classes moyennes.

1. Il est indéniable qu'au cours des dernières années, la législation sociale relative aux travailleurs indépendants a connu une évolution remarquable.

Au régime d'allocations familiales instauré en 1937 est venu s'ajouter, en 1956, un régime de pension.

En outre, alors que la législation relative à ces deux secteurs a été modifiée à diverses reprises en vue de la perfectionner, une première étape a été franchie, en 1964, dans le domaine de l'assurance maladie-invalidité, grâce à l'extension aux travailleurs indépendants de l'assurance-soins de santé, limitée aux gros risques dans un premier stade.

2. Néanmoins, en dépit du fait qu'il est permis de faire état de chiffres éloquents pour souligner cette remarquable évolution (un seul chiffre : 120 000 pensionnés en 1957, 230 000 en 1967), il est difficile de se défaire d'un sentiment de malaise lorsqu'on considère le secteur social des travailleurs indépendants.

En effet, si du point de vue des indemnités le secteur social des travailleurs indépendants arrive lentement mais sûrement à un stade de maturité, il se trouve encore, en ce qui concerne les structures générales, à l'état d'ébauche.

Il n'est pas difficile d'en trouver l'explication : les diverses législations ont été établies empiriquement et portent chacune leur empreinte propre.

C'est ainsi qu'en 1937 la notion de « travailleur indépendant » n'avait pas encore le sens concret qu'elle possède actuellement.

Le législateur de 1937 a élaboré un régime d'allocations familiales qui s'adressait aux employeurs et aux non-salariés. Tous ceux qui exerçaient une occupation professionnelle et qui n'étaient pas engagés dans les liens d'un contrat de louage de services tombaient sous l'application de cette législation.

En ce qui concerne les cotisations, l'évolution a également été remarquable : à la sainte horreur professée en 1937 à l'égard d'un système de calcul de cotisations qui, directement ou indirectement, aurait pu avoir quelque lien commun avec la fiscalité, a succédé, depuis 1956, un régime

— de tegemoetkomingen van de Staat vast te stellen op grond van enerzijds de in de begroting 1967 vastgestelde bedragen en anderzijds de latere ontwikkeling der behoeften.

Met betrekking tot de vraag omtrent het toekennen van een vervroegd pensioen, stelt de Minister vast dat sinds 1955 de wettelijke basis bestaat om een vervroegd pensioen toe te kennen doch dat tot op heden de verschillende Regeringen de mogelijkheid niet hadden om hiervan effectief gebruik te maken, uitzondering gemaakt voor de invaliden of zieken die de voordelen van een statuut van nationale erkentelijkheid genieten.

De besluiten inzake toegelaten arbeid die eerstdaags zullen verschijnen, zullen bepalen dat de paritaire comités kunnen voorstellen dat om redenen van economische aard de uitbreiding inzake toegelaten arbeid kan beperkt worden.

De Minister verzekert nogmaals dat tot de nodige raadplegingen zal worden overgegaan alvorens van de bijzondere machten gebruik zal worden gemaakt.

Het sociaal statuut der zelfstandigen.

(11°.)

Uiteenzetting van de Minister van Middenstand.

1. Het valt niet te ontkennen dat de sociale wetgeving voor zelfstandigen in de loop der laatste jaren een merkwaardige evolutie heeft gekend.

Naast het stelsel voor gezinsvergoedingen dat in 1937 het licht zag, kwam in 1956 een pensioenstelsel tot stand.

En terwijl de wetgeving in deze beide sectoren herhaaldelijk werd gewijzigd met het oog op een volwaardige uitbouw, werd in 1964 een eerste stap gezet op het vlak van de ziekte- en invaliditeitsverzekering door de uitbreiding tot de zelfstandigen van de verzekering voor geneeskundige verzorging, in een eerste stadium beperkt tot de grote risico's.

2. En toch, spijts het feit dat men met sprekende cijfers kan uitpakken om een merkwaardige evolutie te onderstrepen (één cijfer : 120 000 gepensioneerden in 1957, 230 000 in 1967) kan men zich bij het overschouwen van de sociale sector van de zelfstandigen niet ontdoen van een gevoel van onbehagen.

Inderdaad, indien de sociale sector der zelfstandigen onder oogpunt der uitkeringen langzaam maar zeker naar volwassenheid gaat, staat hij, wat de algemene structuren betreft, nog in de kinderschoenen.

Hiervoor een verklaring te vinden is niet moeilijk. De verschillende wetgevingen zijn empirisch uitgegroeid en dragen elk hun eigen stempel.

Zo had het begrip « zelfstandige » in 1937 nog niet de concrete inhoud die het nu heeft.

De wetgever van 1937 bouwde een stelsel van gezinsvergoedingen uit dat zich richtte tot de werkgevers en de niet-loontrekenden. Al wie enige beroepsbezigheid uitvoerde en niet verbonden was door een contract van dienstverhuring, viel onder toepassing van de wetgeving.

Ook op het stuk van de bijdragen was de evolutie merkwaardig : heilige afkeer in 1937 voor een systeem van bijdraagberekening dat rechtstreeks of onrechtstreeks iets met de fiscaliteit zou te maken hebben, terwijl vanaf 1956 de pensioenbijdrage berekend wordt op het bedrijfsinkomen en

selon lequel les cotisations de pension sont calculées en fonction des revenus professionnels; en outre, depuis 1964, la perception des cotisations à l'assurance-maladie se fait également sur la même base.

3. La conséquence de ce qui précède est que, si la législation relative aux pensions et le régime de l'assurance maladie s'appuient plus ou moins l'un sur l'autre, toute coordination entre ces régimes, d'une part, et la législation sur les allocations familiales, d'autre part, fait complètement défaut.

Il serait possible de consacrer un volume à ce manque de coordination.

A titre exemplatif, nous nous bornerons au domaine des cotisations :

— Le travailleur indépendant cotise deux fois par an pour les allocations familiales, quatre fois par an pour la pension, quatre fois par an pour l'assurance-maladie, et cela chaque fois à des organismes différents.

— Les cotisations sont calculées de manière différente par secteur (présomptions d'aisance, revenus professionnels, forfait pondéré).

— Si l'intéressé est négligent, il est naturellement mis en défaut par les divers organismes. S'il s'ensuit des poursuites judiciaires, la procédure est engagée dans les trois secteurs par des organismes différents, suivant les modalités propres à chaque régime.

— Si, en raison de son état de fortune, l'intéressé ne peut payer les cotisations, il doit s'adresser à une commission qui est uniquement compétente en matière d'allocations familiales et à une autre commission dont la compétence se limite au seul secteur des pensions.

D'autre part, il n'existe pas encore de commission similaire en ce qui concerne le secteur de l'assurance maladie.

Il serait possible de pousser la comparaison plus loin (triple contrôle, dépistage, etc.), pour aboutir toujours à la même conclusion : des structures administratives unilatérales et rigides, où les formalités inutiles et les doubles emplois sont légion.

4. Ce sont les travailleurs indépendants qui sont les premières victimes de telles situations.

Tout d'abord, parce qu'ils ne s'y retrouvent pas dans le labyrinthe des réglementations, des cotisations, des sanctions, etc.

Ensuite, parce que l'élaboration ultérieure de leur statut social est grevée de frais d'administration considérables, dont l'importance est une conséquence inéluctable de la structure même qui se trouve à la base des différents régimes.

Pour l'ensemble des trois régimes, les frais d'administration s'élèvent à environ 800 millions par an.

5. Le Gouvernement entend que les travailleurs indépendants jouissent d'un statut social adéquat et conçu de manière rationnelle, dont le but principal serait de faire bénéficier les travailleurs indépendants des efforts consentis par eux-mêmes et par la communauté en faveur de ce statut social.

C'est dans cette optique qu'il a chargé une Commission d'experts de procéder à une première approche générale du problème.

Dans son rapport, cette Commission a suggéré sans entrer dans les détails --- ce qui, d'ailleurs, ne lui avait pas été demandé --- une série d'options générales qui vont dans le sens préconisé par le Gouvernement.

vanaf 1964 de heffing van de bijdrage voor de ziekteverzekerings eveneens op laatstgenoemde basis geschiedt.

3. Gevolg van dat alles was dat, zo de pensioenwetgeving en de ziekteverzekerings min of meer bij elkaar aanleunen, iedere samenhang tussen deze stelsels enerzijds en de wetgeving op de kinderbijslag anderzijds volledig zoek is.

Aan dat gemis van samenhang kan een klein boekdeel gewijd worden.

We beperken ons ter illustratie tot het gebied der bijdragen :

— De zelfstandige betaalt 2 × per jaar voor de kinderbijslag, 4 × per jaar voor het pensioen, 4 × per jaar voor de ziekteverzekerings en dit telkens aan verschillende organismen.

— De bijdragen worden per sector op verschillende wijzen berekend (vermoedens van welstand, bedrijfsinkomen, gematigd forfait).

— Is belanghebbende nalatig, dan wordt hij natuurlijk door de verschillende organismen in gebreke gesteld. Loopt het uit op een rechtsvordering, dan wordt er in de drie sectoren door verschillende organismen geprocedeerd, en dit volgens de eigen geplogenheden van elk stelsel.

— Kan de betrokkenen, ingevolge zijn vermogenstoestand de bijdragen niet betalen, dan moet hij aankloppen bij een Commissie, die alleen bevoegd is inzake kinderbijslag, en bij een andere Commissie die dan weer alleen in de pensioensector bevoegd is.

Anderzijds bestaat er nog geen gelijkaardige Commissie wat de sector « ziekteverzekerings » betreft.

Men zou de vergelijking kunnen doortrekken (drievoudige controle, depistage enz.) om steeds weer tot dezelfde conclusie te komen : administratieve structuren die eenzijdig en zwaar op de hand zijn en waarin nodeloze formaliteiten en dubbel gebruik legio zijn.

4. Van dergelijke toestanden zijn de zelfstandigen in de eerste plaats de grote slachtoffers.

Voorerst omdat ze niet wegwijs geraken in de doolhof van reglementeringen, bijdragen, sancties, enz.

Vervolgens omdat de verdere uitbouw van hun sociaal statuut gehypotheekerd wordt door de zware administratiekosten waarvan de belangrijkheid een noodzakelijk gevolg is van de basisstructuur zelf van de verschillende stelsels.

Voor het geheel der drie stelsels belopen de administratiekosten ongeveer 800 miljoen per jaar.

5. De Regering wenst een volwaardig, rationeel uitgebouwd sociaal statuut voor de zelfstandigen met als hoofdbetrekking dat wat de zelfstandigen en de gemeenschap voor het sociaal statuut afdragen, de zelfstandigen zelf maximaal ten goede zou komen.

In die optiek heeft ze een Commissie van experts gelast om over te gaan tot een eerste algemene aanpak van het probleem.

Deze Commissie heeft in haar verslag, zonder in details te treden --- wat haar trouwens niet gevraagd was --- een reeks algemene opties vooropgesteld die gaan in een door de Regering beaamde richting.

6. Il y a quelques mois, le groupe de travail chargé de l'étude du statut social des travailleurs indépendants a été réuni à nouveau afin d'émettre un avis au sujet de la rationalisation et de soumettre, d'autre part, le contenu même du statut social à un examen critique.

Les travaux du groupe de travail progressent fort bien et l'avis relatif aux mesures de rationalisation peut être escompté pour le début du mois de mars 1967.

7. Le Gouvernement doit pouvoir agir d'urgence à la lumière des conclusions de ce groupe de travail, afin que les mesures de rationalisation qui seront prises puissent produire leurs effets aussi rapidement que possible.

D'autre part, le Gouvernement doit tenir compte du fait que le régime des allocations familiales présente un déficit annuel de 325 millions environ. Ce déficit résulte, pour un montant d'environ 275 millions, des mesures que le Gouvernement a prises à la fin de l'année 1964 et au début de l'année 1965, lorsqu'il a octroyé certains avantages au régime des travailleurs indépendants, sans en prévoir la contrepartie soit au moyen de cotisations, soit grâce à des subventions de l'Etat.

Par la voix du Vice-Premier Ministre à la Chambre et du Ministre des Classes moyennes au Sénat, le Gouvernement a manifesté sa volonté de résorber le déficit structurel du secteur des allocations familiales. Il s'est cependant engagé, au cas où ce déficit existerait toujours à la fin de l'année, à le couvrir au moyen des crédits supplémentaires requis. Afin de limiter autant que possible le montant de ces crédits, il y a lieu de prendre d'urgence les mesures envisagées de rationalisation et de simplification des réglementations existantes.

8. Les problèmes qui se posent en matière de statut social sont à la fois très techniques et très complexes.

Pour l'élaboration des textes qui y apportent une solution, il convient de se montrer circonspect, car il faut toujours avoir en vue l'unicité qui doit servir de base au nouveau régime, ainsi que les reliquats du passé qui, inévitablement, continueront à subsister pendant quelque temps sous forme de dispositions transitoires, lesquelles seront relativement importantes.

En vue de régler ces problèmes dans les plus brefs délais et de réaliser un assainissement fondamental, le Gouvernement a besoin de pouvoirs spéciaux.

Discussion et questions.

De l'avis d'un membre, la nécessité d'une délégation de pouvoirs est moins nécessaire pour le règlement du problème qui se pose en ce qui concerne les travailleurs indépendants, que dans d'autres domaines. Il fait cependant confiance au Gouvernement et c'est la raison pour laquelle il votera les pouvoirs spéciaux en ce domaine également.

Il estime cependant que le Gouvernement se fait des illusions lorsqu'il croit pouvoir réaliser des économies importantes cette année encore, même en ayant recours aux pouvoirs spéciaux; il faut réaliser toutes les économies qu'il est possible de faire, mais il est exclu de pouvoir économiser des centaines de millions.

Le membre regrette que le secteur des assurances sociales pour travailleurs indépendants dégage une trop forte impression de gaspillage; l'importance des frais administratifs est uniquement due à la complexité de la législation. Ce n'est pas seulement dans ce secteur, mais également dans celui des assurances sociales pour travailleurs salariés qu'il est possible de réaliser des économies en simplifiant la législation et la réglementation.

6. Een paar maanden geleden werd de werkgroep belast met de studie van het sociaal statuut der zelfstandigen opnieuw samengeroepen om advies uit te brengen in verband met de rationalisatie en om de inhoud zelf van het sociaal statuut aan een kritisch onderzoek te onderwerpen.

De werkzaamheden van de werkgroep schieten goed op en het advies in verband met de maatregelen tot rationalisatie mag begin maart 1967 worden verwacht.

7. In het licht van de conclusies van deze werkgroep moet de Regering dringend kunnen optreden, opdat de maatregelen die tot rationalisatie zullen getroffen worden zo spoedig mogelijk vruchten zouden afwerpen.

Anderzijds staat de Regering voor het feit dat het stelsel van de kinderbijslagen een deficit vertoont van ongeveer 325 miljoen per jaar. Voor een bedrag van ongeveer 275 miljoen, spruit dit tekort voort uit de maatregelen die de Regering einde 1964 — begin 1965 heeft getroffen toen zij bepaalde voordeelen heeft toegekend aan het regime van de zelfstandigen zonder daarvoor de tegenprestatie, hetzij door bijdragen, hetzij door Regeringssubsidie te voorzien.

De Regering heeft in de Kamer bij monde van de Vice-Eerste Minister en in de Senaat bij monde van de Minister van Middenstand haar wil te kennen gegeven het structureel deficit van de sector kinderbijslagen te doen verdwijnen. Zij heeft echter de verbintenis aangegaan, mocht bij het einde van het jaar een tekort blijven, dit te dekken door de nodige bijkredieten. Om het bedrag van deze laatste zoveel mogelijk te beperken, dienen dringend de overwogen maatregelen tot rationalisatie en vereenvoudiging van de bestaande reglementeringen te worden getroffen.

8. De problemen die op het stuk van het sociaal statuut rijzen, zijn zeer technisch en ingewikkeld.

Bij het uitwerken van de teksten die er een oplossing aan geven, dient omzichtig tewerk gegaan daar steeds voor ogen moet worden gehouden én de uniciteit die aan de nieuwe regeling ten grondslag moet liggen én de resten van het verleden die onvermijdelijk gedurende een zekere tijd zullen voortleven onder vorm van overgangsbepalingen die relatief belangrijk zullen zijn.

Om deze problemen binnen de kortst mogelijke tijd te regelen en een financiële gezondmaking ten gronde door te voeren, heeft de Regering bijzondere machten nodig.

Bespreking en vragen.

Een lid meent dat de noodzaak van een bevoegdheidsdelegatie tot regeling van het gestelde probleem wat de zelfstandigen betreft, hem minder noodzakelijk voorkomt dan op andere terreinen. Hij heeft echter vertrouwen in de Regering en zal daarom de speciale machten ook op dit punt goedkeuren.

Hij is echter van oordeel dat de Regering zich illusies maakt wanneer zij meent, zelfs met volmachten, dit jaar nog belangrijke besparingen te kunnen doen; elke besparing die mogelijk is moet doorgevoerd worden, doch honderden miljoenen besparen is uitgesloten.

Het lid betreurt dat al te veel de indruk wordt verwekt dat in de sociale verzekeringen van de zelfstandigen aan verspilling wordt gedaan; de complexiteit van de wetgeving alleen is oorzaak van de hoge administratieve kosten. Niet alleen hier, doch ook in de sociale verzekeringen van de loontrekenden zijn door vereenvoudiging van de wetgeving en de reglementering, bezuinigingen op het beheer mogelijk.

Le membre constate en outre que le Gouvernement fait naître beaucoup d'espoirs en parlant d'*« instaurer un statut social »*, alors qu'il est clair que les pouvoirs demandés seront presque uniquement employés pour procéder à une restructuration administrative et à une simplification de la législation.

Lorsqu'on procède aux réformes envisagées, estime le membre, il faut commencer au sommet; c'est surtout dans les tâches exercées par les organes dirigeants qu'il y a double (ou triple) emploi (recherches, répertoire, inspection, etc.).

Le membre déclare ensuite qu'une condition préalable à laquelle il subordonne son accord est que les trois assurances sociales existantes soient traitées sur un pied d'égalité et qu'on ne se limite pas à une coordination de deux des trois régimes.

Il marque son accord sur l'instauration d'un seul champ d'application, ainsi que d'une cotisation unique à calculer de préférence sur les revenus professionnels, et ce avec un minimum raisonnablement élevé et un maximum adéquat.

La question la plus délicate consiste à savoir qui percevra la cotisation unique; à ce sujet, le membre met le Gouvernement en garde contre les avis qui lui sont donnés et qui ne sont pas toujours désintéressés.

Ensuite, il demande d'être suffisamment attentif aux problèmes des caisses mutuelles d'allocations familiales, qui sont les plus anciennes institutions sociales pour travailleurs indépendants et qui peuvent, aussi bien que quiconque, faire office d'organismes de perception.

Si le Gouvernement désire réellement mener à bien les économies qu'il prétend vouloir réaliser, il doit confier la perception de la cotisation unique aux caisses mutuelles.

Pour conclure, ce membre déclare qu'il a évité à dessein d'entrer dans les détails, notamment en ce qui concerne le champ d'application; cependant, il est à la disposition du Gouvernement pour lui donner de plus amples explications quant à ses conceptions à ce sujet.

Un autre membre met, à son tour, fortement en doute l'utilité des pouvoirs spéciaux pour l'élaboration d'un statut social des travailleurs indépendants; il craint même que le recours aux pouvoirs spéciaux ne soit un obstacle à la mise sur pied d'un statut définitif.

Le Gouvernement a été bien inspiré de recueillir l'avis du groupe de travail Allard sur le statut en question, car ce groupe jouit d'une grande autorité dans les milieux indépendants.

Or, bien qu'il existe un large accord au sein de ce groupe et qu'il entre dans les intentions du Gouvernement de suivre ses suggestions, le statut des travailleurs indépendants pourrait tout aussi bien être élaboré dans le cadre d'une procédure parlementaire normale. Celle-ci permettrait d'écartier la méfiance qui existe dans les milieux des travailleurs indépendants à l'égard des pleins pouvoirs.

Comment conçoit-on le statut des travailleurs indépendants et sur quelle technique entend-on se baser ?

Il est beaucoup question de la réforme des divers régimes sociaux des travailleurs indépendants et d'économies atteignant 200 à 250 millions que l'on s'efforcerait de réaliser.

Le membre ne voit pas très bien comment il serait possible d'aboutir à des telles économies, surtout si l'effort se limite à une tentative de restructuration.

L'intervenant pose les questions suivantes au sujet du secteur des allocations familiales :

... Entre-t-il dans les intentions du Gouvernement de majorer les cotisations et, dans l'affirmative, dans quelles proportions ?

Het lid stelt verder vast dat de Regering door te spreken van « het invoeren van een sociaal statuut », hoge verwachtingen wekt, daar waar klaarblijkelijk de gevraagde machten bijna uitsluitend zullen gebruikt worden voor een administratieve herstructurering en een vereenvoudiging van de wetgeving.

Bij het doorvoeren van de geplande hervormingen, zo meent dit lid verder, moet aan de top begonnen worden; vooral in de taken uitgevoerd door de toporganen zit het dubbel (of drievoudig) gebruik (opsporing, repertorium, inspectie enz.).

Vervolgens noemt het lid het een voorafgaande voorwaarde voor zijn instemming dat men de drie bestaande sociale verzekeringen op een voet van gelijkheid behandelt en dat men zich bvb. niet beperkt tot een coördinatie van twee van de drie stelsels.

Hij verklaart zich akkoord met de invoering van één toepassingsgebied en een enige bijdrage, bij voorkeur te berekenen op het bedrijfsinkomen met een redelijk hoog minimum en een behoorlijk maximum.

De meest delicate vraag is wie de enige bijdrage zal innen; het lid waarschuwt terzake voor de niet steeds belangloze adviezen die aan de Regering worden gegeven.

Vervolgens vraagt hij voldoende aandacht voor de problemen van de onderlinge kassen voor kinderbijslag, de oudste sociale instellingen voor de zelfstandigen, en die even goed als wie ook bij machte zijn als inningsorganisme op te treden.

Indien de Regering werkelijk de besparingen wil die zij beweert na te streven, moet zij de inning van de enige bijdrage aan de onderlinge kassen toevertrouwen.

Dit lid verklaart tot slot dat hij opzettelijk vermeden heeft in details te treden o.m. over het toepassingsgebied, doch dat hij ter beschikking is van de Regering om daarover zijn opvattingen te verduidelijken.

Een ander lid betwijfelt op zijn beurt ten zeerste het nut van de bijzondere machten wat het uitwerken van een sociaal statuut voor de zelfstandige arbeiders betreft; hij vreest veleer dat een beroep op de bijzondere machten de totstandkoming van een definitief statuut zal in de weg staan.

De Regering heeft er goed aan gedaan de zogenaamde werkgroep-Allard, die in de kringen van de zelfstandigen een groot gezag geniet, omrent het bedoelde statuut te raadplegen.

Welnu, ofschoon in die werkgroep een ruime overeenstemming wordt bereikt en het in de bedoeling ligt van de Regering de voorstellen ervan te volgen, kan het statuut van de zelfstandigen even snel worden gerealiseerd via de gewone parlementaire weg als via de bijzondere machten, terwijl men zodoende de argwaan, die in de kringen van de zelfstandigen tegenover de bijzondere machten bestaat, uit de weg ruimt.

Hoe vat men nu het statuut van de zelfstandigen op en welke techniek zal eraan ten grondslag liggen ?

Men spreekt veel over de hervorming van de verschillende sociale stelsels der zelfstandigen en over besparingen, ter grootte van 200 à 250 miljoen, die men zou trachten te verwezenlijken.

Het lid ziet niet goed in op welke wijze men tot die besparingen zou komen, vooral indien men ze enkel op grond van een herstructurering zal pogen te verwezenlijken.

In verband met de sector kinderbijslagen stelt het lid de volgende vragen :

— Ligt het in de bedoeling van de Regering de bijdragen te verhogen en, zo ja, met welk bedrag ?

Si les travailleurs indépendants se méfient du projet sur les pouvoirs spéciaux, c'est précisément à cause de la possibilité qu'il offre de relever le taux des cotisations.

— Qu'en est-il de l'égalité des allocations familiales pour les travailleurs indépendants et pour les travailleurs salariés à partir du troisième enfant, égalité qui a été rompue ?

— Est-il question de supprimer éventuellement les allocations familiales en faveur du premier enfant ?

Cette éventualité constitue évidemment une source de soucis pour les milieux intéressés et elle créerait une inégalité entre les travailleurs indépendants eux-mêmes dans le domaine des cotisations.

En ce qui concerne les pensions on peut se demander si l'on s'oriente réellement vers une simplification du système complexe comportant deux régimes de pensions (régime de solidarité et régime de capitalisation). Cette simplification, qui devrait permettre d'abaisser les très fortes dépenses administratives dans ce secteur, est attendue depuis 1956.

Concernant l'assurance maladie, il importe de signaler que l'article 22 de la loi de 1963 permet de modifier la réglementation actuelle sans avoir recours aux pouvoirs spéciaux.

Ou bien entre-t-il dans les intentions du Gouvernement d'utiliser les pouvoirs spéciaux afin de résoudre d'un seul coup l'ensemble du secteur social des travailleurs indépendants, l'assurance maladie y comprise ?

Toujours dans le domaine de l'assurance maladie, il serait souhaitable que le régime actuel des cotisations soit remplacé par une cotisation forfaitaire; à cet égard, il serait intéressant de savoir sur quelle base on pourrait calculer une cotisation ainsi réformée. Il faut éviter, en tout cas, d'adopter une solution intermédiaire qui présenterait à la fois les désavantages du calcul sur la base du revenu professionnel et du régime forfaitaire, sans comporter les avantages liés à chacune de ces deux formules, le tout entraînant pour l'Etat, non pas des économies mais bien un accroissement des interventions financières.

Envisage-t-on éventuellement d'étendre l'assurance maladie des travailleurs indépendants à d'autres soins que ceux qui ressortissent aux gros risques, actuellement couverts, et plus particulièrement aux soins spéciaux ?

Toujours pour ce qui concerne l'assurance maladie, ne songe-t-on pas à créer un organisme central, qui serait chargé de la perception des cotisations ?

Un tel organisme central pourrait assurer la perception des cotisations en matière de pensions et d'allocations familiales, même si l'on maintenait des bases différentes pour l'établissement des cotisations.

A cet égard, l'orateur souligne qu'à ses yeux, l'objectif à atteindre pour l'ensemble du secteur social doit résider dans l'instauration d'un système généralisé de sécurité sociale qui soit identique pour tous les citoyens, quelle que soit leur activité professionnelle.

Mais la création d'un Office national de sécurité sociale pour travailleurs indépendants, qui constituerait le pendant de l'Office National de Sécurité Sociale pour travailleurs salariés, ne porterait-elle pas préjudice à la réalisation de l'unité des différentes réglementations en ne ferait-elle pas persister de graves difficultés techniques, notamment en ce qui concerne les cas complexes de carrières relevant de régimes différents ? Par conséquent, au lieu de simplifier, on risque, ce faisant, de tomber dans une diversification plus grande encore.

Un membre demande si le Gouvernement s'estimerait lié par les conclusions du groupe Allard, si celles-ci étaient admises à l'unanimité ou à une large majorité.

Het is vooral het aspect bijdrageverhoging dat de zelfstandigen het ontwerp op de bijzondere machten doet wantrouwen.

— Quid betreffende de gelijkheid van de kinderbijslagen zelfstandigen-loontrekenden van het derde kind af, gelijkheid welke thans verbroken is ?

— Is er sprake van de kinderbijslag voor het eerste kind eventueel af te schaffen ?

Deze eventualiteit is vanzelfsprekend een bron van zorgen voor de betrokken kringen en zou bovendien onder de zelfstandigen zelf een ongelijkheid op het stuk van de bijdragen scheppen.

Wat de pensioenen betreft, rijst de vraag of men werkelijk in de richting gaat van een vereenvoudiging van het ingewikkelde stelsel der twee pensioenregimes (solidariteit en kapitalisatie), welke vereenvoudiging de zeer hoge administratiekosten in die sector moet drukken en waarop men sedert 1956 wacht.

In verband met de ziekteverzekering dient erop te worden gewezen dat artikel 22 van de wet van 1963 het mogelijk maakt de huidige reglementering zonder een beroep op bijzondere machten te wijzigen.

Of ligt het in de bedoeling de bijzondere machten te benutten om aan het geheel van de sociale sector van de zelfstandigen, met inbegrip van de ziekteverzekering, een oplossing te geven ?

Nog wat de ziekteverzekering betreft, zou het wenselijk zijn het huidige bijdragestelsel door een forfaitaire bijdrage te vervangen; hieromtrent zou het ook interessant zijn te vernemen op welke basis men een eventueel hervormde bijdrage zou berekenen. Men moet in elk geval vermijden tot een tussenoplossing te komen die de nadelen van de berekening op grond van het bedrijfsinkomen en van het stelsel van het forfait zou vertonen, zonder de aan elke van die formules verbonden voordelen met zich te brengen, terwijl er voor het Rijk geen besparingen maar wel verhoogde financiële tussenkomsten zouden kunnen uitvoerbaar.

Overweegt men eventueel de uitbreiding van de ziekteverzekering der zelfstandigen tot andere zorgen dan die vallend onder de thans gedeckte grote risico's, en meer bepaald tot de speciale zorgen ?

Steeds wat de ziekteverzekering betreft, denkt men niet aan de oprichting van één enkel centraal organisme, dat met de inning van de bijdragen zou worden belast ?

Dergelijk centraal organisme zou trouwens ook — zelfs met behoud van een verschillende basis voor de bijdrageberekening — voor de inning van de bijdragen inzake pensioenen en kinderbijslagen kunnen instaan.

In dit verband onderstreept spreker dat, volgens hem, het streefdoel in de gehele sociale sector erin moet bestaan tot een veralgemeend systeem van maatschappelijke zekerheid te komen dat hetzelfde is voor alle burgers, welke ook hun beroepsactiviteit wezen.

Welnu, is het niet zo dat het eventueel tot stand brengen van een Rijksdienst voor maatschappelijke zekerheid voor de zelfstandigen naast de Rijksdienst voor de maatschappelijke zekerheid voor de loontrekenden nadelig zou uitvallen voor het bewerken van de eenheid van de verschillende reglementeringen en ernstige moeilijkheden zou laten voortbestaan op technisch gebied, o.m. wat betreft de complexe gevallen van loopbanen die tot verschillende stelsels behoren; derhalve zou men op die manier, in plaats van te vereenvoudigen, in een nog grotere diversificatie kunnen vervallen.

Een intervenant stelt de vraag of de Regering zich zou gebonden achten door de conclusies van de werkgroep Allard indien deze eenparig of met een ruime meerderheid zouden worden aangenomen.

Un autre membre encore ne doute pas des bonnes intentions du Gouvernement; néanmoins, il se demande si c'est appliquer une bonne méthode, sinon une tactique efficace, que de vouloir réaliser le statut social des travailleurs indépendants par le biais des pouvoirs spéciaux.

Il constate tout d'abord que le statut social des travailleurs indépendants n'est qu'un élément de l'ensemble des problèmes auxquels s'appliquent les pouvoirs spéciaux, et qu'au surplus, cette matière est sans rapport direct avec la politique d'économies envisagée.

Dès lors, le Gouvernement fait-il œuvre utile et se montre-t-il habile en assumant la charge inhérente à la mise en œuvre de ce statut ? Cette question se justifie d'autant plus que les milieux intéressés s'opposent à la réalisation du statut par le truchement des pouvoirs spéciaux et que la procédure choisie à cet effet prêtera aisément le flanc à la surenchère politique. Dans une matière aussi délicate, une large consultation des milieux intéressés s'impose et, si l'on veut aboutir à une solution définitive et efficace, l'intervention du Parlement se révèle indispensable.

D'autres membres interviennent encore dans le même sens.

L'un d'entre eux cite une déclaration du Ministre, selon laquelle la rationalisation envisagée dans le domaine du statut social des travailleurs indépendants englobera, entre autres, la restructuration du mode de détermination des cotisations.

Le membre ayant fait observer que cette restructuration aurait pour but d'apurer le déficit structurel de ce secteur de la sécurité sociale, le Ministre répond qu'il n'en est rien.

Le dernier intervenant attire l'attention sur plusieurs difficultés auxquelles peuvent donner lieu les différentes bases de calcul des cotisations dans les trois régimes de la sécurité sociale des travailleurs indépendants; il estime, lui aussi, que l'instauration d'une base uniforme contribuera, dans une mesure considérable, à rationaliser le travail administratif.

Le membre plaide cependant en faveur du maintien du revenu cadastral et des indices d'aisance dans l'établissement de cette base de calcul, ce qui, dans son chef, pourrait paraître illogique, puisqu'il est partisan de la centralisation de la perception pour l'ensemble du secteur.

Il estime en effet que, dans le cas des travailleurs indépendants, le revenu cadastral et les indices en question constituent, comme base exacte de calcul des cotisations, des facteurs plus objectifs que le revenu net imposable d'une activité professionnelle.

Par ailleurs, le membre est d'avis que, même si la charge de percevoir les cotisations à l'assurance maladie était enlevée aux mutuelles pour être confiée à un organisme central, les mutuelles n'en garderaient pas moins leur rôle fonctionnel lors de l'octroi des prestations.

Le même membre attire ensuite l'attention sur le fait que la perception, par les différentes caisses, des cotisations au régime des allocations familiales (perception sur base du revenu cadastral) donne lieu, en pratique, à moins de revisions que la perception par les caisses de pensions des cotisations au régime des pensions; il importe de porter également remède à cette situation, dans le cadre de la centralisation et de la rationalisation de la base de calcul.

On connaît à suffisance les frais de fonctionnement très élevés des caisses qui sont chargées de la perception des cotisations au régime des pensions; ces frais augmentent encore à raison d'autres difficultés découlant de la dispersion dans ce domaine.

Nog een ander lid twijfelt niet aan de goede bedoelingen van de Regering; hij vraagt zich echter af of de methode, de tactiek om via bijzondere machten tot een sociaal statuut voor de zelfstandigen te komen, wel de goede is.

Spreker stelt vooreerst vast dat de bijzondere machten een ruim terrein bestrijken, waarvan het sociaal statuut van de zelfstandigen maar een onderdeel uitmaakt dat bovendien geen onmiddellijk verband houdt met de voorgenomen bezuinigingspolitiek.

Is het derhalve wel nuttig en handig vanwege de Regering de last van de uitwerking van het bedoelde statuut op zich te nemen ? Het stellen van deze vraag is des te meer gewettigd daar de regeling van dit statuut via de bijzondere machten in de betrokken kringen wordt aangevochten, de overwogen maatregelen ingevolge de gekozen procedure gemakkelijk aanleiding kunnen geven tot politiek opbod, en een ruime raadpleging van de betrokken kringen, maar — vooral in een zo kiese kwestie — in de eerste plaats de tussenkomst van het Parlement onmisbaar zijn indien men tot een beslissende en gezaghebbende oplossing wil komen.

Nog andere leden komen in dezelfde zin tussenbeide.

Een van hen haalt vervolgens een verklaring van de Minister aan volgens welke de overwogen rationalisatie op het stuk van het sociaal statuut der zelfstandigen onder meer de herstructurering van de berekeningswijze van de bijdragen zal omvatten.

Wanneer hij doet opmerken dat die herstructurering tot doel zou hebben een einde te maken aan het structureel tekort van het betrokken stelsel van sociale zekerheid, antwoordt de Minister daarop ontkennend.

Een laatste spreker wijst op allerlei moeilijkheden waartoe de verschillende bases van berekening van de bijdragen in de drie regimes van de maatschappelijke zekerheid der zelfstandigen aanleiding geven en is op zijn beurt van oordeel dat het invoeren van één gelijkvormige basis in aanzienlijke mate tot de rationalisatie van het administratief werk kan bijdragen.

Toch pleit spreker — wat, in zijn hoofde, als voorstander van een centralisatie van de inning voor het geheel van de sector wel onlogisch zou kunnen schijnen — voor het behoud van het kadastraal inkomen en van indiciëen van welstand bij het vaststellen van de bedoelde basis van berekening.

Inderdaad, het kadastraal inkomen en de indiciëen in kwestie zijn in het geval van de zelfstandigen veelal objectievere factoren dan het netto-belastbaar inkomen uit een beroepsactiviteit om als werkelijkheidsgetroeve grondslag voor de berekening van de bijdragen te dienen.

Voorts is het lid van oordeel dat, wanneer de inning van de bijdragen voor de ziekteverzekering van de mutualiteiten op een centraal organisme zou worden overgedragen, die mutualiteiten toch hun functionele rol bij de toekenning van de prestaties moeten behouden.

Spreker wijst er vervolgens op dat de inning van de bijdragen voor de kinderbijslagen door de onderlinge kassen (inning op basis van het kadastraal inkomen) aanleiding geeft tot minder herzieningen dan de inning van de pensioenbijdragen door de pensioenkassen; die toestand moet eveneens in het kader van een rationalisatie van de berekeningsbasis en van een centralisatie onder ogen worden genomen.

De zeer hoge functionele kosten in hoofde van de pensioenkassen die met de inning van de pensioenbijdragen zijn belast, nog verwaard door andere moeilijkheden voortvloeiend uit de versnippering terzake, zijn voldoende gekend.

Le membre estime que toutes ces difficultés pourraient être résorbées dans une large mesure en confiant, comme il l'a indiqué ci-dessus, la perception des différentes cotisations à un organisme central, et il serait heureux d'avoir une estimation des économies que cette centralisation permettrait de réaliser.

Réponse du Ministre.

Il est exact que les économies résultant de la rationalisation n'auront qu'un effet limité en 1967 et qu'elles ne compenseront pas le déficit structurel. C'est une raison de plus pour accélérer la réalisation de la réforme.

Le montant élevé des frais d'administration des assurances sociales en faveur des travailleurs indépendants n'est pas dû à une mauvaise gestion. La complexité de la législation est en réalité telle qu'il ne pourrait en être autrement. Il faut mettre fin à cette complexité, ce qui permettra du même coup une réduction sensible des frais d'administration. Une diminution de ces frais à concurrence de 200 à 250 millions par an est un ordre de grandeur parfaitement acceptable si l'on tient compte du fait que l'établissement de règles identiques en matière d'assujettissement pour les trois secteurs et la perception d'une cotisation calculée d'après les mêmes critères permettront de ne plus constituer qu'un seul dossier par assujetti.

On objectera parfois qu'une économie de 200 millions est irréalisable, le budget administratif total de l'O.N.A.F.T.I. ne s'élevant pas à autant. C'est évidemment sur l'ensemble des frais d'administration afférents aux trois secteurs que des économies substantielles doivent être faites. Ainsi, le mode actuel de perception des cotisations en matière d'assurance maladie est très onéreux.

Un membre a très justement souligné qu'il fallait rationaliser et simplifier à tous les échelons et que l'exemple devait surtout venir d'en haut. Concrètement, cela signifie notamment la tenue d'un registre unique des assujettis et l'organisation d'un contrôle polyvalent.

Les débats tant à la Chambre qu'au Sénat lors de la discussion du budget des Classes moyennes ont prouvé qu'il y avait un large accord sur tous les bancs en ce qui concerne les objectifs à atteindre. La nécessité d'une uniformisation des critères d'assujettissement n'est pas contestée. La perception des cotisations par un seul et même organisme est aussi largement admise. Ces deux premiers points étant acquis, il serait peu logique de récuser le principe d'une cotisation globale à laquelle pourrait, sans inconvénients, s'ajouter éventuellement un montant forfaitaire pour l'assurance maladie — gros risques.

Il serait toutefois prématuré de se prononcer dès à présent de manière définitive sur ces différentes questions, qui sont actuellement examinées par le groupe de travail qui est chargé de l'étude du statut social des travailleurs indépendants et qui est présidé par M. Allard, président du Conseil supérieur des Classes moyennes. Les synthèses élaborées avec objectivité par ce groupe en 1962 lui ont valu une large audience. Son influence a été déterminante en ce qui concerne les solutions adoptées par la suite. Les conclusions de l'étude à laquelle il se livre en ce moment seront de la même haute qualité. Il est utile de préciser que l'avis relatif aux mesures de rationalisation a été initialement demandé pour le 31 janvier 1967. Il sera toutefois encore rendu en temps utile, même si, comme il semble, un délai supplémentaire d'un mois ou six semaines est nécessaire au groupe. Si, juridiquement parlant, le Gouvernement n'est pas lié par les conclusions du groupe puisqu'il s'agit

Alle voornoemde bezwaren, aldus het lid, zouden in zeer grote mate kunnen worden opgevangen, indien, zoals hij hierboven reeds liet gelden, de inning van de verschillende bijdragen aan een centraal organisme werd toevertrouwd; graag had hij een idee van wat dergelijke werkwijze aan besparingen zou kunnen opleveren.

Antwoord van de Minister.

Het is juist dat de besparingen, voortvloeiend uit de rationalisatie, in 1967 slechts een beperkte uitwerking zullen hebben en het structureel deficit niet zullen wegwerken. Dit is een reden te meer om de verwezenlijking van de hervervorming te bespoedigen.

Het hoge bedrag van de administratiekosten der sociale verzekeringen ten gunste van de zelfstandigen is niet aan een slecht beheer te wijten. De complexiteit van de wetgeving is in werkelijkheid van die aard dat het niet anders kan. Er moet aan deze complexiteit een einde worden gemaakt hetgeen meteen een gevoelige vermindering van de administratiekosten zal mogelijk maken. Een vermindering van deze kosten ten bedrage van 200 à 250 miljoen per jaar is een orde van grootheid die zeer goed aanvaardbaar is, indien men rekening houdt met het feit dat het vaststellen van identieke regelen inzake onderwerping voor de drie sectoren en het innen van een bijdrage berekend volgens dezelfde criteria, het zal mogelijk maken nog slechts één enkel dossier per onderworpen samen te stellen.

Er wordt soms opgeworpen dat een besparing van 200 miljoen niet te verwezenlijken is, daar de totale administratieve begroting van de R.K.Z. niet eens zoveel bedraagt. Het is duidelijk, dat er op het geheel van de administratiekosten, verbonden aan de drie sectoren, belangrijke besparingen moeten worden gedaan. De huidige manier van innen der bijdragen voor de ziekteverzekering valt bvb. zeer kostelijk uit.

Een lid heeft zeer terecht onderstreept dat er in alle geledingen gerationaliseerd en vereenvoudigd moet worden en dat het voorbeeld vooral van hogerhand moet komen. In concreto beduidt dit o.m. het aanleggen van een enig register der onderworpenen en de organisatie van een polyvalente controle.

Het debat bij de besprekings van de begroting van Middenstand heeft zowel in de Kamer als in de Senaat bewezen dat er op alle banken een ruim akkoord inzake de te bereiken oogmerken aanwezig was. De noodzakelijkheid van een uniformisering der onderwerkingscriteria wordt niet betwist. De inning der bijdragen door één en hetzelfde organisme wordt eveneens ruim aanvaard. Eens deze eerste twee punten aangenomen, zou het weinig logisch zijn af te zien van het principe van een globale bijdrage waaraan zonder bezwaar eventueel een forfaitair bedrag voor de ziekteverzekering — zware risico's — zou kunnen toegevoegd worden.

Het ware nochtans voorbarig zich thans reeds definitief te willen uitspreken over deze verschillende kwesties, die momenteel onderzocht worden door de werkgroep belast met de studie van het sociaal statuut der zelfstandigen, onder leiding van de heer Allard, voorzitter van de Hoge Raad voor de Middenstand. De objectieve syntheses, die door deze groep in 1962 werden uitgewerkt, hebben haar een ruim gehoor verstrekt. Haar invloed is bepalend geweest bij de regelingen die nadien werden getroffen. De conclusies van de studie, die de groep thans onderneemt, zullen evenzo waardevol zijn. Er weze aan herinnerd, dat het advies betreffende de rationaliseringsmaatregelen aanvankelijk tegen 31 januari 1967 werd gevraagd. Dit advies zal toch nog te gelegener tijd verstrekt worden, zelfs indien de groep blijkbaar eeu bijkomende termijn van een maand tot zes weken daartoe nodig zal hebben. Weliswaar is de Regering, juridisch gesproken, niet gebonden door de

d'un avis, on ne concevrait pas que les ministres intéressés ne tiennent pas compte du point de vue des représentants des institutions et des grands mouvements intéressés au problème de l'élaboration d'un statut social pour travailleurs indépendants.

Certains craignent qu'un des principaux objectifs du Gouvernement, en sollicitant des pouvoirs spéciaux en ces matières, soit de procéder à une augmentation des cotisations pour les allocations familiales. C'est perdre de vue que dans ce secteur la réglementation en vigueur donne au Roi le pouvoir de fixer le montant, tant des cotisations que des allocations. Pourquoi le Gouvernement demanderait-il des pouvoirs spéciaux en vue de prendre des mesures qu'il est dès à présent autorisé à prendre sans intervention du législateur ?

Lors de la discussion de son budget, le Ministre a dit qu'il n'était personnellement pas partisan d'une éventuelle suppression des allocations familiales aux enfants uniques. Il est persuadé que le groupe Allard partage cette opinion. Mais il s'agit à nouveau d'une matière qui est réglée par arrêté royal et ne justifierait donc pas l'usage de pouvoirs spéciaux.

Le recours à ces pouvoirs s'indique en l'occurrence parce que l'on se trouve devant des législations qui ont vu le jour à des époques différentes et qui sont marquées par l'optique du moment; il s'agit donc de simplifier, de rationaliser et de coordonner ces législations. La matière est technique. L'urgence est réelle, en raison du déficit structurel existant dans le régime des allocations familiales.

conclusies van de groep, aangezien het om een advies gaat; maar anderzijds zou het niet opgaan dat de betrokken Ministers geen rekening zouden houden met het standpunt van de vertegenwoordigers der grote bewegingen en der instellingen die belang stellen in het probleem van de uitwerking van een sociaal statuut voor de zelfstandigen.

Sommigen vrezen dat een van de voornaamste oogmerken van de Regering bij het verzoeken om bijzondere machten ter zake erin zou bestaan over te gaan tot een verhoging der bijdragen voor de kinderbijslagen. Men verliest daarbij uit het oog, dat de van kracht zijnde reglementering in deze sector aan de Koning de macht verleent het bedrag zowel van de bijdragen als van de bijslagen te bepalen. Waarom zou de Regering bijzondere machten vragen ten einde maatregelen te nemen die zij nu reeds gemachtigd is te treffen zonder tussenkomst van de wetgever ?

Tijdens de besprekings van zijn begroting heeft de Minister gezegd, dat hij persoonlijk geen voorstander was van een gebeurlijke afschaffing van de kinderbijslagen voor het enig kind. Hij is ervan overtuigd, dat de groep Allard deze mening deelt. Doch andermaal gaat het hier om een materie die bij koninklijk besluit geregeld wordt en derhalve de toevlucht tot bijzondere machten niet zou wettigen.

De toevlucht tot deze machten is in dit verband aangewezen omdat men te maken heeft met wetgevingen, die op verschillende tijdstippen het licht hebben gezien en gekenmerkt zijn door de optiek van het ogenblik, wetgevingen dus die dienen vereenvoudigd, gerationaliseerd en gecoördineerd te worden. Het is een technische kwestie. Er is werkelijke hoogdringendheid mee gemoeid gezien het structureel deficit in het stelsel der kinderbijslagen.

Le progrès social global.

(12°.)

Exposé du Ministre de la Prévoyance sociale.

Le Ministre renvoie au commentaire qui figure dans l'Exposé des motifs du projet et qui précise les objectifs du Gouvernement en la matière.

L'adaptation de la sécurité sociale au travail à temps partiel et l'adaptation de la législation relative à la protection de la femme au travail ont des implications communes et dépendent de deux Départements différents. Un groupe de travail interdépartemental a été chargé de la préparation des textes.

Dans le domaine de la sécurité sociale, des mesures s'imposeront, d'une part, pour modifier les lois existantes et, d'autre part, pour adapter certains arrêtés royaux.

Discussion et questions.

Un membre se demande si l'intervention du législateur est indispensable pour accentuer le progrès social.

Il désire connaître également l'importance des moyens financiers requis par ce progrès social global.

Un autre membre désire obtenir des précisions sur un certain nombre de points repris dans l'amendement du Gouvernement à l'article 1^o, 12^o (Doc. n^o 356-6); il s'agit notamment de l'adaptation de la législation sur l'immigration et des mesures envisagées en vue d'une meilleure protection de la femme au travail.

Il aimeraient savoir aussi dans quelle mesure une intervention du législateur et, par conséquent, un recours aux pouvoirs spéciaux s'imposent en ce domaine.

De globale sociale vooruitgang.

(12°.)

Uiteenzetting vanwege de Minister van Sociale Voorzorg.

De Minister verwijst naar de uitleg die verstrekt wordt in de Memorie van toelichting bij het ontwerp, en waarin de voornemens van de Regering worden verduidelijkt.

De aanpassing van de maatschappelijke zekerheid aan de arbeid met gedeeltelijke werktijd en de aanpassing van de wetgeving op de bescherming van de werkende vrouw, lopen door elkaar en hebben betrekking op twee Departementen. Een interdepartementale werkgroep werd belast met de voorbereiding van de teksten.

Op het stuk van de maatschappelijke zekerheid, zullen maatregelen nodig zijn enerzijds om bestaande wetten te wijzigen, anderzijds om bepaalde koninklijke besluiten aan te passen.

Besprekking en vragen.

Een lid stelt de vraag of voor het accentueren van de sociale vooruitgang een tussenkomst van de wetgever onontbeerlijk is.

Hij wenst eveneens te weten welke financiële middelen die globale sociale vooruitgang veronderstelt.

Een ander lid wenst nadere bijzonderheden te vernemen over een aantal punten vermeld in het Regeringsamendement op artikel 1, 12^o (Stuk n^o 356-6); dit geldt onder meer voor de aanpassing van de wetgeving op de immigratie en voor de overwogen maatregelen met het oog op een betere bescherming van de werkende vrouw.

Hij stelt eveneens de vraag in hoeverre in de bedoelde materie een wetgevende tussenkomst en bijgevolg een beroep op bijzondere machten nodig zijn.

En ce qui concerne le travail à temps partiel, on peut se demander si le Gouvernement a l'intention d'assujettir à la sécurité sociale toutes les travailleuses et tous les travailleurs dont, actuellement, le nombre d'heures de prestations est insuffisant pour bénéficier de la sécurité sociale.

On peut se demander aussi si les mesures envisagées en vue de l'extension de l'assurance soins de santé aux handicapés mentaux n'impliquent pas une restriction à l'égard de l'application générale de l'assurance maladie à l'ensemble des handicapés, mesure annoncée en son temps par le Gouvernement.

Il est question également d'étendre le bénéfice des allocations familiales aux cas qui méritent une attention particulière. De quels cas s'agit-il (p. ex. ménages d'étudiants) ? Dans quelle mesure l'intervention du législateur et, *a fortiori*, les pouvoirs spéciaux sont-ils nécessaires dans une matière pour laquelle, si la procédure parlementaire normale était suivie, on aurait facilement l'assentiment de la majorité des membres ?

Un autre membre voit une contradiction entre le texte de l'Exposé des motifs qui se rapporte à l'extension de l'assurance soins de santé aux estropiés et mutilés qui ne travaillent pas et ne sont pas à charge d'un travailleur et le libellé de l'article 1^{er}, 12^e, a, de l'amendement du Gouvernement, qui prévoit l'extension de l'assurance soins de santé aux handicapés mentaux.

Cette dernière disposition ne constitue-t-elle pas une restriction à ce qui est annoncé dans l'Exposé des motifs ?

Lorsqu'il est question ci-dessus des « travailleurs », la même règle s'applique-t-elle également aux employés et aux travailleurs indépendants ?

Le membre révèle ensuite que, dans le cadre de l'assurance libre complémentaire, certaines fédérations de mutualités refusent d'assurer la couverture des petits risques au profit des handicapés à charge d'un travailleur indépendant.

La couverture sera-t-elle dorénavant assurée intégralement pour les handicapés, même dans le cas précité ?

Un autre membre se demande si c'est par le truchement des pouvoirs spéciaux que le Gouvernement a l'intention de réaliser le programme global de progrès social qu'il a annoncé lors de sa conférence de presse du 25 octobre 1966.

S'il faut interpréter respectivement les points énoncés au 12^e, tels qu'ils sont libellés dans l'amendement du Gouvernement, on peut dire que le programme gouvernemental est une montagne qui a accouché d'une souris.

L'orateur s'associe à la critique qui a déjà été formulée par les orateurs précédents au sujet des différents points repris au 12^e, et il ajoute les observations suivantes :

— selon quels critères détermine-t-on si une personne peut prétendre aux soins de santé, étendus aux handicapés mentaux ?

— Quid des cotisations qui seront d'application pour cette même catégorie d'handicapés ?

— Quid de l'aide aux moins favorisés, au sujet de laquelle on est fort avare de renseignements, notamment pour ce qui est du financement ?

Ensuite, l'intervenant passe en revue de nombreux autres points de ce programme gouvernemental déjà examinés à propos des alinéas précédents de l'article premier du projet, et notamment les allocations sociales en faveur des travailleurs indépendants, plus particulièrement les allocations familiales et leur mode de financement, la législation en matière d'assurance maladie, plus particulièrement le régime de l'assurance libre; il s'intéresse encore à des problèmes qui ont trait au logement, aux ateliers protégés, dont

Wat het part-time werk betreft, rijst de vraag of het in de bedoeling ligt onder de maatschappelijke zekerheid te brengen alle arbeidsters en ook arbeiders die thans geen voldoende aantal uren presteren om onder die zekerheid te ressorteren.

Een andere vraag die rijst, is deze : sluiten de voorgenomen maatregelen om de geneeskundige verzorging tot de geestelijk gehandicapten uit te breiden, niet een beperking in van de toepassing van de ziekteverzekering op alle gehandicapten, welke maatregel door de Regering destijds werd aangekondigd.

Er is eveneens sprake van uitbreiding van de kinderbijslag tot de gevallen welke een bijzondere aandacht verdienen. Welke gevallen zijn hierbij bedoeld (bv. gezinnen van studenten) ? In welke mate is in dit opzicht een tussenkomst van de wetgever en *a fortiori* een tussenkomst via bijzondere machten nodig daar het toch een materie betreft waarvoor normaal de gewone parlementaire procedure gemakkelijk een meerderheid moet opleveren ?

Een volgende spreker ziet een tegenspraak tussen de tekst van de Memorie van toelichting die betrekking heeft op de uitbreiding van de ziekteverzekering tot de gebrekigen en vermindert die niet werken en niet ten laste zijn van een arbeider, en de bepaling van artikel 1, 12^e, a, van het Regeringsamendement, waarin sprake is van de uitbreiding van de verzekering voor geneeskundige verzorging tot de geestelijk gehandicapten.

Is deze laatste bepaling geen restrictie van wat in de Memorie van toelichting wordt aangekondigd ?

Wanneer hierboven sprake is van « arbeider », geldt dezelfde regel ook voor de bediende of de zelfstandige ?

Het lid vermeldt vervolgens dat sommige mutualiteitsverbonden weigeren in het kader van de aanvullende vrije verzekering, de kleine zorgen te dekken ten bate van de gehandicapten die ten laste zijn van een zelfstandige.

Zal voortaan de dekking van de gehandicapten ook in het bovenvermelde geval volledig zijn ?

Nog een andere spreker stelt de vraag of het in de bedoeling van de Regering ligt het globale programma van sociale vooruitgang dat zij heeft aangekondigd op haar persconferentie van 25 oktober 1966 via de bijzondere machten te verwezenlijken.

Indien de punten vermeld onder het 12^e zoals zij in het Regeringsamendement zijn aangegeven, restrictief moeten worden begrepen, mag men zeggen dat dit als een berg aangekondigde regeringsprogramma een muis heeft gebaard.

Spreker sluit zich aan bij de reeds door vorige leden op verscheidene punten van het 12^e uitgebrachte kritiek en doet bovendien onder meer nog het volgende gelden :

— Op welke criteria zal men steunen om uit te maken of iemand recht heeft op de tot de geestelijk gehandicapten uitgebreide verzekering voor geneeskundige verzorging ?

— Quid wat de regeling van de bijdragen betreft voor diezelfde categorie van gehandicapten ?

— Quid terzake van de hulp aan de minstbedeelden, waaromtrent men — onder meer wat de financiering betreft — eveneens in het vage blijft ?

Het lid heeft het eveneens over tal van andere punten uit het bovenbedoelde Regeringsprogramma die reeds onder de vorige alinea's van het eerste artikel van het ontwerp werden behandeld, zoals daar zijn de sociale vergoedingen aan de zelfstandigen en meer bepaald de kinderbijslagen en hun financiering, de wetgeving op de ziekteverzekering en in het bijzonder de vrije verzekering; en tevens over problemen in verband met de huisvesting, de beschutte werkplaatsen, waarvan het aantal zou moeten worden

le nombre devrait être augmenté, aux vacances annuelles des ouvriers mineurs, à la valorisation progressive des rentes d'accidents de travail et au problème des maladies professionnelles.

Au sujet de ce dernier point, le membre met l'accent sur les mesures qu'il y a lieu de prendre en faveur des victimes de la pneumoconiose, mesures dont la justification et la nécessité avaient d'ailleurs déjà été reconnues au cours de la législature précédente; il serait inconcevable de se montrer parcimonieux à cet égard, d'autant plus qu'on ne peut parler d'abus dans ce domaine.

Or, les mesures à prendre en faveur de ces victimes entraîneraient des dépenses de l'ordre de 800 millions, alors que le budget ne prévoit que 180 millions. Par quels moyens le Gouvernement se procurera-t-il les centaines de millions manquants?

A ce sujet, l'intervenant dénonce le retard que subit le paiement des interventions afférentes aux maladies professionnelles, incitant, par ailleurs, le Gouvernement à respecter scrupuleusement la loi en la matière.

Un membre demande enfin pour quelle raison les modifications annoncées en ce qui concerne la législation relative à la sécurité sociale ne sont pas reprises dans la liste donnée au 12^e de l'article premier, telle que le Gouvernement la propose par voie d'amendement.

Cependant, le dépôt d'un projet prévoyant cette adaptation a été annoncé à la Commission de la Prévoyance sociale de la Chambre.

Le silence du Gouvernement signifie-t-il qu'on abandonne ce projet?

Le membre souligne d'autre part qu'un grand nombre de points figurant au même 12^e, ont déjà fait l'objet de propositions de loi, qui sont toutefois restées sans suite en raison de l'attitude du Pouvoir exécutif.

Le fait que l'initiative parlementaire a été longtemps négligée est de nature à créer un certain malaise, d'autant plus qu'aujourd'hui le Gouvernement écarte le Parlement et invoque l'urgence pour justifier les pouvoirs spéciaux pour les mêmes matières.

Réponses du Ministre de la Prévoyance sociale.

1. Questions relatives à l'adaptation de la sécurité sociale au travail à temps partiel.

Réponse :

Ainsi que nous l'avons dit dans l'introduction, des mesures modifiant la législation sur la sécurité sociale doivent être prises; d'autres problèmes peuvent être réglés par des modifications aux arrêtés royaux existants.

Les modifications nécessaires peuvent être formulées comme suit:

- a) *Cotisations à la sécurité sociale*: aucune modification.
- b) *Assurance maladie-invalidité*: un problème se pose au sujet de la cotisation complémentaire lorsque la valeur du bon de cotisation est insuffisante.
- c) *Allocations familiales*: la loi doit être adaptée.
- d) *Vacances annuelles*: aucune modification.
- e) *Pensions*: les dispositions concernant l'activité en ordre principal devraient être modifiées.
- f) *Accidents du travail et maladies professionnelles*: aucune modification.

opgevoerd, het jaarlijks verlof van de mijnwerkers, de geleidelijke valorisatie van de renten inzake arbeidsongevallen, en het probleem van de beroepsziekten.

Wat dit laatste punt betreft, vestigt spreker meer speciaal de aandacht op de maatregelen die ten bate van de slachtoffers van stoflong moeten worden genomen; de gewettigheid en de noodzakelijkheid van deze maatregelen werden reeds onder de vorige legislatuur erkend en het zou ondenkbaar zijn dat men zich in dit opzicht kreterig zou tonen, des te meer daar men op dit terrein zeker niet van misbruiken mag spreken.

Welnu, de maatregelen inzake stoflong zullen uitgaven van circa 800 miljoen noodzakelijk maken, dan wanneer op de begroting slechts 180 miljoen is uitgetrokken. Hoe zal de Regering zich de ontbrekende honderden miljoenen aanschaffen?

In ditzelfde verband wijst spreker op de vertraging in de betaling van de bijdragen terzake van de beroepsziekten en hij zet de Regering aan op dit stuk voor een strikte naleving van de wet te waken.

Een laatste spreker vraagt waarom de aangekondigde wijzigingen in de wetgevingen betreffende de sociale zekerheid niet zijn opgenomen in de lijst onder 12^e van artikel 1, zoals die door de Regering bij amendement is voorgesteld.

Een ontwerp dat die hervorming beoogde, werd nochtans in de Commissie voor de Sociale Voorzorg van de Kamer van Volksvertegenwoordigers aangekondigd.

Betekent het stilzwijgen van de Regering op dit punt dat zij het bedoelde ontwerp verzaakt?

Het lid stipt verder aan dat tal van materies die onder het bovenbedoelde 12^e voorkomen, reeds het voorwerp hebben uitgemaakt van wetsvoorstellingen, welke echter, ingevolge de houding van de Uitvoerende Macht, zonder gevolg zijn gebleven.

Het stemt onbehaaglijk wanneer men vaststelt dat enerzijds het parlementair initiatief geruime tijd werd veronachtzaamd, maar dat anderzijds de Regering nu in dezelfde materies het Parlement voorbijgaat en de dringendheid inroeft om bijzondere machten te rechtvaardigen.

Antwoorden van de Minister van Sociale Voorzorg.

1. Vragen betreffende de aanpassing van de maatschappelijke zekerheid aan de arbeid met gedeeltelijke werktijd.

Antwoord.

Zoals gezegd in de inleiding, moeten maatregelen worden genomen tot wijziging van de wetgeving op de maatschappelijke zekerheid; andere problemen kunnen worden geregeld door wijzigingen aan de bestaande koninklijke besluiten.

De noodzakelijke wijzigingen kunnen als volgt worden geformuleerd:

- a) *Bijdragen maatschappelijke zekerheid*: geen.
- b) *Ziekte- en invaliditeitsverzekering*: probleem van de aanvullende bijdrage indien de waarde van de bijdragebon onvoldoende is.
- c) *Kinderbijslagen*: een aanpassing van de wet is noodzakelijk.
- d) *Jaarlijkse vakantie*: geen wijzigingen.
- e) *Pensioenen*: de bepalingen omtrent de hoofdzakelijke tewerkstelling zouden moeten worden gewijzigd.
- f) *Arbeidsongevallen en beroepsziekten*: geen.

g) *Chômage*: des modifications à certains arrêtés royaux et ministériels sont nécessaires.

2. Questions relatives au statut des handicapés.

Réponse.

Le groupe de travail chargé d'élaborer un statut social des handicapés a été créé par arrêté royal du 19 janvier 1967. Il comprend des représentants de diverses associations de handicapés ainsi que des délégués de divers départements.

Installé le 30 janvier 1967, ce groupe a déjà tenu plusieurs réunions et doit faire un rapport dans les six mois.

3. Questions concernant l'extension aux handicapés de l'assurance obligatoire soins de santé. Ne peut-on régler cette question dans le cadre de la législation actuelle ?

Réponse.

Cette extension peut être réglée pour les handicapés qui sont atteints d'une incapacité de travail totale et qui bénéficient des indemnités du Fonds des Mutilés et Estropiés.

Les handicapés mentaux uniquement, pour lesquels une intervention du Fonds des Mutilés et Estropiés n'est pas prévue, ne peuvent cependant pas bénéficier des indemnités octroyées par ce Fonds, de sorte qu'une modification de loi est nécessaire pour cette catégorie de personnes.

4. Questions relatives à l'extension des allocations familiales à des cas particuliers.

Réponse.

Ces cas sont énumérés dans la discussion du budget de la Prévoyance sociale et peuvent être retrouvés dans le rapport de M. Posson (Doc., n° 4-XVIII/2).

Les textes proposés ont déjà été soumis à l'avis du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés; ils sont actuellement adaptés à ces avis.

L'incidence financière sur le régime est estimée à 71 millions pour 1967.

5. Question.

Les fédérations des mutualités auront-elles encore le droit, comme elles l'ont actuellement dans le cadre de l'assurance libre, de refuser l'affiliation d'un handicapé après qu'aura été pris l'arrêté royal réglant l'assujettissement des handicapés à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité ?

Réponse.

Les fédérations de mutualités ont le droit, lors de la demande d'affiliation d'un nouveau membre à l'assurance libre, d'imposer certaines conditions relatives à l'âge et à l'état de santé. Il en a toujours été ainsi antérieurement dans le cadre de la législation existante.

6. Questions relatives aux problèmes sociaux dont il a été question au cours de la conférence de presse du 25 octobre 1966 et dont il n'est pas question dans le présent projet de loi.

Réponse.

Une grande partie des mesures annoncées ont été réalisées entretemps.

g) *Werkloosheid*: wijzigingen aan bepaalde koninklijke en ministeriële besluiten zijn noodzakelijk.

2. Vragen betreffende het statuut der gehandicapten.

Antwoord.

De werkgroep belast met de uitwerking van een sociaal statuut der gehandicapten, is opgericht bij koninklijk besluit van 19 januari 1967. Zij bestaat o.m. uit vertegenwoordigers van verscheidene verenigingen van gehandicapten evenals uit afgevaardigden van verscheidene departementen.

Deze werkgroep is geïnstalleerd op 30 januari 1967, hield reeds verscheidene vergaderingen en dient binnen zes maanden verslag uit te brengen.

3. Vragen betreffende de uitbreiding tot de gehandicapten van de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging. Kan deze niet geregeld worden in het kader van de huidige wetgeving ?

Antwoord.

De bedoelde uitbreiding kan worden geregeld voor gehandicapten die volledig werkondienbaar zijn en die de toelagen genieten vanwege het Fonds voor Gebrekkigen en Verminkten.

De louter mentaal gehandicapten, voor wie een tussenkomst van dit Fonds niet mogelijk is, kunnen echter geen aanspraak maken op de toelagen verleend door genoemd Fonds, zodat voor deze categorie personen een wijziging van de wet noodzakelijk is.

4. Vraag betreffende de uitbreiding van de kinderbijslagen tot bijzondere gevallen.

Antwoord.

Deze gevallen werden opgesomd bij de besprekking van de begroting van Sociale Voorzorg en kunnen worden teruggevonden in het verslag van de heer Posson (Stuk, n° 4-XVIII/2).

De voorgestelde teksten werden reeds voor advies voorgelegd aan het Beheerscomité van de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor werknemers; zij worden aan deze adviezen aangepast.

De financiële weerslag op het stelsel zal naar schatting 71 miljoen voor 1967 bedragen.

5. Vraag.

Zullen de mutualiteitsverbonden nog het recht hebben de inschrijving als lid aan een gehandicapte te weigeren nadat het koninklijk besluit zal zijn getroffen dat de onderwerping aan de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering der gehandicapten regelt, zoals thans wel mogelijk is in het kader der vrije verzekering.

Antwoord.

De mutualiteitsverbonden hebben het recht bij aanvraag tot inschrijving van een nieuw lid als vrijwillig verzekerde bepaalde voorwaarden omtrent leeftijd en gezondheidstoestand op te leggen. Dit is in het verleden steeds het geval geweest in het kader van de wetgeving.

6. Vragen betreffende de sociale problemen waarvan sprake in de persconferentie van 25 oktober 1966 en waarover in dit wetsontwerp niet wordt gehandeld.

Antwoord.

Een groot gedeelte van de aangekondigde maatregelen zijn ondertussen werkelijkheid geworden.

On étudie actuellement les solutions à apporter aux autres problèmes. Elles seront réalisées selon les nécessités par voie de projets de loi ou d'arrêtés royaux.

7. Questions relatives aux intentions du Gouvernement à l'égard des projets de loi annoncés visant la réforme de la législation en matière de sécurité sociale.

Réponse.

Le Gouvernement ne renonce pas aux solutions qu'il a proposées. Le Conseil d'Etat examine actuellement le projet de loi qui sera soumis prochainement au Parlement.

Réponse du Ministre de l'Emploi et du Travail.

L'arrêté royal n° 285 du 31 mars 1936 relatif à l'emploi de la main-d'œuvre étrangère est dépassé.

Depuis la dernière guerre, une série de traités ont été conclus prévoyant des dérogations à la législation de 1936, notamment le traité du 18 avril 1951 instituant la C.E.C.A., les traités du 25 mars 1957 instituant la C.E.E. et la Communauté Européenne de l'Energie atomique.

Il semble également indiqué de transformer la loi de 1936 en une législation sur l'immigration, dont la souplesse doit permettre de répondre à la demande de main-d'œuvre d'après les besoins du moment. La politique d'immigration doit pouvoir être menée de façon à tenir compte des besoins économiques du pays sans que, pour autant, l'aspect social de l'immigration soit perdu de vue.

**

Un avant-projet de loi relatif au travail des femmes a été soumis à l'avis du Conseil national du Travail.

Il vise à simplifier les textes légaux existants et à les adapter aux circonstances actuelles.

Il élargit également le champ d'activité de la loi actuelle.

Il interdit, en principe, le travail de nuit pour les femmes, sous cette réserve que le Roi, après consultation ou sur proposition de la commission paritaire compétente, peut autoriser sans plus ou moyennant l'observation de certaines règles le travail de nuit pour certaines professions ou pour certaines catégories de travailleuses.

Il instaure également une protection très large de la mère au profit de toutes les travailleuses : interdiction de licencier des femmes enceintes pendant un mois après le congé postnatal, période de repos avant et après l'accouchement (six semaines avant l'accouchement, huit semaines après), interdiction d'exécuter un travail considéré comme dangereux pour la santé des travailleuses enceintes ou pour celle de leur enfant, droit d'interrompre le travail pour raison d'allaitement.

En outre, l'avant-projet accorde à la travailleuse le droit de former une demande en vue d'obtenir l'application du principe du salaire égal pour travailleurs et travailleuses, conformément à l'article 119 du Traité de Rome.

De oplossingen voor de andere problemen zijn op dit ogenblik in onderzoek. Zij zullen, naargelang de noodzakelijkheid, worden verwezenlijkt door middel van wetsontwerpen of koninklijke besluiten.

7. Vragen naar de voornemens van de Regering omtrent de aangekondigde wetsontwerpen tot hervorming van de wetgeving betreffende de maatschappelijke zekerheid.

Antwoord.

De Regering verzaakt de voorgestelde regelingen niet. Het wetsontwerp wordt op dit ogenblik onderzocht door de Raad van State en zal eerstdaags aan de Wetgevende Kamers worden voorgelegd.

Antwoord van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Het koninklijk besluit nr 285 van 31 maart 1936 nopens het in dienst nemen van vreemde arbeiders is voorbijgestreefd.

Sedert de laatste oorlog werden een reeks verdragen gesloten welke afwijkingen inhouden van de wetgeving van 1936, nl. het verdrag van 18 april 1951 tot oprichting van de E.G.K.S. en de verdragen van 25 maart 1957 tot oprichting van de E.E.G. en van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie.

Het blijkt eveneens aangewezen de wet van 1936 om te vormen tot een wetgeving op de immigratie, waarvan de soepele inhoud moet toelaten de vraag naar arbeidskrachten te beantwoorden volgens de behoeften van het ogenblik. Deze immigratie moet kunnen gevoerd worden op een wijze, waarbij rekening wordt gehouden met de economische behoeften van het land, zonder daarbij het sociale aspect van de immigratie uit het oog te verliezen.

**

Een voorontwerp van wet betreffende de vrouwenarbeid werd aan het advies van de Nationale Arbeidsraad voorgelegd.

Het streeft ernaar de bestaande wetteksten te vereenvoudigen en aan te passen aan de huidige toestanden.

De werkingssfeer van de huidige wet werd verruimd.

Het verbiedt in principe nachtarbeid voor de vrouwen behoudens dat de Koning, na raadpleging of op voorstel van het bevoegd paritair comité, voor sommige soorten van werk, voor sommige beroepen of voor sommige categorieën van werkneemsters nachtarbeid zonder meer of met inachtneming van zekere regels kan toestaan.

Tevens voert het een ruime bescherming van het moederschap in voor alle werkende vrouwen : verbod van afdanking van zwangere vrouwen tot een maand na het postnataal verlof, rustperiode voor en na de bevalling (zes weken voor, acht weken na), verbod van het verrichten van arbeid die wordt aangezien als gevaarlijk voor de gezondheid van de arbeidende zwangere vrouwen of voor die van het kind, recht op arbeidsonderbreking wegens borstvoeding.

Het voorontwerp kent eveneens aan de werkneemster het recht toe een vordering in te stellen om het principe van de gelijkheid van beloning tussen de werkneemers en de werkneemsters, zoals het bedoeld is bij artikel 119 van het Verdrag van Rome, toe te passen.

148

Vote de l'article premier et des amendements.

La commission a pris, pour base de l'examen des articles, le texte tel qu'il a été amendé par le Gouvernement.

Article premier.*Art. 1-1^o.*

Le Gouvernement a remplacé le texte du 1^o par l'amendement suivant (Doc. n° 356/6) :

« 1^o de compléter et modifier les différentes lois d'expansion économique et régionale, de prendre les mesures légales nécessaires pour pouvoir procéder à l'assainissement des sites industriels désaffectés, d'adapter et de compléter les moyens d'action et les instruments de la politique d'expansion et de reconversion, notamment par l'institution d'un Fonds alimenté par des crédits budgétaires et des ressources affectées; »

A ce texte, M. Pierson a proposé la modification suivante (Doc. n° 356/5) :

Article premier.

In fine du 1^o, supprimer les mots : « notamment par l'institution d'un Fonds exceptionnel de la reconversion ».

D'après les précisions fournies par le Gouvernement lui-même, son intention n'est pas de créer un fonds autonome. Il semble, au contraire, qu'il s'agira uniquement d'un fonds comptable, centralisant des moyens prévus à divers postes de certains budgets, moyens éventuellement augmentés pour permettre une meilleure coordination de leur emploi. Pareille institution ne requiert pas l'intervention de la loi. Dès lors, cet objet est étranger à une délégation de pouvoirs.

Réponse du Gouvernement :

La question de savoir s'il s'agira d'un Fonds autonome ou non reste ouverte. Mais, en toute hypothèse, l'intervention du législateur est nécessaire pour affecter spécialement certaines ressources à ce Fonds.

Mis aux voix, le sous-amendement présenté par M. Pierson est repoussé par 14 voix contre 10.

Le 1^o tel qu'il est repris à l'amendement du Gouvernement, est ensuite adopté par 14 voix contre 10, moyennant une modification de forme au texte néerlandais dans lequel les mots « met name » sont remplacés par le mot « inzonderheid ».

Art. 1-2^o.

Au 2^o le gouvernement a proposé l'amendement suivant :

Compléter comme suit le 2^o de cet article :

« Le Roi peut étendre le bénéfice de ces mesures aux travailleurs touchés par les fermetures d'autres entreprises industrielles. »

M. Brouhon propose à son tour de compléter le texte ainsi amendé :

Stemming over artikel 1 en over de amendementen.

De Commissie heeft voor de besprekking van de artikelen als basis genomen de tekst zoals die door de Regering is geadviseerd.

Artikel 1.*Art. 1-1^o.*

De Regering heeft de tekst van 1^o vervangen door het volgende amendement (Stuk 356/6) :

« 1^o de verschillende wetten betreffende de algemene en gewestelijke economische expansie aan te vullen en te wijzigen, de nodige wettelijke maatregelen te nemen met het oog op de gezondmaking van de buiten gebruik zijnde nijverheidsoorden, de middelen en instrumenten van het expansie- en reconversiebeleid aan te passen en aan te vullen, met name door het oprichten van een Fonds dat gestijfd wordt door begrotingskredieten en aangewende middelen; ».

De heer Pierson heeft volgende wijziging aan deze tekst voorgesteld (Stuk 356/5) :

Artikel 1.

In fine van 1^o, de woorden « onder meer door de oprichting van een Buitengewoon Reconversiefonds » weglaten.

Volgens de door de Regering zelf verstrekte inlichtingen ligt het niet in haar bedoeling een zelfstandig fonds op te richten. Integendeel, het is blijkbaar alleen een boekhoudkundig fonds, waarin de op verschillende posten van sommige begrotingen uitgetrokken middelen zouden worden gecentraliseerd en eventueel verhoogd, met het oog op een betere coördinatie bij hun aanwending. Voor de oprichting van een dergelijke instelling is geen wet nodig. Dit punt valt derhalve buiten een delegatie van machten.

Antwoord van de Regering :

De vraag of het al dan niet om een zelfstandig fonds zal gaan, blijft onopgelost. Maar in ieder geval moet er een bemoeiing van de wetgever zijn om bepaalde geldmiddelen speciaal voor dat fonds te bestemmen.

Bij de stemming wordt het door de heer Pierson voorgestelde subamendement verworpen met 14 tegen 10 stemmen.

Vervolgens wordt 1^o, zoals het in het regeringsamendement voorkomt, met 14 tegen 10 stemmen aangenomen, na een vormwijziging in de Nederlandse tekst waarin de woorden « met name » vervangen worden door het woord « inzonderheid ».

Art. 1-2^o.

Op 2^o heeft de Regering het volgende amendement voorgesteld :

De tekst van 2^o van dit artikel aanvullen als volgt :

« De Koning kan het voordeel van de maatregelen uitbreiden tot de door de sluiting van andere nijverheids-ondernemingen getroffen werknemers. »

Op zijn beurt stelt de heer Brouhon voor de aldus gewijzigde tekst aan te vullen met wat volgt :

« Toutefois, il ne fera usage de cette faculté que sur l'avis conforme du Comité interdépartemental de consultation syndicale ».

Un membre regrette que, dans le nouveau texte qu'il propose, le Gouvernement n'ait pas étendu l'intégration envisagée, outre aux entreprises industrielles, aux entreprises agricoles et autres.

Réponse du Gouvernement :

Le Gouvernement confirme l'engagement qu'il a pris quant à la consultation syndicale. Il estime qu'il est superflu de consigner cet engagement dans le projet de loi. Il ne peut évidemment se lier à un avis conforme du Comité interdépartemental intéressé. Il n'existe d'ailleurs aucun précédent en la matière.

Mis aux voix, l'amendement de M. Brouhon est repoussé par 15 voix contre 10.

Le 2^e est ensuite adopté par 15 voix contre 10.

* * *

Art. 1-3^e.

Le 3^e est adopté par 15 voix contre 10.

* * *

Art. 1-4^e et 5^e.

Le Gouvernement a proposé de remplacer le texte initial du projet par le texte suivant (Doc. n° 356/5) :

Remplacer les 4^e et 5^e par ce qui suit :

« 4^e a) de compléter et de modifier les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'exclusion des lois relatives à l'ordre judiciaire et à la Cour des Comptes, de la loi provinciale et de la loi communale;

b) d'assurer la mobilité des agents entre tous les services de l'Etat, les Forces Armées et les organismes d'intérêt public, assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

c) d'améliorer la gestion et l'activité des organismes d'intérêt public assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

d) d'opérer la suppression, la transformation ou la fusion de certains de ces organismes;

e) de renforcer leur contrôle. »

Le Gouvernement a encore présenté un sous-amendement tendant à insérer au littéra b, après le mot « d'assurer », les mots « dans le respect des droits acquis ».

Il rencontre ainsi une préoccupation exprimée par de nombreux membres et rend superfétatoire un amendement identique présenté en ordre subsidiaire par M. Brouhon (Doc. n° 356/6).

Quant au sous-amendement présenté en ordre principal, déposé par le même auteur, celui-ci était libellé comme suit (Doc. n° 356/6) :

Au 4^e, b) 1^e ligne, entre les mots « d'assurer » et les mots « la mobilité des agents » insérer les mots : « avec l'accord des intéressés, des organes de gestion compétents, dans le respect des droits acquis ».

« Van die mogelijkheid wordt evenwel slechts gebruik gemaakt op eensluidend advies van de interdepartementale syndicale raad van advies ».

Een lid betreurt dat de Regering in de nieuwe door haar voorgestelde tekst de voorgenomen integratie, buiten de rijverheidsondernemingen, niet heeft uitgebreid tot de landbouw- en andere bedrijven.

Antwoord van de Regering :

De Regering bevestigt de verbintenis die zij heeft aangegaan in verband met de raadpleging van de vakorganisaties. Zij is van mening dat het vastleggen van die verbintenis in het wetsontwerp overbodig is. Er kan natuurlijk geen sprake van zijn dat zij gebonden zou zijn door een eensluidend advies van de betrokken interdepartementale raad. Er bestaat trouwens geen precedent ter zake.

Bij de stemming wordt het amendement van de heer Brouhon met 15 tegen 10 stemmen verworpen.

Het 2^e wordt vervolgens met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

* * *

Art. 1-3^e.

Het 3^e wordt met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

* * *

Art. 1-4^e en 5^e.

De Regering heeft voorgesteld de oorspronkelijke tekst van het ontwerp te vervangen door de volgende tekst (Stuk n° 356/5) :

Het 4^e en het 5^e vervangen door wat volgt :

« 4^e a) de wetten betreffende de inrichting en de werking van de openbare diensten, met uitzondering van de wetten betreffende de rechterlijke orde en het Rekenhof, de provinciale wet en de gemeentewet, aan te vullen en te wijzigen;

b) de mobiliteit van de beambten tussen alle Staatsdiensten, de Strijdkrachten en de instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verzekeren;

c) het beheer en de activiteit der instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verbeteren;

d) de afschaffing, de omvorming of de fusie van sommige van deze instellingen door te voeren;

e) hun controle te verscherpen ».

De Regering heeft voorts een subamendement voorgesteld, dat ertoe strekt in letter b), tussen de woorden « de wet van 16 maart 1954 », en de woorden « te verzekeren » de woorden « met eerbiediging van de verkregen rechten » in te voegen.

Dit beantwoordt aan een door verscheidene leden te kennen gegeven wens en maakt tevens een identiek amendement overbodig, dat door de heer Brouhon in bijkomende orde werd ingediend (Stuk n° 356/6).

Het subamendement dat door hetzelfde lid in hoofdorde werd ingediend, luidde als volgt (Stuk n° 356/6) :

In 4^e, b), derde en vierde regel, tussen de woorden « de wet van 16 maart 1954 » en de woorden « te verzekeren » de volgende woorden invoegen : « met de instemming van de betrokkenen, en, eventueel, van de bevoegde beheersorganen, en met eerbiediging van de verkregen rechten. »

Un membre défend cet amendement en faisant valoir que la mobilité ne produira les résultats escomptés que si les modalités en sont discutées avec les organisations représentatives du personnel intéressé et s'il y est procédé avec l'accord de ce dernier.

Au littera c) M. Brouhon avait déposé un deuxième sous-amendement (Doc. n° 356/6) :

Compléter comme suit le littera c) : « Toute mesure sera néanmoins soumise, au préalable, à l'avis des organes de gestion des organismes en cause ».

Dans une même préoccupation, c'est-à-dire en vue de faire respecter le principe de la gestion paritaire, le même auteur a présenté un sous-amendement au littera d) conçu dans les termes suivants :

Compléter comme suit le littera d) : « toute mesure sera néanmoins soumise au préalable à l'avis des organes de gestion des organismes en cause. Aucune suppression ne pourra affecter le droit au libre choix des assurés sociaux. »

* * *

Plusieurs membres profitent de la discussion du 4^e de l'article premier pour demander au Gouvernement :

- Sur quelle base entend-il créer la fonction d'administrateur du budget ?
- A quel crédit du budget émergeront les traitements des intéressés ?
- Quelles seront leurs attributions ?
- Celles-ci s'étendront-elles également au secteur parastatal et, dans l'affirmative, dans quelle mesure ?

Un membre a signalé que l'avis du Conseil Consultatif général au sujet de la création de la fonction d'administrateur du budget a été unanimement négatif.

Réponse du Gouvernement :

Le Gouvernement ne peut accepter de lier formellement la mobilité des agents à l'accord des intéressés ou des organes de gestion compétents encore, qu'il s'efforcera au maximum d'obtenir cet accord.

L'amendement prévoyant la consultation des organes de gestion des organismes d'intérêt public est superflu, étant donné les déclarations antérieures du Gouvernement sur ce point. Par ailleurs, le Gouvernement a également déclaré qu'il n'entendait en aucun cas porter atteinte au pluralisme.

Le problème de l'organisation de la fonction d'administrateur budgétaire dans les Départements est étranger aux pouvoirs spéciaux qui sont sollicités.

L'administrateur budgétaire, dont l'instauration est envisagée dans chaque Département, sera payé, comme tous les fonctionnaires du Département, par les crédits figurant au budget de ce Département. Les attributions s'étendront à la gestion budgétaire du département proprement dit et ne concerneront pas en principe les organismes d'intérêt public.

Sans doute, l'avis du Comité général de Consultation syndicale a-t-il été défavorable. Souvent des réformes indispensables rencontrent de l'opposition. Ce fut le cas notamment lors de la création de l'Inspection des Finances dont actuellement le Comité général de Consultation syndicale fait l'éloge.

Tous les sous-amendements susvisés sont repoussés par 15 voix contre 10.

Een lid verdedigt dit amendement, erop wijzend dat de mobiliteit slechts de verwachte resultaten zal opleveren indien de bijzonderheden ervan besproken worden met de representatieve organisaties van de betrokken personeelsleden, en indien zij doorgevoerd wordt met de instemming van bedoelde personeelsleden.

Ook bij letter c) had de heer Brouhon een tweede sub-amendement ingediend, dat luidde als volgt (Stuk n° 356/6) :

« Letter c) aanvullen als volgt : « iedere maatregel moet nochtans vooraf voor advies worden voorgelegd aan de bestuursorganen van de betrokken instellingen. »

Met dezelfde bekommernis, nl. om het principe van het paritair beheer te doen naleven, had hetzelfde lid bij letter d) een subamendement voorgesteld, dat luidt als volgt :

Letter d) aanvullen als volgt : « iedere maatregel moet nochtans vooraf voor advies worden voorgelegd aan de bestuursorganen van de betrokken instellingen. Geen enkele afschaffing mag het recht van vrije keus van de sociaal verzekerden aantasten ».

* * *

Verscheidene leden van de Commissie nemen de gelegenheid van de behandeling van 4^e van artikel 1 te baat om aan de Regering te vragen :

- Op welke basis denkt zij de functie van budgettaar beheerde in te voeren ?
- Op welke post van de begroting zullen de wedden van de betrokkenen worden ingeschreven ?
- Welke zal hun bevoegdheid zijn ?
- Zal die bevoegdheid ook slaan op de sector der parastatale instellingen en, zo ja, in welke mate ?

Een lid stipt aan dat het advies van de Algemene Raad van Advies over de invoering van de functie van budgettaar beheerde eenparig negatief was.

Antwoord van de Regering :

De Regering kan niet aanvaarden dat de mobiliteit van de beambten formeel gebonden is aan de instemming van de betrokkenen of van de bevoegde beheersorganen; zij zal zich echter terdege inspannen om deze instemming te bekomen.

Het amendement, waarbij het overleg met de beheersorganen van de organisaties van openbaar nut voorzien wordt, is overbodig, gezien de vroegere verklaringen van de Regering ter zake. Bovendien heeft de Regering verklaard dat zij in geen geval denkt te raken aan het pluralisme.

Het probleem van de organisatie van de betrekking van budgettaar beheerde in de Departementen valt buiten het kader van de gevraagde bijzondere machten.

Er wordt overwogen bij elk Departement een budgettaar beheerde aan te stellen. Zoals alle ambtenaren van het Departement zal hij worden betaald door middel van de op de begroting van het Departement uitgetrokken kredieten. Hij zal bevoegd zijn voor het eigenlijke budgettaire beheer van het departement, doch in principe niet voor de instellingen van openbaar nut.

Het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies was weliswaar ongunstig, doch onontbeerlijke hervormingen stuften dikwijls op weerstand. Dit was met name het geval bij de oprichting van de Inspectie van Financiën, waarvoor de Algemene Syndicale Raad van Advies thans niets dan lof over heeft.

Al de bovengemelde subamendementen werden met 15 tegen 10 stemmen verworpen.

Enfin, la commission repousse également un amendement présenté par M. Drumaux (Doc n° 356/6) et tendant à sauvegarder l'exercice du droit de grève par les agents des services publics.

Le 4^e modifié tel qu'il a été indiqué ci-dessus, est adopté par 15 voix contre 10.

Le 5^e ayant été incorporé au 4^e, il y a lieu d'adapter la numérotation suivante de l'article premier.

* * *

Art. 1-6^e.

Le 6^e est adopté par 15 voix contre 10.

Art. 1-7^e.

Le Gouvernement a présenté un amendement (doc. n° 356/6) qui remplace le texte initial.

Une erreur de forme s'est toutefois glissée dans cet amendement : au lieu d'*« organisation économique »*, il faut lire *« expansion économique »*.

Cet amendement reprend l'amendement de M. Pierson (doc. n° 356/5) en remplaçant toutefois les mots *« en organisant l'association des sociétés à portefeuilles »* par les mots *« en assurant l'association des sociétés à portefeuilles »*.

Le Gouvernement fait remarquer en effet que le terme *« assurant »* entraîne pour lui l'obligation de suivre l'avis de la commission De Voghel, ce qui serait excessif.

Mais il va de soi que si cette commission formule une proposition unanime, le Gouvernement la prendra en très sérieuse considération.

L'amendement de M. Pierson est retiré.

Un membre propose de remplacer les mots *« notamment en organisant »* par les mots *« en vue d'organiser »*.

Le Gouvernement fait valoir que la nouvelle rédaction proposée par ce membre est restrictive quant aux suites qu'il y aurait lieu de réservier aux suggestions faites par la commission De Voghel, en ce sens qu'elle ne permettrait pas de suivre cette commission lorsque celle-ci proposerait des mesures qui sortiraient du cadre de la disposition en discussion.

M. Califice a déposé l'amendement suivant :

Remplacer les mots *« et, d'autre part, des caisses d'épargne privées »* par les mots : *« et, d'autre part, des organismes financiers privés »*.

Le Gouvernement déclare accepter cet amendement.

Un membre fait observer que le 7^e tel qu'il vient d'être amendé, autorise le Gouvernement à modifier les statuts des organismes financiers privés, tels les compagnies d'assurances. Même si telle n'est pas l'intention du Gouvernement, l'adoption de l'amendement de M. Califice constitue un précédent extrêmement important auquel, bien entendu, l'orateur ne peut qu'applaudir.

Le 7^e, compte tenu des modifications qui y ont été apportées, est ensuite adopté à l'unanimité.

Art. 1-8^e.

Un amendement présenté par M. Van Eynde tend à supprimer cette disposition.

Outre les arguments en faveur de la suppression qui ont déjà été repris dans la justification de l'amendement en question, un commissaire fait encore valoir ce qui suit :

Ten slotte heeft de Commissie nog een amendement verworpen, dat door de heer Drumaux werd voorgesteld en dat ertoe strekte de uitoefening van het stakingsrecht door het personeel van de openbare diensten te vrijwaren (Stuk n° 356/6).

Het 4^e, gewijzigd zoals hierboven aangeduid, is met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

Aangezien 5^e bij 4^e gevoegd is, bestaat er aanleiding toe de volgende nummering van artikel 1 aan te passen.

* * *

Art. 1-6^e.

Het 6^e is met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

Artikel 1-7^e.

De Regering heeft een amendement voorgesteld (stuk n° 356/6) dat de oorspronkelijke tekst vervangt.

In dit amendement is nochtans een vormfout geslopen : in plaats van *« economische organisatie »* dient gelezen te worden *« economische expansie »*.

Dit amendement neemt het amendement van de heer Pierson over (stuk n° 356/5) met vervanging echter van de woorden *« door de deelname van de portefeuillemaatschappijen te organiseren »* door *« door de deelname van de portefeuillemaatschappijen te betrekken bij... »*

De Regering wijst er inderdaad op dat de uitdrukking *« te betrekken bij »* voor haar de verplichting inhoudt het advies van de Commissie De Voghel te volgen, wat overdroegen zou zijn.

Het is echter duidelijk dat de Regering, indien bedoelde Commissie eenparig een voorstel mocht formuleren, dit ernstig in overweging zal nemen.

Het amendement van de heer Pierson wordt ingetrokken.

Een lid stelt voor de woorden *« inzonderheid door te organiseren »* te vervangen door de woorden *« met het doel te organiseren »*.

De Regering doet gelden dat de nieuwe door dit lid voorgestelde tekst beperkend is wat betreft de gevolgen, die zouden moeten gegeven worden aan de voorstellen van de Commissie De Voghel, in die zin dat hij geen kans zou bieden deze Commissie te volgen, wanneer deze maatregelen zou voorstellen buiten het raam van de thans besproken bepaling.

De heer Califice heeft het volgende amendement voorgesteld :

De woorden *« en anderzijds van de privé-spaarkassen »* vervangen door de woorden *« en anderzijds van de particuliere financiële instellingen »*.

De Regering verklaart dat zij dit amendement aanvaardt.

Een lid van de Commissie merkt op dat 7^e, zoals het gewijzigd is, de Regering machtigt de statuten van de particuliere financiële instellingen, zoals de verzekeringmaatschappijen, te wijzigen. Zelfs indien zulks het voornehmen van de Regering niet mocht zijn, zou de goedkeuring van het amendement van de heer Califice een uiterst belangrijk precedent scheppen, dat de spreker, wel te verstaan, slechts kan toejuichen.

Het 7^e van het artikel wordt, rekening houdend met de erin aangebrachte wijzigingen, eenparig aangenomen.

Art. 1-8^e.

Een door de heer Van Eynde voorgesteld amendement strekt ertoe die bepaling weg te laten.

Naast de argumenten ten gunste van de schrapping die reeds naac voren zijn gebracht bij de verantwoording van dat amendement, wijst een lid nog op het volgende :

Il y a lieu de faire une distinction entre les matières, dans le domaine de l'enseignement, qui relèvent du Pacte scolaire et que le Gouvernement lui-même exclut du champ d'application de la loi sur les pouvoirs spéciaux parce que régies par l'accord tripartite, et celles — infiniment plus restreintes — qui restent en dehors de ce pacte.

Cependant, il y a une telle interdépendance entre les deux ordres de matières visées ci-dessus, que toucher à l'une d'entre elles a une incidence inévitable sur l'autre.

Par conséquent ne vaudrait-il pas mieux renoncer à des pouvoirs spéciaux qui n'ont trait qu'à une partie très limitée des objectifs que le Gouvernement se propose de réaliser mais qui pourraient être lourds de conséquences au point de vue du maintien d'une paix scolaire durable. Il est hautement souhaitable du point de vue de l'intérêt public de ne pas mettre en cause l'existence même du pacte scolaire.

Le maintien de la disposition incriminée revêt indéniablement aux yeux d'une partie importante de l'opinion publique et du parti socialiste en particulier, le caractère d'un acte génératrice de méfiance.

Un autre membre demande si, en l'absence d'un accord sur un problème déterminé, ayant trait aux matières d'enseignement qui sont couvertes par les pouvoirs spéciaux, ces pouvoirs seront appliqués.

Un membre de la majorité déclare : Le parti socialiste a soulevé un problème que les membres de la majorité considèrent avec le même sérieux.

La majorité aperçoit toutefois la volonté claire du Gouvernement de ne rien faire qui puisse compromettre les accords intervenus dans le Pacte scolaire, en prenant lui-même la précaution d'écartier expressément la loi de 1959 du champ d'application du projet.

D'autre part, il est certain que la législation scolaire conduit à une évolution si dispendieuse des deniers publics que l'opinion, inquiète, pourrait refuser finalement son appui à la politique voulue par les trois partis.

Rien ne serait moins bien ressenti par l'opinion que la décision d'excepter toute cette matière d'un projet qui vise à réaliser des économies de dépenses dans tous les secteurs où elles apparaissent nécessaires.

Pour le surplus, dans cette matière délicate, le Gouvernement évitera d'agir « contre » un partenaire du Pacte scolaire et ne manquera pas de maintenir avec tous les partis les contacts indispensables.

Réponse du Gouvernement :

Le Premier Ministre rappelle une fois de plus que le budget de l'Education nationale a augmenté ces dernières années à un rythme exceptionnel, de sorte qu'il absorbe actuellement environ 1/5 du budget global ordinaire de l'Etat.

Il y certes lieu de se réjouir de cette augmentation dans la mesure où celle-ci est due à l'accroissement de la population scolaire, à l'intensification de l'aide éducative et matérielle aux étudiants, à l'amélioration du statut pécuniaire du personnel, etc. Mais en raison de l'importance de ce budget, il faudra, dans ce domaine comme dans d'autres, augmenter d'urgence l'efficacité des moyens mis en œuvre. En matière d'organisation de l'enseignement également, on pourrait viser une productivité accrue, sans compromettre la qualité de l'enseignement.

Er dient een onderscheid te worden gemaakt tussen de punten betreffende het onderwijs die onder het schoolpact vallen en door de Regering zelf worden uitgesloten van de toepassing van de wet op de bijzondere machten omdat zij onder het driepartijenakkoord vallen, en de punten die buiten het pact vallen en oneindig veel beperkter zijn.

De onderlinge afhankelijkheid van beide hoger bedoelde gebieden is echter zo groot, dat het onmogelijk is aan het ene gebied te raken zonder dat het een weerslag heeft op het andere.

Zou het dan niet beter zijn af te zien van bijzondere machten, die toch maar betrekking hebben op een zeer beperkt gedeelte van het door de Regering beoogde doel, maar zeer ernstige gevolgen kunnen hebben voor het handhaven van een duurzame schoolvrede. Voor het algemeen belang is het hoogst wenselijk dat het schoolpact zelf niet in het gedrang wordt gebracht.

Het behoud van de bedoelde bepaling zou door een aanzienlijk deel van de openbare opinie en door de socialistische partij in het bijzonder beschouwd worden als een daad die wantrouwen kan doen rijzen.

Een ander lid vraagt of men gebruik zal maken van de bijzondere machten, indien geen overeenstemming bereikt wordt over een bepaald probleem op het terrein van de onderwijskwesties waarop die machten betrekking hebben.

Een lid van de meerderheid verklaart : De Socialistische partij heeft een vraagstuk ter sprake gebracht dat de leden van de meerderheid even ernstig opvatten.

De meerderheid onderkent evenwel de duidelijke wil van de Regering niets te doen wat de akkoorden in het raam van het schoolpact in het gedrang kan brengen, door zelf de wet van 1959 buiten het toepassingsgebied van het ontwerp te houden.

Anderzijds staat het vast dat de schoolwetgeving tot zodanig hoge Rijksuitgaven leidt, dat de openbare mening daarover verontrust is en uiteindelijk het door de drie partijen gewenste beleid wel eens niet zou willen steunen.

Niets zou door de openbare mening minder goed onthaald worden dan de beslissing dat hele gebied uit te sluiten uit een ontwerp dat ten doel heeft te bezuinigen in alle sectoren waar dat noodzakelijk lijkt.

De Regering zal bovendien vermijden op dit kiese gebied te handelen tegen een partner van het schoolpact in, en zij zal niet nalaten met alle partijen het nodige contact te onderhouden.

Antwoord van de Regering :

De Eerste Minister herinnert er opnieuw aan dat de begroting van Nationale Opvoeding in de laatste jaren uitzonderlijk snel is gestegen en dat zij thans ongeveer 1/5 van de globale begroting van het Rijk oplapt.

Voorzeker moet men zich verheugen over deze stijging voorzover die het gevolg is van een toenemend schoolbezoek, van een intensievere educatieve en materiële hulp aan de studerenden, van een verbetering van geldelijk statuut van het personeel enz. Doch omwille van de omvang van deze begroting is het dringend noodzakelijk, hier zowel als elders, de doeltreffendheid van de aangewende middelen te verhogen. Ook inzake organisatie van het onderwijs kan meer produktiviteit worden nagestreefd, zonder dat het peil van het onderwijs enigszins in het gedrang wordt gebracht, wel integendeel.

Pour éviter tout malentendu, le Premier Ministre tient à confirmer une fois de plus que le Gouvernement demandera aux trois partis de procéder avec lui à une étude critique du pacte scolaire dans le but d'examiner dans quelle mesure certaines dispositions ou leur application excessive pourraient entraîner un alourdissement désordonné ou injustifié du budget. Sous peu, le gouvernement déposera un rapport à ce sujet.

L'argument selon lequel la matière soumise au pacte scolaire et les autres lois, que les pouvoirs spéciaux auraient pour effet de modifier, seraient intimement liées, manque, à son avis, de pertinence. Par ailleurs, le Premier Ministre doit convenir qu'indépendamment de la commission du pacte scolaire, le Gouvernement est, dès à présent, compétent dans une série de domaines où l'interférence avec le pacte scolaire est beaucoup plus marquée.

Enfin, il importe de signaler que le Gouvernement ne peut se passer de pouvoirs limités en matière d'enseignement s'il veut être en mesure de coordonner une série de dispositions qu'il est dès à présent habilité à prendre. Un seul exemple suffira à étayer cette thèse : on pourra difficilement réduire les horaires dans l'enseignement moyen, tant qu'on ne pourra modifier l'énumération prévue par la loi des branches à enseigner dans les différentes sections.

* * *

Un membre insiste à son tour pour que le Gouvernement réfléchisse avant de se faire accorder des pouvoirs spéciaux dans un secteur psychologiquement névralgique, où les oppositions se transforment rapidement en passions et où le climat peut se détériorer subitement au détriment de l'intérêt national qui ne peut que pâtrir de ce genre de conflits.

Sur le plan technique le membre constate tout d'abord qu'il est loisible au Gouvernement de prendre toute une série de mesures de regroupement administratif et de recourir à une gamme de compressions, à l'intérieur du champ d'activité du département, sans que, pour autant, il doive faire appel aux pouvoirs spéciaux.

A quelles fins le Gouvernement estime-t-il devoir disposer de pouvoirs spéciaux et que pourra-t-il en faire dans les quatre domaines auxquels il semble avoir l'intention de les appliquer ?

1) La rationalisation de l'enseignement primaire :

L'enseignement primaire relève du pacte scolaire et on voit difficilement sur quelles bases on pourrait isoler de la matière couverte par ce pacte les regroupements, fusions et « régionalisations » d'écoles, etc... que le Gouvernement semble envisager.

2) La réforme de l'enseignement secondaire :

Il s'agit en l'occurrence d'une part d'une entreprise permanente dans laquelle on ne peut avancer que progressivement et qu'il est impossible et inconcevable de mener à son terme dans le délai restreint imparti; d'autre part, c'est bien une singulière façon dans le chef du Gouvernement, que d'envisager l'allégement du programme de l'enseignement secondaire, sous l'optique de la réduction des dépenses, alors que son effort devrait plutôt tendre au perfectionnement de l'enseignement prodigué.

3) La révision du fonds des bourses d'études :

S'il y a un domaine dans lequel le Parlement doit avoir son mot à dire et doit collaborer aux solutions qui doivent intervenir, c'est bien celui des bourses d'études.

Opdat er geen misverstand zou ontstaan wil de Eerste Minister andermaal bevestigen dat de Regering de drie partijen zal verzoeken samen met haar een kritisch onderzoek te wijden aan het schoolpact, ten einde na te gaan in hoever sommige bepalingen of de overdreven toepassing ervan aanleiding geven tot een ongeordende en ongerechtvaardigde verzwaren van de begroting. Eerlang zal de Regering een rapport overleggen, waarin die kwestie wordt behandeld.

Het argument dat er een grote onderlinge afhankelijkheid zou bestaan tussen het terrein dat onderworpen is aan het schoolpact en de andere wetten die ingevolge de bijzondere machten zouden gewijzigd worden, is z.i. niet steekhoudend. Bovendien onderstreept de Eerste Minister dat de Regering op dit ogenblik reeds, buiten de schoolpactcommissie, bevoegd is op een reeks terreinen waar de interferentie met het schoolpact veel duidelijker is.

Ten slotte dient erop te worden gewezen dat voor de Regering beperkte machten inzake onderwijs noodzakelijk zijn om een reeks maatregelen welke de Regering thans reeds gemachtigd is te treffen, te coördineren. Om slechts één voorbeeld te noemen : in het middelbaar onderwijs kan bezwaarlijk tot een vermindering van de lesroosters worden overgegaan, zolang niet kan getornd worden aan de wettelijke opsomming van de vakken welke in de verschillende afdelingen moeten worden gegeven.

* * *

Een lid dringt op zijn beurt aan opdat de Regering goed zou nadenken alvorens zich bijzondere machten te laten toecken in een psychologisch uiterst delicate sector, waar oppositie snel in passie omslaat en waar het klimaat niet meteen mag verslechteren ten nadele van 's lands belang, dat van soortgelijke geschillen slechts hinder kan ondervinden.

Op technisch gebied stelt het lid vooreerst vast dat het de Regering vrijstaat een hele reeks maatregelen tot administratieve hergroepering te nemen en over te gaan tot een reeks samensmeltingen binnen het departement, zonder dat daartoe een beroep dient gedaan te worden op bijzondere machten.

Waarom denkt de Regering dat zij bijzondere machten nodig heeft en wat zal zij ermee kunnen aanvangen op de vier gebieden, waarop zij zich voorneemt ze toe te passen.

1) De rationalisatie van het lager onderwijs :

Het lager onderwijs ressorteert onder het schoolpact en men ziet niet goed in op welke gronden de hergroeperingen samensmeltingen, en « regionalisaties » enz., die de Regering blijkbaar beoogt, kunnen worden losgemaakt van alles waarop dit pact betrekking heeft.

2) De hervorming van het secundair onderwijs :

In dit geval gaat het om een deel van een permanente onderneming waarin men slechts geleidelijk kan vorderen en die binnen de gestelde beperkte tijd onmogelijk kan worden afgewerkt. Bovendien is het van de zijde der Regering al te simplistisch, het programma van het secundair onderwijs te willen verlichten met het oog op een vermindering van de uitgaven, terwijl haar inspanning veeleer op een verbetering van het verstrekte onderwijs zou moeten gericht zijn.

3) De herziening van het fonds voor studiebeurzen :

Zo er een gebied is waarin het Parlement zijn woord moet te zeggen hebben en moet medewerken om de nodige oplossingen te bereiken, dan is het wel dat van de studiebeurzen.

Par ailleurs, à quoi peuvent servir des pouvoirs spéciaux limités comme ils le sont dans le temps, pour agir sur des dépenses qui, pour chaque année scolaire, s'étalent sur deux exercices budgétaires; en effet, les bourses d'études 1966-1967 sont en cours de liquidation et il n'est, par conséquent, plus possible de réaliser à cet égard des économies dans un délai rapproché.

4) La limitation de l'expansion universitaire.

Bien entendu, ce domaine ne relève pas à proprement parler, du pacte scolaire mais il est l'objet d'une procédure identique au sein d'une commission tripartite.

Pourquoi, dès lors, le Gouvernement voudrait-il soustraire cette matière au Parlement, puisqu'il rencontrera quand même les représentants de l'opposition au sein de la susdite commission.

Ce membre se résume comme suit :

Qu'on demande des pouvoirs spéciaux dans les domaines économiques, financiers et autres — pouvoirs auxquels l'opposition est bien entendu opposée pour les raisons qu'elle a développées — on peut y souscrire, mais de grâce, qu'on ne touche pas au domaine scolaire où les résultats qui, du point de vue économies, pourraient être obtenus par les pouvoirs spéciaux, se révéleraient minimes par rapport à une orientation extrêmement fâcheuse du point de vue politique et national.

Réponse du Gouvernement :

1) A l'occasion de la rationalisation de l'enseignement primaire, le Gouvernement ne manquera pas d'être attentif aux incidences que pourraient avoir les modifications aux lois coordonnées sur l'enseignement primaire, sur le pacte scolaire et sur la loi du 29 mai 1959.

2) Quant à la réforme de l'enseignement secondaire, il est bien entendu que le point de départ se situe au niveau pédagogique, ce qui ne peut empêcher le Gouvernement de constater que certaines réformes indispensables sont susceptibles d'avoir des conséquences salutaires en matière budgétaire.

3) En matière de bourses d'études, le membre estime que c'est là un domaine où le Parlement doit avoir son mot à dire.

C'est poser le principe même des pouvoirs spéciaux, sur lequel le Gouvernement s'est déjà expliqué à maintes reprises.

4) Le membre convient que le problème de l'expansion universitaire ne relève pas du pacte scolaire.

La commission politique de l'enseignement supérieur n'est, ni sur le plan des principes, ni sur celui de la procédure, assimilable à la Commission permanente du pacte scolaire.

C'est l'appui des autorités académiques, dont le Gouvernement se réjouit d'avoir déjà bénéficié en la matière, qui est en cause en l'occurrence.

* * *

La proposition d'ajournement du vote sur le 8^e, faite par M. Van Eynde est repoussée par 15 voix contre 10.

Mis aux voix, le 8^e est adopté par 15 voix contre 10.

Trouwens, welk nut kunnen bijzondere machten die, zoals deze, naar de tijd beperkt zijn, hebben op het gebied van uitgaven die voor ieder schooljaar over twee begrotingsjaren gespreid zijn; de studiebeurzen voor 1966-1967 worden immers nu uitgekeerd en het is derhalve niet meer mogelijk ter zake vooralsnog te bezuinigen.

4) De begrenzing van de universitaire expansie.

Deze tak van onderwijs behoort natuurlijk niet tot het eigenlijk schoolpact, doch ressorteert onder een identieke procedure in een driepartijencommissie.

Waarom zou de Regering derhalve dit onderwerp aan het Parlement onttrekken vermits zij toch de vertegenwoordigers van de oppositie in voormelde commissie zal ontmoeten.

Het lid komt tot de volgende samenvatting :

Dat bijzondere machten gevraagd worden voor economische, financiële en andere zaken — machten waartegen de oppositie, om de redenen welke zij heeft aangehaald, uiteraard gekant is — tot daar toe, maar in geen geval mag geraakt worden aan de schoolproblemen, waar de bezuinigingen welke met bijzondere machten bekomen kunnen worden miniem zouden zijn, terwijl deze machten daarentegen op politiek en nationaal vlak uiterst rampspoedige gevolgen zouden kunnen hebben.

Antwoord van de Regering :

1) Bij de rationalisatie van het lager onderwijs zal de Regering niet nalaten al haar aandacht te besteden aan de weerslag, die de wijzigingen in de gecoördineerde wetten op het lager onderwijs zouden kunnen hebben op het schoolpact en op de wet van 29 mei 1959.

2) Wat de hervorming van het secundair onderwijs betreft, spreekt het vanzelf dat het uitgangspunt op het opvoedkundige vlak ligt, wat de Regering niet kan beletten vast te stellen dat sommige onontbeerlijke hervormingen heilzame gevolgen kunnen hebben op begrotingsgebied.

3) Inzake de studiebeurzen denkt het lid dat het Parlement op dat gebied zijn woord te zeggen heeft.

Juist daardoor wordt het beginsel van de bijzondere machten gesteld, waarover de Regering zich reeds herhaalde malen heeft uitgesproken.

4) Het lid beaamt dat de kwestie van de universitaire expansie niet tot het schoolpact behoort.

De politieke commissie voor het hoger onderwijs kan noch op het vlak van de beginselen noch op dat van de procedure gelijkgesteld worden met de Vaste schoolpact-commissie.

De Regering verheugt zich juist om de steun die de academische autoriteiten haar reeds verleend hebben op een gebied, dat hier ter sprake komt.

* * *

Het voorstel van de heer Van Eynde tot verdaging van de stemming over punt 8^e wordt met 15 tegen 10 stemmen verworpen.

Bij de stemming wordt het 8^e met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

Art. 1-9^e, littera a).

MM. Cornet et De Vlies proposent par voie d'amendement (doc. 356/4) de supprimer cette disposition.

Les auteurs de l'amendement sont d'avis que, si une réforme de la loi de 1818 relative à l'exercice de l'art de guérir s'avère nécessaire en 1967, l'évolution qui nécessite cette révision, ne progresse cependant pas à un rythme tel que des pouvoirs spéciaux soient indispensables pour prendre des décisions à bref délai.

Il serait souhaitable que dans une matière aussi importante et non urgente, le Parlement et les commissions parlementaires prennent leurs responsabilités et soumettent à un examen rigoureux les modifications proposées.

Le Ministre de la Santé publique rappelle les consultations qui ont déjà eu lieu. Les milieux concernés ont été ou seront consultés et il sera tenu compte de leurs avis.

Pour des motifs différents de ceux invoqués par les auteurs de l'amendement précédent, M. Leburton propose à son tour de supprimer le littera a) au 9^e. A cet égard, il fait valoir que les problèmes relatifs à l'art de guérir n'entrent pas dans le cadre des préoccupations qui ont amené le Gouvernement à demander des pouvoirs spéciaux.

Deux amendements subsidiaires à l'amendement de M. Leburton ont été introduits (Doc. n° 356/6).

Le premier dispose que les mesures qui seront prises en vertu des pouvoirs spéciaux accordés en la matière devront préalablement être soumises à l'avis des milieux intéressés et notamment aux organismes assureurs et au Conseil National des hôpitaux.

Le deuxième amendement subsidiaire tend à imposer au Gouvernement l'obligation de soumettre tout avant-projet d'arrêté-loi à l'avis du Conseil d'Etat.

Dans cet ordre d'idées, un autre membre insiste pour que les avant-projets soient communiqués aux commissions parlementaires compétentes.

Dans sa réponse, le Premier Ministre annonce qu'il entre dans les intentions du Gouvernement de consulter le parquet général sur la définition des infractions. S'il est vrai que ces avis ne seront pas publiés, il n'en demeure pas moins qu'ils constitueront une garantie sérieuse. D'ailleurs rien n'empêcherait le Gouvernement de consulter le Conseil d'Etat également, s'il l'estime souhaitable.

Etant donné que l'amendement de MM. De Vlies et Cornet tend à supprimer le littera a) du 9^e, le texte du projet de loi a été mis aux voix. Il a été adopté à l'unanimité. Les membres de l'opposition ont tenu à faire remarquer que le vote affirmatif qu'ils ont émis signifie uniquement qu'ils ne peuvent souscrire aux arguments qui ont amené les auteurs à déposer leur amendement.

Le texte du littera a) du 9^e ayant été adopté, l'amendement de M. Leburton tombe.

L'amendement de M. Pierson, subsidiaire à l'amendement de M. Leburton, est repoussé par 15 voix contre 10.

Quant à l'amendement de M. Brouhon (Doc. n° 356/6), il est également repoussé par 15 voix contre 10.

* * *

Le littera a) du 9^e est approuvé par 15 voix contre 10.

Art. 1-9^e b).

Ce texte a fait l'objet de nombreux amendements.

Un premier amendement tend à supprimer le littera b). Cet amendement a été justifié comme suit :

Art. 1-9^e, littera a).

De heren Cornet en De Vlies stellen bij amendement (Stuk 356/4) de intrekking van deze bepaling voor.

De indieners van het amendement zijn van oordeel dat, hoewel een herziening van de wet van 1818 betreffende de uitoefening van de geneeskunst in 1967 nodig blijkt, de ontwikkeling welke die herziening noodzakelijk maakt echter niet zodanig snel gaat, dat bijzondere machten om onverwijd beslissingen te nemen, reeds thans verleend moeten worden.

Het ware wenselijk dat het Parlement en de parlementscommissies in een zo belangrijke, doch niet dringende kwestie, hun verantwoordelijkheid zouden opnemen en de voorgestelde wijzigingen grondig zouden bestuderen.

De Minister van Volksgezondheid herinnert aan de besprekingen die reeds gehouden werden. Met de betrokken kringen werd reeds of zal overleg gepleegd worden, en met hun advies zal rekening gehouden worden.

Om andere redenen dan die waarop het voornmelde amendement steunt, stelt de heer Leburton voor letter a) van 9^e te schrappen. Hij merkt op dat de problemen betreffende de geneeskunst niet behoren tot de overwegingen, die de Regering hebben aangezet bijzondere machten aan te vragen.

Op zijn amendement zijn twee subsidiaire amendementen voorgesteld. (Stuk n° 356/6).

Het eerste bepaalt dat de maatregelen die op grond van de verleende bijzondere machten ter zake zullen genomen worden, vooraf ter advies moeten worden voorgelegd aan de betrokken kringen, onder meer aan de verzekeringsinstellingen en aan de Nationale Ziekenhuisraad.

Het tweede subsidiair amendement is erop gericht de Regering te verplichten elk voorontwerp van wetsbesluit ter advies aan de Raad van State voor te leggen.

Steeds in hetzelfde verband dringt een ander lid erop aan dat de voorontwerpen aan de parlementscommissies medegedeeld worden.

De Eerste Minister deelt in zijn antwoord mede dat de Regering voornemens is het parket-generaal te raadplegen over de bepaling van de inbreuken. Al zullen deze adviezen niet gepubliceerd worden, toch zullen zij een ernstige waarborg vormen. Niets belet de Regering trouwens ook de Raad van State te raadplegen, zo zij dat wenselijk acht.

Aangezien het amendement van de heren De Vlies en Cornet ertoe strekt letter a) van 9^e weg te laten, wordt de tekst van het wetsontwerp in stemming gebracht. Het wordt eenparig aangenomen. De leden van de oppositie stellen er prijs op erop te wijzen dat hun ja-stem uitsluitend betekent dat zij geen genoegen kunnen nemen met de argumenten, die de indieners aangezet hebben om hun amendement voor te stellen.

Daar de tekst van letter a) van 9^e aangenomen is, vervalt het amendement van de heer Leburton.

Het subsidiair amendement van de heer Pierson op dat van de heer Leburton wordt met 15 tegen 10 stemmen verworpen.

Het amendement van de heer Brouhon (stuk n° 356/6) wordt eveneens met 15 tegen 10 stemmen verworpen.

* * *

Letter a) van 9^e wordt met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

Art. 1-9^e b).

Deze tekst was het voorwerp van talrijke amendementen.

Een eerste amendement strekt ertoe letter b), weg te laten. Dit amendement is als volgt gerechtvaardigd :

« Lors des discussions du Groupe de travail parlementaire chargé de l'étude des problèmes de l'A. M. I. dont les conclusions furent déposées en septembre 1961 et qui servirent de base à la législation sur l'assurance, les représentants des trois partis traditionnels s'accordèrent pour estimer qu'en cette matière, toute modification à la loi devait être l'œuvre du Parlement, ceci afin d'éviter la mise en cause du compromis auquel on avait abouti. Le libellé de l'article ne fait aucun doute sur les intentions du Gouvernement de remettre en cause cette manière de voir et de prendre ainsi la responsabilité de replonger l'assurance-maladie dans les controverses stériles et préjudiciables à l'intérêt des malades. »

En outre, le Gouvernement demande d'être dispensé de solliciter l'avis ou d'attendre des propositions des instances de gestion de l'A. M. I. Il y a là une atteinte certaine aux principes de la gestion paritaire, atteinte d'autant moins compréhensible que la loi du 23 avril 1963 relative à cet objet a protégé le Ministre contre la carence ou le retard d'un comité à rendre un avis ou à formuler une proposition. Le délai prévu est d'un mois. Il peut être ramené à 10 jours à la demande du Ministre qui, en outre, dispose toujours de la possibilité d'invoquer l'urgence.

Dans ces conditions, on ne comprend pas la raison de l'insertion de cet alinéa au sujet duquel l'exposé des motifs est muet, à moins que le Gouvernement ne veuille plus spécialement viser la consultation obligatoire des conseils techniques en matière de nomenclature. S'il en est ainsi, cette attitude est d'autant moins soutenable qu'elle est en contradiction avec l'accord médico-gouvernemental du 25 juin 1964 et avec la loi du 7 juillet 1966, votée à l'initiative de l'actuel Ministre de la Prévoyance sociale. »

Le Ministre rappelle à ce sujet l'exposé introductif qu'il a fait et dans lequel les objectifs poursuivis par le Gouvernement ont été illustrés par quelques exemples qui ne sont d'ailleurs pas limitatifs.

Un second amendement se rapporte aux déclarations des membres du Gouvernement selon lesquelles il ne sera pas porté atteinte aux droits des assurés sociaux. M. Brouhon estime que le texte devrait prévoir explicitement que ces droits ne seront pas réduits et que les charges y relatives ne seront pas augmentées.

Le Ministre estime que cet amendement est superflu.

Les droits des assurés sociaux et les avantages dont ils bénéficient leur sont accordés en vertu de la législation actuelle. Il résulterait de l'adoption de l'amendement, que la loi existante ne pourrait plus être appliquée.

Cet amendement est retiré.

Un troisième amendement tend à obliger le Gouvernement à soumettre les décisions prises en exécution du 9° b) à l'avis préalable du Conseil National du Travail, des organes de gestion des organismes créés en vertu des lois actuelles et des commissions parlementaires compétentes.

L'amendement est repoussé par 14 voix contre 10.

M. Pierson a déposé un amendement tendant à remplacer les deux premières lignes par ce qui suit : « Le Roi est autorisé à appliquer les dispositions de la loi du 9 août 1963 ».

Le texte actuel s'inspire du libellé de l'exposé des motifs. Or, ce libellé est en contradiction avec les déclarations du Gouvernement. Aussi faut-il que le texte de l'article soit mis en concordance avec ces déclarations.

L'amendement est repoussé par 14 voix contre 10.

Tijdens de gedachtenwisselingen in de met de studie van de Z. I. V. belaste Parlementaire werkgroep, waarvan de conclusies in september 1961 zijn neergelegd en als basis dienden voor de wetgeving op de verzekering, waren de vertegenwoordigers der drie traditionele partijen het erover eens dat op dat gebied elke wijziging in de wet van het Parlement moest uitgaan, zulks om te vermijden dat over het bereikte compromis twijfel zou bestaan aangaande het voorname van de Regering om die zienswijze op losse schroeven te zetten en aldus de kwestie van de ziektekostenverzekering opnieuw te laten omtrekken in steriele en voor de belangen der zieken nadelige twisten.

Bovendien vraagt de Regering om niet het advies van de Z. I. V. te moeten vragen of op de voorstellen van de beheersinstellingen van de Z. I. V. te moeten wachten. Daarin ligt een ontegenzeglijke inbreuk op de beginselen van het paritaire beheer besloten, wat des te minder aanneemelijk is als men bedenkt dat de wet van 23 april 1963 betreffende die materie de Minister beschermde tegen het in gebreke blijven of het laattijdig optreden van een comité voor het verstrekken van een advies of om een voorstel te doen. De voorziene termijn bedraagt 1 maand. Hij kan tot 10 dagen worden teruggebracht op verzoek van de Minister, die boven dien altijd nog de urgente kan inroepen.

Derhalve begrijpt men niet waarom deze alinea in het ontwerp is opgenomen, te meer daar in de Memorie van toelichting geen melding van die kwestie wordt gemaakt, tenzij de Regering insonderheid de verplichte raadpleging van de technische raden inzake nomenclatuur beoogt. Indien dit werkelijk zo is, dan is haar houding des te minder verantwoord, daar zij in strijd is met de overeenkomst van 25 juni 1964 tussen de geneesheren en de Regering en met de wet van 7 juli 1966, die op initiatief van de huidige Minister van Sociale Voorzorg is goedgekeurd.

In dat verband verwijst de Minister naar de inleidende uiteenzetting welke hij heeft gegeven en waarin de door de Regering nagestreefde doeleinden worden geïllustreerd met enkele voorbeelden, die trouwens niet restrictief zijn.

Een tweede amendement heeft betrekking op de verklaringen van de Regeringsleden als zou geen inbreuk gemaakt worden op de rechten van de sociaal-verzekerden. De heer Brouhon is van mening dat de tekst uitdrukkelijk moet stipuleren dat die rechten niet beperkt zullen worden en dat de daaraan verbonden lasten niet zullen worden verhoogd.

De Minister acht dit amendement overbodig.

De rechten van de sociaal-verzekerden en de voordelen die zij genieten, worden hun toegekend krachtens de huidige wetgeving. Uit de aanneming van het amendement zou volgen dat de bestaande wet niet meer zou kunnen worden toegepast.

Dit amendement wordt ingetrokken.

Een derde amendement wil de Regering verplichten de ter uitvoering van het 9° b) genomen beslissingen eerst voor advies voor te leggen aan de Nationale Arbeidsraad, aan de beheersorganen van de krachtens de huidige wetten in het leven geroepen instellingen, alsmede aan de bevoegde parlementaire commissies.

Het amendement wordt met 14 tegen 10 stemmen verworpen.

De heer Pierson heeft een amendement voorgesteld dat ertoe strekt de eerste twee regels te vervangen door wat volgt : « De Koning mag de bepalingen toepassen van de wet van 9 augustus 1963 ».

De huidige tekst steunt op de bewoordingen van de Memorie van toelichting. Die bewoordingen zijn evenwel in strijd met de verklaringen van de Regering. De tekst van het artikel moet dus met die verklaringen in overeenstemming worden gebracht.

Het amendement wordt met 14 tegen 10 stemmen verworpen.

Le 9^e b) est adopté par 14 voix contre 10, de sorte que l'amendement de M. Leburton tendant à supprimer le littéra b) du 9^e tombe.

Art. 1-10^e.

Le Gouvernement se propose d'harmoniser progressivement les diverses législations différentes aux pensions.

Un commissaire rappelle les avantages annoncés pour 1967 par le Gouvernement Harmel-Spinoy et prévus également par le Gouvernement actuel.

Il lui semble dès lors opportun d'ajouter dans le texte du 10^e qu'une nouvelle tranche sera accordée dans le courant de cette année.

Selon le Ministre de la Prévoyance sociale, il ne peut être question d'accorder des avantages nouveaux, à moins qu'on ne réussisse à réaliser l'harmonisation et la simplification envisagées.

Il souligne, par ailleurs, qu'aucun Gouvernement — pas même le Gouvernement précédent — n'a fait des promesses fermes pour l'année 1967. Seul un relèvement progressif avait été prévu.

L'amendement est rejeté par 15 voix contre 10.

Le 10^e est adopté par 15 voix contre 10.

Art. 1-11^e.

Cette disposition permettra au Gouvernement d'élaborer un statut en faveur des travailleurs indépendants.

M. Cudell a proposé de supprimer cette disposition du projet.

Un membre fait observer qu'il n'est pas besoin de pouvoirs spéciaux pour charger un organisme central de la perception des cotisations dues par les travailleurs indépendants.

Le Ministre des Classes moyennes ne peut accepter cet amendement et ce pour les raisons exposées au cours de la discussion générale.

L'amendement tombe, le 11^e ayant été adopté par 15 voix contre 10.

Art. 1-12^e.

Cet article confère au Roi le pouvoir de prendre des dispositions en vue d'accentuer, dans divers secteurs, la politique du progrès social global.

Le Gouvernement a déposé un amendement précisant les objectifs qu'il poursuit et que l'exposé des motifs s'applique à commenter :

« 12^e) d'accentuer la politique de progrès social global par :

a) l'extension de l'assurance soins de santé aux handicapés mentaux;

b) l'extension des allocations familiales à des cas particulièrement dignes d'intérêt;

c) l'élaboration d'un statut social des handicapés graves;

d) l'adaptation de la sécurité sociale au travail à temps partiel;

e) une meilleure protection de la femme au travail;

f) l'adaptation de la législation sur l'immigration;

g) l'octroi d'une bonification de la pension de retraite des ouvriers et employés par année supplémentaire de travail au-delà de l'âge normal de la pension. »

Letter 9, b), wordt aangenomen met 14 tegen 10 stemmen, zodat het amendement van de heer Leburton, strekkende tot weglating van letter b), vervalt.

Art. 1-10^e.

De Regering is voornemens de verschillende wetgevingen op de pensioenen geleidelijk te harmoniseren.

Een lid herinnert aan de voor 1967 door de Regering Harmel-Spinoy aangekondigde voordelen, die ook door deze Regering overgenomen zijn.

Het komt hem dan ook wenselijk voor in de tekst van het 10^e te bepalen dat een nieuwe tranche van de sociale programmatie in de loop van dit jaar toegekend zal worden.

Volgens de Minister van Sociale Voorzorg kan er geen sprake van zijn nieuwe sociale voordelen toe te kennen, tenzij de overwogen vereenvoudiging en harmonisatie uitgevoerd kunnen worden.

Anderzijds legt hij er de nadruk op dat geen enkele regering — zelfs de vorige regering niet — vaste beloften voor 1967 heeft gedaan. Slechts een geleidelijke verhoging was in uitzicht gesteld.

Het amendement wordt met 15 tegen 10 stemmen verworpen.

Het 10^e wordt met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

Art. 1-11^e.

Deze bepaling zal de Regering in staat stellen een statuut voor de zelfstandigen in te voeren.

De heer Cudell stelt voor deze bepaling uit het ontwerp weg te laten.

Een lid merkt op dat de bijzondere machten niet nodig zijn om een centraal orgaan te gelasten de door de zelfstandigen verschuldigde bijdragen te innen.

De Minister van de Middenstand kan dit amendement niet aanvaarden, om de in de loop van de algemene besprekingen uiteengezette redenen.

Het amendement vervalt, aangezien het 11^e met 15 tegen 10 stemmen werd aangenomen.

Art. 1-12^e.

Dit artikel verleent aan de Koning de bevoegdheid om maatregelen te treffen ter bevordering van het beleid van de globale sociale vooruitgang in verscheidene sectoren.

De Regering heeft een amendement voorgesteld, dat haar in de Memorie van toelichting uiteengezette voornemens verduidelijkt :

« 12^e) Het beleid van globale sociale vooruitgang te bevorderen door :

a) de geneeskundige verzorging uit te breiden tot de geestelijk gehandicapten;

b) de kinderbijslag uit te breiden tot de gevallen welke een bijzondere aandacht verdienen;

c) een sociaal statuut voor de ernstig gehandicapten op te stellen;

d) de sociale zekerheid aan te passen aan de part-time arbeid;

e) de arbeidende vrouw beter te beschermen;

f) aanpassing van de wetgeving op de immigratie;

g) het toekennen van een toeslag bij het rustpensioen van arbeiders en bedienden per bijkomend jaar arbeid boven de normale pensioenleeftijd ».

A noter que, sur proposition du Gouvernement, le littéra e) a été modifié comme suit : e) l'adaptation de la législation relative à la protection de la femme au travail.

Quatre amendements ont été déposés à cet amendement du Gouvernement.

Le premier de ces amendements tend à assurer l'extension de l'assurance maladie non seulement aux handicapés mentaux, mais à l'ensemble des moins valides, à condition que leur incapacité de travail soit supérieure à 60 %.

Cet amendement est retiré, le Ministre de la Prévoyance sociale ayant annoncé la publication imminente d'un arrêté royal réglant l'extension de l'assurance soins de santé aux bénéficiaires d'une allocation d'estropié ou de mutilé, qui sont incapables d'exercer un travail lucratif au sens de la loi du 9 août 1963.

Un autre amendement propose de porter au minimum de 52 000 F le montant des pensions de retraite accordées à l'issue d'une carrière complète, ainsi que les allocations d'estropiés-mutilés.

Cet amendement est critiqué par le Gouvernement. Le progrès social que le Gouvernement entend promouvoir, sort des limites strictes du présent article.

L'amendement est repoussé par 15 voix contre 10.

M. Brouhon a, lui aussi, déposé un amendement précisant que l'octroi d'une bonification de la pension de retraite, par année supplémentaire de travail, ne pourra porter préjudice à l'adaptation nécessaire du montant de base des pensions de retraite et de survie à l'évolution du P. N. B.

Le Ministre de la Prévoyance sociale affirme aussitôt qu'il ne sera pas dérogé aux dispositions légales en vigueur en matière de pensions et qui prévoient l'adaptation à la hausse du coût de la vie. Il sera tenu compte également de la tradition qui consiste à suivre l'évolution des salaires.

Mis aux voix, l'amendement est repoussé par 14 voix contre 10.

Enfin, M. Boeykens a demandé par voie d'amendement que l'on augmente l'indemnité journalière accordée aux séquestrés à domicile et dont le montant ne dépasse guère 30 F. Bien que cette augmentation puisse être consentie par voie d'arrêté royal, il serait souhaitable que le Gouvernement fasse connaître dès à présent ses intentions en la matière.

Le Ministre de la Santé publique déclare que les subventions seront augmentées dans un proche avenir, sans incidence budgétaire. Toutefois, cette augmentation pourra être décidée par arrêté royal. C'est pourquoi le Ministre ne peut accepter l'amendement.

Mis aux voix, l'amendement est repoussé par 15 voix contre 10.

* * *

Le 12^e du premier article est adopté par 15 voix contre 10.

* * *

L'article 1^{er} ainsi modifié, est adopté par 15 voix contre 10.

Art. 1bis (nouveau).

Par voie d'amendement, M. Gillet propose d'insérer un article 1^{bis} (nouveau) tendant à étendre le contrôle sur place de la Cour des Comptes aux administrations de l'Etat et des provinces ainsi qu'aux organismes d'intérêt public où il n'existe pas encore.

Er zij opgemerkt dat de Regering voorgesteld heeft letter e) te wijzigen als volgt : e) aanpassing van de wetgeving op de bescherming van de arbeidende vrouw.

Daartoe zijn door de Regering vier amendementen voorgesteld.

Het eerste amendement strekt ertoe de ziekteverzekering niet alleen tot de geestelijk gehandicapten maar ook tot alle minder-validen uit te breiden, op voorwaarde dat zij meer dan 60 % arbeidsongeschikt zijn.

Dit amendement wordt ingetrokken, daar de Minister van Sociale Voorzorg verklaart dat binnenkort een koninklijk besluit zal worden gepubliceerd waarbij de uitbreiding van de geneeskundige verzorging wordt geregeld voor de personen die een tegemoetkoming wegens gebrekbaarheid of vermindering ontvangen en die niet in staat zijn een winstgevende bezigheid uit te oefenen als bedoeld bij de wet van 9 augustus 1963.

Een ander amendement stelt voor het minimumbedrag van de rustpensioenen na een volledige loopbaan, alsmede de tegemoetkomingen aan de gebrekbaarigen en vermindert op 52 000 F te brengen.

De Regering brengt kritiek uit op dit amendement. De sociale vooruitgang welke de Regering wil bevorderen, valt buiten de grenzen van dit artikel.

Het amendement wordt met 15 tegen 10 stemmen verworpen.

De heer Brouhon heeft een amendement voorgesteld waarbij bepaald wordt dat wegens het toekennen van een toeslag bij het rustpensioen per bijkomend jaar arbeid, niet mag worden afgezien van de onontbeerlijke aanpassing van het basisbedrag der rust- en overlevingspensioenen aan de evolutie van het B. N. P.

De Minister van Sociale Voorzorg verklaart onmiddellijk dat er niet afgeweken mag worden van de inzake pensioenen geldende wettelijke bepalingen betreffende de aanpassing aan de kosten van levensonderhoud. Er moet ook rekening worden gehouden met de traditie, volgens welke de ontwikkeling van de lonen wordt gevuld.

Het amendement wordt met 14 tegen 10 stemmen verworpen.

Ten slotte vraagt de heer Boeykens bij amendement om de dagelijkse toelage welke aan de ten huize verpleegde geesteszieken wordt verleend, op te voeren; het bedrag ervan ligt slechts iets hoger dan 30 F. Hoewel deze verhoging bij koninklijk besluit verleend mag worden, ware het wenselijk dat de Regering nu reeds haar bedoeling ter zake bekend maakt.

De Minister van Volksgezondheid verklaart dat de toelagen in de nabije toekomst zullen worden verhoogd, zonder dat zulks een weerslag op de begroting zal hebben. Tot die verhoging zal evenwel bij koninklijk besluit kunnen worden besloten. Daarom kan de Minister het amendement niet aanvaarden.

Het amendement wordt in stemming gebracht en met 15 tegen 10 stemmen verworpen.

* * *

Het 12^e lid van artikel 1 wordt met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

* * *

Het aldus gewijzigde artikel 1 wordt met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

Art. 1bis (nieuw).

De heer Gillet stelt voor bij wijze van amendement een artikel 1^{bis} (nieuw) in te voegen, dat tot doel heeft de controle ter plaatse van het Rekenhof uit te breiden tot de rijks- en provinciebesturen en de instellingen van openbaar nut waar die controle nog niet bestaat.

L'amendement propose en outre d'accorder aux Présidents de la Chambre et du Sénat le pouvoir de consulter la Cour des Comptes.

Enfin, l'auteur de l'amendement demande qu'un délai soit imposé aux administrations pour répondre aux observations de la Cour des Comptes.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget déclare qu'au cours de la réunion qu'elle a consacré le 10 janvier 1967 à l'examen des observations formulées par la Cour des Comptes dans son 122^e Cahier, la Sous-Commission des Finances de la Chambre des Représentants s'est particulièrement intéressée au vœu exprimé à plusieurs reprises par la Cour de voir fixer un délai endéans lequel les administrations sont tenues de donner suite à ses observations, ainsi qu'à lui voir attribuer d'une manière générale le droit de procéder sur place au contrôle des opérations des administrations et services qui relèvent de sa mission de surveillance.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget présent à cette réunion, s'est demandé s'il appartient bien au Gouvernement de prendre l'initiative de déposer un projet de loi à l'effet de modifier dans le sens souhaité la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, organe du contrôle législatif, ou si au contraire pareille initiative ne relevait pas du Parlement. Il s'est finalement résolu de proposer au Gouvernement de déposer un projet de loi imposant un délai pour répondre aux observations de la Cour. Il a estimé pouvoir le faire pour les raisons suivantes :

a) la Sous-Commission des Finances s'est montrée favorable au vœu de la Cour des comptes;

b) en prenant lui-même cette initiative, le Gouvernement témoignerait de son souci de faciliter au maximum le contrôle parlementaire de ses activités.

Les Chambres législatives ont déclaré, le 6 avril 1965, qu'il y a lieu à révision de l'article 116, 2^e alinéa, de la Constitution, relatif au fonctionnement de la Cour des comptes. En fonction des changements qui seraient apportés à cette disposition, des modifications de la loi organique de la Cour des comptes pourraient s'imposer. Dès lors, ne serait-il pas opportun d'attendre, pour procéder en une seule fois aux réformes nécessaires et notamment, aux réformes souhaitées par M. Gillet ?

De son côté, le Gouvernement estime qu'en cette matière qui touche aux prérogatives des Chambres, il est contre-indiqué de proposer des modifications à la loi organique de la Cour des comptes à l'occasion d'une attribution de pouvoirs spéciaux. Certes, les modifications proposées par M. Gillet n'attribuent pas de pouvoirs au Gouvernement. Mais celui-ci préférerait les voir disjoindre du présent projet, afin de ne pas en allonger la discussion.

En ce qui concerne plus particulièrement l'extension du contrôle sur place de la Cour des comptes, la Sous-Commission susvisée juge opportun de réserver cette matière à l'initiative parlementaire. Cependant, comme le principe de ce contrôle sur place est déjà inscrit dans la loi du 16 mars 1954, relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, pour ceux de ces organismes qui y sont inscrits dans les catégories A et B, le Gouvernement envisage l'extension aux organismes des autres catégories, à l'occasion des modifications à apporter à la dite loi à la faveur des dispositions du présent projet de loi.

Ayant entendu cette réponse du Vice-Premier Ministre, et Ministre du Budget, M. Gillet retire son amendement.

Bovendien wordt in het amendement voorgesteld aan de Voorzitters van Kamer en Senaat bevoegdheid te verlenen om het Rekenhof te raadplegen.

Ten slotte vraagt de auteur van het amendement dat aan de besturen een termijn zou worden opgelegd om de opmerkingen van het Rekenhof te beantwoorden.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verklaart dat de Subcommissie voor de Financiën van de Kamer van Volksvertegenwoordigers tijdens de vergadering die zij op 10 januari 1967 heeft gewijd aan de besprekking van de in het 122^e Boek van het Rekenhof voorkomende opmerkingen, bijzondere aandacht heeft gewijd aan de herhaaldelijk door het Hof geuite wens dat een termijn zou worden gesteld binnen welke de besturen de opmerkingen van het Hof dienen te beantwoorden en dat voorts aan het Hof, in algemene regel, het recht zou worden toegekend om de verrichtingen van de besturen en diensten die onder zijn toezicht vallen, ter plaatse te controleren.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting die bedoelde vergadering bijwoonde, vroeg zich af of de Regering wel het initiatief moet nemen om een wetsontwerp in te dienen tot wijziging in de gewenste zin van de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, dat een controle-orgaan is van de Wetgevende Macht, dan wel of een dergelijk initiatief niet eerder van het Parlement moet uitgaan. Uiteindelijk besloot hij aan de Regering voor te stellen een wetsontwerp in te dienen, waarbij een termijn wordt gesteld voor de beantwoording van de opmerkingen van het Hof. Hij meende zulks te mogen doen om de volgende redenen :

a) de Subcommissie voor de Financiën heeft positief gereageerd op de wens van het Rekenhof;

b) door zelf dit initiatief te nemen bewijst de Regering dat zij de controle van het Parlement op haar beleid zoveel mogelijk wil vergemakkelijken.

Op 6 april 1965 hebben de wetgevende Kamers verklaard dat er aanleiding is om het tweede lid van artikel 116 van de Grondwet betreffende de werking van het Rekenhof te herzien. Indien bedoelde bepaling gewijzigd wordt, zou het nodig kunnen zijn ook wijzigingen aan te brengen in de wet op de inrichting van het Rekenhof. Ware het derhalve niet gepaster de zaak uit te stellen om de nodige hervormingen, met name die welke door de heer Gillet worden gewenst, ineens te verwezenlijken ?

De Regering van haar kant meent dat het in deze aangelegenheid die de prerogatieven van de Kamers raakt, niet aangewezen is wijzigingen voor te stellen in de wet op de inrichting van het Rekenhof ter gelegenheid van een wet waarbij bijzondere machten worden verleend. De door de heer Gillet voorgestelde wijzigingen kennen de Regering weliswaar geen machten toe. Maar deze laatste wenst dat die wijzigingen worden gescheiden van het onderhavige ontwerp om de besprekking ervan niet te verlengen.

Wat inzonderheid de uitbreiding van het toezicht ter plaatse van het Rekenhof betreft, acht bovenbedoelde Subcommissie het wenselijk deze aangelegenheid aan het parlementair initiatief over te laten. Doch aangezien het principe van de controle ter plaatse reeds opgenomen is in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, voor die instellingen welke in de categorieën A en B zijn opgenomen, neemt de Regering zich voor dit principe tot de instellingen van de andere categorieën uit te breiden, ter gelegenheid van de wijzigingen die dank zij het bepaalde in het onderhavige wetsontwerp in bedoelde wet zullen worden aangebracht.

Na dit antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting trekt de heer Gillet zijn amendement in.

V. — EXAMEN DE L'ARTICLE 2.

CONSIDERATIONS GENERALES.

Pour introduire la discussion relative à l'article 2 et pour répondre à des questions qui lui étaient posées par de nombreux commissaires, le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget a fait l'exposé que voici :

SITUATION BUDGETAIRE ET FINANCIERE.

Exposé du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Résultats du budget de 1966.

- Le budget de 1966 a pu être exécuté en maintenant les crédits supplémentaires au niveau de 2 % au lieu de 13 % en 1965.
- Ce même budget de 1966, déposé en déséquilibre de 3 milliards a été pratiquement conduit à l'équilibre grâce à une évaluation correcte, à un contrôle permanent et à une gestion économe.
- L'accroissement de la dette publique évalué en mai 1966 à quelque 25 milliards a été, en fait, limité à 17,2 milliards, alors qu'en 1965 il avait atteint 22,1 milliards.

Le budget de 1967.

Dépenses ordinaires.

Au cours de son intervention lors de la première réunion de la Commission, le Premier Ministre a rappelé que si l'on fait abstraction de 3 catégories de dépenses bien précises :

- l'incidence de l'indice des prix de détail;
- la programmation sociale du secteur public;
- les charges de la dette publique;
- la comparaison des budgets amendés 1965 et 1966 et du budget initial de 1967 donne l'augmentation suivante d'un exercice à l'autre :

1965	...	...	+ 15,9	milliards,
1966	...	...	+ 12,1	milliards,
1967	...	...	+ 4,1	milliards,

tandis que les trois catégories de dépenses inéluctables citées ci-dessus progressent comme suit d'une année à l'autre :

1965	...	...	+ 12,7	milliards,
1966	...	...	+ 10,4	milliards,
1967	...	...	+ 10,6	milliards.

Ce sont donc ces postes qui absorbent la plus large part de l'augmentation en 1967 (10,6 milliards sur 14,5 milliards, soit 72 %).

A propos notamment de l'incidence de l'index, le Ministre signale que le crédit provisionnel de 2,7 milliards prévu pour une adaptation des rémunérations pour douze mois sera vraisemblablement suffisant et pourrait même ménager une certaine marge.

En effet, la première augmentation des rémunérations et autres charges liées à l'index pourrait n'intervenir qu'en mai-juin, ce qui correspond à un franchissement du seuil de 132 en février-mars.

V. — ONDERZOEK VAN ARTIKEL 2.

ALGEMENE BESCHOUWINGEN.

Ter inleiding van de besprekking van artikel 2 en in antwoord op de door talrijke leden gestelde vragen, gaf de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting de volgende uiteenzetting :

BUDGETTAIRE- EN FINANCIËLE TOESTAND.

Uiteenzetting van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Eindstand van de begroting voor 1966.

- De begroting voor 1966 kon worden uitgevoerd met een beperking van de bijkredieten tot 2 % in plaats van 13 % in 1965.
- Diezelfde begroting voor 1966, die ingediend was met een tekort van 3 miljard, werd praktisch in evenwicht gebracht dank zij een correcte raming, een bestendig toezicht en een zuinig beheer.
- De toeneming van de rijksschuld, die in mei 1966 op ongeveer 25 miljard geraamd werd, kon in werkelijkheid tot 17,2 miljard beperkt worden, terwijl zij in 1965 22,1 miljard bedroeg.

De begroting voor 1967.

Gewone uitgaven.

In zijn uiteenzetting op de eerste vergadering van de Commissie heeft de Eerste Minister eraan herinnerd dat, zo men de volgende drie categorieën van wel bepaalde uitgaven buiten beschouwing laat :

- weerslag van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen;
- sociale programmatie in de overheidssector;
- lasten van de rijksschuld;
- de vergelijking tussen de aangepaste begrotingen voor 1965 en 1966 en de oorspronkelijke begroting voor 1967, per dienstjaar, volgende verhoging vertoont :

1965	...	...	+ 15,9	miljard,
1966	...	...	+ 12,1	miljard,
1967	...	...	+ 4,1	miljard,

terwijl de hiervoren genoemde categorieën van onontkoombare uitgaven van jaar tot jaar aangroeiden als volgt :

1965	...	...	+ 12,7	miljard,
1966	...	...	+ 10,4	miljard,
1967	...	...	+ 10,6	miljard.

Het is dus naar die posten dat het grootste deel van de verhoging voor 1967 gaat (10,6 miljard op 14,5 miljard, dit is 72 %).

In verband met de weerslag van het indexcijfer der kleinhandelsprijzen deelt de Minister mede dat het provisiekrediet van 2,7 miljard, dat uitgetrokken is voor de weddeaanpassingen tijdens een periode van twaalf maanden, hoogstwaarschijnlijk toereikend zal zijn en misschien zelfs niet volledig aangewend zal worden.

Het is immers mogelijk dat de wedden en andere aan het indexcijfer gekoppelde lasten pas in mei of juni voor het eerst zullen verhoogd worden, wat overeenstemt met een overschrijding van het spil-indexcijfer 132 in februari-maart.

Faut-il s'attendre à des dépenses supplémentaires ?

Ce serait faire preuve de légèreté que d'affirmer qu'aucun crédit supplémentaire ne sera nécessaire dans aucun domaine.

Malgré tout le soin qui a été apporté à la préparation d'un budget, il y a toujours des événements imprévisibles qui surviennent ou des ajustements qui s'avèrent nécessaires en cours d'exécution.

On ne peut toutefois pas perdre de vue que les annulations de crédits généralement constatées en fin d'exercice ménagent une marge de 3 à 4 milliards à l'intérieur même des prévisions initiales. Des données précises quant à l'importance des ajustements qui devraient éventuellement être apportés au budget seront fournies par les résultats du « budget control » activement poursuivi dans les divers départements.

Il est trop tôt pour pouvoir dégager une tendance générale en ce qui concerne l'exécution du budget de 1967, on ne dispose d'ailleurs actuellement d'aucun document chiffré complet relatif à cette exécution.

Le premier document de l'espèce sera la première situation d'exécution du « budget control » établie au 31 mars.

Des efforts sont faits dès à présent pour que les situations du « budget control » soient dressées le plus rapidement et le plus sérieusement possible. Des circulaires dans ce sens ont été adressées aux différents départements ministériels, dont la collaboration est indispensable. Ce sont ces départements, en effet, qui doivent fournir des données de base et il faut avouer que jusqu'à présent ces données ont souvent été transmises tardivement ou établies avec un souci de réalisme insuffisant.

Le « budget control » étant un instrument de gestion essentiel, le Ministre est attentif à l'amélioration de son efficacité. Il pense que l'institution dans chaque département ministériel d'un administrateur budgétaire de grade hiérarchique suffisamment élevé et sur lequel seraient centralisées les responsabilités financières, y contribuerait pour beaucoup.

Le Ministre ne dispose donc pas encore d'éléments rigoureux nous permettant de chiffrer les compléments de dépenses qui pourraient devoir être couverts; il sait cependant que certains secteurs doivent être surveillés avec une attention particulière.

Il a d'ailleurs affirmé le 22 novembre à la Chambre : « Il est tout à fait exact que tous les problèmes ne sont pas résolus ».

Il répète avec insistance que : « l'équilibre est réel mais il suppose que l'effort entrepris soit continu ».

Certains secteurs doivent faire l'objet d'une attention particulière. Le Ministre pense surtout à l'I.N.A.M.I., aux allocations familiales des indépendants, à l'éducation nationale, secteurs où précisément la réalisation d'assainissements est en cours et doit être poursuivie.

C'est précisément dans ce souci de réaliser des compressions de dépenses, qui doivent consolider l'équilibre budgétaire, que le Gouvernement a prévu dans le présent projet diverses dispositions qui lui permettront d'agir rapidement et efficacement, notamment dans les secteurs où les risques d'alourdissement des charges sont les plus sérieux.

Le Ministre souligne, eu outre, qu'un affaiblissement conjoncturel entraînerait très certainement un fléchissement des recettes ordinaires (1 % de moins de l'accroissement prévu pour le P.N.B. signifierait une perte de recettes de 2 à 2,5 milliards de francs), mais aussi une augmentation de certaines dépenses et notamment des dépenses de chômage.

Zijn er bijkomende uitgaven te verwachten ?

Het ware lichtzinnig te beweren dat er op geen enkel gebied bijkredieten zullen nodig zijn.

Met hoeveel zorg een begroting ook voorbereid is, toch doen er zich altijd onvoorzien gebeurtenissen voor of blijken er in de loop van de uitvoering aanpassingen nodig te zijn.

Er mag nochtans niet uit het oog verloren worden dat de kredietannulaties die men over 't algemeen aan het einde van een dienstjaar constateert, een marge van 3 à 4 miljard overlaten binnen het raam van de oorspronkelijk ramingen zelf. De resultaten van de « budget control », die in de verschillende departementen actief toegepast wordt, zullen preciese gegevens verschaffen over de omvang van de eventueel in de begroting aan te brengen aanpassingen.

Het is te vroeg om een algemene tendens te kunnen afleiden uit de uitvoering van de begroting voor 1967; men beschikt trouwens voor het ogenblik nog over geen enkel volledig becijferd stuk betreffende die uitvoering.

De eerste staat van uitvoering van de « budget control », opgesteld per 31 maart, zal het eerste stuk van die aard zijn.

Nu reeds worden inspanningen gedaan opdat de staten van de « budget control » zo spoedig mogelijk en met de meeste ernst worden opgelegd. Er werden circulaires in die zin gezonden aan de verschillende ministeriële departementen waarvan de medewerking onontbeerlijk is. Het zijn immers die departementen die basisgegevens moeten verstrekken, en men moet wel toegeven dat die gegevens tot op heden vaak laattijdig werden overgelegd of met onvoldoende realiteitszin werden opgesteld.

Aangezien « budget control » een beheersinstrument van kapitaal belang is, gaat de aandacht van de Minister naar de verhoging van de doeltreffendheid ervan. Naar zijn mening zou de aanstelling in elk ministerieel departement van een budgettaire beheerde met een voldoende hoge hiërarchische graad, bij wie de financiële verantwoordelijkheid zou gecentraliseerd zijn, daar veel toe bijdragen.

De Minister beschikt dus nog niet over onbetwistbare gegevens, die het mogelijk zouden maken de bijkomende uitgaven te berekenen welke misschien zullen moeten gedeckt worden; hij weet nochtans dat bepaalde sectoren met bijzondere aandacht moeten gevolgd worden.

Op 22 november l.l. heeft hij trouwens in de Kamer bevestigd : « Het is volkomen juist dat alle problemen nog niet opgelost zijn ».

Hij herhaalt met klem dat « het evenwicht reëel is, maar hij veronderstelt dat de gedane inspanning wordt voortgezet ».

Aan een aantal sectoren dient een bijzondere aandacht besteed te worden. De Minister denkt voornamelijk aan het R.I.Z.I.V., aan de kinderbijslag voor zelfstandigen, aan het Departement van nationale opvoeding, sectoren waar juist tot bezuinigingen wordt overgegaan, taak die moet voortgezet worden.

Precies die bekommernis om het verwezenlijken van besnoeiingen van uitgaven welke het begrotingsevenwicht moeten verstevigen, heeft de Regering ertoe gebracht in het onderhavige ontwerp verscheidene bepalingen op te nemen welke het mogelijk zullen maken vlug en doelmatig in te grijpen, met name in de sectoren waarin het gevaar voor verzwaring van de lasten het grootst is.

De Minister wijst er bovendien op dat een conjunctuurverzwakking heel zeker een daling van de gewone ontvangsten tot gevolg zou hebben (1 % minder in de geraamde stijging van het B.N.P. stemt overeen met 2 à 2,5 miljard frank verlies aan ontvangsten), evenals een stijging van bepaalde uitgaven, o.m. de werkloosheidsuitgaven.

Le Ministre rappelle à cet égard qu'une augmentation de 20 000 unités de l'effectif des chômeurs représente une dépense supplémentaire de 1 milliard. De même, une contraction de l'activité nationale entraînerait des subventions accrues :

- à la S.N.C.B. en raison de la réduction du trafic et par conséquent des recettes qu'elle impliquerait;
- aux charbonnages dont la production s'écoulerait plus difficilement;
- à la sécurité sociale dont les recettes de cotisations s'amenuiseraient.

C'est précisément pour prévenir ou en tout cas pour atténuer de tels risques que le Gouvernement devra augmenter l'effort financier en faveur de la politique de relance notamment dans le cadre des lois des 17 et 18 juillet 1959 et de juillet 1966. Dans ce domaine, on prévoit que les moyens supplémentaires nécessaires pourraient atteindre un montant de l'ordre de 1 milliard en raison d'un afflux de demandes d'interventions. De même, des crédits supplémentaires devront être consentis au budget ordinaire pour assurer le soutien de nos exportations, à la fois par le renforcement des moyens mis à la disposition du Fonds du Commerce extérieur et par l'instauration d'un régime de subventions par réduction des taux d'intérêt des crédits consentis pour favoriser nos ventes à l'étranger.

Recettes ordinaires.

Les estimations pour 1967 ont été établies, après aménagement des prévisions de 1966.

Il est évident que ce travail de réestimation est très délicat puisqu'il devrait permettre de dégager la base du calcul des recettes pour 1967.

Une surestimation de cette base aurait dès le départ compromis les chances de réalisation des recettes escomptées pour 1967.

Aucune imprudence n'a été commise de ce côté.

Les recettes escomptées dans le budget initial de 1966 étaient de 197,1 milliards.

La réévaluation faite en août 1966 a prévu 200,2 milliards ce qui implique une plus-value de 3,1 milliards par rapport aux recettes initialement prévues.

A fin décembre la plus-value réellement constatée en matière de recettes fiscales était de 3,7 milliards, c'est-à-dire une plus-value supérieure à celle attendue pour l'ensemble de l'exercice.

La base 1966 utilisée pour le calcul des recettes 1967 n'est donc pas remise en cause.

Ce calcul a été fait avec modération si l'on tient compte de la tendance conjoncturelle qui prévalait au moment de son établissement et qui conduisait à une progression de 7 % du P.N.B. en 1967.

Il suffit, pour se convaincre de cette modération de constater qu'au cours des dernières années, la progression des recettes fiscales liée à celle de la masse imposable a considérablement dépassé le taux d'accroissement du P.N.B., alors que pour 1967, on s'en est tenu pratiquement à un même taux d'accroissement pour les deux facteurs. Il a donc été fait abstraction d'un effet de progressivité des impôts, ce qui ménageait à nos prévisions une certaine marge de sécurité.

Ces prévisions viennent d'être soumises à un nouvel examen sur base notamment des résultats de 1966.

Il résulte de cet examen que les estimations ont été correctement établies, compte tenu des hypothèses adoptées au moment de leur élaboration.

Er zij in dit verband aan herinnerd dat een stijging van het aantal werklozen met 20 000 een bijkomende uitgave van 1 miljard frank vertegenwoordigt. Een remming van het nationale bedrijfsleven zou eveneens verhoogde subsidies vergen, nl. voor :

- de N.M.B.S., ingevolge het verminderde verkeer en de daaraan verbonden daling der ontvangsten;
- de kolenmijnen, waarvan de produktie moeilijker zou kunnen worden afgezet;
- de sociale zekerheid, ten gevolge van een verminderde opbrengst van de bijdragen.

Precies om dat risico te vermijden of om het in elk geval te beperken, dient de Regering haar financiële inspanning voor het wederoplevingsbeleid te verhogen, met name in het kader van de wetten van 17 en 18 juli 1959 en van juli 1966. In dit verband wordt voorzien dat een bedrag van 1 miljard bijkomende middelen zou kunnen nodig zijn om te kunnen ingaan op de massa aanvragen om steun. Op de begroting zullen eveneens bijkredieten moeten worden toegestaan ten einde onze uitvoer te steunen door meer hulpmiddelen ter beschikking te stellen van het Fonds voor de Buitenlandse Handel en tevens een regeling in te voeren van subsidies in de vorm van verlaagde rentevoet voor de ter bevordering van onze verkoop in het buitenland toegestane kredieten.

Gewone ontvangsten.

De ramingen voor 1967 werden opgesteld na de aanpassing van de vooruitzichten voor 1966.

Deze herschatting is natuurlijk een zeer delicate opdracht, aangezien men daaruit de grondslag voor de berekening van de ontvangsten voor 1967 moet kunnen afleiden.

Een overschatting van die grondslag zou van bij de aanvang de kansen op realisatie van de voor 1967 verwachte ontvangsten verminderen.

Men is hierbij voorzichtig te werk gegaan.

De in de oorspronkelijke begroting voor 1966 geraamde ontvangsten bedroegen 197,1 miljard.

De in augustus 1966 gedane herschatting gaf 200,2 miljard, hetgeen 3,1 miljard meer was dan de oorspronkelijk geraamde ontvangsten.

Eind december bedroeg de werkelijk geconstateerde meerwaarde aan fiscale ontvangsten 3,7 miljard, d.w.z. een hogere meerwaarde dan voor het ganse dienstjaar was verwacht.

De grondslag 1966 welke gediend heeft voor de berekening van de ontvangsten over 1967 is dus nog steeds geldig.

Dat was een gematigde berekening, gelet op de conjunctuur tendens die overheerste toen zij gemaakt werd en die een stijging van het B.N.P. met 7 % in 1967 liet voorzien.

Een overtuigend bewijs van die gematigdheid is de constatatie dat de stijging van de met de toenemende belastbare grondslag samengaande fiscale ontvangsten het groei ritme van het B.N.P. tijdens de laatste jaren aanzienlijk overtrof, terwijl men voor het dienstjaar 1967 praktisch eenzelfde groei ritme heeft aangenomen voor de beide factoren. Derhalve werd geen rekening gehouden met de normale progressiviteit van de belastingen, wat aan onze ramingen een zekere veiligheidsmarge bood.

Die ramingen zijn zopas opnieuw onderzocht, met name op grond van de uitkomsten van 1966.

Uit dat onderzoek blijkt dat de ramingen op correcte wijze zijn gedaan, rekening houdend met de veronderstellingen welke op dat moment golden.

Elles pourraient cependant être affectées par un retard accru dans la mise en vigueur de certains aménagements fiscaux déjà prévus dans le Budget des Voies et Moyens (taxation des services R.T.T. et meilleure perception de la taxe sur les entreprises de construction d'immeubles).

D'autre part, un affaiblissement conjoncturel entraînerait immanquablement un fléchissement des recettes.

A cet égard, il convient de mentionner que les versements anticipés encaissés en janvier 1967 sont inférieurs de 500 millions à ceux enregistrés en janvier 1966.

Il faut ajouter que le nombre de versements est également inférieur à celui de l'année passée.

CONCLUSIONS.

On peut résumer la situation de la manière suivante :

1^o Si la conjoncture évolue favorablement, et tenant compte, des annulations de crédits intervenant régulièrement chaque année, de ± 2 % de crédits supplémentaires éventuels (4 à 5 milliards) et des plus-values fiscales éventuelles : *pas de problèmes particuliers en 1967.*

2^o Si, par contre, la conjoncture se détériore : dans ce cas, il y aura des moins-values fiscales et il faudrait faire face à des dépenses nouvelles : *donc, déséquilibre budgétaire.*

Pour faire face à ces difficultés le Gouvernement propose :

- a) un effort soutenu, pour accentuer l'assainissement et la compression des dépenses;
- b) des moyens nouveaux.

**

A la suite de cet exposé du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, la Commission a procédé à l'examen de l'article 2.

A vrai dire, c'est à deux reprises que les mesures fiscales envisagées par le Gouvernement ont été discutées en Commission.

Une première fois, à l'occasion de la discussion des principaux chapitres du projet; une seconde fois — et plus à fond — à l'occasion de l'examen de l'article 2.

Pour la clarté de l'exposé, nous avons groupé les remarques et questions des commissaires ainsi que les réponses des Ministres, sous les quatre rubriques que voici :

1. Les considérations générales ainsi que celles ne concernant pas particulièrement l'une ou l'autre disposition de l'article 2.

2. Les remarques, questions et réponses d'ordre général relatives aux impôts directs :

- a) l'impôt des personnes physiques;
- b) l'impôt des sociétés;
- c) dispositions communes à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des sociétés;
- d) taxes assimilées aux impôts directs.

3. Les remarques, questions et réponses relatives aux dispositions concernant les droits de succession, les droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, les droits de timbre, les taxes assimilées au timbre.

4. Les remarques, questions et réponses relatives à l'article 2, § 5, concernant les mesures que le Gouvernement se propose de prendre pour assurer une perception plus exacte de l'impôt.

Nochtans zouden zij kunnen beïnvloed worden door een grotere vertraging bij de inwerkingstelling van bepaalde aanpassingen inzake belastingen, welke reeds in de Rijksmiddelenbegroting zijn voorzien (belasting op de R.T.T.-diensten en betere inning van de taks op de ondernemingen voor woningbouw).

Anderzijds zou een daling van de conjunctuur onvermijdelijk minder ontvangsten met zich brengen.

In dat opzicht moet erop gewezen worden dat de vroegde stortingen in januari 1967, 500 miljoen beneden die van januari 1966 lagen.

Hier zij nog aan toegevoegd dat het aantal stortingen eveneens lager ligt dan verleden jaar.

CONCLUSIES.

De toestand kan als volgt worden samengevat :

1^o Indien de conjunctuur zich gunstig ontwikkelt, en rekening houdend met de geschrapt kredieten, wat zich ieder jaar geregeld voordoet tot een beloop van ± 2 % van de eventuele bijkredieten (4 à 5 miljard) en met de eventuele meeropbrengst van de belastingen, *zullen er in 1967 geen bijzondere problemen rijken.*

2^o Indien de conjunctuur daarentegen slechter wordt, zal de belastingopbrengst lager zijn en zullen er nieuwe uitgaven komen, zodat het *budgettaire evenwicht verstoord zal zijn.*

Om aan die moeilijkheden het hoofd te kunnen bieden, stelt de Regering voor :

- a) een niet afplatende krachtsinspanning te leveren om de toestand beter te kunnen saneren en de uitgaven te drukken;
- b) nieuwe middelen.

**

Na de uiteenzetting van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting besprak de Commissie artikel 2.

In feite werden de door de Regering overwogen belastingmaatregelen tweemaal besproken in de Commissie.

Een eerste maal bij de besprekking van de voornaamste hoofdstukken van het ontwerp; een tweede maal werd die aangelegenheid grondiger onderzocht bij de besprekking van artikel 2.

Duidelijkheidshalve groeperen wij de opmerkingen en vragen van de leden van de Commissie alsmede de antwoorden van de Ministers in de vier volgende rubrieken :

1. Algemene beschouwingen en opmerkingen die niet speciaal in verband staan met een of andere bepaling van artikel 2.

2. De opmerkingen, vragen en antwoorden van algemene aard met betrekking tot de directe belastingen :

- a) de personenbelasting;
- b) de venootschapsbelasting;
- c) bepalingen gemeen aan de personenbelasting en de venootschapsbelasting;
- d) de met de directe belastingen gelijkgestelde taksen.

3. De opmerkingen, vragen en antwoorden met betrekking tot de bepalingen aangaande de successierechten, de registratierechten, de hypothek- en griffierechten, de zegelrechten, de met het zegel gelijkgestelde taksen.

4. Opmerkingen, vragen en antwoorden in verband met artikel 2, § 5, betreffende de door de Regering voorgenomen maatregelen met het oog op een juistere heffing van de belasting.

QUESTIONS D'ORDRE GENERAL.

Question.

Après avoir rappelé la déclaration du Premier Ministre concernant la mise en application des mesures fiscales dont certaines seraient postposées, un commissaire demande si cette distinction entre impôts perçus immédiatement et ceux qui ne seraient promulgués que si le Gouvernement le jugeait nécessaire, n'a pas été faite uniquement en vue de rallier une des ailes de sa majorité à laquelle on laisse espérer l'abandon éventuel d'une partie du volet fiscal, alors que le Gouvernement avait cependant proclamé que son projet constituait un tout, et qu'il n'accepterait aucun amendement.

Ce commissaire appuyé par l'un de ses collègues demande dès lors : « Quel sera le rendement détaillé des augmentations d'impôts prévues par le projet ?

» Eu égard à la nouvelle conception du projet, quel sera le rendement des impôts qui seront levés immédiatement (art. 2, § 3, 3°, et § 4) ?

» Si le Gouvernement estime pouvoir renoncer provisoirement à une partie des recettes fiscales escomptées, pour quelle raison a-t-il cru devoir envisager initialement un recours beaucoup plus large à l'impôt ?

» Enfin, compte tenu de l'abandon provisoire de certaines ressources, le Gouvernement espère-t-il encore pouvoir maintenir le budget de 1967 en équilibre ?

Ce même commissaire ajoute d'autre part : « Le Gouvernement dit qu'il ne lèvera pas immédiatement la taxe sur les cigarettes, dont le Ministre des Finances attendait « au moins un milliard ». Alors comment va-t-il relancer l'économie ? »

Réponse du Ministre des Finances.

SUPPLEMENT DE RECETTES.

	Rendement (en millions de francs)
A. — Impôts directs.	
1. <i>Impôt des sociétés et impôt des non-résidents/sociétés.</i>	
1 décime sur l'impôt des sociétés dû par les sociétés dont le bénéfice excède 3 millions	900
2. <i>Impôt des personnes physiques et impôt des non-résidents/personnes physiques.</i>	
1 décime sur l'impôt dû par les personnes dont le revenu global net est supérieur à 500 000 francs (uniquement pour la tranche de revenu dépassant 500 000 francs et sans aller au-delà de 50 %)	700
3. <i>Non-déductibilité des primes assurances incendie pour le mobilier et les immeubles ...</i>	450
4. <i>Taxe sur les jeux et paris ...</i>	144
5. <i>Taxe sur les appareils automatiques de divertissement ...</i>	77
B. — Impôt sur la transmission des biens et certaines autres opérations.	
I. Droits d'enregistrement et droits de timbre.	
1. Augmentation de 50 % du droit fixe général ...	50
2. Augmentation de 1,5 % du droit proportionnel de 11 % (vente d'immeubles) . . .	600
3. Rétablissement du droit de 1 % ou de 0,5 % sur les subrogations de créances hypothécaires . . .	100
4. Droits de timbre : doublement du droit de timbre fixe . . .	362
5. Majoration de 50 % des droits de greffe ...	50

VRAGEN VAN ALGEMENE AARD.

Vraag.

Na te hebben herinnerd aan de verklaring van de Eerste Minister over de toepassing van de belastingmaatregelen, waarvan sommige zouden worden uitgesteld, vraagt een lid van de Commissie of dit onderscheid tussen de onmiddellijk geïnde belastingen en die welke pas zouden afgekondigd worden wanneer de Regering het nodig zal oordelen, niet uitsluitend gemaakt werd om een der vleugels van haar meerderheid ter wille te zijn, aan welke de hoop gelaten wordt op een eventuele prijsgeving van een deel van het fiscaal gedeelte, terwijl de Regering nochtans verkondigd had dat haar ontwerp een geheel vormde en dat zij geen enkel amendement zou aanvaarden.

Dit lid, dat door een van zijn collega's gesteund wordt, vraagt dus : « Hoe groot zal, in detail, de opbrengst zijn van de in het ontwerp vervatte belastingverhogingen ?

» Hoe groot zal, gelet op de nieuwe conceptie van het ontwerp, de opbrengst zijn van de belastingen die onmiddellijk zullen geheven worden (art. 2, § 3, 3°, en § 4) ?

» Zo de Regering oordeelt voorlopig te kunnen afzien van een deel van de beoogde belastingontvangsten, waarom heeft zij dan aanvankelijk gemeend in veel hogere mate op belastingen te moeten aansturen ?

» Hoopt de Regering, gezien dit voorlopig prijsgeven van sommige bronnen, ten slotte de begroting voor 1967 nog in evenwicht te kunnen houden ? »

Hetzelfde lid voegt er nog aan toe : « De Regering zegt dat zij de belasting op de sigaretten niet onmiddellijk zal heffen, waarvan de Minister van Financiën « ten minste een miljard » verwachtte. Hoe zal zij de economie dan weder opwekken ? »

Antwoord van de Minister van Financiën.

AANVULLENDE ONTVANGSTEN.

Opbrengst
(in miljoenen
frank)

A. — Directe belastingen.	
1. Belasting op de vennootschappen en belasting op de niet-verblifffoudende vennootschappen.	
1 deciem op de belasting der vennootschappen, verschuldigd door de vennootschappen welter winst 3 miljoen te boven gaat	900
2. Belasting op de natuurlijke personen en belasting op niet-ingezeten natuurlijke personen.	
1 deciem op de belasting verschuldigd door de personen wier netto-globaal inkomen 500 000 frank te boven gaat (uitsluitend voor het deel van het inkomen dat 500 000 frank te boven gaat en zonder 50 % te overtreden)	700
3. Niet-afrekbaarheid van de brandverzekeringspremies op het meubilair en de gebouwen	450
4. Taks op de spelen en weddenschappen	144
5. Taks op de ontspanningsautomaten	77
B. — Belasting op de overdracht van goederen en op sommige andere verrichtingen.	
I. Registratie- en zegelrechten.	
1. Verhoging met 50 % van het vast algemeen recht	50
2. Verhoging met 1,5 % van het evenredig recht van 11 % (verkoop van onroerende goederen)	600
3. Weder invoering van het recht van 1 % of van 0,5 % op de indeplaatsstellingen van hypothecaire vorderingen	100
4. Zegelrecht: verdubbeling van het vast recht	362
5. Verhoging van de griffiekosten met 50 %.	50

6. Primes d'assurance :		
Ordinaire : 5 à 6 %	165	
Vie : 1,4 à 3 %	160	
	325	
II. Aménagement de la réduction du droit de succession accordée selon le nombre d'enfants de l'héritier	(1) 75	
D. — <i>Impôts indirects.</i>		
I. <i>Taxe de luxe :</i>		
1. Porter le taux de 17 à 18 % et de 20 à 23 %	400	
2. Taxation des produits de parfumerie au niveau du grossiste	60	
	460	
II. <i>Produits de consommation courante :</i>		
Cigarettes, cigares, cigarillos (sur base de F 16,50 le paquet de cigarettes populaires au lieu de F 13,50). ...	1 600	
Alcools	250	
	6 143	
Détaxation :		
— cumul des revenus	—	
— charges familiales	± 500	
	5 643	

Le Gouvernement n'a toutefois retenu qu'un montant de l'ordre de 5 milliards.

La prudence s'impose en effet en raison des considérations suivantes :

- Les estimations ci-dessus sont fondées sur base des recettes de 1967. Un affaiblissement conjoncturel réduirait cette base.
- La mise en vigueur de certaines taxes sur les produits de luxe, les tabacs et les alcools pourrait pendant les premiers mois affecter quelque peu la croissance normale de la consommation.
- Certains taux ne sont pas définitivement arrêtés. C'est le cas notamment pour le tabac.

**

Les chiffres qui viennent d'être cités ne pourraient évidemment être atteints en 1967, même en cas d'application complète des nouvelles mesures fiscales immédiatement après le vote de la loi.

En effet, aucun effet rétroactif ne pourra être évidemment donné aux impôts indirects.

Quant aux impôts directs, ils ne pourraient être perçus que dans la mesure où il s'agit de versements anticipatifs et de perceptions par voie de précompte immobilier.

On peut dès lors estimer que le rendement pour 1967 aurait été de l'ordre de 3,5 milliards.

Quel serait le rendement des mesures qui seraient immédiatement mises en application, compte tenu de l'intention du Gouvernement de subordonner à un examen ultérieur l'entrée en vigueur des augmentations de certains impôts directs et de l'accise sur les cigarettes ?

Le rendement annuel complet des impôts qui seraient décidés immédiatement après le vote de la loi peut être évalué à environ 2 700 millions. Compte tenu des délais de mise en vigueur le rendement propre de 1967 serait de l'ordre de 2 milliards au moins.

Il y a lieu de remarquer que le Gouvernement ne renonce pas à majorer les impôts directs sur les sociétés et sur les personnes physiques disposant de revenus élevés, ni à l'accise sur les cigarettes. Il décidera de la mise en vigueur

(1) Pour mémoire 90 millions déjà prévus au titre de droits de succession dans le budget des Voies et Moyens.

6. Verzekeringspremies :		
Gewone : 5 tot 6 %	165	
Leven : 1,4 tot 3 %	160	
	325	
II. Aanpassing van de vermindering van de successierechten volgens het aantal kinderen van de erfgenaam. ...	(1) 75	
D. — <i>Indirecte belastingen.</i>		
I. <i>Weelde-taks :</i>		
1. Tariefverhoging van 17 tot 18 % en van 20 tot 23 %	400	
2. Heffing op reukwerk op het niveau van de groothandelaar	60	
	460	
II. <i>Gewone verbruiksprodukten :</i>		
Sigaretten, sigaren, sigaartjes (op basis van F 16,50 per pakje volkssigaretten in plaats van F 13,50) ...	1 600	
Alcohol	250	
	6 143	
Belastingvrijstellingen :		
— samenvoeging der inkomsten	—	
— gezinslasten	± 500	
	5 643	

De Regering heeft echter slechts een bedrag van 5 milliard aangehouden.

Voorzichtigheid is inderdaad geboden op grond van de volgende overwegingen :

- Voormalde ramingen steunen op de ontvangsten over 1967. Bij een verslapping van de conjunctuur zou deze basis dalen.
- De toepassing van sommige heffingen op weelde-artikelen, tabak en alcohol, zou tijdens de eerste maanden de normale toeneming van het verbruik kunnen aanstaan.
- Sommige tarieven zijn niet definitief vastgesteld. Dit geldt onder meer voor tabak.

**

Voormalde bedragen kunnen natuurlijk in 1967 niet bereikt worden, zelfs zo al de nieuwe fiscale maatregelen dadelijk na de goedkeuring van de wet mochten worden toegepast.

Voor de indirecte belastingen kan inderdaad hoegehaald geen terugwerkende kracht gelden.

De directe belastingen zouden slechts kunnen geïnd worden naar gelang het voorafbetalingen en inningen als onroerende voorheffingen geldt.

Naar schatting zou de opbrengst voor 1967 dus ongeveer 3,5 miljard kunnen bereikt hebben.

Wat zou het rendement zijn van de maatregelen die onmiddellijk van toepassing zouden worden, rekening houdend met het voornemen van de Regering om het van kracht worden van de verhogingen van sommige directe belastingen en van de accijnen op de sigaretten afankelijk te maken van een later onderzoek ?

De volledige jaarlijkse opbrengst van de belastingen, die onmiddellijk na de goedkeuring van de wet zouden toegepast worden, kan op ongeveer 2 700 miljoen geschat worden. Rekening houdend met de termijnen voor de inwerkingtreding zou het eigenlijke rendement in 1967 ten minste 2 miljard bedragen.

Er dient opgemerkt te worden dat de Regering niet afziet van de verhoging der directe belastingen op de vennootschappen en op de natuurlijke personen, die over een groot inkomen beschikken, noch van de accijns op sigaretten. Zij

(1) 90 miljoen pro memorie reeds vermeld als successierechten in de Rijksmiddelenbegroting.

de ces mesures dès que les indices qui l'ont déterminé à les proposer seront confirmés.

A quoi sont destinés les impôts nouveaux ?

1° A couvrir la perte budgétaire consécutive au ralentissement conjoncturel.

Pour rappel : 1% du P.N.B. en moins a sur le budget une incidence de 5 milliards se partageant entre les recettes et les dépenses.

2° A mener à bien l'exécution du budget extraordinaire qui serait grevée si un déficit se produisait au budget ordinaire.

3° A dégager de nouveaux moyens pour la relance et la reconversion.

Ces moyens et la relance qu'ils détermineront auront pour effet de contrecarrer l'atténuation du rythme de progression du produit national; en se référant aux calculs des économistes spécialisés, on peut estimer qu'une augmentation de l'investissement de X milliards détermine une majoration du produit national de Z % et que celui-ci, à son tour, entraîne un bénéfice pour le budget susceptible de compenser, en partie au moins, et peut-être, après un certain délai, la masse des dépenses nouvelles consacrées à la relance.

Le montant des impôts prévus par le projet est de l'ordre de 5 milliards, comme il est indiqué ci-dessus.

Ce montant ne peut être fixé avec précision et sa détermination dépendra d'ailleurs, dans une certaine mesure, de l'évolution de la situation économique, une certaine souplesse étant nécessaire à cet égard. De toute manière pour l'exercice 1967, l'entièreté de cette somme ne pourra pas être perçue, étant donné le retard nécessaire à la mise en vigueur et à la répartition.

Question.

Plusieurs membres attirent l'attention sur les incidences de l'ajournement éventuel de certaines mesures fiscales envisagées par le Gouvernement, incidences qui ont notamment à ces mesures une partie de leur justification et de leur caractère d'urgence.

Dans cet ordre d'idées, un membre fait observer que les prévisions initiales tablaient sur des recettes nouvelles de 6 milliards, moins les ristournes, soit un solde de 5,5 milliards, qui étaient censés être consacrés à la relance économique.

Mais l'ajournement, pour des motifs purement politiques, de différents impôts aboutit finalement à réduire le montant global des recettes nouvelles à une somme se situant entre 2 milliards et 2,5 milliards. Or, ces 2,5 milliards ne serviront aucunement à la relance économique mais bien à « boucher des trous ». Il est, par ailleurs, déjà question d'un dépassement des estimations budgétaires de l'ordre de 6 milliards.

Le budget, qui atteint 220 820 000 000 de francs, est basé sur une croissance du P.N.B. de 3,5 %. Or, le Conseil Central de l'Economie vient d'estimer cette augmentation à 2 % seulement. Il est donc clair que les recettes réelles seront inférieures aux recettes prévues et que les dépenses réelles seront supérieures aux dépenses prévues.

En effet, il faut tenir compte notamment de l'augmentation du chômage et de l'application de la nouvelle loi sur les hôpitaux, qui provoqueront des dépenses supplémentaires.

zal tot het van kracht worden van deze maatregelen besloten, zodra de gegevens, die haar aangezet hebben ze voor te stellen, zullen bevestigd zijn.

Waarvoor zijn de nouvelles belastingen bestemd ?

1° Om het begrotingsverlies te dekken, dat het gevolg is van de conjuncturele verslapping.

Ter herinnering : een vermindering van het B.N.P. met 1 % heeft op de begroting een weerslag van 5 miljard, verdeeld over de ontvangsten en de uitgaven.

2° Om de uitvoering van de buitengewone begroting mogelijk te maken, die in het geding zou komen indien de gewone begroting met een tekort zou sluiten.

3° Om nieuwe middelen te vinden voor de economische herleving en de reconversie.

Deze middelen en de herleving, welke zij zullen bepalen, zullen de achteruitgang van het groeitempo van het nationaal produkt tegengaan; voortgaande op de berekeningen van de gespecialiseerde economen, mag geschat worden dat een vermeerdering van de investeringen met X miljard een verhoging van het nationaal produkt met Z % verwekt en dat dit laatste op zijn beurt voordelig werkt op de begroting, wat de gezamenlijke aan de economische herleving bestede nieuwe uitgaven, althans ten dele, en na een bepaalde termijn wellicht geheel, zal kunnen vergoeden.

Het bedrag van de belastingen, waarin het ontwerp voorziet, beloopt zoals hoger aangeduid 5 miljard.

Dit bedrag kan niet met zekerheid worden vastgesteld, en de bepaling ervan zal trouwens in zekere mate afhangen van de ontwikkeling van de economische toestand, met dien verstande dat een zekere soepelheid in dat opzicht geboden is. Voor het dienstjaar 1967 zal dit bedrag alleszins niet algeheel kunnen geïnd worden, gezien de tijd die nodig is voor de toepassing en de verdeling.

Vraag.

Verscheidene leden vestigen de aandacht op de terugslag van het eventuele uitstellen van sommige door de Regering voorgenomen belastingmaatregelen. Die terugslag ontzenuwt voor een gedeelte de verantwoording en de dringende aard van die maatregelen.

In die gedachtengang merkt een lid op dat bij de oorspronkelijke ramingen gerekend werd op nieuwe inkomsten bedrage van 6 miljard, verminderd met de belastingvrijstellingen. Het saldo van 5,5 miljard werd verondersteld aan de economische herleving te worden besteed.

Doch ingevolge het uitstellen om louter politieke redenen van verscheidene belastingen wordt de totale opbrengst van de nieuwe inkomsten uiteindelijk verminderd tot een bedrag van 2 à 2,5 miljard. Die 2,5 miljard nu zullen volstrekt niet dienen voor de economische herleving, maar wel « om putten te vullen ». Bovendien is er reeds sprake van dat de begrotingsramingen met ongeveer 6 miljard zullen overschreden worden.

De begroting bedraagt 220 820 000 000 frank en steunt op een stijging van het B.N.P. met 3,5 %. Doch volgens een onlangs door de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven verrichte raming, zal die stijging slechts 2 % bedragen. Het is derhalve duidelijk dat de werkelijke ontvangsten lager zullen liggen dan de ramingen en de werkelijke uitgaven hoger dan de ramingen.

Er moet immers rekening worden gehouden met de stijging van de werkloosheid en met de toepassing van de nieuwe wet op de ziekenhuizen die tot bijkomende uitgaven zullen leiden.

Réponse du Ministre des Finances.

Le Ministre rappelle que le Gouvernement a basé ses prévisions budgétaires sur une progression économique de 3,5 %. A l'époque, chacun trouvait cela raisonnable. Le Conseil Central de l'Economie estime maintenant cette progression à 2 %. Mais le Dulbea croit encore aux 3,3 %. Personnellement, le Ministre n'est pas aussi optimiste, mais, en tout cas, ces divergences d'appréciation doivent inciter à la prudence.

Quant à un éventuel dépassement du budget, auquel un commissaire a fait allusion, il n'est pas possible non plus de le fixer avec exactitude, certains éléments d'appréciation faisant défaut.

Pour le surplus, il n'a jamais été dit que l'ensemble des impôts prévus au projet étaient destinés à procurer les moyens financiers de la relance.

Question.

Deux membres soulignent qu'il est important de savoir « où l'on va ».

D'une part, le Gouvernement envisage de reporter l'application de certaines dispositions fiscales au cas où la conjoncture économique devrait accuser une évolution favorable.

D'autre part, il révèle des indices conjoncturels plutôt inquiétants, tels les moins-values fiscales et l'accroissement du chômage qui entraînera une augmentation considérable des dépenses.

De plus, il s'avère impossible d'évaluer le montant des économies que le Gouvernement semble vouloir réaliser, par exemple dans le secteur de l'A.M.I.

Dans ces conditions le Gouvernement n'est-il pas en contradiction avec lui-même lorsqu'il entend reporter certaines mesures fiscales envisagées ? Etalement ne signifiant pas abandon, quelles sont en fait, les intentions réelles du Gouvernement, qui semblent être dictées par des préoccupations d'ordre politique ?

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

S'il existe des signes indiscutables d'une détérioration de la conjoncture, ces signes sont toutefois récents.

Le Gouvernement a l'intention d'agir vite, mais ne veut pas agir prématurément.

Il a, par conséquent, décidé de postposer l'application d'une partie des mesures fiscales contenues dans le projet, jusqu'à ce que l'évolution conjoncturelle en confirme d'une manière certaine la nécessité.

Question.

Pourquoi le Gouvernement présente-t-il l'effort fiscal supplémentaire qu'il demande au pays, comme étant essentiellement destiné à assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale, alors qu'il va de soi que le modeste effort fiscal que le Gouvernement réclame, a pour but essentiel : la stabilisation de l'équilibre budgétaire ?

Pourquoi le cacher ?

Tout le monde sait que l'équilibre budgétaire 1967 était essentiellement « précaire »; qu'il était basé sur une augmentation du P.N.B. de 3,5 %.

N'est-il pas absolument normal, si cet accroissement n'est pas aussi important, que l'équilibre budgétaire ne soit pas réalisé ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Minister herinnert eraan dat de Regering bij haar begrotingsramingen uitging van een economisch accres met 3,5 %. Bij de bekendmaking van de begroting achtte ieder een dit cijfer redelijk. Thans raamt de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven dit accres op 2 %. Dulbea echter houdt het bij 3,3 %. De Minister zelf is niet zo optimistisch gestemd, maar die uiteenlopende beoordelingen moeten in elk geval tot omzichtigheid aanzen.

Ook de eventuele overschrijding van de begroting, waarvan een lid gewag heeft gemaakt, kan niet precies worden bepaald, aangezien sommige beoordelingsfactoren op dit ogenblik ontbreken.

Bovendien werd nooit beweerd dat de in het ontwerp voorziene belastingen in hun geheel bestemd zijn voor de financiering van de economische herleving.

Vraag.

Twee leden wijzen erop dat het van belang is te weten « waar wij naartoe gaan ».

Enerzijds is de Regering voornemens de toepassing van sommige fiscale maatregelen uit te stellen indien de economische conjunctuur een gunstige wending mocht nemen.

Anderzijds maakt zij gewag van eerder verontrustende conjuncturele aanwijzingen, zoals de verminderde opbrengst van de belastingen en de stijging van de werkloosheid die tot een aanzienlijke verhoging van de uitgaven zal leiden.

Het is bovendien onmogelijk gebleken het bedrag van de bezuinigingen die de Regering schijnt te willen verwezenlijken, bij voorbeeld op het gebied van de Z.I.V., te schatten.

Spreekt de Regering zichzelf dan niet tegen wanneer zij het voornemen te kennen geeft sommige overwogen fiscale maatregelen uit te stellen ? Spreiding betekent niet opgeven. Wat zijn dan de werkelijke bedoelingen van de Regering, die schijnen ingegeven te zijn door overwegingen van politieke aard ?

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Er zijn ontegenzeglijk tekenen van een verslechtering van de conjunctuur, maar die tekenen zijn van recente datum.

De Regering is voornemens snel in te grijpen, maar zij wil niet voorbarig handelen.

Zij heeft bijgevolg besloten de toepassing van een gedeelte van de in het ontwerp vervatte fiscale maatregelen uit te stellen tot wanneer het verloop van de conjunctuur de noodzakelijkheid ervan duidelijk bevestigt.

Vraag.

Waarom stelt de Regering het zo voor dat de bijkomende inspanning die inzake belastingen aan het land wordt gevraagd, vooral bestemd is om de economische herleving en de bespoediging van de regionale reconversie te bewerkten, terwijl het toch voor de hand ligt dat de bescheiden fiscale inspanning die door de Regering wordt gevraagd, vooral de stabilisatie van het begrotingsevenwicht tot doel heeft ?

Waarom houdt de Regering zulks verborgen ?

Ieder weet dat het begrotingsevenwicht voor 1967 erg « onzeker » was; dat het stond op een stijging van het B.N.P. met 3,5 %.

Is het niet volstrekt normaal dat het begrotingsevenwicht niet bereikt wordt wanneer blijkt dat de stijging van het B.N.P. niet zo aanzienlijk is als verwacht ?

Il serait évidemment criminel, de la part du Gouvernement, de financer par un appel au marché des capitaux, le déficit du budget ordinaire, alors qu'une grande partie des dépenses ordinaires est déjà financée par le budget extra-ordinaire et alors que le marché des capitaux doit rester disponible pour permettre au secteur public de faire les travaux d'infrastructure indispensables à la reconversion régionale, indispensable, aussi, à la vocation européenne de notre pays.

En un mot pourquoi ne pas reconnaître ce qui est, ce qui apparaît de plus en plus aux yeux de tout le monde ?

Réponse du Ministre des Finances.

Le Gouvernement ne prétend pas que l'effort fiscal demandé sera exclusivement destiné à assurer le financement de la relance. Il a indiqué, au contraire, qu'une partie des impôts nouveaux servira, par priorité, à dégager les moyens nécessaires à la relance et que, par contre, l'autre partie des ressources nouvelles aurait précisément pour but de pallier l'incidence sur l'exécution des budgets d'une diminution du P.N.B.

Question.

Si un déficit est constaté, comment la couverture en sera-t-elle assurée ?

Réponse.

Si malgré tous nos efforts un déficit devait se présenter il ne pourrait être couvert, après épusement de tous les moyens mis en œuvre pour l'éviter, que par l'emprunt.

Question.

Dans le volet fiscal, on relève à l'article 2 que le Gouvernement se propose de limiter les nouveaux impôts aux exercices d'imposition 1968 à 1970.

Le Gouvernement croit-il vraiment qu'en trois ans il lui sera possible de remettre de l'ordre dans les finances de l'Etat ? Croit-il que dans trois ans il n'aura plus besoin de ces nouveaux impôts ? Comme il ne le pense certainement pas — parce qu'il ne peut pas le penser — il laisse donc au Gouvernement qui lui succédera l'inconvénient de devoir confirmer ces impôts.

Le Gouvernement prend-il, au surplus, les Belges pour des naïfs ?

Ne réalise-t-il pas qu'après l'augmentation soi-disant temporaire — limitée à un an — de la taxation supplémentaire d'un franc sur l'essence et qui est toujours en vigueur, il n'est plus un seul Belge qui fasse confiance sur ce point aux promesses gouvernementales ?

Réponse du Ministre des Finances.

Certaines mesures tendant à la modération du rythme d'accroissement de diverses charges publiques ne donnent leur effet complet qu'après certains délais.

Le Gouvernement ne veut pas accepter avec résignation l'idée qu'il n'est pas possible de consolider l'équilibre budgétaire grâce à un effort soutenu dans les secteurs où, au cours des dernières années, la progression des dépenses a été anormalement élevée.

Le caractère temporaire des relèvements d'impôt sera de nature à accroître encore la prudence dans l'acceptation de toute charge nouvelle.

Het ware natuurlijk misdadig vanwege de Regering het tekort op de gewone begroting met leningen te financieren, terwijl de gewone uitgaven voor een groot gedeelte reeds door de buitengewone begroting worden gefinancierd, en de kapitaalmarkt beschikbaar moet blijven om de overheids-sector in staat te stellen de infrastructuurwerken uit te voeren die onontbeerlijk zijn voor de gewestelijke omschakeling en ook om aan de Europese roeping van ons land te beantwoorden.

Kortom, waarom wordt de werkelijke toestand, die voor iedereen steeds duidelijker blijkt, niet erkend ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Regering beweert niet dat de gevraagde inspanning op het stuk van belastingen uitsluitend zal dienen om de economische herleving te financieren. Zij heeft er integendeel op gewezen dat een gedeelte van de nieuwe belastingen bij voorrang zal dienen om de nodige middelen te verzamelen voor de herleving, terwijl het overige gedeelte van de nieuwe inkomsten precies tot doel heeft de terugslag van de vermindering van het B.N.P. op de uitvoering van de begrotingen op te vangen.

Vraag.

Hoe zal voor dekking worden gezorgd wanneer een tekort wordt vastgesteld ?

Antwoord.

Wanneer er spijs al onze inspanningen een tekort zou zijn, zou het, na uitputting van alle aangewende middelen om het te voorkomen, slechts door een lening kunnen worden gedekt.

Vraag.

In artikel 2 van het fiscaal gedeelte staat dat de Regering voornemens is de nieuwe belastingen te beperken tot de belastingjaren 1968 tot 1970.

Gelooft de Regering werkelijk dat zij in drie jaar tijd weder orde zal kunnen scheppen in de riksfinanciën ? Gelooft zij dat zij over drie jaar deze nieuwe belastingen niet meer zal nodig hebben ? Aangezien zij dit zeker niet denkt — omdat het niet denkbaar is — zal zij dus aan de Regering die na haar zal komen, het ongenoegen overlaten deze belastingen te doen bevestigen.

Aanzielt de Regering de Belgen, op de koop toe, als naïvelingen ?

Beseft zij niet dat, na de zogezegd tijdelijke verhoging — beperkt tot één jaar — van de bijkomende heffing van één frank op de benzine, die steeds van kracht is, er geen enkele Belg meer bestaat, die op dat stuk nog vertrouwen heeft in de beloften van de Regering ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Sommige maatregelen tot matiging van het groeitempo van sommige overheidslasten geven pas na bepaalde termijnen volledig resultaat.

De Regering kan niet berusten in de gedachte dat het niet mogelijk is het begrotingsevenwicht te verstevigen, dank zij een volgehouden inspanning in de sectoren waarin de verhoging van de uitgaven in de loop van de jongste jaren abnormaal groot is geweest.

Het tijdelijk karakter van de belastingverhogingen zal meebrengen dat men nog meer voorzichtigheid bij het aanvaarden van elke nieuwe last aan de dag zal leggen.

Question.

Suivant quel ordre de priorité le Gouvernement entend-il mettre en application les différentes mesures fiscales proposées et quel sera à cet égard le calendrier éventuel ?

Réponse du Ministre des Finances.

Certaines mesures seront mises en vigueur immédiatement après l'adoption du présent projet de loi.

Il s'agit de la non-deductibilité des primes couvrant l'assurance incendie du mobilier et des immeubles, les taxes sur les jeux et paris et les appareils automatiques de divertissements, le relèvement d'impôts sur la transmission des biens, le relèvement de la taxe de luxe et de la taxe sur les primes d'assurance, et des taux applicables à l'alcool, aux cigarettes et cigarillos.

Les autres mesures entreront en vigueur dès que les indices qui ont déterminé le Gouvernement à les proposer seront confirmés.

Question.

Un commissaire constate que « le brouillard » qui enveloppe la situation financière est loin d'être dissipé.

D'une part, on fait preuve d'optimisme, optimisme qui, à certains égards, est partagé par les organismes responsables de la C.E.E. Aussi, le Gouvernement annonce-t-il des investissements nouveaux pour un montant de 20 à 25 milliards et estime-t-il pouvoir renoncer provisoirement à certains impôts annoncés.

D'autre part, les moins-values fiscales indiquent un tassement indéniable de l'activité économique.

Il est, dès lors, difficile de se former une opinion objective de la situation.

Cependant, on ne peut nier que certains éléments sur lesquels on se base pour interpréter la situation actuelle étaient déjà connus il y a quelques mois. En conséquence, on peut se demander si dans le secteur des subsides à l'expansion économique, plusieurs postes du budget des Voies et Moyens n'ont pas été sous-évalués.

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Le Gouvernement s'est longuement expliqué sur le taux d'expansion de 3,5 % en termes réels qu'il a admis comme base pour l'établissement de ses prévisions budgétaires.

A l'époque de la rédaction du budget, ce taux était généralement accepté, certains économistes admettant même un taux de 4 %. L'opposition n'a d'ailleurs invoqué qu'un taux de 3,3 % cité par le département d'économie appliquée de l'Université de Bruxelles. Les indices de plafonnement qu'elle a soulignés à l'époque étaient trop peu confirmés pour qu'on puisse raisonnablement reprocher au Gouvernement de ne pas en avoir tenu compte.

Ces éléments se sont toutefois aggravés depuis lors, et c'est la crainte d'une persistance de cette aggravation qui incite le gouvernement à accentuer son effort, notamment dans le domaine des interventions destinées à promouvoir l'expansion économique.

Question.

Les instructions en vue de l'élaboration des budgets communaux pour 1967 n'avaient rien prévu en matière d'adaptations à apporter aux traitements du personnel communal.

Le montant probable de la quote-part dans les fonds des communes a été communiqué aux communes à la fin du mois de septembre 1966.

Vraag.

Volgens welke voorrangsregeling denkt de Regering de onderscheidene voorgestelde belastingmaatregelen toe te passen en wat zal ter zake het eventueel tijdschema zijn ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Sommige maatregelen zullen van kracht worden dadelijk na de goedkeuring van het huidige ontwerp.

Het gaat om de niet-afstrekbaarheid van de brandverzekeringspremies voor het meubilair en de gebouwen, de belastingen op spelen en weddenschappen en op de ontspanningsautomaten, de verhoging van de belastingen op de overdracht van goederen, de verhoging van de weeldetaks en van de taks op de verzekeringspremies en de tarieven die toepasselijk zijn op alkohol, sigaren en cigarillo's.

De andere maatregelen zullen van kracht worden zodra de gegevens, die de Regering aangezet heeft om ze voor te stellen, bevestigd zullen zijn.

Vraag.

Een lid meent dat de « nevels » waarin de financiële toestand is gehuld ver van opgetrokken zijn.

Enerzijds wordt blijk gegeven van een optimisme dat in zekere opzichten wordt gedeeld door de leidende organen van de E.E.G. Ook stelt de Regering nieuwe investeringen ten bedrage van 20 tot 25 miljard in uitzicht en meent zij voorlopig te kunnen afzien van sommige aangekondigde belastingen.

Anderzijds wijst de verminderde opbrengst van de belastingen op een niet te loochenen stremming van de economische bedrijvigheid.

Het is dan ook moeilijk zich een objectief beeld van de toestand te vormen.

Bepaalde elementen waarop men steunt om de huidige toestand te verklaren, waren nochtans reeds enkele maanden geleden bekend. Wij vragen ons dan ook af of voor de sector van de toelagen voor de economische expansie verscheidene posten op de Rijksmiddelenbegroting niet te laag werden geschat.

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

De Regering heeft uitvoerig uitleg verstrekt over het percentage van 3,5 % voor de expansie, dat zij als grondslag nam voor haar begrotingsramingen.

Toen de begroting werd opgesteld, werd dat cijfer algemeen aangenomen; sommige economen spraken zelfs van 4 %. De oppositie sprak trouwens slechts over 3,3 %, welk cijfer door het departement voor toegepaste economie van de Brusselse Universiteit was vooropgesteld. De tekenen van het hoogtepunt waarop zij toen wees, werden te weinig bevestigd door de feiten om aan de Regering redelijkerwijze te kunnen verwijten dat zij daarmee geen rekening hield.

Die gegevens zijn evenwel sedertdien verergerd en de vrees, dat die verergering zou aanhouden, zette de Regering ertoe aan haar inspanningen op te voeren, o.m. op het gebied van de toelagen ter bevordering van de economische expansie.

Vraag.

De onderrichtingen voor het opmaken van de gemeentebegrotingen voor 1967 hadden niets voorzien inzake aanpassing van de wedden van het gemeentepersoneel.

Het bedrag van het vermoedelijke aandeel in het gemeentefonds werd einde september 1966 aan de gemeenten kenbaar gemaakt.

Les grèves du personnel communal annoncées pour les 9 et 10 février dernier n'ont pas eu lieu, un accord étant intervenu entre le Gouvernement et les organisations syndicales.

1^o Quels sont les points précis que contient cet accord ?

2^o Quel est le montant du supplément que les communes devront verser à leur personnel ?

3^o Le Gouvernement avait décidé de consacrer 225 millions à la restructuration.

Les budgets communaux ne prévoient pas de crédits permettant la liquidation de ces augmentations.

Quand les administrations communales recevront-elles leur quote-part dans ces 225 millions ?

Réponse du Ministre de l'Intérieur.

1. Revision des barèmes des ouvriers-manceuvres.

2. Bonification de 1 800 à 4 000 francs après 3 années de service.

3. Bonification de 800 à 2 500 francs après 12 années de service.

Les mesures prévues au 2 et au 3 s'appliquent au personnel des niveaux 2, 3, 4 ainsi que du rang 10.

Le minimum prévu aux 2 et 3 sera garanti dans tous les cas et sera couvert par un crédit de 225 millions à charge de l'Etat pour l'exercice 1967 exclusivement.

Pour autant que leur situation financière le permette, les communes sont autorisées à accorder, dans les limites des maxima fixés ci-dessus, un supplément supérieur à ces minima.

Les crédits nécessaires seront mis à la disposition des communes en temps voulu; les communes doivent donc d'abord prendre les dispositions qui s'imposent.

Question.

Le Gouvernement prévoit des détaxations à l'exportation.

- Pour quel montant ?
- Pour quels produits ?
- Par des mesures uniformes ou avec des exceptions ?
- Faut-il des pouvoirs spéciaux pour les opérer ?
- Quel en serait le bénéficiaire ?

Réponse du Ministre des Finances.

Le Gouvernement ne sollicite pas de pouvoirs spéciaux pour réaliser certaines détaxations à l'exportation. L'Exposé des Motifs du projet y fait allusion pour indiquer les divers moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre pour soutenir nos ventes à l'étranger.

Les estimations des taxes assimilées au timbre reprises dans le budget des Voies et Moyens 1967 tiennent compte de la perte de recettes qui résulteraient de ces détaxations.

Le bénéficiaire serait l'acheteur étranger qui, dans les pays en développement, se confond assez souvent avec l'Etat ou un organisme public.

Le Gouvernement est saisi de demandes de détaxations notamment de la part des secteurs ci-après, mais il n'a pas encore pris attitude quant au choix des produits qui bénéficiaient de ces mesures :

Cuir et ouvrages en cuir;

Produits céramiques, matériaux de construction;

Métaux non ferreux;

Chaux, calcaires, dolomie, etc.;

Bois et ouvrages en bois;

De aangekondigde stakingen van het gemeentepersoneel, op 9 en 10 februari jl., zijn niet doorgegaan, omdat er een akkoord kwam tussen de Regering en de vakbonden.

1^o Welke preciese punten werden in dit akkoord vastgelegd ?

2^o Wat zullen de gemeenten aan de personeelsleden meer moeten uitbetalen ?

3^o De Regering had beslist 225 miljoen te spenderen aan deze herstructurering.

Op de gemeentebegrotingen zijn geen kredieten voorzien om deze verhogingen uit te betalen.

Wanneer zullen de gemeentebesturen hun aandeel in die 225 miljoen ontvangen ?

Antwoord van de Minister van Binnenlandse Zaken.

1. Herziening der barema's van de werkliden-handlangers.

2. Bonificatie van 1 800 tot 4 000 frank na 3 jaar dienst.

3. Bonificatie van 800 tot 2 500 frank na 12 jaar dienst.

De maatregelen onder 2 en 3 gelden voor het personeel van niveau's 2, 3, 4 en van rang 10.

Het minimum voorzien in 2 en 3 zal in ieder geval gewaarborgd en gedekt worden door een krediet ten laste van de Staat van 225 miljoen, uitsluitend voor het dienstjaar 1967.

Boven die minima en binnen de hierboven vastgestelde maxima mogen de gemeenten een supplement toeekennen voor zover hun financiële toestand dit toelaat.

De nodige kredieten zullen op het gepaste ogenblik ter beschikking van de gemeenten gesteld worden; de gemeenten moeten dus eerst de nodige schikkingen treffen.

Vraag.

De Regering voorziet in belastingverlaging bij de uitvoer.

- Voor welk bedrag ?
- Voor welke produkten ?
- Door eenvormige maatregelen ? Of met uitzonderingen ?
- Zijn daarvoor bijzondere machten nodig ?
- Aan wie zullen zij ten goede komen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Regering vraagt geen bijzondere machten om bepaalde belastingverlagingen bij de uitvoer toe te staan. In de Memorie van toelichting wordt daarvan gewag gemaakt om te wijzen op de verschillende middelen die de Regering denkt aan te wenden om onze verkoop in het buitenland te steunen.

Bij de raming van de met het zegel gelijkgestelde taksen in de Rijksmiddelenbegroting voor 1967 is rekening gehouden met het verlies aan inkomsten ingevolge die verlagingen.

Het gaat vanzelfsprekend om niet-discriminatoire maatregelen. De maatregel zou ten goede komen aan de buitenlandse koper, die in de ontwikkelingslanden vrij vaak de Staat of een overheidsorgaan is.

De volgende sectoren hebben bij de Regering een aanvraag tot belastingverlaging ingediend, maar er is nog geen beslissing getroffen voor de keuze van de produkten die voor de maatregel in aanmerking zouden komen :

Leder en lederwaren;

Keramische produkten — bouwmaterialen;

Non-ferro metalen;

Kalk, kalksteen, dolomiet enz.;

Hout en houtwaren;

Sidérurgie;

Papiers, cartons, ouvrages en papier et en carton;
 Verre et ouvrages en verre;
 Produits chimiques;
 Fabrications métalliques;
 Produits agricoles et produits alimentaires;
 Produits textiles.

Question.

Quelles sont les prévisions exactes en matière de reconversion et de relance ?

L'ensemble de ces données devrait être chiffré. Cela permettrait de constater si le Gouvernement va vers l'équilibre ou s'il va vers un déficit.

Le Gouvernement parle d'un déficit de 5 milliards, l'opposition de 10 milliards. Qu'en est-il exactement ?

Réponse du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Il est impossible actuellement de répondre avec précision à la question de savoir si nous allons vers l'équilibre ou vers un déficit budgétaire de 5 ou 10 milliards.

Ce qu'on peut dire, c'est que l'équilibre budgétaire suppose :

1° que l'effort entrepris pour limiter le taux d'accroissement des dépenses de l'Etat soit poursuivi et que des assainissements soient réalisés, principalement dans les secteurs de l'assurance maladie-invalidité, des allocations familiales pour travailleurs indépendants, de la S.N.C.B. et de l'éducation nationale, où des déficits sont à craindre mais ne peuvent être chiffrés dès à présent;

2° que soit atteint le taux d'expansion du produit national brut qui a été pris comme base lors de l'établissement des prévisions budgétaires. A cet égard, nous nous trouvons devant une inconnue. L'évolution récente des indices conjoncturels n'est pas encourageante, mais nous ignorons si cette évolution se confirmara et jusqu'à quel point.

Le Ministre des Finances a par ailleurs indiqué quelles sont les prévisions en matière de reconversion et de relance.

Question.

Compte tenu du choix opéré par le Gouvernement, quel est :

1° le rendement supposé des nouvelles mesures fiscales proposées par le Gouvernement pour les exercices d'impositions 1967 à 1970 ?

2° le rendement escompté des mesures d'assainissement pendant le même laps de temps ?

3° le montant des capitaux qui seront consacrés à la relance et la reconversion économique, le rythme de leur étalement dans le temps et leur affectation :

- a) octroi des moyens permettant la réalisation de projets industriels importants;
- b) fonds exceptionnel de reconversion;
- c) augmentation du capital S.N.I.;
- d) assainissement rapide des sites charbonniers et leur mise en valeur immédiate;
- e) fusion des charbonnages de Campine;
- f) financement des différents plans régionaux;
- g) majoration des subventions prévues à l'article 31.02 du budget du Ministère des Affaires économiques de 1967 (1 008 000 000 de francs);
- h) augmentation de la dotation du Ducroire;
- i) accroissement des moyens du Fonds du Commerce Extérieur;
- j) bonification d'intérêts aux pays en voie de développement important des biens d'équipement de fabrication belge;
- k) détaxation à l'exportation.

IJzer- en staalprodukten;

Papier, karton, papier- en kartonwaren;
 Glas en glaswaren;
 Scheikundige produkten;
 Metaalfabrikaten;
 Landbouwprodukten en voedingswaren;
 Textielwaren.

Vraag.

Wat zijn de juiste vooruitzichten inzake reconversie en wederopleving ?

Voor die globale gegevens zouden cijfers moeten verstrekken worden. Dan zou men kunnen constateren of de Regering een evenwicht dan wel een deficit tegemoet gaat.

De Regering spreekt van een tekort van 5 miljard, de oppositie van 10 miljard. Hoe zit dat nu juist ?

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Het is thans niet mogelijk een duidelijk antwoord te geven op de vraag of wij naar een evenwicht dan wel naar een begrotingsdeficit van 5 of 10 miljard gaan.

Alleen kan men zeggen dat het begrotingsevenwicht veronderstelt :

1° dat de inspanning om het groeiritme van de Staatsuitgaven te beperken voortgezet wordt en dat bezuinigingen verwezenlijkt worden, vooral in de sectoren van de ziekte- en invaliditeitsverzekering, de kinderbijslagen voor zelfstandigen, de N.M.B.S. en Nationale Opvoeding; in die sectoren bestaat er gevaar voor een deficit dat nu echter nog niet kan worden berekend;

2° dat het expansieritme van het bruto nationaal produkt, dat ten grondslag lag aan de begrotingsvooruitzichten, bereikt wordt. Wij staan hier echter voor een onbekende factor. De recente evolutie van de conjuncturele tekenen is niet bemoedigend, maar wij weten niet of deze evolutie zich zal handhaven noch in welke mate.

De Minister van Financiën heeft verder aangeduid welke vooruitzichten inzake reconversie en herleving zijn.

Vraag.

Wat is, rekening houdend met de door de Regering gedane keuze :

1° de verwachte opbrengst van de door de Regering voorgestelde nieuwe fiscale maatregelen voor de belastingjaren 1967 tot 1970 ?

2° de verwachte opbrengst van de saneringsmaatregelen tijdens dezelfde periode ?

3° het bedrag van het kapitaal dat aan de economische opleving en reconversie zal worden besteed, de spreiding ervan over die periode en de bestemming ervan :

- a) toekenning van de middelen ter verwezenlijking van grote industriële plannen;
- b) bijzonder fonds voor de reconversie;
- c) verhoging van het kapitaal van de N.I.M.;
- d) snelle sanering en onmiddellijke valorisatie van de steenkoolvindplaatsen;
- e) samensmelting van de Kempense steenkolenmijnen;
- f) financiering van de verschillende streekplannen;
- g) verhoging van de op artikel 31.02 van de begroting van het Ministerie van Buitenlandse Handel voor het dienstjaar 1967 uitgetrokken toelagen (1 008 000 000 frank);
- h) verhoging van de dotatie van de Delcrederedienst;
- i) verhoging van de middelen van het Fonds voor de Buitenlandse Handel;
- j) rentevergoedingen aan de ontwikkelingslanden welke uitrustingsgoederen van Belgisch fabrikaat invoeren;
- k) belastingverlaging bij de uitvoer.

*Réponse du Ministre des Finances.**1^e Rendement des mesures fiscales pour 1967, 1968, 1969 et 1970.*

Le rendement annuel normal des mesures fiscales proposées par le Gouvernement peut être évalué à 5 milliards.

Toutefois, pour l'exercice 1967, le rendement ne pourra être que partiel :

- parce que les impôts indirects ne peuvent, bien entendu, impliquer d'effet rétroactif;
- parce que les impôts sur les revenus ne sont effectivement perçus dès 1967 que dans la mesure où ils feront l'objet de versements à la source et de versements anticipés.

Il n'est évidemment pas possible de préciser à quel moment les divers impôts envisagés entreront effectivement en vigueur.

Il ne semble en tout cas pas que le rendement pour 1967 puisse excéder 3,5 milliards, dans les meilleures conditions.

Pour les années 1968 et 1969, le produit des impôts nouveaux atteindra son plein rendement qui pourra bien entendu être influencé par les tendances conjoncturelles du moment, c'est-à-dire l'accroissement du P.N.B.

Enfin pour 1970, étant donné le caractère temporaire des mesures, seules devraient encore être perçues les recettes afférentes aux impôts enrôlés sur les revenus de l'année 1969.

2^e Rendement des économies pour 1967, 1968, 1969 et 1970.

Il a déjà été rappelé ici même, que si l'on exclut l'incidence de l'index, la programmation sociale du secteur public et les charges de la dette publique, le budget initial de 1967 par rapport au budget amendé de 1966 ne fait apparaître qu'une augmentation de 4,1 milliards contre 12,1 milliards en 1966 et 15,8 milliards en 1965.

La progression est donc sensiblement plus faible qu'au cours des dernières années et c'est précisément pour être assuré de disposer des moyens permettant de contenir le budget dans ces limites que le Gouvernement sollicite des pouvoirs spéciaux.

Il n'est pas possible de dire d'une manière précise quel sera le montant des réductions de dépenses qui résulteront des mesures envisagées ni même de préciser quelles en seront exactement les modalités et la portée.

Ceci peut paraître paradoxal, mais s'éclaircit à la lumière des deux exemples ci-après :

- En matière d'assurance maladie-invalidité, les mesures que le Gouvernement sera amené à prendre dépendront notamment du résultat final de « l'opération engagement des médecins » actuellement en cours.
- En matière d'éducation nationale, le Gouvernement a précisé dans le projet qu'« il va de soi que dans toutes les questions qui concernent la stricte application du pacte scolaire, les mesures ne seraient prises qu'avec l'accord préalable des trois partis nationaux représentés à la Commission du pacte scolaire ».

Il est bien évident qu'il ne peut être question de préciser dès à présent sur quels points les trois partis nationaux se mettront d'accord, et, dès lors, de chiffrer l'incidence financière des mesures qui résulteraient de cet accord.

De toute manière, certaines dispositions tendant à la compression des charges n'auront que des effets partiels en 1967, leur application en ce qui concerne l'éducation nationale par exemple ne pouvant avoir d'effet important qu'au début d'une année académique.

*Antwoord van de Minister van Financiën.**1^e Opbrengst van de fiscale maatregelen voor 1967, 1968, 1969 en 1970.*

De normale jaarlijkse opbrengst van de door de Regering voorgestelde fiscale maatregelen kan op 5 miljard worden geraamd.

Voor het dienstjaar 1967 zullen wij nochtans slechts een gedeeltelijke opbrengst hebben :

- omdat de indirecte belastingen vanzelfsprekend niet met terugwerkende kracht kunnen worden toegepast;
- omdat van de inkomstenbelasting in 1967 alleen de afhoudingen aan de bron en de vervroegde stortingen werkelijk geïnd worden.

Het is vanzelfsprekend niet mogelijk te bepalen op welk ogenblik de verschillende overwogen belastingen daadwerkelijk van kracht zullen worden.

De opbrengst voor 1967 schijnt in het beste geval niet meer dan 3,5 miljard te kunnen bedragen.

Voor de jaren 1968 en 1969 zullen de nieuwe belastingen hun volle rendement bereiken, dat weliswaar kan worden beïnvloed door deconjunctuur van het ogenblik, d.w.z. door de stijging van het bruto nationaal produkt.

Gezien het tijdelijke karakter van de maatregelen zullen ten slotte in 1970 alleen inkomsten, die betrekking hebben op belastingen, gezet op het inkomen van 1969, worden geïnd.

2^e Opbrengst van de bezuinigingen over 1967, 1968, 1969 en 1970.

Er werd hier reeds op gewezen dat de oorspronkelijke begroting voor 1967, afgezien van de invloed van het indexcijfer, de sociale programmatie in de overheidssector en de last van de rijksschuld, tegenover de gewijzigde begroting voor 1966 slechts 4,1 miljard hoger ligt; in 1966 bedroeg die verhoging 12,1 miljard en in 1965 15,8 miljard.

De verhoging is dus merkelijk geringer dan de vorige jaren en, juist om zeker over de middelen te beschikken om de begroting binnen die grenzen te houden, verzoekt de Regering om bijzondere machten.

Het is niet mogelijk een nauwkeurig bedrag op te geven voor de vermindering van de uitgaven *ingevolge de overwogen maatregelen, noch te bepalen welke de modaliteiten en de draagwijdte daarvan zullen zijn.*

Dat kan paradoxaal klinken, maar de volgende twee voorbeelden zullen dit duidelijk maken :

- Inzake de ziekte- en invaliditeitsverzekering zullen de door de Regering te treffen maatregelen o.m. afhangen van het eindresultaat van de « operatie doktersverbintenissen » die thans aan de gang is.
- Wat Nationale Opvoeding betreft, verklaart de Regering in het ontwerp dat « het duidelijk is dat in al de aangelegenheden welke de strikte toepassing van het schoolpact aanbelangen, de maatregelen slechts zouden getroffen worden na voorafgaand akkoord van de drie nationale partijen welke in de schoolpactcommissie vertegenwoordigd zijn ».

Er kan vanzelfsprekend geen sprake van zijn nu reeds te zeggen over welke punten de drie nationale partijen het eens zullen worden en dus de financiële weerslag van de maatregelen, die ingevolge dat akkoord zouden worden getroffen, te berekenen.

In elk geval zullen bepaalde maatregelen ter besnoeiing van de uitgaven in 1967 slechts een gedeeltelijke uitwerking hebben, daar de toepassing ervan op Nationale Opvoeding bij voorbeeld slechts een wezenlijk resultaat kan hebben in het begin van een academiejaar.

3^e Montant des capitaux prévus pour aider à la relance et à la reconversion économiques et leur étalement pour les années 1967 à 1970.

a) Les points *a* et *g* de la question concernent le même objet; il s'agit de l'octroi de moyens permettant la réalisation de projets industriels importants par la majoration des crédits prévus notamment au budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exécution des lois de juillet 1959 et de juillet 1966 dites lois d'expansion nationale et régionale.

L'exécution de ces lois pourrait entraîner une augmentation des crédits déjà prévus pour environ 1 milliard de francs. Le Ministre des Affaires économiques a déjà exposé, en effet, que nous nous trouvons devant une situation nouvelle qui résulte de l'afflux des demandes bien au-delà de ce que l'on espérait initialement.

b) Le Fonds exceptionnel de reconversion n'exigera pas en soi de nouvelles dépenses mais sera alimenté par les crédits prévus dans les budgets de différents départements pour l'expansion économique, ces crédits étant majorés comme il est expliqué par ailleurs :

- Affaires économiques : crédits afférents aux lois de juillet 1959 et de juillet 1966;
- crédits pour la promotion régionale;
- crédits pour les zonings industriels;
- crédits pour l'assainissement des sites charbonniers.

Ce fonds de reconversion répond à un triple objectif :

- centralisation de moyens accrus en vue de la relance économique, en particulier dans les régions dont le potentiel économique n'est pas suffisant;
- meilleure coordination des initiatives par une étude approfondie avant décision;
- sélectivité accrue des projets appelant une aide financière.

c) Augmentation du capital de la S.N.I.

Le capital de la S.N.I. est actuellement de 2 milliards dont :

- 400 millions souscrits par le secteur privé,
- 490 millions souscrits par l'Etat,
- 1 115 millions souscrits par les organismes publics de crédit.

Les assises financières de la Société seraient certainement renforcées par une augmentation de son capital qui pourrait être porté à 3 ou 4 milliards.

Il est malaisé de préciser quelle sera la part de l'Etat dans l'ignorance où l'on est actuellement de la part qu'accepteraient de souscrire les autres participants actuels.

De toute manière, l'augmentation pourrait se faire en tranches successives et le capital ne serait vraisemblablement libéré que progressivement, dont une partie en 1967.

d) Assainissement rapide des sites charbonniers et leur mise en valeur immédiate.

Il est urgent dans ce domaine de mettre en place les instruments qui permettent d'agir. Les dépenses immédiates ne seront sans doute pas très importantes en 1967 mais elles pourraient le devenir dès 1968. Une réserve s'impose cependant. Il s'agit en quelque sorte d'une mise de fonds récupérable progressivement sur la plus-value résultant des travaux entrepris, plus-value réalisée au moment de la vente.

e) Fusion des charbonnages de Campine : pas d'incidence financière.

3^e Bedrag van het voorzicne kapitaal voor de hulpverlening bij de economische herleving en reconversie en spreiding ervan over de jaren 1967 tot 1970.

a) De punten *a* en *g* van de vraag betreffen hetzelfde onderwerp. Het gaat om de toekenning van middelen ter verwezenlijking van grote industriële plannen door de verhoging van de kredieten waarin o.m. op de begroting van het Ministerie van Economische Zaken is voorzien voor de tenuitvoerlegging van de zg. nationale en regionale expansiewetten van juli 1959 en juli 1966.

De tenuitvoerlegging van die wetten zou een verhoging van de uitgetrokken kredieten met circa 1 miljard frank met zich kunnen brengen. De Minister van Economische Zaken heeft inderdaad reeds uitgelegd dat wij voor een nieuwe toestand staan doordat er veel meer aanvragen zijn ingediend dan aanvankelijk verwacht werd.

b) Het Bijzonder Reconversiefonds zal op zichzelf geen nieuwe uitgaven vergen, maar het zal gestijfd worden door de in de begrotingen van de verschillende Departementen opgenomen kredieten voor de economische expansie, welke kredieten, zoals elders is uiteengezet, verhoogd zullen worden :

- Economische Zaken : kredieten voor de toepassing van de wetten van juli 1959 en juli 1966;
- kredieten voor de streekontwikkeling;
- kredieten voor de industrieën;
- kredieten voor de sanering van de steenkoolvindplaatsen.

Dat Reconversiefonds beoogt een drievoudig doel :

- centralisatie van de verhoogde middelen met het oog op de economische herleving, in het bijzonder in streken met ontoereikend economisch potentieel;
- betere coördinatie van de initiatieven door een grondige studie vóór de beslissing;
- grotere selectiviteit voor de plannen waarvoor financiële hulp vereist is.

c) Verhoging van het kapitaal van de N.I.M.

Het kapitaal van de N.I.M. bedraagt thans 2 miljard, waarvan :

- 400 miljoen waarop is ingeschreven door de privé-sector,
- 490 miljoen waarop het Rijk heeft ingeschreven,
- 1 115 miljoen waarop is ingeschreven door de openbare kredietinstellingen.

De financiële grondslag van de maatschappij zou zeker versterkt worden door een verhoging van haar kapitaal, dat op 3 of 4 miljard zou kunnen worden gebracht.

Men kan bezwaarlijk zeggen welk deel het Rijk voor zijn rekening zal nemen zolang niet bekend is op welk gedeelte de andere huidige deelgenoten zullen willen inschrijven.

De kapitaalverhoging kan in elk geval in achtereenvolgende tranches geschieden en het kapitaal zal waarschijnlijk slechts geleidelijk, voor een deel in 1967, worden volgestort.

d) Snelle sanering en onmiddellijke valorisatie van de steenkoolvindplaatsen.

Op dat gebied moeten dringend de middelen worden verstrekt om te handelen. De rechtstreekse uitgaven zullen in 1967 waarschijnlijk niet zeer groot zijn, maar zij kunnen dat worden in 1968. Er dient evenwel voorbehoud te worden gemaakt. Het gaat in zekere zin om een inbreng die geleidelijk kan worden verhaald op de meerwaarde, voortspruitend uit de uitgevoerde werken, op het ogenblik van de verkoop.

e) Samensmelting van de Kempense steenkolenmijnen : geen financiële weerslag.

f) Financement des différents plans régionaux.

Le financement de ces plans est prévu d'une part par l'utilisation des crédits prévus au budget du Ministère des Travaux publics pour les zonings industriels qui pourraient devoir être complétés.

D'autre part, des emprunts spéciaux seront consentis par la C.E.C.A.

Un emprunt de l'espèce de 750 millions est déjà sur le point d'être contracté.

g) Même réponse que pour le a.

h) Augmentation de la dotation de l'Office national du Ducroire.

Le Ducroire constitue un rouage essentiel dans la mise en œuvre d'une politique d'exportation adéquate et il convient, dès lors, d'adapter ses moyens d'action à la politique que l'on veut suivre. Actuellement, l'intervention du Ducroire est limitée par le plafond de ses engagements, plafond qui représente le total de la dotation et de la réserve générale multiplié par le coefficient 15.

Pour tenir compte des nécessités actuelles, et à courte échéance, ce plafond devrait être porté de 27 à 36 milliards, ce qui implique une majoration de 1 250 millions de la dotation.

Cette augmentation devrait normalement se réaliser comme suit :

650 millions immédiatement en vue de régulariser la situation actuelle résultant du relèvement du plafond de 19 à 27 milliards par le biais de divers arrêtés royaux déjà pris (dotation consommée);

600 millions (dotation non consommée) pour permettre à l'Office de poursuivre son activité, une tranche de 200 millions devant être libérée sans délai, ce qui porterait le plafond des engagements à 30 milliards.

Le Ministre estime, en outre, que si les certificats du trésor qui seraient remis à l'Office national du Ducroire entraînaient une augmentation correspondante de la dette publique, ils ne comporteraient cependant aucun décaissement pour l'Etat dans l'immédiat.

i) Accroissement des moyens du Fonds du Commerce extérieur.

j) Bonification d'intérêts aux pays en voie de développement important des biens d'équipement de fabrication belge.

Il ne s'agit pas de dépenses fort importantes et elles atteindraient sans doute moins d'une centaine de millions.

Elles peuvent cependant être très efficaces dans le soutien de notre politique de vente à l'étranger.

k) Détaxation à l'exportation.

L'estimation du rendement des taxes de transmission figurant dans le budget des Voies et Moyens pour 1967 tient compte d'un programme de détaxation à l'exportation qui sera mis en vigueur dans les prochains mois.

Question.

Quant à la politique budgétaire à suivre, ne conviendrait-il pas, en période de conjoncture fléchissante, d'abandonner temporairement la stricte orthodoxie budgétaire et d'admettre un certain déséquilibre plutôt que de s'en tenir à la politique déflationniste rigoriste proposée ?

Cette façon d'agir serait d'ailleurs conforme aux vues bien connues de certains économistes de renom.

f) Financiering van de verschillende streekplannen.

De financiering van die plannen zal geschieden door het gebruik van de op de begroting van het Ministerie van Openbare Werken uitgetrokken kredieten voor de industrieën, die misschien zullen moeten worden aangevuld.

Voorts zullen bijzondere leningen worden toegestaan door de E.G.K.S.

Een dergelijke lening van 750 miljoen is zo goed als aangegaan.

g) Zelfde antwoord als voor a.

h) Verhoging van de dotatie van de Nationale Delcrederedienst.

De Delcrederedienst is een zeer belangrijk hulpmiddel voor een doeltreffend uitvoerbeleid en het past dan ook zijn werkingsmogelijkheden aan te passen aan het beleid dat men wenst te voeren. De mogelijkheden van de Delcrederedienst zijn op het ogenblik beperkt door het plafond van zijn verbintenissen, dat het totaal van de dotatie en van de algemene reserve, vermenigvuldigd met coëfficiënt 15, vertegenwoordigt.

Rekening houdend met de huidige behoeften op korte termijn zou dat plafond van 27 op 36 miljard moeten worden gebracht, wat een verhoging van de dotatie met 1 250 miljoen veronderstelt.

Die verhoging zou normaal als volgt moeten geschieden :

650 miljoen onmiddellijk, voor het regulariseren van de huidige toestand, voortspruitend uit de verhoging van het plafond van 19 tot 27 miljard door verscheidene reeds uitgevaardigde koninklijke besluiten (uitgeputte dotatie);

600 miljoen (niet-uitgeputte dotatie) om de dienst in staat te stellen zijn werking voort te zetten; een tranche van 200 miljoen zou onverwijd moeten worden volgestort, waardoor het plafond van de verbintenissen op 30 miljard zou worden gebracht.

De Minister meent bovendien dat de schatkistcertificaten die aan de Nationale Delcrederedienst zouden worden verstrekt, weliswaar een overeenstemmende verhoging van de Rijksschuld, maar geen onmiddellijke uitgaven voor het Rijk tot gevolg zouden hebben.

i) Verhoging van de middelen van het Fonds voor de Buitenlandse Handel.

j) Rentevergoedingen aan de ontwikkelingslanden welke uitrustingsgoederen van Belgisch fabrikaat invoeren.

Dit zijn geen grote uitgaven. Zij zullen waarschijnlijk minder dan honderd miljoen bedragen.

Zij kunnen evenwel een zeer doeltreffende steun voor de verkoop in het buitenland zijn.

k) Belastingverlaging bij de uitvoer.

Bij de raming van de opbrengst van de overdrachtstaks in de Rijksmiddelenbegroting voor 1967 is rekening gehouden met een programma van belastingverlaging bij de uitvoer, dat de eerstvolgende maanden van kracht zal worden.

Vraag.

Zou het, wat betreft het te volgen budgettair beleid, niet aangewezen zijn in een periode van dalende conjunctuur tijdelijk de strikte budgettaire orthodoxie te laten varen en genoegen te nemen met een zeker onevenwicht, veeleer dan zich te houden aan de strenge deflatoire politiek die voorgesteld wordt ?

Die handelwijze zou overigens stroken met de gekende denkbeelden van sommige befaamde economen.

Réponse du Ministre des Finances.

Il est exact que la politique budgétaire devrait pouvoir autoriser des excédents de dépenses au cours des périodes de ralentissement du rythme d'activité de l'économie.

Mais ceci supposerait qu'au cours des périodes de haute conjoncture des excédents de recettes aient permis de constituer des réserves ou, en tout cas, aient ménagé les possibilités de supporter les charges supplémentaires résultant d'un recours accru à l'emprunt au cours des dépressions.

En fait, aucune réserve n'a pu être constituée et des déficits budgétaires ont été enregistrés au cours des années les plus favorables du point de vue conjoncturel.

Dans ces conditions, ce serait une fois de plus une solution de facilité que de pratiquer une politique conjoncturelle dans ce qu'elle a de plus aisné : la résignation au recours à l'épargne pour financer des dépenses de consommation.

Pour le surplus, il convient de remarquer que le programme présenté par le Gouvernement a reçu l'approbation non équivoque du Vice-Président de la Commission de la Communauté Economique Européenne, M. Marjolin, qui, dans un discours récent prononcé à Strasbourg, a considéré que ce plan répondait aux recommandations du Conseil des Six, adoptées le 20 décembre.

Question.

Un commissaire estime, qu'en ce qui concerne les impôts directs tout au moins, leur effet utile ne pourrait intervenir qu'à partir du début de l'exercice 1968; il est donc inutile de demander des pouvoirs spéciaux.

Réponse du Ministre des Finances.

Etant donné que les perceptions par voie de précompte professionnel et par les versements anticipés permettront, dès 1967, de recueillir déjà une part assez importante de ces impôts, il y a intérêt qu'ils soient d'application dès 1967.

Question.

Pourquoi le Gouvernement demande-t-il des pouvoirs spéciaux pour appliquer des mesures nouvelles alors qu'il n'applique pas celles qui ont déjà été décidées ?

Qu'en est-il notamment de l'intention manifestée par le Gouvernement dans sa déclaration du 23 novembre 1966 de faire appliquer le régime de la souche fiscale imposée aux médecins ?

Pour quelle raison une telle confusion règne-t-elle dans le secteur des produits pharmaceutiques ?

Réponse du Ministre des Finances.

La nouvelle réglementation en matière de « souche fiscale » imposée aux médecins est applicable depuis le 1^{er} janvier 1967.

Nous ne disposons pas encore actuellement des informations qui permettraient de dire dans quelle mesure le nouveau régime est appliqué par les médecins.

Lorsque nous aurons obtenu après contrôle les renseignements nécessaires à ce sujet, le Gouvernement mettra en œuvre les moyens dont il dispose pour faire respecter la réglementation visée ci-dessus.

Question.

Quelle sera l'incidence du projet sur les emprunts futurs à émettre par l'Etat : la souscription de ceux-ci s'en trouvera-t-elle ou non facilitée ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Het is juist dat het budgettaar beleid excedentaire uitgaven zou moeten toelaten tijdens perioden van vertraagde economische activiteit.

Dit zou echter veronderstellen dat tijdens perioden van hoogconjunctuur ten gevolge van excedentaire ontvangsten reserves konden worden aangelegd of dat tenminste de mogelijkheid zou zijn overgelaten om de bijkomende lasten te dragen voortvloeiend uit een stijgend beroep op leningen tijdens depressieperioden.

In werkelijkheid kon geen enkele reserve worden aangelegd en werden er begrotingstekorten genoteerd tijdens jaren die in conjunctureel opzicht het gunstigst waren.

In die omstandigheden zou het eens te meer een gemakzuchtige oplossing zijn een conjunctuurpolitiek te gaan voeren op het gebied waarop zij het gemakkelijkst is : d.w.z. zich ermee te vergenoegen een beroep te doen op het spaarwezen om verbruiksuitgaven te dekken.

Overigens moet worden opgemerkt dat het door de Regering voorgestelde programma de ondubbelzinnige goedkeuring heeft weggedragen van de Ondervoorzitter van de Commissie van de Europese Economische Gemeenschap, de heer Marjolin, die in een recente rede te Straatsburg de mening uitsprak dat dit plan beantwoordde aan de door de Zes op 20 december aangenomen aanbevelingen.

Vraag.

Naar de mening van een lid zou, althans voor wat de directe belastingen betreft, de nuttige uitwerking slechts voelbaar worden bij de aanvang van het dienstjaar 1968; het zou dus nutteloos zijn bijzondere machten aan te vragen.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Aangezien de inningen in de vorm van bedrijfsvoorheffing en van vervroegde betaling het reeds in 1967 mogelijk zullen maken een aanzienlijk deel van die belastingen te incasseren, is het van belang dat zij vanaf 1967 van toepassing zijn.

Vraag.

Waarom vraagt de Regering bijzondere machten om nieuwe maatregelen toe te passen, dan wanneer zij maatregelen waartoe reeds besloten is, niet toepast ?

Hoewel staat het met het voornemen dat de Regering in haar verklaring van 23 november 1966 te kennen gaf, het aan de geneesheren opgelegde stelsel van de fiscale strook te doen toepassen ?

Waarom heerst in de sector van de farmaceutische producten een zo grote verwarring ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De nieuwe reglementering inzake de « fiscale strook », die aan de artsen is opgelegd, is sedert 1 januari 1967 van toepassing.

Wij beschikken nog niet over gegevens die ons in staat stellen om te zeggen in hoeverre het nieuwe stelsel door de geneesheren wordt toegepast.

Wanneer wij na controle daarover de nodige inlichtingen hebben ontvangen, zal de Regering de middelen, waarover zij beschikt, gebruiken om de bovengenoemde reglementering te doen naleven.

Vraag.

Welke weerslag zal dit ontwerp hebben op de leningen, die de Staat in de toekomst zal uitschrijven : zal de inschrijving daarop al dan niet vergemakkelijkt zijn ?

Réponse du Ministre des Finances.

Les préoccupations du Gouvernement de consolider l'équilibre du budget ordinaire afin de résérer l'appel à l'emprunt à la couverture des dépenses d'investissements nécessaires au développement de l'économie nationale ne peut que renforcer la confiance des épargnants et doit, dès lors, avoir des effets favorables sur le placement des emprunts publics.

Question.

Sur quelle base le Gouvernement entend-t-il créer la fonction d'administrateur du budget ? A quel article du budget émargeront les traitements des intéressés ? Quel sera le montant de leurs attributions ? Celles-ci s'étendront-elles également au secteur paraétatique et, dans l'affirmative, dans quelle mesure ?

Un membre a tenu à signaler plus particulièrement que l'avis du Conseil consultatif général au sujet de la création de la fonction d'administrateur du budget avait été unanimement négatif, ce qui annonce pas mal de complications tant dans ce domaine limité que dans le domaine administratif plus général couvert par le projet.

Réponse du Vice-Premier Ministre du Budget.

Le problème de l'organisation de la fonction d'administrateur budgétaire dans les départements est étranger aux pouvoirs qui sont sollicités.

L'administrateur budgétaire, dont l'instauration est envisagée dans chaque Département, sera payé, comme tous les fonctionnaires du Département, par les crédits figurant au budget de ce Département. Les attributions s'étendront à la gestion budgétaire du Département proprement dit et ne concernent pas en principe les organismes d'intérêt public.

Sans doute, l'avis du Comité général de Consultation syndicale a-t-il été défavorable. Souvent des réformes indispensables rencontrent de l'opposition. Ce fut le cas notamment lors de la création de l'Inspection des Finances dont actuellement le Comité général de Consultation syndicale fait l'éloge.

Question.

Quelles sont les relations entre le Gouvernement et la Banque Nationale ?

Réponse du Ministre des Finances.

La politique monétaire et du crédit ne peut s'exercer qu'en parfaite unité de vues entre le Gouvernement et la Banque Nationale.

On doit admettre cependant que chacun d'eux a des attributions distinctes. Le statut de la Banque réalise un partage de celles-ci. Les dispositions de ce statut restent à mi-chemin des solutions qu'impliquent deux conceptions extrêmes : l'indépendance absolue de la banque centrale ou sa soumis-

Antwoord van de Minister van Financiën.

De bezorgdheid van de Regering om het evenwicht van de gewone begroting te versterken, ten einde het beroep op leningen voor te behouden voor de dekking van de investeringsuitgaven, die voor de ontwikkeling van 's lands economie noodzakelijk zijn, kan het vertrouwen van de spaarders enkel doen toenemen en moet uiteraard gunstige gevolgen hebben op de inschrijvingen op overheidsleningen.

Vraag.

Op welke grond is de Regering van plan het ambt van budgettaar beheerde in te voeren ? Op welk artikel van de begroting zullen de wedden van de betrokkenen uitgetrokken worden ? Wat zullen hun bevoegdheden zijn ? Zullen die bevoegdheden ook gelden voor de parastatalen en, zo ja, in welke mate ?

Een lid wenst meer speciaal de aandacht te trekken op het feit dat de Algemene Raad van Advies eenparig een negatief advies heeft uitgebracht over de invoering van het ambt van budgettaar beheerde, wat heel wat verwikkelingen in het vooruitzicht stelt op dit beperkt gebied zowel als op het meer algemeen bestuurlijk terrein dat het ontwerp bestrijkt.

Antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

Het vraagstuk van de inrichting van het ambt van budgettaar beheerde in de departementen heeft niet te maken met de gevraagde bijzondere machten.

De budgettaar beheerde — er zou er één zijn in ieder Departement — zal, zoals alle ambtenaren van het Departement, bezoldigd worden met kredieten uitgetrokken op de begroting van dat Departement. Hun bevoegdheid zal slaan op het beheer inzake begroting van het eigenlijk Departement en de instellingen van openbaar nut zullen er in beginsel niet bij betrokken zijn.

Het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies was wellicht ongunstig. Doch het gebeurt vaak dat onontbeerlijke hervormingen op tegenstand stuiten. Dit was onder meer het geval met de oprichting van de Inspectie van Financiën, waarover de Algemene Syndicale Raad van Advies thans vol lof is.

Vraag.

Wat zijn de betrekkingen tussen de Staat en de Nationale bank ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Het monetair beleid en het beleid inzake kredietverlening kunnen slechts worden gevoerd wanneer de Regering en de Nationale bank het volledig eens zijn.

Niettemin moet worden toegegeven dat ieder zijn eigen bevoegdheden bezit. Het statuut van de Bank voorziet in een verdeling daarvan. De bepalingen van dat statuut blijven halverwege de oplossingen welke voortvloeien uit twee extreme opvattingen : de absolute onafhankelijkheid van de

sion intégrale à l'autorité des pouvoirs publics. Il ne faut pas oublier qu'au moment où la Banque a été créée comme chaque fois que les statuts ont été modifiés, des voix nombreuses se sont élevées en faveur de cette dernière conception.

Celle-ci n'a cependant pas prévalu dans les textes successifs de la loi organique.

La Banque Nationale est donc une institution dont l'indépendance à l'égard du pouvoir exécutif est intentionnellement garantie par son statut juridique. Mais les textes organiques instituent un contrôle de son activité. Ils ménagent pratiquement, depuis 1948 en particulier, un mécanisme de droits positifs et négatifs, du Gouvernement d'une part, de la Banque d'autre part, c'est-à-dire un certain équilibre qui, bien entendu, ne confère pas à l'Exécutif un droit de décision en dernier ressort comme c'est le cas, par exemple, en Angleterre.

Il est évident qu'un tel équilibre ne pourrait être modifié, en droit, que par le pouvoir législatif.

IMPOTS DIRECTS.

Questions et réponses d'ordre général.

Question.

L'article 2, § 1, 1^e en établissant des impôts directs « pour les exercices d'imposition 1968 à 1970 » n'est-il pas contraire au principe constitutionnel de l'annualité de l'impôt ?

Réponse du Ministre des Finances.

Ce reproche n'aurait sans doute pas été formulé si aucune limite dans le temps n'avait été prévue pour ces impôts.

En fait, la règle de l'annualité sera de toute manière respectée par le vote annuel du budget des Voies et Moyens.

Question.

Au § 1^{er}, 1^e, M. Pierson a déposé un amendement dans ce sens (Doc. n° 356-7) libellé comme suit :

« Au § 1^{er}, 1^e, deuxième ligne, remplacer les mots : « pour les exercices d'imposition 1968 à 1970 », par les mots : « pour l'exercice d'imposition 1968. »

Ce commissaire expose que la correction proposée par cet amendement, a pour but de faire respecter le principe de l'annualité édicté par l'article 111 de la Constitution.

Si le Gouvernement veut étendre les mesures proposées aux exercices 1969 et 1970, il lui sera loisible de déposer en temps voulu un projet de loi prorogeant par la voie légale les mesures qu'il aurait prises par arrêtés de pouvoirs spéciaux.

Réponse du Ministre des Finances.

L'article 2, § 1, 1^e, du projet de loi prévoit qu'il est établi des centimes additionnels pour les exercices d'imposition 1968 à 1970.

Centrale bank, ofwel de integrale onderwerping aan het gezag van de autoriteiten. Er mag niet uit het oog verloren worden dat, toen de bank werd gesticht en telkens als haar statuten gewijzigd zijn, talrijke stemmen zijn opgegaan ten voordele van deze laatste opvatting.

Desniettemin heeft deze niet altijd de voorkeur gekregen bij het opstellen van de opeenvolgende teksten der organische wet.

De Nationale bank is dus een instelling waarvan de onafhankelijkheid tegenover de uitvoerende macht met opzet door haar juridisch statuut wordt gegarandeerd. Maar de organische teksten voeren een controle op haar activiteit in. Praktisch gezien, en met name sedert 1948, voorzien zij in een geheel van positieve en negatieve rechten, enerzijds van de Regering, anderzijds van de Bank, d.w.z. een zeker evenwicht, dat uiteraard aan de Uitvoerende Macht geen recht van beslissing in laatste instantie toekent, zoals dat bvb. het geval is in Engeland.

Het spreekt vanzelf dat een dergelijke evenwicht in rechte slechts door de wetgevende macht gewijzigd zou kunnen worden.

DIRECTE BELASTINGEN.

Vragen en antwoorden van algemene aard.

Vraag.

Is artikel 2, § 1, 1^e, dat directe belastingen invoert « voor de aanslagjaren 1968 tot 1970 » niet in strijd met het grondwettelijke principe van het jaarlijks karakter der belasting ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Men zou ongetwijfeld dat verwijt niet hebben gemaakt indien geen tijdslimiet voor die belastingen was gesteld.

In feite zal de regel van het jaarlijks karakter in elk geval worden geëerbiedigd door de jaarlijkse goedkeuring van de rijksmiddelenbegroting.

Vraag.

Op § 1, 1^e, heeft de heer Pierson een amendement in die zin voorgesteld (Stuk n° 356-7); het luidt als volgt :

« In § 1, 1^e, eerste regel, de woorden : « Voor de aanslagjaren 1968 tot 1970 », vervangen door de woorden : « Voor het aanslagjaar 1968 ». »

Het lid verklaart dat de voorgestelde verbetering ertoe strekt het in artikel 111 van de Grondwet bevattende principe van het jaarlijks karakter te eerbiedigen.

Indien de Regering de voorgestelde maatregelen wil uitbreiden tot de dienstjaren 1969 en 1970 kan zij te gepaste tijde een wetsontwerp indienen ten einde op wettelijke wijze de maatregelen te verlengen welke zij genomen had bij op grond van de bijzondere machten genomen besluiten.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Bij artikel 2, § 1, 1^e, van het wetsontwerp wordt bepaald dat voor de aanslagjaren 1968 tot 1970 opcentiemen worden geheven.

En prévoyant que l'établissement des centimes additionnels sera limité aux exercices d'imposition 1968 à 1970, le Gouvernement a simplement voulu exprimer une intention qui ne constitue aucune entrave au respect du principe de l'annualité des impôts inscrits à l'article 111 de la Constitution (« Les impôts au profit de l'Etat sont votés annuellement. Les lois qui les établissent n'ont de force que pour un an si elles ne sont renouvelées ».).

Lors de l'examen de la disposition traditionnelle de la loi budgétaire, suivant laquelle les impôts existant au 31 décembre d'une année déterminée seront recouvrés pendant l'année budgétaire envisagée suivant les lois, arrêtés, tarifs, etc. qui en règlent l'assiette et la perception, le Parlement aura à se prononcer, pour chacun des exercices en cause, sur la reconduction éventuelle des centimes additionnels.

En ce qui concerne la doctrine, l'on peut citer l'ouvrage *L'impôt et la loi* de M. le Premier-Avocat Général Ganshof van der Meersch :

« Après avoir fixé le régime de l'impôt, la loi doit encore en autoriser la levée. Cette autorisation ne vaut que pour un an. La règle de l'annualité du budget est le principe fondamental de la démocratie parlementaire. Le contrôle de la nation doit s'exercer à des intervalles réguliers et suffisamment rapprochés pour être efficaces. Quand on parle du consentement de la nation à l'impôt, on doit donc, en regard du texte constitutionnel, situer ce consentement à deux stades de la procédure législative, qui, en fin de compte, rendra après la procédure administrative et, éventuellement, la procédure judiciaire, le paiement de l'impôt obligatoire : le consentement donné par la loi générale et celui qui est exprimé annuellement. La « notion capitale » qu'exprime l'article 110 est « renforcée » par l'autorisation prescrite par l'article 111.

» C'est assurément la première intervention du législateur dans les deux chambres qui est la plus importante. C'est elle qui constitue la clef de voûte du régime des garanties individuelles.

» C'est là que se déterminent à la fois l'assiette et le taux de l'impôt ainsi que les conditions générales de sa débition

» C'est là que se discutent et se fixent à la fois le principe et les modalités de l'impôt.

» C'est là que s'expriment et se défendent les intérêts de la chose publique et ceux des citoyens.

» C'est là que se décident les règles en vertu desquelles l'impôt pèsera équitablement sur tous les contribuables.

» L'annualité correspond au cycle normal des besoins, à l'organisation de l'enseignement et surtout au rythme de la vie économique qui consacre aussi la législation sur les sociétés commerciales. Si le contrôle parlementaire des ressources et des dépenses de l'Etat se produit à des intervalles plus rapprochés, il encombre sans utilité l'activité parlementaire. Il risque d'entraver la vie de l'Etat et l'exercice des services publics. S'il se produit à des intervalles plus espacés, il tend à perdre son efficacité, étant trop éloigné des réalités politiques.

» Le principe formulé dans le second alinéa de l'article 111 de la Constitution ne signifie pas que les lois générales d'impôt doivent elles-mêmes subir chaque année une nouvelle procédure législative d'élaboration ou de reconduction. Il a comme seule portée de soumettre la levée de l'impôt au consentement annuel du Pouvoir législatif, conformément aux conditions que la loi générale, qui a le caractère permanent, continue à déterminer. »

Door te bepalen dat de heffing van de opcentiemen zich tot de aanslagjaren 1968 tot 1970 zal beperken, wil de Regering slechts een bedoeling te kennen geven, die het eerbiedigen van het in artikel 111 van de Grondwet bevatte principe van de annualiteit van de belasting (« De belastingen ten behoeve van het Rijk worden elk jaar bij stemming vastgesteld. De wetten, welke ze invoeren, zijn, indien zij niet worden vernieuwd, slechts van kracht voor één jaar. ») geenszins belemmt.

Bij de behandeling van de traditionele bepaling van de begrotingswet, volgens welke de op 31 december van een gegeven jaar bestaande belastingen tijdens bedoeld begrotingsjaar ingevorderd zullen worden overeenkomstig de wetten, besluiten, tarieven enz., waarbij de grondslag en de inning ervan geregeld worden, dient het Parlement zich voor elk van de betrokken dienstjaren over de eventuele verlenging van de geldigheidsduur der opcentiemen uit te spreken.

In verband met de rechtsleer kan het werk *L'impôt et la loi* van Eerste Advocaat-Generaal Ganshof van der Meersch worden aangehaald :

« Na het stelsel van de belasting te hebben bepaald, moet de wet er de heffing nog van toestaan. Deze machting is slechts voor een jaar geldig. De regel van de annualiteit van de begroting is het grondbeginsel van de parlementaire democratie. De controle van de natie moet uitgeoefend worden met geregelde tussenpozen die dicht genoeg bij elkaar liggen opdat die controle doelmatig kan zijn. Wanneer men zegt dat de natie met de belasting instemt, moet men dus, rekening houdend met de tekst van de Grondwet, deze instemming op twee momenten van wetgevende procedure situeren, welke uiteindelijk, na de administratieve en eventueel na de rechterlijke procedure de betaling van de belasting verplicht zal maken : de bij de algemene wet gegeven instemming en de instemming welke jaarlijks wordt gegeven. Het « hoofdbegrip » dat in artikel 110 is geformuleerd, wordt door de bij artikel 111 van de Grondwet vereiste machting « versterkt ». »

» De eerste bemoeiing van de wetgever in de twee kamers is beslist de belangrijkste. Zij vormt de spil van het stelsel van de individuele waarborgen.

» Dan worden immers terzelfder tijd de grondslag en het belastingtarief alsmede de algemene voorwaarden waaronder de belasting verschuldigd is, bepaald.

» Dan worden terzelfder tijd én het principe én de wijze van heffing van de belasting besproken en vastgelegd.

» Dan komen de openbare en de private belangen tot uiting en worden ze verdedigd.

» Dan ook worden de regels bepaald voor een billijke verdeling van de belasting onder alle belastingplichtigen.

» De jaarlijkse besprekking stemt overeen met de normale cyclus van de behoeften, met de inrichting van het onderwijs en vooral het ritme van het economisch leven zoals dit in de wetgeving op de handelsvennootschappen tot uiting komt. Indien de parlementaire controle op de uitgaven en de ontvangsten van de Staat bij grotere tussenpozen gebeurt, wordt de parlementaire activiteit er nutteloos door gehinderd. Indien zij bij grotere tussenpozen geschiedt, bestaat er kans dat zij haar doeltreffend karakter verliest, daar zij al te ver zal staan van de politieke werkelijkheid.

» Het in het tweede lid van artikel 111 van de Grondwet gestelde principe betekent niet dat de algemene belastingwetten elk jaar terug volgens een nieuwe wetgevende procedure moeten uitgewerkt of vernieuwd worden. De bedoeling bestaat er alleen in dat de belastingheffing elk jaar ter instemming aan de wetgevende macht wordt voorgelegd, volgens de voorwaarden welke de algemene wet, die een permanent karakter heeft, voorschrijft. »

Il y a d'ailleurs des précédents :

— Loi du 23 mars 1932, établissant un décime additionnel pour les créances 1932 et 1933.

— Loi du 10 janvier 1940, établissant un impôt spécial et temporaire sur les bénéfices exceptionnels, pour la première fois sur les bénéfices de l'année 1939 et pour la dernière fois sur les bénéfices réalisés jusqu'à la fin de l'année suivant laquelle l'armée sera remise sur pied de paix.

Question.

Les décimes additionnels auront-ils une incidence sur les recettes de 1967 ? Qu'en est-il pour les autres impôts ?

Réponse du Ministre des Finances.

Les décimes additionnels seront perçus en même temps que les retenues à la source au titre de précompte professionnel. D'autre part, à l'occasion des versements anticipés, les contribuables tiendront normalement compte du décime additionnel sur les revenus de personnes physiques.

Il n'est pas possible de fixer exactement, à l'heure actuelle, l'incidence du relèvement de la fiscalité indirecte, étant donné qu'on ignore encore à partir de quel moment ce relèvement sera applicable.

Question.

Sur un plan plus général, un membre regrette que, dès l'instant où le Gouvernement touche aux barèmes des impôts directs, il n'en ait pas profité pour rendre plus démocratique la courbe de la taxation. En effet, alors que la progression du taux est lente pour les gros revenus, elle est beaucoup plus rapide pour les revenus moyens.

Réponse du Ministre des Finances.

Les modifications proposées par le projet ne paraissent pas constituer des circonstances opportunes pour remettre sur le métier tous les fondements du système fiscal. Il ne peut être question à cette occasion, de reconsiderer la structure des barèmes de l'impôt direct.

Impôt des personnes physiques.

Question.

Combien de contribuables déclarent-ils un revenu supérieur à 500 000 francs et quels sont les contribuables bénéficiant du plafond de 50 % ?

Réponse du Ministre des Finances.

Sur base de statistiques récentes établies par supputations pour 1967, à partir de données des exercices écoulés, 41 380 personnes déclarent plus de 500 000 francs. D'autre part, les personnes bénéficiant du plafond de 50 % sont celles dont les revenus dépassent 4 790 000 francs. Elles sont au nombre de 450.

Question.

Le Gouvernement se propose d'augmenter les impôts des personnes physiques afférant à la tranche de revenus imposables excédant 500 000 francs.

Er bestaan trouwens precedenten :

— De wet van 23 maart 1932 welke een opdeciem invoert voor de schuldborderingen van 1932 en 1933.

— De wet van 10 januari 1940 houdende invoering van een bijzondere en tijdelijke belasting op de uitzonderlijke winsten welke voor de eerste maal van toepassing was op de winsten van het jaar 1939 en voor de laatste maal op de winsten verwezenlijkt tot het einde van het jaar dat volgt op dat tijdens hetwelk het leger op vredesvoet zal gebracht zijn.

Vraag.

Zullen de opdeciem een weerslag hebben op de ontvangsten voor 1967 ? Quid voor de overige belastingen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De opdeciem zullen terzelfder tijd als de afhoudingen aan de bron, als bedrijfsvoorheffing, geïnd worden. Anderzijds zullen de belastingplichtigen bij de vervroegde stortingen normaal rekening houden met de opdeciem op de inkomsten van natuurlijke personen.

Het is thans niet mogelijk de juiste weerslag te bepalen van de verhoging van de indirecte fiscaliteit, aangezien men nog niet weet vanaf welk ogenblik die verhoging zal toegepast worden.

Vraag.

Een lid, dat zich op een meer algemeen plan stelt, betreurt dat de Regering geen gebruik heeft gemaakt van het feit dat zij aan de schalen van de rechtstreekse belastingen raakt, om de belastingsgrafiek een democratischer uitzicht te verlenen. Terwijl immers het belastingspercentage voor de grote inkomens langzaam stijgt, gaat het veel sneller de hoogte in voor de middelgrote inkomens.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De wijzigingen die het ontwerp voorstelt, schijnen niet de gepaste gelegenheid te zijn om de grondvesten van ons belastingstelsel aan een nieuw onderzoek te onderwerpen. Er kan geen sprake van zijn bij die gelegenheid de structuur van de schalen van de rechtstreekse belastingen te herzien.

Natuurlijke personenbelasting.

Vraag.

Hoeveel belastingplichtigen geven een inkomen aan dat 500 000 frank overschrijdt en welke belastingplichtigen komen in aanmerking voor de grens van 50 % ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Volgens recente statistieken, welke voor 1967 werden gemaakt op basis van gegevens van de voorbije dienstjaren, geven 41 380 personen een inkomen van meer dan 500 000 frank aan. Voor de grens van 50 % komen in aanmerking de personen wier inkomen 4 790 000 frank overschrijdt; zij zijn ten getale van 450.

Vraag.

De Regering heeft de bedoeling de personenbelasting te verhogen voor de belastbare inkomenstranche welke 500 000 frank overschrijdt.

Un membre s'étonne de ce que l'on ait dit en Commission que les personnes fortunées pouvaient être davantage taxées, parce que cette taxation supplémentaire ne les empêcherait pas de consommer davantage, mais seulement d'épargner et d'investir.

Comme si, dans la situation présente, l'épargne et l'investissement ne constituaient pas précisément la base indispensable d'une relance économique ?

Un autre commissaire demande quel est le bénéfice que le Gouvernement escompte du relèvement du taux de taxation applicable aux revenus dépassant 500 000 francs. On ne compte que peu de contribuables tombant dans ces tranches supérieures. D'autre part, le relèvement du taux de taxation ne frappe pas les revenus les plus élevés, puisqu'on maintient le plafond de taxation à 50 %.

Par conséquent, l'alourdissement des charges fiscales proposé à l'égard de certains revenus, très élevés, est plus fictif que réel.

Réponse du Ministre des Finances.

On a estimé à 700 millions de francs le supplément de recettes à résulter de l'application du décime additionnel à l'impôt des personnes physiques aux revenus dépassant 500 000 francs.

Question.

Comment le Gouvernement peut-il justifier le respect de la limite de 50 % ?

Il y a donc aujourd'hui plus ou moins 450 contribuables qui bénéficient de la limite de 50 % (leur revenu taxable est de l'ordre de 4 800 000 francs). On estime que le décime additionnel sur les revenus dépassant 500 000 francs fera tomber le plancher de 4 à 3 millions et que le nombre des contribuables bénéficiant de la limite absolue de 50 % passera de 450 à plus ou moins 800.

Mais le respect de cette limite de 50 % aura pour effet qu'aucun des 450 contribuables qui sont les plus fortunés du pays ne payera un seul centime d'impôt supplémentaire, alors que leurs enfants, par exemple, payeront leurs impôts augmentés de 10 %, tout au moins pour la tranche supérieure à 500 000 francs.

Un autre commissaire rappelle que, jusqu'à l'année dernière, personne n'a fait valoir d'objections contre le plafond de 50 %.

La contestation d'aujourd'hui porte sur le sort différent qui serait fait aux contribuables selon qu'ils disposent ou non de revenus de plus de 4 800 000 francs. La préoccupation de ce commissaire n'est pas de défendre les bénéficiaires des revenus les plus élevés, mais de sauvegarder un principe.

Il faut, en effet, tenir compte des efforts que, dans de nombreux cas, les contribuables visés ont dû consentir pour atteindre ces revenus; ce sont ces contribuables qui assurent souvent un emploi à un nombre considérable de travailleurs. Il serait regrettable d'étouffer l'initiative privée.

Or, c'est précisément la préoccupation de préserver l'esprit d'initiative indispensable dans la vie économique, qui a justifié le plafond de 50 %.

Un membre s'élève contre ce qu'il considère comme des thèses démagogiques.

Il n'entend pas défendre 450 gros contribuables, mais l'ensemble des contribuables. Car le jour où on aura fait sauter le plafond de 50 %, de nouvelles catégories seront touchées.

Un autre commissaire ne partage pas le point de vue ci-dessus développé, selon lequel les gros revenus dépendraient essentiellement de l'esprit d'initiative des intéressés.

Een lid verwondert er zich om dat men in de Commissie heeft gezegd dat de begoede personen meer kunnen worden belast, omdat die bijkomende belasting hen niet zou beletten meer te verbruiken, maar hen slechts zou verhinderen te sparen en te investeren.

Welnu, in de huidige omstandigheden vormen het sparen en het investeren precies de onmisbare basis voor een economische herleving.

Een ander lid vraagt welk voordeel de Regering verwacht van de verhoging van de aanslagvoet voor de inkomens van meer dan 500 000 frank. Weinig belastingplichtigen verdienen een dergelijk inkomen. Anderzijds slaat de verhoging van de aanslagvoet niet op de hoogste inkomens, aangezien de belastinggrens op 50 % wordt behouden.

Derhalve blijkt de verhoging van de fiscale last op bepaalde zeer hoge inkomens meer fictief dan reëel te zijn.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De bijkomende ontvangsten die moeten voortvloeien uit de toepassing op de inkomens boven 500 000 frank, van de opdeciem op de personenbelasting, werden op 700 miljoen frank geraamd.

Vraag.

Hoe kan de Regering de inachtneming van de 50 %-grens rechtvaardigen ?

Op dit ogenblik zijn er dus zowat 450 belastingplichtigen die het voordeel van de 50 %-grens genieten (hun belastbaar inkomen bedraagt 4 800 00 frank). De opdeciem op de inkomens boven 500 000 frank zullen naar raming de minimumgrens van 4 tot 3 miljoen terugbrengen en het aantal belastingplichtigen die het voordeel zouden genieten van de absolute 50 %-grens zou van 450 op ongeveer 800 gebracht worden.

Maar de inachtneming van die 50 %-grens zal tot gevolg hebben dat geen enkele van de 450 meest gefortuneerde belastingplichtigen van ons land een centiem belasting méér zullen betalen, terwijl hun kinderen b.v. hun belastingen met 10 % verhoogd zullen zien, althans voor de tranche boven 500 000 frank.

Een ander lid herinnert eraan dat niemand tot verleden jaar enig bezwaar tegen het 50 %-plafond heeft gemaakt.

De huidige betwisting heeft betrekking op het verschil dat zou worden gemaakt tussen de belastingplichtigen die méér en diegenen die minder dan 4 800 000 frank inkomsten hebben. Volgens dit lid komt het er niet zozeer op aan diegenen te verdedigen die de hoogste inkomens hebben, maar wel een beginsel te vrijwaren.

Men dient immers rekening te houden met de inspanningen welke de bedoelde belastingplichtigen zich in talrijke gevallen hebben moeten getroosten om zulk een hoog inkomen te verkrijgen; juist die belastingplichtigen verschaffen dikwijls arbeid aan een groot aantal werknemers. Het ware betreurenswaardig het particuliere initiatief te verstikken.

Nu is het zo, dat de 50 %-grens juist gerechtvaardigd is door het streven om de voor het bedrijfsleven onontbeerlijke geest van initiatief te handhaven.

Een lid verzet zich tegen wat hij als demagogische standpunten aanziet.

Hij wil niet de 450 grote belastingplichtigen, maar wel alle belastingplichtigen verdedigen. Want vanaf het ogenblik dat men de 50 %-grens doortrekt, zullen nieuwe categorieën getroffen worden.

Een ander lid is het niet eens met het hiervoren uiteengesette standpunt, als zouden de grote inkomens hoofdzakelijk voortkomen van de geest van initiatief der betrokkenen.

Selon lui, il s'agit en l'occurrence d'une question de justice fiscale. Applique-t-on ou non les décimes d'impôts prévus à partir de 500 000 francs mais en s'arrêtant au plafond de 50 % pour les revenus les plus élevés, qui sont ainsi privilégiés ?

En Grande-Bretagne, en vertu des mesures prises par le Gouvernement conservateur, les impôts peuvent atteindre jusqu'à 19 sh. par livre sterling, ce qui fait presque 100 %.

Un membre ne peut non plus marquer son accord sur le maintien du plafond de 50 % dont bénéficient les gros revenus. Ce plafond a été admis en 1962. Mais, à l'époque, on connaissait le plein emploi et l'expansion économique continue. Si l'on entend appliquer un décime supplémentaire dans le cadre du présent projet, il doit l'être à l'ensemble des revenus.

Un autre commissaire fait encore observer qu'aux impôts levés par l'Etat, il faut ajouter les centimes additionnels communaux, auxquels le plafond des 50 % n'est pas applicable. Il se demande, dès lors, pourquoi l'on tient tant à appliquer ce plafond à la majoration exceptionnelle proposée par le Gouvernement qui n'aurait d'ailleurs qu'un caractère provisoire.

A cet égard, des amendements ont été déposés par des commissaires :

1. Un amendement de M. Simonet au littera a, du § 1^{er}, *in fine* tendant à supprimer les mots : « sans que le total de l'impôt, y compris le décime additionnel, puisse dépasser 50 % du revenu imposable ».

2. Un amendement de M. Drumaux tendant à supprimer au § 1^{er}, 1^o, *in fine* du littera a, les mots : « sans que le total de l'impôt, y compris le décime additionnel, puisse dépasser 50 % du revenu imposable ».

Réponse du Ministre des Finances.

Lors de la réforme fiscale de 1962, le taux maximum de 50 % a été considéré comme le corollaire de la suppression de la déductibilité des impôts.

L'Exposé des Motifs du projet devenu la loi du 20 novembre 1962 portant réforme des impôts sur les revenus déclare :

« Le Gouvernement est convaincu qu'en fixant à 50 % la limite absolue de la charge fiscale applicable au revenu global des personnes physiques, il substitue à la déductibilité un autre élément modérateur sans doute plus efficace. En effet, la limite de 50 % constituera un obstacle psychologique à toute exagération de la charge réelle.

» Il ne sera pas si facile, ni au Pouvoir exécutif, ni au législateur, de révoquer ultérieurement une garantie considérée comme essentielle au moment où la présente réforme des impôts directs est proposée au Parlement. » (Chambre, Doc. n° 264-1; session 1961-1962, p. 11; Rapport Doc. 264, n° 42, p. 32).

**

Intervention du Ministre des Finances de l'époque.

« Enfin, en fixant un plafond de 50 % comme charge maximum d'impôts qu'un revenu peut supporter, la législation accorde une garantie importante qui ne pourra pas être révoquée facilement. »

Les gouvernements précédents ont respecté cette limite de 50 %.

Volgens hem gaat het hier om een kwestie van fiscale rechtvaardigheid. Past men al dan niet de opcentiemen toe op de inkomens vanaf 500 000 frank, doch met beperking tot de 50 %-grens voor de hoogste inkomens die aldus bevoordeeld worden ?

In Groot-Brittannië kunnen ingevolge de door de conservatieve regering getroffen maatregelen, de belastingen tot 19 sh. per pond sterling bedragen, wat bijna 100 % is.

Een lid kan eveneens zijn instemming niet betuigen met het behoud van de 50 %-grens die voor de hoge inkomens geldt. Deze grens werd aangenomen in 1962. Maar in die tijd was er volledige tewerkstelling en een bestendige economische expansie. Zo men een opdeciem wil vestigen in het kader van het onderhavige ontwerp, dan moet zij gelden voor alle inkomsten.

Een ander lid merkt nog op dat men bij de door de Staat geheven belastingen de gemeentelijke opcentiemen moet voegen waarvoor de 50 %-grens niet van toepassing is. Hij vraagt zich dan ook af waarom men er zo aan houdt die grens te laten gelden voor de door de Regering voorgestelde uitzonderlijke verhoging die ten andere slechts voorlopig zou zijn.

Er zijn leden die amendementen hebben ingediend :

1. Amendement van de heer Simonet : in § 1, 1^o, *in fine* van letter a, de volgende woorden weglaten : « zonder dat het belastingtotaal, met inbegrip van de opdeciem, méér mag bedragen dan 50 % van het belastbaar inkomen ».

2. Amendement van de heer Drumaux dat ertoe strekt in § 1, 1^o, *in fine* van letter a, de woorden : « zonder dat het belastingtotaal, met inbegrip van de opdeciem, méér mag bedragen dan 50 % van het belastbaar inkomen » weglaten.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Bij de fiscale hervorming van 1962 werd het maximum percentage van 50 % beschouwd als een uitvloeisel van de afschaffing van de aftrekbaarheid van de belastingen.

In de Memorie van toelichting van het ontwerp dat de wet van 20 november 1962, houdende hervorming van de inkomstenbelastingen, geworden is, lezen wij :

« De Regering is ervan overtuigd dat door de volstrekte grens van de fiscale druk op het globaal inkomen van de natuurlijke personen op 50 % vast te stellen, zij de aftrekbaarheid door een vrij doelmatiger regelaar vervangt. Inderdaad, de grens van 50 % zal een psychologisch bezwaar zijn tegen elke overdrijving van de werkelijke last.

» Nadat onderhavige hervorming van de directe belastingen aan het Parlement is voorlegd zal een essentieel geachte waarborg nog moeilijk én door de uitvoerende én door de wetgevende macht kunnen herroepen worden (Kamer, *Stuk* n° 264-1, zitting 1961-1962, blz. 11; Verslag *Stuk* n° 264-42, blz. 32).

**

Betoog van de toenmalige Minister van Financiën.

« Door de vaststelling van een grens van 50 % als maximumlast voor de belastingheffing op de inkomen, biedt de wetgeving ten slotte een belangrijke waarborg, waarop niet gemakkelijk zal kunnen teruggekomen worden. »

De vorige regeringen hebben die grens van 50 % geëerbiedgd.

Quant aux additionnels prélevés par les pouvoirs locaux, il s'agit d'impôts entièrement distincts de ceux levés par l'Etat.

Question.

M. Simonet propose de compléter l'article 1, § 1^e, a, par ce qui suit :

« Au § 2 de l'article 78 du Code des impôts sur les revenus, le taux de « 50 % » est remplacé par le taux de « 55 % ». »

Un commissaire déclare que l'amendement de M. Simonet ne signifie nullement que le plafond de 50 % saute. Cet amendement ne porte pas atteinte non plus à l'accord conclu en 1962 entre les deux ailes de la majorité de l'époque; il tend uniquement à ne pas faire jouer le plafond de 50 % pour les dispositions temporaires qui sont aujourd'hui envisagées.

Réponse du Ministre des Finances.

La distinction proposée entre impôt ordinaire et impôt exceptionnel ne manque pas d'intérêt mais elle est de nature à induire l'opinion publique en erreur.

Question.

Plusieurs commissaires s'élèvent contre des dégrèvements au moment même où un effort fiscal particulier est imposé au pays.

Ou bien le Gouvernement a besoin d'argent et il le réclame; ou bien il n'en a pas besoin et alors il ne doit pas en demander.

L'abattement de 40 % sur les revenus de l'épouse étant porté à 45 % et les montants minima et maxima de cet abattement étant portés respectivement de 17 000 et 27 000 francs à 23 000 et 35 000 francs, cela représente pour l'Etat un manque à percevoir de ± 450 millions.

Le minimum de 260 000 francs augmenté de 26 000 francs par personne à charge à partir de la quatrième étant porté à 270 000 francs et 27 000 francs, cela représente pour l'Etat un manque à percevoir de ± 160 millions.

Tout dégrèvement devrait bénéficier aux revenus les plus modestes et on peut réellement douter qu'il en soit ainsi.

En effet, la mesure qui concerne le cumul des époux pénalise plutôt les foyers à revenus modestes ayant deux ou trois enfants à charge, et dont un seul des conjoints travaille.

De même, la disposition en faveur des personnes à charge concerne des contribuables qui gagnent 270 000 + 27 000 francs par personne à charge.

Pourquoi le Gouvernement ne consacre-t-il pas les 600 millions dont il semble vouloir faire cadeau, soit à l'indexation du minimum exonéré, soit à l'indexation des tranches de revenus les moins élevées. Ainsi les détaxations qu'il nous proposerait auraient un caractère éminemment social.

Réponse du Ministre des Finances.

La préoccupation du Gouvernement en la matière est d'assurer une répartition plus équitable du poids de la fiscalité entre les diverses catégories sociales.

Dans cette optique, le projet tend à corriger certaines anomalies résultant du régime de taxation en matière de cumul des revenus des époux et en matière de réduction pour charges familiales.

De door de plaatselijke besturen geheven opcentiemen zijn belastingen die niets gemeens hebben met die welke door de Staat worden geheven.

Vraag.

De heer Simonet stelt voor artikel 1, § 1, a, aan te vullen met wat volgt :

« In § 2 van artikel 78 van het Wetboek van de inkomenbelastingen wordt de aanslagvoet « 50 % » vervangen door de aanslagvoet « 55 % ». »

Een lid verklaart dat het amendement van de heer Simonet volstrekt niet betekent dat de grens van 50 % wordt opgeheven. Dit amendement tast evenmin de overeenkomst aan die in 1962 tussen de twee fracties van de toenmalige meerderheid is gesloten; het heeft alleen tot doel ervoor te zorgen dat de grens van 50 % niet geldt voor de tijdelijke bepalingen die thans worden overwogen.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Het voorgestelde onderscheid tussen gewone en buiten-gewone belasting is interessant, maar het kan de publieke opinie op een dwaalspoor brengen.

Vraag.

Verschillende leden verzetten zich tegen de belastingvermindering op het ogenblik dat een bijzondere fiscale inspanning aan het land wordt opgelegd.

Ofwel heeft de Regering geld nodig en verzoekt zij daarom; ofwel heeft zij dat niet, en dan moet zij er ook niet om vragen.

Daar de aftrek ten bedrage van 40 % van de inkosten van de echtgenote op 45 % wordt gebracht en de 17 000, resp. 27 000 frank op 23 000, resp. 35 000 frank worden gebracht, zal zulks voor de Staat ± 450 miljoen minder ontvangsten betekenen.

Daar het minimum van 260 000 frank, vermeerderd met 26 000 frank per persoon ten laste vanaf de vierde op 270 000 frank, resp. 27 000 frank, wordt gebracht, zal zulks voor de Staat ± 160 miljoen minder ontvangsten opleveren.

Elke belastingvermindering zou ten goede moeten komen aan de kleinste inkomen, en het is zeer twijfelachtig dat zulks het geval zal zijn.

Immers, de maatregel betreffende de samenvoeging van de inkomen der echtgenoten treft veeleer de gezinnen met een bescheiden inkomen en twee à drie kinderen ten laste, van wie slechts één der echtgenoten werkt.

De bepaling ten voordele van de personen ten laste heeft betrekking op de belastingplichtigen die meer dan 270 000 + 27 000 frank per persoon ten laste aan inkosten hebben.

Waarom besteedt de Regering de 600 miljoen welke zij cadeau schijnt te willen doen, niet aan de indexering van het van belasting vrijgestelde minimum, ofwel aan de indexering van de laagste inkomentranches ? Zo zouden de detaxaties welke zij ons zou voorstellen, een bij uitstek sociaal karakter hebben.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Ter zake streeft de Regering er inzonderheid naar de belastingdruk op een billijkere wijze te verdelen over de diverse sociale categorieën.

In dat opzicht wil het ontwerp verbetering brengen in sommige anomalieën welke voortvloeien uit het voor de samenvoeging van de inkosten der echtgenoten en de vermindering wegens gezinslasten voortvloeiende belastingstelsel.

L'intention du Gouvernement est de satisfaire, dans une faible mesure, une revendication formulée lors de la réforme fiscale de 1962, par un nombre croissant de ménages où mari et femme exercent une profession distincte ou bien sont occupés dans une même entreprise.

Dans de nombreux cas, notre régime fiscal constitue une véritable entrave à l'exercice par l'épouse d'une occupation lucrative. En effet, ce sont ces revenus cumulés qui supportent tout le poids de l'accroissement de la progressivité de l'impôt.

Il s'agit aussi d'avantager les familles nombreuses dont les revenus annuels atteignent ou excèdent 260 000 francs par rapport aux familles nombreuses dont les revenus sont inférieurs.

En vertu de l'article 2, § 2, 2^e, du présent projet de loi, ces familles bénéficient de réductions pour personnes à charge sur les revenus inférieurs à 270 000 francs par an, au lieu de 260 000 francs par an, augmentés de 27 000 francs par personne à charge au-delà de la troisième, au lieu de 26 000 francs.

Le Gouvernement propose de majorer de 10 % la charge fiscale portant sur la tranche des revenus qui excèdent 500 000 francs.

Pour éviter que cette majoration ait le même poids à l'égard des contribuables dont les charges de famille sont élevées, des ajustements sont proposés en vue d'alléger la charge fiscale.

De cette manière, l'avantage ne se limite pas exclusivement aux contribuables dont les revenus atteignent ou excèdent 500 000 francs, mais s'étend également à ceux dont les revenus atteignent ou excèdent 260 000 francs.

Remplacer cet avantage par ce que l'on appelle communément « l'indexation » reviendrait à morceler tellement le montant de la détaxation qu'il n'aurait pratiquement plus de signification pour les innombrables contribuables bénéficiaires.

Il faut remarquer d'ailleurs que « l'indexation » forfaitaire proposée par un membre coûterait ±900 millions.

L'on peut dire également que le fait de fixer à 500 000 francs la limite du revenu à partir de laquelle le décime additionnel sera applicable, entraîne un alourdissement de la charge fiscale pour ces revenus, alors que les revenus inférieurs ne sont pas touchés et sont donc relativement avantagés par rapport aux premiers.

Question.

Divers membres ont proposé, soit l'abandon de la taxation des revenus cumulés des époux, soit le maintien de ce régime lorsque les revenus professionnels dépassent 400 000 francs.

M. Timmermans dépose l'amendement suivant (Doc. n° 356/3) :

1. Au § 2, remplacer le 1^e par ce qui suit :

« A l'article 73 du Code des impôts sur les revenus sont ajoutés les mots : « toutefois, les revenus professionnels des époux sont imposés séparément ». »

Un commissaire précise que cet amendement tend à revenir sur le principe du cumul des revenus des époux en raison des charges multiples (transport, repas extérieurs, etc.) qui grèvent les ménages où le mari et la femme travaillent.

Le Vice-Premier Ministre n'a-t-il pas déclaré lui-même qu'il ne s'agit, dans le projet actuel, que de faire un premier pas dans la voie de la détaxation dudit cumul ?

Un autre membre est cependant d'avis que les revenus des époux doivent être cumulés.

De Regering heeft daarmede de bedoeling in een geringe mate te voldoen aan de eis, ontstaan bij de fiscale hervorming in 1962 en geformuleerd door een steeds groter wordend aantal gezinnen waarin man en vrouw ofwel een afzonderlijk beroep uitoefenen, ofwel in een zelfde zaak werkzaam zijn.

In vele gevallen is ons fiscaal stelsel werkelijk voor de echtgenote een hinderpaal om een winstgevende betrekking aan te nemen. Inderdaad valt op haar samengevoegd inkomen de volledige druk van de verhoogde progressieve belasting.

Het gaat er ook om de grote gezinnen met een inkomen van 260 000 frank en meer per jaar te bevorderen tegenover de grote gezinnen met een lager inkomen.

Krachtens art. 2, § 2, 2^e, van dit wetsontwerp genieten die gezinnen verminderingen wegens personen ten laste tot 270 000 frank per jaar i.p.v. 260 000 frank per jaar, vermeerderd met 27 000 frank per persoon ten laste na de derde i.p.v. 26 000 frank.

De Regering stelt voor de belastingdruk van de inkomenstranche boven 500 000 frank met 10 % te verzwaren.

Om te vermijden dat deze verhoging even zwaar zou drukken op de belastingplichtige met grote gezinnen, worden aanpassingen voorgesteld om de fiscale druk te milderen.

Aldus wordt het voordeel niet uitsluitend beperkt voor belastingplichtigen met inkomsten van 500 000 frank en meer, maar eveneens voor diegenen wier inkomsten 260 000 frank en meer bedragen.

Als dit voordeel vervangen wordt door wat men gemeenlijk « indexering » pleegt te noemen, zou het detaxatiebedrag zodanig versnippert worden, dat het voor de talrijke begunstigde belastingplichtigen haast geen betekenis meer zou hebben.

Er zij trouwens opgemerkt dat de door een lid voorgestelde forfaitaire « indexering » zowat 900 miljoen zou kosten.

Ook mag men aannemen dat de vaststelling van de inkomengrens waarboven de opdecim toepasselijk zal zijn, op 500 000 frank een verzwarening van de belastingdruk op die inkomens ten gevolge zal hebben, terwijl de lagere inkomens niet getroffen worden en dus betrekkelijk bevoordeeld zullen zijn t.o.v. de eerstgenoemde.

Vraag.

Verscheidene leden hebben voorgesteld dat de inkomsten van de echtgenoten niet meer zouden samengevoegd worden voor de belasting, ofwel dat de samenvoegingsregeling zou behouden blijven wanneer de bedrijfsinkomsten meer dan 400 000 frank bedragen.

De heer Timmermans stelt het volgende amendement (Stuk n° 356-3) voor :

1. In § 2, 1^e vervangen door wat volgt :

« Aan artikel 73 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden de volgende woorden toegevoegd : « De bedrijfsinkomsten van de echtgenoten worden evenwel afzonderlijk belast ». »

Een lid verklaart dat dit amendement tot doel heeft terug te komen op het principe van de samenvoeging der inkomsten van de echtgenoten wegens de talrijke lasten (vervoer, maaltijden buitenhuis enz.) die drukken op de gezinnen waarin man en vrouw werken.

Heeft de Vice-Eerste Minister niet zelf verklaard dat het onderhavige ontwerp een eerste stap betekent naar de opheffing van die samenvoeging ?

Een ander lid meent evenwel dat de inkomsten van de echtgenoten moeten worden samengevoegd.

Réponse du Ministre des Finances.

Le Gouvernement ne peut suivre les auteurs des amendements proposés en la matière.

En effet, le projet prévoit un aménagement des abattements dont l'incidence financière ne peut être alourdie davantage. L'amendement de M. Timmermans, bien que limité aux revenus ne dépassant pas 400 000 francs, entraînerait une perte de recettes de 1 150 000 000 francs.

On en reviendrait à un système mixte analogue à celui que l'on connaît avant la réforme fiscale en matière de taxe professionnelle (taxation séparée jusqu'à 500 000 francs de revenus professionnels nets cumulés; taxation cumulative au-delà). Comme alors, il faudrait prévoir une règle de palier pour les revenus voisins de 500 000 francs; d'où nouvelle complication d'ordre technique.

Question.

Ne pourrait-on étendre la réduction d'impôt accordée aux contribuables ayant plus de 3 personnes à charge et dont le revenu imposable dépasse 260 000 francs, à ceux qui ont 1, 2 ou 3 personnes à charge ?

Réponse du Ministre des Finances.

Le but de la mesure est d'alléger quelque peu l'impôt dû par certaines familles nombreuses. L'extension de l'avantage à tous les contribuables aurait une incidence financière que l'Etat ne pourrait actuellement supporter.

Question.

Quelle est la portée de l'article 2, § 3, 1^e, en ce qui concerne la suppression de la déduction des frais d'assurance des immeubles et du mobilier ?

Réponse du Ministre des Finances.

Avant la réforme fiscale, la déduction, au titre de charges grevant le revenu global des primes d'assurance des immeubles et du mobilier non affectés à des fins professionnelles était sans grande incidence, en raison de la modération du taux de l'impôt complémentaire personnel (0,50 % à 30 %).

Dans le système de l'impôt unique sur le revenu global, cette déduction a acquis une importance non négligeable : elle se traduit, en définitive, par l'octroi aux contribuables assurés d'un subside indirect dont le montant varie de 10 % à 60 % des primes d'assurance déduites du revenu imposable.

Au surplus, cette déduction est peu justifiée au regard des principes, quand les frais dont il s'agit se rapportent à des objets mobiliers (meubles meublants, voitures automobiles, etc.) qui ne sont pas productifs de revenus imposables.

Quant à la déduction des primes d'assurance des immeubles, si elle peut paraître justifiée dans son principe, elle aboutit, en définitive, à réduire encore la quotité du revenu immobilier qui concourt à la formation du revenu imposable : pour les maisons d'habitation occupées par leur propriétaire, elle fait en quelque sorte double emploi avec l'abattement sur le revenu cadastral et pour les immeubles donnés en location la différence entre leur revenu réel et leur revenu cadastral imposable couvre — très largement dans la plupart des cas — la prime d'assurance.

Il va de soi que la mesure projetée ne concerne en aucune manière les primes d'assurance qui sont déductibles au titre soit de dépenses ou charges professionnelles, soit de quotité immunisée des revenus professionnels (assurance-vie, notamment).

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Regering kan de auteurs van de ter zake voorgestelde amendementen niet volgen.

Het ontwerp bevat immers een wijziging van de regeling inzake aftrekken, waarvan de financiële terugslag niet mag worden verzoefd. Ofschoon het amendement van de heer Timmermans beperkt is tot de inkomsten beneden 400 000 frank, zou het een verlies aan inkomsten van 1 150 000 000 frank met zich brengen.

Het zou een terugkeer betekenen naar de gemengde regeling in de aard van die welke inzake bedrijfsbelasting bestond vóór de fiscale hervorming (afsonderlijke belasting tot 500 000 frank samengevoegde netto-bedrijfsinkomsten; samengevoegde belasting voor wat hoger lag dan 500 000 frank). Zoals toen zou er voor de inkomsten van ongeveer 500 000 frank een « randregeling » moeten ingevoerd worden; zulks zou nogmaals technische verwikkelingen met zich brengen.

Vraag.

Zou de belastingvermindering die toegestaan wordt aan de belastingplichtigen met meer dan drie personen ten laste en een belastbaar inkomen boven 260 000 frank niet uitgebreid kunnen worden tot degenen die 1, 2 of 3 personen ten laste hebben ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Het doel van de maatregel is de door sommige grote gezinnen verschuldigde belasting te verlichten. De uitbreiding van het voordeel tot sommige belastingplichtigen zou een financiële weerslag hebben die de Staat thans niet zou kunnen dragen.

Vraag.

Welke draagwijdte heeft artikel 2, § 3, 1^e, in verband met de afschaffing van de aftrekbaarheid van de verzekerkosten voor gebouwen en meubilair ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Vóór de fiscale hervorming was de aftrek, uit hoofde van lasten op het globale inkomen, van de verzekerkosten premiëren voor gebouwen en meubilair welke niet voor beroepsdoeleinden dienden, zonder grote invloed ten gevolge van de geringe hoogte van het percentage van de bijkomende persoonlijke belasting (0,50 % tot 30 %).

In de regeling van de enige belasting op het globale inkomen heeft bedoelde aftrek veel aan belang gewonnen : deze aftrek immers stemt in feite overeen met het toekennen aan de verzekerde belastingplichtigen van een onrechtsstreekse subsidie, waarvan het bedrag tussen 10 en 60 % ligt van de van het belastbare inkomen afgetrokken verzekerkostenpremiën.

Voorts is bedoelde aftrek principieel weinig verantwoord wanneer de betrokken kosten op roerende goederen slaan (meubilair, autovoertuigen enz.) die geen belastbare inkomens produceren.

Hoewel de aftrek van de verzekerkosten premiëren voor gebouwen principieel verantwoord kan lijken, komt hij tenslotte erop neer het aandeel van de onroerende inkomen te beperken, dat tot de vorming van het belastbare inkomen bijdraagt : voor de woningen die door de eigenaar worden bewoond, overlapt hij de aftrek op het kadastrale inkomen, en voor de verhuurde gebouwen dekt het verschil tussen hun werkelijk inkomen en hun belastbaar kadastraal inkomen de verzekerkostenpremie — en dit in ruime mate in de meeste gevallen.

Het spreekt vanzelf dat de overwogen maatregel niet toepasselijk is op de verzekerkosten premiëren welke afgetrokken mogen worden hetzij uit hoofde van bedrijfsuitgaven of lasten, hetzij uit hoofde van vrijgesteld aandeel van de bedrijfsinkomsten (o.m. levensverzekering).

Question.

1. Un membre estime que les conséquences de la non-deductibilité des primes d'assurances seront plus lourdes pour les revenus modestes car les salariés subiront un préjudice supplémentaire du fait qu'ils ne pourront plus déduire ces primes. Au contraire, les classes moyennes pourront décompter les primes d'assurances au titre de frais généraux.

2. Un autre membre souligne que la deductibilité des primes d'assurance pour maisons d'habitation et pour le mobilier constitue, en fait, un élément insolite dans la législation fiscale et que le Ministre devrait préciser la portée du texte. Il suggère de remplacer le terme « immeubles » par « immeubles à usage non professionnel ».

Réponse du Ministre des Finances.

Le Premier Ministre fait observer qu'en matière d'impôts directs la progressivité est plus lourde que dans les autres secteurs de sorte que la deductibilité des primes d'assurance entraîne une incidence plus grande pour les gros revenus.

Les indépendants ne seront certainement pas avantagés par la deductibilité des primes d'assurance de leur habitation et de leur mobilier.

A cet égard, le Ministre des Finances rappelle que depuis l'impôt unique, cette deductibilité a eu une incidence considérable qui se traduit par une déduction d'impôt allant de 10 à 60 % du montant des primes déduites.

Cette mesure ne concerne toutefois pas les primes d'assurance payées par des entreprises où le principe de la deductibilité sera maintenu.

Impôt des sociétés.**Question.**

En ce qui concerne les impôts des sociétés, il peut paraître pour le moins contradictoire que le Gouvernement se propose d'imposer davantage les sociétés, alors que dans l'Exposé des Motifs, il affirme qu'il se propose de ranimer le marché des capitaux et de faire en sorte que les sociétés puissent pratiquer l'auto-financement.

Aux Etats-Unis, sur les 500 principales firmes classées d'après l'importance de leur chiffre d'affaires, 103 déclarent un bénéfice net supérieur à 16 % du capital investi et le taux moyen pour ces 500 firmes est de 12%; il n'est plus que de 7,5 % en Allemagne, et descend à 6,4 % de moyenne en Belgique.

Les sociétés belges n'ont plus de possibilités suffisantes d'auto-financement, et elles en auront encore moins après l'augmentation des impôts. Comme, d'autre part, en raison de la situation de la bourse des valeurs, il y a peu de possibilités sur le marché des capitaux, n'existe-t-il pas un terrible danger que ce soient les sociétés étrangères, venues en masse s'implanter en Belgique, qui soient finalement les seules à pouvoir profiter des faveurs de la loi comme elles ont déjà profité des avantages que procurent les lois de 1959 et 1966?

Etant exonérées d'impôts pendant une période de trois ans, ne vont-elles pas bénéficier d'un élément capital pour faire la concurrence aux sociétés belges dont la situation est loin d'être brillante?

Les différents avantages prévus par les lois d'expansion n'ont-ils pas, en effet, comme principal résultat de jouer en faveur des nouvelles entreprises et au préjudice des entre-

Vraag

1. Een lid meent dat de gevolgen van de niet-aftrekbaarheid van de verzekeringspremies zwaarder zullen wegen op de bescheiden inkomens, want de loontrekenden zullen hierbij een bijkomend nadeel ondervinden door het feit dat zij deze premies niet meer zullen mogen aftrekken. De zelfstandigen daarentegen zullen hun verzekeringspremies als algemene onkosten mogen aftrekken.

2. Een ander lid wijst erop dat de aftrekbaarheid van de verzekeringspremies voor woonhuizen en meubilair in feite ongewoon is in de fiscale wetgeving en hij meent dat de Minister de draagwijdte van de tekst nauwkeuriger zou moeten bepalen. Hij stelt voor de uitdrukking « gebouwen » te vervangen door « niet voor beroepsdoeleinden bestemde gebouwen ».

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Eerste Minister merkt op dat inzake directe belastingen de progressiviteit een grotere weerslag heeft dan in de andere sectoren, zodat de aftrekbaarheid van de verzekeringspremies een grotere terugslag heeft op de hoge inkomen.

De zelfstandigen zullen zeker niet bevoordeeld worden door de aftrekbaarheid der verzekeringspremies voor hun woning en hun meubilair.

De Minister van Financiën herinnert er in dit verband aan dat deze aftrekbaarheid, sinds de invoering van de enige belasting, een aanzienlijke weerslag heeft gehad, aangezien zij een belastingsaftrek betekent van 10 tot 60 % van het bedrag der afgetrokken premies. Deze maatregel is nochtans niet van toepassing op de verzekeringspremies welke betaald worden door ondernemingen waarvoor het principe van de aftrekbaarheid behouden blijft.

Vennootschapsbelasting.**Vraag.**

Wat de vennootschapsbelasting betreft, lijkt het voorname van de Regering om de maatschappijen zwaarder te belasten op zijn minst in strijd met de in de Memorie van toelichting voorkomende aankondiging als zou zij van zins zijn de kapitaalmarkt nieuw leven in te blazen en ervoor te zorgen dat de maatschappijen aan autofinanciering doen.

In de Verenigde Staten geven 103 op de 500 voornaamste firma's, gerangschikt naar de rangorde van belangrijkheid van hun omzetcijfer, een nettowinst aan, die 16 % hoger ligt dan het geïnvesteerde kapitaal en het gemiddelde percentage voor die 500 firma's bedraagt 12 %, terwijl het in Duitsland nog slechts 7,5 % bedraagt en in België gemiddeld tot 6,4 % daalt.

De Belgische maatschappijen kunnen niet meer voldoende aan autofinanciering doen, en zij zullen het na de verhoging van de belastingen nog minder kunnen. Daar ook de kapitaalmarkt wegens de toestand op de effectenbeurs niet veel mogelijkheden biedt, bestaat er dan niet een zeer groot gevaar dat uiteindelijk alleen de buitenlandse maatschappijen, die zich in massa in België hebben gevestigd, de voordelen van de wet zullen genieten, zoals zij reeds de voordelen hebben genoten die de wetten van 1959 en 1960 hun verlenen?

Zal de vrijstelling van belasting voor een periode van drie jaar niet een zeer belangrijk middel in hun handen zijn om de Belgische maatschappijen, waarvan de toestand verre van schitterend is, concurrentie aan te doen?

Hebben de verschillende voordelen welke door de expansionwetten worden toegekend immers niet als voornaamste resultaat dat zij ten gunste van de nieuwe en ten nadele

prises existantes; d'encourager la concurrence des entreprises étrangères vis-à-vis des entreprises nationales, sans profit global pour l'économie ?

Cette situation n'est-elle pas due à l'absence d'une politique industrielle globale contrairement à ce qui existe par exemple aux Pays-Bas où cette politique est développée dans les « Industrialisationnota » ?

Réponse du Ministre des Finances.

Dans son exposé introductif, le Ministre a indiqué les raisons pour lesquelles, à défaut de réserves constituées au cours des années de très haute conjoncture, le Gouvernement ne peut admettre la solution de facilité qui consisterait à accepter dès à présent, de manière délibérée, un déficit budgétaire, c'est-à-dire le recours à l'emprunt pour couvrir des dépenses de consommation.

Toutefois, le Gouvernement a entendu répartir aussi équitablement que possible les charges nouvelles.

A cet égard, on doit admettre que l'impôt nouveau est modéré et qu'il n'est pas de nature à réduire très sensiblement l'avantage dont bénéficient les sociétés taxées en Belgique par rapport à celles qui le sont dans la plupart des pays étrangers.

Le Ministre signale d'autre part que le Président des Etats-Unis, dans une situation conjoncturelle assez comparable à celle où nous nous trouvons, a fait part de son intention de soumettre au Congrès un projet de loi prévoyant une surtaxe de 6 % sur les revenus des particuliers et des sociétés.

Les moyens que le Gouvernement envisage de mettre en œuvre pour relancer le marché des capitaux, aider les capitaux à risques, encourager l'autofinancement sont exposés dans le projet :

1. Mesures fiscales.

- Pendant une période limitée, et pour les investissements nouveaux : exonération à l'impôt des sociétés, des revenus normaux d'actions souscrites lors de la constitution ou de l'augmentation du capital d'une société;
- en outre, pour les sociétés nouvelles, les pertes qu'elles subiraient au cours de la première période d'activité pourront être déduites des bénéfices imposables ultérieurs sans limite dans le temps;
- de plus, le régime fiscal en matière d'amortissements déjà fort large sera encore assoupli.

2. Accroissement des moyens de la S.N.I.

- Augmentation de son capital;
- Application de la loi du 14 juillet 1966 aux souscriptions d'obligations convertibles.

3. Mise en œuvre des recommandations de la Commission pour le financement de l'expansion économique.

Le Ministre souligne à cet égard que, parmi les nombreux objets inclus dans le nouveau mandat de la Commission, figurent notamment :

- l'amélioration du fonctionnement du marché boursier et l'étude de son internationalisation;
- le problème des banques d'investissement et de la promotion des capitaux à risques;
- la définition des moyens propres à assurer l'association des sociétés à portefeuille à la programmation de l'expansion économique ainsi que la réalisation de la programmation financière et scientifique au sommet;
- l'amélioration de l'information des épargnants.

van de bestaande ondernemingen uitvallen; dat zij de mededeling van de buitenlandse ondernemingen ten opzichte van de nationale ondernemingen aanmoedigen, zonder dat daaruit een globaal voordeel voor het bedrijfsleven voortvloeit ?

Moet die toestand niet worden geweten aan de afwezigheid van een globaal industrieel beleid, in tegenstelling met wat bij voorbeeld in Nederland bestaat, waar dit beleid door de « Industrialisationnota » wordt geregeld ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

In zijn inleidende uiteenzetting heeft de Minister verklaard waarom de Regering, bij gebrek aan tijdens de periode van hoogconjunctuur aangelegde reserves, de gemakkelijkheidsooplossing niet kan aanvaarden die erin zou bestaan nu reeds zonder meer een begrotingstekort te accepteren, zodat de verbruiksuitgaven door leningen zouden moeten gedeckt worden.

De Regering wenst echter de nieuwe lasten zo billijk mogelijk te verdelen.

In dit opzicht moet toegegeven worden dat de nieuwe belasting gematigd is en dat zij het voordeel dat de in België belaste maatschappijen genieten t.o.v. die welke in de meeste andere landen worden belast, niet in belangrijke mate aantast.

De Minister herinnert er voorts aan dat de President van de Verenigde Staten, waar de conjunctuur ongeveer hetzelfde beeld vertoont als in ons land, heeft aangekondigd dat hij voornemens is bij het Congres een wetsontwerp in te dienen dat voorziet in een superbelasting van 6 % op de inkomsten van particulieren en maatschappijen.

De door de Regering aangekondigde middelen om de kapitaalmarkt nieuw leven in te blazen, de risicodragende kapitalen te helpen en de autofinanciering aan te moedigen, worden in het ontwerp uiteengezet :

1. Fiscale maatregelen.

- Voor een beperkte periode en voor de nieuwe investeringen : vrijstelling van de vennootschapsbelasting voor de normale opbrengst van aandelen waarop is ingetekend bij de oprichting of bij de kapitaalsverhoging van een maatschappij;
- Bovendien zullen, voor de nieuwe vennootschappen, de verliezen welke deze mochten lijden gedurende hun eerste activiteitsperiode, kunnen worden afgetrokken van later belastbare winsten zonder tijdsgrens;
- De reeds erg ruime belastingregeling inzake afschrijvingen zal nog versoepeld worden.

2. Verhoging van de mogelijkheden van de N.I.M.

- Kapitaalsverhoging;
- Toepassing van de wet van 14 juli 1966 voor de inschrijvingen op converteerbare obligaties.

3. Uitwerking van de aanbevelingen van de Commissie voor de financiering van de economische expansie.

In dit verband onderstreept de Minister dat de nieuwe opdracht die aan de Commissie is gegeven, met name de volgende punten omvat :

- de verbeterde werking van de effectenmarkt en het onderzoek naar de mogelijkheden van de internationaleisatie ervan;
- het probleem van de investeringsbanken en van de bevordering van het risicodragend kapitaal;
- het uitwerken van de middelen om de portefeuillemaatschappijen bij de programmatie van de economische expansie en bij de verwezenlijking van de financiële en wetenschappelijke programmatie aan de top te betrekken;
- de verbetering van de voorlichting van de spaarders.

Enfin, il paraît utile de rappeler diverses mesures prises récemment et qui sont déjà d'application ou en voie de l'être :

- Unification à 20 % des précomptes mobiliers;
- Loi du 14 juillet 1966 instaurant temporairement des aides exceptionnelles en vue d'accélérer la reconversion et le développement économique de certaines régions et qui prévoit parmi d'autres avantages :
 - la réduction de la taxation des plus-values non immunisées;
 - l'exonération du droit d'enregistrement proportionnel;
 - la possibilité d'amortissements doubles au cours des trois premières années;
 - l'allongement de cinq à dix ans de la période d'exonération du précompte immobilier.

Le Ministre rappelle enfin le projet de loi actuellement porté à l'ordre du jour de la Commission des Finances de la Chambre. Ce projet :

- lève l'interdiction faite aux banques de détenir des obligations de sociétés;
- élargit le délai pendant lequel les banques peuvent détenir des actions en vue d'en assurer le placement.

Quant aux avantages fiscaux prévus par le présent projet en faveur des entreprises, on n'aperçoit pas la raison pour laquelle ils bénéficieraient davantage aux sociétés belges qu'aux sociétés étrangères.

Il y a lieu de noter en outre que :

1. Il faut bien reconnaître qu'au cours des dernières années à l'exception du secteur de la chimie, les investissements belges ont été relativement plus faibles dans les secteurs issus de développements technologiques et spécialement dans le secteur des machines, des véhicules et des appareils électriques.

C'est dans les secteurs à base scientifique que l'on trouve cependant le plus grand nombre des usines nouvelles, mais celles-ci sont dues dans une proportion de près des 3/4 des montants investis à des initiatives étrangères ou mixtes. Cette insuffisance des investissements nationaux dans les secteurs nouveaux a été admise comme un fait indiscuté lors de la conférence qui a réuni, il y a quelques semaines, le Gouvernement et les investisseurs belges.

2. Il va de soi que les investissements étrangers n'auront jamais de traitement préférentiel par rapport aux projets émanant d'initiative belge; il importe d'ailleurs d'intégrer les investissements étrangers aux préoccupations structurales et régionales du Gouvernement et d'éviter les doubles emplois.

3. Il n'est pas exact de dire que le Gouvernement, contrairement à ce qui se passe en Hollande, n'a pas de politique industrielle. Le Comité national d'expansion économique est précisément saisi pour l'instant d'un document important du Bureau de programmation traçant les lignes directrices de la politique industrielle que nous devrions suivre au cours des prochaines années.

Par ailleurs, le Gouvernement a décidé la refonte des directives d'application des diverses lois d'expansion afin précisément de renforcer la sélectivité dans l'application. Les critères sectoriels ont été demandés à cette fin au Bureau de programmation.

4. Loin de se traduire par une épargne des compétences, le Fonds exceptionnel de reconversion a précisément pour objectif de coordonner les diverses formes d'aide publique aux investissements en les regroupant.

Ten slotte lijkt het dienstig verschillende onlangs genomen maatregelen in herinnering te brengen die reeds van toepassing zijn of weldra toepasselijk zullen worden.

- Eenmaking van de roerende voorheffing op 20 %;
- Wet van 14 juli 1966 tot tijdelijke instelling van uitzonderlijke hulpverlening ter versnelling van de economische reconversie van sommige gewesten. Bedoelde wet voert o.m. volgende voordelen in :
 - vermindering van de belasting op de niet vrijgestelde meerwaarden;
 - vrijstelling van het proportioneel registratierecht;
 - mogelijkheid van dubbele afschrijvingen gedurende de eerste drie jaar;
 - verlenging van 5 tot 10 jaar van de periode van vrijstelling van de onroerende voorheffing.

De Minister herinnert ten slotte aan het wetsontwerp dat nu op de agenda van de Kamercommissie voor de Financiën staat. Dat ontwerp :

- heft de bepaling op, waarbij het de banken verboden is van maatschappijen in hun bezit te hebben;
- verruimt de termijn gedurende welke de banken aandelen in hun bezit mogen hebben om voor de plaatsing ervan te zorgen.

Wat betreft de in dit ontwerp bepaalde fiscale gunstmaatregelen voor de ondernemingen is er geen reden om aan te nemen dat de Belgische maatschappijen er meer voordeel zullen uit halen dan de vreemde maatschappijen.

Bovendien valt op te merken dat :

1. Het moet worden toegegeven dat de Belgische investeringen, met uitzondering van de sector scheikunde, in de loop van de jongste jaren betrekkelijk geringer waren voor de sectoren welke ontstaan zijn uit recente technologische ontwikkelingen, met name in de sectoren machines, voertuigen en elektrische toestellen.

In de sectoren met een wetenschappelijke basis treft men nochtans een groter aantal nieuwe fabrieken aan, welke echter in een verhouding van bijna 3/4 der geïnvesteerde bedragen te danken zijn aan buitenlandse of gemengde initiatieven. Op de conferentie welke enkele weken geleden de Regering en de Belgische investeerders samenbracht, is die ontoereikende nationale investering in de nieuwe sectoren als een onbetwistbaar feit aangenomen.

2. Vanzelfsprekend zullen de buitenlandse investeringen nooit een voorkeurbehandeling genieten ten opzichte van de aan Belgische initiatieven te danken projecten; overigens moeten de buitenlandse investeringen deel uitmaken van de structurele en regionale bezorgdheid van de Regering en moet overlapping vermeden worden.

3. Het is onjuist dat de Regering, in tegenstelling met wat in Nederland geschiedt, geen industrieel beleid voert. Het Nationaal Comité voor economische expansie is op dit ogenblik een belangrijk document van het Programmatiebureau aan het bestuderen; daarin worden de richtlijnen gegeven voor het industriebeleid dat wij in de loop van de eerstkomende jaren zouden moeten voeren.

Overigens heeft de Regering besloten de uitvoeringsrichtlijnen van de diverse expansiewetten om te werken, ten einde juist een betere selectie bij de tenuitvoerlegging te kunnen nastreven. Daartoe zijn aan het Programmatiebureau kredieten per sector gevraagd.

4. Het Bijzonder fonds voor reconversie heeft geen versnippering van bevoegdheden ten gevolge, maar integendeel wil het de diverse vormen van overheidshulp aan investeringen coördineren, door die te hergroeperen.

Les décisions importantes d'affectation de ce fonds dépendront désormais du C.M.C.E.S. Il est évident que l'unité de conception et d'exécution ne peut que s'en trouver renforcée.

Question.

Pourquoi le Gouvernement s'engage-t-il à ne pas frapper les sociétés dont le bénéfice n'excède pas 3 millions ?

Il va de soi, en effet, qu'une société à faible capital qui fait un bénéfice de 3 millions est une société qui fait non seulement des bénéfices ordinaires, mais des bénéfices exceptionnels.

Quelqu'un peut-il se représenter que la Société Générale de Belgique puisse gagner moins de trois millions ? D'après une étude qui vient de paraître, la moyenne des bénéfices des entreprises belges est de 6,4 %. Or, ce taux moyen résulte à la fois des bénéfices des entreprises les plus importantes, qui sont en Belgique très modestes, et de ceux des entreprises moyennes qui sont de loin plus considérables.

M. Simonet dépose à ce sujet l'amendement suivant :

« Au § 1^{er}, *in fine* du littera b supprimer les mots : « lorsque le montant total du revenu imposable excède trois millions ». » (Voir justification au Doc. n° 356-8.)

Un membre ne pourrait accepter que soit abaissé le minimum de trois millions, au-dessous duquel le décime additionnel prévu par le projet ne sera pas appliqué. Pareil abaissement serait, à son avis, un coup très dur pour les sociétés belges dont les bénéfices sont déjà, et de loin, inférieurs à ceux des sociétés étrangères.

Réponse du Ministre des Finances.

La décision de ne pas frapper toutes les sociétés, tend à favoriser les entreprises dont le montant bénéficiaire suggère qu'elles répondent aux critères de sociétés moyennes ou marginales.

Mais cela n'empêche pas que le décime est établi sur l'impôt, à partir d'un certain montant de celui-ci, quelle que soit l'importance de la société. Il ne se concevrait pas de ne pas appliquer le décime pour une très grosse société qui ne réaliserait que 10 millions de bénéfice et de l'appliquer à une petite société qui ne réalisera qu'un bénéfice moyen. Il fallait une limite, la même pour tous, puisque le taux de l'impôt est le même pour tous et ne varie que d'après le montant du bénéfice.

Question.

Le Gouvernement se propose de prendre toute une série de mesures qu'il détaille au § 3 de l'article 2, à savoir :

— pendant une période limitée, exonérer de l'impôt des sociétés, les revenus normaux d'actions ou de parts de capitaux investis, souscrites et libérées en espèces lors de la constitution ou de l'augmentation du capital d'une société;

De belangrijke beslissingen inzake de besteding van dit fonds zullen voortaan afhangen van het M.C.E.S.C. Het is duidelijk dat de eenheid inzake oproeping en tenuitvoerlegging er slechts door kunnen worden gediend.

Vraag.

Waarom gaat de Regering de verbintenis aan, de vennootschappen, waarvan de winst niet hoger is dan 3 miljoen, niet te treffen ?

Het is toch duidelijk dat een vennootschap met gering kapitaal die 3 miljoen winst maakt, niet alleen een gewone winst, maar een uitzonderlijk grote winst maakt.

Kan iemand zich voorstellen dat de « Société Générale de Belgique » minder dan drie miljoen zou verdienen ? Volgens een pas verschenen studie maken de Belgische ondernemingen gemiddeld 6,4 % winst. Dat cijfer slaat echter zowel op de winst van de grootste ondernemingen die in België zeer bescheiden is, als op de winst van de middelmatige ondernemingen, die veel groter is.

De heer Simonet stelt terzake het volgende amendement voor : « In § 1, *in fine* van letter b, de woorden : « wanneer het totaal bedrag van het belastbaar inkomen meer dan 3 miljoen bedraagt » weglaten. » (Voor de verantwoording, zie het Stuk n° 356-8.)

Een lid kan er niet mee instemmen dat het minimum van drie miljoen, beneden hetwelk de opdecim waarin het ontwerp voorziet, niet zal worden toegepast, wordt verlaagd. Die verlaging zou volgens hem een zeer zware slag zijn voor de Belgische vennootschappen waarvan de winst toch reeds ver beneden die van de buitenlandse vennootschappen blijft.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De beslissing om niet aan alle vennootschappen te raken, strekt ertoe die ondernemingen te bevoordelen waarvan de winst erop wijst dat zij aan de criteria van middelmatige of marginale vennootschappen beantwoorden.

Dat neemt evenwel niet weg dat de deciem wordt geheven op de belasting, van een bepaald bedrag van deze laatste af, ongeacht de omvang van de vennootschap. Het ware niet denkbaar de deciem toe te passen op een zeer grote vennootschap die slechts 10 miljoen winst zou maken, en hem toe te passen op een kleine vennootschap, die slechts een middelmatige winst zou maken. Er moet éénzelfde grens worden bepaald voor alle ondernemingen, vermits het percentage van de belasting voor alle hetzelfde is en slechts verandert volgens het bedrag van de winst.

Vraag.

De Regering neemt zich voor een aantal maatregelen te nemen welke zij in § 3 van artikel 2 nader omschrijft, namelijk :

— gedurende een beperkte periode, vrijstelling verlenen van de vennootschapsbelasting op de normale inkomsten van aandelen of van delen van belegde kapitalen onderschreven en volgestort in specie bij de oprichting of de kapitaalverhoging van een vennootschap;

- aménager le régime fiscal en matière de fusion et de scission de sociétés et d'apport de branches d'activité;
- revoir les dispositions fiscales en matière de pertes professionnelles, etc.

Si le Gouvernement estime que l'impôt nouveau sur les sociétés lui procurera quelque 900 millions, quel est le montant que le Gouvernement compte « restituer » aux sociétés par les mesures rappelées ci-dessus ?

Réponse du Ministre des Finances.

En vue de la relance des investissements productifs, l'annexe à la déclaration gouvernementale du 23 mars 1966 envisageait d'exonérer de l'impôt des sociétés, et ce pour une période limitée, les dividendes normaux versés à la suite d'une augmentation de capital souscrite en numéraire.

Le projet de loi tend à réaliser cet engagement.

L'impôt des sociétés est basé sur l'ensemble des bénéfices, qu'ils soient distribués ou non, y compris donc les revenus d'actions alloués ou attribués aux actionnaires.

Par contre, les intérêts des emprunts — obligations et autres — sont considérés comme des charges professionnelles déductibles du bénéfice brut et ne sont dès lors pas frappés de l'impôt des sociétés.

La mesure envisagée a pour but d'effacer, tout au moins temporairement et dans une certaine proportion, la différence de traitement en matière d'impôt des sociétés entre les revenus d'actions et les intérêts d'emprunts, à l'effet de mettre les entreprises dans la possibilité de se procurer des capitaux à risques à des conditions plus avantageuses, par une exonération de l'impôt des sociétés pour une partie des dividendes, permettant une majoration de ces derniers au profit des actionnaires.

Ne seront donc pas compris dans la base imposable à l'impôt des sociétés, les dividendes et revenus de capitaux investis afférents aux actions (sociétés par actions) et parts de capitaux investis (sociétés de personnes), souscrites tant lors de la constitution d'une nouvelle société que de l'augmentation du capital d'une société existante, mais pour autant que les actions ou parts souscrites soient libérées en espèces dans un délai de trois ans prenant cours le 1^{er} janvier 1967 et dans la mesure seulement où ces revenus ne dépassent pas un certain pourcentage, par exemple 4 ou 5 % du capital ainsi libéré.

Cette faveur ne sera applicable que pour cinq exercices sociaux ou comptables successifs à partir de celui au cours duquel le capital sera ainsi libéré.

Qu'est-ce que.

Le bénéfice de l'exonération de l'impôt sur les sociétés ne doit-il pas être réservé aux investissements dans des projets concrets, particulièrement dans l'industrie ?

Quelle sera l'incidence de ces exonérations sur les rentées fiscales ?

- het fiscaal stelsel inzake fusies en splitsing van vennootschappen en inbreng van bedrijfstakken aanpassen;
- het stelsel van de aftrekbaarheid van de bedrijfsverliezen wijzigen enz.

Zo de Regering van mening is dat die nieuwe belasting op de vennootschappen haar zowat 900 miljoen zal opleveren, hoeveel hoopt zij dan te kunnen « teruggeven » aan de vennootschappen dank zij de hier aangehaalde maatregelen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Met het oog op de herleving van de produktieve investeringen werd in de bijlage bij de Regeringsverklaring dd. 23 maart 1966 in uitzicht gesteld dat de normale dividenden, welke ingevolge een vermeerdering van gestort kapitaal zouden zijn uitbetaald, gedurende een beperkte termijn zouden worden vrijgesteld van de vennootschapsbelasting.

Het wetsontwerp wil die verbintenis in werkelijkheid omzetten.

De vennootschapsbelasting is gebaseerd op de gezamenlijke winsten, ongeacht of zij al dan niet verdeeld zijn, met inbegrip dus van de inkomsten uit aandelen welke aan de aandeelhouders zijn toegekend, resp. uitgekeerd.

Daarentegen worden de intresten van leningen — obligaties en andere — aangezien als bedrijfslasten die aftrekbaar zijn van de bruto-winst en zij worden derhalve niet getroffen door de vennootschapsbelasting.

De in uitzicht gestelde maatregel heeft ten doel om, althans voorlopig en tot op een zekere hoogte, een einde te maken aan het verschil in behandeling inzake vennootschapsbelasting tussen de inkomsten uit aandelen en de renten uit leningen, zulks ten einde de ondernemingen in staat te stellen risicodragend kapitaal tegen voordeliger voorwaarden aan te schaffen dank zij de vrijstelling van de vennootschapsbelasting voor een deel van de dividenden, zodat deze voor de aandeelhouders meer zouden opleveren.

In de met de vennootschapsbelasting belastbare grondslag zijn dus niet begrepen de dividenden en inkomsten uit geïnvesteerde kapitalen welke betrekking hebben op aandelen (vennootschappen op aandelen) en delen van geïnvesteerde kapitalen (personenvennootschappen), waarop bij de oprichting van een nieuwe vennootschap zowel als bij de kapitaalverhoging van een bestaande vennootschap wordt ingetekend, met dien verstande dat die aandelen of delen binnen een termijn van drie jaar, met ingang van 1 januari 1967 in specie volgestort worden, maar dan uitsluitend in zover die inkomsten niet een zeker percentage, bij voorbeeld 4 of 5 % van het aldus volgestorte kapitaal, te boven gaan.

Dat voordeel zal slechts toepasselijk zijn gedurende vijf opeenvolgende maatschappelijke dienstjaren of boekjaren, met ingang van het jaar waarin het kapitaal aldus volgestort zal zijn.

Vraag.

Moet het voordeel van de vrijstelling van vennootschapsbelasting niet voorbehouden blijven voor investeringen in concrete projecten, inzonderheid in de industrie ?

Welke terugslag zullen die vrijstellingen hebben op de belastingontvangsten ?

Réponse.

Cette mesure tend à stimuler l'augmentation des possibilités de production des entreprises, en mettant de nouveaux moyens financiers à leur disposition.

Afin de placer le capital à risques dans une situation quelque peu équivalente à celle des capitaux empruntés, le projet prévoit qu'un rendement normal (dividendes) du capital augmenté ou libéré en espèces ne sera pas frappé par l'impôt des sociétés avant d'être payé.

L'incidence d'une telle mesure sur les revenus de l'Etat peut difficilement être chiffrée.

Si la mesure donne le résultat souhaité, on peut supposer que le résultat sera également positif pour le Trésor en raison du fait que moins de charges financières, afférentes aux capitaux empruntés, seront déduites. Il semble impossible de contrôler l'affectation exacte d'une augmentation de capital.

On peut admettre en général que l'incorporation de capitaux partageant les risques de l'entreprise ne se traduira que par des éléments productifs.

Question.

Le projet de loi permet, pendant une période limitée, d'exonérer de l'impôt des sociétés les dividendes afférents aux capitaux nouveaux libérés en espèces.

Pourquoi ne pas limiter cette période d'exemption au maximum à un an ?

Réponse du Ministre.

Les considérations d'ordre constitutionnel, en réponse à la question sur le principe de l'annualité, valent également en l'espèce.

Il y a des précédents nombreux :

1. Loi du 10 juin 1928 encourageant la construction d'habitations nouvelles par la remise pendant dix ans de la contribution foncière (actuellement précompte immobilier).
2. Loi du 31 mai 1955 relative à l'expansion économique, qui prévoit entre autres une exonération du précompte immobilier pendant cinq ans pour les bâtiments répondant aux conditions de la loi.
3. Loi du 10 juillet 1957 sur l'expansion économique. Exemption pendant cinq ans du précompte immobilier.
4. Lois des 17 et 18 juillet 1959 sur l'expansion économique. Exemption pendant cinq ans du précompte immobilier.

5. Loi du 14 juillet 1966, relative à la reconversion des régions charbonnières. Exonération du précompte immobilier pendant dix ans.

6. Loi du 24 novembre 1953, exonérant le bénéfice de liquidation des sociétés qui étaient liquidées par absorption ou fusion du 1^{er} juillet 1953 au 31 décembre 1957.

7. Loi du 15 juillet 1959 accordant la même exonération aux sociétés liquidées par absorption ou fusion du 1^{er} mars 1959 au 31 décembre 1962.

8. Loi du 1^{er} juillet 1954 sur les investissements productifs et loi du 15 juillet 1959 sur les investissements complé-

Antwoord.

De maatregel strekt ertoe een stimulerende actie uit te oefenen opdat de produktiemogelijkheden van de ondernemingen worden verhoogd door nieuwe geldmiddelen te hunner beschikking te stellen.

Om evenwel het risicodragend kapitaal in een ietwat evenwichtige positie t.o.v. de ontleende gelden te plaatsen bepaalt het ontwerp dat een normaal rendement (dividenen) van het verhoogd en volgestort kapitaal niet aan de vennootschapsbelasting zal worden onderworpen vooraleer te worden uitgekeerd.

De weerslag van een dergelijke maatregel op de inkomsten van de Staat kan moeilijk worden becijferd.

Indien de maatregel de gewenste uitwerking heeft, mag worden verondersteld dat het resultaat ook voor de Schatkist positief zal zijn door het feit dat minder financiële lasten, die met ontleende kapitalen verband houden, in mindering zullen worden gebracht. Het blijkt onmogelijk na te gaan welke de preciese besteding is van een kapitaalverhoging.

Algemeen mag worden aanvaard dat het opnemen van kapitalen die de risico's van de onderneming delen, slechts in produktieve elementen worden omgezet.

Vraag.

Het wetsontwerp maakt het mogelijk om gedurende een beperkte periode vrijstelling te verlenen van de vennootschapsbelasting op de dividenden voortspruitend uit nieuwe, in specieën volgestorte kapitalen.

Waarom zou men bedoelde vrijstellingperiode niet beperken tot maximum één jaar ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De overwegingen van grondwettelijke aard welke als antwoord werden gegeven op de vraag betreffende het principe van de eenjarigheid gelden eveneens ter zake.

Er bestaan talrijke precedenteren :

1. Wet van 10 juni 1928 tot bevordering van het bouwen van nieuwe woningen door kwijtschelding, gedurende tien jaar, van grondbelasting (thans onroerende voorheffing).
2. Wet van 31 mei 1955 op de economische expansie, welke o.m. vrijstelling van de onroerende voorheffing verleent gedurende vijf jaar, voor de gebouwen die aan de vereisten van de wet voldoen.
3. Wet van 10 juli 1957 op de economische expansie. Vrijstelling van de onroerende voorheffing gedurende vijf jaar.
4. Wetten van 17 en 18 juli 1959 op de economische expansie. Vrijstelling van de onroerende voorheffing gedurende vijf jaar.
5. Wet van 14 juli 1966 betreffende de reconversie van de steenkoolmijnengebieden. Vrijstelling van de onroerende voorheffing gedurende tien jaar.
6. Wet van 24 november 1953 tot vrijstelling op de winst voortvloeiend uit de vereffening van de door opslorping of fusie in vereffening gestelde vennootschappen van 1 juli 1953 tot 31 december 1967.
7. Wet van 15 juli 1959 waardoor dezelfde vrijstelling wordt verleend aan de door opslorping of fusie in vereffening gestelde vennootschappen van 1 maart 1959 tot 31 december 1962.
8. Wet van 1 juli 1954 op de produktieve investeringen en wet van 15 juli 1959 op de aanvullende beleggingen,

mentaires, exonérant les bénéfices imposables à concurrence d'un montant égal à 30 % de la valeur des investissements, à répartir sur trois ans.

9. Loi du 15 juillet 1959 immunisant sous condition de réinvestissement, les plus-values réalisées au cours des années 1959 à 1963.

Question.

1. Tout en approuvant les mesures préconisées par le projet, un membre désire savoir quelle sera la situation d'une société dans le cas où, d'une part, les parts ne seraient pas entièrement versées et, d'autre part, lorsque des emprunts ou certaines avances de fonds ont été incorporées dans le capital social. Sans doute, de telles opérations ne sont-elles pas juridiquement à considérer comme des versements en espèces, alors qu'en fait elles le sont.

2. Cette opinion est partagée par un autre membre qui fait cependant observer que la discrimination existant actuellement en matière d'impôts des sociétés entre les revenus d'actions et les intérêts d'emprunts n'est pas la conséquence de la réforme fiscale. Au contraire, c'est grâce à la réforme fiscale que cette discrimination a été atténuée.

Quel sera le pourcentage considéré comme revenu normal d'action ?

S'agira-t-il des actions émises par toutes les sociétés ?

Ne conviendrait-il pas plutôt de limiter les mesures envisagées par le Gouvernement aux seules sociétés industrielles, à l'exclusion des banques, assurances, etc. ?

3. Au lieu de les qualifier de mesures d'exonération, un membre estime qu'il conviendrait plutôt de considérer ces mesures comme de véritables remises d'impôt.

De plus, il rejette l'exonération des apports en nature.

Réponse du Ministre des Finances.

Il s'agit d'une initiative inspirée moins par la doctrine que par le souci pratique de développer l'économie par l'encouragement du capital à risque conformément au voeu généralement exprimé. On peut donc se rallier à l'interprétation selon laquelle il s'agit d'une remise d'impôt plutôt que d'une exonération.

La mesure sera limitée aux apports en espèces, étant entendu que les prêts consentis à partir du 1^{er} janvier 1967 à la société qui augmente son capital et qui seront affectés à cette augmentation seront considérés comme des apports en espèces.

Le pourcentage du revenu normal des actions sera de 4 à 5 %. Il ne semble toutefois pas sage de n'encourager que les sociétés industrielles, étant donné que les autres entreprises peuvent également contribuer à la relance économique.

Question.

Quelle est la portée de l'article 2, § 3, 1^e en matière de concentration des entreprises ?

Réponse du Ministre des Finances.

A plusieurs reprises, le législateur a été amené à lever les obstacles à la concentration d'entreprises que constituaient :

1^e la taxation aux impôts sur les revenus soit du boni de

waardoor vrijstelling wordt verleend op de belastbare winsten ten belope van 30 % van de waarde van de beleggingen, te spreiden over drie jaar.

9. Wet van 15 juli 1959 tot vrijstelling, op voorwaarde van herinvestering, van de meerwaarden geboekt gedurende de jaren 1959 tot 1963.

Vraag.

1. Een lid keurt de in het ontwerp voorkomende maatregelen goed, maar wenst te vernemen hoe de toestand zal zijn van een maatschappij, enerzijds wanneer de aandelen niet volgestort zijn en anderzijds, wanneer in het maatschappelijke kapitaal leningen of sommige voorschotten zijn opgenomen. Juridisch gezien worden dergelijke verrichtingen weliswaar niet als stortingen in specie beschouwd, ofschoon zij het feitelijk wel zijn.

2. Die mening wordt door een ander lid gedeeld, dat evenwel opmerkt dat de discriminatie die thans inzake vennootschapsbelasting bestaat tussen inkomsten uit aandelen en interesses van leningen, niet het gevolg is van de fiscale hervorming. Integendeel, dank zij deze hervorming is deze discriminatie verzwakt.

Welk percentage zal als een normaal inkomen uit aandelen worden beschouwd ?

Zullen de door alle maatschappijen uitgegeven aandelen in aanmerking worden genomen ?

Moeten de door de Regering voorgenomen maatregelen niet eerder beperkt worden tot de industriële maatschappijen, met uitsluiting van de banken, verzekeringsmaatschappijen enz. ?

3. Een lid meent dat men met betrekking tot die maatregelen niet moet spreken van vrijstelling, maar van werkelijke kwijtschelding van belasting.

Bovendien verwerpt hij de vrijstelling van de inbreng in natura.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Dit initiatief steunt minder op theorieën dan op de praktische bezorgdheid voor de ontwikkeling van het bedrijfsleven door de aanmoediging van het risicodragend kapitaal, overeenkomstig een wens die vrij algemeen wordt geuit. Er is dus niets op tegen de interpretatie te aanvaarden dat het hier om een kwijtschelding van belasting eerder dan om een vrijstelling gaat.

De maatregel is beperkt tot de inbrengsten in specie, met dien verstande dat de leningen die met ingang van 1 januari 1967 worden toegestaan aan een maatschappij die haar kapitaal verhoogt en voor zover bedoelde leningen tot bedoelde kapitaalsverhoging worden aangewend, als inbrengsten in specie zullen worden beschouwd.

Als een normaal inkomen uit aandelen zal worden beschouwd, een percentage van 4 tot 5 %. Het lijkt evenwel niet verstandig alleen de industriële maatschappijen aan te moedigen, daar ook de andere bedrijven tot de economische herleving kunnen bijdragen.

Vraag.

Welke draagwijdte heeft artikel 2, § 3, 1^e, in verband met de concentratie van ondernemingen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Herhaaldelijk heeft de wetgever hinderpalen opgeruimd die de concentratie van de bedrijven in de weg stonden. Die hinderpalen waren :

1^e de heffing, bij wijze van belasting op het inkomen,

liquidation des sociétés absorbées ou fusionnées, soit des plus-values réalisées par des sociétés à la faveur de l'apport d'une ou de plusieurs branches d'activité à une ou plusieurs autres sociétés ou à créer;

2° la perception du droit d'enregistrement suivant le droit commun sur les apports reçus par des sociétés absorbantes ou nées d'une fusion.

Actuellement, des dispositions permanentes contenues dans le Code des impôts sur les revenus et dans le Code des droits d'enregistrement tendent :

- d'une part, à considérer comme neutres au regard des impôts sur les revenus les opérations de fusion par voie d'absorption ou de création d'une société nouvelle et les apports de branches d'activité;
- d'autre part, à soumettre au droit d'enregistrement suivant un taux réduit (1,25 % au lieu de 2,5 %) les apports reçus par des sociétés à l'occasion de telles opérations ou à l'occasion de la scission d'une société (absorption d'une société par deux autres ou plus, notamment).

Cette dernière forme de concentration — la fusion par scission — donne encore lieu à la perception de l'impôt des sociétés sur le boni de liquidation de la société scindée.

Le projet de loi tend à permettre au Roi d'instaurer pour les opérations de l'espèce un régime analogue à celui qui est prévu pour les autres formes de concentration.

Question.

Allant de pair avec l'élargissement des possibilités de fusion, le nouveau régime ne serait-il pas de nature à favoriser la fraude en permettant de déduire des revenus de la nouvelle société des pertes antérieures subies par un des sociétés fusionnées ?

Réponse du Ministre des Finances.

Les pouvoirs donnés au Roi au § 3 de l'article 2, tendent notamment à aménager le régime fiscal en matière de fusion, de scission de sociétés et d'apport de branches d'activité ainsi que de déduction de pertes professionnelles.

Les problèmes des fusions de sociétés et d'apport de branches d'activité sont déjà réglés dans le Code des impôts sur les revenus, à la satisfaction des contribuables. En effet, les plus-values qui en résultent sont déjà exonérées de l'impôt des sociétés.

Il convient de remarquer cependant qu'en vue d'éviter des abus, ledit Code prévoit que les amortissements, moins-values ou plus-values à envisager dans le chef de la société absorbante ou née de la fusion sur les éléments qui lui ont été apportés, ainsi que le capital social à envisager lors du partage ultérieur de l'avoir social de cette société, sont déterminés comme si ces opérations n'avaient pas eu lieu.

En fait, les mesures nouvelles n'ont pas pour but de modifier le régime en cause mais prévoient leur extension au cas non prévus actuellement des scissions de sociétés.

ofwel op het overschot bij vooreffening van overgenomen of gefuseerde maatschappijen ofwel op meerwaarden die verwezenlijkt worden door maatschappijen bij gelegenheid van de inbreng van een of meer takken van hun activiteit aan een of meer andere bestaande of nog op te rechten maatschappijen;

2° de heffing van het registratierrecht volgens het gemeenrecht op de inbrengsten die ontvangen worden door de opslorpende maatschappijen of door de maatschappijen die ontstaan zijn ingevolge een fusie.

Op dit ogenblik komen er in het Wetboek van de inkomstenbelastingen en in het Wetboek van de registratieretten bepalingen van blijvende aard voor, die tot doel hebben :

- enerzijds, de fusieverrichtingen door overneming of oprichting van een nieuwe maatschappij en de inbrengsten van takken van activiteit als neutraal te beschouwen voor de toepassing van de belastingen op het inkomen;
- anderzijds, een registratierrecht tegen verminderd tarief (1,25 % i.p.v. 2,5 %) toe te passen op de inbrengsten die ontvangen worden door maatschappijen bij gelegenheid van dergelijke verrichtingen of bij gelegenheid van de splitsing van een maatschappij (met name opsloring van een maatschappij door twee of meer andere maatschappijen).

Die laatste vorm van concentratie, nl. fusie door splitsing, geeft nog aanleiding tot de heffing van de vennootschapsbelasting op het vereffeningsoverschot van de gesplitste maatschappij.

Het wetsontwerp heeft tot doel aan de Koning de mogelijkheid te geven om voor die verrichtingen een gelijkwaardige regeling in te voeren als voor de andere vormen van concentratie.

Vraag.

Zal de nieuwe regeling, die gepaard zal gaan met een verruiming van de fusiemogelijkheden, het bedrog niet in de hand werken doordat de mogelijkheid wordt geschapen de vroegere, door een van de gefuseerde maatschappijen geleden verliezen af te trekken van de inkomsten van de nieuwe maatschappij ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De aan de Koning bij § 3 van artikel 2 verleende machten strekken er met name toe het belastingstelsel inzake fusie, splitsing van vennootschappen en inbreng van bedrijfstakken, alsmede de aftrek van bedrijfsverliezen, aan te passen.

De kwesties van de fusie van vennootschappen en de inbreng van bedrijfstakken zijn reeds in het Wetboek van de inkomstenbelastingen, tot tevredenheid van de belastingplichtigen geregeld. De eruit voortvloeiende hogere winsten zijn reeds vrijgesteld van de vennootschapsbelasting.

Niettemin zij opgemerkt dat het genoemde Wetboek ter voorkoming van misbruiken bepaalt dat de afschrijvingen, de t.a.v. de overnemende of de uit de fusie voortkomende vennootschap in aanmerking te nemen tekorten of overschotten op het ingebrachte, alsmede het maatschappelijk kapitaal dat in aanmerking moet worden genomen bij de latere verdeling van het maatschappelijk vermogen van die vennootschap, worden vastgesteld alsof de desbetreffende operaties niet plaats gehad hebben.

In feite is het zo dat de nieuwe maatregelen niet ten doel hebben de desbetreffende regeling te wijzigen, maar integendeel de uitbreiding ervan beogen tot de gevallen van

Si dans le texte proposé il a été également question de fusions et « d'apport de branches » d'activité, c'est parce que ces problèmes constituent un ensemble pouvant avoir des répercussions l'une sur l'autre qui pourraient surgir lors de la mise au point du régime des scissions.

En ce qui concerne spécialement la déduction des pertes par des sociétés absorbantes ou nées de fusions ou de scissions, il est bien entendu que les pertes déductibles dans le chef des sociétés défuntées — absorbées, fusionnées ou scindées — ne peuvent être déduites des bénéfices ultérieurs réalisés par les sociétés absorbantes, nées de la fusion ou de la scission. La jurisprudence des cours confirme cette position.

Le Ministre veillera à éviter que les nouvelles mesures ne puissent donner lieu à des abus.

Question.

Quel est le régime fiscal applicable dans les divers pays du Marché Commun dans le cas de liquidation, absorption ou fusion de sociétés ?

I. — Régime fiscal applicable dans les pays du Marché Commun en cas de liquidation, absorption ou fusion de sociétés.

Belgique.

Liquidation.

Le bénéfice du partage partiel ou total de l'avoir social d'une société est soumis à une cotisation spéciale perçue sur l'excédent des montants répartis — en espèces, titres ou autrement — sur la quote-part ou l'ensemble du capital social réellement libéré restant à rembourser, éventuellement revalorisé. Cette cotisation spéciale a un caractère définitif et remplace l'impôt que l'associé aurait normalement dû acquitter sur le boni de liquidation. Le taux de cette cotisation est fixé à 30 % pour la partie de la base imposable qui couvre les bénéfices antérieurement réservés, et à 15 % pour le surplus.

Ce régime est, en principe, également applicable aux sociétés qui fusionnent soit par voie d'absorption, soit par voie de création d'une société nouvelle, de même qu'aux sociétés qui sont dissoutes sans partage de l'avoir social.

Absorption ou fusion.

Il est dérogé au principe de l'imposition des bonis de liquidation lorsque sont respectées les conditions suivantes :

1° que la société absorbante ou née de la fusion ait son siège social ou son principal établissement en Belgique;

2° que les apports à la société absorbante ou née de la fusion soient uniquement rémunérés en parts représentatives de droits sociaux;

3° que, si la dissolution de la société n'a pas été décidée directement, en vue de son absorption ou de sa fusion, ses liquidateurs n'aient pas procédé antérieurement à une répartition partielle de l'avoir social en exemption d'impôts.

splitsing van vennootschappen waarin thans niet voorzien is. In de voorgestelde tekst heeft men eveneens gesproken over fusies en « inbreng van bedrijfstakken », omdat die problemen een geheel vormen dat gevolgen kan hebben, welke elkaar kunnen beïnvloeden en bij de totstandkoming van de regeling der splitsing zouden kunnen ontstaan.

Meer bepaald met betrekking tot de aftrek van de verliezen door de overnemende of de uit fusies of splitsingen gesproten vennootschappen, spreekt het vanzelf dat de verliezen welke aftrekbaar waren in de vroegere — overgenomen, gefuseerde of gesplitste — vennootschappen, niet mogen worden afgetrokken van de latere winsten welke zijn gemaakt door de overnemende, uit de fusie of de splitsing gesproten vennootschappen. Dat standpunt wordt bevestigd door de rechtspraak der Hoven.

De Minister zal ervoor waken dat de nieuwe maatregelen geen aanleiding tot misbruiken kunnen geven.

Vraag.

Welke belastingregeling is in de onderscheiden landen van de Gemeenschappelijke Markt toepasselijk in de gevallen van vereffening, overneming of fusie van vennootschappen ?

I. — Belastingregeling van toepassing in de landen van de Gemeenschappelijke Markt ingeval van vereffening, overneming of fusie van vennootschappen.

België.

Vereffening.

De winst van de gedeeltelijke of totale verdeling van het maatschappelijk vermogen van een vennootschap is onderworpen aan een bijzondere bijdrage, welke wordt geheven op het excedent van de verdeelde bedragen — in specie, effecten of anders — boven het aandeel of het werkelijk volgestorte en nog terug te betalen, eventueel gerevaloriseerde, gezamenlijke maatschappelijk kapitaal. Deze bijzondere bijdrage heeft een definitief karakter en vervangt de belasting welke de deelhebber normaal op het boni van de liquidatie had moeten afbetalen. Het bedrag van die bijdrage is vastgesteld op 30 % voor het deel van de belastbare grondslag dat betrekking heeft op de vroeger gereserveerde winsten en op 15 % voor het surplus.

In principe is deze regeling eveneens toepasselijk op de vennootschappen die fusioneren door overneming, dan wel door oprichting van een nieuwe vennootschap, alsmede op de vennootschappen die worden ontbonden zonder verdeling van het maatschappelijk vermogen.

Overneming of fusie.

Van het beginsel der belastingheffing op de boni's der vereffening wordt afgeweken wanneer aan volgende voorwaarden is voldaan :

1° de overnemende of de uit de fusie ontsproten vennootschap moet haar maatschappelijke zetel of haar voorname instelling in België hebben;

2° de inbrengen in de overnemende of uit de fusie ontsproten vennootschap mogen uitsluitend vergoed worden in de vorm van aandelen waaraan maatschappelijke rechten verbonden zijn;

3° indien niet onmiddellijk tot de ontbinding van de vennootschap met het oog op de overneming of de fusie ervan is besloten, mogen de liquidateurs vroeger geen van belasting vrijgestelde partiële verdeling van het maatschappelijk vermogen hebben verricht.

Lorsque ces conditions sont réunies, les amortissements, moins-values ou plus-values à envisager dans le chef de la société absorbante ou née de la fusion, sur les éléments qui lui ont été apportés, ainsi que le capital social à envisager lors du partage ultérieur de l'avoir social de cette société sont déterminés comme si la fusion n'avait pas eu lieu.

L'apport d'une ou de plusieurs branches d'activité à une société existante ou à constituer, dont le siège social ou le principal établissement est situé en Belgique, est immunisé d'impôt à condition que l'apport soit uniquement rémunéré en actions ou parts représentatives de droits sociaux. Les participations et valeurs de portefeuille ne constituent pas une branche d'activité. Toutefois, elles sont considérées comme faisant partie d'une branche d'activité lorsqu'elles sont normalement intégrées à l'exploitation de ladite branche et n'en constituent pas l'élément essentiel.

Les amortissements, moins-values et plus-values à envisager dans le chef de la société bénéficiaire de l'apport sont déterminés comme si les éléments apportés n'avaient pas changé de propriétaire. Dans le chef de la société appartenante, la valeur d'acquisition des titres obtenus en contrepartie de l'apport est censée correspondre à la valeur fiscale nette, au moment de l'apport des éléments apportés, pour la détermination des plus-values ou moins-values y afférentes.

Allemagne.

Liquidation.

La dissolution d'une société entraîne l'imposition, au titre de la « Körperschaftsteuer » (impôt des sociétés), des bénéfices sociaux non encore taxés. L'assiette imposable est constituée, sous réserve de certaines corrections, par l'excédent du produit de la liquidation sur l'actif net comptable constaté pour les besoins de l'imposition au titre de l'exercice ayant précédé la dissolution.

En principe, la période de liquidation ne doit pas dépasser trois ans. Le boni de liquidation n'a pas le caractère d'un revenu de capital. Il en résulte une double conséquence :

a) Il est taxé dans le chef de la société aux taux applicables aux bénéfices non distribués.

b) Il n'est pas, en principe, taxable dans le chef des associés.

Absorption ou fusion.

Les règles concernant l'imposition des bénéfices de liquidation subissent une exception dans l'hypothèse d'une fusion entre deux sociétés indigènes, c'est-à-dire ayant en Allemagne leur siège statutaire et leur siège de direction effectif, et intégralement redevables de la « Körperschaftsteuer ».

Dans ce cas, l'imposition des bénéfices de liquidation n'a pas lieu lorsque les conditions suivantes se trouvent réalisées :

a) Le patrimoine entier de la société absorbée doit être apporté à la société absorbante;

b) Cet apport doit se faire contre émission d'actions de la société absorbante;

c) Le transfert du patrimoine d'une société à l'autre doit être opéré de façon à assurer ultérieurement l'imposition

Indien al die voorwaarden vervuld zijn worden de afschrijvingen, minderwaarden of meerwaarde welke voor de overnemende of uit de fusie ontsproten vennootschap in aanmerking moeten worden genomen in verband met de in de vennootschap ingebrachte elementen, alsmede het maatschappelijk kapitaal dat bij de latere verdeling van het maatschappelijk vermogen van die vennootschap in aanmerking moet worden genomen, vastgesteld alsof geen fusie plaats gehad zou hebben.

De inbreng van één of van verschillende bedrijfstakken in een bestaande of op te richten vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel of de voornaamste inrichting in België is gelegen, wordt van belasting vrijgesteld mits de inbreng uitsluitend vergoed wordt door middel van aandelen of delen waaraan maatschappelijke rechten verbonden zijn. De participaties en portefeuillewaarden vormen geen bedrijfstak. Desniettemin worden zij beschouwd als deel uitmakende van een bedrijfstak, wanneer zij normaal opgenomen zijn in de exploitatie van de gezegde tak en er geen essentiële factor van uitmaken.

De afschrijvingen, minderwaarden en meerwaarden welke voor de door de inbreng begünstigde vennootschap in aanmerking moeten worden genomen, worden vastgesteld alsof de ingebrachte elementen niet van eigenaar veranderd waren. Voor de inbrengende vennootschap wordt de waarde van de verkrijging der in ruil voor de inbreng ingebrachte effecten, geacht overeen te stemmen met de netto-belastingwaarde op het ogenblik van de inbreng der ingebrachte elementen, zulks voor de vaststelling van de erop betrekking hebbende meerwaarden of minderwaarden.

Duitsland.

Vereffening.

De ontbinding van een vennootschap brengt met zich de belasting bij wijze van « Körperschaftsteuer » (vennotschapsbelasting) op de nog niet getakseerde maatschappelijke winsten. Met inachtneming van enkele aanpassingen wordt de belastbare grondslag gevormd door het excédent van de opbrengst der liquidatie boven de boekhoudkundige netto-activa, welke zijn vastgesteld ten behoeve van de belasting met betrekking tot het dienstjaar dat aan de ontbinding is voorafgegaan.

In principe mag de vereffningsperiode niet meer dan drie jaar bedragen. Het overschot na vereffening is geen inkomen uit kapitaal. Daaruit vloeien twee gevolgen voort :

a) Bedoeld overschot wordt bij de maatschappij belast tegen de aanslagvoet die wordt toegepast voor de niet uitgekeerde winsten.

b) De vennoten hoeven er, in principe, geen belasting op te betalen.

Overneming of fusie.

Op de regels betreffende de belasting van de winsten bij vereffening wordt een uitzondering gemaakt in geval van fusie tussen twee nationale maatschappijen, d.w.z. maatschappijen waarvan de statutaire zetel en de werkelijke directiezetel in Duitsland gevestigd is, die volledig onder de « Körperschaftsteuer » vallen.

In dit geval worden de winsten bij vereffening niet belast indien aan de volgende voorwaarden is voldaan :

a) Het ganse vermogen van de overgenomen maatschappij moet bij de overnemende maatschappij worden ingebracht;

b) Die inbreng moet worden vergoed door uitgifte van aandelen van de overnemende maatschappij;

c) Het vermogen van de ene maatschappij moet aan de andere worden overgedragen, zodat de winsten bij veref-

des bénéfices de liquidation. Cette condition implique que la société absorbante reprenne les valeurs comptables de la société absorbée.

France.

Liquidation.

Les bénéfices de liquidation, y compris les plus-values dégagées à l'occasion de la dissolution, et les réserves ou fonds dont l'imposition avait été provisoirement différée, sont intégralement soumis à l'impôt des sociétés.

Toutefois, le taux normal de 50 % est abaissé à 10 % en ce qui concerne les plus-values

- portant sur des éléments non amortissables entrés dans l'actif depuis plus de deux ans;
- ou portant sur des éléments amortissables entrés dans l'actif depuis plus de deux ans, le bénéfice du taux réduit de 10 % étant, dans cette dernière hypothèse, limité à la fraction des plus-values qui excède les amortissements déduits.

La société doit, par ailleurs, acquitter un précompte de 33,33 %

1° sur les plus-values taxées au taux de 10 % en matière d'impôt sur les sociétés;

2° sur les réserves figurant au bilan et constituées plus de cinq ans avant la dissolution.

Enfin, le boni de liquidation attribué aux associés, éventuellement limité à l'excédent de son montant sur le prix auquel ils ont acquis les droits sociaux et majoré ensuite de moitié, est compris dans les bases de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, dû par les intéressés, ces derniers bénéficiant d'un crédit d'impôt égal à la moitié de la part de boni total auquel ils ont droit.

Absorption ou fusion.

Dans ces cas, il y a exonération au titre de l'impôt sur les sociétés, des plus-values nettes dégagées sur l'ensemble des éléments de l'actif immobilisé apporté du fait de la fusion.

Cette exonération est subordonnée à la condition que la « société absorbante » s'engage, dans l'acte de fusion, à respecter les prescriptions suivantes :

- a) elle doit reprendre à son passif :
- d'une part, les provisions dont l'imposition est différée;
- d'autre part, la réserve spéciale où la société absorbée a porté les plus-values à long terme soumises antérieurement au taux réduit de 10 %;
- b) elle doit calculer les plus-values réalisées ultérieurement à l'occasion de la cession des immobilisations non amortissables qui lui sont apportées d'après la valeur qu'elles avaient, du point de vue fiscal, dans les écritures de la société absorbée;
- c) elle doit réintégrer dans ses bénéfices imposables les plus-values dégagées lors de l'apport des biens amortissables. Cette réintégration peut être étalée sur une période n'excédant pas dix ans, sans que la somme réintégrée chaque année puisse être inférieure au dixième des plus-values. En contrepartie, les amortissements et les plus-values ulté-

fening later kunnen worden belast. Die voorwaarde houdt in dat de overnemende maatschappij de boekwaarden van de overgenomen maatschappij overneemt.

Frankrijk.

Vereffening.

De winsten bij vereffening, met inbegrip van de bij de ontbinding aan het licht gekomen meerwaarden, en de reserves of fondsen die voorlopig niet waren belast, worden volledig aangeslagen in de vennootschapsbelasting.

De normale aanslagvoet van 50 % wordt echter tot 10 % verminderd voor de meerwaarden

- in verband met niet afschrijfbare bestanddelen die sedert meer dan twee jaar deel uitmaken van de activa;
- of in verband met afschrijfbare bestanddelen die sedert meer dan twee jaar deel uitmaken van de activa; in dit geval wordt de verminderde aanslagvoet van 10 % slechts toegepast op het gedeelte van de meerwaarden dat de afgetrokken afschrijvingen overtreft.

De maatschappij moet bovendien een voorheffing van 33,33 % betalen :

1° op de meerwaarden die tegen 10 % worden belast in de vennootschapsbelasting;

2° op de reserves die op de balans voorkomen en sedert meer dan vijf jaar vóór de ontbinding zijn aangelegd.

Het aan de vennoten uitgekeerde overschat bij vereffening, eventueel verminderd tot het bedrag dat de prijs overtreft waartegen zij de maatschappelijke rechten hebben aangekocht en vervolgens vermeerderd met de helft, wordt ten slotte opgenomen in de basis voor toepassing van de door de betrokkenen verschuldige belasting op het inkomen van de natuurlijke personen; de betrokkenen genieten een belastingkrediet dat gelijk is aan de helft van dat gedeelte van het totale overschat waarop zij recht hebben.

Overneming of fusie.

In dit geval worden van de vennootschapsbelasting vrijgesteld de netto-meerwaarden die aan het licht komen op alle bestanddelen van de ingevolge de fusie ingebrachte vastgelegde activa.

Die vrijstelling is afhankelijk van de voorwaarde dat de « overnemende maatschappij » zich in de fusie-akte ertoe verbindt de volgende bepalingen na te leven :

- a) zij moet onder haar passiva opnemen :
- enerzijds, de provisies die later zullen belast worden;
- anderzijds, de speciale reserve waar de overgenomen maatschappij de meerwaarden op lange termijn heeft in ondergebracht, die vroeger tegen de verminderde aanslagvoet van 10 % zijn belast;
- b) zij dient de meerwaarden te berekenen die later verwezenlijkt werden ter gelegenheid van de afstand van de beleggingen die niet kunnen afgeschreven worden en die bij haar ingebracht werden, volgens de waarde die zij, van fiscaal standpunt uit, hadden in de boeken van de overgenomen vennootschap;
- c) zij dient in haar belastbare winsten de meerwaarden op te nemen die tot stand kwamen bij de inbreng van goederen die kunnen afgeschreven worden. Deze opneming mag gespreid worden over een periode van ten hoogste tien jaar zonder dat het bedrag dat elk jaar opgenomen wordt minder mag bedragen dan één tiende van de meerwaarden.

rieurs afférents aux éléments amortissables sont calculés d'après la valeur qui leur a été attribuée lors de l'apport.

Par dérogation aux dispositions qui précèdent, la société absorbée peut opter pour l'imposition au taux réduit de 10 % des plus-values à long terme afférentes à ses éléments amortissables.

Dans les hypothèses comportant exemption de l'impôt sur les sociétés, les actionnaires de la société absorbée ne sont pas soumis à l'impôt sur le revenu à raison de l'attribution gratuite qui leur est faite des titres représentatifs de l'apport.

Italie.

Liquidation.

Les bénéfices et les plus-values dégagées par la dissolution d'une société sont imposés,

dans le chef de la société,

a) au titre de l'impôt sur la richesse mobilière qui varie entre 18 et 25 %, suivant qu'il porte sur des revenus inférieurs à 4 millions ou supérieurs à 100 millions de lires; si l'on tient compte cependant des divers additionnels, ces pourcentages deviennent respectivement 29,30 % et 37,62 %;

b) au titre de l'impôt sur les sociétés dont le taux est de 15 % (16,5 % avec les divers additionnels) sur les bénéfices excédant 6 % du patrimoine imposable;

dans le chef des actionnaires,

au titre de l'impôt complémentaire progressif sur le revenu global.

Absorption ou fusion.

La loi prévoit des allégements fiscaux temporaires pour les opérations de fusion, de transformation ou de concentration de sociétés commerciales réalisées avant le 31 décembre 1967. Ces allégements consistent dans le report de l'imposition, au titre de l'impôt sur la propriété mobilière et de l'impôt sur les collectivités, des revenus et plus-values découlant des susdites opérations et qui seront imposables au moment de leur réalisation, ou lorsqu'ils sont portés au capital ou distribués aux associés, pourvu que ces revenus et plus-values soient « inscrits distinctement » au bilan de la société à charge de laquelle ils seront imposables;

Luxembourg.

Liquidation.

Le régime fiscal des bénéfices de liquidation est similaire au régime allemand, sous réserve des précisions suivantes :

a) La loi luxembourgeoise ne connaît pas de tarif distinct pour les bénéfices distribués et les bénéfices non distribués; le taux de l'impôt sur le revenu des collectivités (Körperschaftsteuer) s'appliquant à la totalité du bénéfice social est de respectivement 20 %, 30 % et 40 %, suivant que ce bénéfice ne dépasse pas 400 000 francs, est compris entre 400 000 francs et 1 million de francs et qu'il dépasse 1 million de francs.

Daarentegen zullen de latere afschrijvingen en meerwaarden die betrekking hebben op de elementen die kunnen afgeschreven worden, berekend worden volgens de waarde die hen toegekend werd op het ogenblik van de inbreng.

In afwijking van voorgaande bepalingen mag de opgesloten vennootschap de belasting tegen een verminderd percentage verkiezen voor 10 % van de meerwaarden op lange termijn die betrekking hebben op die elementen die kunnen afgeschreven worden.

In de gevallen die een vrijstelling van vennootschapsbelasting inhouden, worden de aandeelhouders van de overgenomen maatschappij niet onderworpen aan de inkomenbelastingen uit hoofde van de kosteloze toekenning van de titels die de inbreng vertegenwoordigen.

Italië.

Vereffening.

De winsten en meerwaarden die tot stand komen ingevolge de ontbinding van een vennootschap worden belast

in hoofde van de vennootschap,

a) ten titel van belasting op de roerende rijkdom; deze schommelt tussen 18 en 25 % naargelang zij betrekking heeft op inkomens van minder dan 4 miljoen of meer dan 100 miljoen lire; indien men nochtans rekening houdt met de diverse opcentiemen worden die percentages respectievelijk 29,30 % en 37,62 %.

b) ten titel van vennootschapsbelasting; deze bedraagt 15 % (16,5 % met de verschillende opcentiemen) op de winsten die meer bedragen dan 6 % van het belastbaar patrimonium;

in hoofde van de aandeelhouders,

ten titel van progressieve aanvullende belasting op het globaal inkomen.

Overneming of fusie.

De wet voorziet tijdelijke fiscale verlichtingen voor de verrichtingen tot fusie, omvorming of concentratie van handelsgroepen die verricht worden vóór 31 december 1967. Deze verlichtingen bestaan in een uitstel van de belastingheffing, ten titel van belasting op de roerende eigendom en van belasting op de gemeenschappen, op de inkomen en meerwaarden die uit die verrichtingen voortvloeien en die belastbaar zullen zijn op het ogenblik dat zij tot stand komen of wanneer zij bij het kapitaal gevoegd of onder de vennooten verdeeld worden, op voorwaarde nochtans dat die inkomen en meerwaarden « afzonderlijk ingeschreven » worden in de balans van de vennootschap ten bezware waarvan zij belastbaar zullen zijn.

Luxemburg.

Vereffening.

De fiscale regeling voor de winsten die voortvloeien uit de vereffening gelijkt op die welke in Duitsland bestaat, onder voorbehoud van het volgende :

a) in de Luxemburgse wet is er geen verschillend tarief voor de uitgekeerde winsten en de ingehouden winsten; het belastingpercentage op de inkomen van de gemeenschappen (Körperschaftsteuer), dat toepasselijk is op de globale maatschappelijke winst, bedraagt respectievelijk 20 %, 30 % en 40 % naargelang die winst niet meer bedraagt dan 400 000 frank, begrepen is tussen 400 000 frank en 1 miljoen frank of meer bedraagt dan 1 miljoen frank.

b) Les bénéfices de liquidation ou de cession correspondant à des plus-values purement monétaires sont immunisés dans une certaine mesure. A cet effet, les valeur comptables des biens de l'immobilisé, y compris les participations permanentes, peuvent être révisées moyennant des coefficients fixés d'après l'année d'acquisition.

La plus-value qui se dégage de cette révision est exonérée de l'impôt frappant la société en raison de son bénéfice de liquidation.

La même faculté de révision est réservée aux entreprises en ce qui concerne les participations qu'elles possèdent et aux détenteurs de participations importantes, qui sont, les unes et les autres, exposées à l'imposition d'un boni de liquidation produit par de telles participations.

Absorption ou fusion.

Le régime fiscal en la matière est similaire au régime allemand.

Pays-Bas.

Liquidation.

Le bénéfice de liquidation est égal à la différence entre la valeur de réalisation du patrimoine social et sa valeur comptable.

Ce bénéfice est taxé dans le chef de la société au titre de la « vennootschapsbelasting » perçue aux taux normaux allant de 42 % à 46 %, normalement 46 %. Toutefois, pour l'année 1966, le taux maximum est de 47 % en ce qui concerne les bénéfices excédant 100 000 florins.

Le boni de liquidation attribué aux actionnaires est imposé dans leur chef en raison de l'excédent des valeurs attribuées sur le capital versé. Ce boni est imposé à un taux spécial, compris entre 20 % et 40 %.

L'imposition s'effectue au moyen d'une retenue de 25 %, complétée par l'imposition au titre de l'impôt sur le revenu et imputable sur celui-ci.

Cette forme d'imposition concerne les actionnaires particuliers. Si les actions donnant ouverture au boni sont investies dans une entreprise, l'imposition se fait sur la plus-value que ce boni détermine par application des règles de la comptabilité.

Absorption ou fusion.

Certaines fusions bénéficient d'un régime particulier.

La société absorbée n'entre pas nécessairement en liquidation, mais peut conserver dans son portefeuille les actions émises par la société absorbante ou issue de la fusion en rémunération de l'apport du patrimoine de la société apporteuse.

En pareil cas, la société apporteuse peut inscrire les actions reçues de la société absorbante ou issue de la fusion pour leur valeur réelle, sans s'exposer à l'imposition de la plus-value dégagée par l'opération, à condition :

- que l'apport ait porté sur la totalité du patrimoine de la société apporteuse contre rémunération exclusive en actions de la société à laquelle l'apport a été fait;

b) De winsten die voortvloeien uit liquidatie of overdracht en overeenkommen met zuiver monetaire meerwaarden, worden in een zekere mate vrijgesteld. Daartoe mag de boekwaarde van de vastliggende goederen, de bestendige participaties inbegrepen, herzien worden door toepassing van coëfficiënten vastgesteld volgens het jaar van de verwerving.

De meerwaarde die bij die herziening wordt vastgesteld, is vrijgesteld van de belasting op de vennootschap uit hoofde van de bij haar vereffening gemaakte winst.

Dezelfde mogelijkheid tot herziening bestaat voor de ondernemingen in verband met de participaties die zij bezitten alsmede voor de houders van belangrijke participaties, welke beide belast kunnen worden op het vereffeningssaldo dat van die participaties afkomstig is.

Overneming of fusie.

Het fiscaal regime dat hierop toepasselijk is, is hetzelfde als dat hetgeen geldt voor Duitsland.

Nederland.

Vereffening.

De bij de vereffening gemaakte winst is gelijk aan het verschil tussen de omzettingswaarde van het maatschappelijk bezit en de boekwaarde ervan.

Deze winst wordt in hoofde van de maatschappij als « vennootschapsbelasting » geheven tegen normale percentages, gaande van 42 % tot 46 % en die gewoonlijk 46 % bedragen. Voor het jaar 1966 bedraagt het maximumtarief echter 47 % voor de winsten welke 100 000 gulden te boven gaan.

Op het aan de aandeelhouders toegekende vereffeningssaldo wordt bij deze laatsten een belasting geheven wegens de overwaarde op het gestorte kapitaal. Voor dit saldo bestaat een speciaal belastingtarief dat begrepen is tussen 20 % en 40 %.

De belasting wordt geheven door middel van een inhouding van 25 % die wordt aangevuld in de inkomstenbelasting en op deze laatste aangerekend wordt.

Bedoelde belastingvorm slaat op de particuliere aandeelhouders. Zijn de aandelen die recht geven op het boni in een onderneming geïnvesteerd, dan wordt de belasting geheven op de meerwaarde welke uit dat boni blijkt na toepassing van de boekhoudkundige regelen.

Overneming of fusie.

Bepaalde samensmeltingen genieten een bijzondere regeling.

De overgenomen vennootschap gaat niet noodzakelijk in vereffening, maar mag in haar portefeuille de aandelen behouden welke door de overnemende of uit de samensmelting ontsproten vennootschap werden uitgegeven als vergoeding voor de inbreng van het patrimonium van de inbrengende vennootschap.

In dit geval mag de inbrengende vennootschap de van de overnemende of uit de samensmelting ontstane vennootschap ontvangen aandelen voor hun effectieve waarde boeken, zonder bloot te staan aan de belasting van de uit de verrichting resulterende meerwaarde, op voorwaarde dat :

- de inbreng het gehele patrimonium van de inbrengende maatschappij omvat, tegen uitsluitende vergoeding in aandelen van de vennootschap waarin de inbreng geschiedde;

— que le transfert du patrimoine de la société apporteuse se fasse dans des conditions assurant l'imposition ultérieure des plus-values attachées au patrimoine apporté dans le chef de la société absorbante ou issue de la fusion. Cela implique que cette dernière société reprenne les écritures comptables de la société apporteuse.

II. — Scissions de sociétés.

Belgique.

La scission est juridiquement possible, mais au point de vue des impôts sur les revenus, elle est traitée comme une liquidation pure et simple.

Allemagne.

Le droit allemand ne connaît pas de dispositions particulières en la matière. La scission est cependant juridiquement possible, mais rarement réalisée en pratique.

France.

Le régime de faveur prévu pour les absorptions ou fusions s'applique aux cas de scission des sociétés lorsque l'opération a été gagée par le Ministre de l'Economie et des Finances.

Luxembourg.

Comme en Allemagne.

Pays-Bas.

Aucune disposition fiscale particulière ne règle les cas de scission.

Question.

Quelle est la portée de l'article 2, § 3, 1^e, en matière de déduction des pertes professionnelles ?

Réponse du Ministre des Finances.

En vertu de l'article 43, 3^e, du Code des impôts sur les revenus, les pertes professionnelles éprouvées au cours des cinq périodes imposables antérieures sont déductibles des revenus professionnels; cette déduction s'opère successivement sur les revenus professionnels de chacune des périodes imposables suivantes.

Ainsi, par exemple, le revenu professionnel de l'année 1967 est diminué des pertes professionnelles subies pendant les années 1962, 1963, 1964, 1965 et 1966.

La période des pertes à récupérer est donc limitée à cinq ans.

Cette limite peut avoir des conséquences fiscales graves pour les entreprises nouvelles constituées, en raison du fait que la période du démarrage est généralement déficitaire alors que les bénéfices des années suivantes ne permettent pas souvent de récupérer les pertes antérieures.

C'est dans cet esprit que le projet de loi prévoit que les pertes professionnelles que les sociétés constituées à partir du 1^{er} janvier 1967 ont éprouvées au cours de leurs cinq premiers exercices sociaux ou comptables, pourront être déduites des bénéfices professionnels ultérieurs, sans limite dans le temps.

— de l'overdracht van het patrimonium van de inbrengende vennootschap onder voorwaarden gebeurt welke de latere belasting mogelijk maken van de meerwaarde van het ingebrachte patrimonium, uit hoofde van de overnemende of uit de samensmelting ontsproten vennootschap. Dit veronderstelt dat laatstgenoemde vennootschap de boeken van de inbrengende vennootschap overneemt.

II. — Splitsingen van vennootschappen.

België.

Juridisch is de splitsing mogelijk, maar wat de inkomstenbelasting betreft wordt zij als een eenvoudige vereffening aangezien.

Duitsland.

In Duits recht is er geen bijzondere bepalingen hieromtrent. Juridisch is de splitsing toch mogelijk, maar praktisch wordt zij zelden ten uitvoer gebracht.

Frankrijk.

De voor de overnamen en de fusies bepaalde gunstregeling is toepasselijk op de gevallen van splitsing van vennootschappen wanneer die door de Minister van Economie en Financiën is gemachtigd.

Luxemburg.

Zoals in Duitsland

Nederland.

De splitsing wordt door geen bijzondere fiscale bepaling geregeld.

Vraag.

Welke draagwijdte heeft artikel 2, § 3, 1^e, in verband met de aftrek van de bedrijfsverliezen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Krachtens artikel 43, 3^e, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen mogen de tijdens de vijf vorige belastbare tijdperken geleden bedrijfsverliezen afgetrokken worden van de bedrijfsinkomsten; die verliezen worden opeenvolgend van de bedrijfsinkomsten van elk der volgende belastbare tijdperken afgetrokken.

Zo wordt het bedrijfsinkomen van het jaar 1967 b.v.b. verminderd met de tijdens de jaren 1962, 1963, 1964, 1965 en 1966 geleden bedrijfsverliezen.

De periode voor het aanrekenen van de verliezen is dus beperkt tot vijf jaar.

Die beperking kan voor de onlangs opgerichte bedrijven ernstige fiscale gevolgen hebben, daar in de aanlopperperiode doorgaans met verlies gewerkt wordt, terwijl de winsten van de volgende jaren het niet mogelijk maken de vroegere verliezen te compenseren.

Daarom bepaalt het wetsontwerp dat de bedrijfsverliezen die door de sedert 1 januari 1967 opgerichte maatschappijen tijdens hun eerste vijf maatschappelijke of boekjaren zijn geleden, zonder enige tijdsbeperking van de latere bedrijfswinsten mogen afgetrokken worden.

Dispositions communes à l'impôt des personnes physiques et à l'impôt des sociétés.

Question.

Quelle est la signification du § 1, 2° ?

Réponse du Ministre des Finances.

Ces dispositions visent à préciser que des versements anticipés doivent également couvrir les décimes additionnels.

Question.

Quelle est la signification du § 1, 3° ?

Réponse du Ministre des Finances.

Il s'agit également de préciser que la base de calcul du décime additionnel se situe avant l'imputation des précomptes et des versements anticipés et avant l'application des majorations éventuelles d'impôts.

Question.

Quels investissements pourront être amortis au cours de l'année d'investissement ?

Réponse.

Pourront être amortis au cours de l'année d'investissement tous les frais supplémentaires indispensables à la mise en exploitation d'un investissement, tels que les frais de transport, les droits d'entrée, la taxe de transmission, les frais d'installation, les frais de raccordement aux sources d'énergie, éventuellement les frais de notaire, les droits et les taxes. En un mot, pourront être amorties toutes les dépenses qui n'augmentent pas la valeur intrinsèque de l'investissement (machines ou outils).

Question.

Un membre constate que le texte ne fait aucune allusion à la promesse d'améliorer le régime fiscal en matière d'amortissements, organisé par l'arrêté royal du 8 octobre 1963.

Il importe cependant que cette réglementation soit modifiée.

D'ailleurs, il n'est pas normal que le régime des amortissements relève de la seule compétence du Pouvoir exécutif.

Un membre souhaite recevoir quelques exemples d'investissements susceptibles d'être amortis à 100 % en un an.

Réponse du Ministre des Finances.

Le Ministre des Finances répond que si le texte n'aborde pas le régime des amortissements, c'est parce que celui-ci relève de la compétence du Pouvoir exécutif.

En l'espèce, on interprétera le texte légal en vigueur en ce qui concerne la base sur laquelle l'amortissement doit s'appliquer.

Cette base est la valeur d'investissement ou de revient; cette valeur est actuellement considérée comme étant égale au prix effectivement payé pour l'achat ou la constitution des avoirs acquis, augmenté de tous les frais y afférents (taxe de transmission, taxe de luxe, droits d'enregistrement, honoraires de notaires, etc.).

Gemeenschappelijke bepalingen betreffende de personenbelasting en de vennootschapsbelasting.

Vraag.

Wat is de betekenis van § 1, 2° ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Door die bepaling wordt gepreciseerd dat voorafbetaaltingen opdeciem moet dekken.

Vraag.

Wat is de betekenis van § 1, 3° ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Hierbij wordt eveneens gepreciseerd dat de berekeningsbasis voor de opdeciem zich vóór de aanrekening van de voorheffingen en van de voorafbetaaltingen plaatst, evenals vóór de toepassing van de eventuele belastingverhogingen.

Vraag.

Welke investeringen zullen kunnen afgeschreven worden gedurende het investeringsjaar ?

Antwoord.

Gedurende het investeringsjaar zullen kunnen worden afgeschreven alle bijkomstige kosten die nodig zijn om een investering bedrijfsklaar te maken, b.v.b. transportkosten, invoerrechten, overdrachttaks, kosten voor plaatsen, kosten voor aansluiting aan energiebronnen, eventuele notaris-kosten, -rechten en taksen. Kortom alle uitgaven die aan de investering (machines of gereedschap) geen hogere intrinsieke waarde geven, zullen mogen afgeschreven worden.

Vraag.

Een lid merkt op dat in de tekst nergens gewag wordt gemaakt van de belofte de belastingregeling van de afschrijvingen te verbeteren, dat bij koninklijk besluit van 8 oktober 1963 werd ingevoerd.

Deze regeling zou nochtans dienen gewijzigd te worden.

Het is trouwens niet normaal dat het stelsel van de afschrijvingen uitsluitend onder de bevoegdheid van de Regering valt.

Een lid wenst enkele voorbeelden van investeringen, die voor afschrijving tot 100 % in één jaar in aanmerking komen, te kennen.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Minister van Financiën antwoordt dat de tekst niet over het stelsel der afschrijvingen handelt omdat dit onder de bevoegdheid van de Uitvoerende Macht valt.

In dit geval zal de van kracht zijnde wettekst betreffende de basis waarop de afschrijving moet geschieden, geïnterpreteerd worden.

Deze basis is de waarde van de investering of de kostprijs; deze waarde wordt voor het ogenblik beschouwd als gelijk zijnde aan de werkelijk betaalde prijs voor de aankoop of de samenstelling van verworven bezittingen, vermeerderd met alle erbij horende kosten (overdrachttaks weeldetaks, registratierecht, erelonen aan notarissen enz.).

Or, ces frais n'augmentent pas la valeur intrinsèque de ces avoirs; au contraire, ils constituent des dépenses à fonds perdus, des charges non récupérables en cas de résiliation des biens y afférents.

C'est dans cet esprit que lesdits frais afférents à des éléments investis à partir du 1^{er} janvier 1967 pourront être amortis au gré du contribuable, même pour la totalité, au cours de l'année de l'investissement.

Taxes assimilées aux impôts directs.

Question.

Article 2, § 4, 4^o.

Quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne les taxes assimilées aux impôts sur les revenus ?

Réponse du Ministre des Finances.

L'effort fiscal demandé par le Gouvernement s'étend sur un éventail de domaines dont certaines taxes assimilées aux impôts sur les revenus ne peuvent échapper.

Il s'agit de la taxe sur les jeux et paris et de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement.

Ces taxes frappent des opérations qui se situent complètement en dehors de la vie économique du pays.

Elles sont établies, selon le cas, sur les montants engagés ou les prix obtenus à l'occasion de jeux et paris ou sur la détention d'appareils automatiques de divertissement placés dans les débits de boissons, sur les foires ou marchés ou dans d'autres lieux de divertissement.

La majoration de taxe que le Gouvernement entend introduire, se rapportera notamment :

- aux prix ou récompenses alloués à l'occasion de concours de pronostics et autres;
- aux bagues de pigeons;
- aux montants engagés dans les paris sur les courses de chevaux;
- aux montants engagés dans les autres jeux;
- à tous les appareils automatiques de divertissement.

Question.

Article 2, § 4, 4^o.

Un membre demande si la taxation sur les pronostics sera renforcée.

Réponse du Ministre des Finances.

L'aggravation ne concerne que les gains sur les pronostics et non pas sur les pronostics eux-mêmes.

Deze kosten verhogen echter de intrinsieke waarden van deze bezittingen niet; wel integendeel, zij vormen uitgaven om niet, niet terugvorderbare lasten in geval van tegelde-making der ermeda verband houdende goederen.

In die geest zullen de kosten die verband houden met geïnvesteerde bestanddelen van 1 januari 1967 af naar goeddunken van de belastingplichtige, zelfs tot de volledige waarde, in de loop van het jaar waarin de investering gedaan werd, kunnen afgeschreven worden.

Met de directe belastingen gelijkgestelde taksen.

Vraag.

Artikel 2, § 4, 4^o.

Welke voornemens koestert de Regering in verband met de met de inkomstenbelasting gelijkgestelde heffingen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De fiscale inspanning, die door de Regering gevraagd wordt, beslaat een reeks gebieden waaraan sommige met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde heffingen niet kunnen ontsnappen.

Het gaat om de taks op de spelen en weddenschappen en om die op de ontspansautomaten.

Deze heffingen slaan op verrichtingen die volstrekt buiten het economisch leven van het land vallen.

Zij worden bij spelen en weddenschappen naar gelang van het geval geheven op de ingezette bedragen of de behaalde prijzen, of op het bezit van ontspansautomaten, die geëxploiteerd worden in drankgelegenheden, op kermispleinen of markten of op andere ontspansplaatsen.

De belastingverhoging die de Regering wil invoeren, zal onder meer slaan op :

- de prijzen of toegekende beloningen bij pronostiekwedstrijden en andere;
- op de duivenringen;
- op de inlagen bij weddenschappen op paardenrennen;
- op de bij andere spelen ingelegde bedragen;
- op alle ontspansautomaten.

Vraag.

Artikel 2, § 4, 4^o.

Een lid vraagt of de belasting op de pronostiekwedstrijden zal verhoogd worden.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De verhoging zal niet slaan op de winst bij pronostiekwedstrijden noch op de pronostiekwedstrijden zelf.

**DISPOSITIONS
CONCERNANT LES DROITS DE SUCCESSION,
D'ENREGISTREMENT, ETC.**

Article 2, § 4.

Ce paragraphe est ainsi libellé :

- « Le Roi peut, par des arrêtés royaux délibérés en Conseil des Ministres, apporter des modifications :
- » 1^o aux articles 8, 13, 25, 37, 38, 40, 42, III, 103/1, 46, 48, 52/2, 54, 56, 78 et 97 de l'arrêté royal n° 308 du 31 mars 1936 établissant le Code des droits de succession, confirmé par la loi du 4 mai 1936;
 - » 2^o aux articles 11, 44, 53, 61/1, 62, 72, 87 à 93, 131, 132/2, 135, 136, 141, 153 à 155, 157, 212, 213 et 270/1 à 278 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contentant le Code d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, confirmé par la loi du 16 juin 1947;
 - » 3^o aux articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 21, 30 à 33 et 38 de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947; contenant le Code des droits de timbre, confirmé par la loi du 14 juillet 1951;
 - » 4^o aux articles 84, 93 et 175/1 du Code des taxes assimilées au timbre, modifiés notamment par l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1965. »

Exposé du Ministre des Finances.

Le § 4 a pour objet de permettre au Gouvernement d'apporter des modifications aux lois concernant les droits de succession, les droits d'enregistrement, de greffe et de timbre et les taxes assimilées au timbre. Dans ces matières, les mesures que le Gouvernement envisage de prendre auront pour conséquence un accroissement immédiat des recettes de l'Etat. Mais le Ministre tient dès à présent à attirer l'attention des membres sur le fait que ces mesures ne vont pas toutes dans le sens de l'aggravation des impôts. En matière de droits de succession notamment, des détaxations sont envisagées en faveur des héritages modestes; des mesures seront prises pour assurer plus de justice dans la charge de l'impôt; la réduction des travaux administratifs qui résultera de l'augmentation des abattements n'est pas négligeable.

Premier groupe : Droits de succession.

Voici d'abord les modifications qu'il s'agit de réaliser en ce qui concerne les droits de succession.

1^o Depuis 1953, tout héritier en ligne directe et le conjoint survivant, lorsqu'il y a des enfants communs, sont exonérés du droit de succession à concurrence de la première tranche de 100 000 francs. Lorsque les enfants sont encore mineurs, l'abattement à leur profit est augmenté de 20 000 francs pour chaque année restant à courir jusqu'à leur majorité et l'abattement au profit du conjoint est majoré à concurrence de la moitié des abattements supplémentaires accordés aux enfants. Lorsqu'il n'y a pas d'enfant né du mariage, le conjoint survivant ne bénéficie d'aucun abattement.

**BEPALINGEN
BETREFFENDE DE SUCCESSIONERECHTEN,
REGISTRATIERECHTEN, ENZ.**

Artikel 2, § 4.

Deze paragraaf luidt als volgt :

- « De Koning kan door middel van besluiten, waarover in Ministerraad werd beraadslaagd, wijzigingen aanbrengen :
- » 1^o in de artikelen 8, 13, 25, 37, 38, 40, 42, III, 103/1, 46, 48, 52/2, 54, 56, 78 en 97 van het door de wet van 4 mei 1936 bekraftigd koninklijk besluit n° 308 van 31 maart 1936 tot invoering van het Wetboek der successierechten;
 - » 2^o in de artikelen 11, 44, 53, 61/1, 62, 72, 87 tot 93, 131, 132/2, 135, 136, 141, 153 tot 155, 157, 212, 213 en 270/1 tot 278 van het door de wet van 16 juni 1947 bekraftigde koninklijk besluit n° 64 van 30 november 1939, houdende het Wetboek der registratie-, hypotheken- en griffierechten;
 - » 3^o in de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 21, 30 tot 33 en 38 van het door de wet van 14 juli 1951 bekraftigde besluit van de Regent van 26 juni 1947;
 - » 4^o in de artikelen 84, 93 en 175/1 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, gewijzigd inzonderheid bij artikel 1 van de wet van 27 december 1965. »

Uiteenzetting van de Minister van Financiën.

Paragraaf 4 heeft ten doel de Regering in staat te stellen wijzigingen aan te brengen in de wetten op de successie-, registratie-, griffie- en zegelrechten en op de met het zegel gelijkgestelde taksen. De ter zake door de Regering overwogen maatregelen zullen een onmiddellijke stijging van de Rijsinkomsten tot gevolg hebben. Maar — en daarop dient dadelijk de aandacht van de leden te worden gevestigd — die maatregelen zullen niet allemaal een verzwaring van de belastingen met zich brengen. Zo is met name voor de successierechten voorzien in detaxaties voor kleine erfenssen; maatregelen zullen worden getroffen voor een billijker verdeling van de belastingdruk; de vermindering van het administratieve werk ingevolge de verhoging van de abattementsen is niet te verwaarlozen.

Eerste groep : Successierechten.

Hier volgen eerst de wijzigingen die op het gebied van de successierechten moeten worden ingevoerd :

1^o Sedert 1953 zijn alle erfgenamen in rechte lijn en de overlevende echtgenoot, wanneer er gemeenschappelijke kinderen zijn, vrijgesteld van het successierecht tot het beloop van de eerste tranche van 100 000 frank. Als de kinderen minderjarig zijn, wordt het abattement te hunnen voordele met 20 000 frank verhoogd per jaar dat hen scheidt van de meerderjarigheid, en het abattement ten voordele van de echtgenoot wordt verhoogd met de helft van de aan de kinderen toegestane bijkomende abattementsen. Wanneer uit het huwelijk geen kinderen geboren zijn, geniet de overlevende echtgenoot geen abattement.

L'intention du Gouvernement est : 1^e de doubler les abattements actuellement prévus en ligne directe ou entre époux ayant des enfants communs; 2^e d'établir — ce qui n'existe pas jusqu'ici — un abattement de 200 000 francs au profit du conjoint survivant lorsqu'il n'y a pas d'enfant commun.

Tout cela implique une modification de l'article 54 du Code. Par la même occasion, le Gouvernement compte aussi porter à 25 000 francs le minimum imposable pour les successions en ligne collatérale, minimum qui est fixé à 7 000 francs depuis 1947.

2^e L'augmentation des abattements en faveur des patrimoines modestes, qui sera certes approuvée par tout le monde, amène cependant le Gouvernement à revoir le tarif des droits de succession, prévu à l'article 48, et aussi le régime de la réduction de l'impôt qui est accordée par l'article 56 d'après le nombre d'enfants de l'héritier, en principe à concurrence de 2 % par enfant.

a) Premier point : Nouveau tableau-tarif.

Il s'agirait d'établir un nouveau tarif de manière à augmenter d'environ 10 % le montant qui est perçu pour les transmissions en ligne collatérale ou entre personnes non parentes et d'environ 5 % le montant perçu pour les transmissions en ligne directe ou entre époux; étant entendu que, pour ces dernières, il n'y aurait augmentation que pour les parts nettes dépassant 2 000 000 de francs.

Actuellement, les taux applicables à la tranche qui excède 10 000 000 de francs sont de 63,80 % entre frères, 67,10 % entre oncle et neveu, de 69,30 % entre grand-oncle et petit-neveu et de 72,60 % entre personnes non parentes. Comme il ne paraît pas opportun d'augmenter encore ces taux brutalement de 10 %, une réforme générale du tarif apparaît inéluctable. Dans l'établissement de ce nouveau tarif, le Gouvernement envisage de réduire le nombre de tranches et de supprimer les taux particuliers prévus pour les transmissions entre grand-oncle et petit-neveu.

Deuxième point : Articles 56 et 42, III.

L'article 56 prévoit une réduction de l'impôt dû par tout héritier ou légataire, en fonction du nombre d'enfants qu'il a au jour de l'ouverture de la succession. La réduction est en règle de 2 % par enfant. Pour l'octroi de cette réduction, il est indifférent que les enfants soient ou non à charge des héritiers ou légataires.

D'autre part, comme la loi n'a prévu aucune limite, le montant de la réduction est d'autant plus élevé que le degré de parenté avec le défunt est plus éloigné et que la valeur de l'héritage recueilli est plus importante.

A l'époque où ce mode de réduction a été introduit dans la législation, c'est-à-dire en 1919, les abattements relativement élevés en ligne directe n'existaient pas. D'autre part, les rares législations étrangères qui connaissent une réduction de l'espèce la limitent généralement, soit au profit des héritiers en ligne directe, soit au profit des héritiers ayant plusieurs enfants à charge et uniquement en raison de ces enfants. De plus, la réduction y est toujours limitée à un certain montant. Ce sont plus ou moins les mêmes principes qui sont admis en Belgique en ce qui concerne la réduction pour enfants en matière d'impôts sur les revenus.

L'intention du Gouvernement est donc de remanier l'article 56 de manière à n'accorder la réduction qu'à concurrence d'une certaine limite à déterminer, et uniquement en raison des enfants mineurs d'un héritier ou légataire ayant au moins trois enfants mineurs en vie lors de l'ouverture

Het ligt in de bedoeling van de Regering : 1^e de thans in rechte lijn of tussen echtgenoten met gemeenschappelijke kinderen verleende abattementen te verdubbelen; 2^e een abattement van 200 000 frank ten voordele van de overlevende echtgenoot, wanneer er geen gemeenschappelijke kinderen zijn, in te voeren — wat tot dusver niet bestond.

Dat vergt een wijziging van artikel 54 van het Wetboek. De Regering wil bij die gelegenheid tevens het sedert 1947 op 7 000 frank vastgestelde belastbare minimum voor successies in de zilijn op 25 000 frank brengen.

2^e De verhoging van de abattementen ten voordele van de bescheiden erfdeelen, die zeker door iedereen zal worden goedgekeurd, noopt de Regering er evenwel toe het tarief der successierechten, vastgesteld bij artikel 48, te herzien, evenals het stelsel van de belastingverlaging die bij artikel 56 wordt toegestaan volgens het aantal kinderen van de erfgenaam, in beginsel ten belope van 2 % per kind.

a) Eerste punt : Nieuwe tarieftabel.

Er zou een nieuw tarief worden opgemaakt, zodat het bedrag dat wordt geïnd voor overdrachten in de zilijn of tussen niet-verwante personen met ongeveer 10 % wordt verhoogd, en het bedrag, geïnd voor overdrachten in rechte lijn of tussen echtgenoten, met ongeveer 5 %, met dien verstande dat voor deze laatsten de verhoging slechts zou gelden voor het netto gedeelte dat 2 000 000 frank overtreft.

Op de tranche boven 10 000 000 frank is het toepasselijke percentage op het ogenblik 63,80 % tussen broers, 67,10 % tussen oom en neef, 69,30 % tussen grootoom en achterneef en 72,60 % tussen niet verwante personen. Daar het niet opportuun lijkt die cijfers zo maar met 10 % te verhogen, is een algemene herziening van het tarief onvermijdelijk. De Regering is voornemens bij het opmaken van het nieuwe tarief het aantal tranches te verminderen en het bijzondere percentage voor overdrachten tussen grootoom en achterneef af te schaffen.

Tweede punt : Artikelen 56 en 42, III.

Artikel 56 voorziet in een vermindering van de door de erfgenaam of legataris verschuldigde belasting volgens het aantal kinderen dat hij op de dag van het openvallen van de nalatenschap heeft. De vermindering bedraagt in de regel 2 % per kind. Vooit het toestaan van die vermindering heeft het geen belang of de kinderen al dan niet ten laste van de erfgenamen of legatarissen zijn.

Daar anderzijds de wet geen grens bepaalt, wordt het bedrag van de belastingverlaging des te hoger naarmate de graad van verwantschap van de overledene verder ligt en de waarde van de verworven nalatenschap groter wordt.

Toen deze wijze van verlaging in de wetgeving werd opgenomen, zegge in 1919, bestond de betrekkelijk hoge aftrek in rechte lijn niet. Bovendien wordt in de zeldzame buitenlandse wetgevingen, waarin een dergelijke verlaging voorkomt, deze doorgaans beperkt ten bate van de erfgenamen in rechte lijn of ten bate van de erfgenamen die verscheidene kinderen ten laste hebben, en dan uitsluitend om reden van deze kinderen. De verlaging is er te meer steeds beperkt tot een bepaald bedrag. In België worden vrijwel dezelfde beginselen gehuldigd wat betreft de verlaging der inkomstenbelastingen voor de kinderen ten laste.

De Regering is dus voornemens artikel 56 zodanig te wijzigen dat de verlaging slechts verleend wordt tot een te bepalen grens en uitsluitend wegens de minderjarige kinderen van een erfgenaam of legataris, die bij het openvallen van de erfenis ten minste drie minderjarige kinderen in leven

de la succession. La modification de l'article 56 entraînera une modification de l'article 42, III, en ce qui concerne les énonciations de la déclaration de succession.

3^e Les mesures reprises ci-dessus, c'est-à-dire l'augmentation des abattements et l'établissement d'un tableau-tarif plus simple, permettront de réduire dans une sensible mesure les travaux administratifs, surtout lorsqu'ils se rapportent à des affaires d'un intérêt pécuniaire relativement minime. C'est dans le même esprit que le Gouvernement compte remanier les articles 46 et 103¹. En ce qui concerne les biens meubles corporels dépendant de la succession, ces articles imposent des obligations à la fois aux héritiers et aux compagnies d'assurance; il convient de les revoir pour éviter des formalités qui font double emploi, sans nuire bien entendu aux possibilités de contrôle de l'administration.

4^e Les autres mesures que le Gouvernement envisage de prendre en matière de droits de succession auront pour objectif d'assurer une perception plus équitable de l'impôt, d'éviter certaines formes d'évasion fiscale et de remédier à certaines lacunes. Pour plus de clarté, le Ministre énumère les points visés en se référant aux articles du Code.

a) *Premier point : Articles 8, 13 et 97.*

L'expérience a relevé certaines lacunes ou imperfections dans le système actuel d'imposition des sommes ou valeurs que l'héritier ou toute autre personne est appelé à recevoir à titre gratuit au décès du défunt en vertu de stipulations dans des conditions auxquelles le défunt a été partie, stipulations qu'on appelle en droit civil « stipulations pour autrui ». Le texte concerne notamment les assurances sur la vie. La matière est fort complexe. Sans entrer maintenant dans les détails, le Ministre se borne à signaler que l'article 8 dont il est question, qui a été construit en ayant exclusivement égard à des notions de droit civil, subordonne l'exigibilité du droit de succession à des conditions fort strictes, comme par exemple la condition du paiement des sommes au décès du stipulant ou la condition d'un paiement lié à une stipulation émanant juridiquement du défunt. La taxation à l'impôt successoral est ainsi écartée par certaines formules, voire même par certains articles, ou encore dans des situations pour lesquelles cependant, lorsqu'on voit les choses du point de vue économique ou du point de vue de l'enrichissement de celui qui est appelé à encaisser l'argent, il n'y a pas de différence avec les stipulations pour lesquelles l'impôt est certainement dû.

D'autre part, il résulte du texte actuel que lorsqu'une assurance sur la vie a été souscrite par un époux au profit de son conjoint, l'impôt successoral est dû sur la totalité du capital assuré, nonobstant la circonstance que les primes ont été payées par la communauté. Cette solution, qui a aussi été adoptée il y a déjà longtemps en s'en tenant à des considérations de droit civil, ne paraît plus acceptable à l'heure actuelle.

L'intention actuelle est de remanier l'article 8 pour, d'une part, en étendre le champ d'application à des situations pour lesquelles il n'y a pas de différence, d'un point de vue économique, avec celles où l'impôt est actuellement dû et, d'autre part, établir une perception plus équitable dans les cas où une personne est bénéficiaire d'une stipulation faite par son conjoint, alors qu'elle en a supporté en partie la charge par l'application des règles de la communauté.

Le remaniement de l'article 8 entraînera une modification de l'article 13 (pour une simple question de forme) et de l'article 97 (à propos de l'information à envoyer à l'adminis-

tration).

heeft. De wijziging van artikel 56 zal een wijziging van artikel 42, III, ten gevolge hebben wat betreft de vermeldingen van de erfenisangifte.

3^e De zoöven bedoelde maatregelen, zegge de verhoging van de aftrekken en de uitwerking van een eenvoudiger tarieventabel, zullen de mogelijkheid scheppen het administratief werk in hoge mate te verminderen, vooral waar het gaat om zaken van betrekkelijk weinig geldelijk belang. In dezelfde geest denkt de Regering ook de artikelen 46 en 103¹ te wijzigen. Wat de lichamelijke roerende goederen uit de nalatenschap betreft, deze leggen terzelfder tijd de erfgenamen en de verzekeraarsmaatschappijen verplichtingen op; het is geboden ze te herzien ten einde formaliteiten, die elkaar overlappen, te voorkomen zonder, wel te verstaan, de controlemogelijkheden van de administratie te schaden.

4^e De andere maatregelen, die de Regering inzake de successierechten beoogt zullen ten doel hebben een billijkere inning van de belasting te waarborgen, sommige vormen van belastingontduiking te voorkomen en sommige leemten aan te vullen. Duidelijkheidshalve somt de Minister, met verwijzing naar de artikelen van het Wetboek, de beoogde punten op.

a) *Eerste punt : Artikelen 8, 13 en 97.*

De ervaring heeft geleerd dat leemten of onvolmaaktheden voorkomen in het huidig stelsel van belasting der bedragen of waarden welke een erfgenaam of enig ander persoon bij het overlijden van een erflater om niet bekomen krachtens bepalingen in conventies waarbij de overledene betrokken was, bepalingen welke in het burgerlijk recht « bedingen ten behoeve van een ander » genoemd worden. De tekst heeft ondermeer betrekking op de levensverzekeringen. De stof is zeer ingewikkeld. Zonder nu in bijzonderheden te treden, zij vermeld dat artikel 8, waarvan sprake is en dat uitsluitend met begrippen van het burgerlijk recht voor ogen werd opgebouwd, de eisbaarheid van het successierecht afhankelijk maakt van uiterst strenge voorwaarden, zoals bvb. de voorwaarde bedragen te betalen bij het overlijden van de bedinger of de voorwaarde een betaling te verrichten op grond van een beding, juridisch uitgaande van de overledene. De heffing van de successierechten is aldus door sommige formules verschoven, soms zelfs door kunstgrepen, of, indien men de zaken beschouwt uit economisch oogpunt of uit dat van de verrijking van diegene, die geroepen is om een som geld op te trekken, in toestanden waar geen onderscheid bestaat met de bedingen, waarvoor de belasting zeker verschuldigd is.

Bovendien blijkt uit de huidige tekst dat, indien de levensverzekerings door een van de echtgenoten ten bate van de andere echtgenoot werd aangegaan, het successierecht verschuldigd is op het gehele verzekerde kapitaal, niettegenstaande de premies door de gemeenschap betaald werden. Deze regel, die eveneens sedert lange tijd is aangenomen, slechts rekening houdend met begrippen van het burgerlijk recht, lijkt op dit ogenblik ook niet meer aanvaardbaar.

Thans ligt het in de bedoeling om artikel 8 aan te passen enerzijds om het toepassingsgebied ervan uit te breiden tot toestanden waarin op economisch gebied, geen verschil bestaat met die waarin de belasting thans verschuldigd is, en anderzijds om tot een rechtvaardiger heffing te komen in die gevallen waarin iemand de begiftigde is van een beding vanwege zijn echtgenoot, terwijl hij die heffing reeds gedeeltelijk heeft betaald ingevolge toepassing van de regels van de gemeenschap.

De aanpassing van artikel 8 zal een wijziging tot gevolg hebben van artikel 13 (alleen omwille van de vorm) en van artikel 97 (betreffende de inlichting welke aan het bestuur

tration par les sociétés et spécialement les compagnies d'assurances qui effectuent des paiements aux bénéficiaires de stipulations pour autrui).

b) *Deuxième point : Article 52².*

L'article 52² règle la perception du droit de succession en cas de transmission entre adoptant et adopté. Pour éviter que les adoptions ne puissent être dictées principalement par des considérations d'ordre fiscal, la loi stipule qu'il ne peut être tenu compte en principe du lien de parenté résultant de l'adoption. Cette règle s'accompagne de quatre exceptions dans lesquelles l'enfant adoptif est assimilé à l'enfant légitime. Ces dispositions ont été prises il y près de vingt ans. Il apparaît que pour obvier à de nouveaux abus, il est nécessaire, pour deux des situations visées, de formuler d'une manière plus précise la condition à laquelle le bénéfice du tarif en ligne directe est subordonné. Ces deux situations sont les suivantes :

a) lorsque l'adopté a, dans sa minorité et pendant six ans au moins, reçu de l'adoptant des secours et des soins non interrompus;

b) lorsque, au moment de l'adoption, l'adopté était pupille de l'assistance publique ou orphelin d'un père mort pour la Belgique.

Dans le premier cas, il s'agit de stipuler dans le texte, pour éviter une interprétation extensive prêtant à des abus, que l'assimilation à l'enfant légitime ne peut avoir lieu que si l'adopté a été à la charge exclusive de l'adoptant pendant les six ans au cours de sa minorité. Dans le second cas, une difficulté s'est produite au sujet de ce qu'il faut entendre par l'état d'orphelin au moment de l'adoption.

c) *Troisième point : Articles 25, 37, 38, 40 et 78.*

Une nouvelle déclaration doit être déposée par les héritiers quand, postérieurement à l'ouverture de la succession, la consistance de celle-ci est augmentée par la solution d'un litige. Il a toujours été admis, conformément à ce qui est d'ailleurs indiqué dans le rapport de la Commission qui a préparé le Code des droits de succession de 1936, que le point de départ du délai pour déposer la déclaration est la date du jugement intervenu dans le litige, même si ce jugement n'a pas encore acquis force de chose jugée ou est frappé d'appel. Cette solution s'impose, car l'administration n'est évidemment pas à même de prouver dans quelle mesure le jugement est devenu définitif. Des difficultés au sujet de l'interprétation littérale des textes du Code ayant surgi ces derniers temps, le Gouvernement envisage d'apporter à ces textes les précisions nécessaires.

Deuxième groupe : Droits d'enregistrement.

1^o En corrélation avec certaines des modifications du Code des droits de succession, le projet de loi autorise le Gouvernement à modifier les articles du Code des droits d'enregistrement qui concernent le tarif des droits de donation en général, la réduction du droit de donation d'après le nombre d'enfants que le donataire a au moment de la donation et, enfin, les donations entre adoptant et adopté. Il s'agit donc des articles 131, 132², 135 et 136 du Code des droits d'enregistrement.

moet worden verstrekt door de vennootschappen en voor-al door de verzekeringsmaatschappijen die sommen uitbeta-len aan begiftigden van een beding ten voordele van een derde).

b) *Tweede punt : Artikel 52².*

Artikel 52² regelt de heffing van het successierecht in geval van overdracht tussen aannemende persoon en aangenome. Ten einde te vermijden dat de aannemingen vooral zouden ingegeven worden door fiscale overwegingen, stelt de wet dat er in principe geen rekening mag gehouden worden met de uit de aanneming voortspruitende verwantschapsband. Op deze regel bestaan vier uitzonderingen, waarbij het aangenomen kind met het wettig kind gelijkgesteld wordt. Deze bepalingen zijn twintig jaar oud. Ten einde nieuwe misbruiken te vermijden, lijkt het nodig voor twee van de bedoelde gevallen de voorwaarde duidelijker te omschrijven waarin het tarief in rechte lijn mag toegepast worden. Deze twee gevallen zijn de volgende :

a) wanneer de aangenomene tijdens zijn minderjarigheid en gedurende ten minste zes jaar niet onderbroken bijstand en zorgen van de aannemende persoon ontvangen heeft;

b) wanneer de aangenomene, op het ogenblik van de aanneming, pupil van de openbare onderstand of wees van een voor België gestorven vader was.

In het eerste vermelde geval gaat het erom, ten einde een breedvoerige uitleg die tot misbruiken leidt te vermijden, in de tekst aan te stippen dat de gelijkstelling met het wettig kind niet kan geschieden tenzij het aangenomen kind gedurende de zes jaar van zijn minderjarigheid uitsluitend ten laste van de aannemende persoon is geweest. In het tweede geval is een moeilijkheid gerezen over de vraag wat dient verstaan te worden onder de toestand van wees op het ogenblik van de aanneming.

c) *Derde punt : Artikelen 25, 37, 38, 40 en 78.*

Door de erfgenamen moet een nieuwe aangifte ingeleverd worden, wanneer, na het openvallen van de nalatenschap, de samenstelling hiervan vermeerderd wordt door de oplossing van een geschil. Overeenkomstig hetgeen trouwens bepaald is in het verslag van de Commissie, die het Wetboek van de successierechten van 1936 heeft voorbereid, werd steeds aangenomen dat het beginpunt van de termijn voor de inlevering van de aangifte, de datum van het vonnis is waarbij het geschil zijn beslag kreeg, zelfs indien het vonnis nog geen kracht van gewijsde heeft of indien beroep is ingesteld. Deze oplossing ligt voor de hand want de administratie is uiteraard niet bij machte te bewijzen in hoeverre het vonnis definitief is geworden. Aangezien de letterlijke uitleg van de teksten van het Wetboek de jongste tijd moeilijkheden heeft doen rijzen, beoogt de Regering in deze teksten de nodige verbeteringen aan te brengen.

Tweede groep : Registratierechten.

1^o Samen met sommige wijzigingen in het Wetboek der successierechten, machtigt het wetsontwerp de Regering de artikelen van het Wetboek der registratierechten te wijzigen, die betrekking hebben op het recht op de schenkingen over het algemeen, de verlaging van het recht op de schenkingen naar rata van het aantal kinderen dat de begiftigde heeft op het ogenblik van de schenking en, ten slotte, de schenkingen tussen de persoon die aanneemt en het aangenomen kind. Het gaat dus om de artikelen 131, 132², 135 en 136 van het Wetboek der registratierechten.

2° Afin de procurer au Trésor public des ressources supplémentaires, il est envisagé de majorer de 50 % le montant des droits fixes d'enregistrement (art. 11, 141, 153 et 155) et des droits gradués afférents aux protêts (art. 157), de même que le montant des droits de greffe de réduction, d'expédition, de légalisation et de recherche et des droits perçus pour les immatriculations au registre de commerce et au registre de l'artisanat (art. 270¹ à 278). Les montants de ces droits, qui apparaissent d'ailleurs plutôt comme des salaires perçus lors de certaines formalités, ont été fixés en 1959 et en 1960; ils représentaient alors environ trois fois les taux d'avant-guerre. Il est certain qu'eux égard à l'évolution du prix de toutes choses un rajustement s'impose.

Le Ministre signale que l'augmentation de 50 % du droit perçu dans les greffes pour les expéditions entraînera une majoration équivalente de la taxe que perçoivent les communes pour la délivrance des expéditions, copies ou extraits des actes de l'état civil; cette taxe est légalement alignée sur le tarif du droit payé pour obtenir dans les greffes les mêmes copies ou extraits.

3° En ce qui concerne le droit frappant les transmissions de biens immeubles, le Gouvernement estime que dans l'état actuel du marché immobilier, il est possible de majorer le droit ordinaire frappant les ventes d'immeubles. La modification envisagée aux articles 44 et 72 consiste donc à porter le droit ordinaire de 11 à 12,50 %.

Les taux réduits prévus pour les achats d'habitations modestes et de petites propriétés rurales ne seront pas modifiés.

L'article 53 actuel prévoit la réduction du droit à 6 % pour les achats de biens ruraux dont le revenu cadastral n'excède pas un certain maximum; il considère comme biens ruraux, les biens qui sont affectés à une exploitation agricole ou forestière. Dans l'interprétation que ce texte a reçue, la réduction à 6 % est applicable, sous la réserve de la limite du revenu cadastral, à l'achat de parcelles boisées ou destinées à être boisées. Dans les circonstances actuelles, cette réduction n'a plus aucune justification et il est envisagé de la supprimer.

Le taux réduit de 2,50 % prévu à l'article 62, sous certaines conditions, pour les achats de biens immeubles par des personnes exerçant la profession d'acheter des immeubles en vue de la revente, sera porté à 5 %. Etabli en 1939, le taux de 2,5 % correspondait alors au montant de la taxe de transmission pour les ventes de marchandises. Ce taux peut être augmenté sans inconvénient sérieux, vu l'état du marché immobilier et le taux actuel de la taxe de transmission.

Dans le domaine des transactions immobilières, il reste enfin à parler de l'aménagement du régime des restitutions des neuf dixièmes ou de la moitié du droit payé pour l'achat d'un immeuble en cas de revente dans les trois mois ou dans les deux ans. Cette disposition a été introduite dans la législation au cours d'une période de crise (1934-1935), comme moyen de stimuler le marché immobilier. A ce titre, elle a perdu sa justification. La suppression pure et simple ne serait cependant pas sans inconvénients dans le cas de transmissions successives réalisées entre particuliers dans un laps de temps très court. Le Gouvernement envisage donc de limiter désormais la restitution prévue à l'article 212, uniformément à la moitié du droit, à condition que le bien

2° Ten einde de Schatkist bijkomende financiële middelen te verschaffen, overweegt men een vermeerdering met 50 % van het bedrag der vaste registratierechten (art. 11, 141, 153 tot 155) en van de gegradeerde rechten betreffende de protesten (artikel 157), evenals van het bedrag van de griffierechten wegens vermindering, uitgifte, legalisatie en opzoeking en van de rechten voor de inschrijving in het handels- en in het ambachtsregister (art. 270¹ tot 278). Het bedrag van die rechten, die ten andere veeleer voorkomen als een ereloon ter gelegenheid van sommige formaliteiten, werd vastgesteld in 1959 en 1960; toen waren zij ongeveer driemaal zo hoog als voor de oorlog. Het is zeker dat, gelet op de prijsevolutie op elk gebied, een aanpassing zich opdringt.

De Minister signaleert dat de verhoging met 50 % van het recht dat in de griffies moet betaald worden voor de uitgiften, een gelijkwaardige verhoging met zich zal brengen van de taks die de gemeenten innen voor de aflevering van uitgiften, afschriften of uittreksels uit de akten van de burgerlijke stand; deze taks is wettelijk gekoppeld aan het tarief van het recht dat betaald wordt om in de griffies dezelfde afschriften of uittreksels te bekomen.

3° Wat het recht voor de overdracht van onroerende goederen betreft, is de Regering de mening toegedaan dat het, gezien de huidige toestand van de markt van onroerende goederen, mogelijk is het gewoon recht voor op de verkoop van onroerende goederen te verhogen. De verandering die men overweegt voor de artikelen 44 en 72, bestaat er dus in het gewoon recht te brengen van 11 op 12,50 %.

De verminderde percentages waarin voorzien wordt voor de aankoop van bescheiden woningen en kleine landeigendommen, zullen niet gewijzigd worden.

Het huidige artikel 53 voorziet in de vermindering van het recht voor de aankoop van landeigendommen, waarvan het kadastraal inkomen een bepaald maximum niet overtreft, tot 6 %; als landeigendommen worden beschouwd de goederen die aangewend worden voor een landbouw- of bosbouwonderneming. In de interpretatie die aan deze tekst gegeven wordt, is de vermindering tot 6 % onder voorbehoud van de grens van het kadastraal inkomen, van toepassing op de aankoop van bosgronden of gronden die voor bebossing bestemd zijn. In de huidige omstandigheden is er geen enkele verantwoording voor deze vermindering en men is van plan ze af te schaffen.

Het verminderd percentage van 2,5 % waarin artikel 62 onder bepaalde voorwaarden voorziet voor de aankoop van onroerende goederen door personen wier beroep bestaat in het aankopen van onroerende goederen met het oog op de wederverkoop ervan, zal op 5 % gebracht worden. Het percentage van 2,5 %, dat in 1959 vastgesteld werd, stemde toen overeen met het bedrag van de overdrachttaks voor de verkoop van koopwaren. Dit bedrag kan zonder ernstig bezwaar verhoogd worden gezien de toestand van de markt van de onroerende goederen en het huidige bedrag van de overdrachttaks.

Op het gebied van de transacties van onroerende goederen moet ten slotte nog worden gesproken over de aanpassing van het stelsel van de teruggave van negen tiende of van de helft van het recht voor de aankoop van een onroerend goed ingeval van wederverkoop binnen drie maanden of twee jaar. Deze bepaling werd in de wetgeving ingevoerd tijdens een crisisperiode (1934-1935), als middel om de markt van de onroerende goederen nieuw leven in te blazen. Als dusdanig is zij niet meer verantwoord. De eenvoudige opheffing ervan zou nochtans nadelen met zich brengen in de gevallen van opeenvolgende overdrachten tussen particulieren binnen een zeer kort tijdbestek. De Regering is dus van plan voortaan de in artikel 212 bepaalde terugbetaling

acheté soit revendu dans les six mois. La modification à faire à l'article 213, qui se réfère à l'article 212, est de pure forme.

4^e Le dernier point concerne les droits d'enregistrement, c'est-à-dire la modification du régime de perception sur les actes concernant les créances hypothécaires, dont il est question aux articles 87, 93 du Code. En 1958, une profonde réforme a été réalisée, dans un but de simplification, en ce qui concerne les droits d'enregistrement applicables aux obligations de sommes en général. Depuis lors, le droit proportionnel ne frappe plus que les cessions de créance, les subrogations et les affectations hypothécaires à la sûreté d'une créance bénéficient déjà de pareille garantie. Mais depuis l'entrée en vigueur de cette loi, la pratique du paiement avec subrogation s'est considérablement accrue, le plus souvent dans des buts purement fiscaux, sans répondre à une réalité économique ou une nécessité juridique. La formule du paiement avec subrogation est souvent utilisée en cas de vente d'un immeuble, suivie d'un prêt à l'acquéreur d'un montant destiné à acquitter une partie du prix.

L'affectation hypothécaire par l'acquéreur au profit du tiers, en garantie du prêt, échappe à l'impôt à cause de la subrogation du prêteur, mentionnée dans l'acte, dans les droits du vendeur. Cette pratique a fait naître une nouvelle cause de complication, tant au point de vue civil qu'au point de vue fiscal, et entraîné une perte importante de recettes pour l'Etat.

Afin d'y mettre un terme, le Gouvernement envisage de soumettre au droit proportionnel les transmissions d'hypothèque par suite d'une cession de créance ou d'un paiement avec subrogation. En outre, puisque dans le système actuel, c'est la constitution d'hypothèque qui est soumise au droit, l'article 93 sera modifié pour percevoir ce droit sur toutes les sommes, en principal et accessoires, pour lesquelles l'hypothèque est constituée.

Troisième groupe : Droits de timbre.

Pour procurer au Trésor public des ressources supplémentaires, le Gouvernement envisage de doubler les montants des droits fixes de timbre.

Les modifications de certains des textes cités au projet auraient en outre les objectifs particuliers suivants :

1^e L'article 11 vise notamment les écrits « nominatifs » que délivrent les banquiers et agents de change pour constater un reçu ou une reconnaissance de somme. Le droit est actuellement éludé par une pratique consistant à délivrer des reçus où le nom de la partie qui paie n'est pas indiqué. Cette pratique doit être contrecarrée : non seulement, elle prive le Trésor de l'impôt qui doit lui revenir, mais encore elle aboutit à vider de leur substance les écrits délivrés, ceux-ci n'ayant, en droit strict aucune force probante. Aussi, le Gouvernement se propose-t-il d'aménager le texte de la loi afin d'enlever tout intérêt fiscal à la délivrance de reçus irréguliers.

2^e L'article 14, 3^e, assujetti à un droit de 0,50 %, les reconnaissances de sommes au porteur signées par les banquiers. Cette disposition n'a plus de raison d'être depuis la suppression, par la loi du 14 avril 1965, du droit de timbre

en forme de beperken tot de helft van het recht, op voorwaarde dat het aangekochte goed opnieuw verkocht wordt binnen zes maanden. De wijziging die moet aangebracht worden in artikel 213, dat naar artikel 212 verwijst, is dus een loutere vormwijziging.

4^e Het laatste punt betreft de registratierechten, namelijk de wijziging van het stelsel van het recht op de akten betreffende de hypothecaire schuldborderingen, waarvan sprake in de artikelen 87 tot 93 van het Wetboek. In 1958 werd een grondige hervorming doorgevoerd met het oog op een vereenvoudiging, met betrekking tot de registratierechten die van toepassing zijn op de schuldbekentissen van bedragen in het algemeen. Sindsdien treft het proportioneel recht slechts de aanbrengsten van hypotheek en niet de overeenkomsten betreffende bestaande schuldborderingen zoals overdrachten van schuldborderingen de indeplaatsstellingen en de hypothecaire aanwendingen voor de zekerheid van een schuldbordering genieten reeds deze garantie. Doch sinds de inwerkingtreding van deze wet heeft de praktijk van de betaling met indeplaatsstelling gevoelig uitbreiding genomen, en wel het meest met zuivere fiscale doeleinden, zonder dat zij beantwoorden aan een economische realiteit of aan een juridische noodzaak. De formule van de betaling met indeplaatsstelling wordt vaak gebruikt in geval van verkoop van een onroerend goed, gevolgd door een lening, aan de koper, van een bedrag dat bestemd is om een deel van de prijs te dekken.

De vestiging door de aankoper, ten voordele van de derde persoon, van een hypotheek tot zekerheid van de lening wordt niet belast wegens de in de akte vermelde indeplaatsstelling van de lener in de rechten van de verkoper. Deze praktijk heeft nieuwe verwikkelingen in het leven geroepen zowel op het stuk van het burgerlijk recht als op fiscaal gebied, en brengt een aanzienlijke minderontvangst met zich voor de Staat.

Om daaraan een einde te maken, is de Regering voornemens de overdrachten van hypotheken ingevolge een afstand van schuldbordering of een betaling met subrogatie, te onderwerpen aan het evenredig recht. Daar in de huidige regeling de vestiging van een hypotheek aan het recht wordt onderworpen, zal tevens artikel 93 gewijzigd worden, ten einde recht te kunnen innen op al de hoofdsommen en bijkomende kosten, waarvoor de hypotheek gevestigd is.

Derde groep : Zegelrechten.

Om de Schatkist bijkomende ontvangsten te bezorgen, is de Regering van plan de bedragen van de vaste zegelrechten te verdubbelen.

De wijziging van een aantal in het ontwerp vermelde teksten zou voorts de volgende bijzondere doelstellingen nastreven :

1^e Artikel 11 beoogt o.m. de geschriften « op naam » welke de bankiers en effectenmakelaars afleveren om tot ontvangstbewijs of schuldbekentenis van geldsom te strekken. Het recht wordt thans ontdoken door middel van een praktijk die erin bestaat ontvangstbewijzen af te leveren, waarop de naam van de betalende partij niet vermeld is. Tegen deze praktijk moet gereageerd worden : niet alleen wordt daaroor de belasting welke aan de Schatkist toekomt, ontdoken, maar wordt tevens aan de aangeleverde geschriften de inhoud ontnomen, daar zij, strikt juridisch gezien, geen bewijskracht bezitten. Daarom wil de Regering de wettekst aanpassen, ten einde elk fiscaal belang bij het afleveren van onregelmatige ontvangstbewijzen ongedaan te maken.

2^e Artikel 14, 3^e, onderwerpt aan een recht van 0,50 % de door de bankiers ondertekende schuldbekentissen van geldsommen aan toonder. Die beschikking heeft geen reden van bestaan meer, sedert de afschaffing, door de wet van

frappant les obligations (nominatives ou au porteur) des sociétés anonymes. Le Gouvernement a donc l'intention de l'abroger.

3^e Les notaires sont tenus de faire usage pour leurs actes, expéditions ou copies, de papiers timbrés débités par l'Administration, dont la loi détermine le format. Il semble que les dispositions légales peuvent constituer une entrave à l'utilisation pour les expéditions d'actes, de procédés nouveaux de reproduction. Le Gouvernement a donc l'intention d'apporter une solution satisfaisante à ce problème, après consultation du notariat. A cette fin, il sollicite le pouvoir de modifier les articles 4 et 30 à 33 du Code des droits de timbre.

Quatrième groupe : Taxes assimilées au timbre.

Pour trouver des ressources nouvelles, le Gouvernement a estimé qu'il y avait lieu de relever modérément les taux de la taxe de luxe.

Le taux de 17 % frappant notamment les antiquités, les articles de bijouterie ou de joaillerie, les objets d'orfèvrerie, les montres en métaux précieux, les peintures et les sculptures, sera porté à 18 %.

Le taux de 20 % applicable, entre autres, aux produits de la parfumerie, aux pelleteries apprêtées ou confectionnées, à la coutellerie en métaux précieux, aux estampes, aux articles de ménage en cristal ou en verre gravé, aux objets d'ornement, sera porté à 23 %.

Il convient de remarquer que ce taux de 23 % s'appliquera lors de la vente par le fabricant et qu'il ne se perçoit pas sur les marges de distribution qui sont souvent importantes.

D'autre part, comme le signale l'Exposé des Motifs du présent projet, le taux de la taxe de luxe sur les voitures automobiles reste inchangé.

Enfin, il a été jugé que des recettes supplémentaires pourraient être obtenues en majorant légèrement le taux de la taxe sur les contrats d'assurance. En portant ce taux de 5 % à 6 %, il reste toujours inférieur à celui de la taxe frappant les prestations de service (7 %). Quant aux assurances sur la vie pour lesquelles un taux réduit est prévu, il n'est pas excessif de fixer ce taux à la moitié du taux normal, soit à 3 %.

Question.

Article 2, § 4, 1^e.

Un membre désire obtenir des précisions au sujet de la modification des droits de succession. Au cours de la discussion générale, il a été déclaré que ces mesures devaient rapporter 75 millions.

Réponse du Ministre des Finances.

Les diverses mesures envisagées par le Gouvernement en matière de droits de succession devraient rapporter une plus-value de recettes d'environ 135 millions de francs pour une année entière. Le montant de 75 millions concerne les modifications aux articles 8 (stipulations pour autrui) et 52 (adoption).

Question.

Un projet de loi sur ce point a été préparé il y a plus d'un an. Comment se fait-il qu'il n'a jamais été déposé ?

14 avril 1965, van het zegelrecht op de obligaties (op naam of aan toonder) van de naamloze vennootschappen. De Regering is dus voornemens die bepaling op te heffen.

3^e De notarissen zijn verplicht, voor hun akten, uitgiften of afschriften, gebruik te maken van het door het Bestuur verkocht gezegeld papier, waarvan het formaat bij de wet is vastgesteld. Het blijkt dat de wettelijke beschikkingen de aanwending van nieuwe reproductiewijzen voor de aktenuitgiften kunnen verhinderen. De Regering is dus voornemens een behoorlijke oplossing aan dit probleem te geven, na raadpleging van het notariaat. Daarom vraagt zij de bevoegdheid om de artikelen 4 en 30 tot 33 van het Wetboek der zegelrechten te wijzigen.

Vierde groep : met het zegel gelijkgestelde taksen.

Om nieuwe geldmiddelen ten vinden, heeft de Regering het aangewezen geacht het percentage van de weeldetaks redelijk te verhogen.

Het percentage 17 % dat o.m. geldt voor antiquiteiten, sieraden en juwelen, goudsmidswerk, uurwerken van edele metalen, schilderijen en beeldhouwwerken, zal op 18 % worden gebracht.

Het percentage 20 %, o.m. toepasselijk op parfumerie-artikelen, bereide of geconfectioneerde pelterijen, messenmakerswerk van edele metalen, etsen, huishoudartikelen van kristal of geëtst glas, en voorwerpen voor versiering, zal op 23 % worden gebracht.

Op te merken valt dat het percentage 23 % toepasselijk zal zijn bij de verkoop door de fabrikant en dat het niet zal worden geheven op de vaak aanzienlijke distributiemarges.

Anderzijds blijft de weeldetaks op auto's, zoals in de Memorie van toelichting bij het onderhavige ontwerp wordt gezegd, ongewijzigd.

Ten slotte werd geoordeld dat bijkomende inkomsten konden worden bekomen door een lichte verhoging van de belasting op de verzekeringscontracten. Als die belasting van 5 op 6 % wordt gebracht, blijft ze toch nog lager dan de belasting op het verlenen van diensten (7 %). Wat de levensverzekeringen betreft, waarvoor een verminderd percentage geldt, is het niet overdreven dat percentage vast te stellen op de helft van het normale percentage, d.w.z. op 3 %.

Vraag.

Artikel 2, § 4, 1^e.

Een lid wenst ophelderingen te bekomen over de wijziging van de successierechten. In de loop van de algemene besprekking werd verklaard dat deze maatregelen 75 miljoen zouden opbrengen.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De onderscheidene, door de Regering beoogde maatregelen inzake de successierechten zouden een meerontvangst van 135 miljoen frank over een geheel jaar moeten opleveren. Het bedrag van 75 miljoen heeft betrekking op de wijzigingen in de artikelen 8 (bedingen voor anderen) en 52 (aanneming).

Vraag.

Meer dan een jaar geleden is omtrent dit punt een wetsontwerp voorbereid. Hoe komt het dat het nooit is ingediend ?

Réponse du Ministre des Finances.

Le projet de loi auquel le membre fait allusion ne visait que certains des articles énoncés dans la disposition dont il s'agit.

Certaines mesures concernant les abattements et le tarif des droits de succession avaient été effectivement envisagées par le Gouvernement précédent, sans qu'un projet de loi n'ait été déposé.

Le Gouvernement actuel a examiné l'opportunité de reprendre à son compte les mêmes mesures. Une décision à ce sujet a été prise par le Conseil des Ministres en décembre 1966. Le projet de loi a ensuite été soumis au Conseil d'Etat qui vient de remettre son avis.

Ceci explique que ledit projet n'ait pas été déposé au Parlement.

Question.

Quelles sont les intentions du Gouvernement en ce qui concerne :

1° le régime d'imposition pour les acquisitions d'immeubles en cas de revente dans les trois mois ou les deux ans qui suivent l'acte d'achat ?

2° le régime d'imposition pour les acquisitions des « marchands de biens » ?

3° le statut fiscal des cessions ou des subrogations de créances hypothécaires ?

Réponse du Ministre des Finances.

Le membre voudra bien se référer à l'exposé introductif qui précède.

Question.

Des pouvoirs spéciaux sont-ils nécessaires pour modifier les droits d'enregistrement ?

Réponse du Ministre des Finances.

La modification des droits d'enregistrement n'appartient pas au Pouvoir exécutif mais doit puiser son fondement dans un texte ayant force de loi.

Question.

Un membre se réjouit du fait que le Gouvernement compte maintenir le taux réduit de 6 % d'une part, pour l'acquisition d'une habitation modeste (article 53 du Code des droits d'enregistrement), d'autre part, en cas d'échange de biens ruraux non bâties (art. 72) que cet échange soit volontaire ou imposé par le remembrement.

Réponse du Ministre des Finances.

Le régime du droit d'enregistrement applicable aux acquisitions de petites propriétés (habitations à bon marché et petites propriétés rurales) ne sera pas modifié, pas plus que celui applicable en général aux échanges d'immeubles non bâties. Bien entendu, lorsque l'échange a lieu avec une soulte assujettie au droit ordinaire d'enregistrement, la majoration envisagée de ce droit ordinaire sera aussi applicable à la soulte.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Het wetsontwerp waarop het lid zinspeelt, had slechts betrekking op bepaalde artikelen welke in de desbetreffende bepaling genoemd worden.

Sommige maatregelen betreffende de aftrek en het tarief van de successierechten, waren door de vorige Regering inderdaad in uitzicht gesteld, zonder dat echter een wetsontwerp ingediend werd.

De huidige Regering heeft nagegaan of het nuttig kan zijn die maatregelen over te nemen. In december 1966 heeft de Ministerraad daaromtrent een beslissing genomen. Het wetsontwerp is dan voorgelegd aan de Raad van State, die zopas zijn advies heeft gegeven.

Zulks verklaart waarom het ontwerp niet in het Parlement is ingediend.

Vraag.

Wat is de Regering van plan op het gebied van :

1° het belastingregime voor de verwerving van onroerende goederen die binnen drie maanden of binnen twee jaar na de aankoopakte opnieuw verkocht worden ?

2° het belastingregime voor de verwerving door « makelaars » ?

3° het fiscaal regime van de overdracht of van de indeplaatsstelling van hypothecaire schuldvorderingen.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De door het lid gevraagde gegevens komen voor in de hierbovenstaande inleidende uiteenzetting

Vraag.

Een lid vraagt of de bijzondere machten noodzakelijk zijn om de registratierechten te wijzigen.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De wijziging van de registratierechten behoort niet tot de bevoegdheid van de Uitvoerende Macht, maar moet steunen op een tekst die kracht van wet bezit.

Vraag.

Een lid uit er zijn tevredenheid over dat de Regering denkt het verminderd tarief van 6 % te handhaven, eensdeels voor de verwerving van een goedkope woning (artikel 53 van het Wetboek der registratierechten), anderdeels in geval van ruiling van niet gebouwde onroerende goederen (art. 72), om het even of deze ruiling vrijwillig of door de herverkaveling opgelegd is.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Het stelsel van het registratierecht, dat toepasselijk is op de verwerving van kleine eigendommen (goedkope woningen of kleine landeigendommen) zal niet gewijzigd worden, evenmin als datgene dat over het algemeen toepasselijk is op de ruiling van niet gebouwde onroerende bezittingen. Indien wel te verstaan de ruiling gebeurt met een opgeld, dat onderworpen is aan het gewoon registratierecht, zal de beoogde verhoging van dit gewoon recht ook toepasselijk zijn op het opgeld.

Question.

Un membre demande s'il se justifie de majorer les droits d'enregistrement sur les prêts hypothécaires. A son avis, ce ne serait pas une bonne mesure.

Réponse du Ministre des Finances.

Pour les droits d'enregistrement prévus pour les constitutions d'hypothèques, il n'y a pas d'augmentation. Mais on fait un effort de lutte contre le procédé astucieux qui consiste à éviter ce droit en recourant à la formule de subrogation de créances.

Question.

Un membre demande s'il est exact que les entrepreneurs, constructeurs d'habitations ou d'appartements seront assimilés aux marchands de biens. Si tel était le cas les opérations immobilières auxquelles se livrent ces entrepreneurs ne manqueraient pas d'être rendues plus onéreuses par suite de l'augmentation des droits. Il en résulterait une diminution des opérations immobilières, ce qui serait regrettable car les initiatives prises par ces entrepreneurs favorisent sans nul doute le marché immobilier, ce qui a pour conséquence une plus grande stabilité dans le domaine de l'emploi.

Réponse du Ministre des Finances.

Le Gouvernement n'envisage d'assimiler qui que ce soit à des marchands de biens, cette qualité au regard du droit d'enregistrement étant limitée aux personnes qui ont fait une déclaration préalable dans les conditions déterminées par les articles 62 et suivants du Code de droits d'enregistrement.

Question.

Au sujet de l'article 62, un autre membre aimeraient savoir si les entrepreneurs qui construisent des habitations pour leur propre compte dans le but de les vendre par la suite, seront taxés plus lourdement. Ce serait, dit-il, une mesure anti-sociale, d'autant plus que les entrepreneurs recourent à ce procédé pour maintenir leur main-d'œuvre au travail.

Réponse du Ministre des Finances.

En ce qui concerne la majoration du droit prévu à l'article 62 pour les achats par les marchands de biens (actuellement 2,50 %), il ne paraît pas possible d'établir une discrimination quant à la charge de l'impôt entre, d'une part, les achats d'immeubles (terrains ou bâtiments à démolir) en vue de la construction d'habitaciones ou d'appartements et, d'autre part, les achats d'immeubles pour une autre affectation (par exemple : affectation à un lotissement, à un usage commercial, industriel, etc.). Sur le plan technique, il faut constater qu'au moment de l'achat, le professionnel ne connaît pas toujours l'affectation définitive; il dispose d'ailleurs d'un délai de dix ans pour revendre. L'octroi d'un régime spécial entraînerait pour l'administration des mesures de contrôle pendant de nombreuses années. De toute manière, l'incidence de l'augmentation de droit envisagée sur le coût total de l'immeuble bâti est fort minime.

Question.

Un membre demande ce que rapporterait le rétablissement des droits sur les subrogations de créances hypothécaires. Cette mesure pourrait avoir une incidence sur la

Vraag.

Een lid vraagt zich af of het gerechtvaardigd is, de registratierechten op de hypothecaire leningen te verhogen. Zijns inziens zou dit geen goede maatregel zijn.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De registratierechten voor de vestiging van hypotheken worden niet verhoogd. Er wordt echter een inspanning gedaan om het sluwe procédé, dat erin bestaat dit recht te ontduiken door de substitutie van vorderingen, te bestrijden.

Vraag.

Een lid vraagt of de aannemers, bouwers van woningen of appartementen, zullen gelijkgesteld worden met de handelaars in goederen. Mocht dit zo zijn, dan zouden de verhandelingen van onroerende goederen waarmede deze aannemers zich bezighouden, onvermijdelijk veel kostelijker worden ingevolge de verhoging van de rechten. Het gevolg daarvan zou een vermindering van de verhandelingen van onroerende goederen zijn, hetgeen betrekkelijk waardig zou zijn, want de initiatieven van deze aannemers bevorderen ongetwijfeld de handel in onroerende goederen, met het gevolg dat de werkgelegenheid veel stabiever wordt.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Regering denkt er niet aan om het even wie gelijk te stellen met de handelaars in goederen, daar uit het oogpunt van de registratierechten deze hoedanigheid beperkt is tot de personen, die vooraf een aangifte hebben gedaan overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 62 en volgende van het Wetboek der registratierechten.

Vraag.

Een ander lid wenst in verband met artikel 62 te vernemen of de aannemers, die voor eigen rekening woningen bouwen met het doel die daarna te verkopen, zwaarder zullen belast worden. Dit zou, volgens dit lid, een antisociale maatregel zijn, te meer daar de aannemers aldus handelen om hun arbeidskrachten aan het werk te houden.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Wat betreft de verhoging van het in artikel 62 bepaalde recht op de aankopen door handelaars in goederen (thans 2,50 %) lijkt het niet mogelijk op het stuk van de belastinglast een onderscheid te maken tussen de aankopen van onroerende goederen (gronden of te slopen gebouwen) met het doel er woningen of appartementen te bouwen aan de ene kant, en de aankopen van onroerende goederen voor een andere bestemming (zoals : voor een verkaveling, voor handels- of rijverheidsdoeleinden enz.) aan de andere kant. Technisch gezien dient opgemerkt te worden dat de beroepshandelaar op het ogenblik van de aankoop de juiste bestemming niet altijd kent; hij beschikt trouwens over een termijn van tien jaar om voort te verkopen. De toekenning van een bijzonder regime zou de administratie gedurende tal van jaren controlemaatregelen opleggen. De weerslag van de beoogde verhoging van het recht zou op de totale prijs van het gebouwd onroerend goed vrij gering zijn.

Vraag.

Een lid vraagt wat het herstel van de rechten op de substitutie van hypothecaire vorderingen zou opbrengen. Deze maatregel zou een weerslag kunnen hebben op de

construction des logements sociaux. Le Gouvernement ne pourrait-il envisager que le nouveau droit d'enregistrement ne soit applicable qu'à partir de 500 000 francs ?

Il faut remarquer que l'augmentation du droit d'enregistrement sur le montant des emprunts hypothécaires aura pour conséquence indirecte d'augmenter les charges consécutives à l'achat d'une habitation modeste. Le Gouvernement ne pourrait-il prendre des mesures spéciales en faveur de cette catégorie d'habitations ?

Réponse du Ministre des Finances.

D'après les renseignements que possède le Ministre, le rapport serait de 100 millions. Il n'est pas possible d'indiquer actuellement la portée de ce montant qui se rapporte à des opérations de crédit d'un montant ne dépassant pas 500 000 francs.

Question.

Peut-on obtenir une comparaison entre le taux du droit d'enregistrement perçu en Belgique et celui existant dans les pays voisins ?

Réponse du Ministre des Finances.

La comparaison est difficile étant donné que dans d'autres pays il existe, indépendamment du droit d'enregistrement, d'autres formes d'imposition et notamment un impôt annuel sur le capital.

Question.

Le Gouvernement compte-t-il aménager notre système de taxe de transmission en un système de T.V.A. déjà en application en France ?

Réponse du Ministre des Finances.

Le Gouvernement est pleinement conscient des nombreux inconvénients que suscite le système de taxe en cascade et il est décidé à déposer dans le courant de l'année un projet de loi établissant une taxe sur la valeur ajoutée.

Le Gouvernement est actuellement saisi de deux propositions de directives de la Commission de la C.E.E. en matière d'harmonisation des taxes sur les affaires dans le Marché Commun.

La première de ces directives contient les principes généraux qui gouvernent, au sein du Marché Commun, les taxes sur le chiffre d'affaires et la deuxième fixe la structure et les modalités d'application du nouveau système.

Le nouveau système devrait entrer en vigueur au plus tard le 1^{er} janvier 1970.

Le Conseil des Ministres de la C.E.E. s'est prononcé favorablement le 9 février 1967 sur les deux propositions de directives dont il s'agit.

Il ne faut pas se dissimuler que le nombre de difficultés à vaincre est énorme pour la plupart des pays et spécialement pour la Belgique.

L'adoption de la T.V.A. entraînera un bouleversement dans les prix et causera de graves problèmes de trésorerie.

Enfin, les opérations de contrôle de la T.V.A. requerront un personnel plus nombreux qui devra encore être recruté.

Tout ceci amène à penser que certains pays pourraient fort bien demander une prolongation du délai de mise en vigueur.

bouw van volkswoningen. Zou de Regering niet kunnen overwegen dat het nieuw registratierecht slechts van 500 000 frank af zou toepasselijk zijn ?

Het lid merkt op dat het onmiddelijk gevolg van de verhoging van het registratierecht op het bedrag van de hypothecaire leningen zou zijn, dat de lasten bij de aankoop van een bescheiden woning zouden verhogen. Zou de Regering geen speciale maatregelen kunnen nemen voor dit soort van woningen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Volgens de gegevens, waarover de Minister beschikt, zou de opbrengst 100 miljoen bedragen. Het is voor het ogenblik onmogelijk zich over de draagwijdte van dit bedrag uit te spreken, dat verband houdt met kredietverrichtingen over bedragen die 500 000 frank niet te boven gaan.

Vraag.

Kan het resultaat medegedeeld worden van een vergelijking tussen het tarief van het registratierecht in België en die van naburige landen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De vergelijking is moeilijk te maken daar in andere landen, buiten het registratierecht, nog andere vormen van belasting bestaan, onder meer een jaarlijkse kapitaalbelasting.

Vraag.

Is de Regering van zins ons systeem van overdrachttaks om te zetten in een systeem van taks op de toegevoegde waarde, dat reeds in Frankrijk wordt toegepast ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Regering is zich ten volle bewust van de vele bezwaren die verbonden zijn aan het systeem van herhaalde belasting, en zij heeft besloten tijdens dit jaar een wetsontwerp in te dienen waarbij een taks op de toegevoegde waarde wordt ingevoerd.

De Regering bestudeert thans twee voorstellen van richtlijnen van de E.E.G.-Commissie inzake harmonisatie van de omzetbelasting in de Gemeenschappelijke Markt.

In de eerste richtlijn liggen de algemene principes vervat die in de Gemeenschappelijke Markt van toepassing zijn op de omzetbelasting, terwijl de tweede richtlijn de structuur en de toepassingsnormen van het nieuwe systeem bepaalt.

Dit laatste zou uiterlijk op 1 januari 1970 van kracht moeten worden.

De Ministerraad van de E.E.G. heeft zich op 9 februari 1967 gunstig uitgesproken voor de twee voornoemde richtlijnen.

Het valt niet te ontkennen dat de meeste landen, en België in het bijzonder, met zeer vele moeilijkheden zullen te kampen hebben.

De invoering van de taks op de toegevoegde waarde zal een ommekeer teweegbrengen in de prijzen en zal de Schatkist voor ernstige problemen plaatsen.

Ten slotte zal voor het toezicht op de taks op de toegevoegde waarde meer personeel nodig zijn, dat nog zal moeten aangeworven worden.

Uit dit alles kan men afleiden dat sommige landen wellicht zullen verzoeken om verlenging van de termijn binnen welke de regeling van kracht wordt.

Question.

Pourquoi le Gouvernement ne procède-t-il pas à une révision de la nomenclature des articles passibles de la taxe de luxe et n'applique-t-il pas le principe de la progressivité appliquée à certains d'entre eux ?

Pourquoi ne pas taxer différemment, par exemple, les voitures jusqu'à 100 000 francs (ou un autre chiffre à déterminer), de 100 000 à 200 000 et au-delà de 200 000 francs ?

Pourquoi ne pas établir une distinction en matière de taux des droits entre l'achat d'une maison ou d'un appartement d'un prix inférieur à 700 000 francs, par exemple, et celui d'une maison évaluée à plus d'un million ou à plus de deux millions ?

Cette progressivité des impôts indirects, qui existe notamment dans les pays socialistes, n'est-elle pas plus conforme à la justice sociale ?

Réponse du Ministre des Finances.

Dès à présent, une certaine progressivité existe dans les taux des impôts indirects puisque certains produits de grande consommation sont exemptés ou taxés à des taux faibles, tandis que les produits soumis à la taxe de luxe supportent un taux sensiblement plus élevé que le taux normal.

Sous le Gouvernement Harmel-Spinoy, il avait été envisagé notamment de prévoir un taux progressif applicable aux voitures automobiles selon le prix de vente. Il a été renoncé à cette formule qui, semble-t-il, introduirait une discrimination entre les firmes productrices suivant le type de voiture qu'elles mettent sur le marché.

On avait également envisagé un taux progressif du droit d'enregistrement sur les transmissions des biens immeubles en fonction de la valeur de ces biens. Mais là encore, il semble qu'une telle mesure aurait été défavorable aux investissements des entreprises qui auraient été taxés au taux le plus élevé, compte tenu de l'importance des immeubles acquis par elles.

Question.

Le Gouvernement se propose de frapper les produits de luxe et cite notamment, une fois de plus, le caviar comme si ce produit se trouvait tous les jours sur la table des Belges !

En dehors du caviar, des bijoux et du manteau de vison, quel est encore aujourd'hui le produit que l'on peut considérer comme étant réellement « de luxe » ? L'image est usée sans doute, mais le Gouvernement ne craint-il pas de tuer la poule aux œufs d'or ?

Les produits de luxe étant par définition même achetés par des gens fortunés qui ont la possibilité de se déplacer, ceux-ci n'iront-ils pas acheter à Paris, Londres ou New-York plutôt qu'à Bruxelles les bijoux ou manteaux de fourrure dont ils veulent faire l'acquisition ?

Réponse du Ministre des Finances.

A. — *Produits et objets frappés actuellement d'une taxe de luxe de 17 % lors de la livraison au consommateur :*

1. Antiquités, objets de curiosité et de collection.
2. Armes de chasse, de défense ou de tir.
3. Bijouterie, joaillerie et orfèvrerie.
4. Coffres-forts.
5. Montres.

Vraag.

Waarom herziet de Regering niet de lijst van de artikels waarop de weeldetaks toepasselijk is en waarom past zij op sommige het beginsel van de progressieve stijging niet toe ?

Waarom worden bij voorbeeld wagens met een waarde tot 100 000 frank (of een ander vast te stellen cijfer), van 100 000 tot 200 000 en boven de 200 000 frank niet verschillend belast ?

Waarom wordt geen onderscheid gemaakt in het bedrag van de rechten tussen de aankoop van een huis of een appartement van minder dan 700 000 frank bij voorbeeld, en de aankoop van een huis van meer dan één miljoen of van meer dan twee miljoen ?

Strookt die geleidelijke stijging van de indirecte belastingen, die o.m. in de socialistische landen bestaat, niet beter met de sociale rechtvaardigheid ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

Er bestaat reeds een bepaalde progressiviteit in het bedrag van de indirecte belastingen, aangezien sommige produkten van groot verbruik vrijgesteld zijn of slechts licht belast, terwijl de aan de weeldetaks onderworpen produkten merkbaar hoger dan met het normale bedrag belast worden.

Onder de Regering Harmel-Spinoy werd o.m. gedacht aan een progressieve belasting van de autovoertuigen volgens hun verkoopprijs. Van die formule werd afgezien omdat zij naar het schijnt discriminatie schept tussen de producerende firma's naar gelang van het wagentype dat zij op de markt brengen.

Er was ook gedacht aan een progressief percentage voor het registratierecht op de overdracht van onroerende goederen volgens de waarde van die goederen. Maar ook hier scheen een dergelijke maatregel nadelig te zijn voor de investeringen van de ondernemingen die, rekening houdend met de omvang van de door hen aangekochte onroerende goederen, met het hoogste bedrag zouden belast zijn.

Vraag.

De Regering is van plan de weeldeartikelen te belasten en haalt onder meer nogmaals de kaviaar aan, alsof die dagelijks op de Belgische tafels kwam.

Welke zijn, naast kaviaar, juwelen en nertsmantels, de produkten die nog werkelijk als « weeldeartikel » kunnen beschouwd worden ? Wellicht is het beeld verouderd, maar vrees de Regering niet de kip met de gouden eieren te doden ?

Aangezien de weeldeprodukten uiteraard door rijke personen worden gekocht die de mogelijkheid hebben reizen te maken, zullen zij dan niet liever naar Parijs, Londen of New York gaan om de juwelen en nertsmantels te kopen die zij zich willen aanschaffen ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

A. — *Produkten en voorwerpen waarop thans bij levering aan de verbruiker de weeldetaks van 17 % toepasselijk is :*

1. Antiquiteiten, sieraden en voorwerpen voor verzamelingen.
2. Jacht-, verdedigings- en vuurwapens.
3. Sieraden, juwelen en goudsmidswerk.
4. Brandkoffers.
5. Uurwerken.

6. Peintures, sculptures, médailles.
7. Véhicules, voitures automobiles (non visées par le projet), yachts, bateaux et canots de plaisance, avions, hydravions et hélicoptères.
- B. — *Produits et objets frappés actuellement d'une taxe de luxe de 20 % perçue à la production ou à l'importation :*
1. Alimentation :
 - caviar,
 - conserves de gibier ou de volaille,
 - épices,
 - fruits secs de table,
 - homards,
 - huîtres,
 - pâté de foie gras,
 - truffes,
 - vins mousseux.
 2. Coutellerie (certains articles).
 3. Eclairage (certains articles).
 4. Articles pour fumeurs.
 5. Gants de peau.
 6. Imagerie.
 7. Articles de jeux et sports.
 8. Maroquinerie.
 9. Certains articles de ménage.
 10. Musique, radio, télévision.
 11. Optique (lorgnettes et jumelles).
 12. Objets d'ornement et de fantaisie et horloges, garnitures de bureau, thermomètres, baromètres, fleurs artificielles.
 13. Parfumerie.
 14. Pelleterie.
 15. Photographie.
 16. Articles de toilette et menus objets destinés à un usage personnel.

Il n'est nullement exclu qu'une discrimination soit introduite lors de l'augmentation éventuelle du taux.

Question.

Un membre rappelle les arguments contre l'augmentation de la taxe de luxe qui frappe diverses industries et, plus particulièrement, l'industrie électronique florissante dans notre pays. Pareille mesure serait préjudiciable à l'intérêt bien compris de cette industrie.

Réponse du Ministre des Finances.

En ce qui concerne les taxes assimilées au timbre applicables aux appareils électroniques et récepteurs de T.V., etc., il y a lieu de remarquer que seuls, les appareils de T.V. et de radio sont soumis à la taxe de luxe. La majoration de la taxe de luxe ne s'appliquera pas aux autres appareils électroniques, et, dès lors, elle ne paraît pas devoir nuire au développement de l'ensemble de la jeune industrie électronique.

Question.

Au moment où s'accuse un fléchissement de la conjoncture, où la hausse des prix se poursuit et où les tendances de la consommation s'affaiblissent, est-il opportun de prévoir de nouveaux impôts de consommation ?

Quel sera leur impact ?

6. Schilderijen, beeldhouwwerken, medailles.
7. Voertuigen, auto's (niet bedoeld in het ontwerp), jachten, plezierboten en -kano's, vliegtuigen, water-vliegtuigen en helikopters.
- B. — *Produkten en voorwerpen waarop thans bij de voortbrengst of de invoer de weeldetaks van 20 % toepasselijk is :*
1. Voeding :
 - kaviaar,
 - verduurzaamd wild of gevogelte,
 - specerijen,
 - gedroogd tafelfruit,
 - kreeft,
 - oesters,
 - leverpastei,
 - truffels,
 - schuimwijn.
 2. Messen en scharen (sommige artikelen).
 3. Verlichting (sommige artikelen).
 4. Rokersartikelen.
 5. Lederen handschoenen.
 6. Prenten.
 7. Artikelen voor sport en spel.
 8. Marokijnwerk.
 9. Sommige huishoudartikelen.
 10. Muziek, radio, televisie.
 11. Optiek (lorgnetten en verrekijkers).
 12. Voorwerpen voor versiering, beeldjes en horloges, bureaugarnituren, thermometers, barometers, kunstbloemen.
 13. Parfumerie.
 14. Pelleterijen.
 15. Fotografie.
 16. Toiletartikelen en kleine voorwerpen voor persoonlijk gebruik.

Het is volstrekt niet uitgesloten dat bij een mogelijke verhoging van het percentage een onderscheid wordt gemaakt onder de produkten.

Vraag.

Een lid herinnert aan de argumenten tegen de verhoging van de weeldetaks, die verscheidene industrieën en inzonderheid de in ons land bloeiende elektronische industrie treft. Een dergelijke maatregel zou nadig zijn voor het wel begrepen belang van deze industrie.

Antwoord van de Minister van Financiën.

Inzake de met het zegel gelijkgestelde taksen op elektronische apparaten en T.V.-ontvangtoestellen enz. dient te worden opgemerkt dat alleen de T.V.- en de radiotoestellen onderworpen zijn aan de weeldetaks. De verhoging van de weeldetaks zal niet toepasselijk zijn op de andere elektronische apparaten, en zij zal dan ook de ontwikkeling van de jonge elektronische industrie in haar geheel blijkbaar niet schaden.

Vraag.

Is het gepast nieuwe verbruiksbelastingen in het leven te roepen op het ogenblik waarop zich een daling van de conjunctuur voordoet, terwijl de prijsstijging voortduurt en de consumptie een zwakkere tendens vertoont ?

Wat zal er de weerslag van zijn ?

Réponse du Ministre des Finances.

Il convient de remarquer que les impôts de consommation envisagés concernent essentiellement les tabacs et divers produits de luxe dont la consommation ne paraît pas devoir être spécialement encouragée.

Ces impôts n'ont pas d'incidence sur la hausse générale des prix parce que ce sont des impôts prélevés au stade final et qui ne peuvent donc se répercuter sur le prix des autres marchandises, contrairement à ce qui se serait produit, par exemple, si les taxes avaient affecté les différentes sources d'énergie.

De toute manière, dans le choix des moyens de financement des dépenses de consommation, il faut certainement préférer des impôts de l'espèce à des financements inflationnaires, qui provoqueraient, d'une manière plus générale et plus certaine, la hausse des prix.

PERCEPTION PLUS EXACTE DES IMPÔTS.*Question.*

A quel montant l'administration évalue-t-elle les pertes de recettes dues à la fraude fiscale ?

Réponse du Ministre des Finances.

Selon le Ministre, les divergences d'évaluation en la matière peuvent atteindre jusqu'à 10 milliards, sinon plus.

Certains économistes spécialisés dans les études macro-économiques évaluent la fraude et les sous-estimations résultant de certains forfaits à quelque 15 % des recettes.

Cette situation requiert toute l'attention du Ministre qui emploie les moyens nécessaires en vue d'amenuiser cette fraude dans toute la mesure du possible. Dans ce but, les services de contrôle ont été renforcés et certains projets qui tendent à éliminer l'évasion fiscale, notamment en matière de taxe sur les constructions d'immeubles et les transactions sur les foires et marchés, ont été déposés devant le Parlement.

Question.

Qu'a-t-on fait pour lutter contre la fraude fiscale et que compte-t-on faire, à l'avenir ?

Réponse.

De tous côtés, des mesures sont réclamées pour combattre plus efficacement la fraude fiscale. Depuis longtemps, les gouvernements successifs ont prévu à leur programme la lutte contre cette fraude. De plus, cette dernière a toujours été au premier plan des préoccupations des administrations fiscales.

A. — Qu'a-t-on fait ?

1. Les services de contrôle ont été renforcés par la création de 25 nouveaux offices de contrôle de la taxe de transmission et 54 nouveaux inspecteurs et contrôleurs ont été affectés au contrôle en matière d'impôts sur les revenus; on peut s'attendre à ce qu'à l'avenir cette mesure produise des effets sensibles. Même renforcés, les services de contrôle sont encore insuffisants pour combattre la fraude avec toute l'efficacité voulue. Il convient de remarquer que l'instauration avant le 1^{er} janvier 1970 d'un système de taxes sur le chiffre d'affaires, selon les directives qui viennent d'être adoptées par le Conseil des Ministres du Marché Commun, exige une restructuration complète des services de contrôle de la taxe de transmission. Il ne faut

Antwoord van de Minister van Financiën.

Er valt op te merken dat de voorgenomen verbruiksbelastingen hoofdzakelijk slaan op tabak en verschillende luxe-producten, waarvan het verbruik niet speciaal schijnt te moeten worden aangemoedigd.

Die belastingen hebben geen invloed op de algemene prijsstijging, omdat zij in het eindstadium worden geheven en dus niet kunnen afgewenteld worden op de prijs van andere goederen, in tegenstelling met wat zich bij voorbeeld, zou hebben voorgedaan zo men taksen geheven had op de verschillende energiebronnen.

In elk geval moet bij de keuze van de middelen tot financiering van verbruiksuitgaven zeker de voorkeur worden gegeven aan dergelijke belastingen boven inflatoire financiering die in ruimere mate en op zekerder wijze de prijsstijging in de hand zou werken.

JUISTERE INNING VAN DE BELASTINGEN.*Vraag.*

Hoe hoog schat het bestuur de inkomstenderving in gevolge de belastingontduiking ?

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Minister antwoordt dat de uiteenlopende ramingen ter zake tot 10 miljard, zoniet meer, kunnen bedragen.

Sommige economisten, die gespecialiseerd zijn in groot-economische studies, schatten het bedrog op ongeveer 15 % van de ontvangsten.

Dit probleem geniet de volledige aandacht van de Minister, die de nodige middelen aanwendt om dit bedrog in de mate van het mogelijke te onderdrukken. Met dat doel werden de controlediensten reeds uitgebreid en werden bovendien bij het Parlement ontwerpen ingediend, die ertoe strekken deze belastingontduiking uit te schakelen, onder meer inzake de taks op bouwwerken en de verrichtingen op beurzen en markten.

Vraag.

Wat heeft men gedaan om de belastingontduiking te bestrijden en wat is men van plan te doen in de toekomst ?

Antwoord.

Van alle zijden worden maatregelen geëist om de belastingontduiking doelmatiger te bestrijden. Sinds lang hebben de opeenvolgende regeringen de strijd tegen deze ontduiking op hun programma ingeschreven. Bovendien is deze strijd steeds het eerste zorgenkind van de belastingbesturen geweest.

A. — Wat werd er gedaan ?

1. De controlediensten werden verstrekt door de oprichting van 25 nieuwe kantoren voor controle op de overdrachttaksen en 54 nieuwe inspecteurs en controleurs werden ingezet voor de controle inzake inkomstenbelastingen; verwacht kan worden dat die maatregel in de toekomst merkbare gevallen zal hebben. Evenwel zal die versterking van de controle nog onvoldoende zijn om de ontduiking met alle gewenste doelmatigheid te bestrijden. Er valt te noteren dat overeenkomstig de richtlijnen die pas door de Raad van Ministers van de Gemeenschappelijke Markt werden aangenomen, vóór 1 januari 1970 een stelsel van belasting op het omzetcijfer moet worden ingevoerd, wat een volledige hervorming van die diensten voor controle der overdrach-

pas se dissimuler que la mise en œuvre de la réforme fiscale a nécessité une période de rodage, pendant laquelle l'Administration des contributions a été amenée, par la force des choses, à relâcher quelque peu le contrôle des déclarations aux impôts sur les revenus. Cette période de rodage, rendue d'ailleurs encore plus difficile par les retouches apportées à plusieurs reprises à la réforme fiscale, est cependant pratiquement écoulée et les services de taxation s'attachent de plus en plus à effectuer des vérifications et contrôles, en profondeur, dans la mesure de leurs moyens en personnel et en équipement.

2. Indépendamment des contrôles ordinaires, une action spéciale est dirigée actuellement dans les secteurs où l'on constate une fraude plus marquée. Des résultats tangibles ont déjà été obtenus et des résultats plus importants sont attendus dans un proche avenir, notamment au point de vue des impôts sur les revenus.

3. Les administrations fiscales n'ont pas manqué de rassembler et d'utiliser une énorme documentation, puisée dans les dossiers fiscaux de diverses catégories de contribuables, recueillie auprès des pouvoirs ou organismes publics ou d'utilité publique, ou fournie par les autres administrations fiscales. A cet égard, elles ont renforcé la collaboration qui existait déjà entre elles.

4. A titre indicatif, on signale que, en matière d'impôts sur les revenus, pour l'exercice d'imposition 1965 :

- 220 000 déclarations ont été majorées de plus de 10 % (avec minimum de 15 000 francs);
- 100 000 contribuables ont été taxés d'office pour absence de déclaration;
- 80 000 cotisations établies à charge des contribuables susvisés ont été frappées d'accroissement.

5. Un projet de loi en matière de taxes assimilées au timbre déjà voté par la Chambre est actuellement soumis aux délibérations du Sénat. Ce projet a pour but de rendre la facture obligatoire pour les ventes sur les foires et marchés et d'assurer une meilleure application de la taxe sur les constructions immobilières.

6. Un projet de loi, en matière de douanes et accises est actuellement en discussion à la Commission des Finances de la Chambre. Il prévoit :

- que les fonctionnaires de l'Administration des douanes et accises pourront notamment requérir des firmes commerciales, la production de leurs factures et autres documents commerciaux et comptables;
- des peines destinées à réprimer la production de factures et documents faux, même lorsqu'un droit ou taxe n'est éludé.

B. — Que compte-t-on faire ?

Ce qui importe le plus, c'est que le citoyen prenne conscience de son devoir fiscal. Il faut créer un climat dans lequel il puisse accepter le contrôle et se soumettre de bonne foi et avec compréhension aux investigations des agents du fisc.

Le but essentiel des mesures que le Gouvernement envisage n'est pas de révolutionner la procédure fiscale mais bien d'arriver à une meilleure perception de l'impôt en aménageant quelques dispositions légales en la matière et en réalisant une meilleure collaboration avec les instances judiciaires, tout en reconSIDérant certaines règles relatives à l'initiative et aux conditions de l'application de la répression pénale de la fraude.

taksen zal vergen. Het is ook niet te loochenen dat voor het invoeren van de fiscale hervorming een aanloopperiode nodig was, tijdens welke het Bestuur der belastingen noodzakelijkerwijze verplicht is geweest de controle op de aangiften voor de inkomstenbelastingen enigszins te verzachten. Die aanloopperiode, die overigens nog werd bemoeilijkt door de retouches die herhaaldelijk in de fiscale hervorming werden aangebracht, is evenwel nagenoeg verstrekken; meer en meer verrichten de aanslagdiensten diepgaande verificaties en controle, binnen de perken van hun mogelijkheden inzake personeel en uitrusting.

2. Benevens de gewone controle wordt thans een bijzondere actie gevoerd in de sectoren waar het meest ontduiking wordt vastgesteld. Tastbare resultaten werden reeds bereikt en in een nabije toekomst worden nog aanzienlijker resultaten verwacht, met name inzake inkomstenbelastingen.

3. De fiscale besturen hebben niet nagelaten een ontzaglijke documentatie aan te leggen en aan te wenden, die geput werd uit de fiscale dossiers van verschillende categorieën van belastingplichtigen, ingezameld werd bij openbare diensten of instellingen, of bij instellingen van openbaar nut of nog geleverd werd door andere belastingbesturen. In dit verband werd de medewerking verbeterd die voorheen reeds bestond.

4. Ter inlichting wordt vermeld dat inzake inkomstenbelastingen voor het aanslagjaar 1965 :

- 220 000 aangiften met meer dan 10 % (minimum 15 000 frank) werden verhoogd;
- 100 000 belastingplichtigen ambtshalve werden aangeslagen bij ontstentenis van een aangifte;
- 80 000 aanslagen ten bezware van bovenbedoelde belastingplichtigen werden verhoogd.

5. Een wetsontwerp betreffende de met het zegel gelijkgestelde taksen dat reeds door de Kamer goedgekeurd is, is momenteel aanhangig bij de Senaat. Het strekt ertoe de factuur verplicht te stellen voor verkopen op foren en markten en de heffing te verbeteren van de taks op bouwwerken.

6. Een wetsontwerp inzake douanen en accijzen wordt thans besproken door de Commissie voor de Financiën van de Kamer. Daarin wordt bepaald dat:

- de ambtenaren van het Bestuur van Douanen en Accijzen met name van handelsfirma's mededeling zullen vorderen van hun facturen en andere handels- en boekhoudkundige documenten;
- straffen zijn gesteld op de overlegging van valse facturen en documenten, ook als geen enkele taks of recht ontduken is.

B. — Wat is men van plan te doen ?

Waar het op aan komt, is de staatsburger bewust te maken van zijn fiscale plicht. Er moet een klimaat worden geschapen waarin hij controle kan aanvaarden en zich te goeder trouw en met begrip aan de opzoeken van de fiscus kan onderwerpen.

Het hoofddoel van de door de Regering voorgenomen maatregelen is niet een revolutie in de fiscale procedure door te voeren, maar wel een betere inning van de belasting te bewerken, dank zij de aanpassing van sommige wetsbepalingen en het totstandbrengen van een betere medewerking met de rechterlijke instanties, terzelfder tijd als het herzien van sommige voorschriften betreffende het initiatief tot en de toepassingsvooraarden van de strafrechtelijke beteugeling van de ontduiking.

Les termes généraux du § 5 de l'article 2 ne cachent donc pas des intentions inquisitoriales. Mais l'astuce toujours croissante des fraudeurs justifie amplement des mesures de contrôle qui permettent à l'administration de se défendre contre leurs manœuvres. Il convient de remarquer que certaines mesures ne nécessitent pas l'intervention du législateur. C'est ainsi que l'Administration des contributions fera un usage plus large des possibilités que lui a données la loi de 1962 en matière de contrôle indirect, c'est-à-dire qu'elle pourra se baser sur les éléments obtenus chez des clients ou des fournisseurs du contribuable dont elle examine la situation fiscale. D'autre part, on compte développer encore la collaboration entre les services de contrôle des différentes administrations fiscales. Le problème de contrôle des transports sur route sera réexaminé. La révision du barème des pénalités pour infraction en matière d'impôts indirects fera également l'objet d'un nouvel examen. Une attitude plus sévère sera prise à l'égard des demandes de remise des sanctions administratives et des recours en grâce.

A titre d'exemple de mesures qui rentreront dans le cadre du § 5 susdit, on peut citer :

1^o celle qui consiste à amener les parquets des tribunaux et des cours à signaler d'office au Ministre des Finances, toutes les affaires pénales, où apparaissent des indices sérieux de fraude ne matière d'impôts.

Elle se justifie comme suit : actuellement, en vertu de l'article 235 du Code des impôts sur les revenus, les parquets sont tenus, lorsqu'ils en sont requis par un fonctionnaire de l'administration fiscale, de lui fournir tous renseignements en leur possession et de lui communiquer toutes les pièces qu'ils détiennent. Mais, cette procédure implique que l'administration ait préalablement connaissance de l'existence d'une action judiciaire, ce qui est rarement le cas. La modification envisagée rendrait automatique la communication des renseignements en matière pénale et constituerait la base d'une collaboration véritable entre les parquets et l'administration et d'une action répressive efficace.

2^o la lutte contre les manœuvres de certains contribuables en vue de se rendre insolubles.

Il convient de noter que ces manœuvres existent aussi bien dans le chef de sociétés (généralement créées avec un capital dérisoire) que dans celui des particuliers qui agissent de telle façon qu'ils n'offrent plus aucune prise aux receveurs des contributions.

L'administration est impuissante pour combattre ces formes d'insolvabilités frauduleuses et l'application de sanctions serait peu efficace. Pour vaincre ces manœuvres, il y aurait lieu d'exiger, dans certains cas, la constitution d'une garantie réelle ou d'une caution personnelle et, même, de prévoir l'interdiction de l'exercice de la profession.

Question.

Des observations sont formulées à propos de la fraude fiscale, de son évaluation et des mesures susceptibles de la combattre.

Un membre rappelle que la fraude fiscale a été évaluée entre 10 à 20 milliards. Compte tenu de cette ampleur, il estime que le texte en discussion n'est pas assez rigoureux. Bien sûr, le Gouvernement propose d'habiliter le Roi à prendre les mesures requises, mais il conviendrait pour le moins de prévoir que le Roi « prendra » des mesures, et de préférence des mesures sévères.

Achter de algemene bewoordingen van artikel 2, § 5, gaan dus geen inquisitoriale bedoelingen schuil. Evenwel rechtvaardigt de steeds toenemende spitsvondigheid van de ontduikers ruimschoots de controlemaatregelen die het de administratie mogelijk moeten maken zich tegen hun kunstgrepen te verweren. Op te merken valt dat sommige maatregelen geen bemoeiing van de wetgever behoeven. Zo zal het Bestuur der belasting een ruimer gebruik gaan maken van de mogelijkheden die geboden worden door de wet van 1962 ter zake van de indirecte controle, d.w.z. dat zal kunnen worden gesteund op gegevens die gevonden werden bij klanten of leveranciers van de belastingplichtige wiens fiscale toestand onderzocht wordt. Anderzijds is men van plan de samenwerking onder de controlediensten van de diverse belastingsbesturen nog te verbeteren. Het probleem van de controle over het vervoer over de weg zal opnieuw onderzocht worden. Er zal strenger worden opgetreden ten opzichte van de verzoeken om kwijtschelding van administratieve sancties en van de genadeverzoeken.

Als voorbeelden van maatregelen in het raam van bedoelde § 5 kunnen worden vermeld :

1^o de parketten bij de rechtkantnen en hoven ertoe te brengen om ambtshalve aan de Minister van Financiën alle strafzaken kenbaar te maken waarin ernstige aanwijzingen van belastingontduiking bestaan.

Die maatregel wordt als volgt verantwoord : thans zijn de parketten er krachtens artikel 235 van het Wetboek der inkomstenbelastingen toe gehouden, wanneer zij daarom door een ambtenaar van het belastingbestuur worden verzocht, hem alle inlichtingen en stukken in hun bezit mede te delen. Doch deze procedure veronderstelt dat het Bestuur vooraf kennis heeft van het bestaan van een rechtsvordering, wat zelden het geval is. Door de voorgenomen wijziging zou het medelen van inlichtingen in strafzaken automatisch worden en de grondslag zijn van een doeltreffende bestraffing.

2^o de bestrijding van de door sommige belastingplichtigen aangewende knepen om zich insolvent te maken.

Dergelijke knepen treft men zowel aan bij vennootschappen (die meestal met een onbeduidend kapitaal zijn opgericht) als bij particulieren, die derwijze handelen dat de belastingontvangers op hen geen vat hebben.

Het bestuur staat machteloos tegenover dergelijke vormen van bedrieglijk insolventie, en eventuele sancties zouden hun doel niet bereiken. Om aan die manuevers het hoofd te bieden, zou in sommige gevallen een zakelijke waarborg of een persoonlijke borg moeten worden geëist, of zelfs de uitoefening van het beroep worden verboden.

Vraag.

Er worden opmerkingen gemaakt in verband met de belastingontduiking, de raming ervan en de maatregelen ter bestrijding ervan.

Een lid herinnert eraan dat de belastingontduiking op 10 tot 20 miljard geraamd wordt. Gelet op dat hoog bedrag meent hij dat de tekst welke besproken wordt niet streng genoeg is. Weliswaar stelt de Regering voor de Koning te machtigen de vereiste maatregelen te treffen, maar er zou toch ten minste moeten bepaald worden dat de Koning de maatregelen « zal nemen », dan liefst strenge maatregelen.

Un autre membre affirme que des milliards ont « fui » la Belgique vers d'autres pays, tels la Suisse et le Luxembourg, devenus des centres très importants de l'évasion fiscale.

Selon lui, il est abnormal que les titres placés au Luxembourg ou en Suisse, échappent au précompte et même à la perception des droits de succession, étant donné qu'il y est possible d'y ouvrir des comptes à plusieurs noms.

. Il demande si le Gouvernement belge est déjà intervenu auprès des Gouvernements de ces pays.

Réponse du Ministre des Finances.

Le Ministre des Finances estime qu'il n'est pas opportun de modifier le texte. Toutefois il affirme que des mesures seront prises pour combattre l'évasion fiscale qui est importante mais qu'il n'est pas possible d'évaluer avec précision.

En la matière, il convient de distinguer la fraude pure et simple de la sous-évaluation de la base imposable. Un des buts du projet est précisément de résorber dans toute la mesure du possible cette fraude fiscale. A cette fin, il convient de mieux armer l'administration.

Ce problème a déjà fait l'objet de nombreuses études et il faudrait, par exemple, retenir quelques-unes des suggestions de la Commission sur la répression de la fraude fiscale que présidait M. l'Avocat Général Ganshof van der Meersch.

Le Ministre ajoute que le problème a déjà fait l'objet de discussions avec les Ministres des Finances des Six, au mois de décembre dernier.

Sur proposition de M. Debré, Ministre des Finances de France — que le Ministre belge n'a pas manqué d'appuyer — il a été envisagé de demander au Grand-Duché de Luxembourg de supprimer les priviléges dont jouissent les holdings étrangers qui y sont établis. Jusqu'à présent aucune solution n'est intervenue.

La commission bancaire a également été saisie de la question de l'intervention des banques dans le processus pouvant conduire à l'évasion fiscale.

Question.

M. Simonet défend l'amendement qu'il a déposé (Doc. n° 356-8). Il vise précisément à donner à l'administration des moyens adéquats pour pratiquer une répression réelle et efficace de la fraude fiscale.

Réponse du Ministre des Finances.

Le Ministre répond à M. Simonet que son amendement, très radical, visant à lever le secret des banques et des chèques postaux, est peut-être de nature à provoquer un mouvement de départ des capitaux. Ce qui n'est pas souhaitable, spécialement lorsque le Trésor est alimenté par une partie non négligeable des ressources collectées par ces institutions.

Enfin le Ministre énumère les mesures qu'il a prises et compte prendre pour combattre la fraude fiscale.

Een ander lid beweert dat miljarden het land ontvlucht zijn naar andere landen zoals Zwitserland en Luxemburg, die zeer belangrijke centra van belastingontduiking geworden zijn.

Hij meent dat het niet normaal is dat op de in Luxemburg en Zwitserland gedeponeerde effecten geen voorheffing toegepast wordt en zelfs geen successierecht aangezien men er een rekening kan openen op verschillende namen.

Het lid vraagt of de Belgische Regering reeds bij de Regeringen van die landen stappen heeft gedaan.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Minister van Financiën meent dat het niet opportuun is de tekst te wijzigen. Hij verklaart nochtans dat maatregelen zullen getroffen worden om de fiscale fraude, welke belangrijk is, maar waarvan het bedrag niet juist kan geraamd worden, tegen te gaan.

In dat verband moet een onderscheid gemaakt worden tussen de eenvoudige fraude en de onderschatting van de belastbare grondslag. Een van de doelstellingen van het ontwerp is juist de fiscale fraude zoveel mogelijk uit de weg te ruimen. Het Bestuur moet daartoe beter gewapend worden.

Talrijke studies werden aan dit probleem gewijd en enkele suggesties, bij voorbeeld van de Commissie voor de beteugeling van de fiscale fraude, die voortgezet werden door Advocaat-Generaal Ganshof van der Meersch, dienen aangehouden te worden.

De Minister voegt eraan toe dat de kwestie reeds besproken is met de Ministers van Financiën van de Zes, in december laatstleden.

Op voorstel van de Franse Minister van Financiën, de heer Debré, daarin gesteund door de Belgische Minister, werd het plan opgevat aan het Groothertogdom Luxemburg te vragen de aan de buitenlandse holdings toegekende privileges op te heffen. Tot op heden is geen oplossing bereikt.

Bij de bankcommissie werd eveneens het probleem van de rol van de banken in het totstandkoming van de belastingontduiking, aanhangig gemaakt.

Vraag.

De heer Simonet verdedigt het door hem voorgestelde amendement (Stuk n° 356-8), dat er juist toe strekt aan het Bestuur de geschikte middelen ter hand te stellen om de belastingontduiking werkelijk en doeltreffend te bestrijden.

Antwoord van de Minister van Financiën.

De Minister antwoordt aan de heer Simonet dat zijn amendement, dat erg radicaal is en ertoe strekt het bankgeheim en het postcheckgeheim op te heffen, misschien een kapitaalvlucht tot gevolg zou hebben. Dit is niet wenselijk vooral wanneer de Schatkist gestijfd wordt door een niet te versnaden deel van de door deze instellingen ingezamelde gelden.

Ten slotte somt de Minister de maatregelen op welke hij genomen heeft en nog zal nemen om de belastingontduiking tegen te gaan.

Votes de l'article 2 et des amendements.

Article 2.

§ 1^{er}, 1^o, littera a :

1. Amendement de M. Pierson (n° 356-7) : repoussé par 15 voix contre 10.

2. Amendement de M. Simonet (n° 356-6) : repoussé par 13 voix contre 10 et 2 abstentions.

3. Amendement de M. Drumaux (n° 356-7) : repoussé par 14 voix contre 11 et 2 abstentions.

4. Deuxième amendement de M. Drumaux (n° 356-7) :

en ordre principal : repoussé par 15 voix et 10 abstentions.

en ordre subsidiaire : repoussé par 15 voix contre 10.

§ 1^{er}, 1^o, littera b :

Amendement de M. Simonet (n° 356-8) : repoussé par 14 voix contre 10 et 2 abstentions.

L'ensemble du § 1^{er}, 1^o, est adopté par 15 voix contre 10 et 1 abstention.

L'ensemble du § 1^{er}, 2^o et 3^o, est adopté par 15 voix contre 10.

§ 1^{er}, 4^o :

Amendement de M. Simonet (n° 356-6) : tombe par suite du rejet de l'amendement du même auteur au 1^o, a.

L'ensemble du § 1^{er}, 4^o, est adopté par 15 voix contre 10.

L'ensemble du § 1^{er} est adopté par 15 voix contre 10.

§ 2, 1^o et 2^o :

Amendements de M. Simonet (n° 356-6) : retirés à la suite du dépôt de nouveaux amendements relatifs aux mêmes objets.

Nouveaux amendements de M. Simonet (n° 356-8) :

Le premier relatif au cumul des époux est repoussé par 14 voix contre 10 et 1 abstention.

Le deuxième concernant l'abattement pour charges de famille est repoussé par 15 voix contre 10.

Amendements de M. Timmermans (n° 356-3) (vote par division) :

Le premier (cumul des époux) est repoussé par 15 voix contre 10.

Le deuxième (charges de famille) est repoussé par 15 voix contre 10.

L'ensemble du § 2 est adopté par 13 voix contre 11 et 2 abstentions.

§ 3 :

Amendement de M. Pierson (n° 356-7) : retiré.

Texte amendé par la Commission :

« Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres :

» 1^o pour une période limitée :

» a) exonérer de l'impôt des sociétés, les revenus normaux d'actions ou de parts de capitaux investis, souscrites et

Stemmingen over artikel 2 en over de amendementen.

Artikel 2 :

§ 1, 1^o, letter a :

1. Amendement van de heer Pierson (n° 356-7) : verworpen met 15 tegen 10 stemmen.

2. Amendement van de heer Simonet (n° 356-6) : verworpen met 13 tegen 10 stemmen en 2 onthoudingen.

3. Amendement van de heer Drumaux (n° 356-7) : verworpen met 14 tegen 11 stemmen en 2 onthoudingen.

4. Tweede amendement van de heer Drumaux (n° 356-7) :

in hoofdorde : verworpen met 15 stemmen en 10 onthoudingen.

in bijkomende orde : verworpen met 15 tegen 10 stemmen.

§ 1, 1^o, letter b :

Amendement van de heer Simonet (n° 356-8) : verworpen met 14 tegen 10 stemmen en 2 onthoudingen.

Paragraaf 1, 1^o, wordt in zijn geheel met 15 tegen 10 stemmen en 1 onthouding aangenomen.

Paragraaf 1, 2^o en 3^o, wordt in zijn geheel met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

§ 1, 4^o :

Amendement van de heer Simonet (n° 356-6) : vervalt ingevolge de verwerping van het amendement van dezelfde auteur op 1^o, a.

Paragraaf 1, 4^o, wordt in zijn geheel met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

Paragraaf 1 wordt in zijn geheel met 15 tegen 10 stemmen aangenomen.

§ 2, 1^o en 2^o :

Amendement van de heer Simonet (n° 356-6) : worden ingetrokken ingevolge de indiening van nieuwe amendementen over dezelfde punten.

Nieuwe amendementen van de heer Simonet (n° 356-8) :

Het eerste, dat betrekking heeft op de samenvoeging van de inkomsten van de echtgenoten wordt met 14 tegen 10 stemmen en 1 onthouding verworpen.

Het tweede betreffende de aftrek wegens gezinslasten wordt met 15 tegen 10 stemmen verworpen.

Amendementen van de heer Timmermans (n° 356-3) (gesplitste stemming) :

Het eerste (samenvoeging van de inkomsten der echtgenoten) wordt met 15 tegen 10 stemmen verworpen.

Het tweede (gezinslasten) wordt met 15 tegen 10 stemmen verworpen.

Paragraaf 2 in zijn geheel wordt met 13 tegen 11 stemmen en 2 onthoudingen aangenomen.

§ 3 :

Het amendement van de heer Pierson (n° 356-7) wordt ingetrokken.

Door de Commissie gemaendeerde tekst :

« De Koning kan, door in Ministerraad overlegde besluiten :

» 1^o voor een beperkte periode :

» a) vrijstelling verlenen van de vennootschapsbelasting op de normale inkomsten van aandelen of van delen

libérées en espèces lors de la constitution ou de l'augmentation du capital d'une société,

» b) aménager le régime fiscal en matière de fusion et de scission de sociétés et d'apport de branches d'activité;

» c) modifier les dispositions fiscales en matière de déductibilité des pertes professionnelles;

» 2^e supprimer la déductibilité des primes d'assurance afférentes au mobilier et aux immeubles;

» 3^e mettre les dispositions du Code des impôts sur les revenus, relatives au rattachement budgétaire des impositions, en concordance avec la loi du 28 juin 1963 sur la comptabilité de l'Etat;

» 4^e modifier les bases, taux et modalités d'imposition des taxes prévues par les titres III et IV du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus. »

§ 3bis :

Amendement de M. R. Devos (n° 356-5) : rejeté.

§ 4 :

1^e et 2^e : inchangé.

3^e : texte néerlandais :

« 3^e in de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 21, 30 tot 33 en 38 van het door de wet van 14 juli 1951 bekraftigde besluit van de Regent van 26 juni 1947, houdende het Wetboek der zegelrechten. »

4^e : inchangé.

§ 5 :

Amendement de M. Simonet (n° 356-8) : rejeté (16 voix contre 9).

§ 6 :

Amendement du Gouvernement (n° 356-5) : adopté (16 voix contre 9).

« Le Roi règle l'exécution des dispositions du présent article. Il fixe, sur proposition du Conseil des Ministres, les dates auxquelles elles entrent en vigueur. »

L'ensemble de l'article 2 est adopté par 15 voix contre 9 et une abstention.

Vote sur l'article 2bis (nouveau).

Article 2bis (nouveau) :

Amendement de M. Simonet (n° 356-8) : rejeté (16 voix contre 9).

van belegde kapitalen onderschreven en volgestort in specien bij de oprichting of de kapitaalverhoging van een vennootschap.

» b) het fiscaal stelsel inzake fusie en splitsing van vennootschappen en inbreng van bedrijfstakken aanpassen,

» c) het stelsel van de aftrekbaarheid van de bedrijfsverliezen wijzigen;

» 2^e de aftrekbaarheid van de premies voor verzekeringen in verband met het meubilair en de gebouwen afschaffen;

» 3^e de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen met betrekking tot de budgettaire aanhechting van de aanslagen, in overeenstemming brengen met de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit;

» 4^e de grondslagen, aanslagvoeten en aanslagmodaliteiten van de taxes voorzien bij de titels III en IV van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen wijzigen. »

§ 3bis :

Het amendement van de heer R. Devos (n° 356-5) wordt verworpen.

§ 4 :

1^e en 2^e : ongewijzigd.

3^e : Nederlandse tekst :

« 3^e in de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 21, 30 tot 33 en 38 van het door de wet van 14 juli 1951 bekraftigde besluit van de Regent van 26 juni 1947, houdende het Wetboek der zegelrechten. »

4^e : ongewijzigd.

§ 5 :

Amendement van de heer Simonet (n° 356-8) : verworpen (16 tegen 9 stemmen).

§ 6 :

Amendement van de Regering (n° 356-5) : aangenomen (16 tegen 9 stemmen) :

« De Koning regelt de uitvoering van de bepalingen van dit artikel. Hij bepaalt, op voorstel van de Ministerraad, de data van inwerkingtreding ervan. »

Artikel 2 in zijn geheel wordt met 15 tegen 9 stemmen en één onthouding aangenomen.

Stemming over artikel 2bis (nieuw).

Artikel 2 bis (nieuw) :

Het amendement van de heer Simonet (n° 356-8) wordt verworpen (16 tegen 9 stemmen).

220

VII. EXAMEN ET VOTE DE L'ARTICLE 3.

Cet article est ainsi rédigé :

« Les pouvoirs accordés au Roi expirent au 31 décembre 1967.

Les arrêtés pris en vertu de ceux-ci peuvent abroger, compléter, modifier et remplacer les dispositions légales actuellement en vigueur; ils ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés et remplacés qu'en vertu d'une loi ».

Le Président signale qu'au premier alinéa, la date du 31 décembre 1967 a été remplacée par celle du 14 novembre 1967.

La discussion en commission.

Un membre constate que le Gouvernement a ramené au 14 novembre 1967 la date d'expiration des pouvoirs spéciaux et que, comme par hasard, cette date coïncide avec le deuxième mardi de novembre, jour de la rentrée parlementaire constitutionnelle.

Il estime qu'il est de mauvais goût de proposer cette date alors que la loi de pouvoirs spéciaux dépouille le Parlement d'une partie de ses prérogatives.

Pourquoi ne pas en prévoir une autre ? Par exemple celle du 10 octobre, date limite selon le règlement de la Chambre (art. 59) pour la réunion de la Commission du Budget chargée d'examiner le budget des Voies et Moyens.

De toutes manières, les pouvoirs spéciaux ne devraient logiquement dépasser cette date parce qu'ils ne peuvent couvrir une période plus longue que celle sur laquelle portent les budgets. La Commission de la Chambre doit examiner le budget des Voies et Moyens au plus tard le 10 octobre. Passé cette date, le Gouvernement serait en faute.

Un autre membre fait observer que, de l'avis de tous les bons auteurs, les arrêtés de pouvoirs spéciaux sont de mauvais arrêtés parce qu'ils n'ont pas été soumis au feu de la discussion en commission parlementaire.

Le moins que l'on puisse dire c'est que le présent projet de loi qui aurait dû, somme toute, avoir été minutieusement étudié puisqu'il va être à la base de tous les arrêtés de pouvoirs spéciaux, sortira considérablement amélioré des travaux de la commission spéciale. De plus, la plupart des membres ont estimé que les intentions du Gouvernement ne pourraient se traduire dans la réalité dans le délai qu'il s'était imposé et voilà qu'il marque son accord pour réduire encore ce délai d'un mois et demi. Cette attitude est assez illogique.

Un membre fait observer de son côté, que la date du 14 novembre n'a pas de signification particulière puisque le Roi peut éventuellement convoquer les Chambres avant cette date.

Un autre membre estime que la loi de pouvoirs spéciaux a toujours pour effet de bouleverser des votes acquis. Il ne faut donc pas s'affecter de l'incidence que les pouvoirs spéciaux pourraient avoir sur les budgets votés. Mais le recours à des pouvoirs spéciaux constituant toujours une abdication du Parlement, il faut les limiter le plus possible dans le temps.

Le Premier ministre reconnaît que le Gouvernement a donné suite au vœu de la majorité de voir les pouvoirs

VII. BEHANDELING VAN EN STEMMING OVER ARTIKEL 3.

Dit artikel luidt als volgt :

« De machten toegekend aan de Koning verstrijken op 31 december 1967.

De besluiten getroffen ingevolge deze machten kunnen de thans vigerende wettelijke beschikkingen afschaffen, aanvullen, wijzigen en vervangen; ze kunnen niet worden afgeschaft, aangevuld, gewijzigd en vervangen dan door een wet. »

De voorzitter vestigt er de aandacht op dat in het eerste lid de datum « 31 december 1967 » vervangen is door « 14 november 1967 ».

Besprekung in de Commissie.

Een lid stelt vast dat de Regering de datum van verstrijking van de bijzondere machten tot 14 november 1967 vervroegd heeft en dat deze datum als bij toeval samenvallt met de tweede dinsdag van november, de grondwettelijke datum voor de hervatting der parlementaire werkzaamheden.

Hij meent dat het van weinig goede smaak getuigt die datum voor te stellen, daar de wet op de bijzondere machten het Parlement van een deel van zijn prerogatieven beroeft.

Waarom zou men geen andere datum bepalen ? B.v.b. 10 oktober, die volgens het reglement van de Kamer (art. 59) de uiterste datum is voor de bijeenkomst van de Commissie voor de Begroting, die belast is met het onderzoek van de Rijksmiddelenbegroting.

De bijzondere machten zouden in ieder geval logischerwijze niet langer mogen duren dan tot die datum omdat zij geen langere termijn mogen bestrijken dan die waarop de begrotingen betrekking hebben. De Kamercommissie moet de Rijksmiddelenbegroting uiterlijk op 10 oktober onderzoeken. Na die datum zou de Regering het reglement overtreden.

Een ander lid merkt op dat volgens alle degelijke auteurs de op grond van bijzondere machten genomen besluiten slechte besluiten zijn omdat zij niet aan besprekung in parlementaire commissie werden onderworpen.

Het onderhavige wetsontwerp, dat per slot van rekening nauwkeurig bestudeerd had moeten worden, aangezien het ten grondslag zal liggen aan alle op grond van bijzondere machten genomen besluiten, zal op zijn minst aanzienlijk verbeterd uit de werkzaamheden van de speciale Commissie komen. Bovendien hebben de meeste leden de mening uitgesproken dat de Regering haar plannen niet binnen de gestelde termijn zal kunnen verwezenlijken; en nu betuigt zij haar instemming om die termijn met één en een halve maand in te korten. Deze houding is nogal onlogisch.

Een lid merkt op dat de datum van 14 november geen bijzondere betekenis heeft, aangezien de Koning de Kamers desgewenst vóór die datum kan bijeenroepen.

Een ander lid meent dat de wet betreffende de bijzondere machten altijd tot gevolg heeft reeds goedgekeurde wetten ongedaan te maken. Men moet zich dus niet te veel bezorgd maken over de weerslag die de bijzondere machten zouden kunnen hebben op de goedgekeurde begrotingen. Maar daar een toevlucht tot bijzondere machten steeds een weging van het Parlement betekent, dient men de duur ervan zoveel mogelijk te beperken.

De Eerste Minister erkent dat de Regering is ingegaan op de wens van de meerderheid als zouden de bijzondere

spéciaux limités à la date de dépôt sur le Bureau de la Chambre du budget des Voies et Moyens. C'est pourquoi, la date du 14 novembre a finalement été retenue.

Ainsi le Gouvernement ne disposera en fait que d'un délai de six mois pour gouverner au moyen des pouvoirs spéciaux. Le Gouvernement ne pourrait accepter une nouvelle limitation dans le temps.

L'amendement qui a été déposé par M. Van Eynde et qui tend à remplacer la date du 31 décembre 1967 par celle du 10 octobre 1967 est rejeté par 16 voix contre 9.

Un membre attire l'attention du Gouvernement sur les garanties indispensables que le Gouvernement se doit, par fair-play, d'accorder au Parlement et surtout à la majorité qui lui fait confiance.

Il propose en conséquence :

1^e un rapport gouvernemental à l'expiration des pouvoirs spéciaux;

2^e des « communications » régulières durant leur période d'application.

Il fait observer que si le Gouvernement obtient des pouvoirs spéciaux le 1^{er} avril, il en disposera pendant sept mois et demi, dont quatre mois durant lesquels le Parlement sera hors circuit et ne pourra donc exercer le moindre contrôle.

Ce contrôle devrait pouvoir être repris au début du mois d'octobre.

La majorité de la Commission spéciale ne veut pas voir le budget de 1968 être discuté pendant les pouvoirs spéciaux; si le Gouvernement a accepté de jouer le jeu, il faut qu'il le fasse jusqu'au bout.

Le Premier Ministre se déclare d'accord en ce qui concerne un rapport du Gouvernement au Parlement sur l'usage qu'il a fait des pouvoirs spéciaux. Il déclare en conséquence accepter l'amendement de M. Califice en vertu duquel il sera fait rapport aux Chambres avant le 30 novembre 1967 sur les mesures prises en application de la loi.

Un membre propose de faire de l'amendement de M. Califice un article distinct du projet.

Cet amendement est adopté par 16 voix contre 10.

Le Premier Ministre fait observer que chacun sait que le budget des Voies et Moyens n'est jamais voté avant la rentrée constitutionnelle. Le Gouvernement, déclare-t-il, ne demandera pas aux Chambres de discuter le budget pour 1968 tant que pourraient intervenir des mesures prises sous l'empire des pouvoirs spéciaux.

En ce qui concerne les « communications », il n'est pas exclu, répète le Premier Ministre, que sur certains points, le Gouvernement prenne l'avis des Commissions. Il serait cependant illogique de demander des pouvoirs spéciaux et de faire partager en même temps aux Commissions parlementaires des responsabilités que le Gouvernement entend assurer pleinement.

M. Pierson tient à préciser que son amendement prévoit seulement que les arrêtés de pouvoirs spéciaux seront soumis « pour information » aux commissions. Cet amendement est libellé comme suit :

« A l'expiration du délai prévu à l'article 3, il sera fait rapport aux Chambres sur les mesures prises en vertu de la présente loi ».

Un membre rappelle que le Gouvernement a promis de consulter les organes de gestion de certains parastataux. Il

machten slechts mogen duren tot de datum van de indiening van de Rijksmiddelenbegroting bij de Kamer. Daarom is uiteindelijk de datum van 14 november aangenomen.

Aldus zal de Regering feitelijk slechts over een termijn van zes maanden beschikken om met bijzondere machten te regeren. De Regering kan een nieuwe beperking naar de tijd niet aanvaarden.

Het door de heer Van Eynde voorgesteld amendement dat ertoe strekt de datum van 31 december 1967 te vervangen door die van 10 oktober 1967, wordt verworpen met 16 tegen 9 stemmen.

Een lid vestigt de aandacht van de Regering op de onontbeerlijke waarborgen die de Regering uit fair-play aan het Parlement, en vooral aan de meerderheid die in haar vertrouwen stelt, moet geven.

Derhalve stelt hij het volgende voor :

1^e een verslag van de Regering na het verstrijken van de bijzonder machten;

2^e regelmatige « mededelingen » tijdens de periode waarin zij worden toegepast.

Hij merkt op dat de Regering, als zij op 1 april bijzondere machten verkrijgt, die gedurende zeven en een halve maand — waarvan vier maanden tijdens welke het Parlement uitgeschakeld zal zijn en dus niet het minste toezicht heeft — zal kunnen uitoefenen.

Dit toezicht zou opnieuw moeten kunnen uitgeoefend worden begin oktober.

De meerderheid van de Speciale Commissie wenst niet dat de begroting voor 1968 besproken wordt tijdens de duur van de bijzondere machten; indien de Regering aanvaardt het spel te spelen, dan moet zij dit doen tot het einde toe.

De Eerste Minister betuigt zijn instemming met betrekking tot een verslag van de Regering aan het Parlement over het gebruik dat zij van de bijzondere machten zal hebben gemaakt. Hij verklaart dus het amendement van de heer Califice te aanvaarden, krachtens hetwelk op 30 november 1967 bij de Kamers verslag zal worden uitgebracht over de bij toepassing van de wet genomen maatregelen.

Een lid stelt voor van het amendement van de heer Califice een afzonderlijk artikel van het ontwerp te maken.

Dit amendement wordt met 16 tegen 10 stemmen aangenomen.

De Eerste Minister wijst erop dat over de Rijksmiddelenbegroting, zoals iedereen wel weet, nooit vóór de grondwettelijke hervatting van de parlementaire zitting wordt gestemd. Hij verklaart dat de Regering aan de Kamers niet zal vragen de begroting voor 1968 te bespreken, zolang bepaalde in het kader van de bijzondere machten genomen maatregelen zouden kunnen worden getroffen.

In verband met de « mededelingen » is het niet uitgesloten, zo herhaalt de Eerste Minister, dat de Regering op bepaalde punten het advies van de Commissies inwint. Het zou nochtans onlogisch zijn om bijzondere machten te vragen en terzelfder tijd de parlementaire Commissies verantwoordelijkheden te laten delen welke de Regering zelf volledig wil dragen.

De heer Pierson wijst erop dat zijn amendement slechts bepaalt dat de besluiten in verband met de bijzondere machten « ter voorlichting » aan de Commissies zullen worden voorgelegd. Dit amendement luidt als volgt :

« Bij het verstrijken van de in artikel 3 bepaalde termijn wordt aan de Kamers verslag uitgebracht over de krachtens deze wet getroffen maatregelen ».

Een lid herinnert eraan dat de Regering beloofd heeft de beheersorganen van bepaalde parastatale instellingen te

approuve cette décision. Mais si l'amendement de M. Pierson n'est pas adopté, on assisterait à ce spectacle anormal de voir ces organes de gestion avoir connaissance des intentions gouvernementales et des avant-projets de loi, alors que le Parlement n'en serait pas informé.

Il demande s'il y aura un droit d'interpellation pour les matières soustraites au Parlement en vertu des pouvoirs spéciaux et portées à la connaissance de ces comités de gestion.

Un commissaire estime que, dans ce cas, le texte gouvernemental devrait être modifié, mais ce point de vue est contesté par le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Le Premier Ministre répond qu'il ne voit pas pourquoi les comités de gestion devraient avoir connaissance des avant-projets. Il s'agit uniquement de consultations sur des intentions.

Un membre fait observer que le Gouvernement consulte déjà ces organes de gestion sans en référer en même temps aux Commissions intéressées.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget déclare que de toute façon on pourra interroger lorsque les arrêtés seront sortis.

L'amendement de M. Pierson est rejeté par 16 voix contre 9.

Un membre pense que le Gouvernement devrait se réservé la possibilité de prendre des arrêtés royaux ordinaires en plus des arrêtés de pouvoirs spéciaux.

Un autre membre souhaite qu'une distinction soit faite entre les arrêtés de pouvoirs spéciaux et les arrêtés royaux ordinaires.

Un membre émet l'opinion que le Gouvernement n'a donné aucune garantie qu'il ne modifierait pas les institutions fondamentales et qu'il ne réglera pas la matière tout entière par délégation de pouvoirs.

Le Président rappelle que la compétence du Gouvernement a déjà été précisée à diverses reprises. Il peut innover là où il n'existe pas de dispositions légales et renforcer son pouvoir là où de telles dispositions existent.

Réponse du Gouvernement.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget croit devoir préciser la portée de l'article 3 du projet. Le Gouvernement trouve dans les articles 1 et 2 du projet le pouvoir, dans les limites de l'habilitation qu'ils lui donnent, d'établir des règles qui ne pourront être abrogées, modifiées ou remplacées que par des lois après le 14 novembre 1967, même dans les domaines où le législateur ne serait pas encore intervenu.

La portée de l'article 3 est simplement de préciser que si des dispositions légales existent déjà dans les domaines décrits dans les articles 1 et 2, le Gouvernement pourra les abroger, les compléter, les modifier ou les remplacer par des arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux. L'article 3 n'a donc pas un caractère limitatif.

En se référant à l'article 66 de la Constitution, la finale de l'article 3 répondait au souci exprimé par divers membres de protéger le pouvoir réglementaire autonome que cette disposition constitutionnelle confère directement au Roi; il a trait aux statuts des agents de l'Etat et à l'organisation des ministères. En ce qui concerne le pouvoir réglementaire que le Roi détient en vertu de l'article 67 de la Constitution pour l'exécution des lois, pouvoir plus cu

raadplegen. Hij stemt met die beslissing in. Maar indien het amendement van de heer Pierson niet aangenomen wordt, zal men een abnormale toestand beleven, waarin bedoelde beheersorganen op de hoogte zullen zijn van de bedoelingen van de Regering, evenals van de voorontwerpen van wet, terwijl het Parlement daarover niet ingelicht zal zijn.

Hij vraagt of er een recht tot interpellatie zal bestaan voor de zaken welke ingevolge de bijzondere machten ontrokken zullen zijn aan het Parlement en welke ter kennis van bedoelde beheerscomités zullen zijn gebracht.

Een ander lid is van mening dat de tekst van de Regering in dat geval gewijzigd zou moeten worden, doch dit standpunt wordt door de Vice-Eerste Minister en Minister van de Begroting bestwist.

De Eerste Minister antwoordt dat hij niet inziet waarom de beheerscomités kennis zouden moeten hebben van de voorontwerpen. Het gaat slechts om raadplegingen over voorname.

Een lid wijst erop dat de Regering die beheersorganen reeds raadpleegt, zonder terzeldertijd om het advies van de betrokken Commissies te verzoeken.

De Vice-Eerste Minister en Minister van de Begroting verklaart dat men alleszins zal mogen interrogeren wanneer de besluiten uitgevaardigd zullen zijn.

Het amendement van de heer Pierson wordt met 16 tegen 9 stemmen verworpen.

Een lid meent dat de Regering zich het recht zou moeten voorbehouden om gewone koninklijke besluiten te nemen naast de op grond van de bijzondere machten genomen besluiten.

Een ander lid wenst dat er een onderscheid wordt gemaakt tussen op grond van de bijzondere machten genomen besluiten en de gewone koninklijke besluiten.

Een lid meent dat de Regering nog geen enkele waarborg verleend heeft i.v.m. het feit dat zij niet zal raken aan de fundamentele instellingen, noch de hele materie bij delegatie van machten niet zal regelen.

De Voorzitter herinnert eraan dat de bevoegdheid van de Regering reeds herhaaldelijk is omschreven. Zij kan optreden wanneer geen wettelijke bepalingen bestaan, en haar bevoegdheid verruimen wanneer die wel bestaan.

Antwoord van de Regering.

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting meent de draagwijdte van artikel 3 van het ontwerp nader te moeten bepalen. De artikelen 1 en 2 van het ontwerp verlenen de Regering de bevoegdheid om, binnen de grenzen van de machten die zij aldus verkrijgt, regelen te stellen welke na 14 november 1967 slechts door wetten opgeheven, gewijzigd of vervangen zullen kunnen worden, en dit zelfs op de gebieden waarin de wetgever nog geen maatregelen heeft genomen.

Artikel 3 strekt er slechts toe nader te bepalen dat, indien reeds wettelijke bepalingen op de in artikelen 1 en 2 behandelde gebieden bestaan, de Regering die bij de op grond van de bijzondere machten genomen koninklijke besluiten zal kunnen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen. Artikel 3 heeft dus geen beperkend karakter.

Door de verwijzing naar artikel 66 van de Grondwet beantwoordde slotzin van artikel 3 aan de bekommernis van verscheidene leden i.v.m. de bescherming van de autonome verordningsbevoegdheid, welke die grondwettelijke bepaling rechtstreeks aan de Koning verleent: die bevoegdheid betreft de statuten van het rijks personeel en de organisatie van de ministeries. Wat de verordningsbevoegdheid betreft, die de Koning krachtens artikel 67 van de Grondwet

moins étendu selon que la loi est plus ou moins détaillée, il va de soi que, puisque le projet permet de modifier des lois habitant le Roi à prendre de pareils règlements le même projet accorde également au Souverain le pouvoir de prendre des arrêtés royaux de pouvoirs spéciaux en ces domaines actuellement régis par des arrêtés royaux ordinaires s'il apparaissait souhaitable d'y porter des règles qui ne pourraient être modifiées à l'avenir que par la loi.

C'est ce que le législateur aurait le droit de faire, c'est ce que le Roi peut également en vertu du projet, puisqu'il est substitué au législateur. C'est, sous le bénéfice de cette précision, que le Gouvernement ne s'oppose pas à la suppression du membre de phrase « en vertu de l'article 66 de la Constitution » qui est considéré comme superflu.

Le Président suggère une formule qui précise dans le texte les compétences que le Roi obtiendra en vertu des pouvoirs spéciaux et celles qu'il possédait déjà.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté par 16 contre 9 voix.

VIII. EXAMEN ET VOTE DE L'ARTICLE 4.

L'article 4 est ainsi libellé :

« Le Roi peut assurer, s'il y a lieu, l'application des dispositions prises en vertu de la présente loi par des sanctions administratives, civiles, fiscales et pénales, ces dernières ne pouvant comprendre que des peines correctionnelles ou de police. »

La discussion en Commission.

M. Pierson dépose un amendement dont il précise la portée :

A la 3^e ligne, supprimer les mots « administratives » et « civiles ».

Exposé du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

Le texte du projet reprend presque littéralement l'article 1^{er}, V, de la loi du 31 juillet 1934 attribuant au Roi certains pouvoirs en vue du redressement économique et financier et de l'abaissement des charges publiques. Cette disposition portait : « Assurer, s'il y a lieu, l'application des dispositions prises en vertu de la présente loi par toutes sanctions civiles, fiscales ou pénales, ces dernières ne pouvant comprendre que des peines correctionnelles ou de police ». Les travaux préparatoires de la loi précitée n'expliquent pas la notion de « sanctions civiles ».

Des exemples de sanctions civiles se trouvent dans la législation qui a été prise en vertu de la loi du 31 juillet 1934 et des lois qui l'ont prorogée : ainsi,

a) dans la législation relative aux banques, la fusion des banques est nulle lorsqu'elle n'est pas autorisée par la Commission bancaire; de même est déclarée la nullité de certains paiements effectués par une banque à ses administrateurs ou gérants, en cas de faillite ou de mise sous gestion contrôlée, à titre de tantièmes ou d'autres participations

voor de uitvoering van de wetten bezit en die min of meer uitgebreid is naargelang de wet min of meer in bijzonderheden treedt, spreekt het vanzelf dat, aangezien het ontwerp het mogelijk maakt de wetten te wijzigen waarbij de Koning gemachtigd wordt zulke regelingen te treffen, hetzelfde ontwerp de Koning ook de bevoegdheid toekent om koninklijke besluiten op grond van de bijzondere machten te nemen op die gebieden welke thans door gewone koninklijke besluiten beheerst worden, indien het wenselijk mocht blijken ter zake regels te stellen welke in de toekomst slechts bij de wet gewijzigd zouden kunnen worden.

De wetgever zou het recht hebben dat te doen, en de Koning kan het dus ook doen krachtens het ontwerp, aangezien hij in de plaats treedt van de wetgever. Op grond hiervan verzet de Regering zich niet tegen de weglatting van de zinsnede « op grond van artikel 66 van de Grondwet », welke als overtuigend wordt beschouwd.

De Voorzitter geeft in overweging, om in de tekst de bevoegdheden welke de Koning op grond van de bijzondere machten zal verkrijgen en die welke hij reeds bezit, nader te bepalen.

Het aldus gewijzigde artikel 3 wordt met 16 tegen 9 stemmen aangenomen.

VIII. BEHANDELING VAN EN STEMMING OVER ARTIKEL 4.

Artikel 4 luidt als volgt :

« De Koning kan, zo nodig, de toepassing van de bepalingen genomen in uitvoering van deze wet regelen door sancties van administratieve, burgerlijke, fiscale en strafrechtelijke aard; deze laatste mogen slechts correctionele of politiestaffen inhouden. »

Besprekking in Commissie.

De heer Pierson stelt een amendement voor, waarvan hij de draagwijdte toelicht :

Op de derde regel, de woorden « administratieve » en « burgerlijke » weglaten.

Uiteenzetting van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

De tekst van het ontwerp is bijna een letterlijke overname van artikel 1, V, van de wet van 31 juli 1934 waarbij aan de Koning bepaalde machten worden toegekend met het oog op het economisch en financieel herstel en de vermindering van de openbare lasten. Die bepaling luidde o.m. als volgt : « Zo daartoe aanleiding bestaat, de toepassing van de krachtens deze wet getroffen schikkingen te verzekeren, door alle burgerlijke, fiscale of strafrechtelijke sancties, die alleen uit correctionele of politiestaffen kunnen bestaan. » De parlementaire voorbereiding van voormelde wet omschrijft het begrip « burgerlijke sancties » niet.

Voorbeelden van burgerlijke sancties komen voor in de wetgeving die werd ingevoerd krachtens de wet van 31 juli 1934 en krachtens de wetten die deze laatste hebben verlengd, o.m. :

a) in de wetgeving op de banken : de fusie van banken is nietig, indien ze niet door de Bankcommissie is toegestaan; worden eveneens vernietigd sommige betalingen door een bank aan haar beheerders of zaakvoerders, in geval van faillissement of plaatsing onder het stelsel van gecontroleerd beheer; het betreft hier de betaling van tantièmes of

aux bénéfices; enfin, le Ministre des Finances peut interdire d'admettre à la cote les titres et valeurs exposés, offerts ou vendus à l'encontre de l'avis de la Commission bancaire;

b) dans la législation relative aux caisses d'épargne privées, il est prévu que l'arrêté de révocation d'autorisation (sanction administrative) peut ordonner, le cas échéant, les mesures propres à sauvegarder les droits des déposants;

c) dans la législation relative aux sociétés de capitalisation, le retrait de l'autorisation (sanction administrative) emporte interdiction de faire des opérations nouvelles, et, en cas de retrait d'autorisation, un arrêté royal peut ordonner les mesures propres à sauvegarder les droits des co-contractants, sans préjudice aux droits des autres créanciers; il peut également prévoir la nomination d'un commissaire ou d'un liquidateur chargé de prendre les mesures en vue de sauvegarder les intérêts des co-contractants;

d) dans la législation relative aux prêts hypothécaires, il est prévu que l'arrêté de révocation de l'autorisation (sanction administrative) peut ordonner, le cas échéant, les mesures propres à sauvegarder les droits des emprunteurs et des prêteurs sans préjudice des droits des autres créanciers, notamment par la nomination de commissaires ou de liquidateurs.

D'autres exemples pris dans des législations différentes peuvent être évoqués : la loi du 24 mai 1854 modifiée par l'arrêté royal n° 85 de 1939 sur les brevets d'invention permet la déchéance du brevet prononcée par arrêté royal en cas de non-paiement de la taxe ou en cas de non-exploitation du brevet pendant 1 an.

Plus près de nous, la loi du 27 mars 1957 sur les fonds communs de placement prévoit certaines nullités et des mesures protectrices des intérêts des tiers : la nullité de toute clause incluse dans les règlements de gestion qui aurait pour but de donner pouvoir permanent à la société de gestion de représenter les porteurs de certificats aux assemblées générales des sociétés belges dont les titres sont incorporés dans le fonds; enfin, en cas de retrait de l'agrément, le mandat de la société de gestion prend fin de plein droit et la Commission bancaire arrête les mesures nécessaires pour la gestion future ou la mise en liquidation des fonds gérés ou administrés par cette société.

La loi du 16 novembre 1961 instituant le directoire charbonnier prévoit, notamment, que si, à l'expiration d'un nouveau terme fixé par le directoire, l'entreprise persiste à ne pas exécuter la décision du directoire, les concessions de mines de houille accordées à cette entreprise sont déchues par décision du directoire et qu'une entreprise qui persiste à ne pas exécuter la décision du directoire, encourt une amende prononcée par le directoire.

Conclusions.

Les sanctions civiles rencontrées dans la législation belge sont de formes multiples; elles vont depuis la nullité des opérations juridiques jusqu'à des amendes civiles, des mesures protectrices des intérêts de tiers et des interdictions temporaires d'activités déterminées. Elles sont prononcées tantôt par les tribunaux, tantôt par des autorités administratives sous le contrôle des tribunaux ou du Conseil d'Etat.

De leur côté, les sanctions administratives ne supposent pas la création de juridictions administratives; elles peuvent

autres aandelen in de winst; ten slotte kan de Minister van Financiën de opneming in de notering verbieden van effecten of waarden die uitgestald, aangeboden of verkocht worden tegen het advies in van de Bankcommissie;

b) in de wetgeving op de private spaarkassen is bepaald dat het besluit tot intrekking van de machtiging (administratieve sanctie) in voorkomende gevallen maatregelen kan opleggen om de rechten van de deponenten te vrijwaren;

c) in de wetgeving betreffende de kapitalisatiemaatschappijen sluit de intrekking van de vergunning (administratieve sanctie) het verbod in om nieuwe transacties te verrichten, en in geval van intrekking van de vergunning kan een koninklijk besluit maatregelen uitvaardigen ter vrijwaring van de rechten van de contracterende partijen, onverminderd de rechten van de andere schuldeisers; het kan ook voorzien in de benoeming van een commissaris of een vereffenaar, die de maatregelen moet treffen ter vrijwaring van de belangen van de contracterende partijen;

d) in de wetgeving betreffende de hypothecaire leningen wordt bepaald dat in het besluit tot herroeping van de vergunning (administratieve sanctie) in voorkomend geval maatregelen kunnen worden uitgevaardigd ter vrijwaring van de rechten van de kredietnemers en de leners, onverminderd de rechten van de andere schuldeisers, o.m. door de benoeming van commissarissen of vereffenaars.

Er kunnen andere voorbeelden in de verschillende wetgevingen worden aangehaald : de wet van 24 mei 1854, gewijzigd bij koninklijk besluit n° 85 van 1939 op de octrooiën, maakt de vervallenverklaring van het octrooi bij koninklijk besluit mogelijk in geval van niet-betaling van de belasting of in geval van niet-exploitatie van het octrooi gedurende 1 jaar.

In een minder ver verwijderd verleden voorziet de wet van 27 maart 1957 betreffende de gemeenschappelijke beleggingsfondsen in bepaalde gevallen van ongeldigheid en in maatregelen ter bescherming van de belangen van derden : de ongeldigheid van elk in de reglementen van beheer opgenomen beding, dat tot doel heeft de vennootschap van beheer blijvend bevoegd te verklaren om de houders van certificaten te vertegenwoordigen op de algemene vergaderingen van de Belgische vennootschappen waarvan de effecten in het fonds zijn opgenomen; ten slotte eindigt het mandaat van de vennootschap van beheer bij intrekking van de erkenning van rechtswege en neemt de Bankcommissie de nodige maatregelen voor het toekomstig beheer of de invereffeningstelling van de door deze vennootschap beheerde of geadministreerde fondsen.

De wet van 16 november 1961 tot instelling van het Kolendirectoriuim bepaalt o.m. dat, indien een onderneming bij het verstrijken van een door het directoriuim bepaalde nieuwe tijdspanne erin volhardt de beslissing van het directoriuim niet uit te voeren, de aan deze onderneming verleende steenkolenmijnconcessies vervallen, en dat een onderneming die de beslissing van het directoriuim niet heeft uitgevoerd, een door het directoriuim opgelegde boete oploopt.

Besluiten.

Wij treffen in de Belgische wetgeving burgerlijke sancties aan in vele vormen : zij gaan van de ongeldigheid van de juridische transacties tot burgerlijke boeten, maatregelen ter bescherming van de belangen van derden en tijdelijk verbod van welbepaalde activiteiten. Zij worden nu eens uitgesproken door de rechtbanken, dan weer door de administratieve overheid onder toezicht van de rechtbanken of van de Raad van State.

Hunnerzijds vergen administratieve sancties niet de oprichting van administratieve rechtbanken; zij kunnen

être prononcées directement par les autorités administratives sous le contrôle des tribunaux et du Conseil d'Etat, p. ex. : suspension et révocation d'une autorisation, d'une agrément, d'une licence ou d'une permission, le retrait de sub-sides etc...

Les sanctions administratives et civiles sont souvent plus rapides et plus efficaces que les sanctions pénales qui sont l'*ultima ratio*.

* * *

Un membre constate que le texte néerlandais : « sancties van burgerlijke aard » est plus précis et qu'il serait plus indiqué d'utiliser en français l'expression « sanctions de caractère civil ».

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget justifie l'amendement gouvernemental qui limite les pouvoirs en matière de sanctions pénales et qui est rédigé comme suit :

Modifier comme suit le texte de cet article :

« Le Roi peut assurer, s'il y a lieu, l'application des dispositions prises en vertu de la présente loi par des sanctions administratives, civiles, fiscales et pénales, ces dernières ne pouvant excéder une peine d'emprisonnement de six mois et une amende de cinquante mille francs ».

Un membre voudrait savoir si les amendes seront majorées de décimes additionnels.

Le Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget répond affirmativement.

L'amendement de M. Pierson est repoussé par 16 voix contre 10.

L'article 4 est adopté, en son nouveau texte présenté par le Gouvernement et amendé par la Commission, par 16 voix contre 10.

IX. EXAMEN ET VOTE DE L'ARTICLE 5 (NOUVEAU).

L'amendement de M. Califice, qui tendait à compléter l'article 3 du projet, devient l'article 5.

Il est libellé comme suit :

« Il sera fait rapport aux Chambres avant le 30 novembre 1967 sur les mesures prises en application de la loi. »

M. Pierson retire son amendement tendant à insérer un article 4bis (nouveau) par suite de l'adoption de l'article 5 (nouveau) ci-dessus.

X. VOTE DE L'ARTICLE 6.

L'article 5 du projet, qui devient l'article 6, est adopté sans observation.

Titre du projet de loi.

Sur proposition du Président la Commission décide d'apporter au titre néerlandais du projet une correction de pure forme qui doit être rédigée comme suit : « Wetsontwerp tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning ten einde... », etc.

* * *

Un membre donne lecture d'une déclarartion au nom des membres P. L. P. de la Commission Spéciale : au nom de son groupe il tient à déclarer que les membres P. L. P. de la Commission spéciale voteront unanimement le présent projet de loi.

rechtstreeks door de administratieve overheid worden uitgesproken onder toezicht van de rechtbanken en van de Raad van State, b.v. : schorsing of 'intrekking van een machtiging, een erkenning, een licentie of een vergunning, intrekking van toelagen enz...

De administratieve en burgerlijke strafmaatregelen zijn vaak sneller en doelmatiger dan die van strafrechtelijke aard die de *ultima ratio* zijn.

* * *

Een lid constateert dat de Nederlandse tekst « sancties van burgerlijke aard » nauwkeuriger is en dat het beter zou zijn in de Franse tekst de uitdrukking te gebruiken : « sancties de caractère civil ».

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting verantwoordt het regeringsamendement dat de machten beperkt inzake strafrechtelijke sancties en dat luidt als volgt :

De tekst van dit artikel wijzigen als volgt :

« De Koning kan, zo nodig, de toepassing van de bepalingen genomen in uitvoering van deze wet regelen door sancties van administratieve, burgerlijke, fiscale en strafrechtelijke aard; deze laatste mogen niet meer bedragen dan een gevangenisstraf van zes maanden en een geldboete van vijftigduizend frank ».

Een lid wenst te weten of de geldboeten zullen verhoogd worden met opcentiemen.

Het antwoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting luidt bevestigend.

Het amendement van de heer Pierson wordt verworpen met 16 tegen 10 stemmen.

De nieuwe tekst van artikel 4, door de Regering voorgesteld en door de Commissie geadviseerd, wordt aangenomen met 16 tegen 10 stemmen.

IX. BEHANDELING VAN EN STEMMING OVER ARTIKEL 5 (NIEUW).

Het amendement van de heer Califice, dat ertoe strekt artikel 3 van het ontwerp aan te vullen, wordt artikel 5.

Het luidt als volgt :

« Over de in toepassing van deze wet getroffen maatregelen zal vóór 30 november 1967 bij de Kamers verslag uitgebracht worden. »

Ingevolge het aannemen van een artikel 5 (nieuw) trekt de heer Pierson zijn amendement in, dat ertoe strekt een artikel 4bis (nieuw) in te voegen.

X. STEMMING OVER ARTIKEL 6.

Artikel 5 van het ontwerp, dat artikel 6 wordt, wordt aangenomen.

Titel van het wetsontwerp.

Op voorstel van de Voorzitter beslist de Commissie in de Nederlandse titel van het ontwerp een loutere vormwijziging aan te brengen, om hem als volgt te doen luiden : « Wetsontwerp tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning ten einde... » enz.

* * *

Een lid leest een verklaring voor namens de P. V. V.-leden van de Speciale Commissie : namens zijn fractie hecht hij eraan te verklaren dat de P. V. V.-leden van de Speciale Commissie eenparig het onderhavige wetsontwerp zullen goedkeuren.

Les impératifs de reconversion économique, l'assainissement financier, l'équilibre budgétaire et la confiance qu'ils tiennent à témoigner au Gouvernement, les ont amenés à cette décision.

C'est pourquoi, ils voteront les pouvoirs spéciaux demandés par le Gouvernement.

Cette décision est néanmoins liée à une réserve fondamentale à laquelle ils attachent une importance capitale.

L'examen prospectif de l'évolution des budgets des années à venir, démontre que, sans des réformes législatives profondes, et ceci indépendamment du présent projet de loi, l'équilibre budgétaire ne pourra être atteint.

Celui-ci est en effet faussé par un faisceau de lois qu'il convient de modifier.

Dès lors, le Parlement se trouve confronté avec le devoir immédiat de faire face à ce travail législatif absolument indispensable.

C'est pourquoi, dans leur esprit, il conviendra d'assurer à la Nation le retour à une politique normale d'équilibre budgétaire, mettant un terme à l'escalade fiscale.

* * *

VOTE SUR L'ENSEMBLE DU PROJET.

L'ensemble du présent projet est adopté par 16 voix contre 10.

* * *

Le présent rapport est approuvé par 14 voix et 5 abstentions.

Les Rapporteurs,

Raymond SCHEYVEN,
L. D'HAESELEER.

Le Président,

L. MOYERSOEN.

Die beslissing wordt ingegeven door de imperatieven inzake economische reconversie en het aan de Regering te schenken vertrouwen alsmede door de financiële gezond-making en het budgettaire evenwicht.

Daarom zullen zij de door de Regering gevraagde bijzondere machten goedkeuren.

Niettemin is deze beslissing afhankelijk van een fundamenteel voorbehoud, waaraan zij een uitzonderlijk belang hechten.

Het onderzoek van de evolutie van de begrotingen tijdens de komende jaren bewijst dat zonder ingrijpende hervormingen van de wetgever — waarbij het onderhavige wetsontwerp buiten beschouwing wordt gelaten — het budgettaire evenwicht niet zal kunnen bereikt worden.

Dat evenwicht wordt verstoord door een reeks wetten welke dienen gewijzigd te worden.

Het Parlement heeft derhalve tot taak onmiddellijk die volstrekt onontbeerlijke wetgevende opdracht aan te vatten.

Volgens hen dient ons land terug te keren naar een politiek van een normaal begrotingsevenwicht, dat een einde maakt aan de fiscale wenteltrapbeweging.

* * *

STEMMING OVER HET GEHELE ONTWERP.

Het onderhavige ontwerp wordt in zijn geheel met 16 tegen 10 stemmen aangenomen.

* * *

Dit verslag wordt met 14 stemmen en 5 onthoudingen goedgekeurd.

De Verslaggevers,

Raymond SCHEYVEN,
L. D'HAESELEER.

De Voorzitter,

L. MOYERSOEN.

TEXTE ADOpte PAR LA COMMISSION.

PROJET DE LOI

attribuant certains pouvoirs au Roi en vue d'assurer la relance économique, l'accélération de la reconversion régionale et la stabilisation de l'équilibre budgétaire (1).

Article premier.

Par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, le Roi peut prendre toutes les dispositions utiles en vue :

« 1^e de compléter et modifier les différentes lois d'expansion économique générale et régionale, de prendre les mesures légales nécessaires pour pouvoir procéder à l'assainissement des sites industriels désaffectés, d'adapter et de compléter les moyens d'action et les instruments de la politique d'expansion et de reconversion, notamment par l'institution d'un Fonds alimenté par des crédits budgétaires et des ressources affectées;

2^e d'octroyer de larges facilités pour le recrutement dans les services publics des travailleurs touchés par les fermetures de charbonnages; le Roi peut étendre le bénéfice de ces mesures aux travailleurs touchés par les fermetures d'autres entreprises industrielles;

3^e d'étendre et d'assouplir l'intervention de l'Etat en matière de ducroire, de réassurance et de crédit à l'exportation;

4^a) de compléter et de modifier les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'exclusion des lois relatives à l'ordre judiciaire et à la Cour des Comptes, de la loi provinciale et de la loi communale;

b) d'assurer dans le respect des droits acquis la mobilité des agents entre tous les services de l'Etat, les Forces Armées et les organismes d'intérêt public, assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

c) d'améliorer la gestion et l'activité des organismes d'intérêt public assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954;

d) d'opérer la suppression, la transformation ou la fusion de certains de ces organismes;

e) de renforcer leur contrôle.

5^e de contrôler l'octroi et l'emploi de toute subvention à charge de l'Etat ou allouée par toute personne morale elle-même subventionnée directement ou indirectement par l'Etat;

6^e d'améliorer le financement des investissements notamment en organisant l'association des sociétés à portefeuille à la programmation de l'expansion économique, et en apportant toutes modifications aux dispositions légales organisant le statut, la compétence et les modalités de fonctionnement, d'une part, des institutions publiques de crédit et d'autre part, des organismes financiers privés;

(1) La Commission a adapté le titre néerlandais au titre français qui n'a pas été modifié.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

WETSONTWERP

tot toekenning van bepaalde machten aan de Koning ten einde de economische heropleving, de bespoediging van de regionale reconversie en de stabilisatie van het begrotingsevenwicht te verzekeren (1).

Artikel 1.

Door in Ministerraad overlegde besluiten kan de Koning alle nuttige maatregelen treffen ten einde :

« 1^e de verschillende wetten betreffende de algemene en gewestelijke economische expansie aan te vullen en te wijzigen, de nodige wettelijke maatregelen te nemen met het oog op de gezondmaking van de buiten gebruik zijnde nijverheidsoorden, de middelen en instrumenten van het expansie- en reconversiebeleid aan te passen en aan te vullen, inzonderheid door het oprichten van een Fonds dat gestijfd wordt door begrotingskredieten en aangewende middelen;

2^e ruime faciliteiten toe te kennen voor de werving in de openbare diensten van werknemers die getroffen werden door de sluiting van steenkolenmijnen; de Koning kan het voordeel van die maatregelen uitbreiden tot de door de sluiting van andere nijverheidsondernemingen getroffen werknemers;

3^e de tegemoetkoming van de Staat inzake delcredere, herverzekering en krediet aan de uitvoer uit te breiden en te versoepelen;

4^a) de wetten betreffende de inrichting en de werking van de openbare diensten, met uitzondering van de wetten betreffende de rechterlijke orde en het Rekenhof, de provinciale wet en de gemeentewet, aan te vullen en te wijzigen;

b) de mobiliteit van de beambten tussen alle Staatsdiensten, de Strijdkrachten en de instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, met eerbiediging van de verkregen rechten te verzekeren;

c) het beheer en de activiteit der instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verbeteren;

d) de afschaffing, de omvorming of de fusie van sommige van deze instellingen door te voeren;

e) hun controle te verscherpen;

5^e de toekenning en de aanwending te controleren van alle toelagen ten laste van het Rijk of verleend door elke rechtspersoon die zelf rechtsreeks of onrechtsreeks door het Rijk gesubsidieerd wordt;

6^e de financiering van de investeringen te verbeteren, inzonderheid door de deelname van de portefeuillemaatschappijen aan de programmatie van de economische expansie te organiseren en door alle wijzigingen aan te brengen in de wettelijke bepalingen betreffende de organisatie van het statuut, de bevoegdheid en de werkingsmodaliteiten, enerzijds van de openbare kredietinstellingen en anderzijds van de private financiële organismen;

(1) De Commissie heeft het Nederlandse opschrift in overeenstemming gebracht met het Franse opschrift, dat ongewijzigd bleef.

7° d'assurer dans tous les réseaux scolaires, une meilleure répartition et une utilisation plus judicieuse des crédits budgétaires affectés à l'enseignement par une révision et une harmonisation éventuelles des diverses lois en la matière, hormis celle du 29 mai 1959;

8° a) de promouvoir la qualité et d'assurer la dispensation normale des soins de santé par une révision et une adaptation de la législation relative à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir;

b) de réaliser l'équilibre financier de l'assurance maladie-invalidité, en appliquant les dispositions de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, modifiée par les lois du 24 décembre 1963, 6 juillet 1964, 8 avril 1965 et 7 juillet 1966, sans devoir, en cas d'urgence, solliciter les avis ou attendre les propositions prévus par cette loi;

9° de revoir et d'harmoniser les diverses législations afférentes aux pensions des travailleurs salariés et appointés;

10° d'instaurer un statut social des travailleurs indépendants, notamment par la révision du régime étendant les allocations familiales aux employeurs et aux non-salariés, et des régimes de pension de retraite et de survie, et d'assurance contre la maladie et l'invalidité en faveur des travailleurs indépendants;

11° d'accentuer la politique de progrès social global par :

- a) l'extension de l'assurance soins de santé aux handicapés mentaux;
- b) l'extension des allocations familiales à des cas particulièrement dignes d'intérêt;
- c) l'élaboration d'un statut social des handicapés graves;
- d) l'adaptation de la sécurité sociale au travail à temps partiel;
- e) l'adaptation de la législation relative à la protection de la femme au travail;
- f) l'adaptation de la législation sur l'immigration;
- g) l'octroi d'une bonification de la pension de retraite des ouvriers et employés par année supplémentaire de travail au-delà de l'âge normal de la pension ».

Art. 2.

§ 1^{er}.

1° Il est établi, au profit exclusif de l'Etat, pour les exercices d'imposition 1968 à 1970, des décimes additionnels à l'impôt des personnes physiques, à l'impôt des sociétés et à l'impôt des non-résidents, suivant les distinctions ci-après :

a) impôt des personnes physiques et impôt des non-résidents calculé conformément à l'article 152, 1^o, du Code des impôts sur les revenus : 1 décime additionnel sur l'impôt afférent à la tranche de revenu imposable excédant 500 000 F, sans que le total de l'impôt, y compris le décime additionnel, puisse dépasser 50 % du revenu imposable;

b) impôt des sociétés calculé conformément aux articles 126 à 128 et 130 à 133 du Code des impôts sur les revenus et impôt des non-résidents, calculé conformément à l'arti-

7° in alle schoolnetten een betere verdeling en een meer oordeelkundige aanwending der begrotingskredieten bestemd voor het onderwijs te verzekeren, door een eventuele herziening en een harmonisering van de verschillende wetten ter zake, behalve die van 29 mei 1959;

8° a) de kwaliteit der geneeskundige zorgen te bevorderen en de normale verstrekking ervan te verzekeren door een herziening en een aanpassing van de wetgeving in verband met de uitvoering van de verschillende takken van de geneeskunde;

b) het financieel evenwicht van de ziekte- en invaliditeitsverzekering te verwezenlijken door de toepassing van de bepalingen van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, gewijzigd door de wetten van 24 december 1963, 6 juli 1964, 8 april 1965 en 7 juli 1966, zonder ingeval van dringendheid de adviezen te moeten vragen of de voorstellen te moeten afwachten die door die wet worden voorgeschreven;

9° de verschillende wetgevingen op de pensioenen der loontrekkende en weddetrekkende arbeiders te herzien en te harmoniseren;

10° een sociaal statuut voor de zelfstandige arbeiders in te voeren, inzonderheid door de herziening van het stelsel dat de kinderbijslagen uitbreidt tot de werkgevers en de niet-loontrekkenden, en van de stelsels van rust- en overlevingspensioenen, en van de ziekte- en invaliditeitsverzekering ten voordele van de zelfstandige arbeiders;

11° Het beleid van globale sociale vooruitgang te bevorderen door :

- a) de verzekering voor geneeskundige verzorging uit te breiden tot de geestelijk gehandicapten;
- b) de kinderbijslag uit te breiden tot de gevallen welke een bijzondere aandacht verdienen;
- c) een sociaal statuut voor de ernstig gehandicapten op te stellen;
- d) de sociale zekerheid aan te passen aan de part-time arbeid;
- e) de wetgeving betreffende de bescherming van de werkende vrouw aan te passen;
- f) de wetgeving op de immigratie aan te passen;
- g) een toeslag bij het rustpensioen van arbeiders en bedienenden toe te kennen per bijkomend jaar arbeid boven de normale pensioenleeftijd ».

Art. 2.

§ 1.

1° Voor de aanslagjaren 1968 tot 1970 worden, uitsluitend in het voordeel van de Staat, op de personenbelasting, de venootschapsbelasting en de belasting der niet-verblijfshouders, opdecim geheven volgens het hierna gemaakte onderscheid :

a) personenbelasting en belasting der niet-verblijfshouders berekend overeenkomstig artikel 152, 1^o, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen : 1 opdecim op de belasting met betrekking tot de schijf van het belastbare inkomen boven 500 000 F, zonder dat het belastingtotaal, met inbegrip van de opdecim, méér mag bedragen dan 50 % van het belastbaar inkomen;

b) venootschapsbelasting, berekend overeenkomstig de artikelen 126 tot 128 en 130 tot 133 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, en belasting der niet-verblijf-

cle 152, 2^e, du même Code : 1 décime additionnel lorsque le montant total du revenu imposable excède 3 millions.

2^e Les dispositions des articles 89 à 91 et 129 du Code des impôts sur les revenus, sont applicables aux décimes additionnels.

3^e L'impôt des personnes physiques, l'impôt des sociétés ou l'impôt des non-résidents, qui servent de base au calcul des décimes additionnels, sont déterminés avant l'application des déductions prévues aux articles 186 à 205 du Code des impôts sur les revenus, ainsi que des majorations prévues aux articles 89 à 91, 129 et 334 du même Code.

4^e La taxe communale additionnelle et les centimes additionnels, prévus aux articles 352 à 357 du Code des impôts sur les revenus, ne s'appliquent pas aux décimes additionnels prévus au 1^e.

§ 2.

1^e A l'article 63 du Code des impôts sur les revenus, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1^{er}, les mots : « une somme égale à 40 p.c. » sont remplacés par les mots : « une somme égale à 45 p.c. »;

b) au § 2, les montants de 19 000 et 27 000 francs, sont remplacés respectivement par 23 000 et 35 000 francs.

2^e A l'article 81, § 2, du Code des impôts sur les revenus, les mots : « la partie du revenu imposable qui excède 260 000 francs augmentés de 26 000 francs par personne à charge au-delà de la quatrième » sont remplacés par les mots : « la partie du revenu imposable qui excède 270 000 francs augmentés de 27 000 francs par personne à charge au-delà de la troisième ».

§ 3.

Le Roi peut, par arrêtés délibérés en Conseil des Ministres :

1^e pour une période limitée :

a) exonérer de l'impôt des sociétés les revenus normaux d'actions ou de parts de capitaux investis, souscrites et libérées en espèces lors de la constitution ou de l'augmentation du capital d'une société,

b) aménager le régime fiscal en matière de fusion et de scission de sociétés et d'apport de branches d'activité,

c) modifier les dispositions fiscales en matière de déductibilité des pertes professionnelles,

2^e supprimer la déductibilité des primes d'assurance afférentes au mobilier et aux immeubles.

3^e mettre les dispositions du Code des impôts sur les revenus, relatives au rattachement budgétaire des impositions, en concordance avec la loi du 28 juin 1963 sur la comptabilité de l'Etat.

4^e modifier les bases, taux et modalités d'imposition des taxes prévues par les titres III et IV du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.

houders, berekend overeenkomstig artikel 152, 2^e, van hetzelfde Wetboek : 1 opdeciem wanneer het totaal bedrag van het belastbaar inkomen meer dan 3 miljoen bedraagt.

2^e Het bepaalde in de artikelen 89 tot 91 en 129 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, is van toepassing op de opdeciem.

3^e De personenbelasting, de vennootschapsbelasting of de belasting der niet-verblijfshouders, die tot grondslag dienen voor de berekening van de opdeciem, worden vastgesteld vóór de toepassing van de verminderingen als bedoeld in de artikelen 186 tot 205 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, en van de vermeerderingen als bedoeld in de artikelen 89 tot 91, 129 en 334 van hetzelfde Wetboek.

4^e De aanvullende gemeentebelasting en de opcentiem, als bedoeld in de artikelen 352 tot 357 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, worden niet toegepast op de in 1^e bedoelde opdeciem.

§ 2.

1^e In artikel 63 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1, worden de woorden : « een som afgetrokken die gelijk is aan 40 t.h. » vervangen door de woorden : « een som afgetrokken die gelijk is aan 45 t.h. »;

b) in § 2, worden de bedragen van 19 000 en 27 000 frank, respectievelijk vervangen door 23 000 en 35 000 frank.

2^e In artikel 81, § 2, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, worden de woorden : « het gedeelte van het belastbaar inkomen boven 260 000 frank, vermeerderd met 26 000 frank per persoon ten laste na de vierde » vervangen door de woorden : « het gedeelte van het belastbaar inkomen boven 270 000 frank, vermeerderd met 27 000 frank per persoon ten laste na de derde ».

§ 3.

De Koning kan, door in Ministerraad overlegde besluiten :

1^e voor een beperkte periode :

a) vrijstelling verlenen van de vennootschapsbelasting op de normale inkomsten van aandelen of van delen van belegde kapitalen onderschreven en volgestort in speciën bij de oprichting of de kapitaalsverhoging van een vennootschap.

b) het fiscaal stelsel inzake fusies en splitsing van vennootschappen en inbreng van bedrijfstakken aanpassen.

c) het stelsel van de aftrekbaarheid van de bedrijfsverliezen wijzigen,

2^e de aftrekbaarheid van de premies voor verzekeringen in verband met het meubilair en de gebouwen afschaffen

3^e de bepalingen van het Wetboek van de inkomstenbelastingen met betrekking tot de budgettaire aanhechting van de aanslagen, in overeenstemming brengen met de wet van 28 juni 1963 op de Rijkscomptabiliteit.

4^e de grondslagen, aanslagvoeten en aanslagmodaliteiten van de taxes voorzien bij de titels III en IV van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen wijzigen.

§ 4.

Le Roi peut, par des arrêtés délibérés en Conseil des Ministres, apporter des modifications :

1^o aux articles 8, 13, 25, 37, 38, 40, 42, III, 103/1, 46, 48, 52/2, 54, 56, 78 et 97 de l'arrêté royal n° 308 du 31 mars 1936 établissant le Code des droits de succession, confirmé par la loi du 4 mai 1936;

2^o aux articles 11, 44, 53, 61/1, 62, 72, 87 à 93, 131, 132/2, 135, 136, 141, 153 à 155, 157, 212, 213 et 270/1 à 278 de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, confirmé par la loi du 16 juin 1947;

3^o aux articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 21, 30 à 33 et 38 de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947, contenant le Code des droits de timbre, confirmé par la loi du 14 juillet 1951;

4^o aux articles 84, 93 et 175/1 du Code des taxes assimilées au timbre, modifiés notamment par l'article 1^{er} de la loi du 27 décembre 1965.

§ 5.

Le Roi peut prendre des mesures pour assurer une perception plus exacte de l'impôt.

§ 6.

Le Roi règle l'exécution des dispositions du présent article. Il fixe, sur proposition du Conseil des Ministres, les dates auxquelles elles entrent en vigueur.

Art. 3.

Les pouvoirs accordés au Roi expirent au 14 novembre 1967.

Les arrêtés pris en vertu de ceux-ci peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur. Après l'expiration des pouvoirs attribués par la présente loi, ces arrêtés ne peuvent être abrogés, complétés, modifiés ou remplacés qu'en vertu d'une loi, le Roi conservant le droit d'abroger, de compléter, de modifier ou de remplacer les dispositions qui concernent les matières qui relèvent de sa compétence.

Art. 4.

Le Roi peut assurer, s'il y a lieu, l'application des dispositions prises en vertu de la présente loi par des sanctions de nature administratives, civiles, fiscales et pénales, ces dernières ne pouvant excéder une peine d'emprisonnement de six mois et une amende de cinquante mille francs.

Art. 5.

Il sera fait rapport aux Chambres avant le 30 novembre 1967 sur les mesures prises en application de la loi.

Art. 6.

La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

§ 4.

De Koning kan door middel van besluiten, waarover in Ministerraad werd beraadslaagd, wijzigingen aanbrengen :

1^o in de artikelen 8, 13, 25, 37, 38, 40, 42, III, 103/1, 46, 48, 52/2, 54, 56, 78 en 97 van het door de wet van 4 mei 1936 bekraftigd koninklijk besluit n° 308 van 31 maart 1936 tot invoering van het Wetboek der successierechten;

2^o in de artikelen 11, 44, 53, 61/1, 62, 72, 87 tot 93, 131, 132/2, 135, 136, 141, 153 tot 155, 157, 212, 213 en 270/1 tot 278 van het door de wet van 16 juni 1947 bekraftigde koninklijk besluit n° 64 van 30 november 1939, houdende het Wetboek der registratie-, hypothec- en griffierechten;

3^o in de artikelen 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 14, 21, 30 tot 33 en 38 van het door de wet van 14 juli 1951 bekraftigde besluit van de Regent van 26 juni 1947, houdende het Wetboek der zegelrechten;

4^o in de artikelen 84, 93 en 175/1 van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, gewijzigd inzonderheid bij artikel 1 van de wet van 27 december 1965.

§ 5.

De Koning kan maatregelen treffen met het oog op een juistere heffing der belastingen.

§ 6.

De Koning regelt de uitvoering van de bepalingen van dit artikel. Hij bepaalt, op voorstel van de Ministerraad, de data van inwerkingtreding ervan.

Art. 3.

De machten toegekend aan de Koning verstrijken op 14 november 1967.

De besluiten getroffen krachtens deze machten kunnen de vigerende wettelijke bepalingen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen. Na het verstrijken van de door deze wet toegekende machten, kunnen die besluiten niet worden opgeheven, aangevuld, gewijzigd of vervangen dan door een wet, terwijl de Koning het recht behoudt de bepalingen, die betrekking hebben op zaken die onder zijn bevoegdheid vallen, op te heffen, aan te vullen, te wijzigen of te vervangen.

Art. 4.

De Koning kan, zo nodig, de toepassing van de bepalingen genomen in uitvoering van deze wet verzekeren door sancties van administratieve, burgerlijke, fiscale en strafrechtelijke aard; deze laatste mogen niet meer bedragen dan een gevangenisstraf van zes maanden en een geldboete van vijftigduizend frank.

Art. 5.

Over de in toepassing van deze wet getroffen maatregelen zal vóór 30 november 1967 bij de Kamers verslag worden uitgebracht.

Art. 6.

Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**NOTE DE MINORITE
DEPOSEE
PAR LES MEMBRES SOCIALISTES
DE LA COMMISSION.**

1. L'opposition socialiste n'a pu se rallier au rapport présenté par la majorité. Elle estime que le projet n° 356 est uniquement le produit de la volonté du Gouvernement de sortir de l'impasse budgétaire dans laquelle il s'est engagé délibérément en prétendant encore le 23 novembre 1966 lors de l'examen du budget des Voies et Moyens, avoir réalisé l'équilibre des finances publiques.

L'opposition socialiste a dénoncé, à l'époque, le caractère fallacieux de cet équilibre. Aujourd'hui, que les faits démontrent la pertinence des critiques qu'elle a formulées, l'opposition socialiste refuse de se prêter à une opération de mystification de l'opinion publique qui aurait pour seul but d'éviter au Gouvernement le désavoué de sa politique de fausse rigueur budgétaire. Aussi bien les déclarations les plus contradictoires se sont-elles succédées au cours de ces dernières semaines : le 5 janvier, le Vice-Premier Ministre vantait encore l'équilibre du budget alors que 5 jours après le Premier Ministre laissait clairement comprendre que cet équilibre était compromis. Depuis lors, des informations divergentes se sont abattues sur l'opinion quant à l'état réel de la conjoncture et quant aux intentions du Gouvernement.

Les mesures de politique économique, sociale et financière que le Gouvernement envisage de prendre sous le couvert d'une législation de pouvoirs spéciaux sont incohérentes et ne reposent par ailleurs sur aucune justification sérieuse. Le Gouvernement se réfugie derrière la détérioration de la conjoncture pour expliquer les décisions qu'il aurait à prendre, dans les semaines à venir, en dehors de tout contrôle parlementaire. Or, en quelques semaines, les attitudes les plus variées ont été enregistrées quant à l'évolution prévisible de la conjoncture économique et quant à la nécessité du recours à la procédure des pouvoirs spéciaux.

Il est flagrant que le projet de loi de pouvoirs spéciaux est superflu pour la plupart des mesures d'ordre économique, financier et social qu'il comporte. Celles-ci requièrent avant tout une volonté politique cohérente et des moyens financiers : le Gouvernement ne possède ni l'une, ni les autres.

La constitutionnalité des pouvoirs spéciaux.

2. Les commissaires socialistes ne peuvent se rallier à la thèse développée par le Gouvernement selon laquelle la controverse sur la constitutionnalité du système de pouvoirs spéciaux serait définitivement vidée en un sens favorable. Ce n'est pas en extrapolant certains extraits de doctrine dans l'ignorance de leur contexte, ni en citant des avis de publicistes sans préciser à quelle question particulière ces avis se rapportent (arrêtés-lois de temps de guerre; détermination de compétence en matière non réservée expressément au législateur; etc...) que l'on aidera à la clarification du débat.

3. Lorsque, en temps de guerre, la collaboration des organes du pouvoir législatif est impossible, lorsque le pouvoir législatif est paralysé dans une partie de ses organes normaux, ce pouvoir se concentre dans l'organe resté libre d'agir (Cass. 11.2.1919. Pas. 1919.1.9 et 70). La force majeure justifie valablement que le pouvoir législatif ne soit plus exercé de la manière établie par la Constitution.

**MINDERHEIDSNOTA,
INGEDIEND DOOR DE SOCIALISTISCHE
COMMISSIELEDEN.**

1. De socialistische oppositie heeft niet kunnen instemmen met het door de meerderheid ingediende verslag. Zij meent dat het ontwerp n° 356 slechts een uiting is van de wil van de Regering om uit de begrotingsmoeilijkheden te geraken waarin zij zich bewust heeft vastgewerkt nadat zij op 23 november 1966 bij de besprekking van de rijksmiddelembegroting nog beweerde de riksfinanciën in evenwicht te hebben gebracht.

De socialistische oppositie stelde toen het bedrieglijk karakter van dat evenwicht aan de kaak. Nu de feiten de juistheid van de door haar geoefende kritiek bewijzen, weigert de socialistische oppositie zich te lenen tot de misleiding van de openbare opinie, die uitsluitend ten doel heeft de Regering de afkeuring van haar voorgewende strikte handhaving van de begroting te besparen. De laatste weken volgden dan ook de meest tegenstrijdige verklaringen elkaar op : op 5 januari beroemde de Vice-Eerste Minister zich nog op de evenwichtige begroting, terwijl de Eerste Minister acht dagen later duidelijk te verstaan gaf dat het evenwicht gevaar liep. Sedertdien kreeg de openbare opinie uiteenlopende berichten over de werkelijke toestand van de conjunctuur en de bedoelingen van de Regering.

De economische, sociale en financiële maatregelen die de Regering denkt te treffen onder dekking van een wet tot toegekennung van bijzondere machten zijn onsaamhangend en steunen op geen enkele ernstige motivering. De Regering verschuilt zich achter de verslechtering van de conjunctuur ter verantwoording van de beslissingen die zij de komende weken buiten elk toezicht van het Parlement zou moeten treffen. Maar in de loop van enkele weken hoorden wij de meest uiteenlopende standpunten verdedigen over de te verwachten wending van de economische conjunctuur en de noodzakelijkheid van een procedure van bijzondere machten.

Het valt onmiddellijk op dat het wetsontwerp tot toegekennung van bijzondere machten voor de meeste economische, financiële en sociale maatregelen die het bevat, overbodig is. Die maatregelen voren vóór alles een samenhangende politieke wil en financiële middelen : de Regering mist beide.

De grondwettelijkheid van de bijzondere machten

2. De socialistische commissieleden kunnen zich niet aan sluiten bij de door de Regering verdedigde stelling, dat de betwisting over de grondwettelijkheid van het stelsel der bijzondere machten definitief een oplossing in gunstige zin zou hebben gekregen. Er kan geen klaarheid in het debat worden gebracht door bepaalde uit hun verband gerukte theoretische uittreksels voor te leggen of adviezen van publicisten aan te halen, zonder daaraan toe te voegen waarop die adviezen speciaal betrekking hebben (besluitwetten uit oorlogstijd; bepaling van de bevoegdheid op niet uitdrukkelijk aan de wetgever voorbehouden gebieden enz...).

3. Wanneer in oorlogstijd de samenwerking van de organen van de Wetgevende Macht onmogelijk is, wanneer de Wetgevende Macht in een deel van haar normale organen verlamd is, dan wordt die macht geconcentreerd op het orgaan dat nog vrij kan handelen (Cass. 11.2.-919. Pas. 1919.1.9 en 70). Overmacht is een geldige grond voor het niet uitoefenen van de wetgevende macht op de door de Grondwet bepaalde wijze.

En dehors de la force majeure, il n'est point de justification qui soit à l'abri de toute critique.

4. Cependant, en temps de paix, les Chambres ont, à diverses époques, par des lois de pouvoirs spéciaux, délégué à l'exécutif l'exercice de la fonction législative.

Ces délégations ont fait l'objet de sérieuses critiques sur le plan constitutionnel. Et bien sûr, des théories diverses tendant à les justifier ont été élaborées : théorie de la délégation, théorie de la nécessité, théorie de la détermination de compétence...

« A chacune on peut opposer un argument majeur qui dispense des autres objections... Toutes (les explications) se heurtent à la même objection. Le législateur peut faire beaucoup de choses sauf une seule : renoncer à être législateur... Elle (cette démission) est nécessairement inconstitutionnelle. » (Pierre Wigny — Droit Constitutionnel 1952).

5. C'est conscient de ces réserves et critiques que le Parlement a cependant, en diverses circonstances, estimé que la procédure constitutionnelle prévue pour l'élaboration des lois n'était pas compatible avec l'ampleur, la complexité et l'urgence de certaines réglementations nécessaires.

Si la force majeure n'existe pas, des circonstances presque aussi impérieuses dans leurs effets lui ont paru une justification suffisante. On peut citer : la crise monétaire de 1925; la grave crise économique mondiale (1930-1935); l'approche et les conséquences de la seconde guerre mondiale...

Dans de telles circonstances, il est admissible que le Parlement accepte d'abandonner temporairement certaines de ses prérogatives — même si le procédé demeure sujet à critique, sur le plan des principes. Un certain état de nécessité et l'urgence, sont sinon des justifications de droit, à tout le moins des justifications en *fait*.

6. Ainsi peuvent être résumées les conditions qui rendent acceptable, sinon justifié le recours à la délégation de pouvoirs :

— a) l'impossibilité d'observer la Constitution (soit absolue : force majeure — soit jugée suffisante : l'état de nécessité et l'urgence);

— b) la dérogation au prescrit constitutionnel doit être limitée à ce qui est indispensable;

— c) le souci de respecter l'esprit de la Constitution par l'adoption de mesures protectrices : rapport aux Chambres, information des Commissions parlementaires, etc...

7. Quels que soient les arguments qu'ils ont développés pour justifier la légitimité des pouvoirs spéciaux, presque tous les publicistes doivent reconnaître que la délégation qu'ils défendent d'autre part se heurte, en certaines matières, à des dispositions impératives de la loi fondamentale. Celle-ci a réservé « en propre » au pouvoir législatif des compétences qui, par leur nature, ne peuvent être abandonnées à la réglementation de l'exécutif. Ces compétences réservées des Chambres législatives s'expliquent historiquement, en ce qu'elles touchent à l'origine même du régime parlementaire. Les articles 110 et 112 de la Constitution belge réservent aux seules Chambres législatives la compétence de voter l'impôt et de décréter les exemptions fiscales. L'article 111 proclame le principe de l'annualité de l'impôt.

Encore une fois, quels que soient les précédents qui ont méconnu ce prescrit fondamental (et exception faite pour ceux qui étaient justifiés par la force majeure), une juris-

Buiten de overmacht bestaat geen boven elke kritiek verheven rechtvaardiging.

4. Toch droegen de Kamers in vredestijd op verschillende tijdstippen door wetten tot toekenning van bijzondere machten aan het uitvoerend orgaan de uitoefening van de Wegevende Macht op.

Op die opdracht werd ernstige kritiek geoefend in verband met de Grondwet. Er werden inderdaad verscheidene theorieën uitgewerkt om ze te rechtvaardigen : de theorie van de machtsopdracht, de theorie van de noodzakelijkheid, de theorie van de bevoegdheidsbepaling...

« Tegenover elk (van die theorieën) kan een doorslaggevend argument worden geplaatst, dat de andere bezwaren overbodig maakt... Alle (verklaringen) stuiten op hetzelfde bezwaar. De wetgever kan veel doen, maar één ding niet : afzien van zijn wetgeverzijn... Dit (die afstand) is uiteraard ongrondwettelijk. » (Pierre Wigny — Droit Constitutionnel 1952).

5. Bewust van dat voorbehoud en die kritiek heeft het Parlement nochtans in verschillende omstandigheden geoordeeld dat de in de Grondwet bepaalde procedure voor de uitwerking van de wetten niet verenigbaar is met de omvang, de ingewikkeldheid en het spoedeisende karakter van sommige noodzakelijke reglementeringen.

Wanneer er geen overmacht bestond, leken in hun gevlogen bijna even dwingende omstandigheden het Parlement een voldoende rechtvaardiging te zijn. Als zodanig kunnen worden aangehaald : de muntcrisis in 1925; de ernstige economische wereldcrisis (1930-1935); het naderen en de gevolgen van de tweede wereldoorlog...

In dergelijke omstandigheden is het *aanvaardbaar* dat het Parlement instemt met een tijdelijke afstand van sommige van zijn prerogatieven, zelfs al blijft het beginsel vatbaar voor kritiek. Een zekere *noodtoestand* en de *hoogdringendheid* zijn wel geen rechtvaardiging *in rechte*, maar dan toch een rechtvaardiging *in feite*.

6. De omstandigheden die de machtsopdracht zo al niet rechtvaardigen, dan toch aanvaardbaar maken, kunnen worden samengevat als volgt :

— a) de onmogelijkheid om de Grondwet na te leven (ofwel een volstrekte : overmacht — ofwel een als voldoende geachte : de noodtoestand en de hoogdringendheid);

— b) de afwijking van wat de Grondwet voorschrijft moet beperkt blijven tot hetgeen onontbeerlijk is.

— c) de zorg om de geest van de Grondwet te erbiedigen door de goedkeuring van beschermd maatregelen : verslag aan de Kamers, voorlichting van de Parlementscommissies enz.

7. Ongeacht de argumenten die zij ter verantwoording van de wettelijkheid van bijzondere machten aanvoeren, moeten bijna alle auteurs erkennen dat de opdracht welke zij op sommige gebieden verdedigen, op dwingende bepalingen van de Grondwet stuiten. Deze laatste heeft speciaal voor de Wetgevende Macht bevoegdheden voorbehouden die om wille van hun aard niet door regeling aan de Uitvoerende Macht mogen worden overgelaten. Die uitsluitende bevoegdheden van de Wetgevende Kamers vinden hun historische verklaring hierin dat zij de oorsprong zelf van het parlementaire regime raken. De artikelen 110 en 112 van de Belgische Grondwet kunnen de bevoegdheid om belastingen goed te keuren en belastingvrijstellingen uit te vaardigen uitsluitend aan de Wetgevende Kamers toe. Artikel 111 bevestigt de eenjarigheid van de belastingen.

Een nogmaals, ongeacht voorgaande miskenningen van de voorschriften van de Grondwet (en uitgezonderd de op

prudence abusive ne peut justifier ce que la doctrine qualifie d'abus. — « C'est violer la Constitution sur un point essentiel » (Pierre Wigny, n° 473).

8. Le rappel de ces principes démontre que les conditions dégagées d'une jurisprudence — constituée pour partie de précédents contestables — ne se rencontrent pas dans les circonstances présentes.

Le Gouvernement, pour demander les pouvoirs spéciaux, n'invoque aucune situation qui s'apparente à la force majeure ou à la crise grave, constitutive d'état de nécessité et d'urgence.

Il redoute simplement une évolution moins favorable de la conjoncture économique que celle sur laquelle il a établi le budget de l'exercice 1967. Cette appréhension ne peut de toute évidence être assimilée à un état de nécessité actuel et urgent.

A tort, il prétend ne pas être suffisamment armé pour mener une vigoureuse politique de reconversion et de relance économique, alors que les armes qui lui manqueraient ne sont pas des moyens législatifs mais des moyens financiers que le projet de loi qu'il dépose ne peut en aucune manière lui procurer.

Au surplus, le Gouvernement vient, postérieurement au dépôt de son projet, de saper jusqu'à l'apparence des justifications qu'il s'efforçait d'y donner, en déclarant qu'il reporterait à une date indéterminée l'exécution d'une partie importante des dispositions fiscales prévues.

Relance économique et reconversion régionale.

9. Dans son exposé des motifs, le Gouvernement s'est efforcé de justifier la délégation de pouvoirs sollicitée par les prétendues nécessités d'une politique de relance économique et de reconversion régionale.

Cette justification manque tant en fait qu'en droit.

En effet, les projets annoncent toute une série de mesures que l'exécutif a le droit de prendre sans intervention du législateur.

Une demande de délégation de pouvoirs ne se conçoit pas dès lors pour des mesures qui sont déjà de la compétence de l'exécutif et leur énumération ne peut constituer une motivation valable.

Sont ainsi vraiment énumérés les objectifs suivants :

- l'octroi de moyens permettant la réalisation de projets industriels importants;
- la constitution d'un fonds exceptionnel de reconversion (Le Gouvernement ayant reconnu en commission spéciale qu'il s'agirait, non pas d'un fonds autonome, mais de la coordination de moyens existants);
- l'augmentation du capital de la S. N. I.;
- le renforcement de la prospection industrielle, l'association du secteur privé aux efforts entrepris, la coordination des moyens existants;
- la fusion des charbonnages de Campine sans l'intervention financière de l'Etat;
- une programmation active des investissements industriels, une coordination et une sélectivité accrue des aides publiques aux investissements;
- l'adoption de différents plans régionaux de reconversion économique;
- la relance des négociations au sein de la C. E. E. afin d'aboutir à l'élaboration d'un statut de société de type européen.

overmacht aegrondne gevallen), kan een verkeerde rechtspraak niet rechtvaardigen wat de rechtsleer een misbruik noemt. — « Dat is een schending van de Grondwet op een wezenlijk punt » (Pierre Wigny, n° 473).

8. De hiervoren aangehaalde beginselen tonen aan dat de voorwaarden, welke zijn ontleend aan de — gedeeltelijk uit betwistbare precedenten bestaande — rechtspraak in de huidige omstandigheden niet vorhanden zijn.

De Regering roept, bij haar verzoek om bijzondere machten, geen enkele toestand in die kan worden bestempeld als overmacht of als ernstige crisis, waardoor een noodtoestand ontstaat.

Zij vreeft alleen maar een minder gunstige wending van de economische conjunctuur dan de toestand waarop zij steunde voor het opmaken van de begroting voor het dienstjaar 1967. Die bezorgdheid heeft vanzelfsprekend niets uitstaande met een dringende noodtoestand op dit ogenblik.

De Regering beweert ten onrechte dat zij niet voldoende gewapend is om een krachtig beleid van reconversie en economische opleving te voeren, terwijl de wapens, die haar zouden ontbreken, geen wetgevende, doch wel financiële middelen zijn, die het wetsontwerp, dat zij heeft ingediend, haar onmogelijkheid aan de hand kunnen doen.

Bovendien heeft de Regering, na haar ontwerp te hebben ingediend, tot zelfs de schijn van verantwoording, welke zij trachtte te geven, ontkracht met de verklaring, dat zij de uitvoering van een belangrijk deel van de voorgenomen fiscale maatregelen tot een onbepaalde datum zou verdagen.

Economische herleving en regionale omschakeling.

9. De Regering heeft in haar Memorie van toelichting getracht de gevraagde delegatie van machten te rechtvaardigen door te verklaren dat een beleid van economische opleving en regionale omschakeling noodzakelijk is.

Die rechtvaardiging is noch in feite noch in rechte ge- grond.

De ontwerpen kondigen immers een hele reeks maatregelen aan welke de Uitvoerende Macht zonder bemoeiing van de Wetgevende Macht zou mogen nemen.

Derhalve mag men niet zijn toevlucht nemen tot een verzoek om delegatie van machten voor maatregelen welke reeds tot de bevoegdheid van de Uitvoerende Macht behoren, de opsomming ervan is op zichzelf geen geldige motivering.

Zo worden tevergeefs de volgende doelstellingen opgesomd :

- het verlenen van middelen ter verwezenlijking van belangrijke nijverheidsprojecten;
- vorming van een bijzonder fonds voor de omschakeling (de regering heeft in de Speciale Commissie erkend dat het hier niet om een autonoom fonds, maar om de coördinatie van bestaande middelen gaat);
- de kapitaalverhoging in de N. I. M.;
- de intensivering van de industriële prospectie, het betrekken van de particuliere sector bij de ondernomen inspanningen, de coördinatie van de bestaande middelen;
- de fusie van de Kempense steenkolenmijnen, zonder financiële Staatshulp;
- een actieve programmatie der industriële investeringen, een betere coördinatie en selectie van diverse overheids hulp voor de investeringen;
- de goedkeuring van verschillende regionale plannen voor de economische omschakeling;
- het weder op gang brengen van de onderhandelingen in de E. E. G., ten einde te komen tot een statuut voor een vennootschap met Europees karakter.

Il est loisible au Gouvernement, sans intervention du législateur, de prendre toutes ces initiatives.

Leur énumération est étrangère à toute justification de pouvoirs spéciaux.

10. Les objectifs économiques vantés par le projet sont rencontrés par les alinéas 2, 3, 7 de l'article 1^{er} et par le § 3. de l'article 2.

Les seules interventions législatives que le Gouvernement a pu citer comme nécessaires concernent l'extension des dispositions de la loi du 14 juillet 1966 aux souscriptions par la S. N. I. d'obligations convertibles et la mise en place d'une procédure nouvelle pour l'assainissement des sites charbonniers.

Le Gouvernement s'est rallié aux critiques de l'opposition socialiste et a remplacé l'alinéa premier de l'article 1^{er} par une disposition limitée visant concrètement les deux objets ci-dessus. Il a cependant maintenu un troisième objet dont la pertinence demeure contestable, à savoir la constitution d'un fonds exceptionnel de reconversion.

11. Les objectifs économiques du projet de loi pouvant être rencontrés pour la plupart sans aucune intervention du législateur et ceux impliquant une modification législative pouvant l'être sans difficulté particulière, il est manifeste que la délégation de pouvoirs demandée au Parlement ne trouve, en matière économique, aucune justification.

L'insertion de ces objectifs économiques n'a d'autre but que de conférer à un projet de loi dicté par des soucis d'équilibre budgétaire une apparence de justification économique et de lui donner un titre fallacieux parlant de relance économique et de reconversion régionale.

12. Favoriser les investissements, assurer l'industrialisation et la reconversion de certaines régions sont des objectifs que le Parlement tout entier soutiendrait. Il en est de même de l'assainissement des vieux sites industriels, pour autant que les modalités adoptées soient adéquates (ce qui ne semble pas être le cas). La fusion des mines de Campine peut également être approuvée dès le moment qu'elle est réalisée en vue de l'intérêt général et sans privilège pour les sociétés privées intéressées (ce qui ne semble pas être le cas non plus).

Une telle politique demande des moyens matériels importants bien plus que des interventions législatives.

C'est tromper l'opinion publique que de présenter pareils objectifs ambitieux comme réalisables grâce à des dispositions qui ne pourront rapporter en 1967 que quelque deux milliards deux cent millions.

13. Quant à l'incidence du projet 356 sur le coût de la vie et l'absence d'une politique des prix appropriée, les commissaires socialistes sont d'avis que la réduction de l'impasse budgétaire actuelle ne pourra se faire sans maintenir de fortes tensions inflatoires dont les répercussions se traduiront inévitablement par la persistance du mouvement de hausse du niveau général des prix.

Il est clairement établi que les mesures fiscales prévues dans le projet de loi n° 356 ne permettront pas d'alléger l'ampleur de l'impasse budgétaire. Il est vraisemblable que la majeure partie des recettes fiscales nouvelles, dont la rentrée est prévisible à court terme, sera absorbée par des besoins de consommation publique se situant en dehors de toute action en faveur de la relance économique. Dans ces circonstances, on peut s'attendre à ce que la situation financière de l'Etat ne s'améliore pas et ne permette pas d'as-

Het Staat de Regering vrij om zonder bemiddeling van de Wetgevende Macht al die initiatieven te nemen.

De opsomming ervan heeft niets te maken met enigerlei rechtvaardiging van bijzondere machten.

10. De in het ontwerp in uitzicht gestelde economische doeleinden komen ter sprake in de leden 2, 3 en 7 van artikel 1, alsmede in paragraaf 3 van artikel 2.

De enige wetgevende maatregelen welke de Regering heeft kunnen aanvoeren als zijnde noodzakelijk, hebben betrekking op het uitbreiden van het bepaalde in de wet van 14 juli 1966 tot de intekening door de NIM op converteerbare obligaties, alsmede op de invoering van een nieuwe procedure voor de sanering der kolengebieden.

De Regering heeft zich aangesloten bij de kritiek van de socialistische oppositie en het eerste lid van artikel 1 vervangen door een beperkte bepaling, waarin de beide hiervoren genoemde doeleinden concreet omschreven zijn. Desniettemin heeft zij vastgehouden aan een derde doel, waarvan de gegrondheid betwistbaar blijft, namelijk de oprichting van een buitengewoon fonds voor de omschakeling.

11. De economische doeleinden van het wetsontwerp kunnen goeddeels worden verwezenlijkt zonder dat de Wetgevende Macht hoeft op te treden. En de doeleinden welke een wijziging in de wetgeving vereisen, kunnen zonder bijzondere moeilijkheden worden bereikt. Uiteraard is de aan het Parlement gevraagde delegatie van machten economisch dus geenszins gerechtvaardigd.

De vermelding van die economische doeleinden heeft slechts ten doel om aan een door bewegredenen van budgetair evenwicht ingegeven wetsontwerp een schijn van economische rechtvaardiging te verlenen en er een bedrieglijke titel aan te geven, waarin de begrippen economische herleving en regionale reconversie zijn vervat.

12. Heel het Parlement vraagt niet beter dan de investeringen te bevorderen, de industrialisering veilig te stellen en de omschakeling van bepaalde streken in de hand te werken. Dat geldt ook voor de sanering van oude industriële vestigingen, voor zover de genomen maatregelen adequaat zijn (wat niet het geval schijnt te zijn). De fusie van de Kempische mijnen kan eveneens worden goedgekeurd, zodra die tot stand komt in het algemeen belang en zonder dat de betrokken particuliere maatschappijen worden bevoordeeld (wat evenmin het geval schijnt te zijn).

Een dergelijk beleid vergt heel wat meer belangrijke materiële middelen dan wetgevende daden.

Men zou de publieke opinie bedriegen indien men dergelijke ambitieuze doeleinden als uitvoerbaar zou voorstellen dank zij maatregelen welke in 1967 slechts ongeveer 2,2 miljard kunnen opleveren.

13. Wat de weerslag van het ontwerp n° 356 op de kosten van levensonderhoud en het ontbreken van een aangepast prijsbeleid betreft, zijn de socialistische leden van de Commissie van oordeel dat het huidige begrotingstekort niet zal kunnen ingekrompen worden zonder dat sterke inflatie-neigingen blijven bestaan, waarvan de weerslag onvermijdelijk tot uiting zal komen door de aanhoudende stijging van het algemeen prijzenpeil.

Het is duidelijk uitgemaakt dat de in het wetsontwerp n° 356 vervatte fiscale maatregelen de mogelijkheid niet zullen scheppen om de omvang van de begrotingsmoeilijkheden te verkleinen. Het grootste deel van de nieuwe belastingontvangsten, waarvan verwacht wordt dat zij binnen een vaste termijn zullen kunnen geïnd worden, zal waarschijnlijk opgebruikt worden aan openbare verbruiksbehoeften, die buiten elke actie voor de economische herleving zullen vallen. Derhalve mag verwacht worden dat de

surer les conditions économiques et financières d'une véritable politique de reconversion industrielle.

14. Indépendamment du renchérissement du coût de la vie imputable aux mesures financières envisagées, les projets d'assainissement dans les secteurs assurant la satisfaction des besoins collectifs intensifieront la dégradation du niveau de vie de la grande majorité de la population. Dans les dernières décennies, l'augmentation du niveau de vie a été de plus en plus dépendante de la disposition de services socio-collectifs soutenus ou assurés par les pouvoirs publics; cette évolution sera inexorablement compromise sous le couvert d'un soi-disant assainissement qui se traduirait par une réduction injustifiée des avantages sociaux.

15. L'effritement de la demande globale engendré par la politique du Gouvernement est impropre à apporter le stimulant nécessaire à la relance de la production industrielle. D'autre part, une telle situation est particulièrement préjudiciable à la réalisation du plein-emploi, car elle se traduira par une intensification de la mise en chômage des travailleurs, alors que les réductions d'emploi sont déjà très préoccupantes à l'heure actuelle. Ce facteur constitue un élément supplémentaire de freinage de l'élévation du niveau de vie auquel la population a droit.

Politique des prix.

16. Les commissaires socialistes constatent que le projet de loi n° 356 ne contient aucune disposition relative à la politique des prix. La situation dans ce domaine est de plus en plus préoccupante car le ralentissement de la conjoncture et la détente corrélative de certaines tensions n'ont pas été accompagnés d'une diminution du mouvement de hausse des prix à la consommation. Il est à craindre que la levée des mesures gouvernementales de freinage des prix appliquées en 1966 ait un effet multiplicateur du phénomène, déjà constaté, de hausse des prix. En conséquence, on ne peut pas prévoir à priori un ralentissement de celle-ci en 1967, d'autant plus qu'il y a lieu de tenir compte des incidences des nouvelles mesures gouvernementales comme la hausse des tarifs de certains services publics et l'augmentation de certains impôts indirects. La formulation dans le projet de loi n° 356, de mesures visant à contenir la hausse des prix aurait constitué une contrepartie indispensable aux sacrifices que le Gouvernement entend imposer à la population.

Fonction publique.

17. La demande de délégation est tout aussi injustifiée dans ses dispositions visant la fonction publique.

Bien qu'il ait abandonné sous la pression de l'opposition socialiste le libellé extrêmement vague de l'article premier, 4^e, qui donnait au Roi le pouvoir « d'améliorer le fonctionnement des services publics » pour un nouveau texte l'autorisant « à compléter et modifier les lois relatives à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'exclusion des lois relatives à l'Ordre judiciaire et à la Cour des Comptes, de la loi provinciale et de la loi communale », le Gouvernement ne spécifie pas les dispositions légales en vigueur qu'il se propose de modifier.

financière toestand van de Staat niet zal verbeteren en het niet mogelijk zal maken de economische en financiële omstandigheden voor een werkelijk beleid van industriële reconversie te waarborgen.

14 Buiten de stijging van de kosten van levensonderhoud, te wijten aan de beoogde financiële maatregelen, zullen de saneringsplannen in de sectoren, die de bevrediging van de collectieve behoeften waarborgen, de verslechtering van de levensstandaard van de grote meerderheid der bevolking intensiveren. In de loop van de jongste decenniën is de verhoging van de levensstandaard steeds in hogere mate afhankelijk geweest van de inrichting van collectief-sociale diensten die door de overheid gesteund of gewaarborgd worden; deze ontwikkeling zal onvermijdelijk in het geding gebracht worden door een schijnbare sanering, die tot uiting zal komen in een ongerechtvaardigde beperking van de sociale voordelen.

15. De afbrokkeling van de globale vraag, waartoe de politiek van de Regering aanleiding zal geven, is niet geschikt om de nodige prikkel te geven aan de opleving van de rijverheidsproductie. Bovendien is een dergelijke toestand bijzonder nadelig voor het scheppen van volle werkgelegenheid, want hij zal aanleiding geven tot een toeneming van de werkloosheid onder de arbeiders, terwijl de vermindering van de werkgelegenheid op dit ogenblik reeds onrustwekkend is. Deze factor vormt een bijkomende rem voor de verhoging van de levensstandaard, waarop de bevolking recht heeft.

Prijsbeleid.

16. De socialistische leden van de Commissie constateren dat het wetsontwerp n° 356 geen enkele bepaling betreffende het prijsbeleid bevat. De toestand wordt op dit gebied steeds onrustwekkender, want de verslapping van de conjunctuur en de eruit voortvloeiende afname van sommige spanningen gingen niet gepaard met een vertraging van de prijsstijgingsbeweging der verbruiksgoederen. Het is te vrezen dat de opheffing van de regeringsmaatregelen tot remming van de prijsstijging, die in 1966 werden toegepast, een uitbreiding van het reeds vastgestelde verschijnsel van de prijsstijging ten gevolge zal hebben. Derhalve kan in 1967 een vertraging daarvan uiteraard niet verwacht worden, te meer daar rekening dient gehouden te worden met de weerslag van de nieuwe regeringsmaatregelen, zoals de verhoging der tarieven van sommige openbare diensten en de opvoering van sommige indirecte belastingen. De formulering van maatregelen om de prijsstijging te stuiten zou een onontbeerlijke tegenprestatie geweest zijn voor de offers, welke de Regering de bevolking wil opleggen.

Openbaar Ambt.

17. Het verzoek om machtsdelegatie is evenzeer ongerichtvaardig in zijn bepalingen die het openbaar ambt betreffen.

Ofschoon de Regering onder de druk van de socialistische oppositie de uiterst vage tekst van artikel I, 4^e, waarbij de Koning gemachtigd wordt « de werking van de overheidsdiensten te verbeteren », heeft opgegeven en vervangen door een nieuwe tekst, houdende machtiging om « de wetten betreffende de organisatie en de werking van de overheidsdiensten aan te vullen en te wijzigen, met uitzondering van de wetten betreffende de Rechterlijke Orde en het Rekenhof, van de provincie- en de gemeentewetten », specificeert zij geenszins welke van kracht zijnde wetsbepalingen zij voornemens is te wijzigen.

Il est de la compétence du pouvoir exécutif d'organiser le fonctionnement des services publics.

Dans les administrations centrales, l'intervention possible du législateur se limite à des objets bien déterminés mais particulièrement délicats, notamment les recrutements, les priorités, les cumuls. Ce sont là des domaines dans lesquels il serait inconcevable que le Gouvernement se substitue au législateur pour modifier les lois actuellement d'application.

Inversement, en agissant par arrêtés de délégation de pouvoir dans des matières qui sont de la compétence du pouvoir réglementaire ordinaire, on risque de paralyser le pouvoir exécutif à l'avenir.

18. Des pouvoirs spéciaux sont également demandés afin « d'assurer la mobilité des agents entre tous les services de l'Etat, les forces armées et les organismes d'intérêt public, assujettis ou non à la loi du 16 mars 1954 ».

Le Gouvernement a repris un amendement socialiste et précisé que cette mobilité sera assurée « dans le respect des droits acquis ».

La mobilité des agents peut être réalisée entre tous les services de l'Etat sans intervention du législateur. Elle peut également l'être, mais moyennant l'accord des intéressés et des organes de gestion compétents, entre les organismes d'intérêt public.

Toutefois, il résulte des explications fournies par le Gouvernement, qu'il entre dans ses intentions d'assurer cette mobilité d'office.

Les plus expresses réserves sont à formuler à l'égard de pareille méthode qui laisse la place à l'arbitraire et qui risque d'aboutir à des résultats opposés au but poursuivi : l'accroissement de la productivité des services publics.

19. Le Gouvernement veut en outre « améliorer la gestion et l'activité des organismes d'intérêt public », obtenir le pouvoir de supprimer, transformer ou fusionner certains de ces organismes et de renforcer leur contrôle.

Ici encore, la demande de pouvoirs spéciaux est soit inutile, soit abusive.

Par l'entremise de ses commissaires, le Gouvernement a, en effet le pouvoir de corriger les éventuelles fautes de gestion des organismes d'intérêt public.

Dans chacun de ces organismes, le ou les Ministres de tutelle et le Ministre des Finances ont la possibilité — et le devoir — d'exercer le contrôle indispensable par l'intermédiaire de leurs commissaires et délégués.

Si ce contrôle est jugé insuffisant, c'est donc que les Ministres en cause l'exercent mal.

Quant à la fusion, la suppression et la transformation de certains de ces organismes, le Gouvernement s'étant refusé à donner la moindre indication quant aux institutions qui sont visées par les mesures envisagées, l'opposition socialiste marque son désaccord à l'égard d'une action arbitraire, et, par-là même dangereuse.

20. Toujours sans fondement est la demande de délégation formulée à l'article 1^{er}, 5^o, en vue de permettre au Roi de « contrôler l'octroi et l'emploi de toute subvention à charge de l'Etat ou allouée par toute personne morale, elle-même subventionnée directement ou indirectement par l'Etat ».

L'opposition socialiste est d'accord pour estimer que toute subvention accordée doit être contrôlée jusque dans son utilisation. C'est le devoir le plus strict du pouvoir subsidiant. Le Gouvernement n'a pas à solliciter — ni à recevoir —

Het ligt in de bevoegdheid van de Uitvoerende Macht de werking van de overheidsdiensten te organiseren.

In de hoofdbesturen is de mogelijke bemoeiing van de wetgever beperkt tot welbepaalde doch buitengewoon kiese zaken, zoals de aanwervingen, de prioriteiten, de cumulaties. Dit zijn gebieden, waarop het ondenkbaar zou zijn dat de Regering in de plaats van de wetgever treedt om de thans geldende wetten te wijzigen.

Daartegenover dreigt het gevaar dat, door het nemen van op de delegatie van machten steunende besluiten op gebieden die onder de bevoegdheid vallen van de gewone verordenende overheid, de Uitvoerende Macht in de toekomst verlamd wordt.

18. Bijzondere machten worden voorts gevraagd om « de mobiliteit van de beambten tussen alle Staatsdiensten, de Strijdkrachten en de instellingen van openbaar nut, al dan niet onderworpen aan de wet van 16 maart 1954, te verzekeren ».

De Regering heeft een socialistisch amendement overgenomen en nader bepaald dat in die mobiliteit zal worden voorzien « met eerbiediging van de verkregen rechten ».

De mobiliteit van de beambten kan tussen alle staatsdiensten worden verwezenlijkt zonder inmenging van de wetgever. Zij kan eveneens worden verwezenlijkt, doch alleen met instemming van de betrokkenen en van de bevoegde beheersorganen, tussen de instellingen van openbaar nut.

Uit de door de Regering verstrekte commentaar blijkt echter dat zij voornemens is in die mobiliteit van rechtswege te voorzien.

Een dergelijke methode wettigt het grootste voorbehoud, want zij maakt willekeur mogelijk en doet het gevaar rijzen dat de resultaten het tegenovergestelde zullen zijn van wat beoogd wordt, nl. de verhoging van de produktiviteit in de overheidsdiensten.

19. De Regering wil bovendien « het beheer en de activiteit der instellingen van openbaar nut verzekeren », en de bevoegdheid krijgen om sommige van die instellingen af te schaffen, om te vormen of te fusioneren en om de controle ervan te verscherpen.

Ook op dit gebied is het vragen van bijzondere machten overbodig of wederrechtelijk.

De Regering kan immers via haar commissarissen evenvele fouten in het beheer van de instellingen van openbaar nut herstellen.

In elk van die instellingen hebben de toezichthoudende Minister of Ministers en de Minister van Financiën de mogelijkheid — en de plicht — om door hun commissarissen en gemachtigden de nodige controle te doen uitoefenen.

Wordt de controle ontoereikend geacht, dan is het omdat de Ministers die niet goed uitoefenen.

Wat de fusie, de afschaffing en de omvorming van sommige van die instellingen betreft, kan de socialistische oppositie haar instemming niet betuigen met een willekeurig en derhalve gevaarlijk optreden, aangezien de Regering geweigerd heeft ook maar de geringste aanwijzing te verstrekken in verband met de instellingen die door de voorgenomen maatregelen worden beoogd.

20. Ook de in artikel 1, 5^o, voorkomende vraag tot opdracht van bevoegdheid is ongegrond. Daarin worden machten gevraagd om de Koning in staat te stellen « de toekenning en de aanwending te controleren van alle toelagen ten laste van het Rijk of verleend door elke rechtspersoon die zelf rechtstreeks of onrechtstreeks door het Rijk gesubsidieerd wordt. »

De socialistische oppositie is het er over eens dat de verleende toelagen tot in hun aanwending moeten worden gecontroleerd. Daartoe is de subsidiërende overheid volstrekt verplicht. Om een elementaire verplichting na te ko-

des pouvoirs spéciaux pour remplir une obligation élémentaire. Il est maître des subventions qu'il inscrit à son budget et de subordonner leur octroi aux conditions qu'il fixe.

De même, il a, par l'intermédiaire de ses commissaires, la possibilité de contrôler les subventions accordées par des organismes d'intérêt public.

Education nationale.

21. Dans le domaine de l'enseignement, le texte du projet ne demande de pouvoirs spéciaux que pour les matières non régies par la loi du 29 mai 1959. Le champ d'application de la délégation sera donc très limité, ce qui restreint singulièrement les possibilités de compressions, pour lesquelles d'ailleurs, les Ministres responsables n'ont pas besoin de pouvoirs spéciaux.

Pour le surplus, les problèmes d'enseignement constituent une matière particulière et délicate, qui touche à l'intérêt supérieur de la Nation et dans laquelle il est difficilement acceptable que l'Exécutif puisse intervenir en écartant la compétence et le contrôle du législatif.

Ce serait un précédent extrêmement dangereux. On pourrait d'ailleurs se demander pourquoi le gouvernement ne procéderait pas de la même manière dans le domaine de la Défense Nationale.

22. a) Par l'article 1^{er}, 8^e, a) le Gouvernement veut s'arroger le droit de revoir et d'adapter la législation relative à l'exercice des différentes branches de l'art de guérir.

Sans doute est-il nécessaire d'adapter aux réalités présentes une législation vieillie.

Mais il s'agit là d'une matière délicate qu'il n'est pas souhaitable de voir traiter par des pouvoirs spéciaux.

En conséquence, le Parti Socialiste estime que c'est au Parlement qu'il appartient de modifier, sur les points où la chose est indispensable, la législation sur l'art de guérir.

b) Quant à l'article 1^{er}, 8^e, b) il constitue une rupture des accords conclus le 25 juin 1964 et confirmés dans les « textes conformes » arrêtés le 1^{er} octobre de la même année entre le Gouvernement, les organisations représentatives du corps médical et les organismes assureurs, dans le but de garantir un fonctionnement efficace de l'assurance maladie-invalidité.

Le libellé même de l'article 1^{er}, 8^e, b) illustre les contradictions gouvernementales. Alors que le Gouvernement affirme ne pas vouloir toucher en quoi que ce soit à la loi du 9 août 1963 et aux lois des 24 décembre 1963, 6 juillet 1964, 8 avril 1965 et 7 juillet 1966 qui l'ont modifiée, il réclame des pouvoirs spéciaux pour se passer de solliciter les avis et d'attendre les propositions comme la loi le prévoit.

Or, la consultation des divers organes de l'I. N. A. M. I. est une des garanties essentielles réclamée par tous les milieux intéressés au fonctionnement de l'assurance, garantie dont le Parlement, quasi unanime, a reconnu le bien fondé.

La demande du Gouvernement est d'autant plus injustifiable que le législateur a placé l'I. N. A. M. I. sous le régime dit « de la gestion paritaire » et a, de ce fait, donné au Ministre de tutelle le droit de se substituer aux organes défaillants en cas de carence.

men, hoeft de Regering geen bijzondere machten te vragen, noch te krijgen. Zij beschikt over de toelagen die zij op de begroting uittrekt en zij kan de toekenning ervan afhankelijk maken van de voorwaarden die zij zelf bepaalt.

Evenzo kan zij de door de instellingen van openbaar nut verleende toelagen door haar commissarissen doen controleren.

Nationale Opvoeding.

21. Inzake Nationale Opvoeding vraagt de tekst van het ontwerp slechts bijzondere machten voor de punten die niet onder toepassing vallen van de wet van 29 mei 1959. Het toepassingsgebied van de delegatie zal dus zeer beperkt zijn, en dit vermindert heel sterk de mogelijkheden voor besnoeiingen waarvoor de verantwoordelijke Ministers ten andere geen bijzondere machten nodig hebben.

Daarenboven zijn de onderwijsvraagstukken een bijzondere en delicate aangelegenheid, die het hoger landsbelang raakt en waarvoor men moeilijk kan aanvaarden dat de Uitvoerende Macht maatregelen zou kunnen nemen met terzijdestelling van de bevoegdheid en het toezicht van de Wetgevende Macht.

Dit zou een zeer gevraaglijk precedent zijn. En men zou zich ten andere kunnen afvragen waarom de Regering niet op dezelfde manier zou optreden inzake Landsverdediging.

22. a) Door artikel 1, 8^e, a), wenst de Regering zich het recht toe te eigenen de wetgeving in verband met de uitoefening van de verschillende takken van de geneeskunde te herzien en aan te passen.

Het is ongetwijfeld nodig een reeds oude wetgeving aan te passen aan de huidige werkelijkheid.

Doch dit is een zeer delicate aangelegenheid en het is niet wenselijk dat men hierin zou optreden met bijzondere machten.

Derhalve is de Socialistische Partij de mening toegedaan dat het tot de bevoegdheid van het Parlement behoort de wetgeving betreffende de geneeskunde te wijzigen op die punten waar zulks nodig is.

b) Artikel 1, 8^e, b), is een verbreking van de op 25 juni 1964 gesloten akkoorden die op 1 oktober van hetzelfde jaar bekraftigd werden in de « conformen teksten » waarover de Regering, de representatieve organisaties van het geneeskundig korps en de verzekeringinstellingen, het eens werden, ten einde in een doeltreffende werking van de ziekte- en invaliditeitsverzekering te voorzien.

De bewoordingen zelf van artikel 1, 8^e, b), illustreren het tegenstrijdige in de houding van de Regering. Enerzijds bevestigt de Regering dat zij hoegenaamd niet wil raken aan de wet van 9 augustus 1963 en aan de wetten van 24 december 1963, 6 juli 1964, 8 april 1965 en 7 juli 1966 welke de eerstgenoemde wet hebben gewijzigd; anderzijds vraagt zij bijzondere machten om te kunnen afzien van de adviezen en niet te moeten wachten op de voorstellen, zoals de wet bepaalt.

Welnu, de raadpleging van de verschillende organen van de R. I. Z. I. V. is één van de voornaamste waarborgen die geëist werd door alle bij de werking van de verzekering betrokken kringen; het is een waarborg waarvan het Parlement praktisch eenparig de gegrondheid erkend heeft.

Wat de Regering vraagt is des te minder te verantwoorden daar de wetgever het R. I. Z. I. V. onder het zogenaamde stelsel « van paritair beheer » geplaatst heeft en daartoe aan de Minister, die met het toezicht belast is, het recht heeft gegeven zich in de plaats te sellen van de in gebreke blijvende organen.

23. Le secteur des pensions des travailleurs appartenant et salariés n'échappe pas à la demande de pouvoirs spéciaux du Gouvernement. Celle-ci est d'autant plus incompréhensible que le pouvoir exécutif détient déjà de larges délégations en la matière et que le Parlement a toujours été attentif à améliorer la législation conditionnant le sort des pensionnés. Plusieurs propositions de lois attendent d'ailleurs, depuis plusieurs mois, la bonne volonté du Ministre compétent, pour être discutées.

Sur ce point comme sur d'autres, le Gouvernement se refuse à préciser la portée des mesures qu'il compte prendre, ce qui n'est pas acceptable étant donné l'importance de la matière traitée. La seule chose certaine qui découle des explications fournies est que les pensionnés n'ont pas à attendre une amélioration de leur sort en 1967.

24. Tout aussi imprécis est l'article 1^{er}, 10^e, donnant au Roi le pouvoir d'instaurer un statut social des travailleurs indépendants, notamment par la révision des régimes d'allocations familiales, de pension et d'assurance contre la maladie et l'invalidité. Personne ne met en doute la nécessité d'harmoniser les lois en vigueur et d'élaborer, à leur départ, un véritable statut social des travailleurs indépendants.

Par contre beaucoup, parmi les intéressés, estiment qu'il n'est pas souhaitable de réaliser cet objectif en faisant usage des pouvoirs spéciaux.

S'il est vrai que le régime de la sécurité sociale des travailleurs salariés a été établi, en décembre 1944, par un arrêté-loi, chacun conviendra que les circonstances actuelles ne présentent aucun point de comparaison possible avec celles d'alors.

L'élaboration du statut envisagé, au sujet duquel le Gouvernement ne fournit aucune précision valable, risque d'entraîner des options fondamentales dont le Parlement ne peut être écarter.

C'est pourquoi, les socialistes, ont proposé en commission la suppression pure et simple du 10^e de l'article premier.

25. Le Gouvernement réclamait encore des pouvoirs spéciaux afin « d'accentuer dans certains secteurs la politique du progrès social global ». Il s'est rendu compte de la faiblesse d'une telle formule et a amendé son texte original en énonçant les sept objectifs qu'il veut atteindre :

- a) l'extension de l'assurance « soins de santé » aux handicapés mentaux;
- b) l'extension des allocations familiales à des cas particulièrement dignes d'intérêt;
- c) l'élaboration d'un statut social des handicapés graves;
- d) l'adaptation de la sécurité sociale au travail à temps partiel;
- e) une meilleure protection de la femme au travail;
- f) l'adaptation de la législation sur l'immigration;
- g) l'octroi d'une bonification de la pension des ouvriers et des employés par année supplémentaire de travail au-delà de l'âge normal de la pension.

Il est incontestable que l'intervention du législateur est nécessaire pour réaliser les objectifs cités aux points a), e) et g). En ce qui concerne les allocations familiales, elle est exigée pour faire bénéficier de ces allocations les enfants d'étudiants, mais elle n'est pas indispensable pour régler d'autres cas (ex. enfants de détenus).

23. De pensioensector van de loon- en weddetrekenden ontsnapt ook niet aan het verzoek om bijzondere machten van de Regering. Dit is des te minder te begrijpen daar de Uitvoerende Macht ter zake reeds over een uitgebreide delegatie beschikt en het Parlement steeds zijn aandacht gewijd heeft aan de verbetering van de wetgeving betreffende het lot van de gepensioneerden. Er zijn trouwens verschillende wetsvoorstellingen waarvoor sinds verscheidene maanden op de goede wil van de bevoegde Minister gewacht wordt opdat zij besproken kunnen worden.

Het is met dit punt zoals met andere : de Regering weigert de draagwijdte te preciseren van de maatregelen die zij van plan is te treffen, wat niet aanvaarbaar is gezien het belang van de behandelde stof. Het enige wat met zekerheid uit de verstrekte uitleg kan afgeleid worden, is dat de gepensioneerden in 1967 geen lotsverbetering moeten verwachten.

24. Artikel 1, 10^e, dat de Koning machtigt een sociaal statuut voor de zelfstandige arbeiders in te voeren, inzonderheid door de herziening van de regelingen inzake kinderbijslag, pensioenen en ziekte- en invaliditeitsverzekering, is even onduidelijk. Niemand betwist de noodzaak de thans geldende weten te harmoniseren en op die grondslag een werkelijk sociaal statuut voor de zelfstandigen uit te werken.

Daarentegen zijn velen van de betrokkenen de mening toegedaan dat het niet wenselijk is deze doelstelling te verwezenlijken door gebruik te maken van de bijzondere machten.

Weliswaar is het zo dat de regeling betreffende de maatschappelijke zekerheid der werknemers in december 1944 werd ingevoerd door een besluitwet, doch iedereen zal wel moeten toegeven dat de huidige omstandigheden op geen enkel punt de vergelijking kunnen doorstaan met die van toen.

De uitwerking van dit statuut, waarover de Regering niet de minste aanvaardbare uitleg geeft, kan fundamentele opties met zich brengen, en bij de keuze daarvan mag het Parlement niet uitgesloten worden.

Om die redenen hebben de socialisten in de Commissie de eenvoudige weglatting voorgesteld van 10^e van artikel 1.

25. De Regering verzocht nog om bijzondere machten ten einde « in verscheidene sectoren de politiek van globale sociale vooruitgang te accentueren ». Zij heeft de zwakheid van deze formule ingezien en heeft haar oorspronkelijke tekst gewijzigd en de zeven doelstellingen welke zij wenst te bereiken, bekendgemaakt :

- a) de geneeskundige verzorging uit te breiden tot de geestelijk gehandicapten;
- b) de kinderbijslag uit te breiden tot de gevallen welke een bijzondere aandacht verdienen;
- c) een sociaal statuut voor de ernstig gehandicapten op te stellen;
- d) de sociale zekerheid aan te passen aan de part-time arbeid;
- e) de arbeidende vrouw beter te beschermen;
- f) de wetgeving op de immigratie aan te passen;
- g) een toeslag bij het rustpensioen van arbeiders en bedienden toe te kennen per bijkomend jaar arbeid boven de normale pensioenleeftijd ».

Het kan niet betwist worden dat maatregelen van de wetgever noodzakelijk zijn om de onder a), e) en g) bedoelde doelstellingen te bereiken. Wat de kinderbijslag betreft, is zulks vereist om die bijslag tot de kinderen van de studenten uit te breiden, maar niet onontbeerlijk om andere gevallen te regelen (bv. kinderen van gedetineerden).

De même, en ce qui concerne le « statut social des handicapés graves », l'intervention éventuelle du législateur est fonction de son contenu, lequel n'a fait l'objet d'aucune précision.

Par contre, l'Exécutif dispose de pouvoirs suffisants pour adapter la sécurité sociale au travail à temps partiel au moyen d'arrêtés royaux. Il en est d'ailleurs de même pour la réglementation relative à l'immigration.

Toutefois, même là où l'intervention du législateur est requise, les pouvoirs spéciaux réclamés par le Gouvernement ne se justifient pas, si ce n'est pour imposer sa conception dans des matières dont plusieurs ont donné lieu à des initiatives parlementaires.

La question qui se pose est donc de savoir si, dans ce pays, le progrès social doit être abandonné au bon vouloir de l'exécutif.

Dispositions fiscales.

26. L'article 2 du projet qui contient des dispositions fiscales appelle les observations suivantes :

a) Les alinéas premier et second concernent les impôts directs. Ils sont libellés en termes définitifs, c'est-à-dire qu'ici, le législateur fait son œuvre. Les alinéas 3, 4 et 5 au contraire constituent autant de blancs-seings permettant à l'exécutif de modifier les lois existantes, sans même être tenu par les indications d'intention exprimées dans l'exposé des motifs.

Et paradoxe, ce sont les mesures légalement définies que le Gouvernement affirme ne vouloir exécuter qu'éventuellement et plus tard, alors que ce sont celles non encore définies qu'il considère comme urgentes.

b) La proportion des impôts nouveaux accroîtra encore le déséquilibre déploré en Belgique entre impôts directs et indirects.

Les nouveaux impôts directs doivent rapporter 2 271 millions à diminuer d'exonérations, soit : 1 771 millions.

Les autres taxes doivent rapporter : 3 872 millions.

La distorsion sera d'autant plus importante que seule la dernière catégorie sera perçue immédiatement.

c) La majoration prévue pour les revenus dépassant 500 000 F ne corrige pas le caractère anti-démocratique de la courbe qui présentent les taux des impôts directs. La progressivité en dessous de 750 000 F est très supérieure à celle qui frappe les revenus plus élevés, d'autant plus que la limite de 50 % vient rabotter rapidement la progressivité. Il convient de préciser que cette prétendue « garantie » (la limite de 50 %) ne bénéficie qu'à 450 contribuables.

d) L'aggravation des taxes indirectes est peu compatible avec les objectifs de relance économique. Elle exercera une influence néfaste sur l'évolution des prix, alors que le Gouvernement n'énonce aucune intention en matière de politique des prix.

e) En deux de ses dispositions, le projet méconnait le principe constitutionnel de l'annalité de l'impôt.

f) L'incorporation du décime additionnel à l'impôt, pour le calcul du plafond de 50 % est, par ailleurs, une mesure inique, car elle exonère ainsi de la nouvelle taxe de crise et partant du moindre effort de solidarité, les quelques cen-

En in verband met het sociaal statuut voor de ernstig gehandicapten hangen eventuele maatregelen van de wetgever af van de inhoud ervan, en daarover is geen nadere toelichting verstrekt.

Daarentegen beschikt de Uitvoerende Macht over voldoende bevoegdheden om de sociale zekerheid bij wege van koninklijke besluiten aan de part-time arbeid aan te passen. Hetzelfde geldt ook voor de reglementering op de immigratie.

Maar zelfs op de gebieden, waarvoor maatregelen van de wetgever vereist zijn, zijn de door de Regering aangevraagde bijzondere machten niet verantwoord, tenzij om haar opvatting op te leggen in zaken die in verscheidene gevallen aanleiding hebben gegeven tot parlementaire initiatieven.

Men kan zich dus afvragen of de sociale vooruitgang in dit land aan het goedvinden van de Uitvoerende Macht moet worden overgelaten.

Fiscale bepalingen.

26. Bij artikel 2 van het ontwerp, dat de fiscale bepalingen bevat, moeten de volgende opmerkingen worden gemaakt :

a) De ledien 1 en 2 hebben betrekking op de directe belastingen. De tekst ervan is definitief, d.w.z. dat de Wetgevende Macht dit punt in bijzonderheden regelt. De ledien 3, 4 en 5 daarentegen zijn even zovele blanco-volmachten, welke de Uitvoerende Macht in staat moeten stellen wijzigingen aan te brengen in de bestaande wetten, zonder zelfs verplicht te zijn rekening te houden met de intentionele aanwijzingen die in de Memorie van toelichting worden gegeven.

Paradoxaal genoeg bevestigt de Regering dat zij juist de wettelijk geregelde maatregelen slechts eventueel en pas later ten uitvoer wil leggen, terwijl zij de nog niet geheel uitgewerkte maatregelen als het meest dringend beschouwt.

b) Ingevolge de nieuwe belastingen zal het in België aangeklaagde onevenwicht tussen directe en indirecte belastingen nog toenemen.

De nieuwe directe belastingen moeten 2 271 miljoen opleveren, min de vrijstellingen, wat 1 771 miljoen zal opleveren.

De andere belastingen zullen 3 872 miljoen moeten opleveren.

De distorsie zal des te groter zijn, daar slechts de laatste categorie onmiddellijk zal worden geheven.

c) De voor de inkomsten boven 500 000 F in uitzicht gestelde vermeerdering zal het antidemocratische karakter van de kurve der tarieven van de directe belastingen niet verbeteren. De progressiviteit beneden 750 000 F ligt heel wat hoger dan die welke de hoogste inkomens treft, te meer daar de 50 %-grens de progressiviteit snel afremt. Er moet worden op gewezen dat deze voorgewende « garantie » (de 50 %) slechts ten goede komt aan 450 belastingplichtigen.

d) De verzwaring van de indirecte belastingen is bezwaarlijk verenigbaar met de doeleinden van de economische herleving. Zij zal een nadelige invloed op de ontwikkeling van de prijzen uitoefenen, te meer daar de Regering geensins het voornehmen schijnt te koesteren iets te doen aan het prijsbeleid.

e) Twee van de bepalingen van het ontwerp zijn in strijd met het beginsel van de eenjarigheid der belasting.

f) De opneming van de opdeciemen in de belasting voor de berekening van de 50 %-grens is overigens een onrechtvaardige maatregel, want aldus worden van de nieuwe crisisbelasting en bijgevolg van ook maar de miniemste daad

taines de contribuables jouissant des plus gros revenus alors que, d'autre part, par l'absence de toute nouvelle indexation des barèmes fiscaux et compte tenu de la rapide progressivité existante en ce qui les concerne, un réel effort fiscal supplémentaire est également sournoisement imposé à la grosse masse des petits et moyens contribuables. Le principe de base de tout système fiscal moderne selon lequel la participation des citoyens à l'impôt est fonction de leur faculté contributive est de la sorte renié.

g) La lutte effective contre la fraude fiscale estimée à plus ou moins 30 milliards, soit environ 15 % des recettes budgétaires dépend essentiellement de la volonté politique de mener une telle lutte et non d'une éventuelle adaptation des moyens prévus par la législation actuelle.

Les administrations fiscales sont également armées pour lutter systématiquement et méthodiquement contre la fraude. Mais nombre de dispositions restent inutilisées par ce que la volonté politique fait défaut.

Il importe de relever ici que l'indispensable assainissement budgétaire, tant en recettes qu'en dépenses — au travers de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale — non seulement permettraient de dégager d'importantes ressources, mais encore de réaliser de substantielles et véritables économies.

Tels sont les motifs essentiels pour lesquels, indépendamment de ceux qu'il se réserve de formuler au cours de la discussion publique, l'opposition socialiste refuse de voter le projet n° 356.

van solidariteit de enkele honderden belastingplichtigen met de grootste inkomens uitgesloten, terwijl anderzijds, wegens de afwezigheid van enigerlei nieuwe indexering der belastingtarieven, en rekening houdend met de bestaande snelle progressiviteit voor de grote massa der kleine en middelgrote belastingplichtigen, tegelijkertijd in het geniep een supplementaire fiscale inspanning van deze laatsten wordt gevraagd. De grondslag van elk modern belastingsysteem, volgens hetwelk de deelneming van de onderdanen in de belasting afhangt van *hun contributievermogen wordt op die wijze verloochend*.

g) Om de belastingontduiking, die op ongeveer 30 miljard wordt geraamd — dit is zowat 15 % van de belastingontvangsten — doelmatig te kunnen bestrijden, moet in de eerste plaats een politiek verlangen daartoe aanwezig zijn, dat er niet mag op gericht zijn de bij de huidige wetgeving beschikbare middelen eventueel aan te passen.

De belastingdiensten zijn wettelijk gewapend om het bedrog stelselmatig en methodisch tegen te gaan. Maar tal van bepalingen blijven zonder uitwerking, omdat de politieke wil ontbreekt.

In dit verband moet worden opgemerkt dat de onontbeerlijke budgettaire saneringen op het gebied van de ontvangsten zowel als op dat van de uitgaven — afgezien van de bestrijding van het fiscaal bedrog en de belastingontduiking — het niet slechts mogelijk zouden maken grote bedragen op te leveren, maar dat daarmee bovendien aanzienlijke en werkelijke bezuinigingen verkregen zouden kunnen worden.

Ziedaar de voornaamste bewegredenen — naast die welke de socialistische oppositie zich het recht voorbehoudt tijdens de openbare besprekking naar voren ten brennen — waarom deze oppositie weigert het ontwerp n° 356 goed te keuren.

L. COLLARD,
H. BROUHON,
F. DETIEGE,
E. LACROIX,
E. LEBURTON,
J. MERLOT,
M. A. PIERSON,
H. SIMONET,
J. VAN EYNDE.

ANNEXE I.

Dispositions législatives visées au § 4 de l'article 2 du texte adopté par la Commission.

SOMMAIRE.

	Page
1. Code des droits de succession	242
2. Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe	246
3. Code des droits de timbre	252
4. Code des taxes assimilées au timbre	255

1. Code des droits de succession.

Art. 8. Dans le cas d'un contrat renfermant une stipulation au profit d'un tiers nommément désigné, les sommes ou valeurs que le tiers est appelé à recevoir à titre gratuit au décès du stipulant sont considérées comme recueillies à titre de legs par le bénéficiaire dans la succession du stipulant, si la stipulation n'a pas été assujettie au droit d'enregistrement établi pour les donations.

Le tiers est présumé recevoir à titre gratuit, sauf preuve contraire.

Si la stipulation est faite par un époux au profit de son conjoint dans les conditions prévues au premier alinéa ci-dessus, les sommes ou valeurs qui adviennent au bénéficiaire sont considérées comme recueillies à titre de legs à concurrence de leur montant intégral; la circonstance que la stipulation est réciproque n'enlève pas à celle-ci le caractère de libéralité.

Le présent article est également applicable aux sommes ou valeurs qu'une personne est appelée à recevoir à titre gratuit au décès de celui qui a contracté une assurance sur la vie à ordre ou au porteur.

Il n'est pas applicable aux rentes et capitaux constitués en exécution d'une obligation légale.

Art. 13. La preuve à administrer en vertu des articles 8, 2^e alinéa, 9, 10, 3^e alinéa, 11, 1^{er} alinéa, et 12, peut être fournie par tous moyens de droit commun, témoins et présomption compris.

Art. 25. Dans les cas visés à l'article 37, 2^e, 3^e, 4^e et 6^e, il y a lieu de déclarer comme valeur imposable la valeur des biens au jour du jugement, de la transaction ou de l'événement.

Art. 37. Il y a lieu de déposer une nouvelle déclaration :

1^e dans le cas d'un legs soumis à autorisation ou approbation, fait à une personne morale, lorsqu'intervient l'autorisation ou l'approbation, si à ce moment les droits n'ont pas encore été payés;

2^e quand postérieurement à l'ouverture de la succession la consistance active de celle-ci est augmentée, soit par suite de l'arrivée d'une condition ou de tout autre événement, soit par la solution d'un litige, à moins que l'augmentation d'actif ne soit la conséquence d'une résolution provenant de l'inexécution par les héritiers, légitataires ou donataires, des conditions d'un contrat;

3^e quand survient un changement dans la dévolution de l'héritage;

4^e en cas d'accroissement ou de réversion de propriété, d'usufruit ou de tout autre droit temporaire ou viager provenant d'une disposition à cause de mort, prise par le défunt;

5^e en cas de cessation d'usufruit rendant exigible un droit de succession tenu en suspens du chef de la nue propriété en vertu de l'article 79, lorsque l'héritier ou propriétaire ou ses ayants cause parviennent à la jouissance du plein domaine par le décès de l'usufructueur ou par l'expiratoin du terme fixe ou incertain pour lequel l'usufruit a été constitué;

6^e en cas de fidéicommis, lorsque les biens grevés de la charge de destitution passent à l'appelé.

Art. 38. La déclaration de succession doit être déposée :

1^e en cas de décès d'un habitant du royaume : par les héritiers, légitataires et donataires universels, à l'exclusion de tous autres légitataires ou donataires, au bureau des droits de succession dans le ressort duquel le défunt a eu son dernier domicile.

Toutefois, en cas d'inaction des héritiers, légitataires et donataires universels, les légitataires et donataires à titre universel ou particulier

BIJLAGE I.

Wetsbepalingen bedoeld in § 4 van artikel 2 van de tekst aangenomen door de Commissie.

	INHOUD.	Blz.
1. Wetboek der successierechten	242	242
2. Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten	246	246
3. Wetboek der zegelrechten	252	252
4. Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taken	255	255

1. Wetboek der successierechten.

Art. 8. In geval van contract vervattende een beding ten voordele van een bij name aangeduidre derde, worden de sommen of waarden, welke de derde geroepen is bij het overlijden van de bedinger kosteloos te ontvangen, geacht door de verkrijger als legaat uit de nalatenschap van de bedinger te zijn verkregen, indien het beding niet aan het voor de schenkingen gevestigde registratierecht werd onderworpen.

De derde wordt ondersteld kosteloos te ontvangen, behoudens tegenbewijs.

Wordt het beding gemaakt door een echtgenoot ten behoeve van zijn medeëchtgenoot onder de voorwaarden voorzien bij bovenstaande eerste alinea, dan worden de sommen of waarden, die de verkrijger toevallen, geacht als legaat tot beloop van hun algeheel bedrag verkregen te zijn; de omstandigheid dat het beding wederkerig is, ontneemt daaraan niet de aard van bevoordeling.

Dit artikel is mede van toepassing op de sommen of waarden die een persoon geroepen is kosteloos te ontvangen bij het overlijden van hem, die een levensverzekering aan order of aan toonder heeft aangegaan.

Het is niet van toepassing op de renten en kapitalen gevestigd ter uitvoering van een wettelijke verplichting.

Art. 13. Het krachtens artikelen 8, 2^e alinea, 9, 10, 3^e alinea, 11, 1^{er} alinea, en 12 te leveren bewijs, kan door alle gewone rechtsmiddelen, ook door getuigen en vermoedens, bijgebracht worden.

Art. 25. In de in artikel 37, 2^e, 3^e, 4^e en 6^e, bedoelde gevallen bestaat er aanleiding om de waarde der goederen ten dage van het vonnis, van de dading of van de gebeurtenis, als belastbare waarde aan te geven.

Art. 37. Een nieuwe aangifte moet ingeleverd worden :

1^e in het geval van een aan machting of goedkeuring onderworpen legaat gemaakt aan een rechtspersoon, wanneer de machting of de goedkeuring voorkomt, indien, op dat ogenblik, de rechten nog niet betaald zijn;

2^e wanneer, na het openvallen van de nalatenschap, de actieve samenstelling ervan vermeerderd wordt, hetzij ingevolge het intreden van een voorwaarde of van elk ander voorval, hetzij door de oplossing van een geschil, tenzij de vermeerdering van actief het gevolg weze van een ontbinding voortkomende van het niet-uitvoeren, door de erfgenamen, legatarissen of begiftigden, van de voorwaarden van een contract;

3^e wanneer een verandering in de devolutie van de erfenis ontstaat;

4^e in geval van aanwas of van terugval van eigendom, vruchtgebruik of van al ander tijdelijk of levenslang recht voortkomende van een terzake des doods door de overledene genomen beschikking;

5^e in geval van ophouding van vruchtgebruik dat een krachtens artikel 79 uit hoofde van de blote eigendom in schorsing gehouden successierecht opvorderbaar maakt, wanneer de erfgenaam blote eigenaar of zijn rechtsgenoten tot het genot van het volle goed komen door het overlijden van de vruchtgebruiker of door het verstrijken van de vaste of onzekere termijn waarvoor het vruchtgebruik gevestigd werd;

6^e in geval van fideicommiss, wanneer de met de last van teruggaaf bezwaarde goederen aan de verwachter overgaan.

Art. 38. De aangifte van successie dient ingeleverd :

1^e in geval van overlijden van een Rijksinwoner : door de erfgenamen, de algemene legatarissen en begiftigden, met uitsluiting van alle andere legatarissen of begiftigden, ten kantore der successierechten in het gebied waarvan de overledene zijn laatste domicilie had.

Evenwel, in geval van stiltzitten der erfgenamen, algemene legatarissen en begiftigden, zijn de legatarissen en begiftigden ter algemeen of

sont tenus, sur la demande du receveur, faite par lettre recommandée à la poste, de déposer la déclaration pour ce qui les concerne, et ce au plus tard dans le mois du dépôt du pli à la poste.

En cas de dévolution de toute la communauté à l'époux survivant, en vertu d'une convention de mariage non sujette aux règles relatives aux donations, le bénéficiaire est tenu de déclarer l'actif et le passif de la communauté;

2° en cas de décès d'un non-habitant du royaume : par les héritiers, légataires ou donataires des immeubles situés en Belgique, au bureau des droits de succession dans le ressort duquel ces biens sont situés.

Si les immeubles recueillis par un même héritier, légataire ou donataire sont situés dans le ressort de différents bureaux, le bureau compétent est celui dans le ressort duquel se trouve la partie des biens qui présente le revenu cadastral le plus élevé;

3° en cas d'absence : par les personnes tenues de déclarer en vertu du 1° et du 2° du présent article, au bureau du dernier domicile de l'absent dans le royaume, s'il s'agit du droit de succession, et au bureau de la situation des biens comme il est dit au 2° ci-dessus, s'il s'agit du droit de mutation par décès;

4° dans le cas prévu à l'article 37, 1° : par la personne morale instituée, au bureau où l'impôt reste à payer;

5° dans les cas visés à l'article 37, 2° à 4° : par les personnes désignées ci-dessus, à moins que l'événement ne profite qu'à certains héritiers, légataires ou donataires, auquel cas ceux-ci sont seuls tenus de déclarer. La déclaration est déposée au bureau où a été faite la première déclaration;

6° en cas de cessation d'usufruit : par les héritiers nus propriétaires ou leurs ayants cause, au bureau où les droits dus pour la transmission de la nue propriété sont demeurés en suspens;

7° en cas de fidéicommis : par l'appelé seul, si la transmission a lieu en suite du décès de l'héritier grevé, et par l'appelé et le grevé, si les biens passent à l'appelé du vivant du grevé, au bureau où a été déclarée la succession de l'auteur de la disposition.

Art. 40 (*modifié par l'article 10 de la loi du 9 mai 1959*). Le délai pour le dépôt de la déclaration de succession est de cinq mois à compter de la date du décès, si celui-ci est survenu dans le royaume; de six mois, si le décès est survenu dans un autre pays d'Europe, et de sept mois, si le décès est survenu hors d'Europe.

En cas d'absence, le délai court à compter de la date du jugement d'envoi en possession ou du premier acte constatant la prise de possession.

En cas de legs à une personne morale, le délai pour la déclaration nouvelle prévue à l'article 37, 1°, court à compter de la date de l'autorisation ou de l'approbation.

En cas de survenance d'événements prévus à l'article 37, 2° à 4°, le délai court, s'il s'agit d'un droit litigieux, à compter de la date du jugement ou de la transaction et, dans les autres cas, à compter de l'événement.

En cas de cessation d'usufruit, le délai court à compter de la date de la consolidation visée à l'article 37, 5°.

En cas de fidéicommis, le délai court à compter de la date de la dévolution opérée par le décès du grevé ou autrement. Si la dévolution a lieu anticipativement en vertu d'un contrat, la date et le lieu du contrat sont assimilés à la date et au lieu du décès.

Art. 42 (*modifié par les articles 16 de l'arrêté royal no 9 du 3 juillet 1939 et 7 de la loi du 14 août 1947*). La déclaration de succession porte :

I. Les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance du déclarant et, le cas échéant, du mari de la déclarante;

II. Les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance de la personne décédée, et, le cas échéant, de son mari; le lieu et la date du décès de la personne décédée;

III. Les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance des personnes ayant la qualité d'héritiers, légataires et donataires et, le cas échéant, de leur mari; le degré de parenté entre le défunt et ses héritiers, légataires et donataires; ce qui est recueilli par chacun d'eux; le titre en vertu duquel ils viennent à la succession; les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance des enfants légitimes qu'ils avaient au jour de l'ouverture de la succession; les nom, prénoms, lieu et date de naissance et de décès des enfants légitimes précédemment en laissant eux-mêmes des enfants légitimes en vie au jour du décès du défunt; les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance de ceux-ci;

bijzonderen titel ertoe gehouden, op aanzoek van de ontvanger bij aangetekende brief, de aangifte in te leveren voor datgene wat hen betreft, en zulks uiterlijk binnen de maand na de afgifte van het stuk ter post.

In geval van devolutie van geheel de gemeenschap aan de overlevende echtgenoot, krachtens een niet aan de regels betreffende de schenkingen onderworpen huwelijksvereenkomst, is de geniet er toe gehouden het actief en het passief der gemeenschap aan te geven;

2° in geval van overlijden van een persoon die geen Rijksinwoner is: door de erfgenamen, legatarissen of begiftigden der in België gelegen onroerende goederen, ten kantore der successierechten in welks gebied deze goederen gelegen zijn.

Zo de door eenzelfde erfgenaam, legataris of begiftigde verkregen onroerende goederen gelegen zijn in het ambtsgebied van verscheidene kantoren, is het bevoegd kantoor dit binnen het gebied waarvan zich het deel der goederen bevindt dat de hoogste kadastrale opbrengst vertoont;

3° ingeval van afwezigheid: door de personen die krachtens het 1° en 2° van dit artikel tot aangifte verplicht zijn, ten kantore van de laatste woonplaats van de afwezige in het Rijk, indien het gaat om het successierecht, en ten kantore van de ligging der goederen, zoals in vorenstaand 2° is aangeduid, indien het gaat om het recht van overgang bij overlijden;

4° in het geval voorzien in artikel 37, 1°: door de ingestelde rechts-persoon, ten kantore waar de belasting nog te betalen blijft;

5° in de gevallen bedoeld in artikel 37, 2° tot 4°: door de hiervoren aangewezen personen, tenzij slechts bepaalde erfgenamen, legatarissen of begiftigden uit de gebeurtenis voordiel trekken, in welk geval deze alleen tot aangifte zijn verplicht. De aangifte moet worden ingeleverd ten kantore waar de eerste aangifte werd neergelegd;

6° in geval van ophouding van vruchtgebruik: door de erfgenamen blote eigenaars of hun rechtverkrijgenden, ten kantore waar de voor de overdracht van de blote eigendom verschuldigde rechten in schorsing gebleven zijn;

7° in geval van fideicommiss: door de verwachter alleen, indien de overdracht geschiedt ten gevolge van het overlijden van de bezwaarde erfgenaam, en door de verwachter en de bezwaarde, wanneer de goederen op de verwachter overgaan tijdens het leven van de bezwaarde, ten kantore waar de nalatenschap van hem die de beschikking gedaan heeft aangegeven werd.

Art. 40 (*gewijzigd bij artikel 10 der wet van 9 mei 1959*). De termijn voor het inleveren van de aangifte van nalatenschap is vijf maand, te rekenen van de datum van het overlijden, wanneer dit zich in het Rijk heeft voorgedaan; zes maand, wanneer het overlijden in een ander land van Europa, en zeven maand, indien het overlijden buiten Europa heeft plaats gehad.

In geval van afwezigheid, gaat de termijn in met de datum van het vonnis van inbezitstelling of van de eerste akte die van de inbezitneming laat blijken.

Gaat het om een aan een rechtspersoon gedaan legaat, zo loopt de voor de nieuwe aangifte in artikel 37, 1°, voorziene termijn te rekenen van de datum der machting of goedkeuring.

In geval van intreden van voorvalen voorzien in artikel 37, 2° tot 4°, loopt de termijn, indien het gaat om een betwist recht, te rekenen van de datum van het vonnis of van de dading en, in de andere gevallen, te rekenen van de gebeurtenis.

In geval van ophouding van vruchtgebruik, loopt de termijn te rekenen van de datum van de onder artikel 37, 5°, bedoelde vermindering.

In geval van fideicommiss, loopt de termijn te rekenen van de datum der door het overlijden van de bezwaarde of anders teweeggebrachte devolutie. Zo de devolutie krachtens een contract bij vervroeging geschiedt, worden datum en plaats van het contract met datum en plaats van het overlijden gelijkgesteld.

Art. 42 (*gewijzigd door artikels 16 van het koninklijk besluit nr 9 van 3 juli 1939 en 7 der wet van 14 Augustus 1947*). De aangifte van nalatenschap vermeldt :

I. Naam, voornamen, beroep, domicilie, plaats en datum van geboorte van de aangever en, desvoorkomend, van de echtgenoot der aangeefster;

II. Naam, voornamen, beroep, domicilie, plaats en datum van geboorte van de overleden persoon en, desvoorkomend, van haar echtgenoot; plaats en datum van het overlijden van de aflijvige;

III. Naam, voornamen, beroep, domicilie, plaats en datum van geboorte van de personen die de hoedanigheid hebben van erfgenamen, legatarissen en begiftigden en, desvoorkomend, van hun echtgenoot; graad van verwantschap tussen de overledene, en zijn erfgenamen, legatarissen en begiftigden; wat door elk humer wordt verkregen; de titel krachtens welke zij tot de nalatenschap komen; naam, voornamen, beroep, domicilie, geboorteplaats en -datum van de wettige kinderen die zij hadden ten dage van het openvallen der nalatenschap; naam, voornamen, plaats en datum van geboorte en van overlijden der wettige kinderen die vóór overleden waren en ten dage van het overlijden van de erflater zelf wettige kinderen in leven achterlieten; naam, voornamen, beroep, domicilie, geboorteplaats en -datum van evenbedoelde kinderen;

...

Art. 46. (*Arrêté royal n° 65 du 29 novembre 1939, art. 1er, modifié par les articles 3 de l'arrêté-loi du 4 mai 1940 et 2, n° 7, de la loi du 16 juin 1947.*) Si les biens meubles corporels délaissés par le défunt sont, au jour du décès, assurés contre l'incendie, le vol ou tous autres risques, les déclarants doivent :

1^e annexer à la déclaration une copie de toutes les polices en cours, à délivrer par l'assureur, comme il est dit à l'article 103¹;

2^e indiquer dans la déclaration, pour chaque police dont ils joignent copie, le nom ou la raison sociale et le domicile de l'assureur, ainsi que la date de la police et son numéro;

3^e affirmer expressément dans la déclaration qu'à leurs connaissances les biens ne font pas l'objet d'autres polices.

Si les biens en question n'étaient pas assurés au jour du décès, les déclarants doivent l'affirmer expressément dans la déclaration.

Est réputée non avenue en ce qui concerne les objets mobiliers corporels, la déclaration à laquelle n'est pas annexée la copie désignée au 1^e du présent article ou qui ne contient pas l'affirmation prescrite, suivant le cas, par les alinéas qui précèdent.

CHAPITRE VI. — TARIF DES DROITS.

SECTION I^e. — Tarif général.

Art. 48. (*Arrêté royal du 27 juillet 1961, art. 1er.*) Le tarif des droits de succession et de mutation par décès est fixé ainsi qu'il suit :

Tarif applicable à la tranche de part nette	Ligne directe; entre époux ayant des enfants ou descendants communs					
	Entre époux sans enfants ni descendants communs	Entre frères et sœurs	Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces	Entre grands-oncles ou grand-tantes et petits-neveux ou petites-nièces	Entre autres personnes	
p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	
De 1 franc à 20 000 francs inclus	1,40	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
De plus de 20 000 à 50 000 francs inclus	1,70	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
De plus de 50 000 à 100 000 francs inclus	2,20	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
De plus de 100 000 à 200 000 francs inclus	2,80	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
De plus de 200 000 à 500 000 francs inclus	3,30	7,70	12,10	14,30	16,50	19,30
De plus de 500 000 à 1 000 000 de francs inclus	3,90	8,80	14,30	17,10	19,30	22,00
De plus de 1 000 000 à 2 000 000 de francs inclus	5,00	11,00	19,30	22,00	24,20	27,00
De plus de 2 000 000 à 3 000 000 de francs inclus	6,10	13,20	24,20	27,00	29,20	31,90
De plus de 3 000 000 à 4 000 000 de francs inclus	7,20	15,40	29,20	31,90	34,10	36,90
De plus de 4 000 000 à 5 000 000 de francs inclus	8,30	17,60	34,10	36,90	39,10	41,80
De plus de 5 000 000 à 6 000 000 de francs inclus	9,40	19,80	39,10	41,80	44,00	46,80
De plus de 6 000 000 à 7 000 000 de francs inclus	10,50	22,00	44,00	46,80	49,00	51,70
De plus de 7 000 000 à 8 000 000 de francs inclus	11,60	24,20	49,00	51,70	53,90	56,70
De plus de 8 000 000 à 9 000 000 de francs inclus	12,70	26,40	53,90	56,70	58,90	61,60
De plus de 9 000 000 à 10 000 000 de francs inclus	13,80	28,60	58,90	61,60	63,80	66,60
Au delà de 10 000 000 de francs	15,40	30,80	63,80	67,10	69,30	72,60

Art. 46. (*Koninklijk besluit n° 65 van 29 november 1939, art. I, gewijzigd door artikel 3 der besluitwet van 4 mei 1940 en 2, n° 7, der wet van 16 juni 1947.*) Indien de door de overledene nagelaten lichamelijke roerende goederen op de overlijdensdag verzekerd zijn tegen brand, diefstal of enig ander risico, zijn de aangevers ertoe gehouden :

1^e bij de aangifte een afschrift van alle van kracht zijnde polissen te voegen, dat door de verzekeraar dient aangeleverd zoals gezegd wordt in artikel 103¹;

2^e in de aangifte aan te duiden, voor iedere polis waarvan zij een afschrift bijvoegen, de naam of de firma en het domicilie van de verzekeraar, alsook de datum van de polis en haar nummer;

3^e uitdrukkelijk in de aangifte te bevestigen dat, naar hun weten, de goederen het voorwerp van geen andere polissen uitmaken.

Waren de kwestieuze goederen niet verzekerd op de overlijdensdag, dan moeten de aangevers zulks uitdrukkelijk in de aangifte bevestigen.

Wordt als ongedaan beschouwd, wat betreft de lichamelijke roerende voorwerpen, de aangifte waarbij het in het 1^e van onderhavig artikel bedoeld afschrift niet gevoegd is of die de door vorige alinea's volgens het geval voorgeschreven bevestiging niet behelst.

HOOFDSTUK VI. — TARIEF DER RECHTEN.

AFDELING 1. — Algemeen tarief.

Art. 48. (*Koninklijk besluit van 27 juli 1961, art. 1.*) Het tarief der successierechten en der rechten van overgang bij overlijden wordt vastgesteld als volgt :

Tarief toepasselijk op het gedeelte van zuiver aandeel gaande	Rechte linie: tussen echtgenoten met gemene kinderen of afstammelingen	Tussen echtgenoten zonder gemene kinderen of afstammelingen	Tussen broeders en zusters	Tussen oom of tante en neven of nichten	Tussen grootmoeder en kleindochters en kleinkinderen of kleinknechten	Tussen alle andere personen
t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.
Van 1 frank tot en met 20 000 frank ...	1,40	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
Van meer dan 20 000 tot en met 50 000 frank ...	1,70	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
Van meer dan 50 000 tot en met 100 000 frank ...	2,20	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
Van meer dan 100 000 tot en met 200 000 frank ...	2,80	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
Van meer dan 200 000 tot en met 500 000 frank ...	3,30	7,70	12,10	14,30	16,50	19,30
Van meer dan 500 000 tot en met 1 000 000 frank ...	3,90	8,80	14,30	17,10	19,30	22,00
Van meer dan 1 000 000 tot en met 2 000 000 frank ...	5,00	11,00	19,30	22,00	24,20	27,00
Van meer dan 2 000 000 tot en met 3 000 000 frank ...	6,10	13,20	24,20	27,00	29,20	31,90
Van meer dan 3 000 000 tot en met 4 000 000 frank ...	7,20	15,40	29,20	31,90	34,10	36,90
Van meer dan 4 000 000 tot en met 5 000 000 frank ...	8,30	17,60	34,10	36,90	39,10	41,80
Van meer dan 5 000 000 tot en met 6 000 000 frank ...	9,40	19,80	39,10	41,80	44,00	46,80
Van meer dan 6 000 000 tot en met 7 000 000 frank ...	10,50	22,00	44,00	46,80	49,00	51,70
Van meer dan 7 000 000 tot en met 8 000 000 frank ...	11,60	24,20	49,00	51,70	53,90	56,70
Van meer dan 8 000 000 tot en met 9 000 000 frank ...	12,70	26,40	53,90	56,70	58,90	61,60
Van meer dan 9 000 000 tot en met 10 000 000 frank ...	13,80	28,60	58,90	61,60	63,80	66,60
Boven 10 000 000 frank ...	15,40	30,80	63,80	67,10	69,30	72,60

Art. 52^e. (*Loi du 14 août 1947, art. 6.*) Pour l'application du présent code, il n'est pas tenu compte du lien de parenté résultant de l'adoption.

Toutefois, moyennant justification à fournir par les intéressés, l'enfant adoptif est assimilé à l'enfant légitime :

1^o lorsqu'il est un enfant issu d'un premier mariage du conjoint de l'adoptant;

2^o lorsque, au moment de l'adoption, il était pupille de l'assistance publique ou orphelin d'un père mort pour la Belgique;

3^o lorsqu'il a, dans sa minorité et pendant six ans au moins, reçu de l'adoptant des secours et des soins non interrompus;

4^o lorsque l'adoption a été faite par une personne dont tous les descendants sont morts pour la Belgique.

Art. 54. (*modifié par les articles 1^{er} de la loi du 14 août 1947 et 1^{er} de la loi du 10 novembre 1953*). Est exempt du droit de succession :

1^o ce qui est recueilli par un héritier en ligne directe ou entre époux ayant des enfants ou descendants communs, à concurrence de la première tranche de 100.000 francs. Cet abattement est augmenté, en faveur des enfants mineurs du défunt, de 20.000 francs pour chaque année entière restant à courir jusqu'à leur majorité et, en faveur du conjoint survivant, de la moitié des abattements supplémentaires dont bénéficient ensemble les enfants communs;

2^o ce qui est recueilli par tous autres héritiers, légataires ou donataires dans les successions dont le montant net ne dépasse pas 7.000 francs.

Art. 56. Le montant du droit liquidé à charge de l'héritier, légataire ou donataire est réduit de 2 p. c. par enfant légitime que cet héritier, légataire ou donataire a au moment de l'ouverture de la succession.

Cette réduction est portée, en faveur du conjoint survivant, à 4 p. c. par enfant légitime que ce conjoint a retenu de son mariage avec le défunt.

Pour l'application du présent article, l'enfant conçu est, pour autant qu'il naîsse viable, assimilé à l'enfant né; les petits-enfants ne sont comptés que pour l'enfant dont ils sont issus.

Art. 78. En cas de transmissions successives par décès d'un bien acquis sous condition suspensive ou d'un bien possédé par un tiers, mais revendiqué par la succession, l'impôt n'est dû que lors de l'arrivée de la condition ou de l'issue favorable du litige, et ce uniquement à raison de la dernière mutation.

Si les transmissions successives ont pour objet un bien litigieux en la possession du défunt ou un bien appartenant à celui-ci sous condition résolatoire, l'impôt est immédiatement exigible lors de chaque décès, sauf restitution éventuelle des différents droits perçus.

Art. 97. (*Arrêté-loi du 4 mai 1940, art. 3, modifié par l'article 28 de la loi du 13 août 1947.*) Les administrations et les établissements publics ou d'utilité publique, toutes associations ou sociétés ayant en Belgique leur principal établissement, une succursale ou un siège quelconque d'opérations, les banquiers, les agents de change, les agents de change correspondants, les agents d'affaires et les officiers publics ou ministériels qui sont détenteurs ou débiteurs, de quelque chef que ce soit, de titres, sommes ou valeurs revenant à un héritier, légataire, donataire ou autre ayant droit par suite du décès d'un habitant du royaume, ne peuvent en opérer la restitution, le paiement ou le transfert qu'après avoir remis au fonctionnaire de l'administration de l'enregistrement et des domaines désigné à cette fin, la liste certifiée sincère et véritable des titres, sommes ou valeurs.

Sont rendus applicables à la restitution, au paiement ou au transfert des titres, sommes ou valeurs visés à l'alinéa qui précède, les trois derniers alinéas de l'article 96.

Art. 103¹. (*Arrêté-loi du 4 mai 1940, art. 3.*) Les assureurs professionnels qui ont en Belgique leur principal établissement, une succursale, un représentant ou un siège quelconque d'opérations, doivent, lors-

Art. 52^e. (*Wet van 14 augustus 1947, art. 6.*) Voor de toepassing van dit wethoek wordt er geen rekening gehouden met de verwantschapsband voortspruitend uit aanneming.

Evenwel wordt, mits bewijs te verstrekken door belanghebbenden, het aangenomen kind gelijkgesteld met het wettig kind :

1^o wanneer het een kind is dat gesproten is uit een eerste huwelijk van de echtgenoot van de aannemende persoon;

2^o wanneer het, op 't ogenblik van de aanneming, pupil van de openbare onderstand of wees van een voor België gestorven vader was;

3^o wanneer het, tijdens zijn minderjarigheid en gedurende ten minste zes jaar, niet onderbroken bijstand en zorgen van de aannemende persoon ontvangen heeft;

4^o wanneer de aanneming gedaan werd door een persoon van wie al de afstammelingen voor België gestorven zijn.

Art. 54 (*gewijzigd door artikels 1 der wet van 14 augustus 1947 en 1 der wet van 10 november 1953*). Van het recht van successie wordt vrijgesteld :

1^o hetgeen verkregen wordt door een erfgenaam in rechte linie of tussen echtgenoten met gemene kinderen of afstammelingen, ten belope van de eerste snede van 100.000 frank. Dit abattement wordt ten gunste der minderjarige kinderen van de overledene vermeerderd met 20.000 frank voor elk vol jaar dat nog moet verlopen tot hun meerderjarigheid en, ten gunste van de overlevende echtgenoot, met de helft der bij-abattements welke de gemene kinderen samen genieten;

2^o hetgeen verkregen wordt door alle andere erfgenamen, legatarijnen of begiftigden uit de erfenissen waarvan het zuiver bedrag 7.000 frank niet overschrijdt.

Art. 56. Het bedrag van het ten laste van de erfgenaam, legataris of begiftigde verrekend recht wordt verminderd met 2 t. h. per wettig kind dat deze erfgenaam, legataris of begiftigde bij het openvallen der nalatenschap heeft.

Deze vermindering wordt, ten gunste van de overlevende echtgenoot, op 4 t. h. gebracht per wettig kind dat deze echtgenoot uit zijn huwelijk met de overledene heeft behouden.

Voor de toepassing van dit artikel, wordt het ontvangen kind, voor zoveel het leefbaar ter wereld komt, gelijkgesteld met het geboren kind; de kleinkinderen tellen enkel voor het kind waaruit zij gesproten zijn.

Art. 78. In geval van achtereenvolgende overgangen bij overlijden van een onder opschortende voorwaarde verkregen goed of van een door een derde bezeten doch door de nalatenschap teruggeïst goed, is de belasting slechts verschuldigd bij het intreden van de voorwaarde of van de gunstige uitslag van het geschil, en zulks alleenlijk wegens de jongste overgang.

Indien de achtereenvolgende overgangen tot voorwerp hebben een twistig goed in het bezit van de overledene of een goed toebehorend aan evenbedoelde onder onthoudende voorwaarde, is de belasting onmiddellijk opvorderbaar bij elk overlijden, behoudens eventuele teruggaaf van de verscheidene geïnde rechten.

Art. 97. (*Besluitwet van 4 mei 1940, art. 3, gewijzigd bij artikel 28 der wet van 13 augustus 1947.*) De besturen en de openbare instellingen of instellingen van openbaar nut, alle verenigingen of vennootschappen die in België hun voornaamste instelling, een bijhuis of een om 't even welke zetel van verrichtingen hebben, de bankiers, de wisselagenten, de wisselagentcorrespondenten, de zaakwaarnemers en de openbare of ministeriële ambtenaren die houders of schuldenaar zijn, uit welke hoofde ook, van effecten, sommen of waarden welke toekennen aan een erfgenaam, legataris, begiftigde of andere rechthebbende ingevolge het overlijden van een Rijksinwoner, mogen de teruggaaf, de betaling of de overdracht daarvan slechts doen na de echt en deugdelijk verklarde lijst der effecten, sommen of waarden aan de daartoe aangewezen ambtenaren van het bestuur der registratie en domeinen te hebben afgegeven.

De laatste drie alinea's van artikel 96 worden toepasselijk gemaakt op de teruggaaf, betaling of overdracht der in voorgaande alinea bedoelde effecten, sommen of waarden.

Art. 103¹. (*Besluitwet van 4 mei 1940, art. 3.*) De beroepsverzekeringsmaatschappijen die in België hun voornaamste instelling, een bijhuis, een vertegenwoordiger of een om 't even welke zetel van verrichtingen hebben,

qu'ils délivrent une copie de police destinée à être annexée à une déclaration de succession, certifier exacte cette police et y attester que la police était en cours et qu'elle était la seule en cours au jour du décès. Si plusieurs polices sont en cours au jour du décès, l'assureur doit indiquer sur la copie de chacune d'elles la date et le numéro des diverses polices. En cas de pluralité d'assureurs, la copie doit désigner d'une façon précise les divers coassureurs.

L'assureur ou son représentant est tenu de délivrer la copie visée ci-dessus. S'il refuse de délivrer cette copie ou s'il délivre une copie inexacte ou incomplète, il peut, sur la poursuite des déclarants, être condamné à des dommages-intérêts, sans préjudice des sanctions prévues par les articles 130 et 133 du présent code.

Les assureurs désignés au premier alinéa du présent article doivent, dans le mois suivant le jour où ils ont connaissance du décès d'une personne ou du conjoint d'une personne avec laquelle ils ont conclu l'un des contrats d'assurance dont il s'agit à l'article 46, informer le fonctionnaire désigné à cette fin de l'existence du contrat conclu soit avec le défunt, soit avec son conjoint, en indiquant :

1^e le nom ou la raison sociale et le domicile de l'assureur;

2^e les nom, prénoms et domicile de l'assuré, ainsi que la date de son décès ou du décès de son conjoint;

3^e la date, le numéro et la durée de la police ou des polices en cours et la valeur pour laquelle les objets sont assurés;

4^e en cas de pluralité d'assureurs, d'une façon précise, les divers coassureurs.

2. Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.

Art. 11 (modifié par les articles 1^{er} de la loi du 14 août 1947, 1^{er} de la loi du 23 décembre 1958 et 8 de la loi du 9 mai 1959). Les droits proportionnels, gradués ou fixes spécifiques sont perçus suivant le tarif établi par le présent code.

Le droit fixe général est applicable à tous les actes et écrits non prévus dans ce tarif.

Le montant du droit fixe général est de 100 francs.

Art. 44. Le droit est fixé à 11 p. c. pour les ventes, échanges et toutes conventions translatives à titre onéreux, autres que les apports en société, de propriété ou d'usufruit de biens immeubles.

Art. 53. Le droit fixé par l'article 44 est réduit à 6 p. c. pour les ventes de la propriété :

1^e d'immeubles ruraux dont le revenu cadastral n'excède pas un maximum à fixer par arrêté royal.

Est considéré comme immeuble rural, celui qui se compose soit de bâtiments et de terrains affectés ou destinés à une exploitation agricole ou forestière, soit seulement de terrains se trouvant dans ce cas;

2^e d'habitations dont le revenu cadastral, bâti et non bâti, n'excède pas un maximum à fixer, par arrêté royal, suivant les localités ou régions.

Est considéré comme habitation, la maison avec ses dépendances, ou l'étage ou partie d'étage d'un bâtiment, servant ou devant servir au logement d'une famille ou d'une personne seule. Rentrent parmi les dépendances, le jardin ou le lopin de terre, attenants ou séparés, ainsi que les hangars et remises, les établissements ou petits ateliers, les écuries et granges.

Art. 61¹. En cas d'ouverture d'un débit de boissons dans l'immeuble, au cours de la période de quinze ans fixée dans l'article 55, un droit supplémentaire de 7,50 p.c., liquidé sur la même base que le droit perçu pour l'acte d'acquisition, est dû par la personne qui est propriétaire de l'immeuble à la date de l'ouverture du débit.

zijn er toe gehouden, wanneer zij een afschrift van een polis afleveren, hetwelk bestemd is om aan een aangifte van nalatenschap te worden gehecht, deze polis echt te verklaren en er in te bevestigen dat de polis nog van kracht was alsook dat ze de enige op de overlijdensdag van kracht zijnde was. Indien meerdere polissen van kracht zijn op de overlijdensdag, moet de verzekeraar op het afschrift van elk dezer de datum en het nummer der verschillende polissen aanduiden. In geval van meerdere verzekeraars moet het afschrift de verscheidene medeverzekeraars op nauwkeurige wijze aanduiden.

De verzekeraar of zijn vertegenwoordiger is er toe gehouden het hoger bedoeld afschrift af te leveren, indien hij weigert dit afschrift af te leveren of indien hij een onnauwkeurig of onvolledig afschrift aflevert, kan hij op vervolging der aanvegers tot schadevergoeding worden veroordeeld, onverminderd de in artikelen 130 en 133 van onderhavig wetboek voorziene sanctie.

De in de eerste alinea van onderhavig artikel aangeduide verzekeraars zijn er toe gehouden, binnen de maand na de dag waarop zij kennis hebben van het overlijden van een persoon of van de echtgenoot van een persoon, met wie zij een der verzekeringscontracten hebben afgesloten waarover het gaat in artikel 46, aan de daartoe aangewezen ambtenaar bericht te geven van het bestaan van het contract dat werd gesloten hetzij met de overledene, hetzij met dezes echtgenoot, met aanduiding van :

1^e naam of firma en domicilie van de verzekeraar;

2^e naam, voornamen en domicilie van de verzekerde, alsook de datum van zijn overlijden of van het overlijden van zijn echtgenoot;

3^e datum, nummer en duur der van kracht zijnde polis of polissen en de waarde voor dweelke de voorwerpen verzekerd zijn;

4^e in geval van meerdere verzekeraars, op nauwkeurige wijze, de verscheidene medeverzekeraars.

2. Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Art. 11 (gewijzigd bij artikelen 1 der wet van 14 augustus 1947, 1 der wet van 23 december 1958 en 8 der wet van 9 mei 1959). Evenredige, gegradeerde of specifieke vaste rechten worden naar het in dit wetboek vastgestelde tarief geheven.

Het algemeen vast recht is van toepassing op al de in dat tarief niet voorziene akten en geschriften.

Het algemeen vast recht bedraagt 100 frank.

Art. 44. Het recht wordt gesteld op 11 t. h. voor de verkoopingen, ruilingen en alle overeenkomsten onder bezwarende titel, andere dan de inbrengsten in vennootschappen, waarbij eigendom of vruchtgebruik van onroerende goederen wordt overgedragen.

Art. 53. Het bij artikel 44 vastgesteld recht wordt tot 6 t. h. verlaagd voor de verkoopingen van de eigendom :

1^e van onroerende landgoederen waarvan het kadastraal inkomen en bij koninklijk besluit vast te stellen maximum niet te boven gaat.

Wordt als landgoed aangezien, het onroerend goed dat hetzij uit voor landbouw- of bosbouwbedrijf aangewende of bestemde gebouwen en gronden, hetzij uit dergelijke gronden alleen bestaat;

2^e van woningen waarvan het gebouwd of ongebouwd kadastraal inkomen een bij koninklijk besluit, volgens de plaatsen of gewesten, vast te stellen maximum niet overschrijdt.

Wordt als woning aangezien, het huis met aanhorigheden, of de verdieping of het gedeelte van verdieping van een gebouw, welke dient of dienen zal tot huisvesting van een gezin of van één persoon alleen. Vallen onder aanhorigheden, de belendende of algemeen tuin of stukje gronds, zomede de afslagen en wagonhuizen, werkplaatsen of kleine werkhuizen, vee- en paardenstallen en schuren.

Art. 61¹. In geval van opening van een drankslijterij in het onroerend goed, in de loop van het in artikel 55 gesteld tijdperk van vijftien jaar, is een bijkomend recht van 7,50 t.h., dat op dezelfde grondslag als het voor de verkrijgingsakte geheven recht wordt vereffend, verschuldigd door de persoon die op de datum van de opening van de slijterij eigenaar van het onroerend goed is.

Le droit supplémentaire doit être payé avant cette date, sous peine d'une amende du même montant.

Art. 62. (*Loi du 3 février 1959, art. 1er.*) Le droit fixé par l'article 44 est réduit à 2,50 p.c. pour les ventes d'immeubles, autres que des biens ruraux dont la valeur vénale n'excède pas deux cent cinquante fois le revenu cadastral, faites de gré à gré et par acte authentique, à des personnes exerçant la profession d'acheter des immeubles en vue de la revente.

Art. 72. (*Loi du 26 juillet 1952, art. 1er.*) Sont exemptés du droit proportionnel et soumis au droit fixe général, les échanges d'immeubles ruraux non bâties dont la valeur vénale pour chacun des lots n'excède pas deux cent cinquante fois le revenu cadastral.

Toutefois, il est perçu, en cas d'inégalité des lots, un droit de 11 p.c. sur la différence de valeur ou sur la souste si celle-ci est supérieure à cette différence. Ce droit est réduit à 6 p.c. si la différence de valeur ou la souste n'excède pas le quart de la valeur vénale du moindre lot.

L'application du présent article est subordonnée à la double condition :

1^o que la valeur vénale de chacun des lots soit déclarée par les parties, soit dans l'acte, soit au pied de celui-ci avant l'enregistrement;

2^o qu'un extrait de la matrice cadastrale soit annexé à l'acte au moment de l'enregistrement.

SECTION VI. — Constitutions d'hypothèque, de gage sur fonds de commerce ou de privilège agricole.

Art. 87. (*Loi du 23 décembre 1958, art. 8.*) Sont assujetties à un droit de 1 p.c. les constitutions d'hypothèque sur un immeuble situé en Belgique.

Art. 88. (*Loi du 23 décembre 1958, art. 8.*) Sont assujetties à un droit de 0,50 p.c. les constitutions d'hypothèque sur un navire ou bateau, d'un gage sur fonds de commerce ou d'un privilège agricole.

Art. 89. (*Loi du 23 décembre 1958, art. 8.*) Les droits établis par les articles 87 et 88 sont applicables même lorsque l'hypothèque, le gage ou le privilège sont constitués pour sûreté d'une dette future, d'une dette conditionnelle ou éventuelle ou d'une obligation de faire.

Art. 90. (*Loi du 23 décembre 1958, art. 8.*) Les droits établis par les articles 87 et 88 ne sont pas dus si l'obligation garantie procède d'un contrat qui a subi la perception d'un droit proportionnel atteignant au moins 1 p.c.

Art. 91. (*Loi du 23 décembre 1958, art. 8.*) La constitution d'hypothèque sur un immeuble situé en Belgique pour sûreté d'une dette garantie par une hypothèque sur un navire ou bateau, un gage sur fonds de commerce ou un privilège agricole, est assujettie au droit de 1 p.c. sous déduction, le cas échéant, du droit de 0,50 p.c. perçu en vertu de l'article 88.

Art. 92. (*Loi du 23 décembre 1958, art. 8.*) Sans préjudice de l'article 91, le droit visé aux articles 87 et 88 couvre toute constitution d'hypothèque, de gage ou de privilège agricole qui serait consentie dans la suite pour sûreté d'une même créance et du même montant garanti.

Art. 93. (*Loi du 23 décembre 1958, art. 8.*) Le droit de 1 p.c. ou de 0,50 p.c. est liquidé sur le montant en principal de la somme pour laquelle l'hypothèque, le gage ou le privilège agricole est constitué.

Het bijkomend recht moet, op straffe van een geldboete van gelijk bedrag, vóór evenbedoelde datum betaald worden.

Art. 62. (*Wet van 3 februari 1959, art. 1.*) Het bij artikel 44 bepaald recht wordt tot 2,50 t.h. vermindert voor de verkoopingen van onroerende goederen, andere dan landgoederen waarvan de verkoopwaarde niet meer bedraagt dan tweehonderdvijftig maal het kadastraal inkomen, die uit de hand en bij authentieke akte gedaan worden aan personen die hun beroep maken van de aankoop van onroerende goederen met het oog op de wederverkoop.

Art. 72. (*Wet van 26 juli 1952, art. 1.*) Zijn vrijgesteld van het evenredig recht en onderworpen aan het algemeen vast recht, de ruilingen van ongelegen landeigendommen waarvan de verkoopwaarde voor elk der kavels tweehonderd vijftig maal het kadastrale inkomen niet te boven gaat.

Evenwel wordt bij ongelijkheid van de kavels een recht van 11 t.h. geheven op het waardeverschil of de opleg, indien deze groter is dan dat verschil. Dit recht wordt verlaagd tot 6 t.h. indien het waardeverschil of de opleg een vierde van de verkoopwaarde van de minste kavel niet te boven gaat.

De toepassing van dit artikel is ondergeschikt aan een tweevoudige voorwaarde :

1^o dat de verkoopwaarde van elke kavel door partijen wordt aangegeven, hetzij in de akte, hetzij onderaan de akte, vóór de registratie;

2^o dat een uittreksel uit de kadastrale legger aan de akte wordt gehecht bij de registratie.

AFDELING VI. — Hypotheekvestigingen, inpandgevingen van een handelszaak en vestigingen van een landbouwvoorrecht.

Art. 87. (*Wet van 23 december 1958, art. 8.*) Worden aan een recht van 1 t.h. onderworpen, de vestigingen van een hypothek op een in België gelegen onroerend goed.

Art. 88. (*Wet van 23 december 1958, art. 8.*) Worden aan een recht van 0,50 t.h. onderworpen, de vestigingen van een hypothek op een zee- of binnenschip, de inpandgevingen van een handelszaak en de vestigingen van een landbouwvoorrecht.

Art. 89. (*Wet van 23 december 1958, art. 8.*) De bij artikelen 87 en 88 bepaalde rechten zijn van toepassing zelfs wanneer de hypothek, het pand of het voorrecht gevestigd zijn tot zekerheid van een toekomstige schuld, van een voorwaardelijke of eventuele schuld of van een verbintenis om iets te doen.

Art. 90. (*Wet van 23 december 1958, art. 8.*) De bij artikelen 87 en 88 bepaalde rechten zijn niet verschuldigd zo de gewaarborgde verbintenis voortkomt uit een contract waarop een evenredig recht van minstens 1 t.h. werd geheven.

Art. 91. (*Wet van 23 december 1958, art. 8.*) De vestiging van een hypothek op een in België gelegen onroerend goed tot zekerheid van een schuld die gewaarborgd is door een hypothek op een zee- of binnenschip, door verpanding van een handelszaak of door een landbouwvoorrecht, wordt aan het recht van 1 t.h. onderworpen onder aftrek, in voorkomend geval, van het krachtens artikel 88 geheven recht van 0,50 t.h.

Art. 92. (*Wet van 23 december 1958, art. 8.*) Onverminderd artikel 91, dekt het in artikelen 87 en 88 bedoeld recht alle vestiging van hypothek, inpandgeving van een handelszaak of vestiging van een landbouwvoorrecht welke naderhand tot zekerheid van eenzelfde schuldbordering van hetzelfde gewaarborgd bedrag mocht worden toegestaan.

Art. 93. (*Wet van 23 December 1958, art. 8.*) Het recht van 1 t.h. of van 0,50 t.h. wordt vereffend op het hoofdbedrag van de som waarvoor de hypothek, het pand of het landbouwvoorrecht gevestigd is.

SECTION XII. — *Donations.*

Art. 131. (*Arrêté royal du 27 juillet 1961, art. 3.*) Pour les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles, il est perçu un droit proportionnel, d'après le tarif progressif ci-après, eu égard à l'émolument brut de chacun des donataires :

Tarif applicable à la tranche de la donation	Ligne directe; entre époux ayant des enfants ou descendants communs	Entre époux sans enfants ni descendants communs	Entre frères et sœurs	Entre oncles ou tantes et neveux ou nièces	Entre grands-oncles ou grand-tantes et petits-neveux ou petites-nièces	Entre toutes autres personnes
	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.	p. c.
De 1 franc à 20 000 francs inclus	1,40	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
De plus de 20 000 à 50 000 francs inclus	1,70	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
De plus de 50 000 à 100 000 francs inclus	2,20	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
De plus de 100 000 à 200 000 francs inclus	2,80	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
De plus de 200 000 à 500 000 francs inclus	3,30	7,70	12,10	14,30	16,50	19,30
De plus de 500 000 à 1 000 000 de francs inclus	3,90	8,80	14,30	17,10	19,30	22,00
De plus de 1 000 000 à 2 000 000 de francs inclus	5,00	11,00	19,30	22,00	24,20	27,00
De plus de 2 000 000 à 3 000 000 de francs inclus	6,10	13,20	24,20	27,00	29,20	31,90
De plus de 3 000 000 à 4 000 000 de francs inclus	7,20	15,40	29,20	31,90	34,10	36,90
De plus de 4 000 000 à 5 000 000 de francs inclus	8,30	17,60	34,10	36,90	39,10	41,80
De plus de 5 000 000 à 6 000 000 de francs inclus	9,40	19,80	39,10	41,80	44,00	46,80
De plus de 6 000 000 à 7 000 000 de francs inclus	10,50	22,00	44,00	46,80	49,00	51,70
De plus de 7 000 000 à 8 000 000 de francs inclus	11,60	24,20	49,00	51,70	53,90	56,70
De plus de 8 000 000 à 9 000 000 de francs inclus	12,70	26,40	53,90	56,70	58,90	61,60
De plus de 9 000 000 à 10 000 000 de francs inclus	13,80	28,60	58,90	61,60	63,80	66,60
Au delà de 10 000 000 de francs	15,40	30,80	63,80	67,10	69,30	72,60

AFDELING XII. — *Schenkingen.*

Art. 131. (*Koninklijk besluit van 27 juli 1961, art. 3.*) Voor de schenkingen onder de levenden van roerende en onroerende goederen wordt, gelet op het bruto-aandeel van elk der begiftigden, een evenredig recht geheven volgens onderstaand progressief tarief :

Tarief toepasselijk op het gedeelte van de schenking	Rechte linea: tussen echtgenoten met gemene kinderen of afstammelingen	Tussen echtgenoten zonder gemene kinderen of afstammelingen	Tussen broders en zusters	Tussen oom of tante en neven of nichten	Tussen grootouders en kleinkinderen	Tussen alle andere personen
	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.	t. h.
Van 1 frank tot en met 20 000 frank	1,40	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
Van meer dan 20 000 tot en met 50 000 frank	1,70	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
Van meer dan 50 000 tot en met 100 000 frank	2,20	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
Van meer dan 100 000 tot en met 200 000 frank	2,80	6,60	12,10	14,30	16,50	19,30
Van meer dan 200 000 tot en met 500 000 frank	3,30	7,70	12,10	14,30	16,50	19,30
Van meer dan 500 000 tot en met 1 000 000 frank	3,90	8,80	14,30	17,10	19,30	22,00
Van meer dan 1 000 000 tot en met 2 000 000 frank	5,00	11,00	19,30	22,00	24,20	27,00
Van meer dan 2 000 000 tot en met 3 000 000 frank	6,10	13,20	24,20	27,00	29,20	31,90
Van meer dan 3 000 000 tot en met 4 000 000 frank	7,20	15,40	29,20	31,90	34,10	36,90
Van meer dan 4 000 000 tot en met 5 000 000 frank	8,30	17,60	34,10	36,90	39,10	41,80
Van meer dan 5 000 000 tot en met 6 000 000 frank	9,40	19,80	39,10	41,80	44,00	46,80
Van meer dan 6 000 000 tot en met 7 000 000 frank	10,50	22,00	44,00	46,80	49,00	51,70
Van meer dan 7 000 000 tot en met 8 000 000 frank	11,60	24,20	49,00	51,70	53,90	56,70
Van meer dan 8 000 000 tot en met 9 000 000 frank	12,70	26,40	53,90	56,70	58,90	61,60
Van meer dan 9 000 000 tot en met 10 000 000 frank	13,80	28,60	58,90	61,60	63,80	66,60
Boven 10 000 000 frank	15,40	30,80	63,80	67,10	69,30	72,60

Art. 132. (*Loi du 14 août 1947, art. 5.*) Pour l'application de la présente section, il n'est pas tenu compte du lien de parenté résultant de l'adoption.

Toutefois, moyennant justifications à fournir par les intéressés, l'enfant adoptif est assimilé à l'enfant légitime :

1^o lorsqu'il est un enfant issu d'un premier mariage du conjoint de l'adoptant;

2^o lorsque, au moment de l'adoption, il était pupille de l'assistance publique ou orphelin d'un père mort pour la Belgique;

3^o lorsqu'il a, dans sa minorité et pendant six ans au moins, reçu de l'adoptant des secours et des soins non interrompus;

4^o lorsque l'adoption a été faite par une personne dont tous les descendants sont morts pour la Belgique.

Art. 135. Le montant du droit liquidé à charge du donataire est réduit de 2 p. c. par enfant légitime que ce donataire a au moment où l'impôt est acquis à l'Etat.

Cette réduction est portée, en faveur du conjoint donataire, à 4 p. c. par enfant légitime que ce conjoint a retenu de son mariage avec le donateur.

Pour l'application du présent article, l'enfant conçu est, pour autant qu'il naîsse viable, assimilé à l'enfant né. Les petits-enfants ne sont comptés que pour l'enfant dont ils sont issus.

Art. 136. Le bénéfice des réductions prévues à l'article précédent est subordonné à l'énonciation, dans l'acte de donation, des nom, prénoms, domicile, lieu et date de naissance des enfants légitimes du donataire; des nom, prénoms, lieu et date de naissance et de décès des enfants légitimes qui sont décédés en laissant eux-mêmes des enfants légitimes en vie; des nom, prénoms, domicile, lieu et date de naissance de ceux-ci.

Ces énonciations peuvent être faites dans une déclaration certifiée et signée au pied de l'acte par le donataire ou en son nom, par le notaire instrumentant, avant l'enregistrement.

En cas de naissance, après l'enregistrement, d'un enfant conçu avant l'exigibilité de l'impôt, ce qui a été perçu en trop est restitué sur demande de l'intéressé faite dans les deux ans de la naissance de l'enfant.

Le donataire qui a fait une déclaration inexacte relativement au nombre de ses descendants légitimes encourt une amende égale au droit éludé.

Art. 141 (*modifié par les articles 1^{er} de la loi du 14 août 1947, 12 de la loi du 23 décembre 1958 et 8 de la loi du 9 mai 1959.*) Sont assujettis à un droit de 225 francs :

- 1^o les contrats de mariage;
- 2^o les donations de biens à venir faites par contrat de mariage;
- 3^o les testaments.

Sont assimilées aux testaments, pour l'application du présent code, les donations de biens à venir faites entre époux pendant le mariage.

SECTION XV. — Significations d'avoué à avoué.

Art. 153 (*modifié par les articles 1^{er} de la loi du 14 août 1947 et 8 de la loi du 9 mai 1959.*) Le droit est fixé à 15 francs pour les significations d'avoué à avoué dans les procédures devant les cours et tribunaux.

Il n'est dû qu'un seul droit pour chaque acte de signification, quel que soit le nombre d'actes ou de faits signifiés.

SECTION XVI. — Actes d'appel des jugements.

Art. 154 (*modifié par les articles 1^{er} de la loi du 14 août 1947 et 8 de la loi du 9 mai 1959.*) Pour les déclarations et significations d'appel des jugements, le droit est fixé à 225 francs s'il s'agit de jugements d'un juge de paix et à 450 francs s'il s'agit de jugements d'un tribunal de première instance ou de commerce ou d'un jugement arbitral.

Il n'est dû qu'un seul droit sur chaque acte, quel que soit le nombre des demandeurs et des défendeurs.

SECTION XVII. — Pourvois en cassation.

Art. 155 (*modifié par les articles 1^{er} de la loi du 14 août 1947 et 8 de la loi du 9 mai 1959.*) Le droit est fixé à 1.350 francs pour les pourvois en cassation par requête, mémoire ou déclaration.

Art. 132. (*Wet van 14 augustus 1947, art. 5.*) Voor de toepassing van deze sectie wordt er geen rekening gehouden met de verwantschapsband voortspruitend uit aanneming.

Evenwel wordt, mits bewijs te verstrekken door belanghebbenden, het aangenomen kind gelijkgesteld met het wettig kind:

1^o wanneer het een kind is dat gesproten is uit een eerste huwelijk van de echtgenoot van de aannemende persoon;

2^o wanneer het, op 't ogenblik van de aanneming, pupil van de openbare onderstand of wees van een voor België gestorven vader was;

3^o wanneer het, tijdens zijn minderjarigheid en gedurende ten minste zes jaar, niet onderbroken bijstand en zorgen van de aannemende persoon ontvangen heeft;

4^o wanneer de aanneming gedaan werd door een persoon van wie al de afstammelingen voor België gestorven zijn.

Art. 135. Het bedrag van het ten laste van de begiftigde vereffend recht wordt verlaagd met 2 t. h. per wettig kind dat deze begiftigde heeft op het tijdstip waarop het recht aan de Staat verworven is.

Deze vermindering wordt ten gunste van de begiftigde echtgenoot, gebracht op 4 t. h. per wettig kind dat deze echtgenoot uit zijn huwelijk met de schenker heeft behouden.

Voor de toepassing van dit artikel wordt het ontvangen kind, voor zoveel het leefbaar ter wereld komt, gelijkgesteld met het geboren kind. De kleinkinderen tellen enkel voor het kind waaruit zij gesproten zijn.

Art. 136. Het voordeel der in vorig artikel voorziene verlagingen wordt afhankelijk gesteld van de vermelding in de akte van schenking, van naam, voornamen, woonplaats, plaats en datum van geboorte der wettige kinderen van de begiftigde; van naam, voornamen, plaats en datum van geboorte en van overlijden der wettige kinderen die vooroverleden zijn en zelf in leven zijnde wettige kinderen hebben nagelaten; van naam, voornamen, woonplaats, plaats en datum van geboorte van laatstgenoemden.

Deze vermeldingen mogen gedaan worden onderaan de akte in een verklaring vóór de registratie ondertekend en echt bevestigd door de begiftigde of, in zijn naam, door de werkende notaris,

Ingeval een kind, ontvangen vóór de eisbaarheid van de belasting, geboren wordt na de registratie, wordt hetgeen te veel werd geheven terugbetaald op aanvraag van de betrokken, te doen binnen twee jaar vanaf de geboorte van het kind.

De begiftigde die in verband met het aantal van zijn wettige afstammelingen een onjuiste verklaring heeft aangelegd, verbeurt een boete gelijk aan het ontdoken recht.

Art. 141 (*gewijzigd bij de artikelen 1 der wet van 14 augustus 1947, 12 der wet van 23 december 1958 en 8 der wet van 9 mei 1959.*) Zijn aan een recht van 225 frank onderworpen :

- 1^o de huwelijkscontracten;
- 2^o de schenkingen van toekomstige goederen bij huwelijkscontract;
- 3^o de testamenten.

Worden voor de toepassing van dit wetboek met testamenten gelijkgesteld, de schenkingen van toekomstige goederen gedaan tussen echtgenoten gedurende het huwelijk.

AFDELING XV. — Beteekeningen van pleitbezorger aan pleitbezorger.

Art. 153 (*gewijzigd bij de artikelen 1 der wet van 14 augustus 1947 en 8 der wet van 9 mei 1959.*) Het recht voor de betekeningen van pleitbezorger aan pleitbezorger in de procedures vóór de hoven en rechtbanken is op 15 frank vastgesteld.

Slechts één recht is verschuldigd voor iedere akte van betekening, welk ook het aantal betekende akten of feiten zij.

AFDELING XVI. — Akten van beroep van vonnissen.

Art. 154 (*gewijzigd bij de artikelen 1 der wet van 14 augustus 1947 en 8 der wet van 9 mei 1959.*) Voor de verklaringen en betekeningen van beroep van vonnissen, is het recht op 225 frank vastgesteld als het om vonnissen van een vrederechter gaat en op 450 frank als het om vonnissen van een rechtbank van eerste aanleg of van koophandel of om een scheidsrechterlijk vonnis gaat.

Slechts één recht is verschuldigd op iedere akte, welk ook het aantal eisers en verweerders zij.

AFDELING XVII. — Voorzieningen in verbreking.

Art. 155 (*gewijzigd bij de artikelen 1 der wet van 14 augustus 1947 en 8 der wet van 9 mei 1959.*) Het recht is op 1.350 frank vastgesteld voor de voorziening in verbreking bij rekwest, memorie of verklaring.

Ce droit est réduit à 600 francs pour les pourvois en matière répressive.

Il n'est dû qu'un seul droit, quel que soit le nombre des demandeurs et des défendeurs.

SECTION XIX. — Protêts.

Art. 157 (*modifié par les articles 2 de la loi du 14 août 1947 et 8 de la loi du 9 mai 1959*). Les actes de protêts et les actes de refus d'acceptation ou de paiement destinés à remplacer les protêts sont assujettis aux droits gradués indiqués ci-après, suivant le montant des effets auxquels ils se rapportent :

effets de moins de 5.000 francs	15 F
effets de 5.000 à 20.000 francs exclusivement	30 »
effets de 20.000 francs et plus	60 »

Art. 212. En cas de revente d'un immeuble que le vendeur ou ses auteurs ont acquis par un acte ayant subi le droit de 11 p. c. fixé pour les ventes, ce droit est restitué au revendeur à concurrence des neuf dixièmes si la revente est constatée par un acte authentique passé dans les trois mois de la date de l'acte d'acquisition.

Le droit est restitué à concurrence de moitié si la revente est constatée par un acte authentique passé dans les deux ans de la même date.

La restitution n'est toutefois pas applicable au droit afférent à la partie du prix et des charges de l'acquisition qui excède la somme ayant servi de base à la perception de l'impôt sur l'acte de revente.

Si la revente n'est que partielle, la demande en restitution détermine, par une ventilation contrôlée par l'administration, la portion du prix d'acquisition afférente à la partie revendue.

Art. 213. Est restitué à la société intéressée, sous déduction du droit fixe général, le droit de 6 p. c. perçu conformément à l'article 51, lorsque l'immeuble acquis est revendu par un acte authentique passé dans les dix ans de la date de l'acte d'acquisition.

Sont applicables à cette restitution, les dispositions des troisième et quatrième alinéas de l'article précédent.

SECTION Ibis. — Droit de rédaction.

Art. 270¹. (*Loi du 12 juillet 1960, art. 27.*) Il est perçu sur les actes des greffiers des cours et tribunaux ou passés devant eux, sans l'intervention des juges, un droit de rédaction.

Sont assimilées aux actes des greffiers des cours et tribunaux, les transcriptions, effectuées par les greffiers dans leurs registres, des déclarations d'appel ou de recours en cassation faites en matière répressive, par des personnes détenues ou internées.

Le montant du droit de rédaction est fixé :

1 ^o pour les justices de paix et les tribunaux de police à F	150
2 ^o pour les autres juridictions à ...	200

Toutefois, le droit est fixé à 600 francs pour les recours en cassation en matière répressive.

Art. 270². (*Loi du 12 juillet 1960, art. 27.*) Les actes de notoriété et les actes d'adoption passés devant les juges de paix sont assujettis à un droit de rédaction dont le montant est fixé à 150 F.

Art. 270³. (*Loi du 12 juillet 1960, art. 27.*) Les déclarations d'option de patrie sont assujetties à un droit de rédaction, dont le montant est fixé à 650 F.

Ce droit est sujet à restitution en cas de refus d'agrément par une décision définitive de la juridiction compétente.

SECTION II. — Droit d'expédition.

Art. 271. (*Loi du 12 juillet 1960, art. 28.*) Il est perçu sur les expéditions, copies ou extraits qui sont délivrés dans les greffes un droit d'expédition :

Dit droit est op 600 frank verlaagd voor de voorziening in verbreking in strafzaken.

Slechts één recht is verschuldigd, welk ook het aantal eisers en verweerders zij.

AFDELING XIX. — Protesten.

Art. 157 (*gewijzigd bij de artikelen 2 der wet van 14 augustus 1947 en 8 der wet van 9 mei 1959*). De akten van protest en de akten van non-acceptatie of van niet-betaling tot vervanging van de protesten zijn aan de hierna aangewezen gegradeerde rechten onderworpen, volgens het bedrag der effecten waarop zij betrekking hebben :

effecten van minder dan 5.000 frank	15 F
effecten van 5.000 tot beneden 20.000 frank	30 »
effecten van 20.000 frank en meer	60 »

Art. 212. Bij wederverkoop van een onroerend goed dat door de verkoper of zijn rechtsvoorgangers werd verkregen bij een akte, waarop het voor verkoop gevastgestelde recht van 11 t. h. werd betaald, wordt dit recht ten bedrage van de negen tienden aan de voortverkoper teruggegeven zo de wederverkoop vastgesteld is bij authentieke akte verleden binnen drie maand na de datum van de akte van verkrijging.

Het recht wordt ten bedrage van de helft teruggegeven, zo de wederverkoop wordt vastgesteld bij authentieke akte verleden binnen twee jaar na dezelfde datum.

Teruggaaf is echter niet van toepassing op het recht dat betrekking heeft op het gedeelte van de prijs en van de lasten van de verkrijging dat het bedrag overschrijdt hetwelk tot grondslag voor de heffing van de belasting op de akte van wederverkoop heeft gedien.

Geldt het een gedeeltelijke verkoop, dan wordt in de vordering tot teruggaaf, bij een door het bestuur gecontroleerde schifting, het deel van de prijs van aankoop bepaald, dat betrekking heeft op het wederverkocht gedeelte.

Art. 213. Wordt, onder aftrekking van het algemeen vast recht, aan de betrokken maatschappij teruggegeven het overeenkomstig artikel 51 geheven recht van 6 t. h., wanneer het aangekochte goed wordt wederverkocht bij authentieke akte verleden binnen tien jaar na de datum van de akte van verkrijging.

Zijn toepasselijk op deze teruggaaf, de bepalingen van de derde en de vierde alinea van voorgaand artikel.

AFDELING Ibis. — Opstelrecht.

Art. 270¹. (*Wet van 12 juli 1960, art. 27.*) Op akten van griffiers van hoven en rechtbanken of op akten die buiten beroeling van rechters voor hen zijn verleden, wordt een opstelrecht geheven.

Met akten van griffiers van hoven en rechtbanken worden gelijkgesteld, overschrijvingen gedaan door griffiers in hun registers, van de verklaringen van beroep of van voorziening in verbreking in strafzaken, door gedetineerden of geïnterneerden afgelegd.

Het bedrag van het opstelrecht wordt bepaald :

1 ^o voor de vrederechten en de politierechtbanken op F	150
2 ^o voor de andere rechtsmachten op ...	200

Het recht wordt echter op 600 F bepaald voor de voorzieningen in verbreking in strafzaken.

Art. 270². (*Wet van 12 juli 1960, art. 27.*) De akten van bekendheid en de akten van aanneming, die verleden worden ten overstaan van de vrederechters, zijn onderhevig aan een opstelrecht, waarvan het bedrag op 150 F wordt bepaald.

Art. 270³. (*Wet van 12 juli 1960, art. 27.*) De verklaringen van keus van vaderland zijn onderhevig aan een opstelrecht, waarvan het bedrag op 650 F wordt bepaald.

Dit recht is vatbaar voor teruggaaf in geval de inwilliging bij een eindbeslissing van het bevoegd gerecht wordt geweigerd.

AFDELING II. — Expeditierecht.

Art. 271. (*Wet van 12 juli 1960, art. 28.*) Op de in de griffies afgeleverde uitgiften, afschriften of uittreksels wordt een expeditierecht geheven van :

1^o de 20 F par page, dans les justices de paix et les tribunaux de police;

2^o de 40 F par page, dans les tribunaux de première instance, les tribunaux de commerce, les tribunaux correctionnels et les conseils de guerre;

3^o de 50 F par page, dans les cours d'appel, les cours d'assises et la Cour militaire;

4^o de 70 F par page, à la Cour de cassation.

Le droit est fixé à 40 F par page pour les expéditions, copies ou extraits tirés des archives des conseils de guerre en campagne déposées à la Cour militaire.

Art. 272. (*Loi du 12 juillet 1960, art. 28.*) Quel que soit le greffe dans lequel s'opère la délivrance, le droit est toutefois fixé à 10 francs par page, sans pouvoir être inférieur à 20 francs pour chaque expédition, copie ou extrait délivré :

1^o pour les copies non signées;

2^o pour les expéditions, copies ou extraits tirés des registres de l'état civil ou des registres contenant les actes relatifs à l'acquisition, au recouvrement, à la conservation et à la perte de la nationalité.

Le même droit est dû pour les expéditions, copies ou extraits des actes, jugements et arrêts délivrés en matière fiscale, électorale, de milice ou de validation des élections des membres des tribunaux de commerce et des conseils de prud'hommes. Ces pièces portent en tête l'énonciation de leur destination; elles ne peuvent servir à d'autres fins.

Art. 273. (*Loi du 12 juillet 1960, art. 28.*) Le droit est calculé par page, de l'arrêt, du jugement ou de l'acte, reproduite dans l'expédition, la copie ou l'extrait.

Toutefois, le droit est calculé uniformément à raison d'une page pour les extraits délivrés en exécution de l'article 121 du Règlement général sur les frais de justice en matière répressive.

Art. 274. (*Loi du 12 juillet 1960, art. 28.*) Lorsque plusieurs arrêts, jugements ou actes sont reproduits dans une expédition, une copie ou un extrait, le droit est calculé par page de chacun de ces documents, sans qu'il puisse être perçu, pour chacun d'eux, moins que le droit dû pour une page.

SECTION III. — Droits de légalisation et de recherche.

Art. 275 (modifié par les articles 1^{er} de la loi du 14 août 1947 et 8 de la loi du 9 mai 1959). Il est perçu, dans les greffes des cours et tribunaux, un droit de 6 francs sur chaque légalisation d'actes des officiers publics.

Art. 276 (modifié par les articles 1^{er} de la loi du 14 août 1947 et 8 de la loi du 9 mai 1959). Il est perçu, dans les cours et tribunaux désignés à l'article 271, pour la recherche des actes, jugements et arrêts, un droit de 15 francs par document recherché.

SECTION IV. — Droit d'inscription au registre du commerce et au registre de l'artisanat.

Art. 277. (*Loi du 3 juillet 1956, art. 47.*) Il est perçu pour les inscriptions au registre du commerce :

1^o un droit de 200 francs pour chaque immatriculation;

2^o un droit de 100 francs pour chaque inscription modificative.

Les inscriptions modificatives faites d'office sont exemptées du droit.

Art. 278. (*Loi du 18 mars 1965, art. 37, § 3.*) Il est perçu pour les inscriptions au registre de l'artisanat :

1^o un droit de 100 francs pour chaque immatriculation;

2^o un droit de 50 francs pour chaque inscription modificative.

Les inscriptions modificatives faites d'office sont exemptées du droit.

1^o 20 F per bladzijde in de vrederechten en politierechtbanken;

2^o 40 F per bladzijde in de rechtbanken van eerste aanleg, de handelsrechtbanken, de correctionele rechtbanken en de krijsraden;

3^o 50 F per bladzijde in de beroepshoven, de assisenhoven en het Militair Gerechtshof;

4^o 70 F per bladzijde in het Verbrekingshof.

Het recht wordt op 40 F per bladzijde bepaald voor de uitgiften, afschriften of uittreksels uit het bij het Militair Gerechtshof neergelegd archief van de krijsraden te velde.

Art. 272. (*Wet van 12 juli 1960, art. 28.*) Het recht wordt echter op 10 frank per bladzijde bepaald, zonder lager te mogen zijn dan 20 frank voor iedere afgeleverde uitgafte, afschrift of uittreksel, onverschillig op welke griffie de aflevering geschiedt :

1^o voor niet ondertekende afschriften;

2^o voor uitgaven, afschriften of uittreksels uit de registers van de burgerlijke stand of uit de registers welke de akten betreffende het verkrijgen, het herkrijgen, het behoud en het verlies van nationaliteit bevatten.

Hetzelfde recht is verschuldigd voor uitgaven, afschriften en uittreksels uit akten, vonnissen en arresten afgeleverd in fiscale zaken, in kieszaken, militiezaken of geldigverklaring van de verkiezingen van de leden der handelsrechtbanken en werkrechtersraden. Deze stukken dragen bovenaan de vermelding van hun bestemming; zij mogen tot geen andere doeleinden dienen.

Art. 273. (*Wet van 12 juli 1960, art. 28.*) Het recht wordt berekend per bladzijde van het arrest, het vonnis of de akte, welke in de uitgafte, het afschrift of het uittreksel wordt weergegeven.

Het recht wordt evenwel éénvorming berekend alsof er slechts één bladzijde was, voor de uittreksels die worden afgeleverd ter uitvoering van artikel 121 van het Algemeen Reglement op de gerechtskosten in strafzaken.

Art. 274. (*Wet van 12 juli 1960, art. 28.*) Wanneer in een uitgafte, afschrift of uittreksel meerdere arresten, vonnissen of akten worden weergegeven, wordt het recht berekend per bladzijde van elk dezer documenten, zonder dat er, voor ieder van deze documenten, minder mag geheven worden dan het recht verschuldigd voor één bladzijde.

AFDELING III. — Legalisatie- en opzoekingsrechten.

Art. 275 (gewijzigd bij de artikelen 1 der wet van 14 augustus 1947 en 8 der wet van 9 mei 1959). In de griffies der hoven en rechthanden wordt een recht van 6 frank geheven op elke legalisatie van akten van openbare ambtenaren.

Art. 276 (gewijzigd bij de artikelen 1 der wet van 14 augustus 1947 en 8 der wet van 9 mei 1959). In de onder artikel 271 aangewezen hoven en rechthanden wordt er, voor het opzoeken van akten, vonnissen en arresten, een recht van 15 frank per opgezocht bescheid geheven.

AFDELING IV. — Recht van inschrijving in het handelsregister en in het ambachtsregister.

Art. 277. (*Wet van 3 juli 1956, art. 47.*) Voor de inschrijvingen in het handelsregister wordt geheven :

1^o een recht van 200 frank voor elke inschrijving;

2^o een recht van 100 frank voor elke wijziging.

De ambtshalve aangebrachte wijzigingen zijn van het recht vrijgesteld.

Art. 278. (*Wet van 18 maart 1965, art. 37, § 3.*) Voor de inschrijvingen in het ambachtsregister wordt geheven :

1^o een recht van 100 frank voor elke inschrijving;

2^o een recht van 50 frank voor elke wijziging.

De ambtshalve aangebrachte wijzigingen zijn van het recht vrijgesteld.

3. Code des droits de timbre.

Art. 4 (modifié par les articles 1^{er} de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947 et 9 de la loi du 9 mai 1959). Sont assujettis à un droit de 50 francs par feuille, à l'exclusion de tout autre droit résultant du présent chapitre :

1^o les actes des notaires et les expéditions, copies ou extraits qu'ils délivrent;

2^o (modifié par l'article 48, § 4, de la loi du 5 juillet 1963) les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels, dressés par les huissiers de justice; leurs expéditions, copies ou extraits.

Art. 5 (modifié par les articles 1^{er} de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947, 9 de la loi du 9 mai 1959 et 48, § 4, de la loi du 5 juillet 1963). Sont assujettis au même droit de 50 francs par feuille, les répertoires dont la tenue est imposée aux notaires et aux huissiers de justice.

Art. 7 (modifié par les articles 1^{er} de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947 et 9 de la loi du 9 mai 1959). Sont assujettis à un droit calculé à raison de 40 francs par feuillet, les registres de dépôt, d'inscription et de transcription tenus par les conservateurs des hypothèques, à l'exception du double du registre de dépôt et, le cas échéant, des registres reconstitués.

Art. 8 (modifié par les articles 1^{er} de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947 et 9 de la loi du 9 mai 1959). Sont assujettis à un droit de 30 francs :

1^o (modifié par l'article 48, § 4, de la loi du 5 juillet 1963) les actes des huissiers de justice, autres que les protêts et que les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels; les expéditions, copies ou extraits des dits actes;

2^o (abrogé par l'article 33 de la loi du 12 juillet 1960);

3^o les actes et conclusions des avoués près les cours et tribunaux, tant en original qu'en copie ou expédition; les requêtes aux juges, cours et tribunaux; les avis ou consultations des avocats, rédigés dans les cas où ils sont exigés par la loi; tous actes de procédure devant les cours et tribunaux, faits ou dressés par les parties ou en leur nom; les déclarations de comparution volontaire des parties devant le juge de paix;

4^o les actes des avocats à la cour de cassation; leurs expéditions, copies ou extraits;

5^o les rapports dressés par les experts ou arbitres nommés en justice ou désignés par les parties en exécution d'une décision judiciaire;

6^o les traductions faites par les traducteurs jurés en cette qualité;

7^o les compromis, les conclusions prises devant les arbitres et les sentences arbitrales;

8^o les actes portant acquiescement aux décisions judiciaires ou aux sentences arbitrales, et ceux contenant désistement d'instances portées en justice ou devant des arbitres;

9^o les contraintes tendant au recouvrement de sommes dont le paiement est poursuivi par les administrations et établissements publics;

10^o (modifié par l'article 48, § 4, de la loi du 5 juillet 1963) les procès-verbaux de vente publique d'objets mobiliers corporels, autres que ceux des notaires et des huissiers de justice; leurs expéditions, copies ou extraits;

11^o et 12^o (abrogés par l'article 33 de la loi du 12 juillet 1960);

13^o les extraits, délivrés à des particuliers, des registres de l'état civil et des registres tenus par les officiers de l'état civil pour les actes concernant l'acquisition, le recouvrement, la conservation et la perte de la nationalité; les certificats délivrés à des particuliers par les officiers de l'état civil, par les bourgmestres ou par leurs délégués, pour attester des faits résultant des dits registres; les actes de publication de mariage;

14^o les certificats d'identité, de nationalité, de domicile ou de résidence et les certificats de bonne conduite ou de moralité, délivrés à des particuliers par les bourgmestres ou leurs délégués;

15^o les actes passés à l'intervention de particuliers ou qui leur sont délivrés soit en original, brevet, expédition, copie ou extrait, soit sous forme de certificat, lettre ou autre écrit quelconque, pour faire titre d'une concession, permission ou autorisation ayant pour objet l'usage du domaine public ou privé de l'Etat, des provinces, des communes et des établissements publics ou l'exercice d'une activité dont le monopole est réservé à ces organismes, encore que le prix de la concession, permission ou autorisation aurait le caractère d'un impôt; les actes portant cession des droits résultant d'une concession, permission ou autorisation visée ci-dessus.

3. Wetboek der zegelrechten.

Art. 4 (gewijzigd bij de artikelen 1 van het besluit van de Régent van 16 september 1947 en 9 der wet van 9 mei 1959). Worden onderworpen aan een recht van 50 frank per vel, met uitsluiting van alle ander door onderhavig hoofdstuk voorzien recht :

1^o de akten van notarissen en de uitgaven, afschriften of uittreksels welke zij afleveren;

2^o (gewijzigd bij artikel 48, § 4, der wet van 5 juli 1963) de door gerechtsdeurwaarders opgemaakte processen-verbaal van openbare verkoop van lichamelijke roerende voorwerpen; hun uitgaven, afschriften of uittreksels.

Art. 5 (gewijzigd bij de artikelen 1 van het besluit van de Régent van 16 september 1947, 9 der wet van 9 mei 1959 en 48, § 4, der wet van 5 juli 1963). Worden aan hetzelfde recht van 50 frank per vel onderworpen, de repertoriën die notarissen en gerechtsdeurwaarders verplicht zijn te houden.

Art. 7 (gewijzigd bij de artikelen 1 van het besluit van de Régent van 16 september 1947 en 9 der wet van 9 mei 1959). Worden onderworpen aan een recht berekend tegen 40 frank per blad, de door de hypotheekbewaarders gehouden registers van neerlegging, inschrijving en overschrijving, uitgenomen het dubbel van het register van neerlegging en, desgevallend, de herstelde registers.

Art. 8 (gewijzigd bij de artikelen 1 van het besluit van de Régent van 16 september 1947 en 9 der wet van 9 mei 1959). Worden onderworpen aan een recht van 30 frank :

1^o (gewijzigd bij artikel 48, § 4, der wet van 5 juli 1963) de akten van gerechtsdeurwaarders, andere dan de protesten en de processen-verbaal van openbare verkoop van lichamelijke roerende voorwerpen; de uitgaven, afschriften of uittreksels uit bedoelde akten;

2^o (opgeheven bij artikel 33 der wet van 12 juli 1960);

3^o de akten en besluiten van pleitbezorgers bij de hoven en rechtbanken, zowel in origineel als in afschrift of uitgave; de verzoekschriften aan rechters, hoven en rechtbanken; de adviezen of raadplegingen van advocaten, opgemaakt in de gevallen waarin ze door de wet worden vereist; alle akten van rechtspleging vóór de hoven en rechtbanken, door partijen opgesteld of in hun naam opgemaakt; de verklaringen van vrijwillig verschijnen van partijen vóór de vrederechter;

4^o de akten van advocaten bij het hof van verbreking, hun uitgaven, afschriften of uittreksels;

5^o de verslagen opgemaakt door de deskundigen of scheidsrechters die in rechte benoemd werden of door partijen aangesteld werden ter uitvoering van een rechterlijke beslissing;

6^o de vertalingen opgemaakt door beëdigde vertalers die als dusdanig optreden;

7^o de compromissen, de vóór scheidsrechters genomen besluiten en de scheidsrechterlijke uitspraken;

8^o de akten houdende berusting in rechterlijke beslissingen of in scheidsrechterlijke uitspraken, en die houdende intrekking van vóór het gerecht of vóór scheidsrechters ingeleide rechtsgedingen;

9^o de dwangschriften strekkend tot invordering van sommen waarvan de betaling door de openbare besturen en instellingen wordt vervolgd;

10^o (gewijzigd bij artikel 48, § 4, der wet van 5 juli 1963) de processen-verbaal van openbare verkoop van lichamelijke roerende voorwerpen, andere dan die van notarissen en gerechtsdeurwaarders; hun uitgaven, afschriften of uittreksels;

11^o en 12^o (opgeheven bij artikel 33 der wet van 12 juli 1960);

13^o de aan particulieren afgeleverde uittreksels uit de registers van de burgerlijke stand en uit de registers gehouden door de ambtenaren van de burgerlijke stand voor de akten betreffende het verkrijgen, het herkrijgen, het behoud en het verlies van nationaliteit; de door ambtenaren van de burgerlijke stand, door burgemeesters of door hun aangewezenen aan particulieren afgeleverde getuigschriften tot attestatie van feiten die blijken uit bedoelde registers; de akten van huwelijksafkondiging;

14^o de getuigschriften van identiteit, nationaliteit, domicilie of verblijf en de getuigschriften van goed gedrag en zeden, aan particulieren afgeleverd door burgemeesters of hun aangewezenen;

15^o de akten verleend niet tussenkomst van particulieren of die welke hun hetzij in origineel, brevet, uitgave, afschrift of uittreksel, hetzij onder vorm van getuigschrift, brief of eerder welk geschrift worden afgeleverd, om als titel te gelden van een vergunning, verlof of machting strekkend tot gebruik van het openbaar of privaat domein van de Staat, provinciën, gemeenten en openbare instellingen, of tot het uitoefenen van een bedrijvigheid waarvan het monopolie aan die organismen is voorbehouden, al mocht de prijs van de vergunning, verlof of machting het karakter van een belasting vertonen; de akten houdende afstand van rechten spruitend uit een hierboven bedoelde vergunning, verlof of machting.

La présente disposition n'est toutefois pas applicable lorsque la concession, permission ou autorisation est consentie à titre gratuit ou pour une durée qui n'excède pas un jour;

16° les actes passés ou délivrés dans les mêmes conditions, pour faire titre d'une autorisation, agrément ou approbation qui est accordée, en exécution de lois et règlements de droit public ou administratif : a) aux fins de l'exercice d'une activité professionnelle; b) en vue d'établir, modifier, réparer ou supprimer des constructions, plantations ou ouvrages immobiliers de toute nature; c) en vue d'installer, modifier ou déplacer un établissement classé comme dangereux, insalubre ou incompatible; d) en vue d'établir à demeure sur un immeuble, modifier ou déplacer des enseignes, des objets en saillie sur la voie publique ou tous autres prévus par les règlements; e) en vue de détenir des pigeons voyageurs; f) en vue de représenter des films cinématographiques;

17° les certificats d'immatriculation et les permis de circulation de véhicules automoteurs; les certificats d'immatriculation et les certificats ou licences de navigabilité d'aéronefs;

18° les certificats de jaugeage des navires et bateaux, remis aux intéressés; les actes de dispense de jaugeage; les permis de navigation; les certificats de sécurité et les documents en tenant lieu; les lettres de mer; les certificats de propriété et ceux de nationalité des bateaux de pêche;

19° les rôles d'équipages des navires de commerce et des bateaux de pêche; leurs expéditions, copies ou extraits;

20° les duplicata, remis aux déposants, des actes de dépôt des demandes de brevets; ceux des descriptions et dessins déposés de l'objet des inventions;

21° les copies ou extraits, remis à des particuliers par les receveurs de l'enregistrement et des domaines, de leurs registres ou documents et les certificats qu'ils leur délivrent d'après ceux-ci;

22° les expéditions, copies ou extraits d'actes ou de documents quelconques délivrés à des particuliers par les administrations de l'Etat, des provinces, des communes et des établissements publics, à l'exclusion de ceux qui sont délivrés d'office à titre de notification;

23° les actes translatifs ou déclaratifs de propriété ou d'usufruit d'immeubles;

24° les actes portant bail, sous-bail ou cession de bail d'immeubles.

Ne sont pas considérés comme immeubles, pour l'application de cette disposition, les coffres-forts donnés en location par des personnes, des associations, collectivités ou sociétés se livrant habituellement à la location de coffres-fort;

25° les actes ou procès-verbaux de bornage ou de délimitation d'immeubles et les plans qui s'y rattachent;

26° les bordereaux, requêtes ou autres pièces, signés ou non signés, dressés aux fins d'inscription, transcription, immatriculation, radiation ou mention marginale au bureau des hypothèques, à l'exception du double du bordereau écrit sur la même feuille de papier timbré que l'expédition du titre.

Art. 9 (modifié par les articles 1^{er} de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947 et 9 de la loi du 9 mai 1959). Sont assujettis à un droit de 25 francs, les reconnaissances de remise d'actes et pièces, les actes de refus de transcription de saisie ainsi que les certificats, copies et extraits, délivrés par les conservateurs des hypothèques.

Art. 10 (modifié par les articles 1^{er} de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947 et 9 de la loi du 9 mai 1959). Sont assujettis à un droit de 3 francs, les protéts et les déclarations de refus d'acceptation ou de paiement qui en tiennent lieu.

Art. 11 (modifié par les articles 1^{er} de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947 et 9 de la loi du 9 mai 1959). Sont assujettis à un droit de 2 francs :

1^o les actes de prêt ou d'ouverture de crédit consentis par les banquiers et ceux contenant obligation ou reconnaissance de somme ou nantissement au profit de banquiers, lorsqu'ils ne sont pas autrement tarifés;

2^o les écrits nominatifs, signés ou non signés, que délivrent à des particuliers les banquiers, les agents de change et les agents de change correspondants, pour constater un reçu ou une reconnaissance de somme, lorsqu'ils ne sont pas autrement tarifés; les reçus de sommes qui leur sont délivrés par les particuliers;

3^o les récipissés ou autres écrits, signés ou non signés, que délivrent à des particuliers les banquiers, les agents de change et les agents de change correspondants, pour constater une remise ou un dépôt de titres ou pièces; les récipissés de titres ou pièces qui leur sont délivrés par les particuliers;

4^o les arrêtés et extraits de compte, signés ou non signés, dressés par les banquiers à destination de particuliers, non compris les états de

Onderhavige bepaling is echter niet van toepassing wanneer de vergunning, het verlof of de machtiging kosteloos of voor een duur niet langer dan één dag verleend wordt:

16° de akten verleden of afgeleverd in dezelfde voorwaarden om tot titel te strekken van een machtiging, aanname of goedkeuring weke ter uitvoering van wetten of reglementen van publiek of administratief recht wordt verleend: a) tot het uitoefenen van een beroepsbedrijvigheid; b) om bouwwerken, plantages of onroerende werken van alle aard aan te leggen, te wijzigen, te herstellen of op te ruimen; c) om een als gevaarlijk, ongezond of hinderlijk geklasseerde inrichting in te stellen, te wijzigen of te verplaatsen; d) om uthangborden, boven de openbare weg uitstekende voorwerpen of alle dergelijke voorwerpen die door de reglementen voorzien zijn blijvend aan een gebouw te hechten, te wijzigen of te verplaatsen; e) om postduiven te houden; f) om bioscoopfilms te vertonen;

17° de inschrijvingsbewijzen en de verkeersverloven voor motorvoertuigen; de inschrijvingsbewijzen en de bewijzen of licenties van luchtvaardigheid der luchtaartuigen;

18° de meetbrieken voor schepen en boten, afgeleverd aan belanghebbenden; de akten van vrijstelling van scheepsmeting; de scheepvaartbewijzen; de veiligheidsbewijzen en de bescheiden die ze vervangen; de zeepassen; de eigendomsbewijzen en de nationaliteitsbewijzen der vissersboten;

19° de monsterrollen der koopvaardijschepen en der vissersboten; hun uitgiften, afschriften of uittreksels;

20° de aan de deponenten verstrekte duplicaten van de akten van neerlegging van octrooiaanvragen; die van gedeponeerde beschrijvingen en tekeningen van het voorwerp der uitvinding;

21° de door ontvangers der registratie en domeinen aan particulieren afgeleverde afschriften of uittreksels uit hun registers of bescheiden, en de getuigschriften die zij hun afleveren aan de hand van die registers en bescheiden;

22° de uitgiften, afschriften of uittreksels uit eender welke akten of bescheiden afgeleverd aan particulieren door de besturen van de staat, de provinciën, de gemeenten en de openbare instellingen, met uitsluiting van die welke van ambtswege ten titel van kennisgeving worden uitgereikt;

23° de akten waarbij eigendom of vruchtgebruik van onroerende goederen overgedragen of aangewezen wordt;

24° de akten houdende verhuring, onderverhuring of overdracht van huur van onroerende goederen,

Worden voor de toepassing van deze beschikking niet als onroerende goederen beschouwd, de brandkasten in huur gegeven door personen, verenigingen, gemeenschappen of vennootschappen die gewoonlijk brandkasten verhuren;

25° de akten of processen-verbaal van afdeling of van afbakening van onroerende goederen en de ermde verband houdende plannen;

26° de al dan niet ondertekende borderellen, verzoekschriften of andere stukken, opgemaakt met het oog op inschrijving, overschrijving, immatriculatie, doorhaling of randvermelding ten kantore der hypotheken, met uitzondering van het dubbel van het borderel dat op hetzelfde blad gezegeld papier als de uitgave van de titel geschreven is.

Art. 9 (gewijzigd bij de artikelen 1 van het besluit van de Regent van 16 september 1947 en 9 der wet van 9 mei 1959). Worden onderworpen aan een recht van 25 frank de bewijsschriften voor afgifte van akten en stukken, de akten van weigering tot overschrijving van beslaglegging zomede de getuigschriften, afschriften of uittreksels afgeleverd door de hypothekbewaarders.

Art. 10 (gewijzigd bij de artikelen 1 van het besluit van de Regent van 16 september 1947 en 9 der wet van 9 mei 1959). Worden onderworpen aan een recht van 3 frank, de protesten en de verklaringen van non-acceptatie of niet-betaling die ze vervangen.

Art. 11 (gewijzigd bij de artikelen 1 van het besluit van de Regent van 16 september 1947 en 9 der wet van 9 mei 1959). Worden onderworpen aan een recht van 2 frank :

1^o de akten van geldlening of van kredietopening toegestaan door bankiers en de akten houdende schuldverbintenis of schuldbekentenis van geldsommen of pandgeving ten bate van bankiers, wanneer zij niet anders getarifeerd zijn;

2^o de al dan niet ondertekende geschriften op naam, welke de bankiers, de wisselagenten en de wisselagentcorrespondenten aan particulieren afleveren om tot ontvangstbewijs of schuldbekentenis van geldsommen te strekken, wanneer zij niet anders getarifeerd zijn; de ontvangstbewijzen van geldsommen welke hun door particulieren worden afgeleverd;

3^o de al dan niet ondertekende ontvangstbewijzen of andere geschriften welke de bankiers, de wisselagenten en de wisselagentcorrespondenten aan particulieren afleveren ten blyke van een afgifte of een neerlegging van effecten of stukken; de ontvangstbewijzen van effecten of stukken welke hun door particulieren worden afgeleverd;

4^o de al dan niet ondertekende afsluitingen en uitbreksels uit rekening opgemaakt door de bankiers en bestemd voor particulieren, met uitslui-

situation qui sont délivrés au titulaire d'un compte à titre de simple renseignement et sans mention d'intérêts, entre les dates fixées pour l'envoï périodique des extraits de compte;

5^e les bulletins de souscription à des actions ou obligations et, plus généralement, à des fonds publics belges ou étrangers quelle que soit leur dénomination;

6^e les récépissés ou certificats, signés ou non signés, constatant le dépôt de titres en vue d'assister à une assemblée d'actionnaires ou d'obligataires et les décharges données lors du retrait de ces titres;

7^e (abrogé par l'article 2 de la loi du 14 juillet 1951).

Art. 14. Sont assujettis à un droit de 0,50 pour mille, sur la base de la somme y exprimée, arrondie, le cas échéant, au millier de francs supérieur, les billets à ordre et lettres de change ou mandats à ordre, ainsi que les chèques autres que ceux tirés sur un banquier, à l'exclusion des chèques postaux.

Sont considérés comme n'étant pas tirés sur un banquier, les chèques domiciliés chez un banquier et ceux qui sont tirés sur un banquier pour compte d'un tiers donneur d'ordre.

Sont soumis au même droit :

1^e l'endossement porté par l'auteur d'une facture sur l'exemplaire de celle-ci destiné au cessionnaire ou au gagiste de la créance du prix;

2^e (loi du 5 mai 1958, art. 10, modifié par l'article 2 de la loi du 31 décembre 1958) la mention inscrite sur un warrant, autre qu'un warrant charbonnier, pour constater une obligation de somme au profit du porteur de ce titre;

3^e les reconnaissances de sommes au porteur, à titre de dépôt ou autrement, signées par les banquiers.

Le paiement du droit établi par le présent article exclut l'exigibilité d'un autre droit sur l'endossement, acceptation, aval ou acquit dont le titre est revêtu.

Art. 21 (modifié par les articles 1er de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947, 9 de la loi du 9 mai 1959 et 23 de la loi du 14 avril 1965). Le droit est fixé à 30 francs pour tous actes et écrits, signés ou non signés, autres que ceux qui sont tarifés par les articles 4 à 14.

Art. 30 (modifié par l'article 9 de la loi du 9 mai 1959). Sans préjudice des dispositions résultant de lois particulières, il ne peut être fait usage, pour les actes, expéditions, copies et extraits visés à l'article 4, que de papiers timbrés débités par l'administration.

La même prescription est applicable aux répertoires dont il est question à l'article 5, sauf en ce qui concerne les doubles des répertoires des notaires établis sous forme de copies photographiques.

La feuille de papier timbré, déployée, à une hauteur de 0m2973 et une largeur de 0m4204, soit une superficie de 12,5 décimètres carrés.

Le Ministre des Finances ou son délégué peut, dans des cas particuliers, accorder des dérogations à la règle exprimée au premier alinéa qui précède.

Art. 31. (Loi du 9 mai 1959, art. 9.) Lorsque, pour les actes, expéditions, copies et extraits visés à l'article 4 et pour les répertoires visés à l'article 5, il n'a pas été fait usage de papiers timbrés débités par l'administration, le droit est calculé à raison de 50 francs par feuille n'excédant pas 12,5 décimètres carrés. Si cette dimension est dépassée, le droit est porté au double.

Art. 32. Pour l'application des articles 4 et 5, toute feuille d'écriture commencée est comptée comme feuille entière.

Toutefois l'espace demeuré libre d'une feuille de papier timbré ayant servi à la rédaction d'un acte visé à l'article 4, peut être employé pour écrire un autre acte tarifé par la même disposition.

Art. 33. (Loi du 9 mai 1959, art. 9.) Les papiers timbrés employés pour les actes, procès-verbaux, expéditions, copies ou extraits visés à l'article 4 ne peuvent contenir, compensation faite d'une feuille à l'autre, plus de cinquante lignes par page et vingt syllabes par ligne.

Art. 38 (modifié par les articles 1^e de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947 et 9 de la loi du 9 mai 1959). Les feuilles timbrées au taux de 50 francs, débitées par l'administration selon les prévisions de

ting van de opgaven van toestand welke aan de titularis van een rekening ten titel van een eenvoudige inlichting en zonder melding van interessen worden aangeleverd, tussen de data vastgesteld voor de periodieke verzending van rekeninguittreksels:

5^e de inschrijvingsbulletins op aandelen of obligatiën en, over 't algemeen, op Belgische of buitenlandse publieke fondsen, welke ook hun benaming zij;

6^e de al dan niet ondertekende ontvangstbewijzen of getuigschriften, tot vaststelling van het neerleggen van effecten om een vergadering van aandeel- of obligatiehouders te kunnen bijwonen alsmede de ontlastingen verstrekt bij het terugnemen van die effecten;

7^e (opgeheven bij artikel 2 der wet van 14 juli 1951).

Art. 14. Worden onderworpen aan een recht van 0,50 per duizend, op een grondslag gelijk aan de er in uitgedrukte som, gebeurlijk afgerond tot het hoger duizental frank, de orderbriefjes en wisselbrieven of ordermandaten, alsmede de andere checks dan die getrokken op een bankier, niet uitsluiting der postchecks.

Worden beschouwd als niet op een bankier te zijn getrokken, de bij een bankier aangewezen checks, en die welke getrokken zijn op een bankier voor rekening van een derde ordergever.

Zijn aan hetzelfde recht onderworpen :

1^e het endossement aangebracht door de opsteller van een factuur op het exemplaar er van dat bestemd is voor de overnemer of pandhouder van de schuldbordering van de prijs;

2^e (wet van 5 mei 1958, art. 10, gewijzigd bij artikel 2 der wet van 31 december 1958) de op een warrant, andere dan een kolenwarrant, geschreven melding tot vaststelling van een schuldbekentenis van geldsom in voordeel van de houder van die titel;

3^e de door de bankiers ondertekende schuldbekentissen van geldsommen aan toonder, ten titel van deposito of anderszins.

De betaling van het bij onderhavig artikel gevestigd recht sluit de vorderbaarheid uit van een ander recht op het endossement, de aanvaarding, het aval of de kwijting die op het effect worden aangebracht.

Art. 21 (gewijzigd bij de artikelen 1 van het besluit van de Régent van 16 september 1947, 9 der wet van 9 mei 1959 en 23 der wet van 14 april 1965). Het recht wordt vastgesteld op 30 frank voor alie al dan niet ondertekende akten en geschriften, andere dan die welke bij de artikelen 4 tot 14 getarificeerd zijn.

Art. 30 (gewijzigd bij artikel 9 der wet van 9 mei 1959). Onvermindert de bepalingen spruitende uit bijzondere wetten, mag er voor de in artikel 4 beoogde akten, uitgiften, afschriften en uittreksels, slechts gebruik gemaakt worden van het door het bestuur verkocht gezeeld papier.

Hetzelfde voorschrift is van toepassing op de repertoriën waarvan spraak in artikel 5, behalve wat betreft de in de vorm van fotocopie opgemaakte dubbels van de repertoriën van de notarissen.

Het ontvouwen vel gezegeld papier heeft een hoogte van 0m2973, en een breedte van 0m4204, 't zij oppervlakte van 12,5 vierkante decimeter.

De Minister van Financiën of zijn afgevaardigde kan in bijzondere gevallen afwijkingen toestaan aan de in vorenstaande eerste alinea uitgedrukte regel.

Art. 31. (Wet van 9 mei 1959, art. 9.) Werd er voor de in artikel 4 beoogde akten, uitgiften en uittreksels en voor de in artikel 5 beoogde repertoriën geen gebruik gemaakt van door het bestuur verkocht gezeeld papier, dan wordt het recht berekend tegen 50 frank per vel dat niet groter is dan 12,5 vierkante decimeter. Wordt die afmeting overschreden, dan wordt het recht tot het dubbel opgevoerd.

Art. 32. Voor de toepassing van artikelen 4 en 5, telt elk begonnen vel geschrift voor een geheel vel.

De open gebleven plaatsruimte op een vel gezegeld papier dat gedient heeft tot het opmaken van een in artikel 4 beoogde akte mag echter gebruikt worden om er een andere door dezelfde bepaling getarificeerde akte op te schrijven.

Art. 33. (Wet van 9 mei 1959, art. 9.) Het gezegeld papier dat gebruikt wordt voor de bij artikel 4 bedoelde akten, processen-verbaal, uitgiften, afschriften of uittreksels mag, de bladen door elkaar gerekend, niet meer dan vijftig regels per bladzijde en twintig lettergropen per regel beherzen.

Art. 38 (gewijzigd bij de artikelen 1 van het besluit van de Régent van 16 september 1947 en 9 der wet van 9 mei 1959). De tegen het bedrag van 50 frank gezegelde vellen papier, die volgens hetgeen voor-

l'article 30, peuvent être utilisées pour la rédaction des actes et écrits visés aux articles 8 et 21. Le droit ainsi payé reste acquis à l'Etat.

4. Code des taxes assimilées au timbre.

Art. 84 (*modifié par les articles 1^{er} de l'arrêté royal du 18 décembre 1929, 1^{er} de l'arrêté royal du 21 décembre 1929, 1^{er} de la loi du 2 juillet 1930, 15 de l'arrêté-loi du 3 janvier 1933, 1^{er} de l'arrêté-loi du 3 juillet 1939; 1^{er} de la loi du 17 août 1948, 1^{er} de la loi du 13 juillet 1955, 120 de la loi du 14 février 1961, 8 de la loi du 22 mars 1965, 1^{er} de la loi du 27 décembre 1965 et 1^{er} de l'arrêté royal du 7 décembre 1966*). § 1er. Il est établi une taxe de luxe de 17 p. c., de 18 p. c. ou de 20 p. c. sur la transmission entre vifs des objets qui, en raison de leur nature ou de leur prix, seront désignés comme articles de luxe par des arrêtés royaux.

Ces arrêtés seront soumis à la ratification législative immédiatement si les Chambres sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session; ils resteront applicables jusqu'à la mise en vigueur de la loi statuant sur leur ratification.

La même procédure sera suivie pour les modifications à apporter au classement dans la suite.

§ 2. Le taux de la taxe de luxe est réduit à 15 p. c. pour la transmission des voitures automobiles que l'acquéreur affecte exclusivement à un service de taxis ou à la location avec chauffeur. Le Roi fixe les conditions auxquelles l'application du taux réduit est subordonnée.

Art. 93 (*modifié par les articles 1^{er} de l'arrêté royal du 18 décembre 1929, 1^{er} de l'arrêté royal du 21 décembre 1929, 1^{er} de la loi du 2 juillet 1930, 10 de la loi du 22 juillet 1931, 15 de l'arrêté-loi du 13 janvier 1933, 36 de l'arrêté-loi du 28 février 1935, 6 de l'arrêté-loi du 27 mars 1936, 1^{er} de l'arrêté-loi du 3 juillet 1939, 9 de l'arrêté-loi du 28 novembre 1939, 1^{er} de la loi du 17 août 1948, 1^{er} de la loi du 13 juillet 1955, 120 de la loi du 14 février 1961 et 1^{er} de la loi du 27 décembre 1965*). Le gouvernement est autorisé à reporter de la vente au détail sur l'achat fait par le marchand détaillant ou sur toute autre transmission antérieure la perception de la taxe frappant les objets classés comme articles de luxe et, dans le cas où ce marchand est lui-même fabricant des dits objets, à assurer le recouvrement de la taxe du chef du passage de la marchandise de la fabrique ou de l'atelier du marchand à son commerce de détail. Il règle, dans ce dernier cas, les bases de la perception et arrête toutes les mesures d'exécution généralement quelconques.

Pour les objets à l'égard desquels il est fait application de l'alinéa qui précède, le taux de la taxe de luxe est porté à 20 p. c. Par dérogation à l'article 86, cette taxe est due quel que soit le montant de la vente.

Tout objet de luxe vendu par un fabricant d'objets similaires est réputé, jusqu'à preuve du contraire, avoir été fabriqué par lui.

L'achat d'objets à l'égard desquels il est fait application du 1^{er} alinéa est réputé, jusqu'à preuve du contraire, avoir été fait chez le producteur. L'achat des mêmes objets fait à une personne établie à l'étranger est soumis à la taxe de luxe dans tous les cas où l'acheteur ne peut ni prouver que cette taxe a été acquittée lors de la déclaration en consommation, ni désigner le fournisseur établi en Belgique qui a livré la marchandise, à l'intérieur du pays, au vendeur étranger.

Art. 175¹. (*Loi du 13 août 1947, art. 55, modifié par les articles 16 de la loi du 27 juillet 1953, 120 de la loi du 14 février 1961 et 1^{er} de la loi du 27 décembre 1965*.) La taxe est fixée à 5 p. c.

Ce taux est réduit à 1,40 p. c. pour les assurances sur la vie et les contrats de rentes viagères ou temporaires visés à l'article 174.

zien is bij artikel 30 door het bestuur worden verkocht, mogen gebruikt worden voor het opmaken van de in artikelen 8 en 21 bedoelde akten en geschriften. Het aldus betaald recht blijft aan de Staat verworven.

4. Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen.

Art. 84 (*gewijzigd bij de artikelen 1 van het koninklijk besluit van 18 december 1929, 1 van het koninklijk besluit van 21 december 1929, 1 van de wet van 2 juli 1930, 15 van de besluitwet van 13 januari 1933, 1 van de besluitwet van 3 juli 1939, 1 van de wet van 17 augustus 1948, 1 van de wet van 13 juli 1955, 120 van de wet van 14 februari 1961, 8 van de wet van 22 maart 1965, 1 van de wet van 27 december 1965 en 1 van het koninklijk besluit van 7 december 1966*). § 1. Er wordt een weeldetaks van 17 pct., 18 pct. of 20 pct. ingesteld voor de overdracht onder de levenden van de voorwerpen die, wegens hun aard of hun prijs, bij koninklijk besluit als weeldeartikelen zullen aangemerkt worden.

Deze besluiten moeten aan de bekraftiging van de wetgeving worden onderworpen, onmiddellijk zo de Kamers vergaderd zijn, zonet bij de opening van haar eerstvolgende zitting; zij blijven van toepassing tot het van kracht worden van de wet waarbij zij worden bekraftigd.

Hetzelfde geldt voor de wijzigingen die later aan de rangschikking worden toegebracht.

§ 2. Het percentage van de weeldetaks wordt verminderd tot 15 pct. voor de overdracht van automobielen die de verkrijger uitsluitend gebruikt voor een taxidienst of voor verhuring met bestuurder. De Koning bepaalt de voorwaarden waaraan de toepassing van het verminderd percentage onderworpen is.

Art. 93 (*gewijzigd bij de artikelen 1 van het koninklijk besluit van 18 december 1929, 1 van het koninklijk besluit van 21 december 1929, 1 van de wet van 2 juli 1930, 10 van de wet van 22 juli 1931, 15 van de besluitwet van 13 januari 1933, 36 van de besluitwet van 28 februari 1935, 6 van de besluitwet van 27 maart 1936, 1 van de besluitwet van 3 juli 1939, 9 van de besluitwet van 28 november 1939, 1 van de wet van 17 augustus 1948, 1 van de wet van 13 juli 1955, 120 van de wet van 14 februari 1961 en 1 van de wet van 27 december 1965*). De regering is gemachtigd van de verkoop in het klein op de aankoop door de kleinhandelaar of op elke andere vorige overdracht de heffing over te dragen van de taks op de voorwerpen gerangschikt als weeldeartikelen, en, ingeval deze handelaar zelf gezegde voorwerpen vervaardigt, de betaling te verzekeren van de taks uit hoofde van de overgang van de koopwaar van de fabriek of de werkplaats van de handelaar naar zijn kleinhandel. Zij regelt, in dit laatste geval, de grondslagen van de heffing en stelt al de uitvoeringsmaatregelen van welkdanige aard vast.

De weeldebelasting op de voorwerpen ten aanzien waarvan het vorig lid wordt toegepast, wordt tot 20 pct. opgevoerd. Bij afwijking van artikel 86, is deze taks verschuldigd welk ook het bedrag zij van de verkoop.

Elk weeldevoorwerp verkocht door een fabrikant van gelijksoortige voorwerpen wordt tot tegenbewijs, geacht door hem vervaardigd te zijn.

De aankoop van voorwerpen ten opzichte derwelke toepassing gemaakte wordt van de 1^{er} alinea, wordt geacht, zolang het tegendeel niet bewezen is, bij de voortbrenger gedaan te zijn geweest. De aankoop van zelfde voorwerpen gedaan aan een in de vreemde gevestigde persoon, is aan de weeldetaks onderworpen in alle gevallen dat de koper noch kan bewijzen dat deze taks gekweten werd bij de aangifte ten verbruik, noch de in België gevestigde leverancier kan aanduiden die de koopwaar in het binnenland aan de vreemde verkoper geleverd heeft.

Art. 175¹. (*Wet van 13 augustus 1947, art. 55, gewijzigd bij de artikelen 16 van de wet van 27 juli 1953, 120 van de wet van 14 februari 1961 en 1 van de wet van 27 december 1965*.) De taks wordt op 5 pct. vastgesteld.

Dit bedrag wordt op 1,40 pct. verminderd voor de levensverzekeringen en de in artikel 174 bedoelde overeenkomsten voor lijfrenten of tijdelijke renten.

296

95X

ANNEXE II.

BIJLAGE II.

ANNEXE II.

CONTROLE DE L'EMPLOI DES SUBVENTIONS.

Dispositions générales actuellement en vigueur.

1. Arrêté royal (loi) du 31 mai 1933.

Tout demandeur de subvention doit affirmer sur l'honneur que sa déclaration est sincère et complète.

Sanctions prévues : sanctions pénales et restitution des sommes perçues indûment.

2. Arrêté royal (loi) du 14 août 1933, article 12.

Donne au Ministre des Finances le pouvoir de se faire produire « toutes les justifications qu'il juge utiles concernant l'emploi des subventions à charge du budget » accordées à des organismes subventionnés par l'Etat ou dans lesquels le Trésor public possède des intérêts.

Ces organismes ont été énumérés dans un arrêté royal du 17 février 1937.

3. Loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

A organisé, à des degrés divers, selon les catégories d'organismes, un contrôle administratif et budgétaire; à un degré variable, donc, le contrôle de l'emploi des subventions accordées à ces organismes par l'Etat, ou de celles qu'ils accordent eux-mêmes, est possible.

4. Arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire.

Soumet à l'accord du Ministre du Budget :

- les arrêtés et décisions édictant ou modifiant les règles organiques concernant l'octroi des subventions;
- les propositions d'octroi de subventions non réglementées dépassant 100 000 francs.

Soumet à l'avis de l'Inspection des Finances les propositions d'octroi de subventions :

- non réglementées supérieures à 20 000 francs;
- réglementées quant aux conditions d'octroi mais dont le montant n'est pas préfixé.

Lacunes ou inconvénients auxquels le projet entend remédier.

- Ne prévoit pas de contrôle ni la production de justification de l'emploi de la subvention.

- Ne vise que les subventions accordées par l'Etat, et non celles accordées par d'autres personnes morales (parastataux).

- Ne s'applique qu'à 16 organismes (et aux sociétés locales des habitations à bon marché).

- Ne prévoit pas de sanction lorsque le bénéficiaire de la subvention ne répond pas aux demandes du Ministre des Finances.

- Ne vise que les subventions accordées par l'Etat (donc pas par les parastataux).

- Ne s'applique qu'aux organismes qui y sont énumérés : y échappent donc certains parastataux, ainsi que les personnes morales de droit privé (A.S.B.L.).

- A part les organismes de catégorie A, où les inspecteurs des Finances sont chargés du contrôle, celui-ci est exercé par des commissaires du Gouvernement et des délégués du Ministre des Finances; de plus, le Ministre de tutelle approuve ou reçoit communication des budgets et comptes; des revisseurs (il n'y en a pas dans tous les parastataux) contrôlent en outre l'exactitude des écritures.

Budgets et comptes ne permettent de se faire qu'une idée globale; commissaires et délégués du Ministre des Finances n'ont connaissance que des matières discutées par les organes de gestion où ils siègent; ce n'est donc que dans le cas où l'organe de gestion statue sur l'attribution d'une subvention qu'ils peuvent pratiquement intervenir; si cet organe a délégué le pouvoir et attribué des subventions, ils n'ont pas connaissance des décisions d'octroi.

- Echappent à l'obligation d'accord du Ministre du Budget les propositions d'octroi de subventions non réglementées inférieures à 100 000 francs.

- Aussi longtemps qu'aucune proposition de modification et la réglementation existante ne lui est pas soumise, le Ministre du Budget n'est pas en mesure de provoquer un renforcement du contrôle ni une uniformisation des règles. Beaucoup de ces réglementations ne sont pas publiées (ne doivent l'être que si elles intéressent la généralité des citoyens).

- Echappent à l'avis de l'Inspection des Finances, les subventions de moins de 20 000 francs (négligeable).

N.B. — 1. Lorsque son accord est sollicité, soit pour l'établissement ou la modification d'une réglementation d'octroi, soit pour l'octroi d'une subvention de plus de 100 000 francs, le Ministre du Budget peut subordonner cet accord à l'obligation de produire des justifications de l'emploi des subventions ou d'en faire le contrôle. Il n'est cependant pas en mesure de préciser la nature ou l'étendue des justifications à réclamer qui sont fonction de la diversité des objets à subventionner; le Ministre qui alloue le subside est meilleur juge à ce sujet.

2. Si un avis défavorable de l'Inspection des Finances a pour effet de provoquer l'intervention du Ministre du Budget, encore faut-il que les dossiers soient effectivement soumis à l'Inspection, dans les cas prévus par l'arrêté royal du 5 octobre 1961. Si les dispositions de celui-ci sont méconnues — ce qui n'est pas exclu en pratique —, seul un organe de contrôle externe au département peut s'opposer au paiement pour absence d'intervention de l'Inspection des Finances :

- a) le comptable des dépenses engagées;
- b) la Cour des Comptes.

BIJLAGE II.

CONTROLE OP HET GEBRUIK VAN DE TOELAGEN.

Thans algemeen geldende bepalingen.

1. Koninklijk besluit (wet) van 31 mei 1933.

Alwie een toelage aanvraagt, moet op zijn eer bevestigen dat zijn verklaring eerlijk en volledig is.

Geldende strafbepalingen: strafrechtelijke en teruggave van de ten onrechte ontvangen bedragen.

2. Koninklijk besluit (wet) van 14 augustus 1933, art. 12.

Verleent aan de Minister van Financiën de macht « zich alle door hem dienstig geachte verantwoording (te) laten overleggen in verband met het gebruik van de subsidiën ten bezware van de begroting » toegekend aan instellingen die van de Staat toelagen ontvangen of waarin de Schatkist belangen heeft.

Deze instellingen werden opgesomd in een koninklijk besluit van 17 februari 1937.

3. Wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Deze heeft een bestuurlijke en een begrotingscontrole in verschillende graden, naar gelang van de categorieën van instellingen, ingevoerd; er is dus een controle in verschillende graden op de aanwending van de door de Staat aan die instellingen verleende toelagen of op de toelagen die zij zelf verlenen, mogelijk.

4. Koninklijk besluit van 5 oktober 1961 tot regeling van de administratieve en begrotingscontrole.

Krachtens dit besluit worden aan de Minister van Financiën ter instemming voorgelegd:

- de besluiten en beslissingen die de organische regelen inzake het verlenen van toelagen invoeren of wijzigen;
- de voorstellen tot toekenning van niet-gereglementeerde toelagen die 100 000 frank overschrijden.

Er worden ter fine van advies aan de Inspectie van Financiën voorgelegd, de voorstellen inzake het verlenen van:

- niet-gereglementeerde toelagen boven 20 000 frank;
- en van de naar de toekenningsvoorwaarden gereglementeerde toelagen, waarvan het bedrag niet vooraf is vastgesteld.

Leemten of nadelen waarin het ontwerp moet voozien.

— Voorziet noch in controle of noch in verantwoording van het gebruik van de toelage.

— Heeft slechts betrekking op de toelagen verleend door de Staat en niet op die welke verleend worden door andere rechtspersonen (parastatalen).

— Is slechts van toepassing op 16 instellingen (en op de plaatselijke maatschappijen voor goedkope woningen).

— Voorziet geen sanctie voor het geval de begünstigde niet antwoordt op de vragen van de Minister van Financiën.

— Heeft slechts betrekking op de door de Staat verleende toelagen (dus niet op die welke verleend worden door de parastatalen).

— Is slechts van toepassing op de instellingen die erin opgesomd worden: sommige parastatalen evenals de privaatrechtelijke rechtspersonen (V.Z.W.) vallen er dus niet onder.

— Behalve voor de instellingen van categorie A, waar de inspecteurs van Financiën belast zijn met de controle, wordt deze uitgeoefend door commissarissen van de Regering en afgevaardigden van de Minister van Financiën; bovendien keurt de Minister, die met het hoger toezicht belast is, de begrotingen en rekeningen goed of ontvangt er mededeling van; bovendien gaan revisoren (en er zijn er niet in alle parastatalen) de juistheid van de documenten na.

Op grond van begrotingen en rekeningen kan men zich slechts een globaal idee vormen; commissarissen en afgevaardigden van de Minister van Financiën hebben slechts kennis van de onderwerpen die besproken worden in de orgaene waarin zij zetelen; slechts wanneer het bestuursorgaan beraadslaagt over de toekenning van een toelage, kunnen zij praktisch tussenkomst; zo dit orgaan de bevoegdheid om toelagen te verlenen heeft overgedragen, hebben zij geen kennis van de beslissingen tot toekenning.

— Onder de verplichting tot instemming door de Minister van Begroting vallen niet: de voorstellen voor toekenning van niet-gereglementeerde subsidies beneden 100 000 frank.

— Zolang hem geen voorstel tot wijziging van de bestaande reglementering wordt voorgelegd, kan de Minister van Begroting niet overgaan tot een verscherping van de controle, noch tot een uniformisering van de regels. Vele van die reglementeringen zijn niet gepubliceerd (moeten overigens slechts worden bekendgemaakt indien zij voor de grote meerderheid van de bevolking van belang zijn).

— Aan het advies van de Inspectie van Financiën ontkomen de toelagen van minder dan 20 000 frank (welke over het hoofd gezien mogen worden).

N.B. — 1. Wanneer de instemming van de Minister van Begroting vereist is voor het opmaken of de wijziging van een reglementering inzake toekenning, dan wel voor het verlenen van een toelage van meer dan 100 000 frank, kan hij die instemming onderschikt maken aan de verplichting om rechtvaardigingen voor te leggen van de besteding van de toelagen of om ze aan controle te onderwerpen. Nochtans kan hij onmogelijk de aard of de omvang van de te vragen reclamatiess preciseren, welke afhangen van het uiteenlopende karakter der te subsidiëren materies; de Minister die de toelage toekent, is in dat opzicht de beste rechter.

2. Zo een ongunstig advies van de Inspectie van Financiën een tussenkomst van de Minister van Begroting tot gevolg heeft, is eerst nog vereist dat de dossiers werkelijk aan de Inspectie voorgelegd worden in de gevallen voorzien bij het koninklijk besluit van 5 oktober 1961. Zo de bepalingen van dit besluit miskend werden — wat in de praktijk niet uitgesloten is —, kan slechts een aan het Departement vreemd controlesorgaan zich tegen de betaling verzetten, omdat de Inspectie van Financiën niet tussengekomen is, nl.:

- a) de rekenplichtige der vastgelegde uitgaven;
- b) het Rekenhof.